

ΠΡΑΓΜΑΤΕΙΑΙ ΤΗΣ ΑΚΑΔΗΜΙΑΣ ΑΘΗΝΩΝ

ΣΥΝΤΑΓΜΑΤΙΟΝ ΝΟΜΙΚΟΝ

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΥ ΙΩΑΝΝΟΥ ΥΨΗΛΑΝΤΗ ΒΟΕΒΟΔΑ

ΗΓΕΜΟΝΟΣ ΠΑΣΗΣ ΟΥΓΓΡΟΒΛΑΧΙΑΣ

1780

ΕΚΔΙΔΟΜΕΝΟΝ ΜΕΤ' ΕΙΣΑΓΩΓΗΣ ΚΑΙ ΙΣΤΟΡΙΚΗΣ ΑΝΑΣΚΟΠΗΣΕΩΣ

ΤΩΝ ΕΝ ΑΥΤΩΙ ΘΕΣΜΩΝ

ΥΠΟ ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΥ Ι. ΖΕΠΟΥ

Il y a quatre ans, sur le conseil de notre très regretté maître, le professeur A. M. Andréadès, nous nous sommes livrés à une étude sur place des sources du droit roumano-byzantin pendant la période phanariote — cette page splendide de l'histoire du droit tant roumain que byzantin. Durant notre séjour en Roumanie, nous avons recueilli les matières indispensables à une nouvelle édition du code phanariote qui, sous le titre modeste de ΣΥΝΤΑΓΜΑΤΙΟΝ ΝΟΜΙΚΟΝ, fut promulgué par Alexandre Ypsilanti à Bucarest en 1780. Nous avons étudié ce code d'abord en Allemagne et puis en Grèce, et ce sont les conclusions de ce travail que nous osons présenter aujourd'hui au public.

En procédant à une nouvelle édition critique du texte de ce code, nous avons cru indispensable de le faire précéder d'une introduction sur son histoire externe et d'une analyse des institutions y contenues. Nous espérons pouvoir de cette façon apporter une contribution à l'histoire du droit Gréco-roumain, révéler une époque de l'histoire du droit post-byzantin inconnue au grand public, et réveiller ainsi l'intérêt scientifique, afin que le droit de l'époque en question soit fouillé et restauré dans des ouvrages plus amples.

Le ΣΥΝΤΑΓΜΑΤΙΟΝ ΝΟΜΙΚΟΝ est, par excellence, un monument du droit byzantin et surtout du droit hellénique qui, pendant de longs siècles, put

ΠΡΑΓΜΑΤΕΙΑΙ ΤΗΣ ΑΚΑΔΗΜΙΑΣ ΑΘΗΝΩΝ. — ΤΟΜΟΣ Δ'.



survivre à l'état latent dans la péninsule des Balkans, l'Asie Mineure et l'Égypte, et qui parfois trouva aussi sa manifestation dans le droit des empereurs romains.

Ce code présente donc un intérêt essentiel, en ce sens que, tout comme le code valaque de 1818 dont l'affinité est évidente, il constitue la plus récente codification des principales institutions législatives de l'Orient et surtout de celles de la Grèce antique, sous la forme où ces dernières survécurent et furent appliquées à l'époque post-byzantine.

Ainsi le système du servage roumain, examiné au chapitre II, est en étroite relation avec l'institution byzantine y relative.

Les dispositions du droit réel (chap. III), telles que celles concernant l'emphyteusis, les droits sur les lacs, les moulins etc., sont de provenance byzantine, comme le sont aussi celles du droit des obligations: vente, enregistrement des actes transitoires dans des registres spéciaux, προτίμησις, prêt, intérêts, garantie etc. (chap. IV).

Ce qui caractérise par excellence l'influence byzantine c'est la relation incontestable de la communauté familiale du Syntagma avec le régime matrimonial du droit hellénique. Cette communauté familiale constitue la base même du droit de famille et du droit de propriété du code Ypsilanti: en effet, c'est sur cette idée de communauté familiale que sont fondés les rapports matrimoniaux entre époux en général, et plus spécialement l'obligation imposée aux père et mère ainsi qu'aux frères de constituer une dot, le règlement particulier des bona materna, ainsi que d'autres institutions du droit de famille (chap. V) réglées dans ce code. En outre, les dispositions sur la puissance paternelle et la tutelle ne font que reproduire les formules byzantines correspondantes.

L'influence du droit byzantin, tant de celui des empereurs que de celui qui sous l'influence hellénique s'exerça pendant des siècles d'une manière occulte dans les provinces orientales de l'empire romain, est évidente aussi dans les dispositions du droit des successions du code Ypsilanti (chap. VI). A notre avis, il ne faudrait pas négliger le fait, que, dans le Syntagma aussi bien que dans les coutumes juridiques grecques développées après la chute de l'empire sous l'influence du droit byzantin, nous trouvons la forme du testament rédigé devant le confesseur du testateur ou bien devant l'évêque. En outre, dans les successions «ab intestat» les dispositions qui reconnaissent un droit exclusif aux descendants masculins du défunt sur la maison paternelle sont d'une exceptionnelle importance. Ces disposi-

tions visent au maintien du foyer familial, et c'est très significatif le fait que des dispositions analogues étaient connues aussi dans le droit grec ancien, qu'elles purent survivre en Syrie et puis dans l'empire byzantin et qu'on les retrouve dans les coutumes juridiques de quelques contrées de la Grèce actuelle, telle que le Magne. Ce privilège des descendants masculins se trouve en harmonie avec l'exclusion des filles dotées du patrimoine de l'ascendant défunt, et il est à noter que cette exclusion, tant dans le Syntagmaion que dans le droit coutumier grec, se trouve complétée par des dispositions qui repoussent également le droit de collation de la dot.

Le droit des successions ainsi que le droit de famille du code d'Ypsilanti sont dans leur ensemble une reproduction plus ou moins fidèle des dispositions byzantines y relatives: telles celles sur la succession déferée à l'encontre du testament, les *ψυχικά* et les *τοικοιρία* sont presque une copie des dispositions analogues des diverses collections byzantines. Enfin celles concernant l'organisation de la justice et la procédure (chap. VII) sont aussi en général élaborées sur des modèles byzantins.

Nous avons tâché de résumer dans ces quelques lignes les conclusions de notre étude sur le Syntagmaion, en insistant sur la grande valeur du texte de ce code réédité dans la deuxième partie de ce livre.

Nous croyons de notre devoir d'adresser nos remerciements les plus chaleureux aux professeurs de l'Université de Bucarest M. M. N. Jorga, C. Giurescu, P. P. Panaïtescu, N. Constantinescu, I. Peretz, à M. J. Filitti, et à M. N. Cartoian ainsi qu'à l'infatigable pionnier de l'histoire du droit roumain M. St. Berechet, Professeur à la Faculté de droit de Jassy, et tout particulièrement à M. D. Rouso, le savant professeur de la Faculté des Lettres de Bucarest, pour leur aide pendant nos études en Roumanie. Nous désirons encore rendre ici hommage à notre vénéré maître, le professeur M. E. Rabel, Directeur de l'Institut du Droit Étranger et International Privé à Berlin, ainsi qu'au professeur M. Fr. Dölger, Directeur du Séminaire de l'hellénisme byzantin à l'Université de Munich, pour leur bienveillant accueil et les facilités qu'ils ont bien voulu nous procurer pendant notre séjour en Allemagne. Mais c'est surtout à notre très honoré ami, M. G. Pétropoulos, Professeur de l'histoire du Droit Hellénique à la Faculté d'Athènes, que nous voulons exprimer notre profonde reconnaissance pour ses savantes indications et ses longs entretiens pendant l'élaboration de notre étude. Enfin, c'est à notre très vénéré maître, le professeur M. C. Triantaphyllopoulos



qui accepta d'être le rapporteur de cette étude devant les membres de l'Académie d'Athènes, et à cette même Académie qui assumait la charge de son édition que nous tenons à exprimer toute notre gratitude.

Athènes, juillet 1935.

.....



ΒΙΒΛΙΟΓΡΑΦΙΑ

(Αἱ παραπομπαὶ γίνονται διὰ τοῦ ὀνόματος τοῦ συγγραφέως καὶ μέρους μόνον τοῦ τίτλου).

Ι.-ΠΗΓΑΙ

1. ȘT. G. BERECHET, *Pravilniceasca Condică* (Συνταγμάτων Νομικὸν) din Muntenia 1780. 'Ev Colecție de legi vechi românești, seria I: Legi greco - române, Chișinău, 1930.
2. C. N. BRAILOIU, *Pravilniceasca Condică* a domnului Alexandru Ioan Ipsilant V. V., București, 1841.
3. K. G. BRUNS - ED. SACHAU, *Syrisch - römisches Rechtsbuch* aus dem fünften Jahrhundert, Leipzig, 1880.
4. FR. BÜCHELER-E. ZITELMANN, *Das Recht von Gortyn*. (Rheinisches Museum für Philologie herausgegeben von O. Ribbeck - Fr. Bücheler), Frankfurt a. M., 1885.
5. J. M. BUJOREANU, *Collectiune de legiurile României vechi și noi* în Biblioteca de legislațiune, 3, București 1885.
6. Μ. Ι. ΓΕΛΕΩΝ, *Κανονικαὶ διατάξεις, ἐπιστολαί, λύσεις, θεσπίσματα τῶν ἁγιωτάτων πατριαρχῶν Κωνσταντινουπόλεως ἀπὸ Γρηγορίου τοῦ Θεολόγου μέχρι Διονυσίου τοῦ ἀπὸ Ἀδριανουπόλεως*, 1-2, Κωνσταντινούπολις, 1888 - 1889.
7. W. EILERS, *Die Gesetzesstele Chammurabis. Gesetze um die Wende des dritten vorchristlichen Jahrtausends*. Leipzig, 1932.
8. E. DE HURMUZAKI, *Documente privitoare la Istoria Românilor*, 14: Documente grecești privitoare la Istoria Românilor publicate după originale, copiile Academiei Române și tipăriri de N. JORGA, μέρος II, 1716-1777, București, 1917.
9. N. JORGA, *Anciens documents de droit roumain, avec une préface contenant l'histoire du droit coutumier roumain*, 1-2, Paris-Bucarest, 1930-1931.
10. N. JORGA, *Studii și documente*, 1-25, București, 1901-1916.
11. J. KARST, *Sempadscher Kodex* aus dem 13. Jahrhundert oder mittelarmenisches Rechtsbuch, 1-2, Strassburg, 1905.
12. F. MIKLOSICH - J. MÜLLER, *Acta et diplomata graeca medii aevi*, 1-6, Wien, 1860 - 1889.
13. TH. MOMMSEN-P. M. MEYER, *Theodosiani libri XVI cum constitutionibus sirmondianis et leges novellae ad Theodosianum pertinentes*, Berolini, 1-2, 1905.
14. J. NICOLE, *Λέοντος τοῦ Σοφοῦ τὸ Ἐπαρχικὸν Βιβλίον*, Le livre du Préfet ou l'édit de l'Empereur Léon le Sage sur les corporations de Constantinople, Genève, 1893.
15. J. PERETZ, *Hrisoavele domnești* (4, τοῦ Curs de istoria dreptului român), București, 1931.



16. J. B. PITRA, *Analecta sacra et classica Spicilegio Solesmensi parata*, 6, Παρίσιοι - Ρώμη, 1891.
17. Γ. Α. ΡΑΛΛΗ καὶ Μ. ΠΟΤΛΗ, *Σύνταγμα τῶν θείων καὶ ἱερῶν κανόνων τῶν τε ἁγίων καὶ πανευφήμων ἀποστόλων καὶ τῶν ἱερῶν οἰκουμενικῶν καὶ τοπικῶν συνόδων καὶ τῶν κατὰ μέρος ἁγίων πατέρων ἐκδοθὲν σὺν πλείσταις ἄλλαις τὴν ἐκκλησιαστικὴν κατάστασιν διεπούσαις διατάξεσι μετὰ τῶν ἀρχαίων ἐξηγητῶν καὶ διαφόρων ἀναγνωσμάτων*, 1-6, Ἀθῆναι, 1852 - 1859.
18. ED. SACHAU, *Aramäische Papyrus und Ostraka aus einer jüdischen Militär-Kolonie zu Elephantine*, Leipzig, 1911.
19. ED. SACHAU, *Syrische Rechtsbücher*, 1-3, Berlin, 1907 - 1914.
20. Κ. Ν. ΣΑΘΑ, *Μεσαιωνικὴ Βιβλιοθήκη*, 1-7, Βενετία, Ἀθῆναι, Παρίσιοι, 1872 - 1894.
21. K. SETHE - J. PARTSCH, *Demotische Urkunden zum ägyptischen Bürgschaftsrechte, vorzüglich der Ptolemäerzeit*, (Abhandlungen der philol.-histor. Klasse der Sächsischen Akademie der Wissenschaften, 32) Leipzig, 1920.
22. W. SPIEGELBERG - J. PARTSCH, *Die demotischen Papyri Hauswaldt, Verträge der ersten Hälfte der Ptolemäerzeit (Ptolemäios, II-IV) aus Apollinopolis*, Leipzig, 1913.
23. ΕΛ. ΤΑΠΕΙΝΟΥ καὶ Κ. ΒΑΣΙΛΕΙΑΔΟΥ, *Πρόχειρον Νομικὸν Θεοφίλου Ἐπισκόπου Καμπανίας*, Κωνσταντινούπολις, 1887.
24. FR. TRINCHERA, *Syllabus graecarum membranarum*, Napoli, 1865.
25. F. J. USPENKIJ - V. V. BENEŠEVIČ, *Actes de Vazelon. Matériaux pour servir à l'histoire de la propriété rurale et monastique à Byzance aux XIII - XV siècles*. Leningrad, 1927.
26. ΣΤ. ΞΑΝΘΟΥΔΙΔΟΥ, *Κρητικά συμβόλαια Ἐνετοκρατίας, 1575-1643*, Ἡράκλειον, 1912.
27. Σ. ΖΑΜΠΕΛΙΟΥ, *Ἱταλοελληνικά, ἤτοι κριτικὴ πραγματεία περὶ τῶν ἐν τοῖς ἀρχείοις Νεαπόλεως ἀνεκδότων ἐλληνικῶν περγαμηνῶν*, Ἀθῆναι, 1864.
28. C. E. ZACHARIAE VON LINGENTHAL, *Jus Graeco - Romanum*, 1-7, Λειψία, 1856 - 1884. (I: *Practica ex actis Eustathii Romani*, 1856, II: *Liber juridicus alphabeticus sive Synopsis minor et Ecloga legum in epitome expositarum*, 1856, III: *Novellae constitutiones Imperatorum post Iustinianum*, 1857, IV: *Ecloga privata aucta, Ecloga ad Prochiron mutata et Epanagoge aucta*, 1865, V: *Synopsis Basilicorum*, 1869, VI: *Prochiron auctum*, 1870, VII: *Epitomae legum tit. XXIV et sequentes* 1884).
29. ΙΩΑΝΝΟΥ καὶ ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΥ ΖΕΠΟΥ, *Jus Graecoromanum*, 1-8, Ἀθῆναι, 1931 (I: *Νεαραὶ καὶ Χρυσόβουλλα τῶν μετὰ τὸν Ἰουστινιανὸν βυζαντινῶν αὐτοκρατόρων*, II: *Ἐκλογή τῶν νόμων, Νόμοι γεωργικοί, στρατιωτικοί, ναυτικοί, Πρόχειρος Νόμος, Ἐπαναγωγή τοῦ νόμου, Λέοντος τοῦ Σοφοῦ Ἐπαρχικὸν βιβλίον*, III: *Θεοφίλου ἀντικλήνσορος τὰ Ἰνστιτοῦτα, αἱ Ροπαί, περὶ πεκουλίων, περὶ ἰδικῶν ἀγωγῶν*, IV: *Πεῖρα Εὐσταθίου τοῦ Ρωμαίου, Ἐπιτομὴ νόμων*, V: *Σύνοψις τῶν Βασιλικῶν*, VI: *Ἡῤῥημένη Ἐκλογή, Ἡῤῥημένη Ἐπαναγωγή, Ecloga ad Prochiron mutata*, Μικρὰ Σύνοψις, VII: *Ἡῤῥημένον Πρόχειρον, Μελέτη περὶ ψιλῶν συμφώνων, Μιχαὴλ Ψελλοῦ Σύνοψις τῶν νόμων, Μιχαὴλ*

Ἀτταλειώτου ποίημα νομικόν, κατ' ἀποφάνσεις Δημητρίου τοῦ Χωματιανοῦ, VIII: Κώδιξ πολιτικός τοῦ περιγκιπάτου τῆς Μολδαβίας, πολιτικός κώδιξ Οὐγγροβλαχίας, Συλλογὴ τοπικῶν ἑλληνικῶν ἐθίμων).

30. Δημοσθένους πρὸς Μακάριον, ed. Fr. Blass (Demosthenis orationes ex recensione G. Dindorfii), 3, Lipsiae, 1907.
31. Ἡροδότου Ἱστοριῶν πέμπτη, ed. H. Kallenberg (Herodoti Historiarum libri IX, ed. H. R. Dietsch), 2, Lipsiae, 1918.
32. Πλάτωνος Νόμοι, ed. C. Fr. Hermann (Platonis Dialogi, 5), Lipsiae, 1920.
33. Corpus iuris civilis, ἔκδ. Th. Mommsen-P. Krueger-R. Schoel-G. Kroll, Βερολῖνον, 1-3, 1905-1928.
34. Βασιλικά (β' ἔκδ. Ἰωάννου Ζέπου, 1-5, Ἀθῆναι, 1910-1912, = ἔκδ. Heimbach καὶ τὰ συμπληρώματα Zachariae von Lingenthal, E. Ferrini, J. Mercati).
35. Ἀρμενοπούλου Ἐξάβιβλος, ἔκδ. G. E. Heimbach, Λειψία, 1851.
36. Κωνσταντίνου Ἀρμενοπούλου, κριτοῦ Θεσσαλονίκης, ἡ Ἐξάβιβλος εἰς κοινὴν γλῶσσαν μεταφρασθεῖσα, ἐν ᾗ προσετέθη παρὰ Ἀλεξίου Σπανοῦ τοῦ ἐξ Ἰωαννίνων τὸ περὶ συνοικεσίων ἐγχειρίδιον, ἔκδ. Βενετίας, 1820.
37. Νομοκάνων Μανουὴλ Μαλαξοῦ, ἔκδ. ἐν Θέμειδι Σγούτα, 7, Ἀθῆναι, 1856, σ. 165 ἐπ.
38. Διαταγαὶ Γάμων. Ἐν ἔτει σωτηρίῳ ,αψξζ', ἐν μηνὶ φεβρουαρίῳ, παρὰ Παναγιώτη Κυριακίδη, τῷ βυζαντίῳ.
39. Πηδάλιον τῆς νοητῆς νηός, τῆς μιᾶς ἀγίας, καθολικῆς καὶ ἀποστολικῆς τῶν ὀρθοδόξων ἐκκλησίας, β' ἔκδ. ὑπὸ Κ. Γκάρπολα τοῦ Ὀλυμπίου, Ἀθῆναι, 1841.
40. Adunare cuprinzătoare în scurt din cărțile Impărateștilor Pravile, alcătuită de Andronache Donici, 1814.
41. Indreptarea Legiei cu Dumnezeu, care are toată judecata arhierească și împărătească de toate vinele preotești și mirenești, Târgoviște, 1652 (ἀνατύπωσις ἄνευ χρονολογίας).
42. Pravila bisericească, numită cea mică, tipărită mai întâi la 1640, în mănăstirea Govora, publicată acum în transcripțiune cu litere latine de Academia Română, București, 1884.

Συντμήσεις συλλογῶν παπύρων

43. BGU = Ägyptische Urkunden aus den königlichen Museen zu Berlin, herausgegeben von der Generalverwaltung. Griechische Urkunden, 1-4, Berlin, 1895 - 1912.
44. KRU = Koptische Rechtsurkunden des achten Jahrhunderts aus Djême (Theben), herausgegeben von W. E. Crum und G. Steindorf, 1, Leipzig, 1912.
45. P. FLOR = Papiri greco-egizii publicati dalla R. Accademia dei Lincei sotto la Direzione di D. Comparetti e G. Vitelli. Papiri Fiorentini, 1-3, Milano, 1906 - 1915.
46. P. MÜNCHEN = Byzantinische Papyri in der Königlichen Hof- und Staatsbibliothek zu München, herausgegeben von A. Heisenberg und L. Wenger, Leipzig - Berlin, 1914.
47. P. Oxy. = The Oxyrhynchus Papyri edited by B. Grenfell and A. Hunt, 2, London, 1899.



72. ŞT. GR. BERECHET, Der Einfluss des byzantinischen auf das alte rumänische Recht, ἐν «Μνημοσύνοις Παππούλια» ἐκδ. Π. Βάλληγδα, Ἀθήναι, 1934, σ. 29 ἐπ.
73. I. BIANU, Catalogul manuscriptelor româneşti, 1, Bucureşti, 1907, 2, 1913.
74. I. BIANU şi N. HODOŞ, Bibliografia românească veche, 1-2, Bucureşti, 1903-1910.
75. Π. Κ. ΒΙΖΟΥΚΙΔΟΥ, Ἡπειρωτικῶν θεσµίων ἔρευνα, ἐν «Ἡπειρωτικοῖς Χρονικοῖς», Ἰωάννινα, 2, 1927, σ. 5 ἐπ.
76. P. BISOUKIDES, Islamisches Recht, Berlin, 1929.
77. * Türkisches Recht, Berlin, 1929.
78. N. BLARAMBERG, Essai comparé sur les institutions et les lois de la Roumanie depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, Bucarest, 1885.
79. P. BONFANTE, Storia di diritto romano, 4^η ἐκδ., Roma, 1934.
80. H. BOTT, Die Grundzüge der Diokletianischen Steuerverfassung, Darmstadt, 1928.
81. Σ. Ι. ΒΟΥΤΥΡΑ, Λεξικὸν ἱστορίας καὶ γεωγραφίας πάντων τῶν ἐθνῶν, Κωνσταντινούπολις, 1890.
82. FR. BRANDILEONE, La stipulatio nell' età imperiale romana e durante il Medio Evo (ἐν Rivista di storia del diritto italiano, 1, 1928, σ. 7, ἐπ.= Scritti di storia del diritto privato italiano, Bologna, 2, 1931, σ. 419 ἐπ.).
83. FR. BRANDILEONE, La traditio per cartam nel diritto bizantino ἐν Studi in onore di V. Scialoja, 1, 1905, σ. 5 ἐπ.= Scritti di storia del diritto italiano, 2, 1931, σ. 13 ἐπ.
84. ST. BRASSLOF, Zur Kenntnis des Volksrechts in den romanisirten Ostprovinzen des römischen Kaiserreichs, Weimar, 1902.
85. F. E. BRUCK, Schenkung auf den Todesfall, Breslau, 1909.
86. B. BRUGI, Le dottrine giuridiche degli agrimensori romani, Verona-Padova, 1897.
87. H. BRUNNER, Zur Rechtsgeschichte der römischen und germanischen Urkunde, Berlin, 1880.
88. J. B. BURY, The land question, ἐν ED. GIBBON, The history of the decline and fall of the Roman Empire, 5, London, 1911, σ. 561 ἐπ.
89. P. CANCEL, Despre «rumân» şi despre unele probleme lexicale vechi slavo-romane, Bucureşti, 1921.
90. D. CANTEMIRII, Descriptio antiqui et hodierni status Moldaviae ἐκδ. ὑπὸ Papiu Ilarianu, Operele Principelui Demetriu Cantemiru, 1, Bucureşti, 1872.
91. J. L. CARRA, Histoire de la Moldavie et de la Valachie avec une dissertation sur l'état actuel de ces deux Provinces, Jassy, 1777.
92. GR. CASSIMATIS, Les intérêts dans la législation de Justinien et dans le droit byzantin, Paris, 1931.
93. N. H. CHIHA, Traité de la propriété immobilière en droit ottoman, Le Caire, 1906.
94. R. CLAUSING, The Roman colonate. The theories of its origin (Studies in history, economics



- and public law, έκδ. ὑπὸ τῆς Columbia University, 117, ἀρ. 1), New - York, 1925.
95. P. COLLINET, Études historiques sur le droit de Justinien. I: Le caractère oriental de l'œuvre législative de Justinien et les destinées des institutions classiques en Occident, Paris, 1912.
 96. N. A. CONSTANTINESCU, Réforme sociale ou réforme fiscale? ἐν Bulletin de la Section historique de l'Académie Roumaine, 11, Bucarest, 1924.
 97. E. CUQ, Études sur le droit babylonien: les lois assyriennes et les lois hittites Paris, 1909.
 98. Α. ΓΟΥΔΑ, Βίοι παράλληλοι τῶν ἐπὶ τῆς ἀναγεννήσεως τῆς Ἑλλάδος διαπρεψάντων ἀνδρῶν, 6, (πολιτικοὶ ἄνδρες), Ἀθῆναι, 1874.
 99. Α. Γ. ΔΑΛΕΖΙΟΥ, Ἀρθρον «ἀτσιγγανοί», εἰς Μεγ. Ἑλληνικὴν Ἑγκυκλοπαιδεῖαν, 6, 1928, σ. 139.
 100. Δ. Ε. ΔΕΛΗΓΕΩΡΓΗ, Περὶ συνεισφορᾶς (collatio) ἐν γένει κατὰ τὸ ρωμαϊκὸν καὶ βυζαντινὸν δίκαιον καὶ κατὰ τὰ νῦν κρατοῦντα, Ἀθῆναι, 1898.
 101. Α. DÉLÉAGE, Les cadastres antiques jusqu'à Dioclétien, ἐν Études de papyrologie, 2, Le Caire, 1934.
 102. Ν. Π. ΔΗΜΗΤΡΑΚΟΠΟΥΛΟΥ, Τὸ δίκαιον ἐν ταῖς παροιμίαις, ἐν «Νομικῇ» Ἡλ. Διακοπούλου, 3, Ἀθῆναι, 1896-1897, σ. 289 ἐπ. = Νομικαὶ Ἑνασχολήσεις, έκδ. Κ. Γ. Μπαλῆ, 2, Ἀθῆναι, 1912, σ. 79 ἐπ.
 103. FR. DÖLGER, Beiträge zur Geschichte der byzantinischen Finanzverwaltung, besonders des 10. und 11. Jahrhunderts, (Byzantisches Archiv, 9), Leipzig, 1927.
 104. FR. DÖLGER, Das Fortbestehen der ἐπιβολή in mittel- und spätbyzantinischer Zeit (ἀνατύπ. ἐκ Studi in memoria di A. Albertoni, 2), Padova, 1934.
 105. E. V. DRUFFEL, Papyrologische Studien zum byzantinischen Urkundenwesen, (Münchener Beiträge zur Papyrusforschung u. antiken Rechtsgeschichte, 1), München, 1915.
 106. Ν. Π. ΕΛΕΥΘΕΡΙΑΔΟΥ, Ἡ ἀκίνητος ἰδιοκτησία ἐν Τουρκίᾳ, Ἀθῆναι, 1903.
 107. C. ERBICIANU, Cronicarii greci cariî au scris despre Români in epoca fanariota, Bucureşti, 1888.
 108. W. ERDMANN, Die Ehe im alten Griechenland (Münchener Beiträge zur Papyrusforschung und antiken Rechtsgeschichte, 20), München, 1934.
 109. Α. FERRADOU, Des biens des monastères à Byzance, Bordeaux, 1896.
 110. G. FERRARI, I documenti greci medioevali del diritto privato dell'Italia meridionale e loro attinenze con quelli bizantini d'Oriente e coi papiri greco-egizii (Byzantisches Archiv, 4), Leipzig, 1910.
 111. G. FERRARI, Formulari notarili inediti dell'età bizantina (Estr. dal Bulletino dell'Istituto Storico Italiano, N. 33), Roma, 1912.
 112. G. FERRARI, La donazione nei papiri di Ravenna ἐν Studi in onore di S. Riccobono, 1, Palermo, 1932, σ. 457 ἐπ.

113. I. C. FILITTI, Clasele sociale în trecutul românesc (ἀνατύπ. ἐκ Convorbiri Literare), Bucureşti, 1925.
114. Ι. ΦΙΛΗΜΟΝΟΣ, Δοκίμιον ἱστορικὸν περὶ τῆς ἐλληνικῆς ἐπαναστάσεως, 1-4, Ἀθῆναι, 1859-1861.
115. G. FOTINO, Contribution à l'étude des origines de l'ancien droit coutumier roumain. Un chapitre de l'histoire de la propriété au Moyen-Age, Paris, 1925.
116. G. FOTINO, Incercări de vechiu drept românesc. Obiceiuri la fixarea hotarelor, Craiova, 1925.
117. G. FOTINO, Droit romain et droit oriental: phénomènes d'interpénétration. La représentation en matière de succesions féminines dans l'ancien droit roumain, ἐν Mélanges in memoria lui V. Pârvan, Bucarest, 1934.
118. B. FRESE, Zur Lehre von der Quittung, ἐν Zeitschrift der Savigny-Stiftung, Rom. Abt. 18, Weimar, 1897, σ. 241.
119. Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας, τὰ νῦν Τρανσυλβανίας, Βλαχίας καὶ Μολδαβίας ἐκ διαφορῶν παλαιῶν καὶ νεωτέρων συγγραφέων συνερανισθεῖσα, Βιέννη, 1-3, 1817-1819.
120. G. GEIB, Darstellung des Rechtszustandes in Griechenland während der türkischen Herrschaft und bis zur Ankunft des Königs Otto I. Heidelberg 1835.
121. ED. GIBBON, The history of the decline and fall of the Roman Empire, 5, London, 1911.
122. C. GIURESCU, Vechimea rumâniei in Țara - Românească, și legătura lui Mihaiu Viteazul, ἐν Annales de l'Académie Roumaine, II ser., 37, σ. 479 ἐπ.
123. C. GIURESCU, Despre Rumâni (Annales de l'Académie Roumaine, II sér., 38, 1915).
124. " " Despre boieri, Bucureşti, 1920.
125. C. C. GIURESCU, Legiuirea lui Caragea: un anteproiect necunoscut, ἐν Bulletinul Comisiei istorice a României, Bucureşti, 3, σ. 45 ἐπ.
126. G. GLOTZ, La solidarité de la famille, Paris, 1904.
127. H. R. GNEIST, Die formellen Verträge des neueren römischen Obligationenrechts in Vergleichung mit den Geschäftsformen des griechischen Rechts, Berlin, 1845.
128. M. GREGORIAN, Syntagmation Nomikón, ἀνατ. ἐκ Grai și suflet, Bucureşti, 1927.
129. J. V. HAMMER, Des osmanischen Reichs Staatsverfassung und Staatsverwaltung, dargestellt aus den Quellen seiner Grundsätze, 1-2, Wien, 1815.
130. E. R. HARDY, The large estate of Byzantine Egypte, New-York (Columbia University Press), 1931.
131. D'HAUTERIVE, Memoire sur l'état ancien et actuel de la Moldavie présenté à S. A. S. le Prince Alexandre Ypsilanti, hospodar regnant en 1787 (Memoriu asupra vechiei și actualei stări a Moldovei, prezentat lui Alexandru Vodă Ipsilante, Domnul Moldovei, la 1787), Bucarest, 1902.
132. C. W. E. HEIMBACH, Griechisch-römisches Recht im Mittelalter und in der Neuzeit, ἐν J. Ersch und J. Gruber, Allgemeine Encyclopädie der Wissenschaften und

- Künste in alphabetischer Folge von genannten Schriftstellern bearbeitet, 87, Leipzig, 1869, σ. 1 έπ.
133. K. F. HERMANN-TH. THALEIM, Lehrbuch der griechischen Rechtsaltertümer (έν Lehrbuch der griechischen Antiquitäten, 2, 1), 4η έκδ. Freiburg, i.B. und Leipzig, 1895.
134. Μ. Γ. ΘΕΟΤΟΚΑ, Νομολογία τοῦ Οἰκουμενικοῦ Πατριαρχείου ἤτοι τῆς Ἱ. Συνόδου καὶ τοῦ Δ. Ε. Μ. Συμβουλίου ἐπὶ τοῦ ἀστικοῦ, κανονικοῦ καὶ δικονομικοῦ δικαίου ἀπὸ τοῦ ἔτους 1800 μέχρι τοῦ 1896 μετὰ σημειώσεων, Κωνσταντινούπολις, 1897.
135. G. M. IONESCU, Influența culturei grecesci în Muntenia și Moldova cu privire la biserică, școală și societate (1359 - 1873), București, 1900.
136. N. JORGA, Geschichte des rumänischen Volkes im Rahmen seiner Staatsbildungen (Geschichte der europäischen Staaten, 34, Werk), 1-2, Gotha, 1905.
137. N. JORGA, Istoria Românilor prin călători (Lecții făcute la Școala de Răsboiu), 1-2, București, 1920-1921.
138. N. JORGA, Istoria literaturii române în secolul al XVIII-lea (1688-1821), 1-2, București, 1901.
139. » » Istoria literaturii românești, 1, ed. II, București, 1925.
140. » » Développement de la question rurale en Roumanie, Jassy, 1917.
141. Π. ΚΑΛΛΙΓΑ, Περί δουλοπαροικίας παρὰ ρωμαίοις καὶ βυζαντίοις καὶ περί φορολογικῶν διατάξεων, έν «Μελέταις καὶ Λόγοις», 1882, σ. 181 έπ.
142. Π. ΚΑΛΛΙΓΑ, Περί ἐθίμων έν «Εὔρετηρ. τῆς Ἑλλ. Νομολογίας», Ν. Ἰωαννίδου (παράρτ. Θεμιδος), 3, Ἀθῆναι, 1846, σ. 273 έπ., λ. «Ἀρμενόπουλος». = Μελέται καὶ Λόγοι, 1, Ἀθῆναι, 1899, σ. 187 έπ.
143. D. KAMBOUROGLOU, Mémoires du prince Nicolas Ipsilanti d'après le manuscrit N° 2144 de la Bibliothèque Nationale de Grèce, Athènes, (ἀνευ χρονολογίας).
144. Γ. ΚΟΡΔΑΤΟΥ, Νεοελληνική πολιτική ιστορία, 1, Ἀθῆναι, 1925.
145. E. KORNEMANN, Die Stellung der Frau in der vorgriechischen Mittelmeerkultur, Heidelberg, 1927.
146. P. KOSHAKEK, Babylonisch - assyrisches Bürgschaftsrecht, Leipzig, 1911.
147. » » Fratriarchat, Hausgemeinschaft und Mutterrecht in Keilschriftrechten, έν Zeitschrift für Assyriologie, 7, Berlin, 1933.
148. P. KOSHAKEK, Adoptio in fratrem, έν Studi Riccobono, Palermo, 1934, 3, σ. 361 έπ.
149. Σ. ΚΟΥΓΕΑ, λέξ. «Υψηλάντης» εις Ἑγκυκλ. Λεξ. Ἐλευθερουδάκη, 12, Ἀθῆναι, 1931, σ. 517.
150. H. LEWALD, έν Zeitschrift der Savigny - Stiftung, 32, 1911, σ. 481.
151. J. H. LIPSIUS, Das attische Recht und Rechtsverfahren mit Benutzung des attischen Processes, 1-3, Leipzig, 1905-1915.
152. C. LITZICA, Catalogul manuscriptelor grecești (Biblioteca Academiei Române), București, 1909.

153. S. G. LONGINESCU, Istoria dreptului românesc din vremile cele mai vechi și până azi, București, 1908.
154. S. G. LONGINESCU, Pravila lui Vasile Lupu și Prosper Farinacius, romanistul Italian, București, 1909.
155. CH. MACRI, L'organisation de l'économie urbaine dans Byzance sous la dynastie de Macedoine, Paris 1925.
156. P. MARC, ἐν Byzantinische Zeitschrift, 14, Leipzig, 1905, σ. 738 ἐπ.
157. Γ. Σ. ΜΑΡΙΔΑΚΗ, Τὸ ἀστικὸν δίκαιον ἐν ταῖς Νεαραῖς τῶν βυζαντινῶν αὐτοκρατορῶν, Ἀθῆναι, 1922.
158. G. L. VON MAURER, Das griechische Volk in öffentlicher, kirchlicher und privatrechtlicher Beziehung vor und nach dem Freiheitskampfe bis zum 31. Juli 1834, 1-3, Heidelberg, 1835.
159. P. MEYER, Juristischer Papyrusbericht ἐν Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft, 40, 1923, Stuttgart, σ. 174 ἐπ.
160. P. MEYER, Juristische Papyri, Erklärung von Urkunden zur Einführung in die juristische Papyruskunde, Berlin, 1920.
161. ΟΥΪΛΙΑΜ ΜΙΛΛΕΡ, Ἱστορία τῆς Φραγκοκρατίας ἐν Ἑλλάδι, (1204-1566), μετάφρ. ΣΠ. ΛΑΜΠΡΟΥ, Ἀθῆναι, 1909 - 1910.
162. L. MITTEIS, Zur Geschichte der Erbpacht im Altertum, Leipzig, 1901.
163. Reichsrecht und Volksrecht in den östlichen Provinzen des römischen Kaiserreichs (mit Beiträgen zur Kenntnis des griechischen Rechts und der spätrömischen Rechtsentwicklung), Leipzig, 1891.
164. L. MITTEIS - U. WILCKEN, Grundzüge und Chrestomathie der Papyruskunde, 1-2, Berlin, 1912.
165. Μ. Γ. ΜΙΧΑΗΛΙΔΟΥ - ΝΟΥΑΡΟΥ, Νομικὰ ἔθιμα τῆς νήσου Καρπάθου τῆς Δωδεκανήσου, ἥτοι παλαιαὶ τοπικαὶ συνήθειαι περὶ τοῦ οἰκογενειακοῦ δικαίου καὶ τοῦ κληρονομικοῦ θεσμοῦ τῶν πρωτοτοκίων, περὶ χρεωστικῶν συναλλαγῶν, πτωχεύσεων κλπ., εἰς ἃ προστίθενται καὶ τὰ ἐν τῇ λοιπῇ Δωδεκανήσῳ ἐπικρατοῦντα παρόμοια ἄγραφα ἔθιμα ἐν ἀντιπαραβολῇ πρὸς τὰ ἐν τῇ κυρίως Ἑλλάδι καὶ ταῖς νήσοις αὐτῆς ἰσχύοντα ἄλλοτε ἐπιτόπια ἔθιμα, Ἀθῆναι, 1926.
166. Γ. ΜΠΑΛΗ, Νομικαὶ σχέσεις ἐπὶ τῶν ὑδάτων, ἐν Θέμειδι, 18, 1908.—Μελέται ἐπὶ τοῦ ἰσχύοντος ἀστικοῦ δικαίου, Ἀθῆναι, 1927, σ. 27 ἐπ.
167. Γ. ΜΠΑΛΗ, Ἐγχειρίδιον κληρονομικοῦ δικαίου, γ' ἔκδ., Ἀθῆναι, 1934.
168. Α. ΜΟΜΦΕΡΡΑΤΟΥ, Τὸ δίκαιον τῆς Γόρτυνος, Ἀθῆναι, 1922.
169. H. MONNIER, Études de droit byzantin: I. L'ἐπιβολή, ἐν Nouvelle Revue historique, 16, 1892, σ. 125, 330, 497, 637, 18, 1894, σ. 433, 19, 1895, σ. 59 ἐπ.
170. Ν. Γ. ΜΟΣΧΟΒΑΚΗ, Τὸ ἐν Ἑλλάδι δημόσιον δίκαιον ἐπὶ Τουρκοκρατίας, Ἀθῆναι, 1882.



171. D. D. MOTOTOLESCU, Privilegiul masculinității este o inovație a Legiuirii Ipsilanti și Caragea sau este o conservare a unui obicei juridic preexistent? București, 1915.
172. C. A. NALLINO, Intorno al diritto romano imperiale dell' affratellamento, e ad alcuni paralleli arabi ἐν Studi Riccobono, 3, 1933, Palermo, σ. 321 ἐπ.
173. P. NEGULESCU, Studii de istoria dreptului român, București, 1900.
174. J. RIZO NÉROULOS, Cours de littérature grecque moderne (donné à Genève) 2^a ἐκδ. ὑπὸ J. Humbert, Genève-Paris, 1828.
175. Ε. Γ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΟΥ, Περί τῆς ἐξ ἀδιαθέτου διαδοχῆς τῶν ἀπαίδων κατὰ τὸ ἰσχύον δίκαιον ἐν Ἑπετηρ. Πανεπιστημίου 1906.—Ἐφ. Ἑλλήν. καὶ Γαλλ. Νομολογίας, 27, 1907, σ. 226 ἐπ.
176. Δ. ΝΟΜΙΚΟΥ, Ὑδατικὸν δίκαιον τῶν ρωμαίων ὡς ἰσχύει ἐν Ἑλλάδι, (ἀνευ χρονολογίας).
177. G. OSTROGORSKY, Die ländliche Steuergemeinde des byzantinischen Reiches im X. Jahrhundert, ἐν Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, 20, 1927, Halle.
178. P. P. PANAITESCU, L'influence de l'œuvre de Pierre Mogila, archevêque de Kiev, dans les Principautés roumaines (extrait des Mélanges de l'École Roumaine en France, 5, 1926), Paris, 1926.
179. Α. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΥ-ΚΕΡΑΜΕΩΣ, Ἀνάλεκτα ἱεροσολυμιτικῆς σταχυολογίας, 1-5, Πετρούπολις, 1891-1898.
180. Κ. ΠΑΠΑΡΡΗΓΟΠΟΥΛΟΥ-Π. ΚΑΡΟΛΙΔΟΥ, Ἱστορία τοῦ ἑλληνικοῦ ἔθνους ἀπὸ τῶν ἀρχαιοτάτων χρόνων μέχρι τῆς βασιλείας Γεωργίου τοῦ Α', 5^η ἐκδ., 1-6, Ἀθῆναι, 1925.
181. Δ. Π. ΠΑΠΠΟΥΛΙΑ, Ἡ ἐμπράγματος ἀσφάλεια κατὰ τὸ ἑλλήν. καὶ ρωμ. δίκαιον, Λειψία, 1909.
182. J. PARTSCH, Griechisches Bürgschaftsrecht, Leipzig, 1909.
183. Δ. Π. ΠΑΣΧΑΛΗ, Νομικὰ ἔθιμα τῆς νήσου Ἀνδρου, ἐν Δ. Καλιτσουνάκη, Ἀρχεῖον Οἰκονομικῶν καὶ κοινωνικῶν ἐπιστημῶν, 5, Ἀθῆναι, 1925, σ. 151 ἐπ.
184. M. RAȘCANU, Asupra originei Veciniei, București, 1902.
185. I. PERETZ, Histoire de la vente en droit roumain, Paris, 1904.
186. » » Pravila de la Govora, Studiu comparat cu Pravila de la Bistrița 1618 și Nomocanonul editat de Cotelerius, București, 1911.
187. I. PERETZ, Privilegiul masculinității în Pravilniceasca Condică Ipsilanti și în codul Caragea, București, 1905.
188. I. PERETZ, Curs de istoria dreptului român, 1-4, ὧν τινες εἰς β' ἐκδ., București, 1926-31.
189. Δ. ΠΕΤΡΑΚΑΚΟΥ, Κοινοβουλευτικὴ ἱστορία τῆς Ἑλλάδος, 1, Ἀγῶνες τεσσάρων αἰώνων ὑπὲρ τῆς πολιτικῆς ἐλευθερίας ἀπὸ τῆς ἀλώσεως μέχρι τῆς 3 Σεπτεμβρίου 1843 (1453-1843), Ἀθῆναι, 1935.
190. Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Πνεῦμα καὶ ἐξέλιξις τοῦ ἀρχαίου ἑλληνικοῦ δικαίου ἐν «Ἀρχεῖφ Ἰδιωτικοῦ Δικαίου», Ζέπων, 2, Ἀθῆναι, 1935, σ. 62 ἐπ.
191. Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Περί τῆς συζυγικῆς κοινοκτημοσύνης. Συμβολὴ εἰς τὴν ἱστορίαν τοῦ



δικαίου. I: τὸ αἰγυπτιακὸν δίκαιον, ἰδίως κατὰ τοὺς δημοτικούς παπύρους (Πραγματεῖαι τῆς Ἀκαδημίας Ἀθηνῶν, 2, ἀριθ. 1), Ἀθῆναι, 1932.

192. Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Ἱστορία τοῦ ἐλληνικοῦ δικαίου (μέχρι τῆς ἁλώσεως). Λιθογραφημένοι παραδόσεις εἰς τὴν Σχολὴν Πολιτικῶν Ἐπιστημῶν. Ἀθῆναι, 1930-1931.
193. Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Ἱστορία τοῦ ἐλληνικοῦ δικαίου μέχρι τοῦ 1821 (Ἀνατύπ. ἐκ τῆς Μεγ. Ἑλλ. Ἐγκυκλοπαιδείας, 10, κεφ. ζ') Ἀθῆναι, 1934.
194. L. PIČ, Die rumänischen Gesetze und ihr Nexus mit dem byzantinischen und slavischen Recht, Praha, 1886.
195. G. PLATON, Observations sur le droit de protimise en droit byzantin (extrait de la Revue Générale du droit), Paris 1906.
196. FR. PRINGSHEIM, Die archaistische Tendenz Justinians ἐν Studi in onore di P. Bonfante, 1, Milano, 1930, σ. 549 ἐπ.
197. E. RABEL, ἐν Zeitschrift der Savigny - Stiftung, Rom. Abt., 45, Weimar, 1925, σ. 518 ἐπ.
198. » » » » » » » » 31, » 1910, σ. 472.
199. » » Katagraphe ἐν Zeitschrift der Savigny-Stiftung, 54, 1934, σ. 189 ἐπ.
200. » » Δίκη ἐξούλης und Verwandtes, ἐν Zeitschrift der Savigny-Stiftung, Rom. Abt., 36, Weimar, 1915, σ. 340 ἐπ. καὶ αὐτ., 38, 1917, σ. 296 ἐπ.
201. E. RABEL, Grundzüge des Römischen Privatrechts, ἐν Fr. v. Holtzendorff - J. Kohler, Enzyklopädie der Rechtswissenschaft in systematischer Bearbeitung, 1, München - Leipzig - Berlin, 1915, σ. 399 ἐπ.
202. ST. RAICEVICH, Osservazioni storiche naturali e politiche intorno la Valacchia e Moldavia, Napoli, 1788, (ἔκδ. G. Raimondi).
203. K. PAKTIBAN, Περὶ τῆς μετὰ τὴν λύσιν τοῦ γάμου τύχης τῆς προικὸς κατὰ τὸ ἐν Ἑλλάδι κρατοῦν ῥωμαϊκὸν καὶ βυζαντινὸν δίκαιον, Ἀθῆναι, 1892.
204. K. M. ΠΑΛΛΗ, Περὶ τῆς ἀδελφοποιίας κατὰ τὸ κανονικὸν δίκαιον τῆς ὀρθοδόξου ἀνατολικῆς ἐκκλησίας, Ἀθῆναι, 1908.
205. K. M. ΠΑΛΛΗ, Περὶ τοῦ ἀξιώματος τοῦ λογοθέτου κατὰ τὸ δίκαιον τῆς ὀρθοδόξου ἀνατολικῆς ἐκκλησίας, Ἀθῆναι, 1916.
206. S. RICCOBONO, Stipulatio ed instrumentum nel diritto giustiniano, ἐν Zeitschrift der Savigny - Stiftung, 35, Weimar, 1914, σ. 214 ἐπ.
207. M. ROSTOWZEW, Studien zur Geschichte des römischen Kolonates, Leipzig, 1910.
208. M. ROSTOVZEFF, The social and economic history of the Roman Empire, Oxford, 1926.
209. G. ROUILLARD, L'administration civile de l'Égypte byzantine, 2^a ἔκδ., 1928, Paris.
210. M. SAN - NICOLÒ, Die Schlussklauseln der altbabylonischen Kauf - und Tauschverträge, (Münchener Beiträge zur Papyrusforschung und antiken Rechtsgeschichte, 4), München, 1922.



211. G. SCHERILLO, Studi sulla donazione nuziale ἐν Rivista di storia del diritto italiano, **2**, Bologna, 1929, σ. 457 ἐπ., **3**, 1930, σ. 69 ἐπ.
212. A. A. SCHILLER, Koptisches Recht ἐν Kritische Vierteljahrschrift für Gesetzgebung und Recht, **25**, München, 1932.
213. FR. SCHÖNDORF, Einführung in das geltende slavische Recht, Leipzig, 1922.
214. FR. SCHULZ, Prinzipien des römischen Rechts. Vorlesungen gehalten an der Universität Berlin, München, 1934.
215. A. B. SCHWARZ, Die öffentliche und private Urkunde im römischen Ägypten. Studien zum hellenistischen Privatrecht, (Abhandlungen der philologisch-historischen Klasse der Sächsischen Akademie der Wissenschaften, **31**, N. III), Leipzig, 1920.
216. A. B. SCHWARZ, Hypothek und Hypallagma, Beitrag zum Pfand- und Vollstreckungsrecht der griechischen Papyri, Leipzig, 1911.
217. ST. SÉFÉRIADÈS, Le régime immobilier en Turquie au point de vue du droit international, Paris, 1913.
218. C. A. SPULBER, Les nouvelles de Léon le Sage. Traduction-histoire (Études de droit Byzantin, **3**), Cernăuți, 1934.
219. E. STEIN, ἐν Zeitschrift der Savigny-Stiftung, **49**, 1929, σ. 504.
220. H. STEINACKER, Die antiken Grundlagen der frühmittelalterlichen Privaturkunde (Grundriss der Geschichtswissenschaft, Ergänzungsband 1), Leipzig-Berlin, 1927.
221. A. STEINWENTER, Kinderschenkungen an koptische Klöster, ἐν Zeitschrift der Savigny-Stiftung (Kanon. Abteilung), 1921, σ. 175 ἐπ.
222. A. STEINWENTER, Studien zu den koptischen Rechtsurkunden aus Oberägypten, Leipzig, 1920.
223. A. STÖCKLE, Spätrömische und byzantinische Zünfte: Untersuchungen zum sogenannten Ἐπαρχικὸν Βιβλίον Leo des Weisen, Leipzig, 1911 (Klio, Beiträge zur alten Geschichte, IX. Beiheft).
224. FR. J. SULZER, Geschichte des transalpinischen Daciens, das ist: der Walachey, Moldau und Bessarabiens im Zusammenhange mit der Geschichte des übrigen Daciens als ein Versuch einer allgemeinen dacischen Geschichte mit kritischer Freyheit entworfen, **1-3**, Wien, (ἐκδ. R. Gräffer), 1780 - 1782.
225. O. TAFRALI, Thessalonique au quatorzième siècle, Paris, 1913.
226. N. TAMASSIA, Il diritto di prelazione e l'espropriazione forzate negli statuti dei comuni italiani, ἐν Archivio Giuridico, **35**, 1885.
227. R. TAUBENSCHLAG, Die materna potestas im gräko-ägyptischen Recht, ἐν Zeitschrift der Savigny-Stiftung, **49**, 1929, σ. 115 ἐπ.
228. GREG. C. TOCILESCU, Despre legat în dreptul roman și în dreptul român, București, 1874.

229. Ι. ΤΟΡΝΑΡΙΤΗ, Τὸ αἶνιγμα τοῦ βυζαντινοῦ ἀερικοῦ ἐν σχέσει μετὰ τὸ ρωμαϊκὸν *aerarium* καὶ τὸν *fiscum*, ἐν Ἀρχεῖῳ Βυζαντινοῦ Δικαίου, 1, Ἀθῆναι, 1930, σ. 3 ἐπ.
230. Ἀδελφῶν ΤΟΥΝΟΥΣΛΗ, Ἱστορία τῆς Βλαχίας πολιτικὴ καὶ γεωγραφικὴ ἀπὸ τῆς ἀρχαιοτάτης αὐτῆς καταστάσεως ἕως τοῦ 1774 ἔτους, Βιέννη, (ἔκδ. Γ. Βενδότη), 1806.
231. Κ. Δ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΠΟΥΛΟΥ, Βυζαντινὸν δίκαιον (ἀνατ. ἐκ Μεγ. Ἑλλ. Ἐγκυκλ.), Ἀθῆναι, 1929.
232. Κ. Δ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΠΟΥΛΟΥ, Σημείωμα περὶ τῶν ἐλληνικῶν ἐν Ρουμανίᾳ κωδικοποιήσεων, ἐν *Jus Graecoromanum*, ἐκδ. Ζέπων, 8, Ἀθῆναι, 1931, σ. 9 ἐπ.
233. Κ. Δ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΠΟΥΛΟΥ, Ἑνοχικὸν Δίκαιον κατὰ τὴν ἐν Ἑλλάδι ἰσχὺν αὐτοῦ καὶ τὴν ἐπὶ Σχεδίου Ἀστικοῦ Κώδικος εἰσήγησιν, Ἀθῆναι, 1933.
234. C. D. TRIANTAPHYLLOPOULOS, Sur les sources du code Callimaque ἐν *Revista Istorică Română*, 1, București, 1931, σ. 32 ἐπ.
235. C. D. TRIANTAPHYLLOPOULOS, Die Novelle des Patriarchen Athanasius über die τριμοιρία, ἐν *Byzantinisch - Neugriechische Jahrbücher*, 8, Athen, 1931, σ. 136 ἐπ.
236. Δ. Κ. ΤΣΟΠΟΤΟΥ, Γῆ καὶ γεωργοὶ τῆς Θεσσαλίας κατὰ τὴν Τουρκοκρατίαν ἐπὶ τῇ βάσει ἱστορικῶν πηγῶν, Βόλος, 1912.
237. Δ. Κ. ΤΣΟΠΟΤΟΥ, Ἱστορία τῶν γεωργῶν καὶ τῆς ἰδιοκτησίας ἐν Θεσσαλίᾳ ἀπὸ τῶν ἀρχαιοτάτων χρόνων μέχρι τῆς Τουρκοκρατίας ἐπὶ τῇ βάσει ἱστορικῶν πηγῶν (ἀνατύπ. ἐκ τῆς «Αὐγῆς» τοῦ Βόλου), Ἀθῆναι, 1915.
238. V. A. URECHIĂ, Memoriu asupra perioadei din Istoria Românilor de la 1774-1786 însoțitu de documente cu totul inedite (ἀπόσπασμα ἐξ *Analele Academiei Române*, ser. II, 12, Mem. Sect. Ist.), București, 1893.
239. A. VASILIEV (μετ. S. RAGOZIN), History of the Byzantine Empire, 1-2, Madison, 1928-29.
240. L. SICILIANO VILLANUEVA, Diritto bizantino (estr. della *Enciclopedia Giuridica Italiana*), Milano, 1906.
241. A. VOGT, Basile I^{er} empereur de Byzance (867 - 886) et la civilisation byzantine à la fin du IX siècle, Paris, 1908.
242. E. VOLTERRA, La 7 c. de her. inst. 6. 24 e due documenti di Susa recentemente scoperti ἐν *Bulletino del' Istituto di diritto romano*, 41, Roma, 1933, σ. 289 ἐπ.
243. ST. WASZYŃSKI, Die Bodenpacht. Agrargeschichtliche Papyrusstudien, Leipzig, 1905.
244. E. WEISS, Griechisches Privatrecht auf rechtsvergleichender Grundlage, I; Allgemeine Lehren, Leipzig, 1923.
245. A. D. XENOPOL, Istoria Românilor din Dacia Traiană, ἐκδ. ὑπὸ I. VLĂDESCU, 10, București, 1930.
246. ΑΘ. ΧΡΙΣΤΟΠΟΥΛΟΥ, Ἑλληνικὰ ἀρχαιολογήματα (τοῦ ἀρχοντος Μεγάλου Λογοθέτου κυρίου Ἀθανασίου Χριστοπούλου), Ἀθῆναι, 1853.
247. Α. ΧΡΙΣΤΟΦΙΛΟΠΟΥΛΟΥ, Τὸ Ἐπαρχικὸν Βιβλίον Λέοντος τοῦ Σοφοῦ καὶ αἱ συντεχνίαι ἐν Βυζαντίῳ, Ἀθῆναι, 1935.



248. Λ. ΧΡΥΣΑΝΘΟΠΟΥΛΟΥ, Συλλογή τοπικῶν τῆς Ἑλλάδος συνηθειῶν ἐξ ἐπισήμων πρὸς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν τῶν τοπικῶν ἀρχῶν ἀπαντήσεων καὶ ἀπόσπασμα τῆς περὶ συνηθειῶν πραγματείας κατὰ τὸ ρωμαϊκὸν δίκαιον τοῦ Δ. Χρ. Φρ. Γλὺκ (Glück), Ἀθῆναι, 1853.
249. G. YOUNG, Corps de droit ottoman, Recueil des codes, lois etc., 1-7, Oxford, 1905.
250. ΑΘ. ΚΟΜΝ. ΥΨΗΛΑΝΤΗ, Ἐκκλησιαστικῶν καὶ πολιτικῶν τῶν εἰς δώδεκα βιβλίον η', θ' καὶ ι', ἦτοι τὰ μετὰ τὴν ἄλωσιν (1453-1789), ἐκ χειρογράφου ἀνεκδότου τῆς ἱερᾶς μονῆς τοῦ Σινᾶ, ἐκδ. Ἀρχιμ. Γερμανοῦ Ἀφθονίδου Σιναΐτου, Κωνσταντινούπολις, 1870.
251. K. ZACHARIAE VON LINGENTHAL, Beiträge zur Geschichte des byzantinischen Urkundenwesens, ἐν Byzantinische Zeitschrift, 2, Leipzig, 1893, σ. 182 ἐπ.
252. K. ZACHARIAE VON LINGENTHAL, Geschichte des griechisch - römischen Rechts, 3^η ἔκδ., Berlin, 1892.
253. H. ZAMFIRESCO, Les origines du droit privé roumain, Thèse, Paris, 1923.
254. Π. ΖΕΠΟΥ, Τὸ νεώτερον ἑλληνικὸν δίκαιον (1821-1934) καὶ ἡ νομικὴ ἐπιστήμη παρ' ἑλλήσι (ἀνατύπ. ἐκ τῆς Μεγ. Ἑλληνικῆς Ἐγκυκλοπαιδείας, 10, κεφ. 5' καὶ ι'), Ἀθῆναι, 1934.
255. Π. ΖΕΠΟΥ, Τινὰ περὶ βυζαντινῆς προτιμήσεως κατὰ τὸ δίκαιον τῶν παραδουναβίων χωρῶν, εἰς «Μνημόσυνα Παππούλια» ἐκδ. Π. Βάλληνδα, Ἀθῆναι, 1934, σ. 291 ἐπ.
256. Γ. Ι. ΖΟΛΩΤΑ, Ἱστορία τῆς Χίου, 1-2, Ἀθῆναι, 1921-1924.
257. G. ZORAS, Le corporazioni bizantine, Studio sull' Ἐπαρχικὸν βιβλίον dell' Imperatore Leone VI, Roma, 1931.

—••—



ΣΥΝΤΑΓΜΑΤΙΟΝ ΝΟΜΙΚΟΝ



ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟΝ





ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Α΄.

ΙΣΤΟΡΙΑ ΤΗΣ ΕΚΔΟΣΕΩΣ ΤΟΥ ΣΥΝΤΑΓΜΑΤΙΟΥ

1.— Εἰς χρονικὸν τοῦ τέλους τοῦ 18^{ου} αἰῶνος ὑπὸ τὸν τίτλον : «Κατάλογος ἱστορικὸς
» ἀξιόλογος τῶν καθ' ἡμᾶς χρηματισάντων ἐπισήμων Ρωμαίων, καὶ τινων μεγάλων συμ-
» βεβηκότων καὶ ὑποθέσεων, ἀρχόμενος ἀπὸ τοῦ χιλιοστοῦ ἐπτακοσιοστοῦ ἔτους, ἕως τοῦ
» ἐνεσιῶτος ὀγδοηκοστοῦ τετάρτου καταστρωθεὶς παρὰ Κωνσταντίνου Δαπόντε Σκοπε-
» λίτου, τοῦ μετονομασθέντος Καισαρίου»¹, ἀναφέρονται τὰ ἐξῆς περὶ τοῦ Ἀλεξάνδρου
Ὑψηλάντη :

«Ἀλέξανδρος Ὑψηλάντης, υἱὸς τοῦ ἀγῶ Γιαννάκη υἱοῦ χαλμάνου Κωνσταντίνου
» Λαζοῦ, ἀπὸ κεχαγιάς ἐγενεν αὐθέντης Βλαχίας εὐθὺς μετὰ τὴν ἀγάπην². Τοῦτος ἐστάθη
» ἐπίσημος διὰ τὴν πολυχρόνιον αὐθεντείαν, ὅτι αὐθέντευσεν ὑπὲρ τοὺς ὀκτὼ χρόνους, ὡς
» ἄλλος οὐδεὶς τὴν αὐτοῦ τοὺς καιροὺς, ἐπίσημος διὰ τὴν καλοσύνην καὶ ἐλεημοσύνην
» καὶ ἄλλα καλὰ ὅπου εἰς τὴν Βλαχίαν ἔκαμε, καὶ διδασκάλους ἐδιώρισεν εἰς τὰ σχολεῖα μὲ
» μεγάλους μισθοὺς, καὶ τροφὰς πτωχῶν μαθητῶν ἐτησίους ὑπὲρ τὰ εἴκοσι πονγγία ἐπί-
» σημος διὰ τὸ μοναστήριον, ὅπου πλησίον τοῦ Βουκουρεστίου ἔκτισεν, εἰς τὸ ἐν τῷ ἀγίῳ
» Ὄρει ἱερὸν μοναστήριον τοῦ Γρηγορίου τὸ ἀφιέρωσεν ἐπίσημος καὶ διὰ τὴν νέαν αὐθεν-
» τικὴν κούρτην, ὅπου ἐκ θεμελίων ἔξω τοῦ Βουκουρεστίου ἔκτισεν, ὅτι ἡ πρώτη ἢ παλαιὰ
» εἶναι κατὰ μεσῆς ἢ δὲ προηγουμένη ἢ ἐξ ἀρχῆς ἦτον εἰς τὸ Τεργόβιστον, τρεῖς ἡμέρας
» μακρὰν τοῦ Βουκουρεστίου, καὶ διὰ τὸ μακρὸς ἀπὸ τοῦ Βουκουρέστι καὶ τὸν Δούναβιν
» τὴν ἄφηκεν ὁ Σερβάνβοδας νομίζω, ἢ ὁ ἀνεψιὸς του Κωνσταντίνβοδας, καὶ ἐλθόντες
» εἰς Βουκουρέστι ἔκτισαν τὴν κούρτην, τὸ παλάτιον ἤγουν, τὰ αὐθεντικά ὀσπήτια. Τέλος
» ἐμαζιλεύθη, ἐξωρίσθη, ἀνεκλήθη, ἤλθεν εἰς τὴν Πόλιν, καὶ κάθηται τὴν αὐτὴν εἰς τὸν
» Κουρούτζεσμε ὀσπήτιόν του, ὅπου τὸ λέγουν πεντακοσίων πονγγίων καὶ περισσότερον,
» ὅτι ἐσῆκωσε πολὺν πλοῦτον ἀπὸ τὴν Βλαχίαν, ὡς οὐδεὶς ἕτερος τὴν αὐτοῦ τοὺς
» καιροὺς».

Τὸ σύντομον αὐτὸ χρονικὸν μᾶς παρέχει εἰς ὀλίγας γραμμάς ὁλόκληρον σχεδὸν τὴν

¹ C. ERBICIANU, Cronicarîi greci, σ. 87 ἐπ., βλ. σ. 188-189. Αὐτόθι σ. 260 καὶ χρονικὸν τοῦ
Πρωτοσυγγέλου Naum Rimniceanu ἐτῶν 1768-1810, ἔνθα περιέχονται ἐπίσης πληροφορίες περὶ τοῦ
Ὑψηλάντη : Πρβλ. καὶ χειρόγραφον Ρουμ. Ἀκαδ. ὑπ' ἀριθ. 323, fo 281.

² Πρόκειται περὶ τῆς εἰρήνης τοῦ Κιουτσούκ-Καϊναρτζή, ἔτους 1774.



κοινωνικήν δρασίαν τοῦ Ἀλεξάνδρου Ὑψηλάντη ὡς ἡγεμόνος εἰς τὴν Βλαχίαν ἀπὸ τοῦ 1774 μέχρι τοῦ 1781. Σπανίως ἡγεμὼν τῶν παραδουναβίων χωρῶν τῆς φαναριωτικῆς περιόδου κατέλειπεν ἀγαθωτέραν ὑστεροφημίαν ἀπὸ τὸν γόνον αὐτὸν τῆς ἐπιφανοῦς βυζαντινῆς οἰκογενείας. Κάτοχος ὅλως ἐξαιρετικῆς παιδείας, γνωρίζων, ὡς οἱ πλείστοι σύγχρονοί του φαναριῶται¹, πλὴν τῆς ἑλληνικῆς καὶ τὴν γαλλικὴν, τὴν ἰταλικήν, τὴν ἀραβικὴν, τὴν περσικὴν καὶ τὴν τουρκικὴν γλῶσσαν, προικισμένος δὲ μὲ πολιτικὴν διορατικότητα, ὑπῆρξε πράγματι, ὅπως ὁ Ἀ. Γούδας² ἱστορεῖ, ὁ «μεγαλοφυέστατος καὶ μεγαλεπιδουλότερος» τῶν κατὰ τὴν ἐποχὴν του διαπρεψάντων ἐν τῇ Ἀνατολῇ πολιτικῶν, γενόμενος ὄντως ὁ «θεμελιωτὴς τῆς νεωτέρας δόξης» τῆς οἰκογενείας τῶν Ὑψηλάντων. Κατὰ τὴν ἑπταετὴ ἐν Βλαχίᾳ ἡγεμονίαν του «κατεπλούτησεν ὁ τόπος, ἠῦξεν καὶ ὑπερβολὴν τὸ ἐμπόριον, ἠσθάνθη τὴν ἄκραν ἡδονὴν τῆς ἀναπαύσεως τὸ ὑπῆκοον ὑπὸ τὴν πατρικὴν αὐτοῦ κηδεμονίαν καὶ ἐπωφελῇ διοίκησιν, καὶ ἐν συντόμῳ ἡ ἑπταετής αὐτοῦ ἡγεμονία ἐστάθη ἡ ὠραιότερα ἐποχὴ τῆς Βλαχίας, ἢ μᾶλλον εἰπεῖν ὁ χρυσοῦς αἰὼν, καὶ ἐπομένως ὑπερεπλούτησε καὶ αὐτός»³.

Ποτισμένος ὁ ἴδιος μὲ ἀκραιφνὲς ἑλληνικὸν αἶσθημα, ὑπῆρξεν ἐξ ἐκείνων, οἱ ὅποιοι ἐπίστευσαν εἰς τὴν ἰδέαν τῆς ἀναγεννήσεως τοῦ Γένους. Κατὰ τὸ 1781 ἐξηναγκάσθη εἰς παραίτησιν⁴ καὶ ἐπανῆλθεν εἰς Κωνσταντινούπολιν. Ἔτη τινὰ βραδύτερον, ἀπὸ τοῦ 1786-

¹ JACOVAKY RIZO NEROULOS, Cours de littérature grecque moderne, σ. 81.

² ΑΝΑΣΤ. ΓΟΥΔΑ, Βίοι παράλληλοι, 6, σ. 8-9.

³ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία, 2, σ. 354. Αὐτόθι σ. 352 ἐπ. ὁ λόγος εἶναι περὶ τοῦ Ἀλ. Ὑψηλάντη.

⁴ Τοὺς λόγους τῆς παραίτησεως αὐτῆς ὡς ἐξῆς ἱστορεῖ ὁ θεῖος τοῦ ἡγεμόνος ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΚΟΜΝΗΝΟΣ ὙΨΗΛΑΝΤΗΣ, Τὰ μετὰ τὴν ἄλωσιν, σ. 627: «Ὁ αὐθέντης Ἀλέξανδρος Ὑψηλάντης ἠθέλησε νὰ δώσῃ εἰς γυναῖκα τῷ υἱῷ του Κωνσταντίνῳ παρθένον τινὰ λίαν ὠραίαν Φαναριώτισσαν, εἰς ὃ συγκατένευε καὶ ἡ δόμνη του Αἰκατερίνη. Ἡ μήτηρ του Σμαράγδα δὲν τὸ ἐπέτρεξε καὶ ἐπρόβαλε διὰ νύμφην τὴν κόρην τοῦ πεῖζαδὲ Ἀλεξάνδρου Καλλιμάχη, ἑπταετὴ παιδίσκη. Ὁ δευτερογέννητος υἱὸς του Δημήτριος, ὑπερποθὼν καὶ αὐτὸς ἀγαγεῖν γυναῖκα καὶ εἰδὼς ὅτι πρὸ τοῦ ἀδελφοῦ του οὐ δυνατόν τοῦτο γενέσθαι, ἔκλινεν εἰς σαρκικά πάθη· ἐν ταυτῷ δὲ καὶ ὁ μεῖζων, συλλογιζόμενος ὅτι διὰ τὰ στεφανωθῇ τὴν ἀρραβωνιαστικὴν του πρέπει νὰ φυλάξῃ πέντε χρόνους, ἦσαντο ἀμφοτέρω τῆς ἀσελγείας καὶ νύκτωρ ἐθάμιζον εἰς γυναῖκας· οἱ γονεῖς ταῦτα γνόντες ὑπεκρίνοντο μὲν ἀγνοεῖν, ἀλλὰ ἐπιπληκτικῶς ἐφέροντο πρὸς τοὺς νέους· ὅθεν ἐκείνοι ἔφυγον εἰς τὴν Οὐγγρίαν, κατὰ μῆνα Δεκέμβριον. Ἡ φυγὴ αὕτη ἔγινεν αἰτία νὰ ζητήσῃ ὁ αὐθέντης τὸ νὰ μαζιλευθῇ ἀπὸ τὴν ἡγεμονίαν διὰ τὰ παύσῃ τὴν συκοφαντίαν τῶν Τούρκων ὅπου ἔλεγον πῶς τοὺς ἐκατζίρδισεν αὐτὸς οἰκειοθελῶς διὰ τὰ φύγῃ καὶ αὐτός. Ἐξωδίασεν ὑπὲρ τὰς δύο χιλιάδας πονγγεῖων, καὶ διὰ τὰ τοὺς φέρῃ ἀπὸ τὴν Γερμανίαν εἰς τὴν Πόλιν ἐξωδίασε πονγγεῖα ὑπὲρ τὰ 1000· καὶ τούτων τῶν κακῶν αἷτιος ἡ μήτηρ του ὅπου ἐμπόδισε τοὺς ἐν καιρῷ ἀναγκαίους γάμους τοῦ μεγάλου πεῖζαδὲ, μεθ' οὓς ἤθελαν γένει ἀμέσως καὶ οἱ γάμοι τοῦ δευτέρου, καὶ δὲν ἤθελεν ἀκολουθήσῃ τότε πλέον αὐτὴ ἡ φυγὴ». Αὐτόθι σ. 687 ἐπ. πλείσται πληροφορίαι διὰ τὸν Ὑψηλάντην κατὰ τὸ 1788 καὶ τὴν ἀθλίαν ἑναντί του συμπεριφορὰν τῆς οἰκογενείας τῶν Μαυρογέννηδων. Ὁ Νικόλαος Μαυρογέννης γενόμενος ἡγεμὼν τῆς Βλαχίας τὸ 1786 ὑπῆρξε κακὸς κυβερνήτης. Ὁ ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ὙΨΗΛΑΝΤΗΣ, Τὰ μετὰ τὴν ἄλωσιν, σ. 649, γράφει περὶ αὐτοῦ: «ὕβριζε καὶ τοὺς τρεῖς προκατόχους του αὐθέντας ὀνομάζωντάς τους κερατᾶδες, καὶ τῷ αὐτῷ ὀνόματι καὶ ὅλους τοὺς ἄρχοντας τοῦ Φαναρίου, ὀνομάζωντάς τους παδισὰχ-χαῖνλερί· μὲ κάθε καλαράσῃν



1788, ἐ χρημάτισεν ἡγεμὼν τῆς Μολδαβίας, κατὰ τὸ ἔτος δὲ 1796 διωρίσθη διὰ δευτέραν φορὰν ἡγεμὼν τῆς Βλαχίας, διὰ νὰ παραιτηθῇ καὶ πάλιν τὸ 1798 καὶ ἐπανέλθῃ εἰς Κωνσταντινούπολιν. Ἡ δευτέρα του ἡγεμονία ἐν Βλαχίᾳ δὲν ὑπῆρξεν ὡς ἡ πρώτη καρποφόρος: οἱ χαλεποὶ καιροὶ ἐπέβαλλον ἤδη φορολογικὰς ἐπιβαρύνσεις, τὰς ὁποίας ὁ Ὑψηλάντης δὲν ἠδυνήθη ν' ἀποφύγῃ, γενικῶς δὲ κατὰ τὴν σύντομον αὐτὴν ἡγεμονίαν του « δὲν ἠδυνήθη νὰ οἰκονομήσῃ τὸν τόπον καθὼς εἰς τὸ πρότερον »¹. Ἐπανελθὼν εἰς Κωνσταντινούπολιν διέμεινε μέχρι τοῦ 1806, ὅποτε κατὰ τὸν ρωσοτουρκικὸν πόλεμον ἐκίνησε τὰς ὑποψίας τῶν ὀθωμανικῶν ἀρχῶν διὰ τὴν ἀντιτουρκικὴν καὶ ρωσόφιλον δρασίαν του· ἐφυλακίσθη ἐκ τούτου καὶ ὑπεβλήθη εἰς βασάνους, τέλος δὲ καὶ ἀπεκεφαλίσθη ἀρχομένου τοῦ ἔτους 1807².

2. — Εἰς τὴν μακρὰν καὶ μεστὴν μεγάλῃς σημασίας γεγονότων ζωὴν τοῦ Ἀλεξάνδρου Ὑψηλάντη ἰδιαίτεραν ὄλως κατέχει θέσιν τὸ νομοθετικόν του ἔργον. Τὸ τελευταῖον τοῦτο, ἀληθὲς σταθμὸς εἰς τὴν ἱστορίαν τοῦ βλαχικοῦ δικαίου, ἀποτελεῖ τὸ κύριον ἀντιζείμενον τῶν ἐπομένων σελίδων. Αὐτοῦ δὲ ἀκριβῶς τοῦ δικαίου τὴν ἱστορικὴν ἐξέλιξιν μέχρι τοῦ Ὑψηλάντη θὰ προσπαθήσωμεν νὰ δώσωμεν εὐθὺς ἀμέσως τὴν σκιαγραφίαν.

Ἡ ἱστορία τοῦ βλαχικοῦ δικαίου δὲν εἶναι πολὺ μακρά³. Αἱ πληροφορίες μας περὶ τῶν ἐγγράφων πηγῶν αὐτοῦ δὲν ἀνατρέχουν πέραν τῶν χρόνων τῆς ἡγεμονίας τοῦ Ματθαίου Βασσαράβα (1632-1654). Πρὸ τοῦ ἡγεμόνος αὐτοῦ τὸ ἄγραφον ἔθιμον φαίνεται ὅτι ἀπετέλει τὴν βάσιν τοῦ ἐν Βλαχίᾳ ἰσχύσαντος δικαίου. Δὲν λείπουν βεβαίως καὶ κατὰ τοὺς προγενεστέρους τοῦ Βασσαράβα χρόνους μεμονωμένα τινὰ χρυσόβουλλα, ὡς τὸ

« ἔγραφε τῷ βεζίρη κατηγορῶν καὶ τοὺς τρεῖς προκατόχους του αὐθέντας ὡς φιλοχρημάτους καὶ ἀρπάσαντας πολλὰ καὶ ἀφανίσαντας τὸ βιλαέτι, καὶ ἀναιροῦσεν εἰς τὸ διβάνι του κάθε κρίσιν καὶ ἀπόφασιν ὁποῦ παρ' ἐκείνων ἐγένετο, μὲ πολλὰς κατ' αὐτῶν κατηγορίας. Ἀθέτησε δὲ καὶ τινὰ Χρυσόβουλλα, τοῦ αὐθέντου Ὑψηλάντου βοεβόδα, τὰ εἰς καλὴν διοίκησιν τοῦ τόπου συντείνοντα, καθὼς καὶ τὸ διὰ τὸ ὀγιαρίτον. . . ».

¹ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας, 2, σ. 378.

² Πρβλ. Α. ΓΟΥΔΑ, Βίοι παράλληλοι, 6, σ. 8, ἐπ. Ι. ΦΙΛΗΜΟΝΟΣ, Δοκίμιον ἱστορικὸν περὶ τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπαναστάσεως, 2, 1859, καὶ τοὺς παρὰ Σ. ΚΟΥΓΕΑ, λ. Ὑψηλάντης ἐν Λεξ. Ἐλευθερουδάκη ἀναφερομένους: ΣΤΑΜΑΤΙΑΔΗΝ, Βιογραφίαι τῶν ἐλλήνων Μεγ. Διερχομένων, 1865, ΚΑΜΒΟΥΡΟΓΛΟΥ, Mémoires du prince Nicolas Ipsilanti, ὡς καὶ τὸ αὐτ. ἀναφερόμενον χειρόγραφον Ἑθνικῆς Βιβλιοθήκης περιέχον τὴν περὶ Ὑψηλάντων πραγματείαν τοῦ Ι. Φιλήμονος. Διὰ τὴν ἐν Μολδαβίᾳ δρασίαν τοῦ Ἀλ. Ὑψηλάντη βλ. D'HAUTERIVE, Mémoire sur l'état ancien et actuel de la Moldavie. Τὸ βιβλίον περιέχει ὑπόμνημα περὶ Μολδαβίας τοῦ ἀββᾶ κόμητος d'Hauterive, χρηματίσαντος γραμματέως τῆς ἡγεμονίας τῆς Μολδαβίας τὸ 1785, καὶ ἀνεκοινώθη ὑπὸ τοῦ βασιλέως Καρόλου Α' ἐν πανηγυρικῇ συνεδρίᾳ τῆς Ρουμανικῆς Ἀκαδημίας τὴν 13 Μαρτίου 1900. Αὐτόθι σ. 400 ἐπ. σημείωμα περὶ τῆς δράσεως τοῦ Ὑψηλάντη ἐν Βλαχίᾳ καὶ Μολδαβίᾳ. Βλ. καὶ λ. Ὑψηλάντης (Ἀλέξανδρος) ἐν Σ. Ι. ΒΟΥΤΥΡΑ, Λεξικόν, 9, σ. 37 ἐπ.

³ Βλ. σύντομον ἀλλὰ πλήρη ἐπισκόπησιν τοῦ τε βλαχικοῦ καὶ τοῦ μολδαβικοῦ δικαίου ἐλληνιστὶ ὑπὸ Κ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΠΟΥΛΟΥ, ἐν Jus Graecoromanum, ἐκδ. Ζέπων, 8, 1931, σ. 9 ἐπ., καὶ Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Ἱστορία τοῦ ἐλλήν. δικαίου, μέχρι τοῦ 1821 (ἐκ τῆς Μεγ. Ἑλλ. Ἐγκυκλοπ.) 1934, σ. 126 ἐπ.



ἀποδιδόμενον¹ εἰς τὸν Μιχαήλ τὸν Γενναῖον (1593-1601) καὶ σχετικὸν μὲ τὴν δουλο-
παροικίαν τοιοῦτον. Κώδικες ὅμως, ἔστω καὶ ὑπὸ τὴν μορφήν μεταφράσεων γνωστῶν
βυζαντινῶν συλλογῶν, ἀπαντοῦν μόλις κατὰ τοὺς χρόνους τοῦ Βασσαράβα.

Οὕτω κατὰ τὸ 1636, κατὰ διαταγὴν προφανῶς τῆς Ἑλένης, συζύγου τοῦ ἡγεμόνος
τούτου, ἐγένετο εἰς σλαβωνικὴν γλῶσσαν μετάφρασις τοῦ Συντάγματος τοῦ Ματθαίου
Βλαστάρεως ἐν τῇ βλαχικῇ μονῇ τῆς Βιστρίτσας².

Τὴν αὐτὴν περίπου ἐποχὴν ἀπαντοῦν καὶ δύο ἄλλαι κωδικοποιήσεις. Ἡ πρώτη,
γνωστὴ ὡς *Pravila dela Govora*, ἐξετυπώθη ἐν τῇ μονῇ τῆς Govora ἐν ἔτει 1640, καὶ
ἀποτελεῖ οὐσιαστικῶς τὸν πρῶτον βλαχικὸν κώδικα. Συνετάχθη κατὰ διαταγὴν τοῦ Βασ-
σαράβα καὶ ὑπὸ τὴν ἐποπτείαν τοῦ βογιάρου Udriște Năsturel ὑπὸ τινος Μιχαήλ
Moxalie καὶ περιέχει κυρίως μὲν διατάξεις κανονικοῦ δικαίου εἰλημμένας κατὰ τὸ πλεῖστον
ἐκ τοῦ Νομοκάνονος τοῦ Μαλαξοῦ, ἀλλὰ καὶ τινὰς λαϊκοῦ δικαίου τοιαύτας³. Ὁ κῶδις
τῆς Govora ἀποκαλεῖται συνήθως «μικρὸς» (*Pravila cea mică*) κατ' ἀντίθεσιν πρὸς
ἄλλον τῆς αὐτῆς περίπου ἐποχῆς, ὅστις διὰ τὸν ὄγκον του ἐπικαλεῖται «μέγας» (*Pravila
cea mare*). Πράγματι κατὰ τὸ ἔτος 1652, τ. ἔ. δώδεκα μόλις ἔτη μετὰ τὴν ἐκδοσιν τοῦ
Κώδικος τῆς Govora, ἐξεδίδετο ἐκ τοῦ Τυπογραφείου τῆς Târgoviște νέα πληρεστέρα
συλλογὴ, ἡ *Indreptarea Legiei cu Dumnezeu, care are toată judecata arhierească
și împaratească de toate vinele preotești și mirenești*⁴. Ἡ νέα αὕτη συλλογὴ ἐξε-

¹ H. ZAMFIRESCO, *Les origines du droit privé roumain*, σ. 123.

² Βλ. Περὶ τῆς μεταφράσεως ταύτης I. PERETZ, *Curs II*, 1, 1928, σ. 241 ἐπ., ȘT. GR. BERECHET, *Izvoarele*, σ. 141 ἐπ. καὶ ἐν σ. 142 σημ. 1 βιβλιογραφίαν.

³ Τὸ χειρόγραφον τοῦ κώδικος αὐτοῦ ὑπογεγραμμένον ὑπὸ τοῦ πιθανοῦ συντάκτου τοῦ Μιχαήλ
Moxalie εὑρίσκεται κατατεταγμένον ὑπ' αὐξ. ἀριθμὸν 2471 ἐν τῇ Ρουμανικῇ Ἀκαδημίᾳ. Ἐξεδόθη δὲ
ὑπ' αὐτῆς τῷ 1884 ὑπὸ τὸν τίτλον: *Pravila bisericească, numită cea mică, tipărită mai întâi la
1640, în mănăstirea Govora, publicată acum în transcripțiune cu litere latine de Academia
Româna*. Ἐδημοσιεύθη δὲ καὶ ὑπὸ J. M. BUJOREANU, *Collecțiune de legiurile României vechi
și noui* ἐν *Bibliotheca de legislațiune*, 3, Βουκουρεστίου 1885, σ. 83 ἐπ. Ἐπὶ τοῦ κώδικος αὐτοῦ
βλ. I. PBRETZ, *Pravila dela Govora, Studiu comparat cu Pravila dela Bistrița 1618 și Nomo-
canonul editat de Cotelerius*, Buc. 1911, ΤΟΥ ΑΥΤΟΥ, *Curs de istoria II*, 1, 2 ἔκδ. 1928, σ. 314
ἐπ. L. PIČ, *Die rumänischen Gesetze und ihr Nexus mit dem byzantinischen und slavischen
Recht*, Praha 1886. P. P. PANAITESCU, *L'influence de l'œuvre de Pierre Mogila*, σ. 31 ἐπ.,
ἐνθα ἐκτίθεται ἡ συγγένεια τοῦ κώδικος τῆς Govora πρὸς Νομοκάνονα τοῦ Mogila δημοσιευθέντα
ἐν Κιέβφ τῷ 1629. Αὐτόθι ἐκτενεῖς πληροφορίες περὶ τῆς ἐπιδράσεως ἣν ἥσκησεν εἰς τὰς παραδου-
ναβίους χώρας ἡ κατὰ τὰς ἀρχὰς τοῦ 17ου αἰῶνος ἀκμάζουσα σχολὴ τοῦ Κιέβου. Ἐπὶ τοῦ Κώδικος
τῆς Govora βλ. καὶ ȘT. BERECHET, *Schiță de istorie*, σ. 7 ἐπ. καὶ ΤΟΥ ΑΥΤΟΥ, *Izvoarele*, σ. 152 ἐπ.
καὶ τοὺς αὐτόθι μνημονευομένους.

⁴ Ὁ μακρὸς αὐτὸς τίτλος συνοδεύεται καὶ ὑπὸ μακροτέρου ὑποτίτλου, παρέχοντος ὅλην σχεδὸν
τὴν ἐξωτερικὴν ἱστορίαν τῆς νέας νομοθετικῆς αὐτῆς συλλογῆς: *Pravila a sfinților Apostoli, a cele
7 soboare și toate cele nemeastnice, lângă acestea și ale Sf. Dascalî a lumei Vasilie vel, Timo-
thei, Nikita, Nicolae, theologia dumnezeestilor bogoslovî, scrise mai nainte i tocmite cu*



δόθη ὡσαύτως ἡγεμονεύοντος τοῦ Ματθαίου Βασσαράβα καὶ συνετάχθη ἐξ ἑλληνικῶν πηγῶν εἰς τὴν ρουμανικὴν γλῶσσαν ὑπὸ τοῦ ἐκ Παννονίας Δανιήλ (Danil M. Panonean) τῇ βοήθειᾳ τῶν ἐκ Χίου ἑλληνοδιδασκάλων ἱερομονάχων Ἰγνατίου Πετρίτση καὶ Παντελεήμονος Λιγαρίδη. Ὡς πηγαί τῆς ἐκρησίμευσαν κατὰ πρῶτιστον μὲν λόγον βυζαντιναὶ κανονικαὶ καὶ αὐτοκρατορικαὶ διατάξεις, Νεαραὶ καὶ μεταγενέστεραι νομοθετικαὶ συλλογαί, ἀλλὰ καὶ τινες κωδικοποιήσεις ἀναγόμεναι εἰς τὰς ἀρχὰς τοῦ δεκάτου ἐβδόμου αἰῶνος καὶ παλαιότεραν ἐποχὴν, ἐκδοθεῖσαι δὲ ἐν Μολδαβίᾳ. Ἐξαιρετικῶς ἐνδιαφέρουσα ἡ συλλογὴ αὕτη περιέχει ἐν περιθωρίῳ συχνὰς παραπομπὰς εἰς ποικίλας βυζαντινὰς πηγὰς, ὅπως εἰς διατάξεις τοῦ Ἰουστινιανοῦ, Λέοντος, Κωνσταντίνου, Βασιλείου, Ἀλεξίου Κομνηνοῦ, καὶ τοῦ Ἀρμενοπούλου. Ἄν καὶ ἀποτελεῖται κυρίως ἐκ κανονικῶν διατάξεων, περιλαμβάνει ἐν τούτοις καὶ ἀστικοῦ καὶ ποινικοῦ δικαίου ὕλην, ἐνίοτε δὲ καὶ ἐγκυκλοπαιδικοῦ περιεχομένου ὁρισμούς, ὅπως πληροφορίας περὶ ὁρέων, νήσων, ἀλφαβήτου κλπ. Τῆς ἐκτενοῦς ταύτης συλλογῆς προτάσσονται δύο πρόλογοι: ὁ πρῶτος, τοῦ συντάκτου τῆς Δανιήλ, παρέχει πληροφορίας τινὰς περὶ τῆς συντακτικῆς ἐργασίας· ὁ δεύτερος εἶναι τοῦ Στεφάνου, μητροπολίτου τῆς Târgoviște, καὶ ἀπευθύνεται πρὸς τοὺς κληρικοὺς τῆς ἀρχιεπισκοπῆς του. Ἀμφότεροι οἱ πρόλογοι εἶναι γραμμένοι εἰς ρουμανικὴν γλῶσσαν. Ἀξιοσημείωτον δὲ εἶναι τὸ γεγονὸς ὅτι ὁ τοῦ Στεφάνου κατὰ τὸ μέγιστον αὐτοῦ τμήμα ἀποτελεῖ κατὰ λέξιν σχεδὸν μετάφρασιν τῆς «Προθεωρίας» τοῦ ἐν μεγίστῃ κατὰ τοὺς χρόνους ἐκείνους χρήσει Συντάγματος τοῦ Ματθαίου Βλαστάρεως¹.

porunca și învățătura Blagocestivului Imperat kyr Ioan Comninul, de cuvântătorul diacon al marei Besearici lui D-Zeū, și păzitori de pravili kyr Alexie Aristinu. Iară acum de întiiu prepus tot depre Elinește pe limba Rumânească, cu nevoința, și userdia și cu toată cheltueala a prea Sfântului de Hristos kyr Stefan, cu mila lui Dumnezeu Mitropolit Târgoveștei, exarh plaiului, și a toată Ungro-Vlahia.— In Târgoviste, in Typographia prea luminatului mieu Domn Io Mathei Voevod Basarab, in Sf. Mitropolie, închinată înălțarei Domnului nostru Is. Christos. Martie în 20, vleat 7160, al lui Christos 1652.

¹ Ἡ συλλογὴ Indreptarea Legiei ἐξεδόθη ἐν Βουκουρεστίῳ ὑπὸ τῶν N. Blaramberg καὶ Mișail κατὰ τὸ 1871 μετὰ σημειώματος τῶν ἐκδοτῶν μὲ λατινικοὺς χαρακτῆρας εἰς πολυτελεῆ ἀνατύπωσιν μὲ πλήρη τὸν ἐν τῇ προηγουμένῃ σημειώσει τίτλον καὶ χρονολογίαν τὸ ἔτος 1652. Κατὰ τὸ 1722 μετεφράσθη ὑπὸ τοῦ ρουμάνου Petru Dobra καὶ εἰς τὴν λατινικὴν γλῶσσαν ὑπὸ τὸν τίτλον: Regula legis voluntati divinae accomodata, continens jura canonica et imperatoria pro causis status tam ecclesiastici quam secularis, ad mandatum Imp. Ioannis Comneni a ven. magnae Dei ecclesiae diacono et legum conservatore, domino Alexeo Aristino conscripta, ex graeco idiomate in valachicum cum industria et sumptibus sanctissimi domini Stephani Dei gratia metropolitae Tergovistensis et exarchi confinium Hungaro-Valachiae translata. Πρβλ. καὶ ἄλλας ἐκδόσεις τῆς Indreptarea Legiei σημειούμενας ὑπὸ ΣΤ. BERECHET, Izvoarele, σ. 174, ἐνθα καὶ ὅλη ἡ σχετικὴ μὲ τὸν κώδικα βιβλιογραφία: I. BIANU-N. HODOȘ, Bibliografia românească veche, I, σ. 190 ἐπ. N. IORGA, Istoria literaturii românești, I, σ. 279 ἐπ., S. G. LONGINESCU, Istoria, σ. 337 ἐπ. κλπ. Ἐν I. PERETZ, Curs de istoria dreptului român, II, I, σ. 375 ἐπ. πλήρης παραβολὴ τοῦ προλόγου τοῦ Μητροπολίτου Στεφάνου καὶ τῆς «Προθεωρίας» τοῦ Συντάγματος τοῦ Ματθαίου



Εἰς τὸ ἔτος 1730 ἀνάγεται κωδῆς τις γνωστὸς ἐκ τοῦ συντάκτου τοῦ ὡς Νομοκάνων τοῦ Γεωργίου Τραπεζουντίου, διδασκάλου ἐν τῇ «αὐθεντικῇ» σχολῇ τοῦ Βουκουρεστίου. Συνταχθεὶς «εἰς ἀπλὴν φραῶσιν διὰ προσταγῆς τοῦ εὐσεβεσιάτου, ὑψηλοτάτου καὶ σοφωτάτου αὐθέντου καὶ ἡγεμόνος πάσης Οὐγγροβλαχίας κυρίου κυρίου Ἰωάννου Νικολάου » Ἀλεξάνδρου Βοεβόδα»¹, περιέλαβεν εἰς ἑλληνικὴν γλῶσσαν κανονικὰς διατάξεις².

Γενικωτέρου ἐνδιαφέροντος ὑπῆρξεν ἐξ ἄλλου ἑτερος ἑλληνικὸς κωδῆς ἐκδοθεὶς ἐν Βλαχία τὸ 1765, τὸ «*Νομικὸν Πρόχειρον*» Μιχαὴλ τοῦ Φωτεινοπούλου. Ὁ Στέφανος Μιχαὴλ Ρακοβίτσας ἡγεμονεύσας ἐπὶ ἐν καὶ ἡμισυ ἔτος εἰς Βλαχίαν (1764-1765) ἔδωκεν ἐντολὴν εἰς τὸν Μιχαὴλ Φωτεινόπουλον ἐκ Χίου «*ἄνδρα δόκιμον καὶ ἀρμόδιον τήν τε » θύραν καὶ ἐκκλησιαστικὴν παιδείαν ἐκγεγυμνασμένον καὶ πρὸς τοὺς νόμους εὐφυῶς » ἔχοντα, τὸν τιμιώτατον καὶ λογιώτατον ἄρχοντα ὑπατον τῶν φιλοσόφων τῆς τοῦ Χριστοῦ » μεγάλης ἐκκλησίας, τὸν καὶ μέγαν παχάρνικον χρηματίσαντα καὶ παρ' ἡμῶν μέγαν γραμματικόν*», νὰ καταρτίσῃ συλλογὴν νομικῶν καὶ ἐκκλησιαστικῶν διατάξεων πρὸς χρῆσιν μεταξὺ τῶν ὑπηκόων τῆς ἡγεμονίας του. Χρυσόβουλλον τοῦ Μιχαὴλ Ρακοβίτσα ἐκδοθὲν τὸ 1765, τὸ ὁποῖον εἰς τινα ἐκ τῶν διασωθέντων χειρογράφων³ προτάσσεται τῶν διατάξεων τοῦ συνταχθέντος κώδικος, μαρτυρεῖ ὅτι ἡ ἀνατεθεῖσα εἰς τὸν Φωτεινόπουλον ἐργασία εἶχεν ἤδη συντελεσθῇ ἐπὶ τοῦ ἡγεμόνος τούτου. Οἱ ἐπιζήσαντες ὅμως αὐτοῦ ἀντιγραφεῖς τοῦ κώδικος, ἐκ μίσους ἴσως πρὸς τὸν τυραννήσαντα τὴν Βλαχίαν ἡγεμόνα, σκοπίμως, φαίνεται, ἀπήλειψαν τὸ ὄνομά του καὶ ἀντ' αὐτοῦ ἔθεσαν τὸ ὄνομα τοῦ διαδεχθέντος αὐτὸν ἀγαθοῦ ἡγεμόνος Σκαρλάτου Γρηγορίου Γκίκα⁴. Οὕτω νομίζω ὅτι Βλαστάρεως. Σημειωτέον ὅτι ἡ ἐκ τῆς Προθεωρίας αὐτῆς μετάφρασις τοῦ προλόγου, περὶ ἧς γίνεται καὶ ἐν τῷ κειμένῳ λόγος, εἶναι ἐξαιρετικῶς κακότεχνος καὶ προδίδει ἀνιστόρητον τὸν ἐπιχειρήσαντα ταύτην: οὕτω ὁ μεταφραστὴς δὲν ἐδίστασε τὸν νομοθέτην Δράκοντα ν' ἀποδώσῃ διὰ τοῦ «*marele sarpe*», ὡς ἂν ἐπρόκειτο περὶ . . . δράκοντός τινος! Πρβλ. PERETZ, σ. 385 ἐπ., 396 ἐπ., BERECHE, ἐνθ' ἄνωτ. σ. 175 ἐπ. Αὐτόθι πληροφορίαι ἐκτενεῖς περὶ τῶν πηγῶν τῆς συλλογῆς διὰ τὴν χρησιμοποίησιν καὶ τῶν Νεαρῶν τοῦ Λέοντος βλ. νεωστὶ C. A. SPULBER, *Les nouvelles de Léon le Sage*, σ. 96 ἐπ.

¹ Πρόκειται περὶ τοῦ Νικολ. Μαυροκορδάτου, ἡγεμόνος ἐν Βλαχίᾳ ἀπὸ τοῦ 1719 μέχρι τοῦ 1730.

² Περιγραφὴν τοῦ κώδικος βλ. ἐν C. LITZICA, *Catalogul manuscriptelor grecești*, σ. 435, ὑπ' ἀριθ. 696 (697). Τὸ χειρόγραφον διαρκοῦντος τοῦ πολέμου, κατὰ τὸ 1916, μετεφέρθη ἐκ Βουκουρεστίου εἰς Μόσχαν διὰ πλείονα ἀσφάλειαν ὁμοῦ μετ' ἄλλων θησαυρῶν τῆς Ρουμανικῆς Ἀκαδημίας, καὶ ἔκτοτε δὲν ἐπεστράφη. Πρβλ. I. PERETZ, *Curs II, 2*, (*Legiurile grecești*), σ. 411 ἐπ., ΣΤ. BERECHE, *Izvoarele*, σ. 200 ἐπ.

³ Οὕτω ἐν χειρογρ. Ρουμ. Ἀκαδ. 273(20). Τὸ χειρόγραφον αὐτὸ μεταφερθὲν εἰς Μόσχαν κατὰ τὸν πόλεμον δὲν ἐπεστράφη πλέον (ὄρα προηγουμένην σημ.). Ἐκδίδεται ἐν τούτοις ὑπὸ C. LITZICA, *Catalogul manuscriptelor grecești* σ. 140 ἐπ. καὶ ἐν PERETZ, *Curs de ist. dr. rom. II, 2*, σ. 358 ἐπ. μετὰ ρουμανικῆς μεταφράσεως.

⁴ Τὴν τυραννικὴν ἡγεμονίαν τοῦ Στεφάνου Ρακοβίτσα περιγράφει εἰς ἄδρας γραμμὰς ὁ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΣ, Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας, 2, 1818, σ. 331 ἐπ. Τὸν Ρακοβίτσαν διεδέχθη ὁ Σκαρλάτος Γκίκας (1765-1766), περὶ τοῦ ὁποῖου ὁ ἱστορικὸς μνημονεύει ὅτι πάντοτε εἶχεν «*εἰς τὸ ἀγαθοποιεῖν ἔμφυτον κλίσην*». Αὐτόθι σ. 333.

δύναται νὰ ἐξηγηθῇ τὸ γεγονὸς ὅτι εἰς τοὺς πλείστους σφζομένους χειρογράφους κώδικας τοῦ Νομικοῦ Προχείρου τῶν Φωτεινοπούλου, τὸ Χρυσόβουλλον τοῦ Ρακοβίτσα φέρεται μέ τινας ἐπουσιώδεις τοῦ κειμένου του παραλλαγὰς ὡς ἐκδοθὲν ὑπὸ τοῦ Σκαρλάτου Γκίκα¹.

Ὁ πλήρης τίτλος τῆς συλλογῆς τοῦ Φωτεινοπούλου ἔχει ὡς ἑξῆς: «*Νομικὸν Πρόχειρον ἐξενεχθὲν ὑπὸ πάντων τῶν καθολικῶν νομίμων ἐκκλησιαστικῶν τε καὶ Βασιλικῶν παρὰ τοῦ τιμιωτάτου τε καὶ λογιωτάτου ὑπάτου τῶν φιλοσόφων τῆς τοῦ Χριστοῦ Μεγάλης Ἐκκλησίας καὶ πρῶην μεγάλου παχαρνίκου Μιχαὴλ Φωτεινοπούλου Χίου, ὅπερ καὶ μεταφρασθὲν εἰς ἑλληνικὴν ἀπλὴν διάλεκτον παρὰ τοῦ αὐτοῦ διηρέθη εἰς τρία βιβλία, Ἐκλογία βασιλικῶν νόμων καὶ ἐκκλησιαστικῶν κανόνων ὀνομασθέν*». Ἐξ αὐτοῦ τοῦ τίτλου καὶ ἐκ τοῦ εἰσαγωγικοῦ τοῦ ἡγεμόνος Χρυσόβουλλου προκύπτει, ὅτι ὁ μεγάλης μορφώσεως συντάκτης τοῦ κώδικος Φωτεινόπουλος διὰ τὴν συγγραφὴν αὐτοῦ ἠντλησεν ἀπὸ βυζαντινὰς πηγὰς. Τὸ τοιοῦτον ἄλλως τε καθίσταται καὶ ἀμέσως ἐμφανὲς ἐξ ἀπλῆς παραβολῆς τοῦ περιεχομένου τοῦ κώδικος πρὸς βυζαντινὰς διατάξεις καὶ δὴ πρὸς τὰ Βασιλικά². Τὰ τελευταῖα ταῦτα δὲν φαίνεται ἐν τούτοις νὰ ἦσαν εὐκόλως ἐν Ρουμανίᾳ προσιτὰ κατὰ τοὺς χρόνους τοῦ Φωτεινοπούλου, πιθανώτερον εἶναι ἐπομένως ὅτι αὐτὸς ἐμμέσως μόνον τὰ ἐχρησιμοποίησεν ἔχων ὑπ' ὄψιν του μᾶλλον σύννοψιν τινα αὐτῶν³. Ὅπως δὲ βεβαία παραμένει ἡ βυζαντινὴ προέλευσις τῶν διατάξεων τοῦ Νομικοῦ αὐτοῦ Προχείρου, ὅπως ἀσφαλὲς φαίνεται ὅτι ὑπῆρξε καὶ ἡ πρακτικὴ αὐτοῦ ἐν Βλαχίᾳ ἐφαρμογὴ, ἂν κρίνῃ τις ἀπὸ τὸν σχετικῶς μεγάλον ἀριθμὸν τῶν διασωθέντων χειρογράφων. Τὸ τελευταῖον αὐτὸ γεγονὸς συνηγορεῖ καὶ ὑπὲρ τῆς ὑποθέσεως, ὅτι τὸ ἴδιον αὐτὸ Πρόχειρον ὑπῆρξεν ἡ κυρία πηγὴ τοῦ μετ' ὀλίγα ἔτη δημοσιευθέντος Συνταγματίου τοῦ Ὑψηλάντη. Ἡ ὑπόθεσις δὲ αὕτη καθίσταται ἔτι μᾶλλον πιθανή, ἐφ' ὅσον μεταξὺ τῶν δύο αὐτῶν βλαχικῶν κωδίκων ὑπάρχει καταφανὴς ἐσωτερικὴ συγγένεια.

3.— Τὴν 3 Φεβρουαρίου 1775 ὁ Ἀλέξανδρος Ὑψηλάντης εἰσήρχετο θριαμβευτικῶς καὶ ἐγκαθίστατο ὡς ἡγεμὼν εἰς Βουκουρέστιον. Ἐκ τῶν πρώτων του μελημάτων ὑπῆρ-

¹ Ἐλέχθη ἤδη ἀνωτ. σ. 26 σημ. 2 ὅτι Χρυσόβουλλον τοῦ Ρακοβίτσα ἀπαντᾷ ἐν χειρογρ. Ρουμ. Ἀκαδ. 273(20). Τουναντίον ἐν 275(122), 276(131), 277(378), 798 χειρογρ. Ρουμ. Ἀκαδ. τὸ Χρυσόβουλλον ἀναφέρεται ὡς τοῦ Σκαρλάτου Γκίκα, μὲ χρονολογίαν συντάξεως ὅμως τὸ ἔτος 1766 (ὄχι 1765!). Ἐκ τῶν χειρογράφων αὐτῶν τὰ ὑπ' ἀριθ. 273 (καὶ τὸ συμπλήρωμά του 274/21), 275 καὶ 276 μεταφερθέντα τὸ 1916 κατὰ τὴν πολιορκίαν τοῦ Βουκουρεστίου εἰς Μόσχαν πρὸς ἀσφάλειαν μετ' ἄλλων χειρογράφων τῆς Ρουμαν. Ἀκαδημίας ἀπωλέσθησαν. Πρβλ. πλείονας πληροφορίας περὶ τῶν χειρογράφων τοῦ Προχείρου τοῦ Φωτεινοπούλου, ἐν C. LITZICA, Catalogul κλπ. σ. 140 ἐπ. καὶ PERETZ, Curs II, 2, σ. 357. Ὁ γράφων ἔχει ὑπ' ὄψιν του τὸ ὑπ' ἀριθ. 277(378) ἑλληνικὸν χειρόγρ. Ρουμ. Ἀκαδ. ἐκ 343 σελίδων 0,33×0,23 ἐν ῥ, μετὰ τὴν δημοσίευσιν ρουμανικοῦ ποιήματος περὶ τοῦ ἔργου τοῦ ἡγεμόνος, ἀκολουθεῖ ἐν σ. 9 τὸ Χρυσόβουλλον τοῦ Σκαρλάτου Γκίκα.

² Τοιαύτην παραβολὴν ἐπιχειρεῖ ὁ PERETZ, Curs II, 2, σ. 374 ἐπ., ἐνθα τὰ Βασιλικά κυρίως ἀλλὰ καὶ τινες Νεαραί τοῦ Λέοντος ἀναφέρονται ὡς αἱ πηγαὶ τοῦ Νομικοῦ Προχείρου.

³ Τὴν ἐν τῷ κειμένῳ γνώμην ὑποστηρίζομεν ἀντιθέτως πρὸς τοὺς ρουμάνους συγγραφεῖς, οὓς ὅλους ὄρα μνημονευομένους ἐν BERECHET, Izvoarele, σ. 201 ἐπ.



ξεν ἢ ἀναμόρφωσις τῆς νομοθεσίας καὶ νέα ρύθμισις τοῦ τρόπου ἀπονομῆς τῆς δικαιοσύνης ἐν τῇ ἡγεμονίᾳ του.

Κατὰ Νοέμβριον τοῦ 1775 ἐκδίδει εἰδικὸν Χρυσόβουλλον περὶ τῆς προτιμήσεως κατὰ τὴν πώλησιν ἀκινήτων, τὸ ὁποῖον ἀποτελεῖ τὸ πρῶτον ἐν Ρουμανίᾳ νομοθέτημα ἐν σχέσει μὲ τὸν θεσμὸν αὐτόν¹.

Γενικοῦ περιεχομένου εἶναι Χρυσόβουλλον ἐκδοθὲν κατὰ Δεκέμβριον τοῦ 1775, ἐν τῷ ὁποίῳ ὁ ἡγεμὼν «ἐπικυρῶνει τὰς ὅσας διατάξεις ἔκαμεν εἰς τὴν τζάραν». Εἰς τὸ μακροσκελὲς αὐτὸ νομοθέτημα ἐκτίθεται συντόμως ὅλη σχεδὸν ἡ ἀγαθοεργὸς δρᾶσις τοῦ Ἀλεξάνδρου Ὑψηλάντη: διαρρύθμισις τῶν μοναστηριακῶν ζητημάτων, ὁργάνωσις τῆς ἐκπαιδεύσεως, τόνωσις τοῦ ἐμπορίου καὶ προαγωγή τῶν καλῶν τεχνῶν διὰ τῆς ἰδρύσεως συντεχνιῶν καὶ εἰδικῶν ὁργανισμῶν «ὅπου μέλλει νὰ ἐρευνῶνται αἱ ὑποθέσεις ὅλαι τῶν »τεχνῶν αὐτῶν, καὶ τῶν ρουφετίων καὶ ξεχωριστὰ νέαι ἐφευρέσεις, καὶ διατάξεις καλαί, »καὶ οὐ μόνον, ἀλλὰ καὶ ἄλλα τὰ πρὸς ὄφελος καὶ στολισμὸν τῆς πατρίδος, ὡς γεφύρια, »βρύσεις, καὶ ἄλλα εὐκοσμίαν προξενοῦντα ὠφελήματα», ἀναδιοργάνωσις τοῦ στρατεύματος, δικαιότερα φορολογικὴ κατανομή, ἀποτελοῦν πάντα τὸ ἐξαιρετικῶς ἐνδιαφέρον περιεχόμενον τοῦ Χρυσοβούλλου τούτου. Ἰδιαιτέρας ὁμῶς χρήζει ἐξάρσεως ἡ εἰς τὴν ἀπονομήν τῆς δικαιοσύνης ἀφιερωμένη παράγραφος τοῦ ἰδίου αὐτοῦ νομοθετήματος, ὅπου ὁ ἡγεμὼν ἀναφέρει πῶς, ἐπιθυμῶν «τὴν εὐκολίαν τῆς τοῦ δικαίου εὐρέσεως τοῦ ἐνὸς »ἐκάστου», προέβη εἰς τὴν αὔξησιν τοῦ ἀριθμοῦ τῶν δικαστῶν, τὴν καθιέρωσιν τοῦ ἐμμίσθου αὐτῶν, τὸν καθορισμὸν τοῦ χρόνου καὶ τοῦ τρόπου ἀπονομῆς τῆς δικαιοσύνης, ἐν συνεχείᾳ δὲ προαναγγέλλει τὴν ἐκδοσιν νέας ἰδίας αὐτοῦ νομοθετικῆς συλλογῆς: « . . . προβαλλόμενοι καὶ ἓνα νόμον ἐκ τῶν θείων Ἰνστιτούτων, τοῦτέστι τῶν βασιλικῶν »διαταγῶν, μὲ ἀπόφασιν καὶ τάξιν, τίνι νὰ συνακολουθῶνται τρόπῳ καὶ τὰ εἰθισμένα, τὸ »ὁποῖον τυπωθὲν καὶ μεταφρασθὲν, θέλει μοιρασθῇ εἰς τὸ περιέχον ὅλον τῆς ἐξουσίας μας, »διὰ νὰ εὐπορῶσιν οἱ κριταὶ ἀπὸ νομικῶν ὑποθηκῶν »².

Τὴν ἐκδοσιν τῆς νέας αὐτῆς συλλογῆς ὁ ἴδιος ἡγεμὼν εἶχεν ἤδη ὀλίγον πρότερον προαναγγεῖλει διὰ τοῦ ἀπὸ Σεπτεμβρίου ἢ Νοεμβρίου 1775 Χρυσοβούλλου του «περὶ »τάξεως κριτηρίων». Τὸ τελευταῖον αὐτὸ Χρυσόβουλλον περιέλαβε τὴν νομοθετικὴν καὶ δικαστηριακὴν μεταρρύθμισιν τοῦ Ἀλεξάνδρου, αἱ ἴδιαι δ' αὐτοῦ διατάξεις ἔχωνεὺθησαν βραδύτερον αὐτολεξεῖ ἐνίστε καὶ εἰς τὸ Συνταγμάτιον. Ἐγραφε λοιπὸν ὁ Ὑψηλάντης ἐν

¹ Ὅρα περὶ προτιμήσεως κατωτέρω ἐν κεφ. δ' § 16. Τὸ ρουμανικὸν κείμενον τοῦ Χρυσοβούλλου τοῦ 1775 δημοσιεύεται ἐν V. A. URECHIA, *Memoriu*, σ. 79 ἐπ. Ἐπίσης ἐν PERETZ, *Curs*, IV, σ. 323 ἐπ., BERECHET, *Izvoarele*, σ. 448 ἐπ. Τοῦ Χρυσοβούλλου ὑπάρχει καὶ ἑλληνικὸν κείμενον. Πρβλ. BERECHET, αὐτόθι.

² Τὸ Χρυσόβουλλον περιέχεται ἐν χειρογράφῳ τῆς Ρουμαν. Ἀκαδ. (Mss. Române 323 ἐπ. fo 10 verso-13 verso), τὸ ὁποῖον περιέγραψεν ὁ BIANU, *Catalogul Manuscriptelor Românești*, 2, σ. 17 ἐπ. Τὸ κείμενόν του ἐκδίδομεν ἐν τέλει τοῦ τόμου εἰς παράρτημα. Ἐχει δὲ ἤδη δημοσιευθῇ καὶ ὑπὸ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, *Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας*, 3, 1819, σ. 558 ἐπ.



τῷ Χρυσοβούλλῳ του ἐκείνῳ ἤδη κατὰ τὸ 1775: « Ἐπειδὴ βλέπομεν εἰς τὰς θεω-
 »ρουμένας ὑποθέσεις, ποτὲ μὲν νὰ προβάλλωνται συνήθειαι τοπικαί, ποτὲ δὲ νὰ ἀναι-
 »ροῦνται, καὶ αἱ ἀποφάσεις νὰ γίνωνται κατὰ τὴν ἰδέαν τοῦ καθενός, χωρὶς νὰ τὰς κανο-
 »νίζουν εἰς νόμους, καὶ τοῦτο μὲ τὸ νὰ μὴν ἔχουν, ἐξετάσαντες τὰς συνηθείας καὶ ἐπικν-
 »ρώσαντες τὰς ὀλίγας μὲ τὰς προσηκούσας διορθώσεις, συναθροίσαντες καὶ τὰ τοῦ νόμου,
 »ἐκάμαμεν ἐν νομικόν, τὸ ὁποῖον, καὶ ἀφοῦ φανερώσωμεν εἰς ὅλους, μεταφράσαντές το
 »εἰς τὸ βλαχικόν, θέλομεν τὸ ἐκδώσει εἰς τύπους, ὁποῦ στοχαζόμενοι καὶ μελετῶντες τὰ
 »τοῦ νόμου, νὰ κρίνωσι καὶ νὰ ἀποφασίζωσιν ἐννόμως καὶ νὰ ἀκολουθῶσι κατ' ἐκεῖνο»¹.

Τὴν ὑπόσχεσίν του περὶ ἐκδόσεως τῆς νομοθετικῆς ταύτης συλλογῆς ὁ ἡγεμὼν ὄντως ἐτήρησε, καὶ κατὰ τὸ 1780 ἐξεδίδετο «εἰς τύπους» ἐκ τοῦ τυπογραφείου τῆς ἀγιωτάτης Μητροπόλεως Οὐγγροβλαχίας ὁ νέος Κῶδιξ ὑπὸ τὸν τίτλον «Συνταγμάτιον Νομικόν».

Οἱ πλείστοι ἐκ τῶν μνημονευσάντων τοῦ Συνταγματίου παλαιότεροι ρουμᾶνοι συγ-
 γραφεῖς ὀρίζουν ὡς ἔτος τῆς ἐκδόσεώς του τὸ 1774². Πράγματι ὅμως τοῦτο ἐδημοσιεύθη
 μόλις τὸ 1780 διὰ νὰ ἰσχύσῃ μέχρι τῆς ἐν ἔτει 1818 ἐκδόσεως ὑπὸ τοῦ Καρατζᾶ τοῦ
 Βλαχικοῦ Κώδικος, ἀλλὰ καὶ μετὰ ταῦτα, θεωρηθέντος ὅτι αἱ δύο αὐταὶ συλλογαί, προσ-
 ομοιάζουσαι μεταξύ των, συνεπλήρωνον ἀλλήλας³.

Ἡ σύνταξις καὶ ἐκδοσις τοῦ Συνταγματίου, «πρὸς ἀκριβῆ τοῦ δικαίου συντήρησιν,
 »καὶ πρὸς τὸ τῶν πτωχῶν ἐκ παντὸς τρόπου ἀνεπηρέαστον», ὅπως ἐν τῷ τίτλῳ του
 δηλοῦται, δὲν ὀφείλετο μόνον εἰς τὴν μεταρρυθμιστικὴν ὁρμὴν καὶ τὴν ὀργανωτικὴν τοῦ
 ἡγεμόνος διάθεσιν. Ἡ ἀπὸ τῶν μέσων τοῦ ΙΖ' αἰῶνος συνεχιζομένη, ἤδη δὲ κατὰ τὸ
 τέλος τοῦ ΙΗ' ἀκμάζουσα ἀνθήσις τῶν ἐλληνικῶν γραμμάτων, ὑπῆρξε, νομίζομεν, ἐπίσης
 εἰς ἐκ τῶν ἀφανῶν συντελεστῶν τῆς μεγάλης νομοθετικῆς κινήσεως τῶν φαναριωτικῶν
 χρόνων. Ἀνεξαρτήτως ὅμως αὐτῶν εἰδικῶς εἰς τὸν Ὑψηλάντην παρείχετο κατὰ τοὺς χρό-
 νους τῆς πρώτης αὐτοῦ ἡγεμονίας καὶ μοναδικὴ πρὸς νομοθετικὴν δρᾶσιν εὐκαιρία, ἥτις

¹ Ὁλόκληρον τὸ ἐλληνικὸν κείμενον τοῦ Χρυσοβούλλου εὑρεται δημοσιευμένον ἐν τῇ κλασσικῇ
 συλλογῇ τοῦ Ε. DE HURMUZAKI, Documente privitoare la Istoria Românilor, 14, Documente
 grecește κλπ., publicate κλπ., de N. JORGA, II, 1716-1777, ἀριθ. MCCLXXIV, σ. 1280 ἐπ. Ἐπίσης
 ἐν ΑΘ. ΚΟΜΝ. ΥΨΗΛΑΝΤΗ, Τὰ μετὰ τὴν ἄλωσιν, σ. 592 ἐπ. (Αὐτόθι σ. 584 ἐπ. καὶ ἄλλα Χρυσόβουλλα
 προδίδοντα τὴν δρᾶσιν τοῦ Ὑψηλάντη ἐν Βλαχίᾳ). Τοῦ ρουμανικοῦ κειμένου ἔχομεν ἐπανειλημμένας
 ἐκδόσεις: οὕτω ἐν URECHIĂ, Memoriu, σ. 64-71, BERECHEȚ, Schiță de Istoria, II, σ. 38-48, ΤΟΥ
 ΑΥΤΟΥ, Izvoarele, σ. 440 ἐπ. Ἐν τῇ πολυτίμῳ διὰ τὴν ἐρευνωμένην περίοδον συμβολῇ τοῦ URECHIĂ,
 Memoriu κλπ. σ. 701 ἐπ. δημοσιεύεται μετὰ πολλῶν διατάξεων τοῦ Ὑψηλάντη ρουμανιστὶ καὶ
 ἑτέρα ἀχρονολόγητος διάταξις τοῦ ἰδίου ἡγεμόνος (ἐκ Condică domnesca, N° 2, fo 29) περιέχουσα
 ἐπίσης διατάξεις περὶ τῶν ἐν τοῖς κριτηρίοις τῶν Ζουδέτζων τηρουμένων βιβλίων.

² Ὁ D. ALEXANDRESCO, Droit ancien et moderne de la Roumanie, σ. 478, λέγει ὅτι ἐξε-
 δόθη τὸ 1776. Ὁ N. BLARAMBERG, σ. 766, χρονολογεῖ τὸ Συνταγμάτιον τῷ 1777.

³ Πρβλ. ΣΤ. BERECHEȚ, ἐν τῇ ἐπιτόμῳ ἐκδόσει τοῦ κειμένου τοῦ Συνταγματίου, σ. XVI, καὶ ἐν
 τῷ ἄρθρῳ του Der Einfluss des byzantinischen auf das alte rumänische Recht, εἰς τὰ «Μνη-
 μόσυνα Παππούλια», 1934, σ. 39 ἐπ.



ἂν αὐτὴ μόνη δὲν ἐγέννησε, πάντως ἀσφαλῶς ἐξέθρεψε τὸν πόθον τῆς μεταρρυθμίσεως. Πράγματι μετὰ τὴν συνομολόγησιν τῆς ρωσοτουρκικῆς συνθήκης τοῦ Κιουτσούκ - Καϊναρτζή τοῦ 1774 δὲν ἤρχισε μόνον νέα πολιτικὴ καὶ κοινωνικὴ περίοδος διὰ τὰς παραδυναβίους ἡγεμονίας, ἀλλὰ καὶ νομοθετικὴ τοιαύτη: οἱ Τοῦρκοι ἐξηναγκάσθησαν νὰ συναινέσουν εἰς τὴν παροχὴν ἐγγράφων προνομίων εἰς τὰς δύο ἡγεμονίας, καὶ τῆς συναινεσεως αὐτῆς οἱ μετὰ τὴν συνθήκην ἐγκαθιδρυθέντες φαναριῶται ἡγεμόνες ἐνόμισαν ὅτι ἠδύναντο νὰ κάμουν χρῆσιν συντάσσοντες αὐτοὶ οἱ ἴδιοι ὄχι μόνον ἐγγράφα προνόμια ἀλλὰ ἐγγραφον δίκαιον διὰ τοὺς ὑπηκόους των¹.

Τὸ Συνταγματίον τοῦ Ὑψηλάντη ἀποτελεῖ ὑπὸ τὴν ἐποψιν αὐτὴν ἔντονον ἐκδήλωσιν καὶ τοῦ γενικωτέρου κωδικοποιητικοῦ ρεύματος, ποὺ ἀντιθέτως πρὸς τὰ διδάγματα τῆς ἱστορικῆς τοῦ δικαίου σχολῆς κατέκτησεν ἀπὸ τῶν τελῶν τοῦ δεκάτου ὀγδοῦ, ἰδίᾳ δὲ διαρκοῦντος τοῦ δεκάτου ἐνάτου αἰῶνος, τὸν εὐρωπαϊκὸν πολιτισμόν. Ἀξίζει δὲ ἰδιαιτέρως νὰ τονισθῇ τὸ γεγοῶς ὅτι ἀποτελεῖ καὶ τὸν πρῶτον ἐπίσημον ἐλληνικὸν κώδικα τῶν νεωτέρων χρόνων. Εἰς τὸν πρόλογόν του ὁ ρηξικέλευθος ἡγεμὼν τονίζει τὰς προσπάθειάς του χάριν «τῶν ἐγκατοίκων τῆς Βλαχίας» καὶ «τῆς εὐνομίας καὶ τοῦ εὐὐπολήπτου τῶν πολιτῶν», δικαιολογεῖ δὲ τὴν σύνταξιν τοῦ κώδικος «ἵνα πάντες οἱ κακουχούμενοι νὰ εὐρίσκουν τὸ ἄσυλόν τους εἰς τὸν λιμένα τῆς εὐνομίας, καὶ εἰς ἅπαν τὸ ὑπήκοόν μας νὰ θριαμβεύῃ ἡ δικαιοσύνη».

Ποῖος ὑπῆρξεν ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου δὲν ἀναφέρεται οὔτε εἰς τὸν πρόλογον αὐτοῦ, οὔτε εἰς ἄλλην τινὰ σύγχρονον μὲ τὴν ἔκδοσιν τοῦ κώδικος πηγὴν. Ἡ κρατούσα μετὰ τῶν συγγραφέων γνώμη ἀποδίδει εἰς αὐτὸν τὸν ἴδιον τὸν Ὑψηλάντην τὸ ἔργον τῆς συντάξεως τοῦ κώδικος². Δὲν θεωροῦμεν ἐν τούτοις ὀρθὴν τὴν ἄποψιν ταύτην.

Εἶναι μὲν ἀληθές, ὅτι τόσον εἰς τὸ Χρυσόβουλλον τοῦ 1775 ὅσον καὶ εἰς τὸ ἕτερον «ἐν ᾧ ἐπικυρώνει τὰς ὅσας διατάξεις ἔκαμεν εἰς τὴν τζάραν», τέλος καὶ εἰς αὐτὸν τὸν πρόλογον τοῦ Συνταγματίου του, ὁ ἡγεμὼν ὁμιλεῖ περὶ τοῦ τελευταίου τούτου ὡς «κατασταθέντος ἀπὸ τῆς ἰδίας αὐτοῦ Αὐθεντείας»³. Εἶναι δὲ ὡσαύτως ἀληθές ὅτι ἀντιθέτως

¹ Πρβλ. JORGA, Istoria literaturii române în secolul al XVIII-lea (1688-1821), 2, σ. 445. Ὁ Ἀλέξ. Ὑψηλάντης ἀφικόμενος εἰς Βουκουρέστιον ἐκόμισε καὶ τὸ ὑπὸ τῆς Τουρκίας παραχωρηθὲν «Χάττι-σερίφι» σχετικὸν μὲ τὰ προνόμια τῆς Οὐγγροβλαχικῆς ἡγεμονίας. Τὸ Χάττι-σερίφι, περιέχον καὶ τινὰς νομικὰς διατάξεις ἰδίᾳ ἐν σχέσει μὲ τὸ κληρονομικὸν δίκαιον τῶν «βλάχων ὁποῦ ἐτούρκεσαν», δημοσιεύεται ἐν ΑΘΑΝ. ΚΟΜΝΗΝΟΥ ὙΨΗΛΑΝΤΗ, Τὰ μετὰ τὴν ἄλωσιν, σ. 541 ἐπ. — Διὰ τὴν κατὰ τοὺς ΙΖ' καὶ ΙΗ' αἰῶνας ἀναγέννησιν τῶν ἐλληνικῶν γραμμάτων βλ. μετὰ τῶν ἄλλων ΜΑΤΘ. ΠΑΡΑΝΙΚΑ, Σχεδιάσμα περὶ τῆς ἐν τῷ ἐλληνικῷ ἔθνει καταστάσεως τῶν γραμμάτων ἀπὸ τῆς ἀλώσεως τῆς Κωνσταντινουπόλεως (1453) μέχρι τῶν ἀρχῶν τῆς ἐνεστώσης ΙΘ' ἑκατονταετηρίδος, Κωνσταντινούπολις 1867. Πρβλ. καὶ Π. ΖΕΠΟΥ, Ἡ νομικὴ ἐπιστήμη παρ' Ἑλλήσι, σ. 81 ἐπ.

² Πρβλ. N. JORGA, Geschichte des rumänischen Volkes, 2, σ. 192 ἐπ. BERECHET, Pravilnicească Condică, σ. IV ἐπ., καὶ Izvoarele, σ. 217 ἐπ.

³ Οὕτω ἐν Χρυσόβουλλῳ «ἐν ᾧ ἐπικυρώνει τὰς ὅσας διατάξεις ἔκαμεν εἰς τὴν τζάραν» (χειρόγραφον Ρουμαν. Ἀκαδημίας, ὑπ' ἀριθ. 323, fo 10 ἐπ. καὶ ἐν Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία, 3, σ. 558 ἐπ. — πρβλ.



πρὸς τοὺς ἐλάχιστα χρονικῶς ἀπέχοντας κώδικας τοῦ Καρατζᾶ καὶ τοῦ Καλλιμάχη, τὸ Συνταγματικὸν οὐδαμοῦ ἐν τῷ κειμένῳ του περιέχει ὅχι μόνον τὸ ὄνομα ἀλλὰ καὶ νύξιν τινὰ περὶ τοῦ συντάκτου του. Παρὰ ταῦτα θεωροῦμεν ὅλως ἀπίθανον τὴν ἐκδοχὴν, καθ' ἣν αὐτὸς ὁ ἴδιος ὁ Ὑψηλάντης προέβη εἰς τὴν σύνταξιν τοῦ νομικοῦ του Κώδικος.

Ὅντως ἡ φρασεολογία τῶν Χρυσοβούλλων καὶ τοῦ προλόγου τοῦ κώδικος δὲν εἶναι ἀσφαλὲς ἐπιχείρημα ὑπὲρ τῆς ἀπόψεως ὅτι ὁ Ὑψηλάντης ὑπῆρξεν ὁ συντάκτης του, διότι σύνηθες εἶναι εἰς ἀπολυταρχούμενα κράτη ὁ ἡγεμὼν εἰς τὰ ἴδια αὐτοῦ διατάγματα νὰ ἐκφράζεται εἰς πρῶτον πρόσωπον. Τὸ γεγονὸς ἐξ ἄλλου καὶ μόνον, ὅτι ὁ ἴδιος ὁ ἡγεμὼν ἐν τῷ πόθῳ του νὰ συντάξῃ κώδικα μετεκάλεσεν εἰς Βουκουρέστιον ἄλλοδαπούς τινας λογίους, ἵνα οὗτοι προβοῦν εἰς σύνταξιν τοῦ ἔργου, μαρτυρεῖ ὅτι αὐτὸς ὁ ἴδιος εἶχε πλήρη συνείδησιν τῆς προσωπικῆς του πρὸς κωδικοποίησιν ἀδυναμίας.

Ἐκ τῶν εἰς Βουκουρέστιον μετακληθέντων λογίων ἐνδιαφέρουσαι παρέμειναν δύο κυρίως φυσιογνωμίαι ἄλλοδαπῶν: ὁ Στέφανος Raicevich καὶ ὁ Φραγκίσκος Ἰωσήφ Sulzer.

Ὁ Raicevich ἦτο μορφωμένος καὶ ἱκανὸς λόγιος, προικισμένος μὲ πολλὰς γνώσεις, σπουδάσας μὲν τὴν ἱατρικὴν, ἐντριβέστατος ὅμως καὶ εἰς τὰ οἰκονομικὰ ζητήματα. Ἦτο Ἰταλός, σλαβικῆς ὅμως καταγωγῆς. Εἰς τὴν Ρουμανίαν φαίνεται νὰ ἡσχολήθη καὶ μὲ τὸ ἐμπόριον. Ἐχρημάτισεν ἰδιαίτερος γραμματεὺς τοῦ Ἀλεξάνδρου Ὑψηλάντη μέχρι τοῦ 1782, ἔκτοτε δὲ γενικὸς Πρόξενος τῆς Αὐστρίας μέχρι τοῦ 1787, ὁπότε διεκόπησαν, λόγῳ τοῦ ἐπελθόντος πολέμου, αἱ μεταξὺ Αὐστρίας καὶ Τουρκίας καὶ συνεπῶς καὶ τῶν δύο παραδουναβίων ἡγεμονιῶν διπλωματικαὶ σχέσεις. Εὐθὺς μετὰ ταῦτα συνέγραψεν ὁ Raicevich ἐν ἔτει 1788 μικρὸν τι βιβλίον ἐπὶ τῶν ρουμανικῶν τῆς ἐποχῆς πραγμάτων, τὸ ὁποῖον, καίτοι σύντομον, εἶναι πολὺτιμον μνημεῖον τῆς ἐσωτερικῆς ἱστορίας τῶν δύο ἡγεμονιῶν λόγῳ τῆς ἐξαιρετικῆς θέσεως καὶ τῶν βαθειῶν γνώσεων τοῦ συγγραφέως του¹.

Δι' εἰδικωτέραν ἀποστολὴν εἶχεν ἔλθει εἰς Βουκουρέστιον ὁ αὐστριακὸς Sulzer. Ἦτο ἀνωτέρω σ. 28 σημ. 2) γράφεται: «... παρεσκευάσαμεν σύστημά τι ξεχωριστὸν ἀπὸ τῆς Ἰδίας μας καθι-
στώμενον *Αὐθεντείας*...». Ἐν Χρυσοβούλλῳ τοῦ Νοεμβρίου 1775 (βλ. ἀνωτ. σημ. 23) ὁ ἡγεμὼν ὁμιλεῖ ἐπίσης εἰς πρῶτον πρόσωπον περὶ τῆς συντάξεως τοῦ Συνταγματικοῦ, ὡς ἄλλως τε καὶ ἐν τέλει τοῦ περὶ προτιμήσεως Χρυσοβούλλου τοῦ 1775, καὶ ἐν αὐτῷ τῷ προλόγῳ τοῦ κώδικός του: «... ἐκ πρώτης
ἀφειτηρίας τῆς ἡγεμονίας ἡμῶν ὑποκλέψαντες καιρὸν, ... ἐπεσυνάξαμεν ἀτρύτοις πόνοις...».

¹ Τὸ βιβλίον τοῦ ΣΤΕΦΑΝΟΥ RAICEVICH φέρει τὸν τίτλον: Osservazioni storiche naturali e politiche intorno la Valachia e Moldavia. Napoli 1788 (ἔκδ. G. Raimondi). Ἐν σ. 150 σημ. γράφεται: Il Principe Ipsilanti ha fatto un codice molto succinto, o più tosto un' Istruzione ai Giudizi come devono regolarsi nei casi più frequenti; la chiarezza, la brevità, e semplicità, che vi regnano fanno molto onore all'Autore, ed è stato di molto giovamento alla Valachia. Ciò è tanto vero, che li suoi Successori sono stati, obbligati ad uniformarvisi e conservarlo. Τοῦ βιβλίου τοῦ Raicevich ἐσημειώθησαν πλείονες μεταφράσεις. Οὕτω γερμανιστί: Bemerkungen über die Moldau und Walachey in Rücksicht auf Geschichte, Naturprodukte und Politik aus dem italienischen des Herrn von Raicewich, Wien (ἔκδ. J. E. von Kurzbek) 1789. Ἄλλη γερμανικὴ μετάφρασις ὑπὸ PILHL ἐν Στρασβούργῳ τῷ 1790, καὶ γαλλικὴ ὑπὸ LEJEUNE



ἡ ἐποχή, καθ' ἣν αἱ φιλοσοφικαὶ ἰδέαι ποὺ ἐξέτρεφον τὴν γαλλικὴν ἐπανάστασιν τοῦ 1789 ἦσαν ἐν πλήρει δράσει καὶ ὁ ῥηξικέλευθος ἡγεμὼν, ἐπηρεασμένος ἀπὸ τὸν ρασιοναλισμὸν τῆς Δύσεως, ἔθεσε κατὰ νοῦν νὰ συγχρονίσῃ καὶ ἀναμορφώσῃ τὴν χώραν τοῦ πρὸς τὰς φιλοσοφικὰς ταύτας ἰδέας τοῦ 18^{ου} αἰῶνος. Ὑπὸ τὸ πνεῦμα αὐτὸ ἐκάλεσε τὸν Sulzer, μορφωμένον μὲν λόγιον, ὃχι ὅμως καὶ κάτοχον εἰδικῆς νομικῆς παιδείας, εἰς τὸν ὁποῖον ἀνέθεσε τὴν ἴδρυσιν νομικῆς σχολῆς εἰς Βουκουρέστιον, γεγονὸς ὅπερ ἀπετέλει διακαῇ τοῦ ἡγεμόνος πόθον. Τὸν Sulzer ἐπρόκειτο ὁ Ὑψηλάντης νὰ χρησιμοποιήσῃ καὶ κατὰ τὴν σύνταξιν τοῦ κώδικός του. Διεψεύσθη ὅμως προφανῶς ὡς πρὸς τὸ ποιὸν τοῦ αὐστριακοῦ αὐτοῦ λογίου, ὅστις οὕτω ἐλάχιστα τὰ νομικὰ διδάξας, δὲν συνέταξε τὸν κώδικα, οὔτε γραμματεὺς, ὡς ἤλπιζε, τοῦ Ὑψηλάντη ἐγένετο, περιορισθεὶς νὰ δημοσιεύσῃ βραδύτερον εἰς ἑκτενὲς βιβλίον τὰς ἐκ Ρουμανίας ἐντυπώσεις του, εἰς τὸ ὁποῖον δὲν παρέλειψε νὰ ἐκδηλώσῃ συχνότατα τὸ πρὸς τὸν ἡγεμόνα ἄδικον μῖσός του¹.

(Professeur de littérature, ex-Professeur de S. A. le Prince de Moldavie) τὸ 1822. Περὶ τοῦ Raicevich βλ. JORGA, Istoria literaturii române în secolul al XIII-lea (1688-1821), 2, Βουκ. 1901, σ. 445 παραπέμποντα καὶ ἐν σημ. 4 εἰς SESTINI Arh. soc. st. si lit. din Jasi, V, σ. 571 ἐπ. καὶ CARRA, Histoire de la Moldavie et de la Valachie σ. 168. Βλ. καὶ URECHIA, σ. 814-816 (698-700) σημ.

¹ Πρβλ. FRANZ JOSEPH SULZER, Geschichte des transalpinischen Daciens, 1-3, Βιέννη, 1780-1782. Εἰς τὸ βιβλίον του αὐτὸ περιγράφει ἐν ἰδίῳ κεφαλαίῳ (§§ 218 ἐπ., σ. 176 ἐπ. τοῦ γ' τόμ.) μὲ τὰ μελανώτερα χρώματα τὴν ἐν Βλαχία κατάστασιν τῆς δικαιοσύνης, συνοψίζων ἐν σ. 235: «so geht es zu, wo man weder das Naturrecht kennet, noch geschriebene Gesetze hat: ein ganzes Land, ein ganzer Welttheil ist dem Eigensinne, und einem ganzen Chore der Leidenschaften eines einzigen tollen Kopfes zu Gefahr», καὶ ἐννοῶν δι' αὐτῶν τὸν ἡγεμόνα. Μεταξὺ τῶν πηγῶν ποὺ χρησιμοποιεῖ πλὴν τῆς ὑπὸ τοῦ D. CANTEMIRU συγγραφείσης Descriptio antiqui et hodierni status Moldaviae (ἦν βλ. ἐν Operele Principelui Demetriu Cantemiru, ἐκδ. ὑπὸ A. Papiu Ilarianu, 1, Buc. 1872, τμ. 2, κεφ. 12), ὁ Sulzer χρησιμοποιεῖ καὶ τὸ μικρὸν βιβλίον τοῦ CARRA, Histoire de la Moldavie et de la Valachie avec une dissertation sur l'état actuel de ces deux provinces, Jassy, 1777, τὸ ὁποῖον δὲν παραλείπει συχνότατα νὰ καθυβρίσῃ. Ὁ Carra γράφει πράγματι ἐν σ. 207 τοῦ βιβλίου του: «... mais ce qui distingue Alexandre Ipsilanti, »Prince de Valachie, de son confrère Grégoire Ghica, Prince de Moldavie, c'est la protection que le premier accorde aux arts et le désir qu'il a d'avoir un code de lois particulières pour son Divan et celui des Gouverneurs de Provinces; il a attiré à cet effet dans son »pays quelques hommes instruits qu'il a chargés de rédiger ce code qu'il promulguera sans »doute, si le despotisme inquiet et odieux de la sublime Porte n'y met aucun obstacle». Γράφει λοιπὸν ὁ SULZER ἐν 3, § 201, σ. 78 περὶ τοῦ ἀποσπάσματος αὐτοῦ τοῦ βιβλίου τοῦ Carra «... ich werde zeigen, dass Carra in seiner ganzen Broschüre die Wahrheit nirgend weniger als in dieser Stelle, und zwar aus meiner Schuld gesagt hat. . .». Ἐξηγεῖ δὲ περαιτέρω (§ 201 ἐπ. σ. 79 ἐπ. 82 ἐπ.), προκατειλημμένος τόσον κατὰ τοῦ Carra ὅσον καὶ κατὰ τοῦ Ὑψηλάντη, εἰς τοῦ ὁποίου φαίνεται περιέπεσε τὴν δυσμένειαν, ὅτι προσκληθεὶς εἰς Βουκουρέστιον ὅπως διδάξῃ τὸ δίκαιον καὶ τὴν φιλοσοφίαν καὶ συντάξῃ κώδικα, οὐδὲν τούτων ἐπετέλεσεν ἐκ πταίσματος τοῦ Ὑψηλάντη, ἀπλῶς δ' ἐδίδαξεν ἐπὶ σύντομον τινὰ χρόνον τὸ φυσικὸν δίκαιον. Ἐπιχειρεῖ δὲ διὰ τῆς

Μηδαμινὴ κατὰ ταῦτα ὑπῆρξεν ἡ συμβολὴ τῶν ἐκ τῆς ἀλλοδαπῆς μετακληθέντων αὐτῶν λογίων εἰς τὴν σύνταξιν τοῦ Συνταγματίου¹. Τοῦτο πιθανώτατα συνετάχθη ὑπὸ ἐπιτροπῆς τινος ἢ ἀφανοῦς ἐλληνοδιδασκάλου ὑπὸ τὴν ἄμεσον ἐπίβλεψιν τοῦ ἡγεμόνος. Βέβαιον δ' ἀπολύτως εἶναι ὅτι τὸ κείμενον αὐτοῦ συνταχθὲν τὸ πρῶτον ἐλληνιστὶ μετεγλωττίσθη κατόπιν εἰς τὴν ρουμανικὴν. Πράγματι ἡ ρητὴ περὶ τῆς μεταφράσεως μνεία εἰς τὰ Χρυσόβουλλα τοῦ ἡγεμόνος² ἀποδεικνύει, νομίζω, ὅλως ἀστήρικτον τὴν ὑπὸ τοῦ *M. Gregorian*³ ἰδίως ἐπιχειρηθεῖσαν ὑποστήριξιν τῆς θέσεως, ὅτι τὸ Συνταγμάτιον διευτυπώθη τὸ πρῶτον εἰς τὴν ρουμανικὴν καὶ κατόπιν μετεφράσθη εἰς τὴν ἐλληνικὴν γλῶσσαν. Διότι πλανᾶται ὁ συγγραφεὺς οὗτος νομίζων ὅτι ἦτο ἀδύνατον νὰ ὁμιληθῇ ἡ ἐν τῷ Συνταγματίῳ γλῶσσα, ὡς ἀμάλγαμα τῆς «καθαρευούσης» καὶ τῆς «κοινῆς». Ἡ ἐν τῷ Συνταγματίῳ χρησιμοποιουμένη γλῶσσα εἶναι ἡ συνήθως ἐν Ρουμανίᾳ κατὰ τὰ τέλη τοῦ ΙΗ' αἰῶνος ὁμιλουμένη μεταξὺ τῶν ἐλληνικῶν κύκλων, ὅπως τοῦτο προκύπτει καὶ ἀπὸ ἄλλα ἐλληνικὰ σύγχρονα κείμενα. Ἡ ἀνάμιξις μὲ ἐξελληνισθείσας ρουμανικὰς λέξεις⁴ δικαιολογεῖται ἀπολύτως διὰ τὴν Βλαχίαν τῆς ἐποχῆς ἐκείνης, ὅπου παραλλήλως πρὸς τὴν ἐλληνικὴν γλῶσσαν τῶν ἐπισήμων κύκλων ἔζη καὶ ὑφίστατο καὶ ἄλλη τοῦ λαοῦ. Ὁ Κῶδιξ ἀπηυθύνετο εἰς τὸν λαόν, ἦτο ἐπομένως ἀδύνατον νὰ ἀγνοήσῃ τὴν ἰδίαν τοῦ λαοῦ φρασσιολογίαν. «Μοσία», «ρουμοῦνος», «λακουϊτόρος», «ἀλισβερίσια», «μπάνιτσα», «ποροῦμπι», «ζαπιτῆς», «καδιλίκι» κλπ. δὲν εἶναι βεβαίως λέξεις ἐλληνικαί. Πῶς ἄλλως ὅμως ἦτο δυνατόν ὁ νομοθέτης νὰ ἐκφρασθῇ ἢ μεταχειριζόμενος τὰς ἐντοπίας αὐτὰς ἐκφράσεις; Δὲν πρέπει ἀκόμη νὰ λησμονηθῇ ὅτι δὲν ζῶμεν εἰς ἐποχὴν γλωσσικοῦ ζητήματος καὶ γλωσσικοῦ καθαρμοῦ. Ὁ συντάκτης τοῦ κώδικος προσπαθεῖ νὰ ἐκφράζεται κατὰ τὸν σαφέστερον δυνατόν τρόπον. Καὶ τὸ ἐπιτυγχάνει γράφων τὸ Συνταγμάτιον εἰς τὴν ἐλληνικὴν δημοτικὴν γλῶσσαν ἀναμειγμένην μὲ ρουμανικὰς, τουρκικὰς ἢ καὶ ἰταλικὰς ἀκόμη ἐκφράσεις. Πέρα ὅμως αὐτοῦ δὲν εἶναι δυνατόν νὰ ὑποστηριχθῇ ὅτι τὸ Συνταγμάτιον ἐγράφη τὸ πρῶτον ρουμανιστὶ καὶ μετεφράσθη βραδύτερον εἰς τὴν ἐλληνικὴν γλῶσσαν. Ὅλως ἀντιστρόφως ὁ κῶδιξ οὗτος ἐκ τῆς ἐλληνικῆς αὐτοῦ διατυπώσεως μετεγλωττίσθη εἴτα εἰς τὴν ρουμανικὴν. Ὡς μεταφραστὴς δὲ φέρεται ὁ βεστιάριος καὶ πρωτοσπαθάριος,

ἐξιστορήσεως πολλῶν ἐπεισοδίων νὰ ἀποδείξῃ ψευδόμενον τὸν Carra. Τὸ βέβαιον ὅμως εἶναι ὅτι ἡ ἱστορία ψευδόμενον ἀπέδειξε πρωτίστως τὸν Sulzer, διότι καὶ ὁ Κῶδιξ ἐξεδόθη καὶ πράγματι ἐπὶ τοῦ Ὑψηλάντη ἐσημειώθη ἀναγέννησις τῶν ἐπιστημῶν εἰς Βουκουρέστιον.

¹ Διὰ τὸν Sulzer τὸ τοιοῦτον προκύπτει ἐξ ἰδίας αὐτοῦ ὁμολογίας ἐν τῇ *Geschichte* κλπ. αὐτοῦ, 3, σ. 80. Περὶ τοῦ Sulzer βλ. μεταξὺ ἄλλων καὶ N. JORGA, *Istoria Românilor prin călătoria* (Lecții făcute la Școala de Rasboiu) 2, Buc. 1921, σ. 179 ἐπ.

² Πρβλ. τὰ ἀνωτέρω (σ. 28 ἐπ.) ἀναφερόμενα Χρυσόβουλλα.

³ M. GREGORIAN, *Syntagmaton Nomikon*, Βουκ. 1927 (ἀνατύπωσις ἐκ Grai și suflet).

⁴ Ταύτας ἀπαριθμεῖ ὁ GREGORIAN ἐν σ. 4 ἐπ. τῆς διατριβῆς του. Περὶ τῆς ἐλληνικῆς γλώσσης ὡς μόνης χρησιμοποιουμένης μεταξὺ τῶν ἐπισήμων κύκλων βλ. G. M. IONESCU, *Influența culturalei Grecescei*, σ. 222 ἐπ.

κατόπιν δὲ Βαν τῆς Βλαχίας, ἔμπειρος πολιτικὸς καὶ πεπαιδευμένος λόγιος, ὁ Enachiță Văcărescu. Ὁ τελευταῖος οὗτος, ὁ κατὰ Φωτεινὸν¹ «Ἰωάννης ὁ Βακαρέσκουλος, ἀνὴρ » ἀξιοπρεπὴς καὶ ἄριστος λόγῳ, συνέσει τε καὶ μαθήσει, ὑπὲρ ἅπαντας τοὺς τῶν ἀρχόντων » ἐγκρίτους», ἦτο γνώστης τῶν εὐρωπαϊκῶν γλωσσῶν, ὡς καὶ τῆς ἐλληνικῆς καὶ ρουμανικῆς τοιαύτης, ὑπῆρξε δὲ πάντοτε πιστὸς καὶ ἀφωσιωμένος σύμβουλος τοῦ ἡγεμόνος².

Ἀπομένει ἤδη νὰ ἐρευνήσωμεν τὰς πηγὰς, ἐξ ὧν ἦντλησεν ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου. Τὸ ζήτημα ἔχει ἰδιαίτεράν σημασίαν, διότι συχνὰ εὗρισκόμεθα πρὸ τοῦ φαινομένου, καθ' ὃ ἡγεμόνες νομοθετοῦν ἀποκρύπτουν τὰς ἀληθεῖς πηγὰς τῶν νομοθετημάτων των καὶ διακηρύσσουν ἀντ' αὐτῶν ἄλλας. Τὸ τοιοῦτον κατέδειξε διὰ τὸν Ἰουστινιανὸν ὁ Pringsheim³, παρ' ἡμῖν δὲ ὁ Τριανταφυλλόπουλος⁴ τὸ αὐτὸ φαινόμενον διεπίστωσε καὶ διὰ τὸν συντάκτην τοῦ Μολδαβικοῦ κώδικος τοῦ 1817, ὅστις, καίτοι ἀντιγράφων κατὰ τὸ πλεῖστον τὸν αὐστριακὸν κώδικα, διετράνου ἐν τούτοις τὴν προσήλωσιν αὐτοῦ δῆθεν εἰς τὸ κλασσικὸν βυζαντινὸν δίκαιον.

Δὲν εἶναι ἀσυνήθης ἡ προσπάθεια τῶν ἡγεμόνων, ὅπως συνδέουν τὰς ἰδίας αὐτῶν κωδικοποιήσεις πρὸς τὸ ἔνδοξον παρελθὸν διακηρύσσοντες ὅτι διὰ τὴν σύνταξίν των ἦντλησαν ἐκ παλαιῶν κλασσικῆς σημασίας κωδίκων. Ἀπὸ τὴν τάσιν δὲ ταύτην δὲν ἐξέφυγε καὶ ὁ πάσης Οὐγγροβλαχίας ἡγεμὼν, ὁ Ἀλέξανδρος Ὑψηλάντης, ὅστις ἀποκαλεῖ τὸ Συνταγματίον εἰς αὐτὸν τὸν τίτλον του «*συμφωνίαν τῶν τοπικῶν ἐθίμων τῶν ὡς ἐπὶ τὸ πλεῖστον ἐν χρήσει γενομένων μετὰ τῶν Βασιλικῶν διαταγῶν*», εἰς δὲ τὸν πρόλογόν του ἀναφέρει πάλιν τοὺς «*κοινοὺς Βασιλικοὺς νόμους*» μεταξὺ τῶν πηγῶν τοῦ ἰδίου αὐτοῦ κώδικος.

Πολὺ ὅμως ἀμφιβάλλομεν, ἂν ὄντως ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου ἐχρησιμοποίησεν ἀμέσως τὰ Βασιλικά. Νομίζομεν τοῦναντίον ὅτι οὗτος ἦντλησεν ἐξ αὐτῶν διατάξεις ἐκ δευτέρας μᾶλλον χειρὸς καὶ δὴ ἀπὸ τὴν νεωτέραν τότε ἐντόπιον συλλογὴν τοῦ Φωτεινοπούλου, περὶ ἧς ἀνωτέρω ἐγένετο λόγος. Πράγματι ἀπλῆ παραβολὴ τῶν τίτλων τῶν παραγράφων τοῦ Συνταγματίου πρὸς τοὺς ἀντιστοίχους τίτλους τοῦ Νομικοῦ Προχείρου τοῦ Φωτεινοπούλου πείθει, νομίζομεν, ὅτι τὸ πρῶτον εἶναι ἀπλῆ ἐκλογὴ διατάξεων καὶ ὁλοκληρῶν τίτλων εἰλημμένων ἐκ τοῦ δευτέρου. Ἡ συντομωτέρα ἀνάπτυξις τῶν σχετικῶν

¹ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας, 2, σ. 356.

² Περὶ τοῦ Văcărescu βλ. ΧΕΝΟΡΟΛ, Istoria Românilor din Dacia Traiana, 3 ἔκδ. ὑπὸ VLĂDESCU, 10, 1930, σ. 19, ZAMFIRESCO, Les origines du droit privé roumain, σ. 131, πλήρεις δὲ περὶ αὐτοῦ βιογραφικὰς σημειώσεις ἐν JORGA, Istoria literaturii române în secolul al XVIII-lea (1688-1821), 2, σ. 131 ἐπ.

³ FR. PRINGSHEIM. Die archaistische Tendenz Iustinians ἐν Studi in onore di P. Bonfante, I, 1930, σ. 549 ἐπ. ἰδίως σ. 563 ἐπ. καὶ σ. 579 ἐπ. περὶ τῶν λόγων τῆς τοιαύτης ἀποκρύψεως τῶν ἀληθῶν πηγῶν.

⁴ C. TRIANTAPHYLLOPOULOS, ἐν Revista Istorică Română, 1, 1931, σ. 32 ἐπ., ἰδίως σ. 45 ἐπ., ὅπου ἀναφέρονται καὶ ἄλλαι περιπτώσεις ἐκ τῆς νεωτέρας ἱστορίας τῆς ἐλληνικῆς νομοθεσίας.



διατάξεων εἰς τὸ Συνταγματίον δικαιολογοῦσα ἄλλως τε καὶ τὸν ὑποκοριστικὸν τοῦ τελευταίου τούτου τίτλον, γίνεται χαρακτηριστικῶς εἰς τὴν αὐτήν, εἰς ἣν καὶ ὁ κῶδιξ τοῦ Φωτεινοπούλου φρασιολογίαν, ὥστε ἀμφιβολία νὰ μὴ μένη ὅτι κυρία πηγὴ τοῦ Συνταγματίου ὑπῆρξεν ὁ κῶδιξ τοῦ Φωτεινοπούλου, ἐμμέσως δέ, καὶ μόνον δι' αὐτοῦ, τὰ Βασιλικά καὶ αἱ λοιπαὶ βυζαντιναὶ συλλογαί¹. Οὕτω τὸ μέγιστον τμῆμα τοῦ κώδικος τοῦ Ὑψηλάντη ἔχει βυζαντινὴν τὴν προέλευσιν. Ὁ συντάκτης του ὅμως περιέλαβεν ἐν αὐτῷ συχνότατα καὶ ἐγχώριον δίκαιον. Τὸ εἰς τὸν πρόλογον τοῦ κώδικος λεγόμενον, ὅτι τὸ Συνταγματίον συνετάχθη καὶ ἐκ τῶν «ἐπὶ πλέον ἐν χρήσει γενομένων εἰς τὸν τόπον» συνηθειῶν, δὲν εἶναι φράσις κενὴ σημασίας, ἀλλ' ἀνταποκρίνεται τελείως πρὸς τὴν ἀλήθειαν, ἀφοῦ πολλοὶ τίτλοι τοῦ κώδικος διετύπωσαν καὶ ἐγχώριον δίκαιον. Εἰς τὰ ἐπόμενα κεφάλαια θὰ καταδειχθῇ ποῦ ὑπάρχει βυζαντινὸν καὶ ποῦ ἐγχώριον ρουμανικὸν δίκαιον· σαφῶς δὲ νομίζομεν ὅτι θὰ προκύψῃ ὅτι κατὰ τὸ πλεῖστον αὐτοῦ τμῆμα τὸ Συνταγματίον ἀπετέλεσεν ἀπλῶς ἐπανάληψιν διατάξεων τοῦ δημόδους βυζαντινοῦ δικαίου, τοῦ ὁποίου οὕτως ἢ ἰσχύς θὰ καταφανῇ εὐρυτάτη εἰς τὰς παραδουναβίους χώρας, διαρκοῦντος τοῦ ΙΗ' αἰῶνος.

4.—Τοῦ κειμένου τοῦ Συνταγματίου τοῦ Ὑψηλάντη ἐσημειώθησαν πλείονες ἐκδόσεις.

Ἡ πρώτη καὶ ἐπίσημος ἐκδοσις αὐτοῦ ἐγένετο ἐν τῇ Τυπογραφίᾳ τῆς Ἀγιωτάτης Μητροπόλεως Οὐγγροβλαχίας ἐν ἔτει 1780. Εἰς τὸ πρῶτον φύλλον² τῆς ἐκδόσεως ταύτης εἰκονίζεται ὁ θυρεὸς τοῦ ἡγεμόνος παριστῶν κόρακα κρατοῦντα τὸν σταυρὸν εἰς τὸ ράμφος καὶ πλαισιούμενον ἀπὸ τὸν ἥλιον καὶ τὴν σελήνην, ὑπεράνω τῶν ὁποίων ὑπάρχει στέμμα καὶ σπάθη. Ἀριστερᾷ τοῦ θυρεοῦ εἰκονίζεται ἡ Δικαιοσύνη, γυνὴ κρατοῦσα ζυγὸν καὶ σπάθην. Δεξιᾷ δ' αὐτοῦ ὁ πατριάρχης Κωνσταντινουπόλεως Ἀλέξανδρος. Ἀμέσως κατωτέρω καὶ εἰς τὴν αὐτὴν σελίδα δημοσιεύεται πλήρης ὁ τίτλος τοῦ Συνταγματίου

¹ Ὁ ST. BERECHEΤ ἐν τῷ προλόγῳ τῆς ἐκδόσεώς του τοῦ Συνταγματίου, σ. XII, ἐν τῇ μελέτῃ του, τῇ δημοσιευθείσῃ εἰς «Μνημόσυνα Παππούλια», σ. 39, καὶ ἐν Izvoarele κλπ. σ. 222 δέχεται ἐπίσης ὅτι ἐχρησιμοποιήθη ὁ Κῶδιξ τοῦ Φωτεινοπούλου, τούναντίον ὅμως νομίζει ὅτι ἀμέσως ἐχρησιμοποιήθησαν καὶ τὰ Βασιλικά. Ἐν δ' Izvoarele αὐτόθι σ. 400 ἐπ. ὑποστηρίζει τὰ ἑξῆς. Ἡ ὑπὸ τῶν ἀδελφῶν ΤΟΥΝΟΥΣΛΗ, Ἱστορία τῆς Βλαχίας πολιτικὴ καὶ γεωγραφικὴ ἀπὸ τῆς ἀρχαιοτάτης αὐτῆς καταστάσεως ἕως τοῦ 1774 ἔτους (ἐκδ. ἐν Βιέννῃ τῷ 1806), περιλαμβάνει ἐν τέλει ὑπὸ τὸν τίτλον «Παράρτημα τοῦ αὐτοῦ συγγραφέως εἰς τὴν ἱστορίαν τῆς Δακίας» νομικὰς τινὰς διατάξεις, περιεχούσας εἰς ἑνδεκα τίτλους τὸ ἐπίσημον δίκαιον (τῶν «βασιλικῶν νόμων») καὶ τὸ ἐθιμικὸν ἐπὶ τινῶν ἐνδιαφερόντων θεμάτων, οἷον προικός, κληρονομίας, τριμοιρίας κλπ. Ἐκ τοῦ ὅτι λοιπὸν συχνάκις εἰς τοὺς τίτλους αὐτοὺς ἡ διατύπωσις συμπίπτει πρὸς τὰς ἀντιστοίχους διατάξεις τοῦ Συνταγματίου, ὑποστηρίζει ὁ BERECHEΤ ὅτι τὸ «Παράρτημα» αὐτὸ ἀποτελεῖ σχέδιόν τι τοῦ Συνταγματίου τοῦ Ὑψηλάντη.

² Ὁ γράφων ἔχει ὑπ' ὄψει τὸ ὑπ' ἀριθ. 425 (Bibliogr. Veché) ἀντίτυπον τῆς βιβλιοθήκης τῆς Ρουμανικῆς Ἀκαδημίας. Ὁμοίος καὶ ὁ ὑπ' ἀριθ. 4457 ρουμανικὸς κῶδιξ τῆς Ρουμανικῆς Ἀκαδημίας, ὅστις κατὰ τὸν ἐν Βουκουρεστίῳ φύλον κ. DAN SIMONESCU ὑπῆρξε τὸ ἐπίσημον ἀντίτυπον τοῦ «Αὐθεντικοῦ Διβανίου». Πράγματι τὸ ἀντίτυπον αὐτὸ περιέχει ἐν τέλει τὴν ἐρυθρὰν ἡγεμονικὴν σφραγίδα καὶ τὴν ὑπογραφὴν τοῦ Μ. Λογοθέτου Costache, συνοδεύουσας κατὰ παράδοξον σύμπτωσιν αἰσχρὸν τι πορνογραφικὸν σημεῖωμα!



[En Revue des Études Byzantines, t. XI (1953) (Mélanges Martin Jugie, 47-9].

EUSTATHE ROMAIN . " DE HYROBOLO "

Le court traité dont je présente l' édition figure comme ving septième morceau dans la série de vingt-huit documents à la réunion desquels j' ai naguère donné le nom de Second appendice de la "Synopsis" Basilicorum" (voir Revue internationale des Droits de l' Antiquité, t.IV (1950), p. 303-317). La tradition manuscrite attribue ce morceau à Eustathe Romain, maître de droit au début du XI^e siècle, connu surtout par son traité De interMallis et praescriptionibus (éd. L.-H.Teucher. Leipzig, 1791), et plus encore par la *πεῖρα* (éd. E.Zachariae von Lingenthal, Jus Graeco - Romanum, I, Lipsiae, 1856).

La note du professeur byzantin a trait à ce qu' on appelle l' hypobolon, c' est-à-dire au supplément de dot consenti à l' épouse survivante après le décès du mari; c'est un peu l' équivalent du "douaire" de notre ancien droit, ou mieux encore de l' "augment de dot". Cette note d' Eustathe Romain, qui définit la nature et les conditions de l' hypobolon, doit remonter à l' enseignement du professeur. Elle a dû être recueillie par quelque disciple et, augmentée elle-même de deux courts paragraphes, être insérée dans un de ces appendices indéfiniment extensibles qui figurent à la suite de la plupart des traités de droit gréco-romain et finissent par se fixer en un tout immuablement transmis par la tradition manuscrite ultérieure.

Quatre manuscrits présentent encore le texte d' Eustathe Romain: Vaticanus Gr.852 (fol.424^{r-v}), XIII^e siècle; Parisinus Gr. 1388 (fol.383^v-384), XIV^e siècle; Parisinus suppl.Gr.1236 (fol. 206^v), XIV^e siècle; Parisinus Gr. 1351 (fol. 408^{r-v}), XV^e siècle. Ce dernier manuscrit est la copie de l' exemplaire du Vatican. Ces quatre témoins ne diffèrent entre eux que par des variantes d' orthographe ou par des mélectures individuelles des abréviations qui figuraient dans le modèle. Un blanc d' une ligne, laissé dans le texte des Parisini 1388 et Suppl. Gr.1236 est la marque d' une chute de texte survenue par accident dans leur commun ancêtre; le texte omis va de *ὡς σκοπούμεθα* au verbe *γίνεσθαι* inclus.- Le Glossaire de Du Cange a reproduit les premières lignes de notre morceau (s.v. *ὑπόβολον*).

Εὐσταθίου Μαγίστρου τοῦ Ῥωμαίου περὶ ὑποβόλου.

Ἰστέον ὅτι μὲν παλαιὸν ἰσότης ἦν ὑποβόλου καὶ προικὸς· καὶ εἴπερ ἡ προίξ εἰς ρ' λίτρας ἦν, ὑπέβαλε ὁ ἀνὴρ λίτρας ρ'. Ἐκ γὰρ τοῦ ὑποβάλλειν αὐτόν τὰ ἴδια ἐκλήθη τό ὑπόβολον. Γέγονεν δέ ὕστερον νεαρά· ἐπ' ἔλαττον γίνεσθαι τό ὑπόβολον τῆς προικὸς. Τοῦτο δέ, εἰ πατήρ ἐστίν ὁ προικίζων ἐκ τῶν ἰδίων, καθὼς ἔχει βουλῆς καὶ γνώμης συμφωνεῖ καὶ δοκεῖ περιγράφειν τὴν θυγατέρα· καὶ οὐ δύναται καταμέμφεσθαι ἢ κόρη ὥς ὀλιγοστόν ἐτέθη ὑπόβολον. Εἰ δέ ἴσως ἐκ τῶν ἰδίων οὐ δίδωσιν ὁ πατήρ διὰ τό ἄπορον, ἀλλὰ μητρῴα εἰσι τῆς κόρης τὰ ἐπιδιδόμενα, τότε τό ὑπόβολον κατὰ μὲν ἀκρίβειαν πρὸς τό ἥμισυ τῆς προικὸς ὀφείλει ὑπισχνεῖσθαι, κατὰ τινα δέ οἰκονομίαν καὶ ἐπ' ἔλαττον, οἷον ἐάν ὁ μνηστήρ ἐστί τῶν εὐγενῶν ἢ τῶν ἐνέργειαν ἱκανὴν ἐν τῷ βίῳ ἔχόντων καὶ δυνάμενος καλῶς διακυβεῖν τὰ ἴδια, ἢ τινι τῶν μεγιστάνων προσωκειόμενός ἐστι, καὶ ἐλπίς ἐστί τό ἐπαυξῆσαι τὴν ἰδίαν περιουσίαν ἀναθεωρούμενα γὰρ ταῦτα καὶ διερευνώμενα ὥς σκοπούμενα δίδωσι τό ὑπόβολον καὶ εἰς ἔλαττον τοῦ ἡμίσεως τῆς προικὸς γίνεσθαι. Εἰ δ' ἴσως καὶ προίξ μὲν δόθη, οὐ συμφωνήθη δέ ὑπόβολον ἢ κατὰ ἀπειρίαν ἢ κατὰ τινα ἄλλην αἰτίαν, τότε ἀδιαστίκτως κατὰ τό ἥμισυ τῆς προικὸς καὶ τό ὑπόβολον τυποῦται. Τό δέ θεώρετρον, εἰ μὴ ῥητῶς ἀνάγραπτον ἐν τοῖς γαμηλίοις εὐρίσκεται ὅπως ὀφείλει ἐπιδίδοσθαι, ἀλλ' οὖν ἀπὸ τῆς μακρᾶς συνηθείας τοῦ διηνεκοῦς χρόνου ἐτυπώθη καθ' ἐκάστην λίτραν δίδοσθαι νομίσματα ἕξ· τοῦτο γὰρ καὶ γραφόμενον καὶ μὴ γραφόμενον ἀπαιτεῖται. Καὶ πλεον μὲν δύναται συμφωνεῖσθαι· ἔλαττον δέ τῶν ἕξ νομισμάτων κἂν συμφωνηθῇ, ἴσχυν οὐκ ἔχει, ἀλλὰ καθ' ἐκάστην λίτραν νομίσματα ἕξ ἀπαιτοῦνται. Ὁ πατήρ ὁ βούλεται συμφωνεῖ· καὶ ἐκ τῆς συμφωνίας ἐκείνης ἐξέρχεται καὶ ὑπόβολον καὶ θεώρετρον· οὐ μὲν δέ ἀναγκάζεται περισσότερον τῆς προσαγομένης προικὸς συμφωνεῖν.

Ἴσθαι ὡς ὁ πολιτικὸς νόμος κατὰ τῶν φυγοδικῶν ἐγκελεύεται διὰ μαρτυρίας στέλλεσθαι τρεῖς· καὶ εἰ μὴ παραγένοιτο διὰ μηνῶν τριῶν ἢ τό πολὺ ἕξ, τότε τὰς ἐπὶ νομῶν παραδόσεις γίνεσθαι. Μὴ οὖν οὕτως τὴν ἐπὶ νομῶν παράδοσιν ἐτοιμῶς ἐπιτρέχης· δεῖ γὰρ τὸν δικαστὴν μὴ πρόκριμα θηρεύειν, ἀλλ' ἐκ διανοίας καὶ μελέτης τό πρᾶγμα σκοπεῖν ὥς ἂν κατευθύνηται καλῶς.

Δίδοται ἐπίτροπος καὶ παρὰ δικαστοῦ ὅταν οὐ φθάσωσιν οἱ γονεῖς δοῦναι τοῖς παισὶν ἐπίτροπον· καὶ λέγεται ὁ τοιοῦτος λεγέτιμος, οἷον ὁ παρὰ τοῦ νόμου διδόμενος· λέγες γὰρ οἱ νόμοι παρὰ Ῥωμαίοις λέγονται.



Les remarques d' Eustathe Romain sur l' hypobolon devront être complétées par une note comparable due à Georges Phodenus de Thessalonique (v. Du Cange, s. v. ὑπόβολον ; texte dans le Vat. Gr. 852; Ottob. I5; Ottob.64, ect.). On verra aussi Mortreuil, Hist. du droit byzantin, II, p. 463-464.

La note sur les contumaces qui suit ici l' exposé sur l' hypobolon n'a évidemment aucun rapport avec ce dernier. Il en va de même du court paragraphe sur la tutelle des enfants légitimes: ce morceau est emprunté à une scholie de la Synopsis Basilicorum (éd. Zach. von Ling., J. G.-R. V, p.337, note a). On le retrouve aux lignes 4 et suivantes du folio 33 du Parisinus Suppl. gr. I238, dans une suite de courts textes juridiques recueillis par un praticien.-

A. D A I N .



εἰς ἑλληνικὴν μόνον γλῶσσαν. Τὸ δεύτερον φύλλον περιλαμβάνει τὸν πίνακα τῶν περιεχομένων ἑλληνιστὶ καὶ ρουμανιστὶ εἰς Κυριλλικοὺς χαρακτῆρας. Ἀπὸ τοῦ ἐπομένου τρίτου ἀρχίζει ἡ ἀρίθμησης κατὰ φύλλον (1-48), ὅχι κατὰ σελίδα. Τὸ κείμενον γράφεται ἀριστερᾷ μὲν ἑλληνιστί, δεξιᾷ δὲ ρουμανιστὶ εἰς Κυριλλικὴν πάντοτε γραφὴν. Ἐκάστη σελὶς περιέχει 36 γραμμάς εἰς τὸ ἑλληνικὸν καὶ 32 εἰς τὸ ρουμανικὸν κείμενον¹. Τὸ κείμενον καταλαμβάνει 0,185×0,21 τοῦ μέτρου. Εἰς τὴν τελευταίαν δὲ σελίδα τῆς ἐπισήμου ἐκδόσεως γράφεται διὰ χειρὸς ὁ τελευταῖος τίτλος «περὶ πορομπίων», προστεθεὶς προφανῶς κατ' ἐντολὴν τοῦ ἡγεμόνος μετὰ τὴν ἐκτύπωσιν².

Τῆς ἐπισήμου ταύτης ἐκδόσεως τοῦ 1780 ἐγένετο ἀνατύπωσις ἐν ἔτει 1841 ἐν Βουκουρεστίῳ ὑπὸ τοῦ C. N. Brailoiu ὑπὸ τὸν τίτλον *Pravilnicească Condiță a Domnului Alexandru Ipsilant V. V.* (εἰς Κυριλλικοὺς χαρακτῆρας). Ἐν ἀρχῇ τῆς δευτέρας ταύτης ἐκδόσεως ὑπάρχει πρόλογος τοῦ ἐκδότου, ἀπευθυνόμενος πρὸς τοὺς νεωτέρους νομικούς, καὶ ἀκολουθεῖ ὁ πίναξ τῶν περιεχομένων ἐν τῇ ἀριστερᾷ σελίδι ἑλληνιστὶ καὶ ἐν τῇ δεξιᾷ ρουμανιστὶ εἰς Κυριλλικὴν γραφὴν. Μετὰ τὸν ἐν τῷ ἔκτῳ φύλλῳ τίτλον τοῦ Συνταγματίου ἀκολουθεῖ ἐν σελίδι 2 ἐπ. ὁ πρόλογος καὶ τὸ κείμενον αὐτοῦ. Εἰς τὰς σελίδας μὲ ἀρτιον ἀριθμὸν ὑπάρχει τὸ ἑλληνικόν, εἰς τὰς μὲ περιττὸν τοῦναντίον τοιαύτας δημοσιεύεται εἰς Κυριλλικὴν πάντοτε γραφὴν τὸ ρουμανικὸν κείμενον. Τὸ βιβλίον περιέχει ἐν ὅλῳ 166 σελίδας εἰς σχῆμα 8^{ον}. Εἰς τὴν τελευταίαν σελίδα δημοσιεύεται ὑπὸ τὸν τίτλον *Poruncă* (=προσταγή) τὸ ρουμανικὸν μόνον κείμενον τοῦ τίτλου *Pentru dijma porumbului* (=περὶ πορομπίων), τὸν ὅποιον ἡ πρώτη ἐπίσημος ἔκδοσις περιέχει χειρόγραφον εἰς τὰς δύο γλώσσας. Ἀκολουθεῖ ἔντυπος ἡ ὑπογραφή (*Iscălit*), *Scarlat Grecenu Biv. Vel. Logofăt*, τὴν ὁποίαν εἰς τινὰ ἀντίτυπα τῆς προηγουμένης ἐκδόσεως ἀπαντῶμεν χειρόγραφον³, καὶ ἐν ὑποσημειώσει δηλοῦται *această poruncă c'a dat în urma condiției*, ἥτοι ἡ διάταξις αὕτη ἐδόθη μετὰ τὴν ἔκδοσιν τοῦ κώδικος.

Ὑπὸ τοῦ αὐτοῦ C. N. Brailoiu, χρηματίσαντος δικαστοῦ, γερουσιαστοῦ καὶ ὑπουργοῦ, ἐγένετο καὶ ἄλλη, τρίτη κατὰ σειρὰν, ἔκδοσις τοῦ ρουμανικοῦ κειμένου εἰς λατινικοὺς πλέον χαρακτῆρας ἐν *Collectiune de legi, ordonanțe și decreete domnești*, 1867, σ. 763-850.

Τὸ ρουμανικὸν μόνον κείμενον ἀνεδημοσιεύθη καὶ ὑπὸ *Joan M. Bujoreanu*, *Appendice la collectiunea de legiurile României vechi și noi* (τόμ. 2 τῆς συλλογῆς, Βουκουρέστιον, 1875 εἰς τὸ ὑπὸ D τμήμα: *Legiurile vechi*, σ. 1-24). Αὐτόθι δὲ περιέχεται μὲ λατινικοὺς ἐπίσης χαρακτῆρας καὶ ὁ πρόλογος τοῦ Brailoiu ἐν τῇ ἐκδόσει του τοῦ Συνταγματίου τοῦ 1841.

¹ Πρβλ. περιγραφὴν ἐν I. BIANU - N. HODOS, *Bibliografia românească veche*, 2, σ. 246, BERECHEȚ, *Pravilnicească Condiță*, σ. XV, καὶ *Izvoarele* σ. 214 ἐπ.

² Ἐπ' αὐτοῦ βλ. BIANU, *Catalogul manuscriptelor românești*, I. 1907, σ. 209. PERETZ, *Curs* II, 2, σ. 48.

³ Πρβλ. οὕτω τὸ ὑπὸ BERECHEȚ, *Pravilnicească Condiță*, ἐν τέλει δημοσιευόμενον *facsimilum*.

Πέμπτη κατὰ σειρὰν ἑκδόσις τοῦ ρουμανικοῦ μόνον κείμενου ἐγένετο ὑπὸ C. Hamangiu, Codul General al României, Βουκουρ. 1907, σ. 1-24.

Τελευταία δ' ἑκτὴ ἑκδοσις εἶναι ἡ ὑπὸ τοῦ Șt. Gr. Berechet, Pravilnicească Con-dică (Συνταγματίον Νομικόν) din Muntenia 1780, ἐν Chișinau 1930 εἰς τὴν σειρὰν Colecție de legi vechi românești. Ἐν αὐτῇ μετὰ σύντομον Εἰσαγωγὴν (σελ. I-XVI) δημοσιεύεται ἐν σελ. 1-98 τὸ ἑλληνικὸν κείμενον καὶ εἷτα (σελ. 99-182) τὸ ρουμανικὸν τοιοῦτον. Ἀκολουθεῖ πίναξ συγκριτικὸς πρὸς τὴν ἑκδοσιν τοῦ 1780, μακρὸς κατάλογος τυπογραφικῶν λαθῶν καὶ πανομοιότυπα ἐκ τῆς ἐπισήμου ἐκδόσεως τοῦ 1780 καὶ ἐκ τῆς τοῦ Brailoii τοῦ 1841 τοιαύτης.

Ἐν τῇ κατωτέρῳ ὑφ' ἡμῶν δημοσιευομένη νέα ἐκδόσει τοῦ Συνταγματίου ὡς πρὸς τὸ ρουμανικὸν μὲν κείμενον ἀκολουθοῦμεν τὴν τελευταίαν ἑκδοσιν τοῦ Berechet διὰ τὸ ἑλληνικὸν δὲ κείμενον τοῦναντίον ἀκολουθοῦμεν τὴν ἐπίσημον ἑκδοσιν τοῦ 1780 καὶ ἐν σημειώσει παραθέτομεν τὰς παραλλαγὰς τῶν ἐκδόσεων Brailoii καὶ Berechet, ὡς καὶ δύο χειρογράφων τοῦ Συνταγματίου.

Ἐκ τῶν χειρογράφων αὐτῶν τὸ πρῶτον εὑρηται εἰς τὴν κατοχὴν τοῦ ἐν Ἀθήναις κ. Θεοδώρου Ὑψηλάντη. Εἰς σχῆμα 8^{ον} περιέχει εἰς 71 σελίδας μόνον τὸ ἑλληνικὸν κείμενον¹. Τὸ ἕτερον χειρόγραφον, ὅπερ ἔχομεν ὑπ' ὄψει, εἶναι ὁ ὑπ' ἀριθ. 93 ἑξαιρετικῶς ἐνδιαφέρων ἑλληνικὸς κώδιξ τῆς Ρουμανικῆς Ἀκαδημίας². Τὰ τρία πρῶτα αὐτοῦ φύλλα εἶναι κενά. Ἀκολουθεῖ τὸ πρῶτον ἡριθμημένον φύλλον, ἐν τῷ ὁποίῳ ἀρχεται ἡ ἀναγραφή τοῦ προοιμίου τοῦ Συνταγματίου. Περιέχει 68 φύλλα (135 ἡριθμημένας σελίδας). Ἐκάστη σελὶς εἶναι ἡμίκλαστος καὶ ἀριστερᾷ μὲν γράφεται εὐαναγνώστως τὸ ἑλληνικόν, δεξιᾷ δὲ τὸ ρουμανικὸν κείμενον εἰς Κυριλλικοὺς χαρακτῆρας. Ὁ κώδιξ δὲν περιέχει τὸν τίτλον τοῦ ἑξωφύλλου τοῦ Συνταγματίου τῆς ἐκδόσεως τοῦ 1780 οὔτε πίνακα περιεχομένων. Εἰς τὴν πρώτην σελίδα ὑπάρχει ἡ ὑπογραφή τοῦ Ὑψηλάντη καὶ ἀμέσως κατόπιν ἀρχίζει τὸ κείμενον. Ἐν σελ. 67 εἰς τὸ περιθώριον γράφεται δι' ἄλλης χειρὸς «Dieses Buch gehört auch mein». Εἰς δὲ τὴν σελ. 89 διὰ τῆς αὐτῆς τρίτης χειρὸς ἑλληνιστὶ «καὶ τόδε σὺν τοῖς ἄλλοις ὑπάρχει ἐμοῦ Ἀλέξανδρος» καὶ ἰταλιστὶ «ancora questo Libro e mio Alessandro». Εἰς τὴν τελευταίαν δὲ σελίδα «68 Blätter sind».

¹ Τὸ χειρόγραφον εἶναι μεταγενέστερον τῆς ἐκδόσεως τοῦ 1780. Κατὰ πληροφορίας τοῦ κ. Θ. Ὑψηλάντη ἡγοράσθη παρὰ τινος μοναχοῦ ἐν Ἀθήναις κατὰ τὸ 1912. Ὁ χειρόγραφος κώδιξ πλὴν τῶν 71 σελίδων αἵτινες περιέχουν τὸ ἑλληνικὸν κείμενον, περιλαμβάνει εἰς 4 εἰσέτι σελίδας καὶ τὸν πίνακα τῶν περιεχομένων τοῦ Συνταγματίου.

² Τὸν κώδικα αὐτὸν περιέγραψεν ὁ I. BIANU, Catalogul manuscriptelor românești, I, σ. 208, ἐνθα ἀναφέρεται ὅτι οὗτος ἡγοράσθη ὑπὸ Șt. Sihleanu παρὰ τῆς Elisa Pleșoianu τὴν 10-22 Ἰουνίου 1894. Πλὴν τοῦ κώδικος αὐτοῦ ὑπάρχει καὶ ἕτερον χειρόγραφον ἐν τῇ Βιβλιοθήκῃ τοῦ Πανεπιστημίου Ἰασίου, τοῦτο ὅμως περιέχει μόνον τὸν πρόλογον ἑλληνιστί, ρουμανιστὶ δὲ τὸν πίνακα τῶν περιεχομένων καὶ τὸ ὅλον αὐτοῦ κείμενον. Περὶ τοῦ χειρογράφου αὐτοῦ, μὴ ἐνδιαφέροντος τὴν ἑκδοσιν τοῦ ἑλληνικοῦ κείμενου, βλ. Șt. BERECHET, Izvoarele σ. 225 σημ. 3, παραπέμποντα καὶ εἰς Revista teologica, III, σ. 247.



Τὸ δεύτερον αὐτὸ χειρόγραφον εἶναι ἀσφαλῶς ἀντίγραφον καὶ ὄχι τὸ ἐπίσημον ἀρχέ-
τυπον, διότι συχνὰ περιέχει ἀντιγραφικὰ λάθη¹. Ἐνδεικτικῶς σημειοῦμεν ὅτι εἰς τὸν
τίτλον VI «περὶ βεκίλιδων» § Α παραλείπονται ἑπτὰ ὁλόκληροι λέξεις «καὶ τύχη νὰ κατα-
δικασθῇ ἐκεῖνος ὁποῦ κρίνεται». Τοῦτο συνέβη προφανῶς ἐκ λάθους κατὰ τὴν ἀντιγραφὴν,
καθ' ἣν ὁ ἀντιγραφεὺς πλανηθεὶς ἀπὸ τὴν ἐπανάληψιν τῶν λέξεων «μὲ βεκίλην» παρέ-
λειψε τὰς μεταξὺ τῆς ἐπαναλήψεως αὐτῶν περιεχομένας ἑπτὰ λέξεις.

Ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸν χρόνον τῆς συντάξεως τοῦ χειρογράφου αὐτοῦ κώδικος, ὑποθέτω
τοῦτον προγενέστερον τῆς ἐκδόσεως τοῦ 1780 διὰ τοὺς ἑξῆς κυρίως λόγους.

α') Τὸ χειρόγραφον δὲν περιέχει ἐν ἑξωφύλλῳ τὸν τίτλον τοῦ Συνταγματίου οὔτε
πίνακα περιεχομένων, ἅτινα ἀμφότερα τὸ πρῶτον ἐτέθησαν κατὰ τὴν ἐκτύπωσιν τῷ 1780,
χαρακτηριστικὸν δ' ἐν προκειμένῳ εἶναι ὅτι τὸ εἰς τὴν κατοχὴν τοῦ κ. Θ. Ὑψηλάντη ἑτε-
ρον χειρόγραφον, τὸ ὁποῖον, ὡς ἐλέχθη, εἶναι μεταγενέστερον τοῦ 1780, περιέχει καὶ τὸν
τίτλον καὶ τὸν πίνακα τῶν περιεχομένων.

β') Ὁ ἀκροτελεύτιος τίτλος «περὶ πορομπίων», ὅστις εἰς τὴν ἔκδοσιν τοῦ 1780 ἔχει
διὰ χειρὸς προστεθῇ, εἶναι καὶ εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 93 χειρόγραφον τῆς Ρουμανικῆς Ἀκαδη-
μίας καταφανῶς μεταγενεστέρως προστεθειμένος διὰ μελάνης ἄλλου χρώματος, ἴσως δὲ
καὶ δι' ἄλλης χειρὸς.

Προστιθεμένου εἰς ταῦτα ὅτι ἐνίστε ἡ σειρὰ τῶν λέξεων εἶναι διάφορος εἰς τὸν χει-
ρόγραφον κώδικα ἀπὸ τὴν εἰς τὴν ἔκδοσιν τοῦ 1780 ἀκολουθουμένην², ὅπερ μαρτυρεῖ
ὅτι τὸ κείμενον τοῦ Συνταγματίου ὀριστικῶς διευκρινήθη κατὰ τὸ 1780, δύναται, νομίζο-
μεν, βασίμως νὰ ὑποστηριχθῇ ὅτι τὸ ἐν λόγῳ χειρόγραφον εἶναι ἀντίγραφον μὲν τοῦ
ἀρχετύπου, προγενέστερον ὅμως πάντως τοῦ 1780.

Διὰ τὴν εὐχερεστέραν χρῆσιν καὶ παραπομπὴν εἰς τὸ κείμενον τοῦ Συνταγματίου
ἠριθμήσαμεν ἐν τῇ ἡμετέρᾳ ἐκδόσει τοὺς τίτλους αὐτοῦ. Τῆς ἐκδόσεως δὲ ταύτης προετί-
ξαμεν εἰς τὰ ἐπόμενα κεφάλαια ἐσωτερικὴν ἀνάλυσιν τῶν διατάξεων τοῦ κώδικος διὰ τὴν
κατανόησιν καὶ τὴν τοποθέτησιν αὐτοῦ ἐν τῇ καθόλου ἱστορίᾳ τοῦ βυζαντινοῦ δικαίου.

¹ Σύμφωνα καὶ ὁ ἐν Βουκουρεστίῳ φίλος κ. DAN SIMONEȘCU τῆς Βιβλιοθήκης τῆς Ρουμα-
νικῆς Ἀκαδημίας, ὅστις ὅμως ἀντιθέτως πρὸς ἡμᾶς νομίζει ὅτι τὸ χειρόγραφον ὑπ' ἀριθ. 93 εἶναι
ἀπλῇ ἐκ τῆς ἐντύπου ἐκδόσεως τοῦ 1780 ἀντιγραφὴ.

² Οὕτω λ.χ. ἐν τίτλῳ XVI, § Ε' ἐν τῷ χειρογράφῳ γράφεται «... ἀφήση εἰς τρεῖς χρόνους
τὸ ἀμπέλι ὁλοκλήρως ἀδούλευτον...», ἐνῶ εἰς τὸ ἔντυπον κείμενον γράφεται ὁμαλότερον «... ἀφήση
εἰς τρεῖς χρόνους ὁλοκλήρως ἀδούλευτον τὸ ἀμπέλι». Ἐν τίτλῳ XXIX, § Β' εἰς τὸ χειρόγραφον γρά-
φεται «πρέπει νὰ τὸ ξετιμήσῃ ἢ κᾶν...» ἐνῶ εἰς τὸ ἔντυπον ὀρθότερον «πρέπει ἢ νὰ τὸ ξετιμήσῃ,
ἢ κᾶν...». Ἐν τίτλῳ XXXI, § Γ' εἰς τὸ χειρόγραφον γράφεται «ὅτι τάχα ἐβιάσθησαν», ἐνῶ εἰς τὸ
ἔντυπον διωρθώθη «ὅτι τάχα νὰ ἐβιάσθησαν» κλπ. Πάντα ταῦτα, νομίζω, μαρτυροῦν ὅτι τὸ κείμενον
τοῦ χειρογράφου ὑπέστη διορθώσεις κατὰ τὴν ἐπακολουθήσασαν τῷ 1780 ἐκτύπωσιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Β'

ΔΟΥΛΟΠΑΡΟΙΚΟΙ ΚΑΙ ΔΟΥΛΟΙ

Τὸ ἀρχαιότερον ρουμανικὸν δίκαιον ἐγνώρισε τὴν θεμελιώδη διάκρισιν τῶν ἀνθρώπων εἰς ἐλευθέρους καὶ εἰς δούλους. Τὴν διάκρισιν δὲ ταύτην διετήρησε κατ' οὐσίαν μέχρι τῶν μέσων τοῦ παρελθόντος αἰῶνος καὶ ἐπέκεινα, ἀφοῦ μόλις κατὰ τὸ 1856 διὰ νόμου τῆς 8 Φεβρουαρίου κατηργήθη ἡ δουλεία εἰς Βλαχίαν, περίπου δὲ συγχρόνως, κατὰ τὸ 1855, καὶ εἰς τὴν Μολδαβίαν¹.

Κατ' ἀντίθεσιν πρὸς τοὺς ἐλευθέρους δούλοι ἦσαν εἰς Ρουμανίαν οἱ εἰς μέγαλον ἀριθμὸν ἐκεῖ διαβιοῦντες ἀτσίγγανοι ἢ κατσίβελοι. Μεταξὺ ὅμως ἐλευθέρων καὶ κατσιβέλων ὑπῆρχε καὶ τρίτη τις τάξις ἀνθρώπων μὲ περιορισμένην τὴν προσωπικὴν αὐτῶν ἐλευθερίαν, αὐτοὶ δ' ἦσαν οἱ δουλοπάροικοι τῶν ἀγροτικῶν κτημάτων, ἀποκαλούμενοι «ρουμοῦνοι» (rumîni) εἰς Βλαχίαν καὶ «vesîni» εἰς Μολδαβίαν. Ἡ νομικὴ καὶ κοινωνικὴ κατάστασις τούτων δὲν ἦτο διάφορος ἀπὸ τὴν τῶν βυζαντινῶν «ἐναπογράφων». Ἐκ τοῦ λόγου δὲ τούτου, πρὶν εἰσελθόμεν εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῶν σχετικῶν μὲ τὰς τάξεις ταύτας διατάξεων τοῦ Συνταγματίου, ἐπιχειροῦμεν ἀμέσως κατωτέρω σύντομον ἀνασκόπησιν τῶν εἰς τὸ βυζαντινὸν κράτος διακρίσεων τῶν ἀγροτῶν.

5.—Εἰς τὸ βυζαντινὸν κράτος θεμελιώδης ἦτο ἡ διάκρισις τῶν καλλιεργούντων ἰδίαν ἀπὸ τοὺς καλλιεργοῦντας ἄλλοτρίαν γῆν ἀγρότας. Οἱ πρῶτοι, καλούμενοι «χωρίται», ἦσαν ἐλεύθεροι μικροϊδιοκτῆται ὠργανωμένοι εἰς ἰδίας κοινότητας. Ἡ κοινότης ὡς τοιαύτη ὑπεχρεοῦτο εἰς καταβολὴν τοῦ ἐγγείου φόρου· ἕκαστος χωρίτης κατέβαλλε τὸν ἀναλογοῦντα εἰς αὐτόν, ἠϋθύνετο ὅμως ἀλληλεγγύως μὲ τοὺς λοιποὺς χωρίτας τῆς αὐτῆς κοινότητος δι' ὅλόκληρον τὸ ποσὸν τοῦ φόρου. Πρὸς τὸ φορολογικὸν αὐτὸ σύστημα συνεδέετο ὁ βυζαντινὸς θεσμὸς τῆς «ἐπιβολῆς» (ἐπιβολὴ «ὁμοκλήνων», «ὁμοδούλων») καὶ δι' αὐτῆς ὁ θεσμὸς τῆς προτιμήσεως.

Περιπλοκώτερα ἦτο ἡ θέσις τῶν καλλιεργούντων ἄλλοτρίαν γῆν ἀγροτῶν, τῶν ἐργαζομένων δηλαδὴ εἰς τὰ μεγάλα κτήματα τῶν πλουσίων γαιοκτημόνων («ιδιόστατα»), ὡς

¹ Ταῦτα διὰ τοὺς δούλους, τοὺς ἀνήκοντας εἰς ιδιώτας. Οἱ εἰς τὸ Κράτος τὸνναντίον ἀνήκοντες δούλοι εἶχον ἀπελευθερωθῆ ἔτη τινὰ ἐνωρίτερον εἰς Βλαχίαν διὰ τοῦ νόμου τῆς 22 Μαρτίου 1843, οἱ δ' ἀνήκοντες εἰς ἐκκλησίας, μονὰς καὶ ἰδρύματα διὰ τοῦ νόμου τῆς 13 Φεβρουαρίου 1847. Εἰς τὴν Μολδαβίαν οἱ εἰς τὸ δημόσιον ἀνήκοντες δούλοι ἠλευθερώθησαν τῷ 1837.



καὶ εἰς τὰς καλλιεργουμένας γαίας τῶν ἐκκλησιῶν, τῶν μονῶν καὶ τοῦ αὐτοκράτορος. Οἱ ἀγρόται αὐτοὶ διεκρίνοντο εἰς δύο κατηγορίας ἀφ' ἑνὸς εἰς τοὺς ἐκμισθοῦντας ἀπλῶς τὰς ὑπηρεσίας των («μισθωτοί», *liberi coloni*) καὶ ἀφ' ἑτέρου εἰς τὴν μεγάλην κατηγορίαν τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν γῆν καὶ καλλιεργούντων ταύτην «ἐναπογράφων» (*adscriptitii*)¹.

Ὁ θεσμὸς τῶν ἐναπογράφων, γενικευθεὶς ἔνεκα τῶν φορολογικῶν μεταρρυθμίσεων τοῦ Διοκλητιανοῦ, ἐξηκολούθει νὰ ἰσχύῃ ἀκόμη καὶ κατὰ τοὺς χρόνους τοῦ Μεγάλου Κωνσταντίνου. Οἱ ἐναπόγραφοι ἀπετέλουν μέσην τινὰ κατάστασιν ἐλευθέρων καὶ δούλων· ἦσαν ἐλεύθεροι, ὑπεχρεοῦντο καὶ ἐδικαιοῦντο ὅμως συγχρόνως νὰ μὴ ἐγκαταλείπουν τὸ κτῆμα, εἰς τὸ ὁποῖον ἦσαν προσηρτημένοι καὶ ἀνῆκον. Κατὰ τὴν κρατοῦσαν γνώμην² ὁ θεσμὸς τῶν ἐναπογράφων ἐξηκολούθησεν ὑφιστάμενος καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς ἱστορίας τῆς βυζαντινῆς αὐτοκρατορίας μὲ μόνην τὴν διαφορὰν, ὅτι κατὰ τοὺς μεταγενεστέρους χρόνους ἀντὶ ἐναπογράφων ἀπαντῶμεν «παροίκους», οἵτινες καὶ «δουλοπάροικοι» βραδύτερον ἀπεκλήθησαν. Κατ' ἄλλην τοῦναντίον γνώμην³ ὁ θεσμὸς τῶν ἐναπογράφων κατηργήθη ὑπὸ τὴν πνοὴν τοῦ ἀνέμου τῶν μεταρρυθμίσεων κατὰ τοὺς χρόνους τῆς δυναστείας τῶν Ἰσαύρων, μὲ τὴν ἐπακολουθήσασαν ὅμως ἀνατροπὴν τῶν ἰσαυρικῶν μεταρρυθμίσεων ἀνασυνέστη ἐπὶ τῶν Μακεδόνων. Τοῦτο ἀποδεικνύεται κατὰ τὴν γνώμην ταύτην ἀπὸ τὰ Βασιλικά, τὰ ὁποῖα περιέλαβον σχετικὰς μὲ τὸν θεσμὸν τῶν ἐναπογράφων διατάξεις.

¹ Ὁ νόμος ἔλεγε: C. J. 11. 52 «*servi terrae ipsius, cui nati sunt existimantur*», εἰς δὲ C. J. 11. 48. 15, ὅτι ἐκ τῆς γῆς ταύτης, ἐν ἣ ἐργάζοντο, «*nec puncto quidem temporis debeant amoveri*». Πρβλ. καὶ διάταξιν τοῦ Ἀναστασίου ἐν C. J. 11. 48. 19. «*Τῶν γεωργῶν οἱ μὲν ἐναπόγραφοί εἰσιν, καὶ τὰ τούτων πεκούλια τοῖς δεσπόταις ἀνήκει, οἱ δὲ χρόνῳ τῆς τριακονταετίας μισθωτοὶ γίνονται, ἐλεύθεροι μένοντες μετὰ τῶν πραγμάτων αὐτῶν, καὶ οὗτοι δὲ ἀναγκάζονται καὶ τὴν γῆν γεωργεῖν καὶ τὸ τέλος παρέχειν· τοῦτο δὲ καὶ τῷ δεσπότῃ καὶ τοῖς γεωργοῖς λυσιτελές*».

² Οὕτω κατὰ Π. ΚΑΛΛΙΓΑΝ, Περὶ δουλοπαροικίας σ. 187. Σύμφωνα καὶ ὁ G. PLATON, *Observations sur le droit de protimēsis*, ὡς καὶ οἱ BEZOBRAZOV καὶ PANČENKO (περὶ ὧν N. A. CONSTANTINESCU, *Reforme sociale ou reforme fiscale?* ἐν *Bull. de la Sect. Histor. de l'Acad. Roumaine*, 11, Βουκ. 1924 καὶ ἐν ἀνατυπ. σ. 2), ΤΣΟΠΟΤΟΣ, Γῆ καὶ γεωργοὶ τῆς Θεσσαλίας κατὰ τὴν Τουρκοκρατίαν 1912, σ. 95 ἐπ. (αὐτόθι σ. 96, σημ. 3, πληροφορία περὶ τῶν παροίκων καὶ ἐν Κρήτῃ, Ἀττικῇ, Βοιωτίᾳ, Κύπρῳ, Κυθήροις κλπ.), Ο. ΤΑΦΡΑΛΙ, *Thessalonique au quatorzième siècle*, σ. 35 ἐπομ.

³ Οὕτω ZACHARIAE v. LINGENTHAL, *Geschichte*, σ. 251, 257. Σύμφωνα καὶ ὁ H. MONNIER, Ἐπιβολὴ ἐν *Nouvelle Revue Historique*, 18, σ. 460, ὁ ΠΑΠΠΑΡΗΓΟΠΟΥΛΟΣ, Ἱστορία, 3, σ. 52 ἐπ. καὶ Κ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Βυζαντινὸν Δίκαιον (ἀνατ. ἐκ Μεγ. Ἑλλην. Ἐγκυκλ.), σ. 7 ἐπ. Τροποποιημένην πῶς δέχονται τὴν θεωρίαν καὶ οἱ ῥῶσοι συγγραφεῖς VASILIEVSKY καὶ USPENSKIY (πρὸς τοὺς ὁποίους συμφωνεῖ καὶ ὁ βούλγαρος ΜΥΤΑΦCIEV), ἐξ ὧν ὁ μὲν πρῶτος ὑποστηρίζει ὅτι ἡ μεταρρύθμισις τῶν Ἰσαύρων κατ' οὐσίαν ἴσχυσε καὶ ἐπὶ τῶν Μακεδόνων, ὁ δὲ δεύτερος θεωρεῖ ταύτην ὡς ἀποτέλεσμα σλαβικῶν ἐπιδράσεων. Πρβλ. σχετικῶς N. CONSTANTINESCU, ἐνθ' ἄνωτ., A. VASILIEV (μεταφρ. S. RAGOZIN), *History of the Byzantine Empire*, I, σ. 298 ἐπ.

Τὰ συμπεράσματα ὅμως τῆς τελευταίας ταύτης θεωρίας ἐθεωρήθησαν δεδικαιολογημένως ὡς ἐσφαλμένα· διότι εἶναι μὲν ἀληθὲς ὅτι οἱ ἀποδιδόμενοι εἰς τοὺς Ἰσαύρους γεωργικοὶ νόμοι δὲν ὡμίλησαν περὶ ἐναπογράφων ἢ παροίκων, τὸ τοιοῦτον ὅμως δὲν συνέβη, διότι ἡ σχέσις τῶν τελευταίων αὐτῶν κατηγορήθη ὑπὸ τῶν συντακτῶν τῶν νόμων τούτων, ἀλλὰ διότι οἱ γεωργικοὶ νόμοι περιέλαβον διατάξεις μόνον περὶ τῶν εἰς κοινότητας βιούντων ἐλευθέρων γεωργῶν¹. Πιθανώτερον εἶναι κατ' ἀκολουθίαν ὅτι οἱ ἐναπόγραφοι ἐξηκολούθησαν πάντοτε νὰ ὑφίστανται, ἀποκληθέντες μόνον βραδύτερον «*παρόικοι*». Ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν δὲ τοῦ διαρκῶς ἀναπτυσσομένου ἀσκητικοῦ ιδεώδους καὶ βοηθήσεως τῆς μαστιζούσης τὴν χώραν ἀνεχείας, ἔνεκα τῆς ὁποίας ἡ μικρὰ ἰδιοκτησία ἐξουθενούτο, ἡ τάξις τῶν προσκεκολλημένων εἰς ἀλλοτρίαν γῆν γεωργῶν ἠϋξήσε καὶ βαθμηδὸν ἀπετέλεσε δεινὸν ἀγροτικὸν καὶ κοινωνικὸν πρόβλημα ἐν τῇ βυζαντινῇ αὐτοκρατορίᾳ, τὸ ὁποῖον συχνάκις οἱ βυζαντινοὶ αὐτοκράτορες προσεπάθουν νὰ ἀντιμετωπίσουν διὰ τῆς ἐκδόσεως διατάξεων προστατευτικῶν τῆς μικρᾶς ἰδιοκτησίας.

Οὕτω φαίνεται ὅτι εἶχεν ἐπικρατήσει ἐξ ἐθίμου κατὰ τοὺς βυζαντινοὺς χρόνους τὸ δίκαιον τῶν «*παροίκων*», τὸ κατὰ τὴν 7 Νεαράν τοῦ Ἰουστινιανοῦ (κεφ. α') «*μήτε τοῖς ἡμετέροις νόμοις μήτε ἄλλῳ τινὶ τῶν ἀπάντων γνωριζόμενον*»², διετηρήθη δὲ τὸ δίκαιον τοῦτο καὶ κατὰ τοὺς χρόνους τῆς ὑποταγῆς, ὅτε ἤλθεν εἰς ἐπαφὴν μὲ τὸ συγγενὲς πρὸς αὐτὸ τουρκικὸν φεουδαρχικὸν σύστημα καὶ ἐν συνεχείᾳ μετεδόθη καὶ εἰς ἀμφοτέρας τὰς παραδουναβίους ρουμανικὰς ἡγεμονίας³.

¹ Πρβλ. ASHBURNER, ἐν *Journal of hellenic studies*, 32, 1912, σ. 77. Οὕτως εἰς τοὺς γεωργικοὺς νόμους διακρίνονται δύο κατηγορίαι γεωργῶν, οἱ «*μορτίται*» καὶ οἱ «*ἡμισειασταί*». Οἱ πρῶτοι καλλιεργοῦντες τὴν ἀλλοτρίαν γῆν λαμβάνουν τὰ $\frac{9}{10}$ τοῦ καρποῦ, ἀποδίδουν δὲ $\frac{1}{10}$ εἰς τὸν κύριον τοῦ κτήματος· «*ὁ Μορτίτου μέρος δεμάτια ἐννέα, τοῦ χωροδότου δὲ μέρος δεμάτιον ἓν· ὁ δὲ ἐκτὸς τούτων μεριούμενος θεοκατάρατος*». Ὁ «*τὴν ἡμισείαν λαβὼν γεωργός*» καλλιεργεῖ τὸ ἀλλότριον κτῆμα δαπάναις τοῦ κυρίου αὐτοῦ, μερίζεται δ' ἐξ ἴσου μὲ αὐτὸν τοὺς καρπούς. Ἀμφότεραι αἱ κατηγορίαι αὗται εἶναι γεωργοὶ ἐλεύθεροι.

² Βλ. καὶ Κ. 1. 2. 24 πρ. «*... θεσπίζομεν παροικικῶ μὲν δικαίῳ μηδεμίαν τοῦ λοιποῦ γίνεσθαι ἐκκλησιαστικῶν πραγμάτων ἔκδοσιν, ἀλλ' ἀναιρεῖσθαι τὸ μηδενὶ νόμῳ γνωριζόμενον ὄνομα*». Πρβλ. καὶ Νεαράν Ἰουστινιανοῦ 120, κεφ. α', ἐνθα ὡσαύτως γίνεται λόγος περὶ τοῦ «*παροικικοῦ δικαίου*».

³ Περὶ τῶν παροίκων καὶ γενικῶς περὶ τῆς σχέσεως τῆς δουλοπαροικίας πλὴν τῶν εἰς προηγουμένας σημειώσεις μνημονευομένων βλ. καὶ R. CLAUSING, *The Roman colonate*, σ. 17 ἐπ., ἰδίᾳ σ. 262 ἐπ., M. ROSTOWZEW, *Studien zur Geschichte des römischen Kolonates*, 1910, FR. DÖLGER, *Beiträge zur Geschichte der byzant. Finanzverwaltung*, σ. 57 ἐπ., 67 σημ. 2, 77, 102 κλπ., G. OSTROGORSKY, *Die ländliche Steuergemeinde des byzantinischen Reiches im X. Jahrhundert*, ἐν *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 20, 1927, ἰδίως σ. 26 ἐπ. (περὶ ὧν E. STEIN, *Zeits. der Sav. Stiftung*, 49, 1929, σ. 504 ἐπ., A. ΑΝΔΡΕΑΔΟΥ, *Byzant. Zeitschrift*, 28, 1928, σ. 287 ἐπ., καὶ A. CONSTANTINESCU, ἐν *Deutsche Literaturzeitung* 1928, σ. 1519 ἐπ.). Διὰ τὸ Διοκλητιάνειον φορολογικὸν σύστημα βλ. H. BOTT, *Die Grundzüge der Diokletianischen Steuerverfassung* (Darmstadt 1928), διὰ τὸ ὅλον δὲ πρόβλημα J. B. BURY ἐν τῇ ἐκδόσει τοῦ ED. GIBBON, *The history of the decline and fall of the Roman Empire*, 5, σ. 561 ἐπ., I. ΤΟΡΝΑΡΙΤΗ,

6. — «Ρουμοῦνοι» (=rumîni) καλοῦνται ἐν Βλαχία οἱ προσκεκολλημένοι εἰς τὸ ἀλλότριον κτῆμα καλλιεργηταί, ἀντιστοιχοῦν δὲ οὗτοι πρὸς τοὺς ἐν Μολδαβία vecini¹. Ὑπεστηρίχθη ὑπὸ τινων ὅτι εἰς τὴν Βλαχίαν Μιχαήλ Β' ὁ Γενναῖος (1593 - 1601) πρῶτος καθιέρωσε νομοθετικῶς τὸν κανόνα, ὅτι ὁ ρουμοῦνος ἀνήκει εἰς τὸ κτῆμα. Τὸ ἀληθές ὅμως εἶναι ὅτι ὁ κανὼν, καθ' ὃν «ἕκαστος πρέπει νὰ μένῃ ἐκεῖ, ὅπου εὕρεσκειται» (=care pe unde fi, unde să află), ἀπαντῶν εἰς χρυσόβουλλον τοῦ Μιχαήλ, τὸ ὁποῖον ἀναφέρεται εἰς ἔγγραφον τοῦ 1613, ἔλκει τὴν καταγωγὴν ἐκ τῶν βυζαντινῶν ἀγροτικῶν σχέσεων καὶ διατυπώνει δίκαιον ἐθιμικόν, ἰσχύσαν πολὺ πρὸ τοῦ ἡγεμόνος αὐτοῦ εἰς Ρουμανίαν². Τρανὴ περὶ τούτου ἀπόδειξις παρέχεται ἐκ τῆς κατὰ τὸν αὐτὸν περίπου τρόπον ρυθμίσεως τοῦ ἀγροτικοῦ προβλήματος καὶ τῶν σχέσεων γῆς καὶ γεωργῶν τόσον εἰς τὸ Βυζάντιον, ὅσον καὶ εἰς τὴν Ρουμανίαν. Διότι πράγματι πρὸς τοὺς «δυνατοὺς» τῶν βυζαντινῶν ἀντιστοιχοῦν οἱ «ἄρχοντες» τῶν παραδουναβίων χωρῶν καὶ πρὸς τοὺς «πένητας» τῶν πρώτων οἱ «ποταποὶ τζαράνοι» τῶν δύο ἡγεμονιῶν.

Ἡ ὀριστικὴ ρύθμισις τῶν σχέσεων ἰδιοκτητῶν καὶ γεωργῶν εἰς τὴν Βλαχίαν ὀφείλεται εἰς μεταρρυθμίσεις τοῦ ἡγεμόνος Κωνσταντίνου Μαυροκορδάτου. Πρὸ αὐτοῦ «τὸ πάλαι», ὅπως ἱστορεῖ ὁ Φωτεινός³, «τινὲς τῶν τζαράνων ἔχοντες ἴδια ὑποστατικά, ἦσαν ἐλεύθεροι καὶ οὐχὶ ὑπὸ τῶν ἀρχόντων ἐξουσίαν· ὠνομάζοντο δὲ Μειζιάς, ἥτοι ἐλεύ-

Τὸ αἶνιγμα τοῦ βυζαντινοῦ ἀερικοῦ ἐν σχέσει μὲ τὸ ρωμαϊκὸν aerarium καὶ τὸν fiscum, ἐν Ἀρχεῖφ Βυζαντινοῦ Δικαίου, 1, 1930, ἰδίως σ. 114 ἐπ., 128 ἐπ., 160 ἐπ., 176 ἐπ., Δ. ΤΣΟΠΟΤΟΥ, Ἱστορία τῶν γεωργῶν καὶ τῆς ἰδιοκτησίας ἐν Θεσσαλίᾳ, Γ. ΚΟΡΔΑΤΟΥ, Ἱστορία σ. 50 ἐπ., 138 ἐπ. Τὸ πρόβλημα ἀπὸ γενικῆς κοινωνικῆς καὶ οἰκονομικῆς ἀπόψεως ἐξετάζει ὁ Μ. ROSTOVITZ, The social and economic history of the Roman Empire, ἰδίως σ. 300 ἐπ., 443 ἐπ., 474 (βλ. καὶ τὰς ἐν σ. 564 ἐπ. παραπομπάς). Ἐν σχέσει πρὸς συγγενεῖς θεσμοὺς τῆς Δύσεως βλ. Ν. TAMASSIA, Patoeci e residenti nel medio evo greco e latino (ἀνατύπ. ἐκ τῶν Atti del R. Istituto Veneto di Scienze, lettere ed arti, 76, μέρος β'), Venezia, 1916, ἐνθα μνημονεύονται πλεῖστα χωρία σχετικὰ μὲ τὸ παροικικὸν δίκαιον. Διὰ τὴν βυζαντινὴν Αἴγυπτον βλ. Ε. R. HARDY, The large estates of Byzantine Egypt, σ. 71 ἐπ., ἐπίσης G. ROUILLARD, L'administration civile de l'Égypte byzantine, σ. 9 ἐπ. Πρβλ. καὶ τὴν ἐν Α. ALBERTONI, Per una esposizione del diritto bizantino, σ. 162 ἐπ., ὡς καὶ τὴν ἐν Ι. καὶ Π. ΖΕΠΟΥ, Jus Graecoromanum, 2, σ. VIII ἐπ. μνημονευομένην βιβλιογραφίαν. Βλ. καὶ Α. VOGT, Basile I, σ. 375 ἐπ.

¹ Περὶ τῆς ἐτυμολογικῆς σχέσεως τοῦ ρουμανικοῦ rumân πρὸς τὸ λατινικὸν romanus βλ. μεταξὺ ἄλλων Ρ. CANCEL, Despre «rumân», și despre unele probleme lexicale vechi slavo-romane, Βουκ. 1921. Ὡς πρὸς τοὺς vecini νομίζω ὅτι ὁ ὅρος αὐτῶν εἶναι παραφθορὰ τοῦ ρωμαϊκοῦ vicani. Ὡς γνωστόν, vicani καὶ pagani ἐκαλοῦντο εἰς τὸ ρωμαϊκὸν κράτος οἱ ἀγρόται κατ' ἀντίθεσιν πρὸς τοὺς intramurani, τοὺς κατοίκους τῶν πόλεων. Βλ. ROSTOVITZ, The social and economic history of the Roman Empire, σ. 192.

² Πρβλ. PERETZ, Histoire de la vente en droit roumain, σ. 183, σημ. 2 ἀναφέροντα καὶ τὰς ἐπὶ τοῦ θέματος ἀπόψεις τοῦ Ν. BALCESCU. Βλ. καὶ Η. ZAMFIRESCO, Les origines du droit privé roumain, σ. 53 ἐπ.

³ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας, 3, σ. 558, σημ.*

»θεροὶ ἐξουσιασται γῆς, καὶ Μοσνιάνοι, ἐξ ὧν πολλοὶ σφύζονται καὶ τὴν σήμερον· ἕτεροι
 »ἦσαν ἐλεύθεροὶ χωρὶς νὰ ἔχουν Μωσίας (ὑποστατικά), καλούμενοι Κλακκάσιδες, καὶ ἐκά-
 »θηντο εἰς τὰ ὑποστατικά τῶν ἀρχόντων καὶ Μοναστηρίων, ποιῶντες τὰ συνήθη ἔθιμα
 »τῶν κυρίων των... ἀλλ' οἱ περισσότεροι τῶν τζαράνων ἦσαν σκλάβοι τῶν ἀρχόντων καὶ
 »Μοναστηρίων καὶ ἐκαλοῦντο βειζίνοι (ὡς οἱ ποτὲ Εἰλωτες τῆς Λακεδαιμονίας), οἱ δὲ λοι-
 »ποὶ ἦσαν εἰς τὰ χωρία Σλουζιτόροι, δηλαδὴ ἄνθρωποι τοῦ πολέμου. Οἱ ἐλεύθεροὶ λοιπὸν
 »ἐκ τῶν πολεμικῶν καὶ οἱ Μοσνιάνοι ἐπλήρωναν τὰ τῶν δοσιμάτων βαρύτερα· οἱ δὲ σκλά-
 »βοι (ἀγκαλὰ καὶ οἱ κύριοι τούτων εἶχον τὴν ἐξουσίαν ὅχι μόνον νὰ τοὺς μεταχειρίζονται
 »εἰς ἐκάστην ὑπηρεσίαν των, ἀλλὰ καὶ νὰ τοὺς πωλῶσιν ἐξ ὁλοκλήρου μὲ τὰ χωρία, ἢ
 »φαιμῆλίας διηρημένας, ὡς πολλάκις διεχώριζον καὶ τοὺς γονεῖς ἐκ τῶν τέκνων, καὶ τὰ
 »τέκνα τῶ μεταξὺ των, καὶ ἐπώλουν τὸ μὲν εἰς ἓν μέρος, τὸ δ' ἄλλο εἰς ἄλλον, μ' ὅλον
 »τοῦτο ἦσαν αὐτάρκεις ἀπὸ πληθὺν ζώων, καὶ εἰς πλεον καλλητέραν κατάστασιν ἐκ τῶν
 »ἐλευθέρων), μὲ τὴν διαφέντευσιν καὶ κυβέρνησιν τῶν ἀρχόντων κυρίων των, ἐπλήρωναν
 »ἓνα ὀλιγώτατον».

Πρὸς θεραπείαν τῆς φορολογικῆς αὐτῆς ἀνισότητος ἀπέβλεψαν αἱ μεταρρυθμίσεις
 τοῦ Κωνσταντίνου Μαυροκορδάτου. Διὰ τῆς «Ρεφόρμας» ἢ «Μεταμορφώσεως» τοῦ ἔτους
 1739 προέβη ὁ ἡγεμὼν αὐτὸς εἰς εὐρείας κοινωνικὰς καὶ οἰκονομικὰς μεταρρυθμίσεις ἐν
 Βλαχίᾳ, ἰδιαιτέρως δὲ καθώρισεν ἐκ νέου τὰς σχέσεις ἰδιοκτητῶν καὶ γεωργῶν. Οἱ χρονο-
 γράφοι ὁμιλοῦν συνήθως περὶ ἀπελευθερώσεως τῶν σκλάβων, πράγματι ὅμως ἡ μεταρ-
 ρυθμίσις τοῦ Μαυροκορδάτου δὲν ἀπετέλεσε τίποτε περισσότερον ἀπὸ ἀπλὴν νομοθετικὴν
 καθιέρωσιν τῆς σχέσεως τῆς δουλοπαροικίας. Οἱ χωρικοὶ διακρίνονται εἰς τὸ ἑξῆς εἰς δύο
 μόνον τάξεις, εἰς τοὺς ἐλευθέρους «μοσνιάνους» (răzeși, moșneni ἢ megieși) ἀφ' ἑνὸς καὶ
 εἰς τοὺς «κλακκάσιδες» (clăcași, rumîni, vecini) ἀφ' ἑτέρου· οἱ τελευταῖοι δὲ αὐτοί, «οἷτι-
 »νες εἶναι ἐπὶ μᾶλλον καὶ μᾶλλον πολὺν περισσότεροι, κατοικοῦσιν εἰς γῆν ἀρχοντικῶν καὶ
 »Μοναστηριακῶν ὑποστατικῶν, καὶ δίδουν ἀπ' ὅλα τὰ σπαρτὰ τῶ κυρίῳ τοῦ ὑποστατικοῦ
 »δίσμα (δέκατον) καὶ ἕτερα ὄντες ὑπόχρεοι νὰ τὸν δουλεύουν καὶ δώδεκα ἡμέρας κατ' ἔτος
 »κλάκκα, δηλαδὴ ἀγκαρίαν, εἰς γεωργίαν, εἰς θέρος, σκάψιμον, ἢ ὅ,τι ἄλλο ἔπεται ἀναγκαῖον»¹.

Οἱ δουλοπάροικοι αὐτοὶ τῶν ρουμανικῶν χωρῶν δὲν ἦσαν, ὡς οἱ ἀτσίγγανοι, κοινοὶ
 δοῦλοι. Εἰργάζοντο, ὅπως καὶ οἱ ἐλεύθεροὶ μισθωτοὶ γεωργοί, εἰς ξένα κτήματα μὲ τὴν
 διαφορὰν ὅτι, ὅπως καὶ οἱ βυζαντινοὶ ἐναπόγραφοι, οὕτω καὶ αὐτοὶ ἦσαν προσκεκολλημέ-
 νοι εἰς τὸ κτῆμα, εἰς τὸ ὁποῖον ἐδούλευον. Τὴν πρὸ τῶν μεταρρυθμίσεων τοῦ Μαυροκορ-

¹ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, αὐτόθι, σ. 359 σημ. Βλ. αὐτόθι καὶ σ. 405 ἐπ. Γενικῶς περὶ τῶν σχέσεων τῶν
 ἀγροτῶν ἐν Ρουμανίᾳ πρβλ. μεταξὺ ἄλλων καὶ P. NEGULESCU, Studii de istoria dreptului român,
 σ. 191 ἐπ., N. BLARAMBERG, Essai comparé, σ. 454 ἐπ., PERETZ, Histoire de la vente σ. 182 ἐπ.,
 M. PAȘCANU, Asupra originii Veciniei, Βουκ. 1902, I. C. FILITTI, Clasele sociale în trecutul
 românesc (ἀνατύπ. ἐκ «Convorbiri Literare»), Βουκ. 1925, σ. 1, ἐπ. Βλ. ἐπίσης D. CANTBMIR,
 Descriptio Moldaviae, σ. 122, ΤΟΥΝΟΥΣΛΗ, Ἱστορία κλπ., σ. 36, ἰδίως δὲ D. C. ARION, σ. 22 ἐπ.,
 σ. 168 ἐπ.

δάτου θέσιν αὐτῶν καὶ ἰδιαιτέρως τῶν ἐν Μολδαβία *vecini* περιέγραψεν ὁ Δ. Καντεμοίρης¹. Ἐκ τῶν πληροφοριῶν τοῦ ἡγεμόνος αὐτοῦ γνωρίζομεν ὅτι οἱ κύριοι τῶν κτημάτων τοὺς ἐβάρυνον μὲ πολὺν ἐργασίαν, ἐνῶ ἐξ ἄλλου δὲν ἠδύναντο νὰ σφετερισθοῦν τὴν ἀνήκουσαν εἰς αὐτοὺς περιουσίαν οὔτε νὰ τοὺς μεταχειρισθοῦν κατὰ τρόπον, ὅστις θὰ ἠδύνατο νὰ θέσῃ εἰς κίνδυνον τὴν ζωὴν των. Διότι πράγματι οἱ πάροικοι τόσον ἐν Μολδαβία, ὅσον καὶ ἐν Βλαχία, ἦσαν ἱκανοὶ νὰ ἔχουν ἰδίαν περιουσίαν, ἐνῶ ἐπὶ τῆς ζωῆς αὐτῶν μόνος ὁ ἡγεμὼν εἶχεν ἀπεριόριστον δικαίωμα. Ὁ δεσπότης τοῦ κτήματος ἠδύνατο νὰ ἐκποιήσῃ τὸν πάροικον χωρὶκόν, ἦτο ἀδύνατον ὅμως νὰ τὸν ἐξαναγκάσῃ νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸ κτῆμα, ἐν ᾧ ἐγεννήθη· ἔγκυρος ἦτο ἐξ ἄλλου ἢ πώλησις ὁλοκλήρου τοῦ κτήματος ὁμοῦ μὲ τοὺς ἐντὸς αὐτοῦ δουλεύοντας ρουμούνους ἢ *vecini*. Μεταξὺ τῶν τελευταίων αὐτῶν οὐδεμία ὑπῆρχε διαφορά. Ἡ θέσις τῶν Μολδαβῶν *vecini* δὲν διέφερε καθόλου ἀπὸ τὴν κατάστασιν τῶν ἐν Βλαχία ρουμούνων.

Τὸ ὑλικόν, τὸ ὁποῖον μᾶς παρέχουν τὰ ἐκδεδομένα ἔγγραφα καὶ δὴ τὰ ἰδιωτικὰ συμβόλαια, ἀποδίδοντα τὸ ζωντανὸν τῆς ἐποχῆς δίκαιον, παρουσιάζει ἀνάγλυφα τὰ ἰδιαίτερα νομικὰ καὶ κοινωνικὰ χαρακτηριστικὰ τῶν τάξεων αὐτῶν ἐν Ρουμανία.

Οὕτως εἰς ἀχρονολόγητον συμβόλαιον ἀγοραπωλησίας² πωλεῖται κτῆμά τι, προστιθεμένου ρητῶς ὅτι ἡ πώλησις αὐτοῦ γίνεται χωρὶς τοὺς ἐν αὐτῷ ρουμούνους («... am vândut această moșie..., însă moșie stearpă fără de rumâni...»). Τὸ αὐτὸ δὲ περὶ που ἐπαναλαμβάνεται καὶ εἰς ἔγγραφον τῆς 18 Ἀπριλίου 1536, ἐν ᾧ ἀναφέρεται ὅτι κατὰ τὴν πώλησιν κτήματός τινος ἐν *Namăiești* δὲν ἐπωλήθη ὁμοῦ καὶ ὁ *Stoică Popa*, ὅστις, ἐπειδὴ οὕτως ἀπέμεινεν ἄνευ τινὸς δεσμοῦ πρὸς τὴν γῆν, ἀπελευθεροῦται³.

Εἰς τὰ ἐκδεδομένα σχετικὰ πρὸς τὴν κοινωνικὴν θέσιν τῶν ἀγροτῶν ρουμανικὰ ἔγγραφα⁴ ἀνακαλύπτομεν πλείστας σχέσεις τῶν δουλοπαροίκων τῶν παραδουναβίων χωρῶν, πῶς δηλαδὴ οὗτοι καθίσταντο τοιοῦτοι, πῶς ἀπηλευθεροῦντο ἢ πῶς ἐτιμωροῦντο, ὅταν ἐγκατέλειπον τὸ κτῆμα. Ἰδιαιτέρου ὅμως ἐνδιαφέροντος εἶναι ἡ διαπίστωσις τοῦ γεγονότος, ὅτι τὸ ὅλον σύστημα τῆς ρουμανικῆς δουλοπαροικίας, ὅπως ἄλλως τε καὶ ὁ βυζαντινὸς θεσμὸς τῶν ἐναπογράφων, συνδέεται ἀμέσως πρὸς τὸ φορολογικὸν σύστημα τοῦ ἡγεμόνος. Τὸ τοιοῦτον φαίνεται σαφῶς μεταξὺ ἄλλων καὶ εἰς ἔγγραφον τοῦ ἡγεμόνος τῆς Βλαχίας *Radu Mihnea* τῆς 24 Ὀκτωβρίου 1615, εἰς τὸ ὁποῖον ἀναφέρεται ὅτι

¹ DEM. CANTEMIRI, *Descriptio antiqui et hodierni status Moldaviae*, σ. 121 ἐπ.

² Ἐκδ. ἐν N. JORGA, *Documents*, 1, N° 148, σ. 209 = *Revista Istorică*, 8, σ. 152, N° II.

³ N. JORGA, *Documents*, 1, N° 149, σ. 212 (N. JORGA, *Studii și documente*, 7, σ. 24, N° 7).
«... Pentru căce ne'u fostu noai rumân de moșie, și cându am vândut moșie de in Nemuiăști, de în sat, iar pre acestu om, anume Stoica Popa, nu l-am vândut, cace au fostu numai cu capul, ce l'am lăsat să fie slobod. Iar cându au fost acum... noi l'am iartat, să fie în pace de rumânie...»

⁴ Πρβλ. συγκεντρωμένα ταῦτα ἐν JORGA, *Documents*, 1, τίτλ. V, σ. 209 ἐπ.



ὁ Βοεβόδας Μιχαήλ κατέστησε παρὰ τὴν θέλησίν των ρουμούνους τοὺς κατοίκους ὁλοκλήρου χωρίου διὰ λόγους φορολογικούς¹.

Χαρακτηριστικὸν διὰ τὴν ἐξαθλίωσιν τῶν πτωχοτέρων ἀγροτικῶν τάξεων εἶναι ἔγγραφον τῆς 18 Μαΐου 1672, δι' οὗ ὁ ποιμὴν Stan, τοῦ ὁποίου κατὰ τὴν λογοδοσίαν ἔλειψαν 7 βόες, 10 ἄμνοι καὶ περὶ τὰ 100 lei, μὴ δυνάμενος νὰ ἀποζημιώσῃ τὸν κύριόν του Ursul, καθίσταται καὶ αὐτός, ὥς καὶ ἡ σύζυγος καὶ τὰ τέκνα του, vecini αὐτοῦ, ὅπως ἐργάζονται ἀδιακόπως εἰς τὸ κτῆμά του²! Ἔτι δὲ χαρακτηριστικώτερον εἶναι ἄλλο ἔγγραφον τοῦ 1601 ἢ 1611³, καθ' ὃ Manea τις πωλεῖ ἑαυτὸν εἰς τὸν Gheorghe Spătari συμφωνῶν νὰ καταστῇ ρουμούνος του, τοῦ ἀγοραστοῦ Spătari ἀναλαμβάνοντος νὰ ἐξαγοράσῃ τὴν ποινὴν φόνου τινός, διαπραχθέντος ὑπὸ τοῦ Manea!

Ἔργον πάντων σχεδὸν τῶν ἡγεμόνων ὑπῆρξεν ὁ ἀκριβέστερος καθορισμὸς τῶν ἐκ τῆς δουλοπαροικίας σχέσεων. Πρῶτος, φαίνεται, ὁ Κωνσταντῖνος Μαυροκορδάτος διὰ τῶν προμνημονευθεισῶν μεταρρυθμίσεων αὐτοῦ καθώρισεν ἀντὶ 48 εἰς 24 καὶ εἶτα εἰς 12 κατ' ἔτος τὰς ἡμέρας ὑποχρεωτικῆς ἐργασίας τῶν γεωργῶν εἰς τὸ κτῆμα τοῦ κυρίου των. Μεταγενέστεροι ἡγεμόνες περιώρισαν ὀριστικῶς εἰς 12 τὸν ἀριθμὸν τῶν ἡμερῶν αὐτῶν, χωρὶς ὅμως οὔτε καὶ διὰ τοῦ μέτρου τούτου νὰ δυνηθοῦν νὰ περιορίσουν τὴν ὀσημέραι αὐξάνουσαν ἐρήμωσιν τῶν τόπων. Πρὸς ἀποτροπὴν δὲ ταύτης οἱ μεγάλοι ἰδιοκτῆται φαίνεται ὅτι συχνὰ ἠναγκάσθησαν νὰ περιορίσουν εἰς 8 καὶ 6 ἀκόμη τὰς ἡμέρας τῆς ἐτησίας ἀγγαρείας τῶν ἀγροτῶν εἰς τὰ κτήματά των μὲ τὸν ἀντικειμενικὸν σκοπὸν νὰ δυνηθοῦν «νὰ ἐλκύσουν εἰς αὐτὰ ἐγκατοίκους»⁴. Βραδέως οὕτως ἀνεπτύσσετο καὶ ὠξύνετο τὸ ἐκ τῆς δουλοπαροικίας πρόβλημα· δὲν εἶναι δὲ διὰ τοῦτο ἄπορον, ἐὰν ἡ διαρρύθμισις αὐτοῦ ἀπῆσχόλησε καὶ ἡγεμόνα, οἷος ἦτο ὁ Ἀλέξανδρος Ὑψηλάντης.

Εἰς τὰς εἴκοσι δύο παραγράφους τοῦ XVI τίτλου τοῦ Συνταγματίου ἐκτίθενται ἀναλελυμένως αἱ ὑποχρεώσεις τοῦ ρουμούνου ἀπέναντι τοῦ «νοικοκύρη» καὶ τοῦ κτήματός του. Αἱ σχετικαὶ διατάξεις ἐπαναλαμβάνονται σχεδὸν αὐτούσαι καὶ εἰς τὰς δέκα ἐννέα παραγράφους τοῦ «περὶ κλάκκας» τίτλου τοῦ Βλαχικοῦ κώδικος. Ἀποδεικνύεται δὲ οὕτως ἀσφαλῶς ἡ ἐσωτερικὴ συγγένεια μεταξὺ τῶν δύο αὐτῶν κωδίκων, τοῦ Συνταγματίου τοῦ 1780 καὶ τοῦ Βλαχικοῦ τοῦ 1818.

Ὁ «κλακκάσης» τοῦ Βλαχικοῦ κώδικος δὲν εἶναι ἄλλος ἀπὸ τὸν «ρουμούνον» τοῦ

¹ N. JORGA, Documents, 1, N° 155, σ. 218: «... Mihaiu Voevod... au impresurat, și i-au rumânit fără de voia lor (δηλαδή τῶν χωρικῶν), numai pentru niște năpăști de biruri...». Πρβλ. αὐτόθι καὶ N° 156, 157, 158, σ. 219 ἐπ.

² N. JORGA, Documents, 1, N° 151, σ. 214.

³ Αὐτόθι, 1, N° 153, σ. 215 (N. JORGA, Studii și documenti, 5, σ. 525 ἐπ., N° 1), ἐνθα καὶ ἄλλα ἐνδιαφέροντα σχετικά ἔγγραφα.

⁴ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας, 3, 1819, σ. 405 ἐπ., ἐνθα καὶ ἐνδιαφέρουσαι πληροφορίαι περὶ τῶν ὑποχρεώσεων τῶν «τζαράνων». Βλ. καὶ ἀδελφῶν ΤΟΥΝΟΥΣΛΗ, Ἱστορία, σ. 36.



Συνταγματίου. Κατὰ διάταξιν τοῦ Βλαχικοῦ κώδικος τοῦ Καρατζᾶ¹ «*ἡ κλάκκα εἶναι εἶδος »ἐμφυτεύσεως εἰς τὴν Βλαχίαν συνειθισμένη. Καὶ συνίσταται ὅταν ὁ κύριος δεχθῇ εἰς τὴν »μουσίαν του τὸν κλακκάσην, ἡγουν τὸν ἐμφυτευτήν, διὰ τὰ κατοικήσῃ*». Κατ' οὐσίαν ὁμοῦς ὁ κλακκάσης εἶναι καὶ αὐτὸς δουλοπάροικος, δεδομένου ὅτι ὀλίγον περαιτέρω ὁρίζεται «*τὰ μὴν ἡμπορεῖ ὁ κύριος τὰ μεταφέρειν τὸν κλακκάσην ἀπὸ τὴν μουσίαν ὅπου κατοικεῖ »εἰς ἄλλην διὰ τὰ δουλεύῃ ἐκεῖ· ἐκτὸς μόνον ἂν ἡ μουσία ἀπέχει ὡς ὥρας τρεῖς τὸ πολὺ*»². Καὶ γενικῶς τὸ περιεχόμενον τῶν σχετικῶν μὲ τὴν κλάκκαν διατάξεων τοῦ Βλαχικοῦ κώδικος συμφωνεῖ πρὸς τοὺς ἀφορῶντας εἰς τὸν ρουμουῖνον τοῦ Συνταγματίου κανόνας.

Δὲν εἶχεν ὁμοῦς οὕτως ἐξ ἀρχῆς τὸ ζήτημα εἰς τὸν Βλαχικὸν κώδικα. Τοῦναντίον ὁ συντάκτης αὐτοῦ φαίνεται ὅτι κατέληξεν εἰς τὴν ἀπόφασιν τὰς διατάξεις τοῦ Συνταγματίου ὑπὸ τὴν πίεσιν τῶν ἰσχυρῶν γαιοκτημόνων τοῦ τόπου· διότι πράγματι εἰς σχέδιον, προηγηθὲν τῆς ἐκδόσεως τοῦ Βλαχικοῦ κώδικος³, ἡ θέσις τῶν «*κλακκάσηδων*» ἦτο καταφανῶς τόσον πολὺ εὐνοϊκωτέρα ἢ εἰς τὸ ὀριστικὸν κείμενον τοῦ 1818, ὥστε τὰ δικαιολογῆται ἢ ὑπόθεσις⁴, ὅτι τὸ πρῶτον σχέδιον τοῦ Ἀθανασίου Χριστοπούλου, τοῦ συντάκτου τοῦ Κώδικος τοῦ Καρατζᾶ, ἔφθανεν ἴσως μέχρις ἐντελοῦς καταργήσεως τῆς δουλοπαροικίας⁵.

¹ Ὅπως δὴποτε εἰς τὸ ὀριστικὸν κείμενον τοῦ Βλαχικοῦ κώδικος ἐπανελήφθησαν αὐτο

¹ Βλαχ. Κώδ., τμ. γ' κεφ. ζ', § 1, ἐν ΖΕΠΩΝ, *Jus Graecoromanum*, σ. 381.

² Βλαχ. Κώδ., τμ. γ' κεφ. ζ', § 6. Πρβλ. Συνταγματίον, τίτλ. XVI, § κβ'.

³ Τοῦτο ἐξέδωκεν ἐκ χειρογράφου ἰδιωτικῆς ρουμανικῆς βιβλιοθήκης (τοῦ καθηγητοῦ Μ. Seulescu) ὁ C. C. GIURESCU, *Legiuirea lui Caragea: un anteproject necunoscut*, ἐν *Bulletinul Comisiei istorice a României*, 3, σ. 45 ἐπ.

⁴ Οὕτω Κ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, ἐν Ζέπων, *Jus Graecoromanum*, 8, σ. XV.

⁵ Ὁ βιογράφος τοῦ Χριστοπούλου (Ἑλληνικά ἀρχαιολογήματα, σ. ιη', κθ', λβ') ἀναφέρει ὅτι ἀπερρίφθη τὸ πρῶτον σχέδιον τοῦ Βλαχικοῦ κώδικος ὑπὸ τῶν ὁσων «*εἶχαν τότε τῆς γνωμοδοσίας τὸ »δικαίωμα*», δηλαδὴ τῶν βογιάρων, εἰς τοὺς ὁποίους «*ἐφάνηκαν δημοτικώτερα παρὰ προνομικώτερα*» ὅσα ὑπὸ τὴν πνοὴν τοῦ φιλελευθερισμοῦ διευτυπώθησαν εἰς τὰς διατάξεις τοῦ πρώτου σχεδίου. Κατ' ἀκολουθίαν «*δι' αὐτοὺς τοὺς λόγους, ἐκτὸς πολλῶν ἄλλων χρησίμων, ὀλόκληρον τὸ ἀποβλέπον κεφάλαιον τὸ δημο- »τικὸν δίκαιον καὶ συμφέρον καὶ τὴν ἀνακούφισιν τῶν καταθλιβομένων δὲν ἔγινε διόλου παραδεκτόν*». Τὸ πρῶτον αὐτὸ σχέδιον ὑποχρεώσεις μᾶλλον τοῦ «*ροικοκύρη*» ἀνεγνώριζε πρὸς τὸν «*κλακκάσην*» παρὰ ἀντιστρόφως. Πρβλ. τὸ ἐνδιαφέρον κείμενον αὐτοῦ ἐν *Bulletinul*, ἐνθ' ἄνωτ., σ. 71 ἐπ. Ἀντιθέτως πρὸς τὸν ἐκδότην του C. C. GIURESCU, ὅστις (αὐτόθι σ. 60 ἐπ.) ἀποκλίνει ὑπὲρ τῆς γνώμης, ὅτι τὸ ὑπ' αὐτοῦ ἐκδοθὲν κείμενον εἶναι προσχέδιόν τι τοῦ Κώδικος, συνταχθὲν ἴσως ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ τοῦ Χριστοπούλου καὶ τοῦ Νέστορος (τοῦ κατὰ τινὰς ρουμάνους ἱστορικοὺς δευτέρου συντάκτου τοῦ Βλαχικοῦ κώδικος) καὶ μὴ γενόμενον ἀποδεκτόν, ὑποθέτω μᾶλλον ὅτι τὸ ἐν *Bulletinul*, ἐνθ' ἄνωτ., δημοσιευθὲν κείμενον εἶναι αὐτὸ τοῦτο τὸ πρῶτον σχέδιον τοῦ μόνου συντάκτου τοῦ Κώδικος, τοῦ Χριστοπούλου. Τοῦτο ἀποδεικνύεται ἀπὸ ὅσα σχετικῶς γράφει ὁ βιογράφος τοῦ τελευταίου τούτου, ὅστις οὐδαμοῦ ἀναφέρει τὴν ὑπαρξιν καὶ ἄλλου προσχεδίου. Βλ. οὕτως Ἑλληνικά Ἀρχαιολογήματα, σ. λβ'· «*... ἀλλὰ τὴν ἰδιοτέλειαν αὐτὴν ὀλίγων προνομιούχων οἰκογενειῶν, μήτε ὁ συντάκτης, μήτε ὁ νομοθέτης »δὲν ἠθέλησαν παντάπασιν τὰ φανοῦν ἀδιάφοροι καὶ ἀνάλητοι εἰς τὰς εὐχὰς καὶ τὰ συμφέροντα ὅλης τῆς*



λεξεί σχεδὸν αἱ διατάξεις τοῦ Συνταγματίου τοῦ Ὑψηλάντη, ἐνίοτε ὅμως καὶ μετὰ τινων τροποποιήσεων. Οὕτω κατὰ τὸ Συνταγματίον (XVI, § α') ὁ ρουμοῦνος ὀφείλει νὰ δουλεύῃ εἰς τὸν ἰδιοκτήτην τοῦ κτήματος 12 ἡμέρας κατ' ἔτος ἢ καὶ ὀλιγωτέρας κατόπιν ἰδιαιτέρας συμφωνίας. Δώδεκα καθορίζονται αἱ ἡμέραι ἀγγαρείας καὶ εἰς τὸν Βλαχικὸν κώδικα (τμ. γ', κεφ. ζ', § 2 ἐπ.)· ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν ὅμως τῶν βογιαρῶν ὠρίσθη ὅτι εἶναι ἄκυρος ἡ συμφωνία, καθ' ἣν ὁ κλακκάσης θὰ δουλεύῃ ὀλιγωτέρας τῶν 12 ἡμερῶν. Αὐστηρότερος εἶναι ὁ Βλαχικὸς κώδιξ, ὅστις καὶ ἀλλαχοῦ (ἐν § 4 αὐτόθι) ὀρίζει ὅτι ὁ κλακκάσης πλὴν τῆς δωδεκαήμερου κλάκκας ὀφείλει ἐπὶ πλέον καὶ «*νὰ ὀργώνῃ τὸν κύριον τῆς μουσίας καὶ μίαν ἡμέραν τὴν ἀνοιξιν ἢ τὸ φθινόπωρον, καὶ νὰ τὸν προσφέρῃ καὶ ἐν ἀμάξι ξύλα τὰ Χριστούγεννα φέροντάς τα εἰς τὴν μουσίαν, ἢ ἄλλοῦ ὅπου ἔχει τὴν χρείαν, ἕως τόπου ἐξ ὧρῶν διαστήματος*». Εἰς ἣν δὲ περίπτωσιν ὁ κλακκάσης δὲν ἔχει νὰ κάμῃ ἐργασίαν εἰς τὸν κύριον, ὀφείλει νὰ τὸν ἀποζημιώσῃ καταβάλλων ἐν γρόσι (Βλαχ. κώδ. αὐτ. § 5) καθ' ἡμέραν. Ἡ τελευταία αὕτη διάταξις ἐκτίθεται ἀναλυτικώτερον εἰς τὸ Συνταγματίον, ἐν ᾧ ὀρίζεται (τίτλ. XVI, § κβ') ὅτι ὁ ρουμοῦνος ὑποχρεοῦται νὰ δίδῃ μίαν «*ζολόταν διὰ τὴν φαμμιλίαν του*», ὅταν δὲν ὑπάρχῃ ἐργασία διὰ τὰς καθωρισμένας 12 ἡμέρας. Ἡ διάταξις δ' αὕτη συνδυάζεται εἰς τὸ Συνταγματίον πρὸς ἑτέραν, ἐπιβάλλουσαν τὴν προσκόλλησιν τοῦ καλλιεργητοῦ εἰς τὸ κτῆμα, «*καὶ νὰ μὴν ἔχῃ ἄδειαν ὁ νοικοκύρης τῆς μουσίας μὴν ἔχοντας δουλειὰν εἰς τὴν μουσίαν ὅπου κάθονται οἱ ρουμοῦνοι του*» νὰ τοὺς μεταφέρῃ εἰς ἄλλο του μοῦλκι μακρυνὸν διὰ νὰ δουλεύσουν αὐτὰς τὰς δώδεκα ἡμέρας...» πλὴν ὠρισμένων τινῶν ἐξαιρέσεων.

Ὁ τίτλος XVI τοῦ Συνταγματίου καθορίζει λεπτομερῶς τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ ρουμοῦνου πρὸς τὸν νοικοκύρην. Ὁ κανὼν, ὅπως καὶ κατὰ τὸ βυζαντινὸν σύστημα, εἶναι νὰ καταβάλλῃ ὁ ρουμοῦνος τὸ «δέκατον εἰς τὸν κύριον τῆς γῆς διὰ ὅλους τοὺς καρποὺς ὅπου ἤθελε κάμῃ σπέρνωντας ἐπάνω εἰς τὴν μουσίαν» (§ ζ'). Δέκατον οὕτως ὀφείλει νὰ καταβάλλῃ διὰ τὸ χόρτον (§ ζ'), διὰ τὸν σῖτον, τὴν κριθὴν (§ η'), τὸν ἀραβόσιτον (= «ποροῦμπι» § θ'), ὡς ἐπίσης δέκατον ὀφείλει νὰ καταβάλλῃ καὶ ἐκ τῶν ἀλιευομένων εἰς ἐπιτρεπομένους δι' ἀλιεῖαν χώρους ἰχθύων¹. Ἡ παροχὴ τοῦ ρουμοῦνου τοῦναντίον εἶναι 1:20 ἐπὶ οἴνου (§ β'), πρὸς ἀποφυγὴν δὲ τυχόν καταχρήσεων τὰ μέτρα, διὰ τῶν

«*κοινότητος, ἀλλ' ὁ μὲν ἐνεργητικὸς ἡγεμὼν ἀνεξικακῶντας τῶν ὀλίγων τὴν ἀβελτηρίαν, καὶ συμπαθῶντας τοῦ πλήθους τ' ἀδιάκοπα καὶ δυσανάσχετα παθήματα, διέταξε τελευταῖον τὸν ἴδιον συντάκτην νὰ ἐπιφέρῃ τῆς θραύσεως τοῦ ἔργου τὴν θεραπείαν. Ὁ δὲ Χριστόπουλος, καὶ αὐτὸς μὴν ἀνεχόμενος νὰ δειχθῇ κατώτερος κατὰ τὴν ἀνεξικακίαν καὶ γενναιότητα τοῦ γενναίου ἡγεμόνος, ἀνέλαβε πάλε τὸ ἔργον ἀπ' ἀρχῆς κ' ἔδωκε πάλε εἰς αὐτὸ τὸ παρόν τον σχῆμα καὶ μικρὸν μέγεθος, ἀλλὰ περιεκτικὸν καὶ πλήρες ὡς πρὸς τὰς τότε ἀνάγκας τοῦ τόπου ...*».

¹ Συνταγμ. τίτλ. XVI, § ιθ', ὅπου ἐπιβάλλεται ἡ καταβολὴ ζετζουγιάλας (zeciuală = δεκάτη) ἐκ τῶν ἀλιευομένων «*εἰς ταῖς μπάλταις*» (baltă = λίμνη, ἔλος) ἰχθύων. Ἡ ἀλιεῖα ἀπαγορεύεται εἰς τὰ χιλιστέα (ῥουμ. heleșteul = λίμνη) τοῦ νοικοκυροῦ τῆς μουσίας κατὰ τὴν § ιστ'.



ὁποίων θὰ μετρηῇται ἡ παροχὴ αὐτή, καλουμένη «*οὔσια*», καθορίζονται καὶ σφραγίζονται ὑπὸ τοῦ ἡγεμόνος. Κατὰ παλαιὸν ἔθιμον ἀντὶ τῆς εἰς εἶδος καταβολῆς τῆς οὔσιας παρείχετο εἰς Βλαχίαν ἐνίοτε εἰς χρῆμα παροχὴ ποικίλλουσα ἀπὸ 20 παράδες μέχρι 3 γροσίων κατὰ «*πογῶν*» γῆς¹. Τὸ ἔθιμον αὐτὸ κυρώνει καὶ νομοθετικῶς ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου ἀναγνωρίζων ἀντὶ τῆς «*οὔσιας*» τὴν εἰς χρῆμα παροχὴν, «*ἂν ἐκ συμφώ-
νου στέρξουν τοῦτο τόσον οἱ νοικοκυροὶ τῶν ἀμπελίων, ὅσον καὶ οἱ τῶν μοσιῶν*» (§ β'). Οἶνον ὁ ρουμουνος δὲν δύναται νὰ πωλήσῃ κατ' ἀρχὴν ἐντὸς τοῦ κτήματος τοῦ κυρίου του, ὅστις μόνος δικαιούται εἰς τοῦτο· δύναται ὅμως ὁ κύριος νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν πώλησιν, ὅτε ὁ ρουμουνος ὀφείλει νὰ καταβάλῃ «*ἐν γρόσι εἰς τὸ βουτζὶ καὶ ἀπὸ ἐν μέτρον κρασί*» (§ δ'). Ἡ ἀπαγόρευσις τῆς πωλήσεως οἶνου ἐπαναλαμβάνεται καὶ περαιτέρω ἐν § ιζ', ἐνθα ρητῶς ἀπαγορεύεται πλὴν ἐναντίας συμφωνίας καὶ ἡ πώλησις «*ρακιού*», ὡς καὶ ἡ συντήρησις «*μπακάλικον*» ἐντὸς τοῦ κτήματος τοῦ κυρίου.

Εἰδικαὶ διατάξεις (§§ ι', ια', ιβ', ιγ', κα') καθορίζουν τὰς παροχὰς τοῦ ρουμουνου ἐπὶ μελισσῶν, αἰγῶν, προβάτων καὶ λοιπῶν ζώων.

Μόνον ὁ ἰδιοκτήτης τοῦ κτήματος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ διατηρῇ μύλον ἐντὸς τοῦ κτήματος του (§ ιη'). Κατὰ τὴν § ιε' ὁ κύριος τοῦ κτήματος ἐκλέγει τὸ καλύτερον μέρος αὐτοῦ διὰ τὴν ἰδίαν του χρῆσιν. Εἰς τὸ δικαίωμα τῆς ἐκλογῆς του αὐτὸ περιορίζεται ὅμως, καθ' ὅσον δὲν δύναται νὰ ἐκλέξῃ τόπον, καλλιεργηθέντα ἤδη προηγουμένως ὑπὸ τοῦ ρουμουνου. Τὸν περιορισμὸν αὐτὸν ρητῶς ἐπαναλαμβάνει ἡ § κ', καθ' ἣν τὸ τμήμα γῆς, τὸ ὁποῖον ἔσπειρεν ὁ ρουμουνος, δὲν δύναται νὰ καταλάβῃ ὁ κύριος, ὅστις οὔτε δικαίωμα δεκάτης ἔχει ἐπὶ τοῦ προϊόντος τῶν κήπων, οἵτινες περιβάλλουν τὴν οἰκίαν τοῦ ρουμουνου (§ ς'). Ἐπὶ τῆς ἰδιοκτησίας τοῦ τελευταίου αὐτοῦ ὁ κύριος οὐδὲν ἔχει κυριότητος δικαίωμα, πλὴν ὅταν ὁ πάροικος δραπετεύσῃ ἢ ἀποθάνῃ ἄνευ κληρονόμου, ὅτε τὸ κτῆμά του λαμβάνει αὐτός, ἐὰν ὁ ρουμουνος δὲν ὤφειλεν εἰς τὸ ἡγεμονικὸν ταμεῖον (§ ιδ')². Εἰδικαὶ τινες διατάξεις ἰσχύουν τέλος, προκειμένου περὶ ἀμπελίων. Ὁ ρουμουνος δὲν δύναται νὰ σπείρῃ καὶ νὰ καλλιεργήσῃ τοιαύτας ἄνευ ἀδείας τοῦ ἰδιοκτήτου, χάνει δὲ τὸν κόπον του, ἂν παρὰ ταῦτα ἔσπειρεν, ὅπως χάνει ὑπὲρ τοῦ ἰδιοκτήτου καὶ τὴν ἀδείαν αὐτοῦ καλλιεργηθεῖσαν ἄμπελον, ἂν ἐπὶ τρία ἔτη ἀμελήσῃ τὴν καλλιέργειαν ταύτης (§ γ' καὶ ε'). Αἱ διατάξεις αὗται ἐπανελήφθησαν αὐτούσιαι καὶ εἰς τὸν Βλαχικὸν κώδικα, ἐπεκταθεῖσαι εἰς αὐτὸν καὶ ἐπὶ πάσης καλλιέργειας³.

¹ Πρβλ. Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, *Ἱστορία* 3, σ. 406.

² Ἰδιοκτησίαν καὶ δὴ ἀκίνητον ἠδύνατο νὰ ἔχῃ καὶ ὁ βυζαντινὸς πάροικος. Πρβλ. σχετικὰ ἔγγραφα ἐν ΜΙΚΛΟΣΙΧ - ΜΥΛΛΕΡ 4, Ν° 4 (σ. 36 ἐπ.), Ν° 6 (σ. 41 ἐπ.), Ν° 38 (σ. 93 ἐπ.), Ν° 91 (σ. 165 ἐπ.), 6, Ν° 84 καὶ 85 (σ. 210), Ν° 86 (σ. 212 ἐπ.). Εἰδικῶς διὰ τὴν περίπτωσιν θανάτου τοῦ παροίκου βλ. ΜΙΚΛΟΣΙΧ - ΜΥΛΛΕΡ. 5, Ν° 12 (σ. 276 ἐπ., ἰδίᾳ σελ. 280), ἐνθα ὀρίζεται ὅτι τὰ κτήματα τῶν ἀποθανόντων παροίκων «*ἐπανέρχονται*» εἰς τὴν δεσπότιδα αὐτῶν μονὴν «*ἄνευ τῆς οἰασοῦν προφάσεως*». Βλ. ΤΣΟΠΟΤΟΥ, *Γῆ καὶ γεωργοί*, σ. 127, πρβλ. καὶ ΚΑΛΛΙΓΑ, *Περὶ δουλοπαροικίας* (Μελέται καὶ Λόγοι 1882), σ. 186 ἐπ., ἰδίᾳ σ. 191.

³ Αἱ ἐν τῷ κειμένῳ συνοπτικῶς ἐκτεθεῖσαι κατὰ τὸ Συνταγματικὸν ὑποχρεωτικαὶ παροχαὶ τῶν

7.— Ἡ δευτέρα μετὰ τοὺς ρουμούνους κατηγορία προσώπων μὲ περιορισμένην τὴν προσωπικὴν αὐτῶν ἐλευθερίαν ἦσαν εἰς τὰς παραδουναβίους ἡγεμονίας οἱ «κατζίβελοι», ἄλλως καὶ «ἀτσιγγανοί» ἀποκαλούμενοι¹. Οὗτοι ἦσαν ἀντικείμενον ἰδιοκτησίας τῶν «ροικοκυρῶν» ἢ «κυρίων» τῶν, αὐτόχρημα δοῦλοι. Διεκρίνοντο ὥς ἐκ τοῦ ἰδιοκτήτου τῶν εἰς δύο μεγάλας κατηγορίας, εἰς τοὺς ἀνήκοντας εἰς τὸν ἡγεμόνα, τοὺς «αὐθεντικούς», καὶ εἰς τοὺς δούλους ἰδιωτῶν ἢ μοναστηρίων, τοὺς «ἀρχοντικούς» ἢ «μοναστηριακούς» κατζιβέλους.

Εἰς τὴν κατηγορίαν τῶν αὐθεντικῶν ὑπῆγοντο πλείονα εἶδη ἀτσιγγάνων. Οἱ «ρουδάροι» ἢ «αουράροι» (rudari, aurari) ἦσαν οἱ χρυσοθήραι ἀτσιγγανοί, συλλέγοντες ψήγματα χρυσοῦ εἰς τοὺς ποταμούς τῆς Ρουμανίας ἢ ἀνακαλύπτοντες αὐτὰ εἰς τὴν γῆν καὶ τοὺς βράχους (μπαγιάσοι αουράροι). Οἱ «οὐρσάροι» (ursari) ἦσαν οἱ περιφέροντες ἄρκτους ἀτσιγγανοί καὶ κερδίζοντες τὸν ἄρτον τῶν ἐκ τῆς ἐκμεταλλεύσεως αὐτῶν, ἰδίως δὲ τοῦ χοροῦ τῶν. «Λιγγουράροι» (lingurari) ἐκαλοῦντο οἱ κατασκευάζοντες ἰδίως μὲν ξύλινα κοχλιάρια (lingure), ἀλλὰ καὶ ἄλλα ξύλινα ἀντικείμενα ἀτσιγγανοί. Τέλος οἱ «λαγέτζοι» ἦσαν κυρίως μὲν χαλκεῖς, ἀλλὰ κατεγίνοντο καὶ εἰς ἄλλας τέχνας. Οἱ ἀτσιγγανοί τῶν κατηγοριῶν αὐτῶν διῆγον ὥς σκηνῖται ἀνήκον κατὰ κυριότητα εἰς τὸν ἡγεμόνα, εἰς τὸν ὅποιον κατέβαλλον φόρον τινά, ὑπῆγοντο δὲ εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ Μεγάλου Ἀρμάση, τοῦ διοικητοῦ δηλαδὴ τῶν ἡγεμονικῶν φυλακῶν καὶ ἄρχοντος ἐκτελεστοῦ τῶν ποινικῶν δικαστικῶν ἀποφάσεων.

Οἱ ἀτσιγγανοί τῆς δευτέρας κατηγορίας, οἱ ἀρχοντικοὶ καὶ μοναστηριακοὶ κατζίβε-ρουμάνων συμπίπτουν κατὰ τὸ πλεῖστον πρὸς τὰς ὑπὸ τῶν βυζαντινῶν παροίκων καταβαλλομένας εἰς τοὺς δεσπότης τῶν κτημάτων. Τοῦτο δὲ συνηγορεῖ ἀσφαλῶς, νομίζω, ὑπὲρ τῆς ἀπόψεως τῆς ἀμέσου καταγωγῆς τῆς ρουμανικῆς ἐκ τῆς βυζαντινῆς δουλοπαροικίας. Γενικῶς διὰ τὰς σχέσεις δουλοπαροικίας κατὰ τοὺς μεταβυζαντινοὺς χρόνους βλ. ΤΣΟΠΟΤΟΥ, Γῆ καὶ γεωργοὶ τῆς Θεσσαλίας κατὰ τὴν τουρκοκρατίαν, 1912, σ. 121 ἐπ., ἰδίως σ. 124 ἐπ., ὡς καὶ τὴν ἀνωτ. ἐν σ. 41, σημ. 3 ἀναφερομένην βιβλιογραφίαν.

¹ «Κατζίβελοι» καλοῦνται ἐκ παραφθορᾶς τοῦ ἰταλικοῦ cattivello (cattivo = κακός, ἄθλιος). Οἱ ἴδιοι καλοῦνται καὶ «ἀτσιγγανοί» καὶ «γύφτοι». Συχνὰ παρ' ἡμῖν οἱ ἀτσιγγανοί συγχέονται πρὸς τοὺς «ἀθιγγάνους»· οἱ τελευταῖοι ὅμως αὐτοὶ εἶναι αἰρετικοὶ χριστιανοὶ τοῦ Η' αἰῶνος οὐδεμίαν πρὸς τοὺς ἀτσιγγάνους ἔχοντες σχέσιν. Περὶ τῆς καταγωγῆς τῶν ἀτσιγγάνων δὲν ὑπάρχει εἰσέτι μεταξὺ τῶν ἐθνολόγων ὁμοφωνία. Ὁ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΣ, Ἱστορία 3, σ. 408, τοὺς ὀνομάζει παρεμπιπτόντως αἰγυπτίους, κατὰ τὴν κρατοῦσαν ὅμως γνώμην πρόκειται μᾶλλον περὶ φύλων τῶν βορειοδυτικῶν Ἰνδιῶν, τὰ ὅποια κατὰ καιροὺς ἐξεχύθησαν κατ' ἀρχὰς μὲν εἰς τὰς νοτίως τοῦ Δουνάβεως χώρας τῆς Εὐρώπης, εἶτα εἰς ὅλην τὴν Εὐρώπην, σήμερον δὲ καὶ εἰς τὴν Βόρειον Ἀμερικὴν. Κατὰ προτίμησιν ἐγκατεστάθησαν ἤδη ἀπὸ τοῦ ΙΓ', κατὰ τινὰς δὲ τὸ πρῶτον ἀπὸ τοῦ ΙΕ' αἰῶνος, εἰς τὰς χώρας τῆς σημερινῆς Οὐγγαρίας καὶ Ρουμανίας. Περὶ τῶν ἀτσιγγάνων βλ. συντόμως Α. Γ. ΔΑΛΕΖΙΟΥ, ἄρθρον «ἀτσιγγανοί» ἐν Μεγ. Ἑλλην. Ἐγκυκλοπ., 6, σ. 139 καὶ ἐκ τῆς αὐτόθι βιβλιογραφίας ΑΝΔΡΕΑΔΟΥ, Οἰκονομικαὶ μελέται περὶ Ἑπτανήσου, Ἀθ. 1914. BATAILLARD, Nouvelles recherches sur l'apparition et la disparition des Bohémiens en Europe, Paris 1849, καὶ Sur les origines des Bohémiens ou Tziganes, Paris 1875 (ὡς καὶ τινὰς ἄλλας μελέτας τοῦ αὐτοῦ, ἀναφερομένας ὑπὸ τοῦ Δαλεζίου αὐτόθι), HOPF, Einwanderung der Zigeuner in Europa, Gotha 1870.

λοι, ἐκαλοῦντο καὶ «βατράτσοι». Οὗτοι ἦσαν δοῦλοι, ἀνήκοντες εἰς τὴν κυριότητα καὶ ἐγκαταλειμμένοι εἰς τὴν ἐξουσίαν τῶν δεσποτῶν των, εἰς τοὺς ὁποίους προσέφερον παντὸς εἶδους ὑπηρεσίας, ἦτοι συνήθως ἦσαν ὑπηρέται οἰκόσιτοι, μάγειροι, ἡνίοχοι, κτίσται, ράπται, ξυλουργοί, ἰδιαιτέρως ὅμως ὑπέροχοι μουσικοὶ συνθέτοντες «τραγῳδία ἡδονικὰ καὶ γλυκύτατα, καὶ τοῦτο ἄνευ τακτικῆς διδασκαλίας καὶ ὁδηγίας, μὲ μόνον τὸ φυσικὸν ἀντικείμενον τοὺς καὶ ἐπιδεξιότητα»¹.

Ἡ θέσις τῶν ἀτσιγγάνων τούτων δούλων φαίνεται ὅτι ἦτο ἀθλία ὑπὸ πᾶσαν ἔποψιν. Εὐρίσκοντο εἰς τὴν ἀπόλυτον διάθεσιν τῶν δεσποτῶν, τὴν σκληρότητα δ' αὐτῶν συνεπλήρωνον οἱ στυγνοὶ ἄγραφοι καὶ ἔγγραφοι κανόνες, οἵτινες ἐρρῶνιζον τὰς μεταξὺ τῶν δούλων τούτων ἐννόμους σχέσεις. Οὕτως ἐν Βλαχία δοῦλοι ἐθεωροῦντο τὰ ἐκ πατρὸς καὶ μητρὸς δούλων γεννώμενα τέκνα. Ἀντικείμενα πάσης ἐκμεταλλεύσεως τῶν δεσποτῶν των οἱ ἀτσιγγανοὶ δὲν εἶχον, φαίνεται, οὔτε καὶ τὴν πρὸς σύναψιν γάμου ἀπαιτουμένην στοιχειώδη ἐλευθερίαν· διότι κατὰ κανόνα ἐνυμφεύοντο μόνον καθ' ὑπόδειξιν τῶν ἰδιοκτητῶν ἀρχόντων των, ἡ ὑπόδειξις δ' αὐτὴ εἶχε τόσον μεγάλην σημασίαν, ὥστε καὶ ἂν ποτε ἀρχῶν τις ἤθελε τυχὸν συναινέσει εἰς τὸν γάμον ἀτσιγγάνου του μετὰ τινος ξένης δούλης, χωρὶς πρὸς τοῦτο νὰ ὑπάρχη καὶ τοῦ κυρίου αὐτῆς ἡ ἔγκρισις, οὐδέποτε ἀπέκτα κυριότητα ἐπὶ τῆς δούλης ταύτης, ἔτι δ' ὀλιγώτερον καὶ ἐπὶ τῶν ἐκ τοῦ γάμου τέκνων της.

Χαρακτηριστικὰ διὰ τὴν ἠθικὴν καὶ κοινωνικὴν τῆς ἐποχῆς ἐξαθλίωσιν εἶναι ρουμανικά τινα ἔγγραφα σχετικὰ μὲ τοὺς κατζίβελους. Οὕτως εἰς ἔγγραφον τῆς 8 Ἰανουαρίου 1719 ὁ συντάκτης του ἀναφέρει μὲ πολλὴν πικρίαν ὅτι λόγῳ τῶν χαλεπῶν καιρῶν, τοῦ φόβου τῆς πείνης καὶ τοῦ ἐξ ἀσιτίας θανάτου ἐπροτίμησε νὰ πωλήσῃ ἑαυτὸν δούλον².

¹ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας, 3, σ. 410. Αὐτόθι σ. 408, ἐπ. πλείονες περὶ κατζίβελων πληροφορίαι, βλ. καὶ PERETZ, Curs, II, 1, σ. 27 ἐπ. διὰ τὰς σχέσεις τῶν σκλάβων κατὰ τὰς ρουμανικὰς παραδόσεις καὶ θρύλους. Σημειωτέον ὅτι δοῦλοι κατὰ παλαιὸν ἀνατολικὸν ἔθιμον καθίσταντο καὶ οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου. Περὶ αὐτῶν ὅμως ἴσχυον ἄλλαι σχέσεις· βλ. PERETZ, Vente, σ. 189 ἐπ.

² «... și, într'aceste vremi tâmplându-se de au dat Dumnezeu mari foamite în țara Muldovei, și trăgându noi mari greu și mulți lipsi de pînă, ce era piaste toț lăcuiitorii țării, și neavând de ce să ni apucim, ne am socotit să ni vindim, să fim mai bini robi decăt să fim pieitori de foamia». Ἐξεδόθη ὑπὸ JORGA, Studii și documenti, 5, σ. 101, N° 104 καὶ Anciens documents, N° 197, σ. 250 ἐπ. Πρβλ. αὐτόθι Anciens documents N° 198 (σ. 251 ἐπ.) καὶ ἄλλην τοιαύτην αὐτοπώλησιν ἀτσιγγάνου, ἐν δὲ N° 193 ἐπ. (σ. 247 ἐπ.) πλείονα ἄλλα ἔγγραφα περιέχοντα ἐνδιαφερούσας ἐννόμους σχέσεις ἐπὶ ἀτσιγγάνων. Αὐτοπωλήσεις ἀτσιγγάνων βλ. καὶ παρὰ PERETZ, Vente, σ. 183 ἐπ., 229 ἐπ. Σημειωτέον ὅτι τοιαῦται αὐτοπωλήσεις δὲν ἀπαντοῦν μόνον εἰς Ρουμανίαν, διότι κατὰ τὰς μαρτυρίας τῶν παπύρων καὶ ἐν Αἰγύπτῳ ἐλεύθεροι ἐπώλουν ἑαυτούς, ἐνίοτε δὲ καὶ ὅλην τὴν οἰκογένειαν των εἰς δουλείαν. Τοῦτο δὲ διὰ ποικίλους λόγους, εἴτε δηλαδὴ εἰς ἐξόφλησιν ὑπηρεσιῶν, ἃς παρέσχεον εἰς τὸν ὑποβαλλόμενον εἰς δουλείαν ὁ ἀποκτῶν αὐτὸν κύριος, εἴτε εἰς ἐξόφλησιν χρέους κλπ. Τοιοῦτοι δὲ πάπυροι δὲν ἀπαντοῦν μόνον εἰς τοὺς χρόνους τῶν Φαραῶν (P. RyI. 3), ἀλλὰ καὶ εἰς τὴν ἐλληνικὴν (P. S. I. 549), ἀκόμη δὲ καὶ εἰς τὴν βυζαντινὴν ἐποχὴν, καθ' ἣν ἴσχυον



Ἄλλο ἔγγραφον τῆς 23 Ὀκτωβρίου 1697 εἶναι ἰδιαιτέρως ἐνδιαφέρον, διότι περιέχει τὴν ὑπὸ τοῦ αὐθέντου κοινοποίησιν τῆς πωλήσεως τοῦ ἀτσιγγάνου του εἰς αὐτὸν τὸν ἴδιον¹. Τρίτον δὲ ἔγγραφον, φέρον χρονολογίαν συντάξεως 10 Δεκεμβρίου 1718, ἀναφέρει πώλησιν ἀτσιγγάνου τινὸς ὑπὸ τῆς ἰδίας αὐτοῦ μητρὸς ἀντὶ 12 lei, ἵνα εἶναι ἐφ' ὅρου ζωῆς δοῦλος εἰς τὸν ἀγοραστήν, δεδομένου, ὅπως γράφεται, ὅτι ἡ μήτηρ εἶναι ἄνευ κυρίου. Εἰς τὸ αὐτὸ ἔγγραφον ἐγγυᾶται ἐπὶ πλεόν ἢ μήτηρ ὅτι ὁ πωλούμενος ἀτσιγγανὸς οὐδεμίαν ζημίαν θὰ ἐπέφερε ποτε εἰς τὸν οἶκον τοῦ ἀγοραστοῦ καὶ οὐδέποτε θὰ διεξεδικεῖτο ὑπὸ τινος ἄλλου. Μαρτυρεῖται οὕτω κατὰ τρόπον ἀναμφισβήτητον ἡ ὑπαρξίς, ὡς καὶ ἡ ἰσχὺς, μητρικῆς τινος ἐξουσίας ἐπὶ τοῦ πωλουμένου υἱοῦ².

Τὸ πρόβλημα τῆς ρυθμίσεως τῶν σχέσεων τῶν ἀτσιγγάνων εἶχεν ἐνωρὶς τεθῆ εἰς ὁ συγγενὴς θεσμὸς τῆς «παραμονῆς». Βλ. ἐπὶ πάντων τούτων συνοπτικῶς Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Ἱστορία τοῦ ἐλληνικοῦ δικαίου (λιθογρ. παραδ. εἰς Σχολὴν Πολιτ. Ἐπιστημῶν 1930-31), σ. 17 ἐπ. Πρβλ. καὶ τὸ ἀνωτέρω (σ. 45) μνημονευθὲν ἔγγραφον, κατὰ τὸ ὁποῖον ὁ Manea ἐπώλησεν ἑαυτὸν εἰς τὸν Spatarî, ἀναλαμβάνοντα νὰ ἐξαγοράσῃ φόνον τινὰ ὑπ' αὐτοῦ τοῦ Manea διαπραχθέντα. Σχετικῶς μὲ τὸν ρωσικὸν θεσμόν τῆς kabala, καθ' ὃν ὁ ἐκ δανείου ὀφειλέτης παρεῖχεν ἑαυτὸν ὡς δούλον τοῦ δανειστοῦ του διὰ τὴν ἐξόφλησιν τοῦ κεφαλαίου καὶ τῶν τόκων, βλ. συντόμως G. VERNADSKY, A propos des origines de «kabala» dans le droit russe, ἐν Revue historique de droit français et étranger, 14 (4 série), 1935, σ. 360 ἐπ.). Διὰ τὴν ἐξηθλιωμένην θέσιν τῶν ἀτσιγγάνων βλ. BLARAMBERG, op. cit. σ. 536 ἐπ., παρέχοντα πληροφορίας περὶ τῆς τιμῆς πωλήσεως αὐτῶν ἀπὸ 10 μέχρι 15 δουκάτων, ἥτοι 150-200 φράγκων!

¹ «Ioane Țigane, Iată că-ț fac știre precum te'm vândut părintelui igumenului de la »mănăstirea Săcului, chir Nicodim, cu toț fecorii tăi, și i'm dat zapis la mănă Sfinții Sale, »ca să vă stăpânească, și oriunde aț fi, să aibă a vă aduce unde îi va fi voia Sfinții Sale, »au la mănăstire, au unde va vrea Sfinții Sa. Și să aibi a te supune ca unui stăpân . . . » (*Ἰωάννη, ἀτσιγγανε! Ἰδοὺ σοῦ καθιστῶ γνωστὸν ὅτι σὲ ἐπώλησα εἰς τὸν πατέρα ἡγούμενον τῆς μονῆς Săcul »κυρ-Νικόδημον, μεθ' ὅλων τῶν υἱῶν σου, καὶ ἔδωκα εἰς τὴν Ἀγιότητά Του ἔγγραφον, ὥστε νὰ σᾶς ἐξουσιάζῃ »καὶ σᾶς διοικῇ, νὰ σᾶς ὁδηγῇ ὅπου θελήσῃ ἡ Ἀγιότης Του, εἰς τὴν Μονὴν εἴτε ὅπου ἡ Ἀγιότης Του θελήσῃ. »Καὶ ὀφείλεις νὰ τῷ ὑποτάσσεσαι ὡς εἰς κύριον . . .»). Ἐξεδόθη ἐν JORGA, Anciens Documents, ἀριθ. 196, σ. 250.

² Τὸ περιεχόμενον τοῦ ἐγγράφου τούτου, ἐκδοθέντος ὑπὸ N. JORGA, Anciens documents, ἀριθ. 199, σ. 252, εὐστόχως νομίζομεν ὅτι δύναται νὰ παραλληλισθῇ πρὸς τὰ κρατοῦντα καὶ εἰς ἄλλα δίκαια. Διὰ τὸ ἐλληνικὸν δίκαιον τῆς Αἰγύπτου ὁ R. TAUBENSCHLAG, Die materna potestas im gräko-ägyptischen Recht ἐν Zeits. der Sav.-Stiftung 49 1929, σ. 115 ἐπ., ἰδίᾳ σ. 117 ἐπ. ὑπεστήριξεν ὅτι ἰσχύει ἡ materna potestas, διότι ἐκ πολλῶν πατέρων προκύπτει ὅτι ἡ μήτηρ δύναται εἰς ὠρισμένας περιπτώσεις νὰ ἐκθέσῃ τὸ ἴδιον αὐτῆς τέκνον, ὡς καὶ νὰ τὸ ἐκμισθώσῃ ἢ νὰ τὸ πωλήσῃ εἰς τρίτον (λ.χ. BGU 1154 τοῦ 17 μ.Χ., P. Flor. 44 τοῦ 158 μ.Χ., P. Oxy. 322 τοῦ 36 μ.Χ., P. Tebt. 385 τοῦ 117 μ.Χ. κλπ.) ἢ νὰ τὸ ἐκδώσῃ εἰς γάμον ἢ υἰοθεσίαν κλπ. Ὁρθῶς ὅμως ἀντέταξεν ὁ ARANGIO-RUIZ, Persone e famiglia, nel diritto dei papiri, 1930, σ. 46, ὅτι εἰς τὸ δίκαιον τῶν ἐλληνοαιγυπτιακῶν πατέρων ἀπαντοῦν καὶ περιπτώσεις, κατὰ τὰς ὁποίας τοιαῦται πράξεις (ἰδίᾳ πώλησις καὶ ἐκθεσις τέκνων) γίνονται καὶ ὑπὸ τῶν ἀδελφῶν, τῆς μάμμης ἢ τοῦ πάτρου, διὰ τοὺς ὁποίους ἀδύνατον εἶναι νὰ ὑποστηριχθῇ ἡ ὑπαρξίς ὁμοίας ἐξουσίας. Ὁρθότερον ἄρα εἶναι νὰ δεχθῶμεν



τοὺς ἡγεμόνας τῶν παραδουναβίων χωρῶν καὶ δὴ τῆς Μολδαβίας. Οὕτως εἰς τὸ κατὰ τὸ ἔτος 1741 ἐκδοθὲν *Așezământul țării Moldovei* περιελήφθησαν διατάξεις, διὰ τῶν ὁποίων ἀνεγνωρίσθη τὸ ἀδιάλυτον τῆς γαμικῆς συμβιώσεως τῶν κατζίβελων καὶ ὅταν ἀκόμη οὗτοι ἀνῆκον εἰς διαφόρους κυρίους. Εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν ὠρίσθη ὅτι ἡ γυνὴ ἀκολουθεῖ πάντοτε τὴν τύχην τοῦ συζύγου τῆς ἀτσιγγάνου, πρὸς ἀποζημίωσιν δὲ τοῦ κυρίου τῆς ὑπανδρευομένης δούλης γίνεται «ἀλλαγὴ» πρὸς ἑτέραν δούλην, ἀνήκουσαν εἰς τὸν ἀποκτῶντα τὴν πρώτην τοιαύτην ἄρχοντα. Ἀνεγνωρίσθη ὡσαύτως ὅτι ἐπὶ γάμων μεταξὺ ἐλευθέρων καὶ κατζίβελων οἱ ἐλεύθεροι παραμένουν τοιοῦτοι καὶ οἱ δοῦλοι ὡσαύτως μένουν πάντοτε δοῦλοι μὴ ἀπελευθερούμενοι.

Ἔτη τινὰ βραδύτερον, τὴν 25 Ἰανουαρίου 1766, τῇ εἰσηγήσει πολλῶν βογιάρων ὁ Γρηγόριος Ἀλεξάνδρου Γκίκας, ἡγεμὼν τῆς Μολδαβίας, ἐρρῶθιμisen ἐκ νέου τὰ ἀφορῶντα εἰς τοὺς ἀτσιγγάνους. Ἠκολούθησε δὲ χρυσόβουλλον τοῦ ἡγεμόνος τῆς Μολδαβίας Ἀλεξάνδρου Ἰωάννου Μαυροκορδάτου, ἐκδοθὲν κατὰ τὸ 1785 ὑπὸ τὴν πίεσιν προφανῶς τῶν βογιάρων. Τὸ νέον αὐτὸ χρυσόβουλλον ὑπῆρξε μᾶλλον σκληρὸν διὰ τοὺς ἀτσιγγάνους δούλους. Ὁρίζετο οὕτω δι' αὐτοῦ ὅτι ὁ ἄνευ τῆς συναινέσεως τοῦ κυρίου τελεσθεὶς γάμος τῶν ἀτσιγγάνων διαλύεται, ὅσος καὶ ἂν παρῆλθεν ἀπὸ τῆς τελέσεως αὐτοῦ χρόνος, ἔστω καὶ ἂν ἐγεννήθησαν ἐξ αὐτοῦ τέκνα, ἅτινα πάντως παραμένουν δοῦλοι. Δι' ἄλλης δ' ἐξ ἴσου σκληρᾶς διατάξεως τοῦ αὐτοῦ χρυσοβούλλου ὠρίζετο ὅτι, ἐὰν ἐλεύθερος ἐνυμφεύετο δούλην ἢ ἀντιστρόφως, ἀμφότεροι καθίσταντο δοῦλοι¹.

Τὰ μεταγενέστερα σχετικὰ πρὸς τοὺς ἀτσιγγάνους χρυσόβουλλα τῶν Μολδαβῶν ἡγεμόνων² συμπίπτουν περίπου χρονικῶς μὲ τὴν ἐν Βλαχία ἐκδοσιν τοῦ Συνταγματίου τοῦ Ὑψηλάντη.

Τὸ τελευταῖον αὐτὸ περιέλαβεν εἰδικὸν τίτλον (XXXVI) περὶ κατζίβελων. Εἰς τὴν ὅτι αἱ ὑπὸ τοῦ Taubenschlag ἀναφερόμεναι περιπτώσεις εἶναι μεμονωμέναι καὶ δὲν θεμελιῶν γενικὴν τινα θεωρίαν τῆς *materna potestas*. Σύμφωνας καὶ Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΣ, Ἱστορία τοῦ ἑλληνικοῦ δικαίου (λιθογραφ. παραδόσεις), σ. 27 ἐπ. Σημειωτέον ὅτι εἶδος δουλείας καὶ δὴ «*ἱεροδουλείας*» ἀπαντᾷ καὶ εἰς τὰ κοπτικά ἔγγραφα, ἔνθα οἱ γονεῖς (εἴτε ἀμφότεροι εἴτε μόνος ὁ πατήρ ἢ καὶ μόνῃ ἡ μήτηρ, ἥτις ἢ εἶναι χήρα ἢ παραδίδει εἰς τὴν μονὴν τὸ νόθον τέκνον τῆς) ἀναφέρονται ὡς δωροῦντες διὰ «*δωρεαστικοῦ ἐγγράφου*» ἢ ἀφιερῶντες τέκνα τῶν εἰς μονὴν τινα, εἰς τὴν ὁποίαν ταῦτα ὀφείλον διὰ βίου νὰ προσφέρουν τὰς ὑπηρεσίας τῶν. Ἐπ' αὐτῶν πρβλ. Α. STEINWENTER, *Kinderschenkungen an koptische Klöster*, ἐν *Zeits. Sav. Stiftung (Kanon. Abt.)*, 1921, σ. 175 ἐπ. καὶ παρ' ἡμῶν Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Ἱστορία τοῦ ἑλληνικοῦ δικαίου μέχρι τοῦ 1821 (ἀνατύπ. ἐκ τῆς Μ.Ε.Ε.), σ. 49 ἐπ. Ὁ τοιοῦτος παραλληλισμὸς φυσικὰ δὲν δύναται νὰ ἀγάγῃ εἰς τὸ συμπέρασμα ἀμοιβαίας τινὸς ἐπιρροῆς μεταξὺ τῶν δικαίων τούτων καὶ τῶν εἰς Ρουμανίαν ἰσχυόντων, παρουσιάζει ἐν τούτοις ἐξαιρετικὸν ἀπὸ συγκριτικῆς ἀπόψεως ἐνδιαφέρον, δεδομένου ὅτι εἰς ἀμφοτέρας τὰς χώρας οἱ αὐτοὶ κοινωνικοὶ ὄροι, ἡ δυσπραγία καὶ ἡ ἐξαθλίωσις, συνεβάλοντο εἰς τὴν δημιουργίαν τῶν σχέσεων τούτων.

¹ Εἰς τὸ χρυσόβουλλον τοῦ Μαυροκορδάτου γίνεται μνεῖα καὶ τῆς Ἐξαβίβλου τοῦ Ἀρμενοπούλου. Βλ. τὸ κείμενον αὐτοῦ ἐν PERETZ, *Curs 4 (Hrisoavele Domnești)*, σ. 63 ἐπ.

² Τοιαῦτα ἐν Μολδαβίᾳ ἐκδοθέντα χρυσόβουλλα ὑπῆρξαν τοῦ Κωνσταντίνου Δημητρίου Μου-

ἀκροτελεύτιον § θ' τοῦ τίτλου αὐτοῦ ὥρισεν ἐκτενῶς τὰ κατὰ τὴν πώλησιν τῶν ἀτσιγγάνων καὶ τὴν ἄσκησιν τοῦ δικαιώματος προτιμήσεως ἐπ' αὐτῶν. Εἰς προτίμησιν ἔχουσι δικαίωμα μόνον οἱ συγγενεῖς τοῦ πωλοῦντος τὸν σκλάβον κυρίου, τὸ δικαίωμά των δὲ τοῦτο δὲν δύνανται οἱ δικαιοῦχοι νὰ ἀσκήσουν μετὰ τὴν πάροδον τῶν διὰ τὴν προτίμησιν τεταγμένων ἡμερῶν, «ἐπειδὴ τὰ αὐτοκίνητα ὄντα θνητὰ δὲν εἶναι περιορισμένα εἰς τὴν κατὰ νόμους ἔκτασιν τῆς προτιμήσεως, εἰς τὸ νὰ μένωσι δηλαδὴ ἀπώλητα ἐπὶ πολὺν καιρὸν, μὲ τὸ νὰ ὑπόκεινται ὡς εἴρηται θανάτῳ, ὁ ὁποῖος ἀπροσδιορίστως καὶ αἰφνιδίως ἐπέρχεται». Ἡ διάταξις αὕτη ἀντιτίθεται πρὸς τὸν γενικὸν ἐθιμικὸν κανόνα τοῦ βλαχικοῦ δικαίου, καθ' ὃν καὶ μετὰ τὴν πάροδον τῆς τεταγμένης προθεσμίας ἦτο δυνατόν νὰ ἀσκηθῇ ἡ προτίμησις ἢ ἀπὸ τοῦ κανόνος ὅμως αὐτοῦ ἐξαίρεσις ἦτο ἀναγκαία, προκειμένου περὶ ἐμφύχων ἀντικειμένων, ὡς οἱ κατζίβελοι, οἵτινες εὐκολώτερον ὑπόκεινται εἰς ἀφανισμόν καὶ θάνατον.

Ἐκ τῶν ἐννέα παραγράφων τοῦ «περὶ κατζίβελων» τίτλου τοῦ Συνταγματίου αἱ ἔξ (α', β', γ', ε', ς' καὶ ζ') εἶναι ἀφιερωμέναι εἰς τὴν ρύθμισιν τῶν ἐκ τοῦ γάμου αὐτῶν σχέσεων. Τοῦτο, νομίζω, ἐξηγεῖται ἀπὸ τὰς δυσχερείας, τὰς ὁποίας ἐδημιουργοῦν εἰς τοὺς δεσπότης βογιάρους αἱ συχναὶ ἀθέμιτοι σαρκικαὶ σχέσεις τῶν ἀτσιγγάνων, κατὰ τὴν ἀντίληψιν τῶν ὁποίων καὶ σήμερον ἔτι ὁ ἔρως ἀποτελεῖ τὴν μόνην ἀληθῆ ἐπίγειον ἡδονήν. Ἀπέναντι τῆς ἀτύπου, δι' ἀπλῆς συναινέσεως, ἄνευ ἱεροτελεστίας ἢ ἄλλης τινὸς διατυπώσεως τελέσεως τοῦ γάμου των τὸ Συνταγματίον προβλέπει γαμικὴν συμβίωσιν, τελουμένην μόνον διὰ «στεφανώματος»¹. Αἱ σχετικαὶ δὲ διατάξεις ἀποβλέπουν εἰς τὴν διάλυσιν τῶν ἐρίδων, αἱ ὁποῖαι τυχὸν προέκυπτον μετὰ τῶν ἰδιοκτητῶν τῶν κατζίβελων ἐπὶ παρατύπου, δηλαδὴ ἄνευ τῆς ἐγκρίσεως τῶν κυρίων, τελέσεως γάμου μετὰ δούλων. Εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν ὀρίζονται ἐπιζήμια ἀποτελέσματα τόσον διὰ τὸν «στεφανώσαντα» τοιοῦτον γάμον ἱερέα, ὅσον καὶ διὰ τὸν ἄρχοντα, ὅστις ἠνέχθη τὴν τέλεσιν γάμου μετὰ ξένου δούλου.

Ἐνδιαφέρουσαι εἶναι αἱ διατάξεις τῶν §§ γ' καὶ δ', κατὰ τὰς ὁποίας, ἐὰν ἐτελέσθῃ γάμος κατζίβελου τινὸς ἀγνώστου κατ' ἀρχὰς ἰδιοκτήτου, ὅστις ὅμως ἀνεκαλύφθη βραδύτερον, εἶναι δυνατόν νὰ ἀποζημιωθῇ οὗτος διὰ τὴν ἀπώλειαν τοῦ δούλου τοῦ λαμβάνων ἄλλον, διατηρουμένης τῆς ἐγγάμου συμβιώσεως. Ἡ τοιαύτη ὅμως «ἀλλαγὴ» (ἀνταλλαγὴ κατζίβελων), περὶ τῆς ὁποίας καὶ ἀνωτέρω ἐγένετο λόγος, παρεῖχε δυσχερείας, ὅταν ὁ ἀλλασσόμενος κατζίβελος ἦτο δυνατόν νὰ γνωρίζῃ «τέχνας»· ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ὀρί-

ρούζη τῆς 22 Ἰανουαρίου 1781, τοῦ Ἀλεξ. Κωνστ. Μαυροκορδάτου τῆς 2 Δεκ. 1782, τοῦ Ἀλεξάνδρου Κωνστ. Μουρούζη τῆς 8 Ὀκτ. 1792, τοῦ Μιχαήλ Κωνσταντίνου Σούτσου τῆς 25 Μαρτίου 1793, τέλος καὶ τοῦ Ἀλεξάνδρου Σούτσου τῆς 20 Ἰουνίου 1802 ὡς ἡγεμόνος συγχρόνως τῆς Μολδαβίας καὶ Βλαχίας. Αἱ πλεῖσται διατάξεις τῶν χρυσοβούλλων τούτων ἀποβλέπουν εἰς τὴν ρύθμισιν τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων ὀρισμένων κατηγοριῶν ἐπαγγελματιῶν ἀτσιγγάνων, ἰδίᾳ τῶν *lingurari* καὶ τῶν *ursari*. Βλ. τὰ κείμενα ἐν PERETZ, CURS 4, σ. 71 ἐπ.

¹ Πρὸβλ. καὶ τὰ ἐπὶ γάμων δούλων ἰσχύοντα ἐν τῷ βυζαντινῷ κράτει ἐν Γ. ΜΑΡΙΔΑΚΗ, Τὸ ἀστικὸν δίκαιον ἐν ταῖς Νεαφαῖς τῶν Βυζαντινῶν αὐτοκρατόρων, σ. 69 ἐπ.



ζεται ἐν § δ' ὅτι τὸ ζήτημα δέον «να ἀποφασίζεται μὲ κρίσιν, ζυγιάζοντας ὁ κριτὴς τὸ
»δίκαιον κατὰ τὰς τέχνας ὅπου ἤθελαν ἀποδειχθῇ πῶς ἡξεύρει τὸ πρόσωπον ἐκεῖνο ὅπου
»ἀλλάζεται».

Ἡ § ς' προβλέπει τὴν περίπτωσιν γάμου τῶν ἡγεμονικῶν κατζίβελων. Εἰς δὲ τὴν
§ ζ' συζητεῖται τὸ ζήτημα γάμου κατζίβελου μετ' ἐλευθέρας γυναικός, ὁρίζεται δὲ ὅτι τὰ
ἐκ τοῦ γάμου αὐτῶν γεννώμενα τέκνα εἶναι ἐλεύθερα, ἀλλ' ὁ κατζίβελος τιμωρεῖται καὶ
διαλύεται ὁ γάμος βιαίως. Τέλος εἰδικὸς γίνεται λόγος καὶ περὶ νόθων τέκνων, ἵνα ὁρισθῇ
ἐν § ζ' ὅτι «κατὰ τὴν παλαιοτάτην συνήθειαν» ταῦτα ἀκολουθοῦν τὴν τύχην τῆς μητρός.



ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Γ'

ΕΜΠΡΑΓΜΑΤΟΝ ΔΙΚΑΙΟΝ

8.— Δὲν εἶναι πολλαὶ αἱ σχετικαὶ πρὸς τὸ ἐμπράγματον δίκαιον διατάξεις τοῦ Συνταγματίου τοῦ Ὑψηλάντη. Μεταξὺ δὲ τούτων αἱ γενικωτέρου ἐνδιαφέροντος, αἱ ἰσχύουσιν ὡς πρὸς τὴν μεταβίβασιν τῆς ἰδιοκτησίας μεταξὺ ζώντων, ὡς καὶ αἱ περὶ προτιμήσεως τοιαῦται, εἶναι τόσον στενῶς συνδεδεμέναι μετὰ τοῦ ἐπὶ ἀγοραπωλησίας ἰσχύοντος δικαίου, ὥστε ἐκ τοῦ λόγου τούτου ἐξετάζονται εἰς τὸ ἐπόμενον περὶ ἐνοχῶν κεφάλαιον.

Εἰδικωτέραν σημασίαν καὶ δὴ διὰ τὸ ἐγγώριον ρουμανικὸν δίκαιον ἔχουσιν αἱ διατάξεις περὶ ἐμφυτεύσεως, μουλκίων, χιλιστέων καὶ μύλων. Ἀποτελοῦσι δ' αὗται τὰς κατ' ἐξοχὴν διατάξεις ἐμπραγμάτου δικαίου τοῦ Συνταγματίου καὶ κατ' ἀκολουθίαν ἐρευνῶνται εὐθὺς εἰς τὰς ἐπομένας παραγράφους. Εἶναι ὅμως προφανὲς ὅτι αἱ διατάξεις αὗται συνδέονται τόσον στενῶς μετὰ τῆς ἐννοίας καὶ τῆς ἱστορίας τῆς ρουμανικῆς ἰδιοκτησίας, ὥστε νὰ ἐπιβάλλεται πρὸ παντὸς ἄλλου ἢ ἀνασκόπησις τῆς ἐξελικτικῆς διαδρομῆς, ἣν διήνυσεν αὐτὴ ἡ ἰδιοκτησία, καὶ τῶν μορφῶν, εἰς τὰς ὁποίας κατέληξε νὰ ἀποκρυσταλλωθῇ κατὰ τοὺς χρόνους τοῦ Ὑψηλάντη.

Εἶναι ὀρθὸν τὸ λεχθὲν¹ ὅτι ὁλόκληρον σχεδὸν τὸ πνεῦμα τοῦ ἀρχαίου ρουμανικοῦ δικαίου συνοψίζεται εἰς τὸ δίκαιον τῆς ἀγροτικῆς ἀκινήτου ἰδιοκτησίας. Εἰς ἐποχὴν, κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ κινητὴ περιουσία εἶχε δευτερεύουσαν σημασίαν καὶ ἰδίως εἰς χώραν, ἐν ἣ, ὅπως κατωτέρω θὰ ἀναπτυχθῇ, ἐκυριάρχει ἡ ἰδέα τῆς οἰκογενειακῆς συνιδιοκτησίας, τὸ ἀκίνητον ἦτο τὸ κατ' ἐξοχὴν περιουσιακὸν στοιχεῖον, τὸ ἀποτελοῦν τὸ ἀντικείμενον τῶν περισσοτέρων ἐννόμων σχέσεων.

Καὶ ἡ ρουμανικὴ ἰδιοκτησία, ὅπως σχεδὸν καὶ πᾶσα ἰδιοκτησία, ἀπὸ τῆς κοινοκτημοσύνης ἐξευλίχθη εἰς τὴν μορφήν τῆς ἀτομικῆς ἰδιοκτησίας. Ἐν τούτοις ἡ ρουμανικὴ κοινοκτημοσύνη κατ' ἀρχὰς ἐμφανίζεται ὑπὸ τὴν μορφήν τῆς οἰκογενειακῆς συνιδιοκτησίας καὶ στηρίζεται ἐπὶ τῆς ἰδέας τῆς κοινῆς ἐκ τῶν αὐτῶν προγόνων καταγωγῆς τῶν

¹ G. FOTINO, Contribution, σ. 60 ἐπ., ἐνθα ἀναφέρεται καὶ τὸ χαρακτηριστικὸν διὰ τὴν ἀντίληψιν τοῦ Ρουμάνου ἀγρότου λαϊκὸν δίστιχον, «pentru un palmar, moarte fac» («θὰ ἔκαμον φόνον δι' ἑνα σβῶλον γῆς»). Διὰ τὴν ἱστορίαν τῆς ρουμανικῆς ἰδιοκτησίας τὸ ἄριστον βοήθημα εἶναι τὸ βιβλίον τοῦ FOTINO. Αὐτόθι καὶ πλήρης συναφῆς βιβλιογραφία.



ιδιοκτητῶν τῆς γῆς. Οἱ κοινοὶ πρόγονοι, οἱ πρῶτοι καταλαβόντες τὴν ἀδέσποτον ἔκτασιν τῆς γῆς καὶ καλλιεργήσαντες αὐτήν¹, ἀποκαλοῦνται διὰ τοῦ ἱλλυρικῆς καταγωγῆς ὀνόματος *mos* (*mosi*), ἐκ τοῦ ὁποίου καὶ τὸ κληρονομιαῖον ἀκίνητον ὀνομάζεται *mosie*, συνήθως ἔκφρασις καὶ εἰς τὴν σημερινὴν ρουμανικὴν γλῶσσαν. Οἱ ἀπόγονοι τῶν κοινῶν *mosi*, ἀποκαλούμενοι *mosneani* ἢ *bătrâni*², ἔχουσιν εἰς τὴν ἀδιαίρετον αὐτῶν συνιδιοκτησίαν τὴν *mosie* ταύτην³, ὃ ἐκ τῆς συνιδιοκτησίας ὅμως σύνδεσμος αὐτῶν ἦτο πολὺ χαλαρώτερος εἰς τὴν ρουμανικὴν οἰκογενειακὴν συνιδιοκτησίαν ἢ εἰς τὴν κοινοκτημοσύνην τῶν σλαβικῶν φύλων, τῶν ὁποίων τὸ δίκαιον ἐνωρίτερον διαμορφωθὲν καὶ παραλλήλως πρὸς τὸ ρουμανικὸν ἀναπτυχθὲν συχνάκις ἤσκησεν ἐπ' αὐτοῦ ἐπίδρασιν. Πράγματι κατὰ τὸ δίκαιον τῶν Σλάβων ἦτο πολὺ δύσκολον νὰ ἐξέλθῃ τις ἐκ τῆς συνιδιοκτησίας, ἐνῶ τοῦναντίον εἰς τὴν ρουμανικὴν κοινοκτημοσύνην, καίτοι αὕτη ἐστηρίζετο ἐπὶ οἰκογενειακῆς βάσεως, ἴσχυε μᾶλλον ὁ ρωμαϊκὸς κανὼν ὅτι «οὐδεὶς ἄκων μένει κοινωνός, ἀλλ' ἐξεστὶν αὐτῷ βουλομένῳ ἀπαγορεῦσαι τῇ κοινωνίᾳ»⁴.

Ἀλλὰ καὶ τὰ περαιτέρω χαρακτηριστικὰ τῆς ρουμανικῆς κοινοκτημοσύνης συνηγοροῦσιν ὑπὲρ τῆς ἀποδοχῆς οἰκογενειακῆς συνιδιοκτησίας ἰδιαίτερος χαλαρὰς μορφῆς· διότι οὔτε ἀποκλεισμός τῶν γυναικῶν ἀπὸ τῆς κληρονομικῆς διαδοχῆς οὔτε μόνον μεταξὺ συγγενῶν περιορισμός τῆς ἐκ διαθήκης τοιαύτης, ἀλλ' οὐδ' ἀπαγόρευσις τέλος συστάσεως προικὸς ἐπὶ ἀκινήτων φαίνεται ὅτι ἴσχυσαν γενικῶς καὶ ἀνεξαιρέτως εἰς τὸ ἐθιμικὸν ρουμανικὸν δίκαιον· τοῦναντίον μάλιστα. Δι' ὃ καὶ αἱ χαρακτηρίζουσai πᾶσαν ρουμανικὴν οἰκογενειακὴν συνιδιοκτησίαν τοιαῦται ἀρχαὶ ἀποτελοῦσι σήμερον ἀντικείμενον πολλῶν συζητήσεων καὶ μεγάλως ἀμφισβητοῦνται ὑπὸ ἱκανῶν ἐκ τῶν νεωτέρων ἐρευνητῶν τοῦ ρουμανικοῦ ἐθιμικοῦ δικαίου (*obiceiul râmăntului*)⁵.

Εὐνόητον εἶναι μετὰ ταῦτα ὅτι ἐκ τοιαύτης χαλαρῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης εὐχερὴς ἦτο ἡ διαμόρφωσις, ὡς καὶ ἡ ἀνάπτυξις, τῆς ἰδέας τῆς ἀτομικῆς ιδιοκτησίας. Πρά-

¹ Ἡ ἐκχερσωμένη αὕτη γῆ καλεῖται *runc* ἢ *curătură*. Βλ. JORGA, Documents, σ. 3 καὶ τὰ αὐτόθι ἀναφερόμενα ἔγγραφα.

² Ὁ ὄρος *bătrân* εἶναι ἴσως παραφθορὰ τοῦ λατινικοῦ *veteranus*.

³ Πρβλ. ἐν JORGA, Anciens Documents, σ. 66 ἐπ., τὰ ὑπ' ἀριθ. 9 (ἔτους 1777), 10 (1805) καὶ 11 (1822) ἔγγραφα. Ὁ συνιδιοκτήτης ὀνομάζεται καὶ *răzăr* αὐτόθι ἀριθ. 15 (20 Ἰουλίου 1820) σ. 72, ἀριθ. 19 (20 Ἰουνίου 1794) σ. 76, ἀριθ. 23 (16 Ἰουνίου 1712) σ. 80, ἀριθ. 34 (13 Ὀκτωβρίου 1797) σ. 92 ἐπ. κλπ.

⁴ Κώδ. Ἰουστιν. 3.37.5 (Βασ. 12.2.36 καὶ αὐτ. Σχολ. Θεοδ.) Περὶ τῆς σλαβικῆς οἰκογενειακῆς συνιδιοκτησίας γενικῶς βλ. FR. SCHÖNDORF, Einführung in das geltende slavische Recht, 1922, σ. 35 ἐπ. καὶ τὴν αὐτόθι βιβλιογραφίαν. Ἐπὶ πᾶσι καὶ διὰ τὴν σχέσιν τῆς σλαβικῆς πρὸς τὴν ρουμανικὴν κοινοκτημοσύνην βλ. FOTINO, Contribution, σ. 317 ἐπ., καὶ JORGA, Anciens documents, σ. 6 ἐπ. Πρβλ. αὐτ. καὶ τὰ ἐν σ. 69 ἐπ. σχετικὰ ἔγγραφα ὑπ' ἀριθ. 12 τῆς 20 Φεβρουαρίου 1750 καὶ ἀριθ. 13 τῆς 8 Σεπτεμβρίου 1850.

⁵ Βλ. ὅσα ὠραιότατα γράφει ὁ FOTINO, Contribution, σ. 205-316, ὡς καὶ τοὺς αὐτόθι μνημονευομένους.

γματι δὲ αὕτη δὲν ἐβράδυνε νὰ ἀναγνωρισθῇ καὶ εἰς τὸ ἐθιμικὸν ρουμανικὸν δίκαιον, συχνότατα δὲ ἀπαντῶμεν αὐτὴν εἰς πολλὰ ἀρχαιότερα ρουμανικὰ ἔγγραφα¹.

Ἡ ἀναγνώρισις τῆς ἀτομικῆς ιδιοκτησίας εἶναι συντετελεσμένη πλέον κατὰ τοὺς ἐνδιαφέροντας ἐνταῦθα φαναριωτικούς χρόνους. Εἰδικῶς δ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸ Συνταγμάτιον, αἱ διατάξεις αὐτοῦ περὶ «χοταρντζίας», «ἐμφυτεύσεως», «μουλκίων», «χιλιστέων» καὶ «μύλων νέων» βάσιν ἔχουσι τὴν ἀναγνώρισιν ἐπ' αὐτῶν ἀτομικῆς ιδιοκτησίας.

Παρὰ ταῦτα δὲν δύναται νὰ λεχθῇ ὅτι εἰς τοὺς φαναριωτικούς κώδικας ἔχει ἐκλίπει πᾶν ἵχνος οἰκογενειακῆς συνιδιοκτησίας. Ὁ ἐρευνῶν τὰς διατάξεις τοῦ Συνταγματίου, ἰδίως δὲ τὰς σχετικὰς πρὸς τὸ οἰκογενειακὸν καὶ τὸ κληρονομικὸν δίκαιον τοιαύτας, ὅσαι ἐμμέσως καθιεροῦσι τὴν ἀρχὴν τῆς τε οἰκογενειακῆς καὶ τῆς συζυγικῆς κοινοκτημοσύνης, θὰ ἀντιμετωπίσῃ κατ' ἀνάγκην τὸ πρόβλημα τῆς καταγωγῆς αὐτῶν. Οὐχὶ δ' ἄνευ ἐκπλήξεως θὰ διαπιστώσῃ κατὰ τρόπον θετικὸν ὅτι δὲν ἦτο πάντοτε ἡ χαλαρὰ σχέσις τῆς ρουμανικῆς συνιδιοκτησίας, ἀλλὰ μᾶλλον ἡ ἔντονος ἑλληνικὴ οἰκογενειακὴ συγκυριότης, ἥτις ἐπιβιώσασα εἰς τὸ δημῶδες βυζαντινὸν δίκαιον ἀπετέλεσε τὴν κατ' ἐξοχὴν πηγὴν, ἐξ ἧς ἦντλησεν ὁ συντάκτης τοῦ κώδικος τοῦ Ὑψηλάντη.

Τὰ τελευταῖα ταῦτα προβλήματα, ἄμεσον σχέσιν ἔχοντα πρὸς τὸ οἰκογενειακὸν καὶ κληρονομικὸν δίκαιον, ἐξετάζομεν εἰς ἐπόμενα κεφάλαια. Εἰς τὰς ἀκολουθοῦσας παραγράφους τοῦ παρόντος κεφαλαίου περιοριζόμεθα εἰς τὴν ἀνάπτυξιν εἰδικῶν τινῶν ἐμπραγμάτων σχέσεων, ὡς καὶ τινῶν ἀντικειμένων ἀτομικῆς κατὰ τὸ Συνταγμάτιον ιδιοκτησίας.

9. — Οἱ τίτλοι XXXVII καὶ XXXVIII τοῦ Συνταγματίου περιέλαβον διατάξεις περὶ τινῶν ἰδιαιτέρας σημασίας περιουσιακῶν ἀντικειμένων τῆς ἀκινήτου κτήσεως, ἥτοι περὶ «μουλκίων», «χιλιστέων» καὶ «μύλων».

«Μούλκια» ἐκαλοῦντο γενικῶς τὰ ἰδιόκτητα κτήματα. Ἡ λέξις εἶναι τουρκικῆς καταγωγῆς, εἰς τὸ περίπλοκον δὲ σύστημα τῆς τουρκικῆς περὶ ιδιοκτησίας νομοθεσίας ἐσήμαινε τὰ κινητὰ καὶ ἀκίνητα πράγματα, τῶν ὁποίων ἡ κυριότης ἀνῆκεν εἰς ἰδιώτας κατ' ἀντίθεσιν πρὸς τὰ «βακούφια», ἅτινα ἦσαν κτήματα ἀφιερωμένα εἰς εὐαγὴ τινὰ σκοπὸν, καὶ τὰ «μυριγέ», τὰ ὁποῖα ἦσαν δημόσια². Εἰς τὸ Συνταγμάτιον «μούλκι» σημαίνει ὡσαύτως τὸ

¹ Πλεῖστα ἐξ αὐτῶν εἶναι δωρητήρια, περιέχοντα ἀνταποδοτικὴν δωρεάν. Πρβλ. τὰ ἐν JORGA, ἐνθ' ἀν. σ. 102 ἐπ., δημοσιευόμενα ἐνδιαφέροντα ἔγγραφα ὑπ' ἀριθ. 43 (μετὰ τὸ 1600), 44 (1600), 45-47 (τοῦ ΙΖ' αἰῶνος), ἐν οἷς περιέχονται δωρεαὶ χάριν φορολογικῶν κουφισμῶν ἢ χάριν ἀπαλλαγῆς ἀπὸ τῆς πρὸς στρατείαν ὑποχρεώσεως ἢ χάριν ἄλλων ὑπηρεσιῶν πρὸς ἰσχυροὺς. Εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 49 (18 Ἀπριλίου 1810) ἔγγραφον ὑπάρχει δωρεὰ χάριν τῆς τελέσεως μνημοσύνων μετὰ θάνατον. Αὐτόθι (σ. 108 ἐπ.) καὶ ἄλλα δωρητήρια ἔγγραφα (ὑπ' ἀριθ. 50, 53, 54, 57, 58, 59, 64, 65, 66, 67, 68, 70). Δὲν λείπουν δὲ καὶ πωλητήρια (λ. γ. ὑπ' ἀριθ. 51, 84-93), ὡς καὶ ἔγγραφα, περιέχοντα ἄλλας δικαιοπραξίας μὲ ἀντικείμενον πάντοτε πρᾶγμα ἀτομικῆς ιδιοκτησίας· πρβλ. JORGA, αὐτόθι σ. 55-162.

² Βλ. ἐπὶ τούτων μεταξὺ ἄλλων G. YOUNG, Corps de droit ottoman, Oxford, 1905, I, σ. 305, 6, σ. 187 ἐπ., Ν. Π. ΕΛΕΥΘΕΡΙΑΔΟΥ, Ἡ ἀκίνητος ιδιοκτησία ἐν Τουρκίᾳ, 1903, σ. 15 ἐπ., ST. SEFERIADES, Le régime immobilier en Turquie au point de vue du droit international, Paris,



εἰς τὴν ἀπόλυτον κυριότητα τοῦ ἰδιοκτῆτου ἀνήκον ἀγροτικὸν ἀκίνητον. Εἰδικῶς δ' εἰς τὸν τίτλον XXXVII γίνεται περὶ αὐτοῦ λόγος παρεμπιπτόντως, ρυθμιζομένων τῶν ἐπὶ λιμνῶν («χιλιστέων») καὶ ἀλιείας ἰσχυουσῶν σχέσεων.

«Χιλιστέον» (ρουμ. *heleşteü*) σημαίνει κυρίως τέλμα ἢ ἔλος, εἴτα δὲ καὶ λίμνην, ἐντὸς τῆς ὁποίας εἶναι δυνατόν νὰ ἐνεργῇται ἀλιεία, κατασκευαζομένων πρὸς τοῦτο εἰδικῶν φραγμάτων¹. Εἷς τινὰ διασωθέντα παλαιότερα ρουμανικὰ ἔγγραφα ἀναφέρεται ὅτι ὁ ἡγεμὼν παρεῖχεν εἰς μονὰς τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα τῆς ἀλιείας ἐντὸς τῶν λιμνῶν². Εἷς τὰς διατάξεις τοῦναντίον τοῦ Συνταγματίου, τὸ δικαίωμα αὐτὸ ἀναγνωρίζεται εἰς τοὺς ἰδιοκτῆτας πάντων τῶν γειτνιαζόντων πρὸς τὴν λίμνην ἢ τοὺς «τόπους ὅπου εἶναι δυνατόν νὰ γένουν χιλιστέα μὲ ζαγάσια» κτημάτων³.

Ἐν Ρουμανίᾳ ἡ ἀλιεία εἰς τὰς λίμνας φαίνεται ὅτι ἦτο ἐπικερδὴς καὶ σπουδαίας οἰκονομικῆς σημασίας ἐπιχείρησις. Εἰδικὸς φόρος (*măgerie*) ἐπεβλήθη ἐπ' αὐτῆς ὑπὸ τῶν φαναριωτῶν ἡγεμόνων⁴, φαίνεται δὲ ὅτι ἐπακόλουθον τοῦ ταμειευτικοῦ τούτου σκοποῦ ὑπῆρξεν ἡ ἰδιαίτερα μέριμνα καὶ προστασία, μεθ' ἧς περιεβλήθη ἡ ἀλιεία εἰς τὰς διατάξεις τοῦ Συνταγματίου. Πράγματι ὁρίζεται ἐν τούτῳ ὅτι ὁ ἐκ τῶν ἐχόντων δικαίωμα εἰς ἀλιείαν ἐντὸς τῆς ὁμόρου λίμνης ἰδιοκτῆτης ἐπιθυμῶν νὰ ἐκμεταλλευθῇ αὐτὴν δύναται νὰ ζητήσῃ ἀνάλογον κατανομήν τῶν δαπανῶν τῆς ἐκμεταλλεύσεως παρὰ τῶν λοιπῶν γειτόνων ἰδιοκτητῶν ἢ νὰ ἀξιώσῃ ἔγγραφον αὐτῶν παραίτησιν ἀπὸ παντὸς ἐπὶ τῆς λίμνης δικαιώματος, ἐν ἀρνήσει δὲ αὐτῶν νὰ καταφύγῃ καὶ εἰς τὸ δικαστήριον⁵.

1913, σ. 69 ἐπ., N. CHINA, *Traité de la propriété immobilière en droit ottoman*. Ἐν γένει σχετικὴν πρὸς τὸ ὀθωμανικὸν δίκαιον βιβλιογραφίαν βλ. ἐν P. BISOUKIDÈS, *Islamisches Recht* (ἀνατύπ. μετὰ προσθηκῶν ἐκ τοῦ *Handwörterbuch der Rechtswissenschaft*), Βερολῖνον 1929, σ. 17 ἐπ. καὶ ΤΟΥ ΑΥΤΟΥ, *Türkisches Recht*, 1929, σ. 17 ἐπ.

¹ Τὰ φράγματα αὐτὰ καλοῦνται εἰς τὸ Συνταγματίον (τίτλ. XXXVII, §§ α' καὶ β') «ζαγάσια» (ρουμ. *zagaşe*).

² Βλ. οὕτω τὰ ἐν JORGA, *Anciens documents*, σ. 180, ἐπ. ἀναφερόμενα ἔγγραφα ὑπ' ἀριθ. 124 (1581) καὶ 125 (1750).

³ Συνταγμ. XXXVII, § α'. Ἐν τίτλ. XVI, § ις', ἐξ ἄλλου ὁρίζεται ὅτι ἐντὸς ἰδιωτικῶν λιμνῶν μόνος ὁ δεσπότης τοῦ κτήματος, οὐδέποτε δὲ καὶ ὁ ρουμοῦνος, ἔχει δικαίωμα ἀλιείας. Οἱ ρουμοῦνοι εἶχον δικαίωμα ἀλιείας εἰς τὰς μεγαλυτέρας λίμνας («μπάλτες»), ὑπεχρεοῦντο δ' εἰς παροχὴν δεκάτης εἰς τὸν δεσπότην τοῦ κτήματος ἐπὶ τῶν ἀλιευομένων ἰχθύων. Συνταγμ. XVI, § ιθ'. Βλ. καὶ ἀνωτέρω σ. 47, σημ. 1.

⁴ Βλ. JORGA, *Anciens documents*, σ. 15, σημ. 15.

⁵ Εἰς τὸ ρωμαιοβυζαντινὸν δίκαιον τῆς ἐπικρατείας εἶναι ὀλίγαι αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰς λίμνας διατάξεις. Διὰ τὴν ἀλιείαν ὁρίζεται, ὅπως ἐν Π. 47. 10. 13. 8 (Οὐλπ.) — Βασ. 53. 6. 6. (β' ἐκδ. I. ΖΕΠΟΥ, 5, σ. 156) ὅτι «καλῶς κωλύω τινὰ ἐν τῇ διαφερούσῃ μοι λίμνῃ ἀλιεῦσαι», τ. ἔ. ὁρίζεται, ὅπως καὶ εἰς τὸ Συνταγματίον, ὅτι ὁ ἰδιοκτῆτης ἰδιωτικῆς τινος λίμνης ἔχει τὸ ἀποκλειστικὸν τῆς ἀλιείας δικαίωμα. Πρβλ. σχετικῶς καὶ τὴν Νεαράν 56 Λέοντος (ἐν ZACHARIAE, J. G. R. 3, σ. 150 = ΖΕΠΩΝ, J. G. R. 1, σ. 126) «περὶ προθύρων θαλαττίων». Σχετικὴ καὶ ἡ μελέτη τοῦ G. FERRARI, *Di alcune leggi bizantine riguardanti il litorale marino e la pesca nelle acque private* (ἐν *Rend. R. Ist. Lomb.*, ser. II,

Οἱ αὐτοὶ ἀκριβῶς κανόνες ἰσχύουσι, προκειμένου καὶ περὶ μύλων, «*ἂν τὸ νερὸν εἶναι ἱκανὸν καὶ συγχωρεῖ νὰ γένη καὶ μύλος*», τοῦ Συνταγματίου ποιουμένου λόγου περὶ αὐτῶν εἰς τὰς αὐτὰς πρὸς τὰ χιλιστέα διατάξεις¹. Τὰ περὶ μύλων παλαιότερα ἔγγραφα μνημονεύουσι συμφωνίας ἐκμεταλλεύσεως αὐτῶν, ἔστω καὶ ἐὰν οὗτοι εὐρίσκωνται εἰς ἀλλότριον κτήμα. Ὅριζεται δὲ ὅτι εἰς τὴν περίπτωσιν αὐτὴν ὁ ἐκμεταλλευόμενος τὸν μύλον μυλωθρὸς ὀφείλει νὰ καταβάλλῃ εἰς τὸν δεσπότην τοῦ κτήματος παροχὰς εἰς εἶδος².

Τὸ Συνταγμάτιον ἐν εἰδικῷ τίτλῳ³ περιέλαβε διατάξεις καὶ περὶ κατασκευῆς νέων μύλων, ὥρισε δὲ ὅτι οἱ οἰκοδομοῦντες ὑδρομύλους ἰδιοκτῆται ὀφείλουσι νὰ λάβωσι πᾶν μέτρον, ὅπως μὴ ζημιωθῶσιν οἱ γειτνιαῖοντες πρὸς αὐτοὺς ἰδιοκτῆται ἐκ τῆς ἐλαττώσεως ἢ ἐκ τῆς ἐκχειλίσεως τοῦ ὕδατος. Διὰ τὸν λόγον τοῦτον ὥρισε καὶ οἱ γείτονες αὐτοὶ προσκαλοῦνται, «*ὅταν ζυγιάζουν οἱ μαστόροι τὰ νερά, διὰ νὰ βλέπουν καὶ ἐκεῖνοι, καὶ πληροφρορούμενοι ὅτι δὲν ἔχουν καμμίαν βλάβην, ὅχι μόνον νὰ δώσουν ἄδειαν εἰς τὴν οἰκοδομήν, ἀλλὰ νὰ διορίσουν καὶ ἀνθρώπους ἐδικούς των ὅπου νὰ παρευρεθοῦν εἰς τὴν καταβολὴν τῶν θεμελίων...*», περιέλαβε δὲ καὶ τινὰς ἐξασφαλιστικὰς διατάξεις δι' ἀμφοτέρωθεν τὰ μέρη⁴. Χαρακτηριστικὴ εἶναι καὶ ἐνταῦθα, ὡς καὶ ἐπὶ χιλιστέων, ἡ ἔντονος ἀνά-

42, 1909, σ. 558-596), ἣν ὅμως δὲν ἠδυνήθη νὰ συμβουλευθῇ. Γενικώτερον διὰ τὰς ἐκ τῶν ὑδάτων σχέσεις κατὰ τὸ ρωμαϊκὸν καὶ τὸ ἐν Ἑλλάδι ἰσχύον δίκαιον βλ. παρ' ἡμῶν Γ. ΜΠΑΛΗ, Νομικαὶ σχέσεις ἐπὶ τῶν ὑδάτων, ἐν Μελέταις ἐπὶ τοῦ ἰσχύοντος ἀστικοῦ δικαίου, 1927, σ. 27 ἐπ., Π. ΑΝΤΩΝΙΑΔΟΥ, Περὶ τῶν ὑδάτων κατὰ τὸ ρωμαϊκὸν δίκαιον καὶ τὴν ἐν Ἑλλάδι ἐφαρμογὴν του, Δ. ΝΟΜΙΚΟΥ, Ὑδατικὸν δίκαιον τῶν Ρωμαίων, ὡς ἰσχύει ἐν Ἑλλάδι.

¹ Συνταγμ. τίτλ. XXXVII. Σημειωτέον ὅτι, ὅπως αἱ λίμναι λόγῳ τοῦ δυνατοῦ τῆς ἐντὸς αὐτῶν ὀλκείας, οὕτω καὶ οἱ μύλοι ἦσαν ἐξαιρετικῆς σημασίας οἰκονομικὰ ἀγαθὰ καὶ διὰ τοῦτο ὑπεβάλλοντο εἰς εἰδικὸν φόρον τὸν «*ρέσμι-ντεγγιρμέν*» ἐν ταῖς τουρκοκρατουμέναις χώραις τοῦ καταρρεύσαντος βυζαντινοῦ κράτους. Βλ. ΤΣΟΠΟΤΟΥ, Γῆ καὶ γεωργοὶ κλπ. σ. 111 καὶ τὸν αὐτόθι μνημον. J. VON HAMMER, Des osmanischen Reichs Staatsverfassung und Staatsverwaltung dargestellt aus den Quellen seiner Grundsätze, 1, 1815, σ. 203, 408, 427.

² Βλ. ὑπ' ἀριθ. 117 ἔγγραφον ἐν JORGA, Anciens documents, σ. 175 ἐπ. Εἰς τὸ Συνταγμάτιον (XVI, § 17) ρητῶς ἐξ ἄλλου ὀρίζεται ὅτι ἐντὸς τοῦ κτήματος δικαίωμα, ὅπως ἰδρύσῃ μύλον, ἔχει κατὰ κανόνα ὁ κύριος αὐτοῦ καὶ ὅχι ὁ ρουμοῦνος. Εἰς τὰ ὑπὸ τοῦ JORGA, ἐνθ' ἄνωτ., ἐκδιδόμενα ἔγγραφα διεσώθη ἔγγραφος σύμβασις τῆς 30 Δεκεμβρίου 1784 (ὑπ' ἀριθ. 118, αὐτόθι σ. 176 ἐπ.), διὰ τῆς ὁποίας παραχωρεῖται τὸ δικαίωμα οἰκοδομήσεως μύλου ὑπὸ τὸν ὅρον, ὅπως οἱ μυλωθροὶ μὴ δύνανται νὰ πωλοῦν ἐντὸς τοῦ κτήματος οἶνον ἢ ρακί. Τὸ δικαίωμα τοῦτο διατηρεῖ ὁ βογιάρος ἰδιοκτήτης (πρβλ. καὶ ἄνωτ. σ. 48), ὅστις ἐπίσης ἔχει ἀξίωσιν νὰ προτιμηθῇ κατὰ τὴν τυχὸν πώλησιν τοῦ μύλου. Δικαιοῦται ἐπίσης αὐτὸς νὰ ἐξώσῃ τοὺς μυλωθροὺς καὶ ἐκχωρήσῃ εἰς ἄλλους τὴν ἐκμετάλλευσιν τοῦ μύλου, ἐὰν οὗτος παύσῃ νὰ λειτουργῇ ἐκ πταίσματός των, «*ἵνα μὴ χάσῃ τὸ ἐκ τῆς γῆς εἰσόδημά του*» (să nu să păgubească de venitu pământului).

³ Τίτλ. XXXVIII «*περὶ μύλων νέων*».

⁴ Ἀνάλογοι διατάξεις περιέχονται καὶ εἰς τὸν Βλαχικὸν κώδικα, τμ. β', κεφ. γ', § 14 ἐπ. Τὸ Ρωμαϊκὸν δίκαιον, κατ' ἀκολουθίαν δὲ καὶ τὸ δίκαιον τῆς βυζαντινῆς αὐτοκρατορίας, ἠγγνόησε τὰς ἐκ τῆς κινητηρίου δυνάμεως τοῦ ὕδατος σχέσεις. Οὐδεμία σχετικὴ διάταξις ὑπάρχει πλὴν τῆς ἐν Κώδ.



μιξίς τῆς δικαιοσύνης, εἰς τὴν ὁποίαν ὁ ἐνδιαφερόμενος καταφεύγει, «διὰ τὰ λάβη ἔγγρα-
»φον τὴν ἀσφάλειάν του», ὅταν ὁ προσκληθεὶς γείτων «ἐθελόκακεϊ».

10. — Ἦδη κατὰ τὸ 1741 ὁ Κωνσταντῖνος Μαυροκορδάτος εἶχε ρυθμίσει ἐν Βλαχία
τὸν τρόπον, καθ' ὃν θὰ ἐξετελεῖτο ὁ καθορισμὸς τῶν μεταξὺ ἀκινήτων ὁρίων, ἡ «χοταρ-
νιζία» (hotărnicie)¹, τὰς διατάξεις δὲ ταύτας αὐτοουσίας σχεδὸν ἐπανέλαβεν ὁ συντάκτης
τοῦ Συνταγματίου ἐν ἰδίῳ αὐτοῦ τμήματι, ἐν τῷ τίτλῳ XXXIV.

Εἰς τὸ ἀρχαῖον ρουμανικὸν ἐθιμικὸν δίκαιον ὁ καθορισμὸς τῶν ὁρίων τῆς ἰδιοκτη-
σίας τῶν συνορευόντων ἰδιοκτητῶν συνεχέετο πρὸς τὸν καθορισμὸν τῶν ὁρίων τῆς ἰδιο-
κτησίας τοῦ ἐξερχομένου ἐκ τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης συνιδιοκτήτου. Ὁ καθορι-
σμὸς οὗτος ἐγίνετο εἴτε ὑπὸ τῶν γειτόνων εἴτε ὑπὸ τῶν πρεσβυτέρων ἰδιοκτητῶν τῆς
περιοχῆς², συχνὰ δὲ προηγεῖτο τούτου σχετικὴ διαταγὴ τοῦ ἡγεμόνος³. Ἐν τῇ πράξει
ὁ καθορισμὸς τῶν συνόρων συνεδέετο μετὰ τῆς τηρήσεως ὁρισμένων πανηγυρικῶν τύπων,
οἷους ὅχι σπανίως ἀπαντῶμεν εἰς πλεῖστα ἀρχαιότερα ἔγγραφα. Οὕτω συχνότατα οἱ προσ-

Ίουστ. 11. 43. 10 περιληφθείσης τοῦ Ζήνωνος, ἐν τῇ ὁποίᾳ παρεπιπτόντως γίνεται μνεία καὶ περὶ
ὕδρομύλων (aquaе mola). Πρβλ. ΜΠΑΛΗΝ, Νομικαὶ σχέσεις ἐπὶ τῶν ὑδάτων, ἐνθ' ἀνωτ. σ. 52 ἐπ.,
σ. 53, σημ. 1.

¹ Ὁ G. FOTINO, Incercări de vechiu drept românesc. Obiceiuri la fixarea hotarelor
(Craiova, 1925), ἀναφέρει καὶ χρυσόβουλλον τῆς 7 Ἰουλίου 1742, τὸ ὁποῖον ὅμως δὲν περιέλαβεν
ἀναλυτικὰς διατάξεις.

² Οἱ πρεσβύτεροι καὶ ἀποκατεστημένοι ἰδιοκτῆται («οἰκοδεσπόται») χρησιμοποιοῦνται διὰ τὸν
καθορισμὸν τῶν συνόρων καὶ κατὰ τοὺς βυζαντινοὺς χρόνους. Πρβλ. οὕτως ἔγγραφον ἐν ΜΙΚΛΟΣΙΧ-
MÜLLER, Acta κλπ., 4, ἀριθ. 60, σ. 129 ἐπ. Οὕτω καὶ εἰς τὸ ἐλληνικὸν ἐθιμικὸν δίκαιον λ. χ. ἐν τῇ
ἐγγράφῳ συλλογῇ τῶν ἐθίμων Θήρας καὶ Ἀνάφης τοῦ 1797 ὁρίζεται εἰς τὰς ἀκροτελευτίους παρατη-
ρήσεις (κεφ. η') ὅτι περὶ τῶν διενέξεων τῶν «τοποθεσιῶν καὶ συνόρων» ἀποφασίζουν ἀνεκκλήτως τρεῖς
ἢ πέντε ἄνθρωποι, οἱ ὅποιοι «τὰ προσδιορίζονται κοινῇ γνώμῃ» καὶ «τὰ ἐπάρχουσιν αὐτόχθονες ἐκ τῶν
»εὐποληπτοτέρων τῆς νήσου», τὰ ἄγουν δ' ἡλικίαν τεσσαράκοντα περίπου ἐτῶν (βλ. ΖΕΠΩΝ, J. G. R.,
8, σ. 519 ἐπ.).

³ Ἐπὶ τούτων πάντων βλ. FOTINO, Incercări κλπ., ἐνθα ἐν σ. 8 ἐπ. ἀναφέρονται πλεῖστα σχε-
τικὰ ἔγγραφα. Πρβλ. ἐπίσης καὶ ἐνδιαφέρον ἔγγραφον ἔτους 1619 ἐν J. PERETZ, Histoire de la
vente en droit roumain, σ. 192 ἐπ., ἐν ᾧ τὰ ὅρια τοῦ πωλουμένου κτήματος ὁρίζονται «μέχρι τοῦ
»σημείου, ὅπου ἀνὴρ τις δύναται τὰ εἶρη πέλκεν». Αὐτόθι καὶ ἄλλαι διατυπώσεις, διὰ τῶν ὁποίων δὲν
καθορίζονται ἀκριβῶς τὰ ὅρια λ. χ. ο fuga de cal, δηλαδή μέχρις οὗ τρέχει ἵππος χωρὶς νὰ σταθῇ,
ἢ cât or vedea cu ochii (μέχρις οὗ βλέπει διὰ τῶν ὀφθαλμῶν) κλπ. Σημειωτέον ὅτι ἀνάλογοι φρά-
σεις ἀπαντῶσι καὶ εἰς ἐπίσημα βυζαντινὰ κείμενα. Οὕτως ἐν Βασ. 58. 9. 13 ὁρίζεται ὅτι «... εἰ δέ τις
»ἐν ἀγρῷ βούλοιο κτίσαι, τόξον βολὴν ἀπὸ τοῦ ἀγρογείτονος ἀπεχέτω ἢ ὀργυιὰν...». Τὸ «τόξον βολὴν» δὲ
τοῦτο ὁ ZACHARIAE VON LINGENTHAL, Geschichte κλπ., γ' ἔκδ., σ. 217, σημ. 688, θεωρεῖ παρεμ-
βληθὲν ἐκ τοῦ κειμένου τῆς Νεαρᾶς 71 Λέοντος. (ZACHARIAE J. G. R., 3, σ. 169 = ΖΕΠΩΝ J. G. R., 1,
σ. 142), καθ' ἣν «... τοὺς ἐπὶ τοῖς βαλλομένοις ἐν ἀροσίμοις τόποις καινῶν οἰκήσεων κατασκευὴν... δυοὶ
»τόξον βολαῖς ἐκ τῶν γειτόνων ὁρίων ποιῆσθαι τὸ διάστημα τῆς νέας κατασκευῆς» καὶ περαιτέρω πάλιν
«... μετρεῖσθω καὶ μὲν τόξον βολῇ».

καλούμενοι νὰ μετρήσουν καὶ καθορίσουν τὰ σύνορα γεωμέτραι ἐνήργουν τὴν καταμέτρησιν, ἀφοῦ προηγουμένως ἔθετον ἐπὶ τῆς κεφαλῆς των καὶ ἐντὸς σάκκου δράκα χώματος, ὠρχίζοντο δὲ κατόπιν ὅτι θὰ ἐξετέλουν εὐσυνειδήτως τὸ ἔργον των¹.

Τὸ Συνταγμάτιον ἀπήτησε διὰ τὴν καταμέτρησιν τὴν παρουσίαν πάντων τῶν γειτόνων, σαφέστερον δὲ μετ' ὀλίγα ἔτη ὥρισεν ὁ Βλαχικὸς κῶδιξ (τμῆμα β', κεφ. γ', § 3), «ὅταν ὁροθετῶνται διαφερομένων συνοριτῶν σύνορα, κατὰ χρέος νὰ παρευρίσκωνται μὲ τὰ »γράμματά τους καὶ οἱ μὴ διαφερόμενοι συνοριῖται». Οἱ χοτάρνιτσοι² κατὰ ρητὴν διάταξιν τοῦ Συνταγματίου (τίτλ. XXXIV, § ζ') δὲν ἐδικαιοῦντο εἰς ἀντιμισθίαν· ἀντ' αὐτῆς ἡδύναντο νὰ ἀξιώσουν ἀπὸ τὸν ἀδικήσαντα συνορίτην ἢ, ἂν δὲν εἶχε γίνει ἀδίκημα, ἀπὸ ἀμφοτέρους τοὺς διαφερομένους τὴν καταβολὴν τῶν δαπανῶν, ἐν περιπτώσει δέ, καθ' ἣν ἡ ὁροθέτησις ἐγένετο τῇ αἰτήσει τοῦ κυρίου τοῦ κτήματος, αὐτὸς μόνος ἦτο ὑπόχρεως εἰς τὴν πληρωμὴν αὐτῶν. Φόρον³ τοῦναντίον εἰσέπραττεν ὁ μέγας πορτάρης, ὁ δὲ «πορταρέλλος» ἐδικαιοῦτο εἰς τὴν εἰσπραξίν ἀπλοῦ τέλους («τράπατον»)⁴.

Ἡ καταμέτρησις γίνεται κατὰ τὸ Συνταγμάτιον (XXXIV, § β') μὲ «στίνζινα» παλαιά, τὰ ὅποια μετατρέπομενα εἰς νέα στίνζινα τῆς ἐποχῆς τοῦ Συνταγματίου καταγράφονται εἰς τὴν πρᾶξιν τῆς ὁροθεσίας⁵. Οἱ ὁροθετικοὶ λίθοι τίθενται, ἀφοῦ τελειώσῃ

¹ Βλ. ἔγγραφα τῆς 4 Ἰουνίου 1667, τῆς 30 Μαΐου 1720 καὶ πλεῖστα ἄλλα ἀναφερόμενα ὑπὸ FOTINO, Incercări, κλπ., σ. 8 ἐπ., ἐν δὲ σ. 16 ἐπ. συγκριτικὰς παρατηρήσεις τοῦ αὐτοῦ πρὸς τὰ δίκαια τῶν Γερμανικῶν φύλων, τῶν Οὐγγρων καὶ τῶν Σλάβων. Ἐν FOTINO, Contribution κλπ., σ. 331 ἐπ. πλήρης ἀνάπτυξις τοῦ ζητήματος. Αὐτ. ἐν σ. 333 ἐπ. ἔγγραφα (ἐν JORGA, Studi și doc., 6, σ. 46, 16, σ. 67), εἰς τὰ ὅποια μνημονεύεται ὅτι οἱ γεωμέτραι συνοδεύονται καὶ ὑπὸ παιδίων, τὰ ὅποια ὑποβάλλουσιν εἰς σωματικὰς κακώσεις (λακτισμούς, ἑλξεις κόμης κλπ.), ἵνα ἐντυπωθῇ εἰς αὐτὰ ἡ σκηνὴ τῆς καταμετρήσεως καὶ χρησιμεύσωσιν οὕτως ὡς ἀψευδεῖς μάρτυρες μέχρι τοῦ γήρατός των. Ἀνάλογον ἔθιμον ἀναφέρεται κατὰ τὸν FOTINO, Contribution, σ. 334 (βλ. ἰδίως σημ. 33), καὶ εἰς τοὺς Ρωμαίους, ἐξ οὗ καὶ ὁ συγγραφεὺς οὗτος προσπαθεῖ καὶ ἐπὶ χοταρνιζίας νὰ στηρίξῃ τὴν θέσιν του, ὅτι τὸ ἐθιμικὸν ρουμανικὸν δίκαιον εἶναι λείψανον ρωμαϊκῶν ἐννόμων σχέσεων.

² Οἱ χοτάρνιτσοι φαίνεται ὅτι ἦσαν κρατικὰ ὄργανα, ὅπως καὶ οἱ agrimensori τῶν Ρωμαίων. Βλ. περὶ τῶν τελευταίων τούτων B. BRUGI, Le dottrine giuridiche degli agrimensori romani, 1897, σ. 1 ἐπ. Ἐν Βλαχίᾳ οἱ χοτάρνιτσοι ὠρίζοντο ἐκ τῶν ἀρχόντων καὶ δὴ ἴσως ἀναλόγως τῆς τάξεως τῶν ἀντιδιαφερομένων συνοριτῶν (arg. ἐκ τῆς διατυπώσεως τῆς § ζ' τοῦ XXXIV τίτλου τοῦ Συνταγματίου εἰς τε τὸ ἐλληνικὸν καὶ τὸ ρουμανικὸν κείμενον).

³ «Ἀβαίτι» ἐκ τοῦ τουρκικοῦ havaet = φόρος, εἰσόδημα.

⁴ Ὁ μέγας πορτάρης ἦτο ἀξιωματοῦχος, ὅστις κύριον καθῆκον εἶχε τὴν ὑποδοχὴν τῶν ἐπισκεπτομένων τὸν ἡγεμόνα Ὀθωμανῶν. Εἶχεν ὑπὸ τὰς διαταγὰς του τὸν β' καὶ γ' πορτάρην καὶ πεντήκοντα κατώτερα ὄργανα, τοὺς «πορταρέλλους». Σχετικῶς γράφει ὁ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΣ, Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας, 3, σ. 507 ἐπ. «... ἔχει (δηλαδὴ ὁ μέγας πορτάρης) προσέτι ἀπὸ τὰς χοταρνιζίας εἰσόδημα, δηλαδὴ »ἀπὸ τὸ ξεχώρισμα τῶν συνόρων τῶν ὑποστατικῶν» διότι, ὅταν ἀκολουθῇ νὰ ἀντιφέρωνται γείτονες καὶ κατὰ »προσταγὴν τοῦ ἡγεμόνος ὑπάγουν θεωρηταί, στέλλωνται καὶ δύο πορταρέλλοι, οἵτινές εἰσι μουμπασίριδες» »ἀπὸ δὲ τὸ ὑποστατικόν, ὅπου ἤθελαν ξεχωρίσῃ, λαμβάνει ὁ μέγας πορτάρης ἀνὰ ἑξ παράδες εἰς τὴν ὁργυιάν».

⁵ «Στίνζινον» εἶναι μέτρον μήκους ἴσον πρὸς δύο περίπου μέτρα, τὸ ὅποιον εἰς τὸν Βλαχικόν



ἡ καταμέτρησις καὶ συμφωνοῦν οἱ ἀντιδιαφερόμενοι, ἄλλως ἐν διαφωνίᾳ αὐτῶν μετ' ἀποφασιν τοῦ ἡγεμονικοῦ δικαστηρίου. Πρὸς κύρωσιν δὲ παντὸς τυχόν ἀδικήματος τοῦ συνορίτου εἰς βάρος τοῦ ἀντιδιαφερομένου του τὸ Συνταγματικὸν παραπέμπει εἰς τὰς διατάξεις τῶν Βασιλικῶν, ἀποδεικνυμένου οὕτω σαφῶς ὅτι καὶ ἐν προκειμένῳ ἡ βυζαντινὴ νομοθεσία ὑπῆρξεν ἡ ἄμεσος πηγή, ἐξ ἧς ἦντλησεν ὁ συντάκτης τῶν περὶ χοταρνιτζίας διατάξεων τοῦ Συνταγματίου¹.

11.— Ἡ ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν τοῦ ἐλληνικοῦ δικαίου διαμορφωθείσα ρωμαϊκὴ ἐμφύτευσις², ἀφοῦ ἀπὸ τοῦ Ζήνωνος ἀνεγνωρίσθη (K.4.66.1) ὡς ἰδία σύμβασις καὶ ὡς τοιαύτη ἐρρυθμίσθη καὶ ὑπὸ τοῦ Ἰουστινιανοῦ, ἐξηκολούθησε τὴν ἐξελικτικὴν αὐτῆς διαδρομὴν καὶ κατὰ τὴν βυζαντινὴν περίοδον. Κατὰ τοὺς βυζαντινοὺς χρόνους ἀνεπτύχθησαν νέαι ταύτης μορφαί, περὶ τὴν ρύθμισιν δὲ αὐτῶν συχνὰ ἡσχολήθη ὁ νομοθέτης³. Πράγματι αἱ ὑπὸ τῶν βυζαντινῶν αὐτοκρατόρων γενόμεναι ἐκτεταμέναι παραχωρήσεις ἀκαλλιεργήτων γαιῶν εἰς ἰδιώτας καὶ πρὸ παντὸς εἰς μονὰς πρὸς ἐμφύτευσιν ὑπῆρξαν μὲν ἡ κυρία βάσις, ἐπὶ τῆς ὁποίας ὠκοδομήθη βαθμηδὸν ὁλόκληρον τὸ σύστημα τοῦ βυζαντιακοῦ φεουδαρχισμοῦ, συγχρόνως ὅμως ἀπετέλεσαν καὶ τὴν νέαν ἐξειλιγμένην μορφήν τοῦ θεσμοῦ τῆς ἐμφυτεύσεως εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον⁴.

Ἡ νέα αὕτη ἐμφύτευσις τῶν βυζαντινῶν χρόνων ἦτο ἔννομος σχέσις, ἐμφανίζουσα πολλὰς ὁμοιότητας πρὸς τὴν βυζαντινὴν δουλοπαροικίαν. Μεταξὺ ὅμως τῶν δύο τούτων θεσμῶν ὑπῆρχεν οὐσιώδης διαφορὰ· ὁ ἐμφυτευτὴς δηλαδὴ ἦτο ἀπολύτως ἐλεύθερον πρόσωπον ὑποχρεούμενος μόνον εἰς βελτίωσιν τοῦ ἐμφυτευτικοῦ κτήματος, ἐνῶ ὁ δουλοπά-

¹ Συνταγμ. τίτλ. XXXIV, § ε'. Αἱ σχετικαὶ διατάξεις τῶν Βασιλικῶν περιελήφθησαν ἐν βιβλ. 58, τίτλῳ 9, ἐνθα ὀρίζεται ὅτι «ἐγκλημά ἐστιν ἡ τῶν ὁρῶν μετάθεσις», ἐν δὲ βιβλ. 60, τίτλῳ 31 ὠρίσθησαν αἱ ποινικαὶ καὶ ἀστικαὶ κυρώσεις ἐπὶ μετακινήσεως τῶν ὁρίων (πρβλ. Βασιλικά, ἔκδ. HEIMBACH, V, σ. 203 ἐπ., 667 ἐπ., FERRINI-MERCATI, Suppl. Basil. σ. 145 = I. ΖΕΠΟΥ, Βασιλικά, β' ἔκδ., 5, σ. 249 ἐπ., 624 ἐπ.). Πρβλ. καὶ τὰς ἐν Ecloga ad Prochiron mutata XXIV, 21-24 αὐστηρὰς ποινὰς (ZACHARIAE, J. G. R., 4, σ. 119 = I. καὶ II. ΖΕΠΟΥ, J. G. R., 6, σ. 277).

² Βλ. MITTEIS, Zur Geschichte der Erbpacht im Altertum, 1901, ROSTOWZEFF, Studien zur Geschichte des römischen Kolonates, 1910, σ. 15 ἐπ., 267 ἐπ., WASZYNSKY, Die Bodenpacht. Agrargeschichtliche Papyrusstudien, 1905, ὡς καὶ τοὺς ἐν P. MEYER, Juristische Papyri, 1920, σ. 192 ἐπ. ἀναφερομένους παπύρους καὶ τὴν αὐτόθι βιβλιογραφίαν.

³ Ἐκλογῆς τίτλ. XII «περὶ ἐμφυτεύσεων διηγεκῶν καὶ ἐμπεριγράφων», Πρόχειρος Νόμος, τίτλ. XV, Ἐπαναγ. τίτλ. X (ΖΕΠΩΝ, J. G. R. 2, σ. 42, 154, 257), πρβλ. καὶ Ἐπιτομήν, τίτλ. VII, § λγ' ἐπ. (J. G. R. αὐτ., 4, σ. 322). Ecl. priv. aucta τίτλ. XIII καὶ Ecl. ad Proch. mutata, τίτλ. XIV (J. G. R., αὐτόθι, 6, σ. 35, 258), Prochiron auctum τίτλ. XVI (ἐν J. G. R., 7, σ. 121), ὡς καὶ τὰ ἐν Ἐξαβίβλῳ Ἀρμενοπούλου III. 4 λεγόμενα (ἔκδ. Heimbach, σ. 384 ἐπ.).

⁴ Πρβλ. μεταξὺ ἄλλων A. FERRADOU, Des biens des monastères à Byzance, 1896, σ. 179 ἐπ.



ροικος ἦτο κατ' οὐσίαν δοῦλος τοῦ ἀκινήτου, τὸ ὁποῖον ὥφειλε νὰ καλλιεργῇ. Ἡ ἐμφύτευσις, βοηθουμένη ὑπὸ τοῦ γεγονότος, ὅτι συνήθως κατηρτίζετο διὰ μακρὸν χρόνον, παρεῖχεν ἄρα μείζονα διὰ τὸν ἐμφυτευτὴν ἀσφάλειαν καὶ ἡγγυᾶτο διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς καλλιεργείας, ἀντικατέστησε βαθμηδὸν τὰς ἀγροτικὰς μισθώσεις καὶ ἀπετέλεσεν εὐρέως ἐφαρμοζόμενον τύπον τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν ἀγροτικῶν ἀκινήτων¹.

Ἀπὸ τοῦ βυζαντινοῦ δικαίου ὁ θεσμὸς μετεδόθη καὶ εἰς τὰ μετὰ τὴν ἄλωσιν διαμορφωθέντα βαλκανικὰ δίκαια. Μάλιστα εἰς τινὰ ἀρχαιότερα ρουμανικὰ ἔγγραφα ἡ σύμβασις τῆς ἐμφυτεύσεως ἀπαντᾷ μὲ αὐτὸν τὸν ἐλληνικὸν ὄρον «ἐμβατικός» (embatic ἢ batic)².

Περὶ ἐμφυτεύσεως πραγματεύονται ἀμφότεροι οἱ τελευταῖοι φαναριωτικοὶ κώδικες. Οὕτως ὁ μὲν Μολδαβικὸς περιέχει ἀναλυτικὰς διατάξεις εἰς τὰς §§ 1506 ἐπ., ὁ δὲ Βλαχικὸς ποιεῖται λόγον εἰς τμ. γ', κεφ. ε' αὐτοῦ παρέχων καὶ τὸν ἐξῆς ὁρισμὸν τῆς ἐννόμου ταύτης σχέσεως. «*Ἡ ἐμφύτευσις εἶναι εἶδος νοικιάσματος, καὶ λέγεται ὅταν νοικιάζωμεν τὴν γῆν μας εἰς ἄλλον διὰ νὰ φυτεύῃ ἢ νὰ κτίζῃ εἰς αὐτήν, πληρώνοντας ἓνα τόσον. Ὁ ἐμφυτευτὴς δὲ ὀνομάζεται ὅποιος κατὰ τὸν εἰρημένον τρόπον λαμβάνει τὴν γῆν μας*». Διὰ τοῦ ὁρισμοῦ τούτου ὁ Βλαχικὸς κώδιξ ἐκφεύγει ἀπὸ τὴν αὐστηρὰν ρωμαϊκὴν διάκρισιν τῆς ἐμφυτεύσεως ὡς δικαιώματος ἐπὶ ἀγροτικοῦ καρποφόρου ἀκινήτου καὶ πραγματεύεται περὶ αὐτῆς ὁμοῦ μετὰ τῆς ἐπιφανείας, τὴν ὁποίαν δὲν διαστέλλει ὡς ἴδιον δικαίωμα, ὅταν κατὰ τὰ λεχθέντα δέχεται ὅτι ἐμφύτευσις ὑπάρχει, «*ὅταν νοικιάζωμεν τὴν γῆν μας εἰς ἄλλον, διὰ νὰ φυτεύῃ ἢ νὰ κτίζῃ εἰς αὐτήν*»³.

Ἡ σύγχυσις αὕτη ἐμφυτεύσεως καὶ ἐπιφανείας ἀπαντᾷ καὶ εἰς τὰς ἐνδιαφερούσας

¹ Σημειωτέον ὅτι καὶ ἡ βυζαντινὴ ἐμφύτευσις δὲν κατηρτίζετο πάντοτε ὡς διηνεκὴς σύμβασις, ἀλλὰ συχνὰ συνήπτετο καὶ διὰ περιορισμένον χρονικὸν διάστημα. Πρβλ. Νεαρ. Ἰουστ. 7, κεφ. α', ἀπαγορεύουσιν τὴν «*εἰς τὸ διηνεκὲς ἐκτεινομένην ἐμφύτευσιν*». Μέχρι 30 ἐτῶν ἐπίσης ἐπιτρέπεται ἡ ἐμφύτευσις ἐν Προχ. Νόμ. XV, 5, Ἐπαναγ. X. 2, Ἀρμενοπ. III. 4. 7 κλπ. Διὰ τὴν χρονικὴν διάρκειαν βλ. διὰ μακρῶν MITTEIS, Erbacht, κλπ. σ. 38 ἐπ., FERRADOU, ἐνθ' ἄνωτ. σ. 181.

² Οὕτως εἰς ἔγγραφον τῆς 18 Ἀπριλίου 1761 ἀναφέρεται ὅτι Hăjma τις ἔλαβεν εἰς ἐμφύτευσιν (cu batic) ἀγροτικόν τι ἀκίνητον διὰ 15 ἔτη ἐπὶ ἐτησίῳ τελέσματι 5 λέϊ. Τὸ ἔγγραφον ἐξεδόθη ὑπὸ CONSTANTINESCU, MIRCEȘTI καὶ H. STAHL, Documente vrâncene, I, σ. 18 ἐπ., ἀριθ. 11, ὅθεν ἀνεδημοσιεύθη ὑπὸ JORGA, Anciens documents, ἀριθ. 84, σ. 142 ἐπ. Περὶ τῶν ὄρων «ἐμβασίς», «ἐμβατικός» κλπ. εἰς τὸ ἐλληνικὸν δίκαιον βλ. MITTEIS, Erbacht κλπ. σ. 9 ἐπ. Οἱ αὐτοὶ ὄροι ἀπαντῶσι καὶ εἰς τὸ νεώτερον ἐλληνικὸν ἐθιμικὸν δίκαιον. Οὕτως ἐν ἐγγράφῳ συλλογῇ ἐθίμων Νάξου τοῦ 1810, κεφ. η', § νζ' μέχρι ξα', γίνεται λόγος «*περὶ ἐμβατικίων*». Βλ. ἡμετέραν συλλογὴν ἐθίμων ἐν Jus Graecoromanum, 8, σ. 542.

³ Καὶ περαιτέρω ἐν Βλαχ. κώδ. τμ. γ', κεφ. ε' § 4' «*ὅταν τὸ ἐμφυτευόμενον, ὅντας κτίριον, καὶ ἢ φθαρῇ διόλου . . .*». Διὰ τὴν ἔκτασιν τῆς ἐμφυτεύσεως εἰς τὸ ρωμαϊκὸν δίκαιον βλ. ὅμως καὶ Νεαρὰν 7 Ἰουστινιανοῦ, κεφ. β', § 2, ποιουμένην λόγον περὶ ἐμφυτεύσεως καὶ «*ἐπὶ συνιστώτων οἰκημάτων*» καὶ «*οἰκιῶν*». Παρὰ ταῦτα ἀναμφισβήτητον εἶναι τὸ ἐν τῷ κειμένῳ λεγόμενον, ὅτι εἰς τὸ ρωμαϊκὸν δίκαιον ὑπὸ τὴν ἐλληνικὴν ἐπίδρασιν ἐμφύτευσις εἶναι δικαίωμα ἐπὶ καρποφόρου ἀκινήτου.



ἐνταῦθα διατάξεις τοῦ Συνταγματίου. Εἰς τὸ ἐλληνικὸν τούτου κείμενον ὁ σχετικὸς τίτλος XXXV ἐπιγράφεται «περὶ ἐμφυτεύσεως, ἥτοι περὶ τῶν οἰκοδομούντων εἰς ξένον ἔδαφος». ὁρθότερον τοῦναντίον εἰς τὸ ρουμανικὸν κείμενον γράφεται ἀπλῶς «pentru cei ce zidesc »în loc strein» (=περὶ τῶν οἰκοδομούντων εἰς ξένον ἔδαφος).

Εἰς τὰς δύο παραγράφους τοῦ τίτλου τούτου ρυθμίζεται μόνον ἡ σχέσις τῆς ἐπιφανείας, χωρὶς νὰ γίνεταί λόγος τις καὶ περὶ ἐμφυτεύσεως. Προφανῶς ὁ συντάκτης τοῦ κώδικος, εἶχεν ὑπ' ὄψει ὅτι ὅσα διατάσσονται περὶ ἐπιφανείας, τὰ αὐτὰ ἰσχύουσι καὶ ἐπὶ ἐμφυτεύσεως, οὕτω δὲ πραγματευθεὶς περὶ μόνῃς τῆς πρώτης συμπεριέλαβεν ἐν τῇ ἐπιγραφῇ τοῦ τίτλου ἀμφοτέρας. Τοῦτο κατιδὼν ὁ μεταφράσας τὸ ἐλληνικὸν κείμενον εἰς τὴν ρουμανικὴν διώρθωσε τὸ σφάλμα καὶ ἀνέγραψε μόνον τὴν ἐπιφάνειαν εἰς τὴν ρουμανικὴν τοῦ τίτλου ἐπιγραφὴν. Τὸ τελευταῖον δὲ τοῦτο εἶναι, νομίζω, ἐν ἀκόμῃ ἐπιχείρημα ὑπὲρ τῆς ἀπόψεως, ὅτι τὸ Συνταγματικὸν συνετάχθη πρῶτον ἐλληνιστὶ καὶ κατόπιν μετεφράσθη εἰς τὴν ρουμανικὴν γλῶσσαν¹.

Ἐκ τῶν εἰς τὸν τίτλον XXXV περιεχομένων διατάξεων ἐνδιαφέρει ἡ ἀστυνομικῆς φύσεως ἐν § β' περιλαμβανομένη, ἅτε καθορίζουσα τὸν τρόπον, καθ' ὃν αἱ οἰκοδομαὶ πρέπει νὰ κτίζονται ἐντὸς τῆς πόλεως πρὸς ἀποτροπὴν τοῦ κινδύνου τῆς πυρκαϊᾶς. Γενικωτέρου δ' ἐνδιαφέροντος εἶναι ἡ ἀκροτελεύτιος διάταξις τῆς αὐτῆς § β', ἐπιβάλλουσα τὴν καταγραφὴν τῶν «συμφωνητικῶν ὁμολογιῶν» εἰς εἰδικούς κώδικας. Γενικῶς περὶ κωδίκων γίνεται λόγος κατωτέρω εἰς τὸ περὶ ἀγοραπωλησίας τμήμα. Ἐνταῦθα πρόκειται περὶ εἰδικῶν κωδίκων, εἰς τοὺς ὁποίους ἐγγράφονται αἱ συστάσεις καὶ αἱ ἀλλοιώσεις τῶν δικαιωμάτων ἐπιφανείας. Ὁρίζεται δὲ ὅτι τῶν μὲν «ἀρχόντων» αἱ καταχωρίσεις πρέπει νὰ γίνωνται εἰς τὸν κώδικα τοῦ Διβανίου, ἐνῶ τῶν πτωχῶν καὶ τῶν ἐμπόρων δέον νὰ γίνωνται εἰς τοὺς κώδικας τῶν συντεχνιῶν, εἰς τὰς ὁποίας αὐτοὶ ἀνήκουσιν².

Ἡ διαστολὴ αὐτὴ συνηγορεῖ ὑπὲρ τῆς ἀποδοχῆς ἀνεπτυγμένης συντεχνιακῆς ὁργανώσεως καὶ εἰς τὴν Ρουμανίαν. Πράγματι ἡ ὁργάνωσις αὕτη φαίνεται ὅτι ὑπῆρξεν ἔργον κυρίως τῶν φαναριωτῶν ἡγεμόνων, οἱ ὅποιοι πρόχειρον εἶχον τὸ πρότυπον εἰς τὴν βυζαντινὴν νομοθεσίαν³.

12.—Σχετικὴ πρὸς τὴν ἐμπράγματον ἀσφάλειαν εἶναι ἡ διάταξις τῆς § δ' τοῦ τίτλου XXIV τοῦ Συνταγματίου. Κατὰ τὴν διάταξιν ταύτην ἐπὶ ὑποθηκεύσεως ἀκινήτου ὁ δανει-

¹ Βλ. ἀνωτέρω σ. 33.

² Τὸ Συνταγματικὸν ἀναφέρει περὶ «ρουφετίων». Ἡ λέξις εἶναι τουρκικῆς καταγωγῆς (τουρκ. hyrfet=ἐπάγγελμα). Βλ. M. GREGORIAN, Syntagmation Nomikon, σ. 21.

³ Περὶ τῆς βυζαντινῆς συντεχνιακῆς ὁργανώσεως πλείστας κατέλιπε πληροφορίας τὸ εἰς τὸν Λέοντα ζ' τὸν Σοφὸν (κατ' ἄλλους εἰς τοὺς χρόνους τοῦ Νικηφόρου Φωκά) ἀποδιδόμενον Ἐπαρχιακὸν βιβλίον. Τοῦτο ἐκδοθὲν ὑπὸ J. NICOLE τὸ πρῶτον ἐν Γενεύῃ τῷ 1893 ἀνεδημοσιεύσαμεν ἐν Jus Graecoromanum, 2, 1931, σ. 369 ἐπ. Αὐτόθι σ. XIV ἐπ. μνημονεύεται ἡ σχετικὴ βιβλιογραφία, ἰδίως τὸ βιβλίον τοῦ A. STÖCKLE, Spätrömische und byzantinische Zünfte: Untersuchungen zum sog. Ἐπαρχιακὸν Βιβλίον Leo des Weisen, 1911, G. ZORAS, Le corporazioni bizantine,

στῆς οὐδαμῶς καθίσταται κύριος τοῦ ἐνυποθήκου ἀντικειμένου ἅμα τῇ ὑπερημερία τοῦ ὀφειλέτου, ἀλλὰ τοῦναντίον ἐπὶ μὴ καταβολῆς τοῦ χρέους ὑπ' αὐτοῦ ὁ δανειστής δύναται δι' ἀγωγῆς νὰ ζητήσῃ τὴν καταβολήν, ὅτε, ἐκπλειστηριαζομένου τοῦ ἀκινήτου, εἰσπράττει ἐκ τοῦ ἐπλειστηριάσματος τὰ ὀφειλόμενα, τὸ δὲ περισσεῦον περιέρχεται εἰς τὸν ὀφειλέτην. Ἐν ἄλλοις λόγοις ἡ ὑποθήκη κατὰ τὸ Συνταγμάτιον ἔχει ἐξασφαλιστικὸν καὶ οὐχὶ ἐναποτιμητικὸν χαρακτήρα¹. Ἡ διατύπωσις τῆς διατάξεως ὁμῶς οὐδεμίαν καταλείπει ἀμβολίαν ὅτι καὶ κατὰ τοὺς χρόνους τοῦ Ὑψηλάντη ἔζη ἀκόμη καὶ ἡ ἐλληνικὴ ἐναποτιμητικὴ ἀντίληψις τῆς ὑποθήκης. Τὸ Συνταγμάτιον ὁρίζει πράγματι ὅτι, «ὅταν τις δανεισθῇ, καὶ βάλλῃ ἐνέχυρον ἀκίνητον πράγμα μὲ προθεσμίαν ρητὴν, καὶ ἂν περιέχῃ ἡ ὁμολογία τοῦ χρεώστου ρητῶς, ὅτι μὴ πληρουμένων τῶν ἄσπρων νὰ δεσπόζῃ ὁ δανειστής τὸ ἐνέχυρον, νὰ μὴ θαρρῇ ὁ δανειστής εἰς μόνην τὴν δύναμιν τῆς ὁμολογίας, καὶ νὰ πιστεύσῃ ὅτι γίνεται κύριος τοῦ ἐμμανεῖον, ἀλλὰ νὰ δώσῃ ἀγωγὴν ζητῶντας τὰ ἄσπρα του...». Ἐκ τῆς διατάξεως ταύτης λοιπὸν φαίνεται ὅτι καὶ κατὰ τοὺς χρόνους τοῦ Ὑψηλάντη συνετάσσοντο ἔγγραφοι «ὁμολογίαι», διὰ τῶν ὁποίων ὠρίζετο ὅτι ὁ δανειστής ἅμα τῇ ὑπερημερία τῆς καταβολῆς τοῦ χρέους ἐκ μέρους τοῦ ὀφειλέτου καθίστατο κύριος τοῦ ἀκινήτου μὴ ὑποχρεούμενος εἰς ἀπόδοσιν τῶν «ὑπερόχων». Ἡ καθαρῶς ἐλληνικὴ αὕτη ἀντίληψις τῆς ὑποθήκης, ἀντικατεστάθη, ὡς γνωστόν, βαθμηδὸν² ἀπὸ τὴν ἀντίληψιν τοῦ ἐξασφαλιστικοῦ αὐτῆς χαρακτήρος, τὴν δὲ μεταβολὴν ταύτην δυνάμεθα νὰ παρακολουθή-

Studio sull' Ἐπαρχ. βιβλίον dell' Imper. Leone VI, 1931, CH. MACRI, L'organisation de l'économie urbaine dans Byzance sous la dynastie de Macedoine, Paris, 1925, κλπ. Βλ. ἤδη καὶ Α. Π. ΧΡΙΣΤΟΦΙΛΟΠΟΥΛΟΥ, Τὸ Ἐπαρχιακὸν βιβλίον Λέοντος τοῦ Σοφοῦ καὶ αἱ συντεχνίαι ἐν Βυζαντίῳ, Ἀθῆναι, 1935. Διὰ τὴν ρουμανικὴν συντεχνιακὴν ὁργάνωσιν βλ. ὀλίγα τινὰ ἐν JORGA, Anciens documents κλπ., σ. 35 ἐπ., παραπέμποντος εἰς ΤΟΥ ΑΥΤΟΥ, Studi și doc., 7, σ. 96 ἐπ. (ἔγγραφον ἀριθ. 58), ἰδίως δὲ ΤΟΥ ΑΥΤΟΥ, Istoria meseriilor, Βουκ. 1927, μελέτην τὴν ὁποίαν δὲν ἠδυνήθη νὰ χρησιμοποιήσω. Ἐν P. NEGULESCU, Studii de istoria dreptului român, Βουκ. 1900, σ. 208 ἐπ. γίνεται λόγος περὶ νομικῆς προσωπικότητος τῶν συνεταιρισμῶν κατὰ τὸ ἀρχαῖον ρουμανικὸν δίκαιον. Αὐτόθι, σ. 213, ἀναφέρονται τὸ χρυσόβουλλον Ἀλεξάνδρου Ὑψηλάντη τῆς 27ης Νοεμβρίου 1781, ὅπερ ἐρρύνθμισεν ὠρισμένας σχέσεις τῆς συντεχνίας τῶν ραπτῶν τοῦ Βουκουρεστίου (ἐκδοθὲν ρουμανιστὶ ἐν URECHIA, Memoriu κλπ. σ. 750 ἐπ.), καὶ ἄλλαι τινὲς σχετικαὶ πρὸς τὴν συντεχνιακὴν ὁργάνωσιν πηγαί, πᾶσαι τῶν φαναριωτικῶν χρόνων, παρέχονται δὲ καὶ πληροφορίαι περὶ τῆς ὑπὸ τῆς Ἐκκλησίας ἀσκουμένης ἐν Μολδαβίᾳ ἐποπτείας τῶν συντεχνιῶν, τέλος δὲ καὶ τινες εἰδήσεις περὶ τῆς θέσεως τῶν Ἑβραίων.

¹ Πρβλ. καὶ διάταξιν Συνταγμ. XXV, § α'.

² Ἐπὶ τοῦ θέματος Δ. ΠΑΠΠΟΥΛΙΑ, Ἡ ἐμπράγματος ἀσφάλεια, σ. 161. Σχετικῶς πρὸς τὰ διάφορα εἶδη ἐλληνικῆς ἐμπραγμάτου ἀσφαλείας βλ. ἐν γένει HITZIG, Das griechische Pfandrecht. Ein Beitrag zur Geschichte des griechischen Rechts, 1895, WEISS, Pfandrechtliche Untersuchungen, 1, 1910, ὡς καὶ τοὺς παρὰ Ε. WEISS, Griechisches Privatrecht, 1, σ. 330, σημ. 278, μνημονευομένους. Ἀντίθετος ἤδη πρὸς τὰς θεωρίας Hitzig καὶ Παπούλια ὁ U. E. PAOLI, Studi di diritto attico. Firenze, 1930, σ. 141 ἐπ. Βλ. καὶ Γ. Δ. ΛΑΛΩΣΗ, Τὸ δίκαιον τῶν ὑποθηκῶν, Ἀθῆναι, 1911 σ. 57 ἐπ.

σωμεν εἰς τὰ βυζαντινὰ κείμενα, εἰς τὰ ὁποῖα ἀκόμη, ὅπως καὶ εἰς τὸ Συνταγμάτιον, πολεμεῖται ἡ ἑλληνικὴ ἐναποτιμητικὴ τῆς ὑποθήκης ἀντίληψις¹. Ἡ καταπολέμησις ὅμως αὐτὴ ἀκριβῶς συνηγορεῖ ἐξ ἄλλου καὶ ὑπὲρ τῆς συνεχοῦς διὰ τῶν αἰώνων ἐπιβιώσεως τῆς ἀρχαίας ἐννοίας τῆς ὑποθήκης κατὰ τὸ ἑλληνικὸν δίκαιον.

13.—Εἰς ὕλην τοῦ ἐμπραγμάτου δικαίου ἀφορῶσιν εἰσέτι καὶ τρεῖς παράγραφοι (§§ α', δ', ε') τοῦ XXXIX τίτλου τοῦ Συνταγματίου, πραγματευόμεναι περὶ τοῦ χρόνου τῆς παραγραφῆς τῶν ἀγωγῶν.

Ἡ § δ' τοῦ τίτλου ὁρίζει ὅτι ἡ διεκδικητικὴ ἀγωγή ἐγείρεται ἐντὸς δέκα ἐτῶν μεταξὺ παρόντων καὶ εἴκοσι μεταξὺ ἀπόντων. Ἡ ἐπεξηγήσις τῆς § ε', καθ' ἣν τὰ χρονικὰ αὐτὰ διαστήματα ἰσχύουσιν, ὁσάκις τὸ ἀκίνητον «ἐξουσιάζεται μὲ καλὴν πίστιν, ἥτοι κατὰ προᾶσιν ἢ δωρεάν, καὶ ὅχι διὰ ἐκεῖνο, ὅπου ἐξουσιάζεται κλοπιμαίως ἢ βιαίως», ἀποδεικνύει ὅτι ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου συγχέει τὸν χρόνον τῆς παραγραφῆς τῆς διεκδικητικῆς ἀγωγῆς πρὸς τὸν χρόνον τῆς τακτικῆς χρησικτησίας. Ἡ ὑπόθεσις δ' αὕτη ἐπιρρωννύεται ἐκ τοῦ ὅτι ρητῶς ἐν § α' τοῦ αὐτοῦ τίτλου ὁρίζεται ὅτι «αἱ ἐκκλησιαστικαὶ ἀγωγαὶ» ἐγείρονται ἐντὸς τεσσαράκοντα ἐτῶν. Πράγματι κατὰ βυζαντινοὺς κανόνας «τὰ ἀκίνητα καλῇ πίστει κατεχόμενα μεταξὺ παρόντων δεκαετία καὶ ἀπόντων εἰκοσαετία διὰ χρήσεως δεσπόζονται»², προκειμένου δὲ περὶ ἀκινήτων τῶν ἐκκλησιῶν καὶ τῶν εὐαγῶν οἴκων «ἡ ἐπὶ τῶν σεπτῶν οἴκων ἑκατονταετία μ' ἔτη εἰσὶ σήμερον» καὶ «ἀντὶ τῶν ι' καὶ κ' καὶ λ' ἐτῶν ἡ τεσσαρακονταετία μόνῃ ἀντίκειται τοῖς σεβασμίοις τόποις»³. Ἐναργῶς οὕτως ἀποδεικνύεται οὐ μόνον ἡ σύγχυσις τοῦ συντάκτου τοῦ Συνταγματίου, ἀλλὰ καὶ ὅτι οὗτος οὐδαμῶς καὶ ἐν προκειμένῳ ἠθέλησε νὰ ἀπομακρυνθῇ τῶν διατάξεων τῆς βυζαντινῆς νομοθεσίας.

¹ K. 8. 35. 3 (Βασ. 25. 7. 62. «Ἐὰν εἴπῃ ὁ δανειστής, ὅτι εἰ μὴ καταβληθεῖ μοι τὸ χρέος ἐντὸς τοῦδε τοῦ χρόνου, δεσπότης ἔσομαι τοῦ ἐνεχύρου, τοῦτο τὸ σύμφωνον ἀνίσχυρον ἔστω»). Πεῖρα XIX. 33, Σύνοψις Βασιλικῶν E, XXIV, 28, Ἀρμενοπούλου Ἐξάβιβλος, III. 5. 12 καὶ 15. Οὕτω καὶ ὁ Μολδαβικὸς κώδιξ §§ 604 καὶ ἐπ., ἐμμέσως δὲ καὶ ὁ Βλαχικὸς, τμῆμα γ', κεφ. ια', § 17. Σημειωτέον ὅτι ὁ Βλαχικὸς κώδιξ συμπληρῶν τὸ Συνταγμάτιον πραγματεύεται καὶ περὶ ἐνεχύρου ἐπὶ κινητῶν, ἐνῶ τὸ Συνταγμάτιον ἐν XXIV, § α' πραγματεύεται μόνον περὶ ἐνεχύρου ἐπὶ ἀκινήτων, ἥτοι περὶ ὑποθήκης.

² Ροπαὶ (περὶ χρόνων προσθεσμίας ἀπὸ ροπῆς ἕως ἑκατὸν ἐτῶν), ἔκδ. Zachariae (Heidelberg 1836) σ. 212=ἔκδ. Σγούτα, *Θέμις*, 3, 1847, σ. 286=ἔκδ. Ζέπων, *Jus Graecoromanum*, 3, 1931, σ. 324.

³ Ροπαὶ (ἔκδ. Ζέπων, J. G. R.) σ. 336. Ἀρμενοπούλου Ἐξάβιβλος II. 1. 33.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Δ΄ ΕΝΟΧΙΚΟΝ ΔΙΚΑΙΟΝ

14. — Τὸ ἐγχώριον ἐθιμικὸν δίκαιον τῶν παραδουναβίων χωρῶν ἀναγνωρίζει τὴν ἐπὶ τῇ ἀπλῇ συμφωνίᾳ δέσμευσιν τῶν συμβαλλομένων μερῶν¹, τὴν αὐτὴν δὲ ἀρχὴν εὐρίσκομεν διέπουσαν καὶ διατάξεις τῶν φαναριωτικῶν κωδίκων.

Πράγματι κατὰ τὸν Βλαχικὸν κώδικα (τμ. γ', κεφ. α', § 7). «*Ημποροῦμεν νὰ συμφωνῶμεν καὶ ἀγράφως καὶ ἐγγράφως*», καὶ περαιτέρω (αὐτ. § 8) «*Ἡ ἄγραφος συμφωνία, ὅταν πιστῶς ἀποδειχθῇ, ἐπίσης ἰσχύει, καθὼς καὶ ἡ ἐγγράφος*». Ἡ διατύπωσις τῆς τελευταίας ταύτης διατάξεως ἐμφαίνει ἐν τούτοις τὴν ὅλως ἰδιαιτέραν σημασίαν τοῦ ἐγγράφου κατὰ τὴν κατάρτισιν τῶν δικαιοπραξιῶν, ὃ συντάκτης δηλ. τοῦ Βλαχικοῦ κώδικος οὐδόλως συζητεῖ τὸ κῦρος τῆς ἐγγράφου συμφωνίας. Τοῦναντίον πρὸς ταύτην, τὴν ἐν πάσῃ περιπτώσει ἰσχυράν, ἐξισοῖ καὶ τὴν ἄγραφον, «*ὅταν πιστῶς ἀποδειχθῇ*». Κατ'αὐτὸν τὸν τρόπον σαφῶς προκύπτει ὅτι ὁ συντάκτης τοῦ κώδικος αὐτοῦ ἐπηρεασμένος ἴσως καὶ ὑπὸ τοῦ διακεχυμένου κατὰ τοὺς χρόνους τοῦ ἀνὰ σύμπασαν τὴν Βαλκανικὴν χερσόνησον πνεύματος τοῦ ἐλληνικοῦ δικαίου τῶν συναλλαγῶν ἀπονέμει πρωτεύουσαν σημασίαν εἰς τὴν ἐγγράφως καταρτιζομένην σύμβασιν.

Τὴν ἀντίληψιν ταύτην ἀπαντῶμεν καὶ εἰς πάσας τὰς διατάξεις τοῦ Συνταγματίου τοῦ Ὑψηλάντη, ὅσαι διατυποῦσι σχέσεις συμβατικές. Οὕτως ἐνδεικτικῶς σημειοῦμεν τὰς διατάξεις τῶν τίτλων XXIV, XXV, XXVII κλπ., ἐν αἷς παραγωγή, ἀλλοίωσις καὶ κατάργησις τῶν ἐνοχῶν συνδέονται συχνότατα πρὸς τὴν τύχην τῆς ἐγγράφου «ὁμολογίας», ἐνῶ σπανιώτερον καὶ ἐξαιρετικῶς μόνον ἀποδεικνύονται καὶ διὰ μαρτύρων. Ἄλλοι εἰδικοὶ

¹ Τὴν ἐπὶ τῇ ἀπλῇ συμφωνίᾳ δέσμευσιν τῶν συμβαλλομένων ἀνευρίσκομεν διατετυπωμένην καὶ εἰς τὰς λαϊκὰς ρουμανικὰς παροιμίας. Οὕτως ἀνάλογος πρὸς τὴν ἐλληνικὴν «τὰ βώδια δένουν ἀπ' τὰ κέρατα, τὸν ἄνθρωπο ἀπ' τὸ λόγον» (Ν. ΔΗΜΗΤΡΑΚΟΠΟΥΛΟΥ, Τὸ δίκαιον ἐν ταῖς παροιμίαις, Νομικαὶ Ἑνασχολήσεις 2, σ. 110) ὑπάρχει καὶ ρουμανικὴ παροιμία· «*boul se leagă de coarne și omul de limbă*». Τὴν αὐτὴν ἀρχὴν ἀνευρίσκομεν καὶ εἰς ἄλλην παροιμίαν· «*câte cuvînte le zici, le vinzi, și câte nu le zici le cumperi*» (δηλαδή ὁ ὁμιλῶν πωλεῖ, ἄρα ἀναλαμβάνει ὑποχρεώσεις, τοῦναντίον ἀγοράζει, ἀποκτᾷ δηλαδή δικαιώματα, ὁ σιωπῶν). Καὶ εἰς ἄλλην· «*cine făgăduște se leagă*» (δεσμεύεται, ὅστις ὑπόσχεται), σαφῶς διατυποῦσαν τὴν ἀρχὴν τῆς ἀτύπου δεσμεύσεως τῶν μερῶν. Πρβλ. πλείονα ἐν PERETZ, Curs II, 1, 1928, σ. 51 ἐπ.



κανόνες, ὡς οἱ ἐν τίτλῳ XXXII «περὶ προτιμήσεως», ὑπὸ μᾶλλον ἄμεσον ἐπίδρασιν βυζαντινῶν νομοθετημάτων διατυποῦσι συναλλακτικὸν δίκαιον περιβεβλημένον ὀρισμένους τύπους καὶ συχνάκις πανηγυρικούς. Παρὰ ταῦτα γενικὴ παραμένει ἐκ τοῦ ὅλου πνεύματος τῶν διατάξεων τοῦ Συνταγματίου ἡ ἀρχή, καθ' ἣν ἰσχυρὰ κατ' ἐξοχὴν εἶναι ἡ ἐγγράφως καταρτιζομένη δικαιοπραξία.

Ἡ ἱστορία τῆς ἐξελίξεως τῆς σημασίας τοῦ ἐγγράφου κατὰ τὴν κατάρτισιν τῶν δικαιοπραξιῶν εἶναι πολὺ μακρά. Πιθανώτατα ὑπὸ ἐπίδρασιν τῶν ἀρχαιοτέρων ἀνατολικῶν δικαίων¹ τὸ ἔγγραφον ἐνωρὶς ἀπέκτησεν ἰδιάζουσαν σημασίαν εἰς τὸν ἑλληνικὸν κόσμον τῶν συναλλαγῶν. Ὡπλισμένον, φαίνεται², διὰ συστατικῆς ἢ καὶ ἀναιτιώδους σημασίας κατὰ τοὺς κλασσικούς ἑλληνικούς χρόνους τὸ ἔγγραφον ἐξηκολούθησε καὶ εἰς τὸ μεταγενέστερον ἑλληνικὸν δίκαιον τὴν ἐξελικτικὴν αὐτοῦ διαδρομὴν. Ἡ συγγραφὴ καὶ τὸ χειρόγραφον τῶν ἑλληνιστικῶν χρόνων μετὰ βεβαιότητος δύνανται πλέον³ νὰ θεωρηθοῦν ὡς ἔγγραφα περιβεβλημένα συστατικὴν ἢ καὶ ἀναιτιώδη σημασίαν. Ὅπως δὲ ὀρθῶς παρατηρήθη⁴, ἡ συστατικὴ αὕτη τοῦ ἑλληνικοῦ ἐγγράφου σημασία εἰς οὐδεμίαν ἀντίθετον ρωμαϊκὴν ἀντίληψιν προσέκρουσεν, ὅταν βραδύτερον τὸ ἑλληνικὸν δίκαιον ἦλθεν εἰς ἄμεσον πρὸς τὸ ρωμαϊκὸν δίκαιον ἐπαφήν, διότι καὶ οἱ Ρωμαῖοι εὐρύτατα ἐχρησιμοποιοῦν εἰς τὰς συναλλαγὰς τῶν μετὰ τῶν peregrini τόσο τὸ συστατικόν, ὅσον καὶ τὸ ἀναιτιῶδες ἔγγραφον τῆς ἑλληνικῆς litterarum obligatio. Κατὰ τὸν τρόπον αὐτὸν εἰσέδυσεν ὑπὸ ἑλληνικὴν ἐπίδρασιν τὸ συστατικὸν ἔγγραφον καὶ εἰς τὸ ρωμαϊκὸν δίκαιον, ὅχι ὅμως καὶ ἄνευ σκληροῦ ἀγῶνος, ἀφοῦ ὁ Ἰουστινιανὸς τὸ πρῶτον ἐνέδωκεν εἰς τὸ δημῶδες ἑλληνικὸν δίκαιον καὶ εἰς τὴν κωδικοποίησίν του ἀνεγνώρισε τὰς ἐκφράσεις chirographum, instrumentum, scriptura ἰσοδυνάμους κατ' ἔννοιαν πρὸς τὴν ἤδη ἀπονενεκρωμένην ἀρχαίαν stipu-

¹ Συστατικὴν ἢ ἀναιτιώδη ἐνέργειαν κέκτηται τὸ ἔγγραφον εἰς τὸ ἀρχαῖον βαβυλωνιακὸν δίκαιον (KOSHAKE, Babylonisch - assyrisches Bürgschaftsrecht, 1911, σ. 34 ἐπ., 113 ἐπ.) καὶ εἰς πολλοὺς ἀραμαϊκοὺς παπύρους· βλ. λ. χ. E. SACHAU, Aramäische ostraca und Papyri 1911. Taf. 28. Πρβλ. ἐπὶ πάντων H. STEINACKER, Die antiken Grundlagen der frühmittelalterlichen Privaturkunde, 1927, σ. 64 καὶ τὰς αὐτόθι παραπομπάς.

² Τὴν συστατικὴν καὶ ἀναιτιώδη σημασίαν τοῦ ἑλληνικοῦ ἐγγράφου ὑπεστήριξεν ὁ L. MITTEIS καὶ ἡ σχολή του ἀντιθέτως πρὸς τὴν κλασσικὴν θεωρίαν (H. R. GNEIST, Die formellen Verträge ιδίως σ. 469 ἐπ.), καθ' ἣν εἰς τὸ ἑλληνικὸν δίκαιον ἴσχυεν ἡ ἄτυπος κατάρτις τῶν δικαιοπραξιῶν. Πρβλ. MITTEIS Reichsrecht und Volksrecht σ. 514 ἐπ., ἐπὶ πᾶσι δὲ STEINACKER, ἐνθ. ἀν. σ. 25 ἐπ. καὶ τὰς αὐτόθι παραπομπάς. Μέσῃν ὁδὸν ἔταμεν ὁ E. RABEL (ἐν Zeits. Sav. Stiftung 45, 1925, σ. 527) ὑποστηρίζας ὅτι τὸ ἑλληνικὸν ἔγγραφον ἀπέκτησε συστατικὴν δύναμιν ἀπὸ τὴν κατὰ τὸ ἑλληνικὸν δίκαιον σημασίαν τῆς δηλώσεως τῆς βουλήσεως τῶν μερῶν, ἥτις ἦτο ἰσοδύναμος πρὸς τὴν (δικαστικὴν) ὁμολογίαν· ἡ ἐν τῷ ἑλληνικῷ ἐγγράφῳ περιεχομένη δήλωσις τοῦ ὀφειλέτου ἴσχυεν οὕτω, καὶ ἂν τυχὸν τὸ δηλούμενον δὲν εἶχε πράγματι συμβῇ.

³ MITTEIS, Reichsrecht und Volksrecht σ. 459 ἐπ., 468 ἐπ., RABEL ἐν Z. Sav. Stift. 28, 1907, σ. 319 ἐπ. 334 ἐπ., FRESE ἐν Z. Sav. Stift. 18, 1897, σ. 241 ἐπ.

⁴ STEINACKER, ἐνθ. ἀνωτ. σ. 73.



latio¹. Τὸ ἔργον τοῦ Ἰουστινιανοῦ ὑπῆρξεν ἀπλῶς συμβιβαστικόν· εὗρεθεις δηλονότι ὁ αὐτοκράτωρ πρὸ δύο διαφόρων μορφῶν καταρτίσεως τῶν συμβάσεων, τῆς προφορικῆς δηλ. ρωμαϊκῆς stipulatio, καὶ τῆς ἐλληνικῆς ἀναιτιώδους litterarum obligatio, συνεχώ-
νευσεν αὐτὰς εἰς τὸν τύπον τῆς ἐγγράφου stipulatio καὶ ἐδυσίασεν ὁμοῦ μετὰ τῆς πανη-
γυρικῆς ἐπερωτήσεως καὶ τὴν ἀναιτιώδη ἐγγραφον ἐνοχὴν. Ἡ τελευταία αὕτη πάλιν δὲν
ἔσβησεν ἐντελῶς, ἀλλ' ἠδυνήθη νὰ διασωθῇ καὶ εἰς αὐτὰ τὰ ἐπίσημα κείμενα τῆς Ἰουστι-
νιανείου κωδικοποιήσεως ὑπὸ τὴν νέαν μορφήν τῆς exceptio non numeratae pecuniae²,
ἣτις ἀντιπροσωπεύουσα τὸ ζωντανὸν δίκαιον τῶν ἀνατολικῶν ἐπαρχιῶν ἐπέπρωτο νὰ
ἐπιζήσῃ καὶ κατὰ τοὺς μεταγενεστέρους βυζαντινοὺς χρόνους καὶ νὰ διαχύσῃ τὴν ἀκτινο-
βολίαν της εἰς πάντας τοὺς νεωτέρους ἀνατολικοὺς κώδικας, ὅσοι ὑπέστησαν τὴν βυζαντι-
νὴν ἐπιρροήν³. Τῆς ἐπιρροῆς δὲ ταύτης κατὰ τὰ λεχθέντα δὲν ἐξέφυγον καὶ οἱ κώδικες
τῶν παραδουναβίων χωρῶν τοῦ ιη' καὶ τῶν ἐφεξῆς αἰώνων.

¹ Πρβλ. Εἰσ. Ἰουστ. 3. 19. 17, 3. 20. 8, Πανδ. 45. 1. 30, 45. 1. 134. 2, Κ. 8. 37. 1 καὶ 14 κλπ. Βλ. RICCOBONO ἐν Z. Sav. Stift. 35, σ. 217 ἐπ., 272 ἐπ. Τὸν λόγον, δι' ὃν οἱ Ρωμαῖοι ἐθεώρησαν ἰσχυρὰς τὰς ἀτύπους, ὡς εἶναι αἱ solo consensu συναπτόμεναι συμβάσεις, βλ. ἐν F. SCHULZ, Prinzipien des römischen Rechts, 1934, σ. 152 ἐπ.

² RICCOBONO, Z. Sav. Stift. 43, σ. 334 ἐπ., P. COLLINET. Études historiques sur le droit de Justinien I 1912, σ. 59 ἐπ., STEINACKER, ἐνθ' ἄνωτ., σ. 86 ἐπ. Πρβλ. καὶ τὰς αὐτόθι παραπομπάς. Γενικῶς διὰ τὴν σχέσιν τῆς stipulatio πρὸς τὸ ἐγγραφον βλ. μεταξὺ πολλῶν ἐργασιῶν FR. BRANDILEONE, La stipulatio nell'età imperiale romana e durante il Medio Evo (ἀνατύπ. ἐκ Riv. di Storia del diritto italiano 1, 1928, σ. 7 ἐπ. (= F. Brandileone, Scritti di storia del diritto privato italiano, 2, 1931 σ. 419 ἐπ.).

³ Διὰ τὴν σημασίαν τοῦ ἐγγράφου κατὰ τοὺς βυζαντινοὺς χρόνους βλ. Ἐκλογήν, τίτλους 3, 4, 9, 10, 13 κλπ., γνωρίζουσιν συμβάσεις ἐγγράφως καὶ ἀγράφως καταρτιζομένας. Βλ. καὶ Ἐπαναγωγὴν τίτλ. XIII, προβλέπουσαν μὲν καὶ ἄγραφον κατάρτισιν, ὀρίζουσαν ὁμῶς ὡς γενικὴν ἀρχήν· «α' Συμβό-
» λαιόν ἐστιν ὑπόμνημα, ἥτοι καταγραφὴ τῶν συμφωνηθέντων καὶ στοιχηθέντων μεταξὺ ἑκατέρων τῶν συμ-
» φωνούντων καὶ συμβαλλόντων... » (οὕτω καὶ Ἡϋξημένη Ἐπαναγωγὴ τίτλ. XI). Πρβλ. Νεαράν Εἰρήνης (ἐκδοθεῖσαν μεταξὺ 797-802) ἐν ZACHARIAE, J. G. R. 3, σ. 55 = ΖΕΠΩΝ, J. G. R., 1, σ. 45 ἐπ. καὶ Νεαράν 72 Λέοντος (Zachariae J. G. R., 3, σ. 170 = ΖΕΠΩΝ, J. G. R. 1, σ. 143), ἀμφοτέρως σχετικὰς πρὸς τὴν ἐγγραφον κατάρτισιν τῶν δικαιοπραξιῶν (περὶ τούτων ΜΑΡΙΔΑΚΗΣ, Τὸ ἀστικὸν δίκαιον ἐν ταῖς Νεαραῖς, σ. 213). Τὴν πρωτεύουσαν σημασίαν τῆς ἐγγράφου καταρτίσεως ἀποδεικνύει καὶ ἡ συχνὴ εἰς τὰς βυζαντινὰς συλλογὰς δῆλωσις, ὅτι καὶ ἡ ἄγραφος συμφωνία εἶναι ἰσχυρά. Οὕτω χαρακτηρι-
στικῶς ἐν Ἐπιτομῇ XI, ζ'. «Κἂν ἀγράφως γίνεταί πᾶν, ἥτοι σύμφωνον, εἰ δύναται δεῖχθῆναι τοῦτο, ἐξέρχεται» (ΖΕΠΩΝ J. G. R. 4, σ. 339). Οὕτω καὶ εἰς τὸ Ποίημα Νομικὸν Μιχαὴλ ἀνθυπάτου καὶ κριτοῦ τοῦ Ἀτταλειώτου (τίτλ. ε', § 8')· «Συνίσταται δὲ συμφωνία καὶ ἐγγράφως καὶ ἀγράφως. Ὁμοίως
» δὲ καὶ διάλυσις. Τὸ γὰρ ἄγραφον δεικνύμενον διὰ μαρτύρων, οὐδὲν ἥτιον ἰσχύει τοῦ ἐγγράφου» (J. G. R. αὐτ. 7, σ. 424). Ἡ αὕτη ἀντίληψις κρατεῖ καὶ εἰς τοὺς συριακοὺς κώδικας· πρβλ. λ. χ. κώδ. Jesu-
bocht τοῦ 8ου αἰῶνος (ἐν E. SACHAU, Syrische Rechtsbücher, 1914, 3) V, XI, § 1, σ. 173, V, III, § 15, σ. 139, V, VII, § 19, σ. 163, κλπ. Βυζαντινὴ δ' ἐπίδρασις ἀντανακλᾷ καὶ εἰς τὸν ἀρμενικὸν κώδικα τοῦ Σεμπάντ (13ου αἰῶνος)· βλ. I. KARST, Sempadscher Kodex, 1, 1905, § 112, καὶ τὰς παρα-
τηρήσεις τοῦ αὐτοῦ ἐν 2, 1905, σ. 238 ἐπ., συσχετίζοντος τὰς ἀρμενικὰς διατάξεις πρὸς τὸ δίκαιον τῆς



Κατὰ τὸν Βλαχικὸν κώδικα (τμ. γ', κεφ. α', § 9) «*ἡ ἔγγραφος συμφωνία τότε ἰσχύει, ὅταν ἀπὸ τοῦς συμφωνητὰς ὑπογραφθῇ καὶ δοθῇ*». Ἐκ πρώτης ὄψεως ἡ διάταξις αὕτη φαίνεται συνηγοροῦσα ἀναμφισβητήτως ὑπὲρ τῆς ἀποδοχῆς τοῦ θεσμοῦ τῆς *traditio cartae* εἰς τὸ ἀρχαιότερον ρουμανικὸν δίκαιον. Τοιαύτη ὅμως συστατικὴ τῆς παραδόσεως τοῦ ὑπογεγραμμένου ἔγγράφου σημασία διὰ τὴν κατάρτισιν τῶν δικαιοπραξιῶν μέγας ἀμφισβητούμενη, ὥς γνωστόν, καὶ εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον, δὲν δύναται, νομίζω, μετὰ βεβαιότητος νὰ ὑποστηριχθῇ ὅτι προκύπτει ἐκ τῶν ρουμανικῶν ἔγγράφων· διότι εἰς τὰ τελευταῖα ταῦτα συχνότατα ἀναφέρεται ὑπὸ τοῦ συντάκτου καὶ ὑπογραφέως τοῦ ἔγγράφου ἡ παράδοσις αὐτοῦ εἰς χεῖρας τοῦ ἀντισυμβαλλομένου ὥς γινομένη ἀπλῶς πρὸς ἀπόδειξιν τῆς καταρτιζομένης συμβάσεως¹. Ἡ τοιαύτη δὲ ἀποδεικτικὴ καὶ μόνον σημασία τῆς

Ἐκλογῆς. Σημειωτέον ἐξ ἄλλου ὅτι καὶ ὁ θεσμὸς τῆς *exceptio non numeratae pecuniae* ἀπαντᾷ καὶ εἰς τὰς μετῖουσινιανεῖους συλλογὰς. Οὕτω λ. χ. Σύνοψις Βασιλικῶν, Α, τίτλ. 39 «*περὶ ἀναργυρίας*», Μικρὰ Σύνοψις, Α, § κγ', Ἀρμενοπ. Ἐξάβ. II. 2 κλπ. Βλ. καὶ τὸ ἡμέτερον Συνταγμάτιον ἐν τίτλ. XXVII «*περὶ ἀναργυρίας*», περὶ οὗ ἐκτενέστερον κατωτέρω. Διὰ τὸ ζήτημα εἰς τοὺς παπύρους βλ. κατωτ.

¹ Βλ. ἔγγραφον τῆς 8 Ἰουν. 1836 ἐν JORGA, *Anciens documents*, ἀριθ. 2, σ. 55 ἐπ., ἕτερον τῆς 24 Μαΐου 1627 (αὐτόθι ἀριθ. 21, σ. 78), τῆς 20 Δεκ. 1820 (αὐτ. ἀριθ. 88, σ. 146), 13 Ἰαν. 1799 (αὐτ. ἀρ. 116, σ. 174), 2 Δεκ. 1784 (αὐτ. 135, σ. 193 ἐπ.), ἰδίως δὲ πωλητήριον (αὐτ. ἀριθ. 148, σ. 209), εἰς τὸ ὁποῖον λέγεται «... *scris - am zapisul meu la mână Sfinției Sale părintului Mitropolitului chiră Varlaam ca să fie de mare credință și de buna mărturie cumă să să știe că* » - *am vândut...*» («... ἔγραψα τὸ ἔγγραφόν μου εἰς χεῖρας τῆς Αὐτοῦ Ἀγιότητος τοῦ Μητροπολίτου » κύρ - Βαρλαάμ ἵνα εἶναι μεγάλης βεβαιότητος καὶ καλῆς μαρτυρίας ὅτι γνωρίζει ὅτι τοῦ ἐπώλησα ...»). Πρβλ. καὶ ἔγγραφα τῆς 18 Ἀπριλ. 1636 (αὐτ. ἀριθ. 149, σ. 212), Αὐγούστου 1646 (ἀριθ. 157, σ. 220) κλπ. Τὸ πρόβλημα τῆς συστατικῆς σημασίας τῆς ἐγχειρίσεως τοῦ ἔγγράφου (*traditio cartae*) ἢ τῆς συντάξεως καὶ ὑπογραφῆς αὐτοῦ (*traditio per cartam*) συζητεῖται εἰσέτι καὶ σήμερον διὰ πάσας τὰς ἱστορικὰς περιόδους τοῦ ἑλληνικοῦ δικαίου. Ἐμπράγματος δύναμις τῆς πράξεως τῆς ἐγχειρίσεως ὑποστηρίζεται τόσον διὰ τοὺς δημοτικούς παπύρους (βλ. SPIEGELBERG - PARTSCH, *Die demotischen Papyri* Hauswaldt, 1913, σ. 21 ἐπ., SETHE - PARTSCH, *Demotische Urkunden zum ägyptischen Bürgerschaftsrecht*, 1920, σ. 597, 1 καὶ 692 ἐπ.), ὅσον καὶ διὰ τὰ ἀρχαῖα βαβυλωνικά ἔγγραφα (βλ. SAN - NICOLÒ, *Die Schlussklauseln der althabylonischen Kauf- und Tauschverträge*, 1922, σ. 126 ἐπ.), ὅχι ὅμως κατ' ἀναμφισβήτητον τρόπον. Ἀλλ' οὔτε καὶ διὰ τὴν ἑλληνιστικὴν καὶ ρωμαϊκὴν Αἴγυπτον δύναται νὰ ὑποστηριχθῇ ὁ θεσμός, διότι ἢ εἰς τινὰς παπύρους ἀπαντῶσα μνεῖα παραδόσεως τοῦ ἔγγράφου εἰς τὸν δικαιოდόχον οὐδὲν ἄλλο σημαίνει, εἰ μὴ τὸν φυσικὸν προορισμὸν παντὸς ἔγγράφου, ὅστις εἶναι νὰ καταλήξῃ εἰς χεῖρας τοῦ δικαιოდόχου καὶ νὰ χρησιμεύσῃ ὡς ἀποδεικτικὸν μέσον τοῦ ἀποκτηθέντος δικαιώματος. Βλ. A. SCHWARZ, *Die öffentliche und private Urkunde im römischen Ägypten*, 1920, σ. 280 ἐπ. Ἡ θεωρία τῆς *traditio cartae* ἀνεπτύχθη ὑπὸ τοῦ H. BRUNNER (*Zur Rechtsgeschichte der römischen und germanischen Urkunde* 1880), ὑποστηρίζαντος ὅτι ὁ γερμανικὸς μεσαιωνικὸς θεσμὸς τῆς πανηγυρικῆς ἐγχειρίσεως τοῦ ἔγγράφου εἰς τὸν δικαιოდόχον (*traditio cartae*) ἔχει τὰς ρίζας του εἰς τὸ ρωμαϊκὸν δίκαιον. Τὴν θεωρίαν ταύτην ἐπέξετεινε βραδύτερον καὶ διὰ τὸ βυζαντινὸν δίκαιον ὁ FR. BRANDILEONE (*La traditio per cartam nel diritto bizantino* ἐν *Studi in onore di V. Scialoja* 1, 1905, σ. 5 ἐπ., καὶ *Scritti di storia del diritto privato italiano*, 2, 1931, σ. 13 ἐπ.). Τὴν ὀρθότητα ὅμως τῶν συμπερασμάτων αὐτοῦ



παραδόσεως τοῦ ἐγγράφου ἀποτελεῖ σύννηθες φαινόμενον εἰς πάντα τὰ πρωτόγονα δίκαια¹.

Ἐκ τῆς συντόμου ταύτης ἀνασκοπήσεως προέκυψεν ὅτι τόσον εἰς τὸ ἐθιμικόν, ὅσον καὶ εἰς τὸ ἐπίσημον τῶν φαναριωτικῶν κωδίκων ρουμανικὸν δίκαιον παρὰ τὴν ἄτυπον κατάρτισιν ἀναγνωρίζεται καὶ μάλιστα ὑπὸ ἑλληνικὴν ἐπίδρασιν μὲ κυρίαν ἀπέναντι τῆς ἀτύπου σημασίαν ἢ ἐγγράφος σύστασις τῶν δικαιοπραξιῶν². Εἰδικῶς τὸ Συνταγμάτιον τοῦ Ὑψηλάντη ἐλαχίστας ἐνοχικὰς σχέσεις πραγματεύεται εἰς τοὺς τίτλους του. Οὕτω τὰ περὶ ἀγοραπωλησίας ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὰ περὶ προτιμήσεως ὁριζόμενα, ὡς καὶ διατάξεις τινὲς περὶ δανείου, τόκων, ἀναγκυρίας καὶ ἐγγυήσεως εἶναι τὰ μόνα θέματα, τὰ ὅποια ὁ συντάκτης τοῦ κώδικος αὐτοῦ περιέλαβεν ἐκ τῆς ὕλης τοῦ ἐνοχικοῦ δικαίου. Ταῦτα πάντα ἐξετάζομεν εὐθύς κατωτέρω κατὰ σειράν. Ἀλλὰς δέ τινες συμβατικὰς σχέσεις ἐκ τῶν περιουσιακῶν τῶν συζύγων σχέσεων ἐξετάζομεν διὰ συστηματικούς λόγους εἰς τὸ ἐπόμενο κεφάλαιον τοῦ οἰκογενειακοῦ δικαίου.

15. — Κατὰ τὸ ἐθιμικὸν ρουμανικὸν δίκαιον ἢ ἀγοραπωλησία, ὅπως εἰς πάντα τὰ πρωτόγονα δίκαια, ἀλλὰ καὶ εἰς αὐτὸ τὸ μεταγενέστερον βυζαντινόν³, δὲν εἶναι σύμβαισις γεννῶσα ἐκατέρωθεν ὑποχρεώσεις, ἀλλὰ σχέσις μεταβιβαστικῆ τῆς κυριότητος καταρτιζομένη τοῖς μετρητοῖς. Ἐξαιρετικῶς καὶ εἰς τὸ ἐθιμικὸν ρουμανικὸν δίκαιον ἢ ἀγοραπωλησία ἐμφανίζεται ὡς σχέσις πιστωτικῇ· εἰς τὴν περίπτωσιν ὅμως ταύτην, ὡς καὶ ὅταν τυχὸν καταστραφῇ τὸ πωλούμενον πρᾶγμα, αἱ γεννώμεναι ἔννομοι σχέσεις δὲν κρίνονται κατὰ προδιαγεγραμμένους νομικοὺς κανόνας, ἀλλὰ κατὰ τὰς γενικὰς ἀρχὰς τῆς ἐπιεικείας⁴.

ἐκλόνισεν ὁ FERRARI, *I documenti greci medioevali*, σ. 57 ἐπ., 86 ἐπ., καὶ *Formulari notarili* § 35, σ. 72 ἐπ. Βλ. ἤδη καὶ FERRARI, *La donazione nei papiri di Ravenna* (*Studi in onore di S. Riccobono*, 1, 1932, σ. 457 ἐπ.). Περὶ τῆς δι' ἐγγράφου παραδόσεως ἐν τῷ βυζαντινῷ καὶ μεταβυζαντινῷ δικαίῳ θὰ δημοσιεύσωμεν προσεχῶς εἰδικὴν μελέτην.

¹ Ἀποδεικτικὴ νομίζω ἦτο ἡ σημασία τῆς παραδόσεως τοῦ ἐγγράφου τόσον εἰς τὸ ἀρχαῖον βαβυλωνικόν, ὅσον καὶ εἰς τὸ ἑλληνιστικόν δίκαιον τῆς Αἰγύπτου. Πρβλ. τὰς ἐν τῇ προηγουμένῃ σημειώσει παραπομπάς. Ἀνάλογος ἦτο καὶ ἡ σημασία τῆς μεταβιβάσεως τῶν «*προκτήσεων*» ἢ «*προκτητικῶν ἀσφαλειῶν*», γινομένη πρὸς μεῖζονα ἀσφάλειαν τοῦ δικαιοδόχου (συνήθως τοῦ ἀγοραστοῦ), ἀπαντῶσα δὲ συχνότατα καὶ κατὰ τοὺς βυζαντινοὺς χρόνους. Βλ. A. SCHWARZ, ἐνθ' ἄνωτ. σ. 275 ἐπ., 279 ἐπ., P. MEYER, *Juristischer Papyrusbericht* ἐν *Zeits. für vergleich. Rechtswissenschaft* 40, 1923, σ. 279 ἐπ., 285 ἐπ., 291 ἐπ.

² Διὰ τὴν σημασίαν τοῦ ἐγγράφου εἰς τὸ ρουμανικὸν δίκαιον κατὰ τὴν φαναριωτικὴν περίοδον σχετικαὶ εἶναι καὶ αἱ ἐξῆς διατάξεις· ἐκ τοῦ Μολδαβικοῦ κώδικος §§ 1153, 1176, 1177, 1178, 1290, 1339, 1349 κλπ., ἐκ δὲ τοῦ Βλαχικοῦ τμήμα γ', κεφ. α', §§ 7 - 10, κεφ. β', § 13 κλπ. Εἶναι ἀδύνατον νὰ γίνῃ ἐνταῦθα εἰδικωτέρα ἀνάπτυξις τοῦ περιεχομένου αὐτῶν.

³ Οὕτως εἰς ὅλας τὰς μεταγενεστέρas βυζαντινάs πηγὰs ἀπαιτεῖται διὰ τὴν σύστασιν ἀγοραπωλησίας καταβολὴ τοῦ τιμήματος καὶ παράδοσις τοῦ πράγματος. Βλ. Ἐκλογὴ IX. 1, Πρόχ. XIV. 1, Ἐπαναγ. XXIII. 1, Ἐπιτομή XVI. 1, σαφέστερον δ' ἐν *Ecl. Priv. aucta* X. 2-3, *Epanag. aucta* XXI. 1, *Ecloga ad Proch. mutata* XI. 1, *Prochiron auctum* XV. 1, Ἀρμενοπ. Ἐξάβιβλος III. 3. 1.

⁴ J. PERETZ, *Histoire de la vente en droit roumain*, σ. 220.



Ἡ ἀγοραπωλησία τῶν ἀκινήτων διεξήγετο, τηρουμένων πανηγυρικῶν τινῶν διατυπώσεων. Σύνηθες ἦτο λ.χ., ὅπως συναινῇ ὁ ἡγεμὼν διὰ τὴν πώλησιν, διότι ὁ ἡγεμὼν εἶχε τοῦλάχιστον ἐπὶ τῶν διὰ παραχωρήσεών του συνιστωμένων ἰδιωτικῶν ἰδιοκτησιῶν τὸ *dominium eminens*¹. Ἡ ἡγεμονικὴ αὕτη συναίνεσις, παρεχομένη ἐγγράφως, δὲν εἶχεν ἐν τούτοις συστατικὴν διὰ τὴν καταρτιζομένην δικαιοπραξίαν σημασίαν, ἀλλ' ἀπλῶς ἀποδεικτικὴν τοιαύτην ἐξασφαλίζουσα τὸν ἰδιοκτήτην δι' ἐπισήμου τίτλου, βεβαιοῦντος τὸ δικαίωμά του, δεδομένου ὅτι εἰς τὸ περιέχον τὴν συναίνεσιν τοῦ ἡγεμόνος ἐγγράφον ἀνεγράφετο σχεδὸν ἐξ ὁλοκλήρου καὶ ἡ μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν συντελεσθεῖσα δικαιοπραξία².

Τοιαῦται ἡγεμονικαὶ συναινέσεις ἦσαν συνήθεις ἐπὶ μεταβιβάσεων ἀκινήτων, δωρουμένων ὑπ' αὐτοῦ τοῦ ἡγεμόνος. Ἄλλοι τοῦναντίον τύποι ἐτηροῦντο κατὰ τὴν μεταβίβασιν κληρονομικῶν ἀκινήτων τῆς κατηγορίας τῶν *mosie*.

Πράγματι κατὰ τὴν πώλησιν *mosiei* τινὸς ἀπητεῖτο ἡ παρουσία μαρτύρων, γειτόνων ἢ «παλαιῶν καὶ ἀγαθῶν ἀνθρώπων». Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἔσφιγγον τὰς χεῖρας ἀλλήλων καὶ ἔπινον *aldamas* ἀπαγγέλλοντα εὐχάς. Ἦτο δὲ τὸ *aldamas*³ ποτόν, περιέχον οἶνον καὶ ἀπόσταγμα ἐξ αὐτοῦ, ἡ δὲ πόσις του ἦτο εὐρέως διαδεδομένη συνήθεια εἰς τὴν κεντρικὴν Εὐρώπην κατὰ τὸν Μεσαίωνα. Κατὰ τὸ ἔθιμον ὁ ἀγοραστὴς προσέφερεν ἐκ τοῦ ποτοῦ τούτου κατὰ πρῶτον εἰς τὸν πωλητὴν, ὅστις πίνων ἤρχετο εἰς τὸν ἀγοραστήν, ὅπως ἡ ἀγορὰ τοῦ ἀκινήτου ἀποβῇ πρὸς ὄφελος αὐτοῦ τε καὶ τῶν κατιόντων του. Ἐν συνεχείᾳ προσέφερεν ὁ πωλητὴς εἰς τὸν ἀγοραστήν ποτόν, οὗτος δὲ πίνων ἀντηύχετο εἰς τὸν πρῶτον καλὴν τοποθέτησιν τοῦ μετρηθέντος τιμήματος⁴.

Τὰ ἔθιμα ταῦτα διετύπωνον κυρίως ἐγγώριον δίκαιον. Ἄλλως ὅμως εἶχε τὸ πρᾶγμα,

¹ Πρβλ. πλείονα παρὰ PERETZ, αὐτ. σ. 165 ἐπ. καὶ 212 ἐπ., ἐνθα δημοσιεύονται καὶ πολλὰ ἐνδιαφέροντα ἐγγράφα. Βλ. ἰδίως καὶ FOTINO, Contribution κλπ. σ. 158 ἐπ. Ὅμοίως περίπου καὶ εἰς Αἴγυπτον ἢ «βασιλικὴ γῆ». Πρβλ. U. WILCKEN, Grundzüge, I, 1, σ. 272 ἐπ. 288 ἐπ. 310 ἐπ.

² Βλ. FOTINO αὐτ. σ. 159 - 163 σχετικὰ ἐγγράφα. Σημειώτεον ὅτι καὶ εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον ἡ μεταβίβασις τῶν αὐτοκρατορικῶν ἰδιοκτησιῶν ἐγένετο διὰ πράξεων, συνοδευομένων ὑπὸ «ἐγγράφων παραδόσεως» τῶν πρὸς παράδοσιν τῶν ἀκινήτων ἐντεταλμένων ὑπαλλήλων, τηρουμένων πρωτοκόλλων καὶ ἄλλων ἀποδεικτικῶν ἐγγράφων περὶ τῆς γενομένης παραδόσεως καὶ γινομένης καταχωρίσεως αὐτῶν εἰς ἰδικὰ βιβλία. Πρβλ. ἀντὶ ἄλλου P. MARC ἐν Byzant. Zeitschrift 14, 1905, σ. 738, ἐπ. εἰς κρίσιν τοῦ BRANDILEONE, La traditio per cartam, ἐνθ' ἀνωτέρω.

³ Ἐκ τοῦ οὐγγρικοῦ *aldani* = εὐλογεῖν, εὐχεσθαι.

⁴ Ἀνάλογα συμβαίνουν καὶ παρ' ἡμῖν σήμερον. Ὁ ἀγοραστὴς μετρῶν τὸ τίμημα εὐχεται εἰς τὸν πωλητὴν νὰ τοποθετήσῃ αὐτὸ «σὲ καλὴ μεριά». Διὰ τὸ ἐν τῷ κειμένῳ ρουμανικὸν ἔθιμον πρβλ. τὰ ὑπὸ FOTINO, Contribution κλπ. σ. 165, σημ. 87 ἀναφερόμενα ἐγγράφα, ὡς καὶ ἐν JORGA, Anciens documents, ἀριθ. 4 (ἔ. 1628) σ. 59, ἀριθ. 90, σ. 147 ἐπ. (ἔτους 1646 - 1647), ἀριθ. 153, σ. 215 (ἔ. 1601 - 1611) κλπ. Βλ. αὐτόθι καὶ ἀριθ. 3, σ. 57, ἐνθα ὁ λόγος περὶ τῶν *aldamasari*. Ἀξιοσημείωτον ἐξ ἄλλου διὰ τὴν ἰσχὺν τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης, περὶ ἧς βλ. κατωτέρω ἐν κεφ. ε', εἶναι τὸ γεγονός, ὅτι εἰς τὰ ἐγγράφα πωλήσεων τῶν *mosie* ἐνίοτε ὑπογράφουν καὶ τὰ τέκνα τῶν πωλητῶν.

προκειμένου περὶ τῆς ἐσωτερικῆς διασκευῆς τῶν ἐπὶ ἀγοραπωλησιῶν συντασσομένων ρουμανικῶν ἐγγράφων, τὰ ὅποια ἦσαν συντεταγμένα, ἂν ὅχι ὑπὸ τὴν ἄμεσον ἐπίδρασιν, πάντως κατὰ τὸ πρότυπον τῶν βυζαντινῶν ἐγγράφων.

Χαρακτηριστικὴ ἀπὸ τῆς ἀπόψεως ταύτης εἶναι ἡ ὁμοιότης τῶν πρὸς ἐπίρρωσιν τῶν συμφωνηθέντων ἀναγραφομένων ρητρῶν εἰς ρουμανικά καὶ βυζαντινὰ συμβόλαια. Εἰς τὰ τελευταῖα ταῦτα τοιούτου εἴδους ρῆτραι ἔχουν τριπλὴν σημασίαν· εἴτε εἶναι δηλ. ἀπειλητικαὶ ἄρα εἴτε πρόστιμα, καταβαλλόμενα εἰς τὸν ἐκδότην τοῦ ἐγγράφου, τὸ αὐτοκρατορικὸν βεστιάριον ἢ τὸ δημόσιον, ἢ καὶ τέλος εἶναι ρῆτραι, ἐξασφαλίζουσαι κατὰ πάσης μελλούσης διεκδικήσεως¹. Καὶ αἱ τρεῖς αὐταὶ κατηγορίαι ρητρῶν ἀπαντῶσι καὶ εἰς τὰ ρουμανικά ἐγγράφα. Εἰδικώτερον ἄξια σημειώσεως εἶναι τὰ ἀκόλουθα.

Αἱ ἀπειλητικαὶ ἄρα εἶναι συνήθεις εἰς τὰ βυζαντινὰ συμβόλαια, ἀναγράφονται δὲ διὰ τὴν περίπτωσιν ἀθετήσεως τῆς ἐκπληρώσεως τῶν συμφωνηθεισῶν ὑποχρεώσεων. Οὕτω συνηθέστατα γίνεται ἐπὶ κλήσις τῶν ἀρῶν τῶν «*τριακοσίων δεκαοκτὼ θεοφόρων πατέρων*» τῆς ἐν Νικαίᾳ Οἰκουμενικῆς συνόδου, ὁρίζεται ὅτι ἡ «*μερὶς*» τοῦ ἀθετήσαντος τὰς ὑποχρεώσεις του συμβαλλομένου «*μετὰ τοῦ προδότου Ἰούδα καταλογισθήσεται*», οὐχὶ δὲ σπανίως γράφεται καὶ ὅτι ὁ τοιοῦτος «*τοῦ Γιεζῆ τὴν λέπραν περιβαλεῖται ὡς ἱμάτιον*»². Εἶναι χαρακτηριστικὸν τὸ γεγονός, ὅτι ἀνάλογοι ἄρα αὐτολεξεῖ σχεδὸν ἐπαναλαμβάνονται καὶ εἰς τὰ ρουμανικά πωλητήρια ἢ ἄλλα ἐγγράφα³. Δὲν προκύπτει ἄρα γε ἐξ αὐτοῦ καὶ μόνου ἀριδῆλως ὅτι μεταξὺ βυζαντινῶν καὶ ρουμανικῶν ἐγγράφων ὑπάρχει ἐσωτερικὴ τις συνάφεια; οὕτως ἐγγράφα τῆς 2 Ὀκτ. 1467, 25 Ἰανουαρ. 1471, τοῦ 1627 κλπ. ἅπαντα μνημονευόμενα ἐν PERETZ, *Histoire de la vente*, σ. 203 ἐπ. Ἀλλαχοῦ (ἐγγράφον 11 Σεπτεμβρ. 1577, αὐτ. σ. 206) συναινοῦν οἱ ἀδελφοποιοὶ (= *frați de cruce*). Διὰ τὰς μεταγενεστέρας περιόδους βλ. PERETZ αὐτ. σ. 238 ἐπ.

¹ Λ. γ. «*ἀνήκουστον*», τ. ἔ. νὰ μὴ εἰσακούεται ὁ ἐνάγων ὑφ' οἰουδήποτε δικαστηρίου. Πρβλ. K. ZACHARIAE, *Beiträge zur Geschichte des byzantinischen Urkundenwesens*, ἐν *Byzantinische Zeitschrift* 2, 1893, σ. 182 ἐπ.

² Πρβλ. MIKLOSICH - MÜLLER, 4, σ. 164 (ἐγγράφον ἔτους 1272), ὡς καὶ ἄφθονα ἄλλα ἐγγράφα ἐν τῇ αὐτῇ συλλογῇ. Ἐπίσης FR. TRINCHERA, *Syllabus graecarum membranarum* κλπ. Napoli 1865, ἀριθ. 100 σ. 131 (ἔτους 1127), ἀριθ. 103, σ. 135 (ἔ. 1129), ἀριθ. 119, σ. 158 (ἔ. 1138), ἀρ. 124, σ. 165 (ἔ. 1141), ἀριθ. 125, σ. 166 (ἔ. 1141), ἀριθ. 128, σ. 169 (ἔ. 1141), ἀριθ. 223, σ. 291 (ἔ. 1187), ἀρ. 238, σ. 321 (ἔ. 1194), ἀριθ. 259, σ. 352 (ἔ. 1204), ἀρ. 24, σ. 26 (ἔ. 1032), ἀριθ. 186, σ. 245 (ἔ. 1175), ἀριθ. 6, σ. 518 (ἔ. 1181), ἀριθ. 8, σ. 6 (ἔ. 981) κλπ. Βλ. ἐπίσης F. USPENSKIJ - V. BENEŠEVIČ, *Actes de Vazélon*, ἀριθ. 71, σ. 43 (ἔ. 1283), ἀριθ. 8, σ. 4 (ἔ. 1435), ἀριθ. 76, σ. 45 (ἔ. 1275), ἀριθ. 144, σ. 107 (ἔ. 1434), ἀριθ. 152, σ. 110 (ἔ. 1440), ἀριθ. 166, σ. 116 (15^{ου} αἰῶνος), ἀριθ. 187 (ἔ. 1704) κλπ., ὡς καὶ τὰ παρὰ G. FERRARI, *I documenti greci medioevali* σ. 36 ἀναφερόμενα.

³ Πρβλ. JORGA, *Anciens documents*, ἀριθ. 2, σ. 55 ἐπ. (ἔ. 1836): «... să fie sup blestemul sfinților părinți de la Nichiea...», ἀριθ. 4, σ. 59 ἐπ. (ἔ. 1628): «... să fiă proclit și anătima 318 otețū...», ἀριθ. 91, σ. 148 ἐπ. «... Iar cine să va scula peste zapis nostru să fie proclit de 318 otețū iie vā Nichei...», ἀριθ. 66, σ. 126 (ἔ. 1428) κλπ. Βλ. καὶ PERETZ, *Histoire de la vente* σ. 221 ἐπ., σ. 250 ἐπ. καὶ FOTINO, *Contribution* σ. 168, ἐνθα συχνότατα ἐπαναλαμβάνεται ἡ συνήθης ἀρὰ τῶν 318 ἁγίων πατέρων.



Τὴν συνάφειαν ταύτην θεωροῦμεν ἐπιρρωννυμένην καὶ ἐκ τοῦ γεγονότος, ὅτι πλὴν τῶν ἀπειλητικῶν ἀρῶν καὶ ἄλλαι ρήτραι, περιλαμβανόμεναι εἰς τὰ ρουμανικὰ ἔγγραφα, εἶναι συντεταγμέναι ἐπίσης κατὰ τὸ πρότυπον τῶν βυζαντινῶν ἔγγράφων.

Οὕτως ἀνάλογοι πρὸς τὴν ρήτραν τῆς «βεβαιώσεως» ἢ «μὴ ἐπελεύσεσθαι» τῶν ἑλληνικῶν παπύρων καὶ βυζαντινῶν ἔγγράφων¹ ἀπαντῶσι καὶ εἰς ρουμανικὰ ἔγγραφα, εἰς τὰ ὅποια ὁ μεταβιβάζων δέχεται νὰ μὴ εἰσακουσθῇ πλέον ὑπὸ τῶν δικαστηρίων, ἂν ποτε καταφύγῃ εἰς αὐτὰ διεκδικῶν². Πλὴν ὅμως αὐτῶν καὶ αἱ περὶ προστίμων συμφωνίαι τῶν ρουμανικῶν πωλητηρίων διατυποῦνται κατὰ τὰ βυζαντινὰ πρότυπα³.

Ἐπειδὴ δὲν εἶναι δυνατόν νὰ γίνῃ ἐνταῦθα μακροτέρα ἀνάλυσις τῆς σχέσεως τοῦ ρουμανικοῦ πρὸς τὸ βυζαντινὸν ἔγγραφο, περιοριζόμεθα μόνον νὰ προσθέσωμεν βραχέα τινὰ εἰς τὰ λεχθέντα, ἵνα καὶ ἄλλως καταδειχθῇ ἡ καθ' ἡμᾶς ἀναμφισβήτητος συγγένεια τῆς ἐσωτερικῆς διασκευῆς τῶν ἔγγράφων τούτων.

Εἰς τὸ ρουμανικὸν μεταβιβαστικὸν ἔγγραφο⁴ μετὰ τὸ σημεῖον τοῦ σταυροῦ⁵ ἀκολουθεῖ συνήθως μὲν ἡ ἐπὶ κλησίς τοῦ θείου⁶, ὅπωςδὴποτε ὅμως πάντοτε κατὰ τὸ πρότυπον τῶν βυζαντινῶν ἔγγράφων ἡ περιγραφὴ τῶν συμβαλλομένων μερῶν. Ἡ περιγραφὴ αὐτῶν γίνεται συχνάκις ὁμοῦ μετὰ τῆς ἀναγραφῆς τῆς ρήτρας «μὴ ἐπελεύσεσθαι», ὡς καὶ τῆς περιγραφῆς τοῦ πωλουμένου πράγματος, ἐνίοτε δὲ καὶ μετὰ τῆς ρήτρας τῆς παραδόσεως τοῦ ἔγγράφου εἰς χεῖρας τοῦ ἀγοραστοῦ⁷, ἥτις δύναται εἰς πολλὰς σκέψεις νὰ

¹ Λ. χ. «... μὴ παρεμποδιζόμενος παρὰ τινος προσώπου τὸ σύνολον, μήτε μὴν ἐξερευνώμενος ἢ πολυπραγμονούμενος οὐ παρ' ἡμῶν αὐτῶν ἢ ἐτέρου τινὸς τῶν ἀπὸ τοῦ μέρους ἡμῶν...» βλ. ΣΑΘΑ, Μεσαιωνικὴ Βιβλιοθήκη, 6, σ. ρί' ἐπ.), ἢ «καὶ μηδαμῶς ἀπὸ τοῦ νῦν... ἀνατραπῆναι... οὐ παρ' ἡμῶν αὐτῶν τῶν ἀπεμπολούντων, οὐ παρ' ἐτέρου οἰουδήτινος προσώπου συγγενικοῦ ἢ καὶ ἀλλοτριῶν τὸ σύνολον τιθέμεθα...» (MIKLOSICH - MÜLLER, Acta κλπ. 4, σ. 77, ἔτους 1732). Πρβλ. καὶ USPENSKIJ - BENEŠEVIČ, Actes de Vazélon, ἀριθ. 48, σ. 24 (ἔ. 1349), ἀριθ. 39, σ. 18 (ἔ. 1264), TRINCHERA, Syllabus ἀριθ. 302, σ. 430 (ἔ. 1266), ὡς καὶ ἄλλα ἔγγραφα, ἐνθα ὑπόσχεσις «μετὰ καθολικοῦ δεφενσίωνος».

² «... Iar sculându - să vre unii din neamurile mele cu pără sau giudecată asupra nepotului meu Vasile peste danie me, or la ce giudecata s'ar tãmpla. să nu li să ție în samă...» (Καὶ ἂν τις ἐκ τῶν συγγενῶν μου ἤθελεν ἀμφισβήτησιν δικαστικῶς τὴν δωρεάν μου πρὸς τὸν ἀνηψιόν μου Βασίλειον, νὰ μὴ εἰσακούεται, οἰουδήποτε καὶ ἂν εἶναι βαθμοῦ τὸ δικαστήριον) γράφεται ἐν JORGA, Documents ἀριθ. 51, σ. 109 (ἔ. 1818). Βλ. καὶ ἀριθ. 74, σ. 134 (ἔ. 1667), 91, σ. 148 (IZ' αἰῶνος) κλπ.

³ Πρβλ. JORGA, ἐνθ' ἂν. ἀριθ. 3, σ. 57 καὶ G. FERRARI, I documenti greci medioevali σ. 98 ἐπ.

⁴ Πρβλ. τὸν βυζαντινὸν τύπον τοῦ μεταβιβαστικοῦ ἔγγράφου ἐν MIKLOSICH - MÜLLER Acta κλπ. 4, σ. 77 ἔτους 1232, ἐπίσης FERRARI, I documenti greci σ. 56, ὡς καὶ αὐτόθι σ. 42 ἐπ., 27, 44, 46 τοὺς τέσσαρας τύπους πωλήσεως (τοὺς ὁποίους ὁ E. RABEL ἐν Zeitschrift d. Sav. Stift., R. A. 31, 1910, σ. 472 ἐπ. θεωρεῖ κατ' οὐσίαν τρεῖς).

⁵ Λ. χ. ἐν JORGA, Anciens documents, ἀριθ. 89 (ἔ. 1644), σ. 147 ἐπ., ἀριθ. 90 (ἔ. 1646), ἀρ. 194, σ. 247 ἐπ. (ἔ. 1643) κλπ.

⁶ Λ. χ. ἐν JORGA, ἐνθ' ἂνωτ. ἀριθ. 194, σ. 247 (ἔ. 1643).

⁷ Πρβλ. τὰ ἐν JORGA, αὐτ. ἀναφερόμενα ἔγγραφα, ἀριθ. 86, σ. 144 ἐπ. καὶ ἰδίᾳ 88, σ. 146.

ἐμβάλη διὰ τὴν παραδοχὴν τῆς *traditio cartae* μετ' ἀποδεικτικῆς σημασίας εἰς τὸ δίκαιον τῶν παραδουναβίων χωρῶν¹. Μνημονεύεται περαιτέρω τὸ τίμημα καὶ ἡ καταβολὴ αὐτοῦ, ὅχι ὅμως πάντοτε καὶ ἡ παράδοσις τοῦ πωλουμένου πράγματος, ἡ ὁποία εἰς τὰς ἀγοραπωλησίας τοῖς μετρητοῖς φαίνεται ὅτι συγχέεται μετὰ τῆς ρήτηρας τῆς «κυριότητος»². Ἀκολουθεῖ συνήθως ἡ «βεβαίωσις», ἡ ἀναγραφὴ τῶν προστίμων καὶ ἡ μνεία περὶ τοῦ ὅτι πάντες οἱ παρόντες, συμβαλλόμενοι τε καὶ μὴ, ὑπέγραψαν³. Ἐν τέλει ἔπονται κατὰ κανόνα ἡ χρονολογία ἀπὸ κτίσεως κόσμου καὶ τὸ ὄνομα τοῦ γραφέως, ἡ ὅλη δὲ προᾶξις συμπληροῦται διὰ τῶν ὑπογραφῶν τῶν συμβαλλομένων καὶ τῶν μαρτύρων, τιθεμένων συχνότατα ἀναμίζ⁴.

Δὲν εἶναι δυνατόν, νομίζω, σοβαρῶς νὰ ἀμφισβητηθῇ ὅτι ἡ τοιαύτη διασκευὴ τῶν ρουμανικῶν πωλητηρίων ἐγγράφων ἐλάχιστα ἀπέχει τοῦ τύπου τῶν βυζαντινῶν συμβολαίων ἀγοραπωλησίας. Ἡ ἐπίδρασις ὅμως τῶν τελευταίων τούτων ἐπὶ τὴν διαμόρφωσιν τῶν πρώτων οὐδόλως θὰ ἠδύνατο νὰ ὑποστηριχθῇ ἐκ τῆς ἀπλῆς πρὸς ἄλληλα ὁμοιότητος αὐτῶν, ἂν κατὰ τὰ λεχθέντα ἡ χρησιμοποίησις αὐτολεξεῖ σχεδὸν ἐκφράσεων βυζαντινῶν δὲν συνηγόρει ὑπὲρ τῆς ἀπόψεως, ὅτι τὰ βυζαντινὰ πωλητήρια ἀπετέλεσαν τὸ πρότυπον τῶν ρουμανικῶν συμβολαίων ἀγοραπωλησίας.

Τὴν ἄποψιν ταύτην μετὰ πεποιθήσεως ὑποστηρίζομεν, ὅπως ὠσαύτως φρονοῦμεν ὅτι καὶ τὸ κείμενον τῶν σχετικῶν διατάξεων τῶν φαναριωτικῶν κωδίκων γίνεται ἐπίσης κατὰ βυζαντινὴν διατύπωσιν.

Πράγματι εἰς τὸ ἐνδιαφέρον ἐνταῦθα Συνταγμάτιον τοῦ Ὑψηλάντη, ἐν τῷ ὁποίῳ «... dat am adevărat și încredințat zăpisul nostru la mână dumisale Gavril...» ἡ ἀριθ. 90, σ. 147: «... și mărturisim cu aceasta al nostru zăpis la mână lui Dumitru Fărămiță... ca să fie de mare credință la mână lui...».

¹ Πρβλ. σχετικῶς ἀνωτ. σ. 70, σημ. 1.

² Οὕτως ἐν JORGA, αὐτ. ἀριθ. 87, σ. 145 ἔτους 1641 μετὰ τὴν μνείαν τοῦ τιμήματος γράφεται «... ca să - i fie dumisale de la noi dreaptă ocină și moșie și cumpărătură, cu tot venitul, nerușuit nici dănaora în veaci...», ἀκολουθεῖ δὲ ἡ μνεία τῆς καταβολῆς τοῦ τιμήματος. «... Și ni - au plătit dumnealui tot deplin cât mai sus scriem, bani gata galbeni...». Πρβλ. αὐτ. καὶ ἀριθ. 91, σ. 148 ἐπ. (17^{ου} αἰῶνος), ἀριθ. 92, σ. 150 ἐπ., ἀριθ. 112, σ. 170 (ἔ. 1701), ἀριθ. 116, σ. 174, (ἔ. 1799) κλπ.

³ JORGA, αὐτ. ἀριθ. 87, σ. 145 (ἔ. 1641). «... Și pre mai mare credință noi toți ne - am pus peceteile și iscălituri într'acesta zăpis, să fie de mărturie...». Πρβλ. αὐτ. καὶ ἀριθ. 89, σ. 147 (ἔ. 1644), ἀριθ. 90, σ. 147 ἐπ. (ἔ. 1646), ἀριθ. 91, σ. 148 (17^{ου} αἰῶνος), ἐνθα λέγεται ὅτι πρὸς πίστῳσιν τῶν γραφέντων ἐτέθησαν τὰ ἀποτυπώματα τῶν δακτύλων. Βλ. καὶ ἀριθ. 92, σ. 150 κλπ.

⁴ Ὁ ἀριθμὸς τῶν μαρτύρων δὲν εἶναι σταθερός. Τὸ τοιοῦτον εὐστόχως νομίζω δύναται νὰ σχετισθῇ πρὸς τὰ εἰς τὰ Κοπτικὰ ἐγγράφα ἰσχύοντα, εἰς τὰ ὁποῖα ἐπίσης ὁ ἀριθμὸς τῶν μαρτύρων ποικίλλει. Οὕτως ἀποδεικνύεται ὅτι οἱ μάρτυρες δὲν ἦσαν ἀναγκαῖοι διὰ τὴν κατάρτισιν τῆς δικαιοπραξίας, ἀλλὰ προσελαμβάνοντο, ἵνα ὡς αὐτόπται μαρτυρήσωσι περὶ τῆς καταρτίσεως αὐτῆς ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως εἰς τὸ μέλλον. Πρβλ. A. A. SCHILLER, Koptisches Recht ἐν Kritische Vierteljahrschrift für Gesetzgebung und Recht, 25, 1932, σ. 260 καὶ τὰς αὐτόθι παραπομπάς, ὡς καὶ Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Ἱστορία τοῦ ἐλληνικοῦ δικαίου μέχρι τοῦ 1821, σ. 49.



τὸ πρῶτον ἐν Ρουμανίᾳ ἐξετέθησαν αἱ ἀναγκαῖαι προϋποθέσεις διὰ τὴν κατάρτισιν τῆς συμβάσεως τῆς πωλήσεως, αἱ σχετικαὶ διατάξεις, περιληφθεῖσαι εἰς τὸν περὶ προτιμῆσεως XXXII τίτλον καὶ δὴ κυρίως εἰς τὰς §§ β', ια', ιβ' καὶ ιδ' αὐτοῦ, καθιστῶσι πρόδηλον τὴν βυζαντινὴν καὶ μεταβυζαντινὴν ἐπιρροήν¹.

Τὸ Συνταγμάτιον ἀπαιτεῖ διὰ τὴν ἀσφάλειαν τῶν ἀγοραπωλησιῶν καὶ χάριν παραφυλακῆς τῶν ὄρων τῆς προτιμῆσεως τὴν «ἐμφάνισιν» τοῦ πωλητηρίου συμβολαίου ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου τοῦ τόπου, τοῦ «κριτηρίου», καὶ τὴν ὑπὸ τῶν δικαστῶν ἐξέτασιν τῶν τίτλων ἰδιοκτησίας καὶ πωλήσεως. Τὸ δικαστήριον κέκτηται τὸ δικαίωμα, ὅπως διατάξῃ ὁροθέτησιν καὶ καταμέτρησιν τοῦ πωλουμένου κτήματος, μόνον δὲ μετὰ τὴν ἔκδοσιν τῆς ὁριστικῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως εἶναι δυνατὴ ἡ πώλησις. Χάριν τηρήσεως τῶν περὶ προτιμῆσεως ὁρισμένων ἐπιβάλλεται ἐξ ἄλλου ἐν § β' τοῦ αὐτοῦ τίτλου ἡ ἐπικύρωσις τοῦ ἤδη ὑπὸ τῶν δικαιουμένων εἰς προτίμησιν προσυπογραφέντος πωλητηρίου ὑπ' αὐτοῦ τοῦ ἡγεμόνος. Μετὰ δὲ τὴν βεβαίωσιν καὶ τήρησιν πάντων τῶν ἀσφαλιστικῶν ὄρων ἀκολουθεῖ ἡ καταγραφή «εἰς τοὺς κώδικας, ὅπου ἐξ αἰτίας χασίματος ὁμολογιῶν ἢ προσποιήσεως χασίματος νὰ μὴν ἀκολουθοῦν κατόπι διαφοραί». Τὴν καταχώρισιν ταύτην τὸ Συνταγμάτιον ἐπιβάλλει μὲν διὰ πᾶσαν μέλλουσαν πώλησιν ἀκινήτων καὶ κινητῶν πραγμάτων, συνιστᾷ δὲ διὰ πᾶσαν προγενεστέραν. Αὐτὸς δὲ ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου περιγράφει ἐν § ιβ' τοὺς κώδικας ὡς ἐξῆς. «Οἱ δὲ κώδικες αὐτοὶ νὰ εἶναι ξεχωριστοὶ καὶ νὰ φυλάττωνται πάντοτε εἰς τὴν μητρόπολιν καὶ ἐπισκοπάς, μὲ βοῦλλαν καὶ ὑπογραφὴν τοῦ «μητροπολίτου καὶ τῶν ἐπισκόπων, διὰ νὰ μὴ μένῃ ὑποψία ἀλλαγῆς καὶ δόλου».

Ἡ καταχώρισις τῶν μεταβιβαστικῶν συμβολαίων εἰς ἰδίους κώδικας εἶναι μακρὸν πρόβλημα εἰς τὴν ἱστορίαν τοῦ ἑλληνικοῦ καὶ βυζαντινοῦ δικαίου. Ἀνεξαρτήτως τῆς εἰς τοὺς ἑλληνικοὺς παπύρους ἀπαντώσης «καταγραφῆς»² ἡ κατὰ τοὺς βυζαντινοὺς χρόνους τήρησις κωδίκων, ἐν οἷς ἐνεγράφοντο αἱ μεταβιβάσεις, φαίνεται προβληματικὴ· διότι ἡ εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον ἀπαντῶσα παράδοσις τῶν τίτλων ὑπὸ τοῦ πωλητοῦ εἰς τὸν ἀγοραστήν «πρὸς ἀσφάλειαν»³ νομίζω ὅτι καθίστα περὶ τὴν τήρησιν πρωτοκόλλου ἢ κώδι-

¹ Διὰ τὴν ἐρμηνείαν τῶν διατάξεων αὐτῶν πρβλ. I. PERETZ, Histoire de la vente σ. 257, ἐνθα καὶ ἔγγραφα, ἐκδοθέντα καθ' ὃν χρόνον ἴσχυε τὸ Συνταγμάτιον.

² Τὸ πρόβλημα τῆς καταγραφῆς ἐξετάζω εἰς ἄλλην ἀνέκδοτον εἰσέτι μελέτην μου, ἀφορῶσαν γενικῶς εἰς τὴν δι' ἐγγράφου μεταβίβασιν τῆς κυριότητος ἐν τῷ βυζαντινῷ δικαίῳ. Ἐν γένει διὰ τὰς καταχωρίσεις μέχρι τῶν χρόνων τοῦ Διοκλήτιανου βλ. A. DÉLÉAGE, Les cadastres antiques jusqu'à Dioclétien, ἐν Études de papyrologie 2, 1934, σ. 73 ἐπ. Εἰδικῶς περὶ καταγραφῆς βλ. νεωστὶ E. RABEL, Katagraphe ἐν Zeitschrift der Savigny-Stiftung, 54, 1934, σ. 189 ἐπ. καὶ τὴν αὐτόθι παλαιότεραν βιβλιογραφίαν.

³ Τοιαύτη παράδοσις τῶν «προκτητικῶν ἀσφαλειῶν» ἢ τῶν «προκτήσεων» ἀπαντᾷ καὶ ἐν Αἰγύπτῳ τόσον εἰς τοὺς δημοτικοὺς παπύρους, ὅσον καὶ εἰς τοὺς Ἑλληνικοὺς τοιούτους. Πρβλ. ἐπὶ τούτων πηγὰς καὶ βιβλιογραφίαν ἐν A. SCHWARZ, Die öffentliche und private Urkunde σ. 285 ἐπ. καὶ ΤΟΥ ΑΥΤΟΥ, Hypothek und Hypallagma, σ. 13 σημ. 3, σ. 16 σημ. 2.

κος μεταβιβάσεων. Διὰ τοῦτο μᾶλλον πιστεύω ὅτι τὸ βυζαντινὸν δίκαιον ἠγγνόησε γενικῶς τὴν καταχώρισιν τῶν ιδιωτικῶν συμφωνιῶν μεταβιβάσεως, ἐγνώρισε δὲ ἀπλῶς τὰς εἰδικὰς «καταστρώσεις» εἰς τὰ καθωρισμένα «πρόσφορα σεκρέτα» (τοῦ «στρατιωτικοῦ λογοθέτου», τῆς «σακέλλης» κλπ.) τῶν περιεχόντων παραχωρήσεις γαιῶν αὐτοκρατορικῶν χρυσοβούλων, σιγυλλίων κλπ.¹

Κατὰ τὴν ἐποχὴν τῆς Τουρκοκρατίας φαίνεται ἐπελθοῦσα μεταβολή τις. Ἡ τήρησις δημοσίων βιβλίων ἦτο ἤδη ἐπὶ Τουρκοκρατίας ἐν χρήσει εἰς ἑλληνικὰς τινὰς νήσους, οἷον τὴν Ὑδραν, Νάξον, Μύκονον κλπ.² Εἰς τὰ βιβλία ταῦτα ἐνεγράφοντο πᾶσαι αἱ μεταβιβάσεις, ἵνα ἰσχύσουν καὶ ἔναντι τῶν τρίτων. Τοιαῦται δὲ καταχωρίσεις ἦσαν καὶ ἀλλαχοῦ γνωσταί³.

Πράγματι μετὰ τῆς διατηρήσεως εὐρείας δικαιοδοσίας τῶν ἐκκλησιαστικῶν δικαστηρίων καὶ μετὰ τῆς ἀναπτυχθείσης ἀρμοδιότητος τῶν τοπικῶν ἀρχῶν, προεστῶν καὶ δημογερόντων, εἰς ὑποθέσεις ἐκουσίας δικαιοδοσίας καὶ τέλος μετὰ τῆς ἐνιαχοῦ (λ.χ. ἐν Πελοποννήσῳ) ἰσχυούσης ἀρμοδιότητος τοῦ Τούρκου «καδῆ» κατὰ τὴν συνομολόγησιν ἀγοραπωλησιῶν ἀκινήτων⁴ συνεδέετο καὶ ἡ τήρησις δημοσίων βιβλίων εἰς τὰς μητροπόλεις ἢ τὰ «κριτήρια» καὶ τὰς «καγγελαρίας».

Πρὸς τὸ σύστημα αὐτό, ὅπως τοῦτο ἴσχυσεν εἰς τὴν τουρκοκρατουμένην περιοχὴν τοῦ ἄλλοτε βυζαντινοῦ κράτους, συνδέονται αἱ περὶ κωδίκων διατάξεις τοῦ Συνταγματίου τοῦ Ὑψηλάντη, οἱ ὁποῖαι εἶχον ταμιευτικὴν τὴν δικαιολογίαν⁵. Ἡ τοιαύτη ταμιευτικὴ ἄποψις νομίζω ὅτι ἀναμφισβητήτως προκύπτει κατ' ἀντιδιαστολὴν ἐκ σαφοῦς διατάξεως τοῦ Συνταγματίου (XXXII, § ιβ'), καθ' ἣν «ἀπὸ τὰ τοιαῦτα νὰ μὴ ζητῶνται ἀπὸ κανένα» ἄσπρα πολλὰ ἢ ὀλίγα ἢ ζετζουνγιάλα, ἀλλὰ μόνον ἐν ὀλίγον τι διὰ τὸν καταγράφοντα εἰς «τὸν κώδικα τὰ τοιαῦτα γράμματα καὶ ὁμολογίας». Ἐν ἄλλαις λέξεσι δηλαδὴ ὁ ἀγαθὸς

¹ Πρβλ. Νεαράς καὶ ἄλλας πηγὰς, μνημονευομένας ὑπὸ FERRARI, I documenti greci medioevali, σ. 86, σημ. 4. Ὅρα καὶ DRUFFEL, Papyrologische Studien zum byzantinischen Urkundenwesen, σ. 48 ἐπ. καὶ τὴν αὐτόθι βιβλιογραφίαν περὶ τῶν gesta ἐν Αἰγύπτῳ.

² Ἀντὶ ἄλλου βλ. GEIB, Darstellung des Rechtszustandes in Griechenland während der türkischen Herrschaft und bis zur Ankunft des Königs Otto I. Heidelberg 1835, σ. 35 ἐπ.

³ Οὕτως ἐν Καλάμαις. MAURER, Das griechische Volk, 1, σ. 316, ΧΡΥΣΑΝΘΟΠΟΥΛΟΥ, Συλλογὴ ἐθίμων κλπ., σ. 123, ΖΕΠΩΝ Συλλογὴ ἐν J. G. R. 8, σ. 459, ἀριθ. 9. Πρβλ. καὶ διὰ τὴν Νάξον τὰ ἔγγραφα ἔθιμα ταύτης τοῦ 1810 ἐν J. G. R. αὐτόθι σ. 538 ἐπ. § λθ' καὶ σ. 541 § νβ'. Βλ. ἐπὶ πᾶσι HEIMBACH Griechisch - römisches Recht ἐν J. Ersch - J. Gruber, Encyklopädie σ. 37 καὶ 40, Ν. Γ. ΜΟΣΧΟΒΑΚΗ, Τὸ ἐν Ἑλλάδι δημόσιον δίκαιον ἐπὶ Τουρκοκρατίας, σ. 59, σημ. 1 καὶ τὴν ἐν σ. 67 σημειουμένην βιβλιογραφίαν.

⁴ Πρβλ. λεπτομερέστερον ΜΟΣΧΟΒΑΚΗ, ἐνθ. ἄνωτ. σ. 89, 92 ἐπ. 116. Εἰδικῶς διὰ τὴν Χίον Γ. Ι. ΖΟΛΩΤΑ, Ἱστορία τῆς Χίου, 3, 1926, σ. 80-81.

⁵ Διὰ τὴν ταμιευτικὴν ἄποψιν καὶ θεμελίωσιν τοῦ τουρκικοῦ κτηματολογίου βλ. μεταξὺ ἄλλων καὶ ΤΣΟΠΟΤΟΥ, Γῆ καὶ γεωργοί, σ. 71 ἐπ., ἰδίᾳ σ. 73 καὶ τοὺς αὐτόθι παρατεμπομένους. Πρβλ. καὶ Ν. ΕΛΕΥΘΕΡΙΑΔΟΥ, Ἡ ἀκίνητος ἰδιοκτησία ἐν Τουρκίᾳ, σ. 55 ἐπ.



νομοθέτης ἔσχε τὴν πρόνοιαν νὰ περιορίσῃ τὸ κακὸν τῆς φορολογικῆς συντριβῆς τῶν συναλλασσομένων κατὰ τὰς πωλήσεις ὑπηκόων του.

Ἡ § 18' τοῦ αὐτοῦ τίτλου XXXII τοῦ Συνταγματίου πραγματεύεται περὶ τῆς διὰ δημοσίου πλειστηριασμοῦ ἐκποίησεως τοῦ ἀκινήτου τοῦ ὑπερχρέου ὀφειλέτου ἢ ἐν περιπτώσει διανομῆς καὶ διαφωνιῶν μεταξὺ τῶν συγκυρίων ἢ ὅταν «ἐπὶ ἰσχυρᾷ τι καὶ δικαίᾳ αἰτίᾳ ἀπὸ τοῦ ἰδίου αὐθεντικοῦ διβανίου ἀποφασισθῇ». Εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν ὑπονοεῖται ἴσως τὸ δυνατόν τῆς ἀναγκαστικῆς ἀπαλλοτριώσεως.

Ἀναλυτικὰς διατάξεις περὶ τοῦ τρόπου, καθ' ὃν ἐγίνετο ἡ διὰ δημοσίου πλειστηριασμοῦ ἐκποίησις, περιέλαβεν ὁ Μολδαβικὸς κώδιξ εἰς ἴδιον τμήμα ἐν παραρτήματι ὑπὸ τὸν τίτλον «περὶ διαπράσεως δημοσίας, ἥτοι μεζατίου, κατὰ τὴν τοπικὴν συνήθειαν». Ἐνδιαφέρον εἶναι νὰ σημειωθῇ ὅτι ἐν τῷ τμήματι τούτῳ διατυπῶνται (§ 10) ἀρχαὶ προστασίας τῆς καλοπίστου ἀποκτήσεως πράγματος παρὰ μὴ κυρίου¹. Ἀξιοσημεῖωτον δ' ὡσαύτως εἶναι ὅτι ὁ τρόπος ἐκπλειστηριάσεως εἶναι ἐπανάληψις τουρκικῆς διαδικασίας ἐν χρήσει ἰδίᾳ ἐν Κωνσταντινουπόλει².

Εἰς ἰδιαίτερον τίτλον (XXXIII) καὶ ὑπὸ τὴν ἀνακριβῆ ἐπιγραφὴν «περὶ πώλησεως ἐκκλήτου»³ ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου περιγράφει τὰ στοιχεῖα τῆς ἀκύρωτος καταρτιζομένης ἀγοραπωλησίας. Ἀναφέρει δὲ ἐκεῖ ὅτι αἱ πωλήσεις δὲν ἔχουσι κῦρος γινόμεναι ὑπὸ ἀνηλίκου (κατωτέρω τῶν 25 ἐτῶν) καὶ ἄνευ ἐπιτρόπου ἢ ὑπὸ «μεμνηνὸτος καὶ μὴ καθεστηκυίας φρονήσεως» ἢ ὑπὸ τὴν πίεσιν βίας ἢ ἀπειλῆς ἐκ μέρους τοῦ ἀγοραστοῦ ἢ ὁσάκις ὑπάρχει ἀπάτη «εἰς τὴν ὁμωνυμίαν τοῦ πωλουμένου» ἢ δόλος «εἰς τὴν ὕλην τοῦ πωλουμένου». Αἱ διατάξεις αὗται, αἵτινες, καίτοι εἰδικῶς ἀναγράφονται διὰ τὴν πώλησιν, ἀφορῶσιν ὅμως προφανῶς πᾶσαν δικαιοπραξίαν, ἐπαναλαμβάνουσι βυζαντινὸν δίκαιον, εἰς τὸ ὁποῖον ρητῶς ἀναφέρεται καὶ αὐτὸς ὁ συντάκτης τῶν γράφων «ἐπειδὴ ὁ νόμος λέγει, ὅτι τὰ κατὰ ἀπάτην γινόμενα οὐκ ἔρρωται . . .», ἐννοῶν δὲ προφανῶς δι' αὐτοῦ τὸ βυζαντινορρωμαϊκὸν δίκαιον. Ἡ ἐπίδρασις τοῦ τελευταίου τούτου εἶναι ἀναμφισβήτητος καὶ ὡς πρὸς τὸ καθοριζόμενον ὅριον τῆς ἀνηλικιότητος τῶν εἰκοσιπέντε ἐτῶν, τὸ ὁποῖον ἐπαναλαμβάνεται καὶ εἰς τοὺς δύο τελευταίους φαναριωτικὸς κώδικας, τὸν Μολδαβικὸν καὶ τὸν Βλαχικόν⁴.

Τὸ εἰς τοὺς κώδικας τούτους διατετυπωμένον δίκαιον τῆς ἀγοραπωλησίας εἶναι ἐν τῷ συνόλῳ τοῦ βυζαντινῆς ὡσαύτως προελεύσεως. Καὶ ὁ μὲν Μολδαβικὸς κώδιξ ἐπανα-

¹ Βλ. τὸ κείμενον ἐν ΖΕΠΩΝ, J. G. R. 8, σ. 251 ἐπ.

² Τὴν τουρκικὴν προέλευσιν τῶν διατάξεων αὐτῶν τοῦ Παραρτήματος τοῦ Μολδαβικοῦ κώδικος μαρτυρεῖ προσέτι καὶ ἡ τουρκικὴ καταγωγὴ τοῦ χρησιμοποιουμένου ὅρου «μεζάτι» (mezat). Διὰ τὴν τουρκικὴν καταγωγὴν βλ. σχετικὸν μολδαβικὸν ἔγγραφον ἐν JORGA, Anciens documents, ἀριθ. 326, σ. 393 (τῆς 6 Ὀκτ. 1784), περὶ οὗ γράφει ὁ ἴδιος, αὐτ. σ. 36 ἐπ.

³ Οὕτως εἰς τὸ ἐλληνικὸν κείμενον. Ἀντιθέτως εἰς τὸ ρουμανικὸν ἡ ἐπιγραφὴ γράφεται ὁρθῶς «Pentru vânzarea cea fără de temei».

⁴ Μολδαβ. κώδ. § 33, γ', Βλαχικὸς τμ. α', κεφ. γ', § 1. Πρβλ. καὶ Πανδ. 4. 4. 1 (Βασ. 10. 4. 1).

λαμβάνει ἐν §§ 1410-1465 συμπληρωμένας μὲ τὸ περὶ προτιμήσεως δίκαιον καὶ μέτινας φραστικὰς παραλλαγὰς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 1053-1089 τοῦ αὐστριακοῦ κώδικος, ὅστις, ὥς γνωστόν, διετύπωσε ρωμαϊκὸν δίκαιον εἰς τὰς διατάξεις του¹, ὃ δὲ Βλαχικὸς (τμ. γ', κεφ. β') διατυποῖ ὡσαύτως ρωμαϊκοβυζαντινὸν δίκαιον, ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν δὲ τῶν διατάξεων τοῦ Συνταγματίου καὶ ἐντόπιον δημῶδες δίκαιον, τὸ ὁποῖον, ὅπως ἀπεδείχθη, συμπίπτει ἐν πολλοῖς πρὸς τὸ μεταγενέστερον δημῶδες βυζαντινὸν δίκαιον.

Περὶ τῶν διατάξεων τῶν δύο τούτων κωδίκων δὲν εἶναι δυνατόν νὰ γίνῃ ἐνταῦθα ἐκτενέστερος λόγος, ἄξιον ὅμως σημειώσεως εἶναι ὅτι τόσον εἰς αὐτούς, ὅσον καὶ εἰς τὸ Συνταγματίον, ἡ σύμβασις τῆς ἀγοραπωλησίας συζητεῖται ὁμοῦ μετὰ τοῦ ἐμπραγμάτου θεσμοῦ τῆς προτιμήσεως, ὃν καὶ ἡμεῖς ἔνεκα τοῦ λόγου τούτου ἐξετάζομεν εὐθὺς κατωτέρω.

16.— Ὁ θεσμὸς τῆς προτιμήσεως², γνωστὸς καὶ εἰς τὰς ἀνατολικὰς ἐπαρχίας τοῦ ρωμαϊκοῦ κράτους³, διεμορφώθη ὀριστικῶς τὸ πρῶτον κατὰ τοὺς βυζαντινοὺς χρόνους διὰ τῆς ἐν ἔτει 922 ἐκδόσεως ὑπὸ τοῦ Ρωμανοῦ τῆς περιφήμου «περὶ ἐκποιήσεως κτημάτων, καὶ προτιμήσεως συγγενῶν καὶ κοινωνῶν καὶ ἀναμειγμένων καὶ συμπαρακειμένων ὁμοτελῶν καὶ συναπτῶς ἡνωμένων καὶ τῶν νοσούντων ὁμοτελῶν χωρίων καὶ ἀγριδίων, καὶ κωλύσεως δυνατῶν προσώπων, καὶ ἐκποιήσεως κτημάτων» νεαρᾶς⁴. Διὰ τῆς νεαρᾶς ταύτης τὸ δικαίωμα τῆς προτιμήσεως περιεβλήθη ἐμπράγματον δύναμιν καὶ παρεσχέθη εἰς ὁρισμένας μὴ ἀπολύτως σαφεῖς κατηγορίας προσώπων⁵, οὕτω δὲ διαμορ-

¹ Διὰ τὴν ἄμεσον ἐπίδρασιν τοῦ ρωμαϊκοῦ δίκαιου διατυπώσαντος αὐστριακοῦ κώδικος ἐπὶ τοῦ μολδαβικοῦ τοῦ 1817 βλ. C. D. TRIANTAPHYLLOPOULOS, Sur les sources du code Callimaque, ἐν *Revista Istorică Română*, 1, 1931 σ. 32 ἐπ. καὶ ἰδίως σ. 39 ἐπ.

² Τὰ ἐν τῇ παραγράφῳ ταύτῃ γραφόμενα περὶ τοῦ θεσμοῦ τῆς προτιμήσεως εἶναι κατὰ τὸ πλεῖστον ἐπανάληψις συμπερασμάτων ἄλλης μου μελέτης, δημοσιευθείσης ἐν τοῖς «*Μνημοσύνοις Παππούλια*» (ἐκδ. ὑπὸ Π. Βάλληνδα) 1935, σ. 291 ἐπ. ὑπὸ τὸν τίτλον «*Τινὰ περὶ βυζαντινῆς προτιμήσεως κατὰ τὸ δίκαιον τῶν παραδουναβίων χωρῶν*», εἰς ἣν καὶ παραπέμπω διὰ πλείονας σχετικὰς λεπτομερείας.

³ Πρβλ. δικαίωμα προτιμήσεως ὑπὲρ τοῦ προκατόχου τοῦ ἀκινήτου καὶ τῶν τέκνων του, ἀναφερόμενον ἐν παπύροις τῆς ρωμαϊκῆς ἐν Αἰγύπτῳ περιόδου, ἐν ROSTOWZEW, Studien zur Geschichte des römischen Kolonates, σ. 19 ἐπ., 34 ἐπ., 144 ἐπ., 175. Γενικῶς διὰ τὴν βυζαντινὴν Αἴγυπτον U. WILCKEN, Grundzüge der Papyruskunde, 1, 1, σ. 319 ἐπ. Δικαίωμα ὑπὲρ τοῦ γείτονος καθιεροῦ καὶ ὁ BGU 830, περὶ οὗ ὁ LEWALD ἐν Zeitschrift der Savigny-Stiftung, 32, 1911, σ. 481 ἐπ. Ἐπίσης εἰς τὸν Συριακὸν κώδικα Jesubocht τοῦ Η' αἰῶνος οἱ συγγενεῖς τοῦ ἀποθανόντος κέκτηνται δικαίωμα προτιμήσεως ἐπὶ τῆς κληρονομικῆς ἀκινήτου περιουσίας, τῆς καταλειφθείσης τῇ συζύγῳ του, ἐν ἣ περιπτώσει αὕτη ἐκποίησις ταύτην ἢ ἔλθῃ εἰς δεύτερον γάμον (κώδιξ Jesubocht, IV, I § 5 m, V, VI § 9^a καὶ XI, § 6 ἐν ED. SACHAU, Syrische Rechtsbücher, 3, σ. 105, 153, 175).

⁴ ZACHARIAE V. LINGENTHAL, J. G. R. 3, σ. 234, = ΖΕΠΩΝ, J. G. R. 1, σ. 198 ἐπ.

⁵ Ἑρμηνείαν τῶν διατάξεων τῆς Νεαρᾶς βλ. μεταξὺ ἄλλων εἰς τὴν ὥραϊαν μελέτην τοῦ G. PLATON, Observations sur le droit de προτιμήσεως en droit byzantin 1906, ὡς καὶ τὰς ἐν Π. ΖΕΠΟΥ, Τινὰ περὶ βυζαντινῆς προτιμήσεως κλπ. ἐν «*Μνημοσύνοις Παππούλια*», σ. 291 ἐπ. παραπομπάς.



φωθὲν διευπλώθη καὶ εἰς τὰς πλείστας μεταγενεστέρας βυζαντινὰς νομοθετικὰς συλλογὰς¹.

Ἐκ τῶν νομοθετικῶν τούτων συλλογῶν ἐμφαίνεται ὅτι ὁ θεσμός εἰσεχώρησε καὶ εἰς τὸ δίκαιον τῶν παραδουναβίων χωρῶν, ἔνθα κατ' ἀρχὰς μὲν ἀνεγνωρίσθη κατ' ἔθιμον², βραδύτερον δὲ ἐπὶ Φαναριωτῶν ἡγεμόνων ἴσχυσε καὶ ὡς νομοθετικὸς κανὼν.

Ὅντως τὸ πρῶτον σχετικὸν πρὸς τὴν προτίμησιν νομοθέτημα ὑπῆρξε χρυσόβουλλον τοῦ Ἀλεξάνδρου Ὑψηλάντη, ἐκδοθὲν ἐν Βλαχία τῷ 1775, τοῦ ὁποῖου αἱ διατάξεις ἐπανελήφθησαν εἰς τὸ ὑπὸ τοῦ αὐτοῦ ἡγεμόνος μετὰ πέντε ἔτη δημοσιευθὲν *Συνταγμάτιον*³. Τὸ γεγονὸς τῆς ὑπὸ φαναριώτου ἡγεμόνος τὸ πρῶτον ρυθμίσεως ἐν Ρουμανίᾳ τοῦ κατ' ἐξοχὴν βυζαντινοῦ θεσμοῦ τῆς προτιμύσεως δὲν εἶναι βεβαίως ἄνευ σημασίας, τὴν ἄμεσον ὁμῶς καταγωγὴν τῆς ρουμανικῆς ἐκ τῆς βυζαντινῆς προτιμύσεως ἀποδεικνύει ἡ παραβολὴ τοῦ περιεχομένου τῶν σχετικῶν διατάξεων.

Ἡ σειρὰ τῶν καλουμένων μετὰ τοῦ δικαιώματος τῆς προτιμύσεως προσώπων, τὸ ἀντικείμενον τοῦ δικαιώματος αὐτοῦ, ἡ φύσις καὶ ἡ ἔκτασις του εἰς τὸ *Συνταγμάτιον* ἐνθυμίζουν ὥντως χαρακτηριστικῶς διατάξεις κατὰ τὸ πλεῖστον τῆς βυζαντινῆς νομοθεσίας, ἐνίοτε δὲ καὶ κανόνας τοῦ ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν τῆς τελευταίας ταύτης διαμορφωθέντος νεωτέρου ἑλληνικοῦ δικαίου τῶν ἐθίμων.

Οὕτως ὡς πρὸς τὴν σειρὰν τῶν προτιμωμένων προσώπων ἡ κλῆσις αὐτῶν γίνεται εἰς τὸ *Συνταγμάτιον* (XXXII § α'), ὅπως περίπου καὶ κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Νεαρᾶς τοῦ Ρωμανοῦ. Κατὰ τὴν τελευταίαν ταύτην καλοῦνται πρῶτοι «οἱ ἀναμῖξ συγκείμενοι συγγενεῖς», εἶτα «οἱ οὕτως συμπεπλεγμένοι κοινωνοί», τρίτοι «οἱ μόνον ἀναμεμιγμένοι, εἰ καὶ

¹ Οὕτω λ.χ. Prochiron auctum, XL, 92, Μιχαήλ, Ἀτταλειώτου, Ποίημα Νομικὸν Παράρτ. 1. 10, (ἐν ΖΕΠΩΝ, J. G. R. 7, σ. 324 καὶ 492). Ἀρμενοπούλου Ἐξάβιβλος III, 3. 103 ἐπ. (ἐκδ. Heimbach, σ. 372 ἐπ.). Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ θεσμοῦ βλ. Πείραν Εὐσταθίου Ρωμαίου, τίτλ. L (ΖΕΠΩΝ, J. G. R., 4, σ. 210) καὶ ἀποφάνσεις τοῦ Ἀρχιεπισκόπου πάσης Βουλγαρίας Χωματιανοῦ (ἐν J. B. PITRA, Analecta sacra et classica Spicilegio Solesmensi parata, 6, 1891, MB', σ. 185 ἐπ. καὶ OA', σ. 307 ἐπ. κλπ. = I. καὶ II. ΖΕΠΟΥ, Jus Graecoromanum, 7, σ. 512, 525 ὑπὸ VII, XII). Ἐν τῷ ρωμαϊκῷ δικαίῳ ὁ θεσμός τῆς προτιμύσεως ἐκέκτητο ἐνοχικὴν ἀπλῶς δύναμιν. Οὕτως ἐν Π. 19. 1. 21. 5, Π. 45. 1. 122, 3, Π. 42, 5. 16, Π. 2. 14. 60. K. 4. 66. 3, K. 10. 19. 8, K. 11. 54. 1, K. 11. 56. 1 καὶ K. 4. 38. 14. Βλ. καὶ Βασ. 55. 5. 1, Σύνοψ. Βασιλ. Π. XXXV.

² Ἀρκετὰ παλαιότερα ρουμανικὰ ἔγγραφα καθιεροῦσι τὸν θεσμόν τῆς προτιμύσεως κατὰ βυζαντινὸν πρότυπον, μολονότι οὐδεμία ἀκόμη διάταξις εἶχεν ἐπιβάλῃ αὐτόν. Οὕτως ἔγγραφα τῆς 23 Ἰουν. 1689, 6 Μαρτίου 1739, τοῦ 1742 καὶ πλεῖστα ἄλλα μνημονευόμενα ἐν G. FOTINO, Contribution κλπ. σ. 84 ἐπ., N. JORGA, Anciens documents, ἀριθ. 17, σ. 74, ἀριθ. 25, σ. 82 ἐπ., Studi și docum. 6, ἀριθ. 474, σ. 268 κλπ., περὶ ὧν πάντων βλ. τὴν ἀνωτέρω μνημονευθεῖσαν μελέτην μου εἰς *Μνημόσυνα Παππούλια*, σ. 291 ἐπ.

³ Τὸ ρουμανικὸν κείμενον τοῦ χρυσοβούλλου τοῦ 1775, συνταχθέντος ἑλληνιστὶ καὶ ρουμανιστί, ἐξεδόθη ἐν URECHIĂ, Memoriu κλπ. σ. 79 ἐπ., I. PERETZ, Curs de istoria dreptului român, 4, σ. 323 ἐπ., ȘT. BERECHEȚ, Hrisoave legislative din sec. XVIII-lea, Iași 1930, σ. 31 ἐπ., καὶ ΤΟΥ ΑΥΤΟΥ, Izvoarele κλπ. σ. 448 ἐπ., ἔνθα καὶ διὰ τὸ ἑλληνικὸν κείμενον πληροφοροίαι. Τὸ *Συνταγμάτιον* περιέλαβε δέκα καὶ πέντε παραγράφους ἐν τίτλῳ XXXII αὐτοῦ («περὶ προτιμύσεως»).

ξένοι πάντη τῷ ἐκχωροῦντι τυγχάνοιεν», τέταρτοι, «οἱ συμπαρακείμενοι ὁμοτελεῖς» καὶ τελευταῖοι πέμπτοι «οἱ ἀπλῶς ἐν τινι μέρει συναπιῶς ἠνωμένοι»¹. Εἰς τὴν σειρὰν ταύτην ἀντιστοιχεῖ ἡ ἐν τῷ Συνταγματίῳ (XXXII § α') κλήσις α') τῶν «συγγενῶν ὅπου ἔχουν μετοχὴν εἰς τὸ μοῦλκι ἢ ὅπου συνορίζονται», εἶτα β') «τῶν πλησιεστέρων συγγενῶν», μετ' αὐτοὺς δὲ γ') ἐκείνων, ὅπου ἔχουν καμίαν μετοχὴν εἰς τὸ μοῦλκι, εἰ καὶ μὴ συγγενεῖς», εἶτα δ') «τῶν γειτόνων» καὶ «ἐγκατοίκων λακουϊτόρων», ε') τῶν «συντελεστών» καὶ τελευταίων ς') «ἐκείνων ὅπου πλησιάζουν εἰς τὸ μοῦλκι ἀπὸ κανένα μέρος»².

Παραβάλλων τις τὰς τάξεις ταύτας δὲν εἶναι δυνατόν νὰ μὴ παρατηρήσῃ εὐθὺς ἕξ ἀρχῆς ὅτι εἰς ἀμφοτέρω τὰ νομοθετήματα ταῦτα ἡ «συγγένεια» καὶ ἡ «ἀναμιγῇ» καθορίζουσι τὸ δικαίωμα τῆς προτιμήσεως. Καὶ ἡ μὲν συγγένεια εἶναι ἀρχή, ἥτις θὰ ἦτο ἐνδεχομένως δυνατόν νὰ ὑποστηριχθῇ ὡς ἔλκουσα τὴν καταγωγὴν ἐκ τοῦ ἀρχαίου ρουμανικοῦ ἐθιμικοῦ δικαίου, κατὰ τὸ ὅποιον ἡ ἰσχὺς τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης ἐπέβαλλεν, ὅπως πᾶς τρίτος κάτοχος γονικῆς περιουσίας θεωρεῖται ὑπὸ τῶν συγγενῶν ὡς σφετεριστῆς (acolisitor)³. Ἡ «ἀναμιγῇ» ὅμως τῶν ἀκινήτων, ἡ καὶ «συμπλοκεία» ἀποκαλουμένη, τ. ἔ. ἡ τοπικὴ καὶ οἰκονομικὴ συνάφεια αὐτῶν, εἶναι ἀρχὴ καθαρῶς βυζαντινῆς προελεύσεως συνδεομένη πρὸς τὸν ἐπίσης βυζαντινὸν θεσμόν τῆς «ἐπιβολῆς»⁴. Θεμελιουμένη κατ' ἀκολουθίαν ἡ σειρὰ τῆς κλήσεως τῶν προτιμωμένων ἐπὶ τῶν ἀρχῶν τῆς συγγενείας καὶ τῆς ἀναμιγῆς τῶν ἀκινήτων δυσκόλως, νομίζω, δύναται νὰ ὑποστηριχθῇ ὅτι δὲν συνδέεται καὶ δὴ ἀμέσως πρὸς τὴν περὶ προτιμήσεως σχετικὴν βυζαντινὴν νομοθεσίαν. Τὴν ἀποψιν δὲ ταύτην ἀσφαλῶς ἐπιρρωννύει κατὰ τὴν ἡμετέραν τοῦλάχιστον γνώμην καὶ τὸ γεγονός, ὅτι εἰς τὸ Συνταγματίον μεταξὺ τῶν καλουμένων ἀπαντῶσι καὶ οἱ «συντελεσταί, ἧτοι ἐκεῖ-

¹ Οὕτω ZACHARIÆ VON LINGENTHAL, Geschichte des griechisch-römischen Rechts, 1892, σ. 239 ἐπ. Πρβλ. ὅμως καὶ G. PLATON, Observations sur le droit de προτίμησις, ἐνθ. ἀνωτ. σ. 8 ἐπ.

² Τελευταίαν τάξιν ὁρίζει ἡ § η' τοῦ αὐτοῦ τίτλου τοὺς δανειστάς τοῦ ἐκποιοῦντος τὸ ἀκίνητον καὶ μεταξὺ αὐτῶν τὸν ἔχοντα λαμβάνειν τὸ μεγαλύτερον ποσὸν χρημάτων. Προφανῶς δὲν πρόκειται περὶ δικαιώματος προτιμήσεως, ἀλλ' ἐν ἐλλείψει ρυθμίσεως τοῦ θερμοῦ τῆς ὑποθήκης πρόκειται περὶ δικαιώματος ἐμπραγμάτου ἀσφαλείας. Σημειωτέον ὅτι ἀνάλογον δικαίωμα καθιεροῦται καὶ ἐν τῷ κώδικι τοῦ Andronaki Donici (τίτλ. Περὶ προτιμήσεως § 1), ὅχι ὅμως καὶ εἰς τοὺς τελειότερους τελευταίους φαναριωτικὸς κώδικας, τὸν Βλαχικὸν καὶ Μολδαβικόν. Πρβλ. P. NEGULESCU, op. cit. σ. 183.

³ JORGA, Anciens documents, ἀριθ. 19, σ. 77 (ἔ. 1794).

⁴ Περὶ τῆς «ἀναμιγῆς» ἐν γένει βλ. G. PLATON, ἐνθ. ἀνωτ. σ. 17 ἐπ. Διὰ τὴν σχέσιν τῆς ἀναμιγῆς, γενικώτερον δὲ τῆς προτιμήσεως πρὸς τὴν ἐπιβολὴν βλ. ZACHARIÆ VON LINGENTHAL, Geschichte κλπ., σ. 236 ἐπ. FR. DÖLGER, Beiträge zur Geschichte der byzantinischen Finanzverwaltung σ. 131, G. OSTROGORSKY, Die ländliche Steuergemeinde des byzantinischen Reiches im X. Jahrhundert (ἐκ Vierteljahrschrift für Sozial-und Wirtschaftsgeschichte, 20, 1927, σ. 347 ἐπ., ἰδίως σ. 378 ἐπ.). Διὰ τὴν ἐπιβίωσιν τῆς ἐπιβολῆς βλ. νεωστὶ FR. DÖLGER, Das Fortbestehen der ἐπιβολὴ in mittel-und spätbyzant. Zeit (ἀνατύπωσις ἐκ Studi in memoria di A. Albertoni, 2, 1934).



»νοι μὲ τοὺς ὁποίους μαζῇ (ὁ ἐκποιῶν) πληρώνει τὸ δόσιμόν του ἢ εἰς τὸ αὐτὸ χωρίον ἢ εἰς τὸν αὐτὸν μαχαλέν», οἱ ὅποιοι δὲν εἶναι ἄλλοι ἢ οἱ «ὁμοτελεῖς» τοῦ βυζαντινοῦ φορολογικοῦ συστήματος¹.

Δὲν εἶναι ὅμως μόνον ἡ σειρὰ τῶν εἰς προτίμησιν καλουμένων προσώπων, ἥτις εἰς τὸ Συνταγμάτιον ἀποδίδει βυζαντινὰς ἐννοίας. Τὸ ἀντικείμενον ἐπίσης τοῦ δικαιώματος τῆς προτιμήσεως περιορίζεται κατὰ κανόνα ἐπὶ ἀκινήτων πραγμάτων εἰς τὸ Συνταγμάτιον (XXXII, § α'), ὡς ἄλλως τε ἐπίσης καὶ εἰς τὸν Βλαχικὸν κώδικα (τμ. γ', κεφ. β' § 7 ἐπ.)². Λέγομεν δὲ κατὰ κανόνα, διότι ἀμφότεροι οὗτοι οἱ κώδικες ἐγνώρισαν ἐξαιρετικῶς προτίμησιν καὶ ἐπὶ κινητῶν, π.χ. ἐπὶ τῶν πωλουμένων δούλων³, καὶ τοῦτο κατ' ἐξαίρεσιν τῶν ἐν τῷ βυζαντινῷ δικαίῳ διατεταγμένων, συμφώνως πρὸς τὰ ὁποῖα μόνον ἐπὶ ἀκινήτων ἴσχυε προτίμησις.

Ἐξ ἄλλου, ἡ βυζαντινὴ ἀρχή, καθ' ἣν ἀδιάφορον ἦτο, ἂν τὰ πωλούμενα ἀκίνητα προήρχοντο ἐξ οἰκογενειακῆς ἢ ἀκινήτου ἰδιοκτησίας⁴, φαίνεται ὅτι ἐπεκράτει ὅχι μόνον εἰς τοὺς φαναριωτικὸς κώδικας, ἀλλὰ καὶ εἰς τὸ ἐγγώριον ἐθιμικὸν ρουμανικὸν δίκαιον⁵. Τέλος καὶ ἡ παρατήρησις, ὅτι τόσον ἡ βυζαντινὴ, ὅσον καὶ ἡ ρουμανικὴ προτίμησις δὲν ἴσχυε μόνον ἐπὶ πωλήσεων, ἀλλ' ἐνίοτε καὶ ἐπὶ ἄλλων δικαιοπραξιῶν⁶, ἀποδεικνύει τὴν

¹ Ἐν τίτλ. XXXII, § ιγ' τοῦ Συνταγματίου καθιεροῦται ἐξ ἄλλου δικαίωμα προτιμήσεως ὑπὲρ τοῦ προκατόχου τοῦ κτήματος, οἷον παρείχετο καὶ εἰς τὴν ρωμαϊκὴν καὶ βυζαντινὴν Αἴγυπτον. Πρβλ. τὰς ἀνωτ. σ. 79, σημ. 3 παραπομπάς. Προτίμησιν ἀφορᾷ καὶ ἡ § θ' τοῦ «περὶ κατζίβελων» τίτλου XXXVI, περιλαμβάνουσα εἰδικὰς τινὰς διατάξεις, ἰσχυούσας κατὰ τὴν πώλησιν τῶν δούλων. Πλείονα ἐπὶ τοῦ θέματος βλ. εἰς τὴν μνησθεῖσαν ἤδη μελέτην μου, τὴν δημοσιευθεῖσαν ἐν «Μνημοσύνοις Παππούλια», σ. 291 ἐπ., ἔνθα διέλαβον καὶ περὶ τοῦ ἐλληνικοῦ ἐθιμικοῦ δικαίου, ὡς καὶ περὶ τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν προτίμησιν διατάξεων τῶν δύο τελευταίων φαναριωτικῶν κωδίκων, τοῦ Μολδαβικοῦ καὶ τοῦ Βλαχικοῦ.

² Οὕτω καὶ ὁ Μολδαβικὸς κώδιξ (§ 1437), ὅστις ὅμως ἀπέκλεισε τὴν προτίμησιν ἐπὶ πραγμάτων δημοσίως ἐκπλειστηριαζομένων (παράρτημα περὶ μεζατίου § 4)· σχετικὰς διατάξεις ὄρα καὶ ἐν Συνταγματίῳ XXXII, § ιδ'. Σημειωτέον ὅτι ὁ Μολδαβικὸς κώδιξ θεωρεῖ ἐμπράγματον τὸ δικαίωμα τῆς προτιμήσεως ρητῶς μόνον ἐπὶ ἀκινήτων (§ 1445), ἄρα ἐνοχικὸν ἀπλῶς δικαίωμα καθιεροῦται ἐπὶ προτιμήσεως κινητῶν (§ 1447). Τὸ Συνταγμάτιον καθιεροῖ ἐμπράγματον τὸ δικαίωμα τῆς προτιμήσεως ἐπὶ ἀκινήτων ἐν XXXII, § θ' καὶ § ι', ἔνθα ἀπαγγέλλονται καὶ ποινὰι κατὰ τὴν ἐκτίμησιν τοῦ «κριτηρίου» ἐναντίον τοῦ δολίως ἀγοράσαντος ἢ πωλήσαντος ἐν γνώσει ὅτι παραβαίνει τὸ δίκαιον τῆς προτιμήσεως.

³ Συνταγμ. XXXVI, § θ', Βλαχ. κώδ. τμ. γ', κεφ. β', § 10. Πρβλ. καὶ σχετικὰ ἔγγραφα ἐν JORGA, Studi și doc. 16, σ. 317, G. FOTINO, Contribution, σ. 124, P. NEGULESCU, Studii de istoria dreptului român, Βουκ. 1900, σ. 188 ἐπ.

⁴ Ἡ Νεαρά τοῦ Ρωμανοῦ ε. 922 ὥριζε τάδε· «εἴ τινες τυχόν ὡς ἀπὸ συγγενείας διηρημένως ἢ ἀδικοῦτως ἢ ὡς ἐκ κοινῆς ἀγορασίας ἢ ἄλλης τοιοῦτοτρόπου κτήσεως....»

⁵ Βλ. G. FOTINO, Contribution, σ. 132 ἐπ.

⁶ Εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον συνηθέστερον βεβαίως ἡσκειτο ἡ προτίμησις ἐπὶ πωλήσεων, οὐχ ἥττον αὐτὴ ἡ Νεαρά τοῦ Ρωμανοῦ (κεφ. α') προέβλεπε καὶ ἄλλας περιπτώσεις, ἥτοι «ἐμφύτευσιν» ἢ

στενήν τῶν δύο θεσμῶν σχέσιν καὶ μαρτυρεῖ ἐπίσης περὶ τῆς ἀμέσου καταγωγῆς τῆς δευτέρας ἐκ τῆς πρώτης.

Κατὰ ταῦτα ὁ ρουμανικὸς θεσμὸς τῆς προτιμήσεως, ὅστις καὶ εἰς αὐτὰ τὰ ρουμανικὰ ἔγγραφα ἀποδίδεται διὰ τοῦ ἑλληνικοῦ ὅρου «protimesis»¹, δύναται μετὰ βεβαιότητος νὰ ὑποστηριχθῇ ὅτι κατάγεται ἀμέσως ἐκ τοῦ ὁμωνύμου βυζαντινοῦ θεσμοῦ. Αἱ δέκα καὶ πέντε ἐν τούτοις παράγραφοι τοῦ περὶ προτιμήσεως τίτλου τοῦ Συνταγματίου δὲν ἀποδίδουσι πᾶσαι πάντοτε βυζαντινόν, ἀλλ' ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν τῶν ἐγχωρίων σχέσεων διατυπῶσιν ἐνίοτε καὶ ἐθιμικὸν ρουμανικὸν δίκαιον. Οὕτω πλὴν τῆς ρηθείσης ἤδη προτιμήσεως ἐπὶ πωλήσεως δούλων (κατζίβελων, τίτλ. XXXVI, § θ') καὶ ἡ διάταξις τῆς § ιε' τοῦ XXXII (περὶ προτιμήσεως) τίτλου ἀσχολεῖται περὶ ἐγχώριον ὡσαύτως δίκαιον, ὅταν δικαίωμα προτιμήσεως καθιεροῖ ὑπερ τῶν «βλάχων», τῶν κατοικούντων εἰς τι «μοναστηριακόν» ἢ «ἀρχοντικόν» ἢ «πτωχικόν» ἀκίνητον, ὡσάκις πωλεῖται τὸ ἐξ αὐτοῦ εἰσόδημα (βενίτον)².

Αἱ λοιπαὶ διατάξεις τοῦ περὶ προτιμήσεως τίτλου τοῦ Συνταγματίου ἀναφέρονται εἰς τὴν περαιτέρω λειτουργίαν τοῦ θεσμοῦ. Οὕτω κατὰ τὴν § β' αἱ πωλήσεις τῶν ἀκινήτων δέον χάριν τηρήσεως τοῦ δικαίου τῆς προτιμήσεως νὰ γίνωνται εἰς πόλεις ἢ κωμοπόλεις ἐπικυρούμεναι καὶ ὑπὸ τοῦ ἡγεμόνος, ὡς ἤδη ἐλέχθη³, τὸ δὲ καταρτιζόμενον πωλητήριον * ἔγγραφον πρέπει (§ ια') νὰ προσυπογράφουν πάντες οἱ εἰς προτίμησιν δικαιούμενοι. Αἱ §§ γ', δ', ε', ς', ζ', ιγ' ἐξ ἄλλου περιλαμβάνουσι διατάξεις, καθορίζουσας τὸν χρόνον καὶ τὰς προθεσμίας ἀσκήσεως τοῦ δικαιώματος τῆς προτιμήσεως, αἵτινες, δεδομένης τῆς διαφορᾶς τῶν βιοτικῶν ὅρων, δὲν συμπίπτουσι κατ' ἀνάγκην πρὸς τὰ εἰς τὰς βυζαντινὰς συλλογὰς ὀριζόμενα. Σημειωτέον δὲ ὅτι εἰς τὰς διατάξεις ταύτας προβλέπονται καὶ καθορίζονται αἱ προθεσμιαί ἀσκήσεως τοῦ δικαιώματος καὶ τῶν εἰς προτίμησιν δικαιουμένων ἐξορίστων, αἰχμαλώτων, ἀνηλίκων κλπ.

17.— Ἐκτεταμένως σχετικῶς πρὸς ἄλλα θέματα διατάξεις περιέλαβε τὸ Συνταγματίον, προκειμένου περὶ τῆς συμβάσεως τοῦ δανείου καὶ τῶν συναφῶν πρὸς ταύτην θεμάτων περὶ τόκων καὶ ἀναγκυρίας. Περὶ τούτων πάντων ὁ συντάκτης τοῦ κώδικος ἐπραγματεύθη εἰς τρεῖς ἰδιαιτέρους τίτλους, ἥτοι εἰς τὸν XXIV περὶ δανείων, εἰς τὸν XXVI περὶ τόκων

«μίσθωσιν», περὶ ὧν βλ. ZACHARIÆ, Geschichte, σ. 245 καὶ TAMASSIA, Il diritto di prelazione e l'espropriazione forzata negli statuti dei comuni italiani, ἐν Archivio Giuridico 35, 1885, σ. 38.

¹ Οὕτω βλ. ἔγγραφα ἐν N. JORGA, Anciens documents, ἀρ. 20, σ. 78 (ἔ. 1797), ἀρ. 28, σ. 85 (ἔ. 1785) κλπ.

² Περὶ τινος ἄλλου ἐγχωρίου ρουμανικοῦ ἐθίμου, καθ' ὃ οἱ προτιμώμενοι συγγενεῖς δύνανται νὰ ἀκυρώσουν τὴν γενομένην ἐκποίησιν καὶ ὅταν ἀκόμη ἐγκύρως οὗτοι προσεκλήθησαν, παρητήθησαν δὲ τοῦ δικαιώματος αὐτῶν καὶ ἐγένετο ἡ πώλησις πρὸς τρίτους, βλ. FOTINO, Contribution σ. 129 ἐπ. καὶ Π. ΖΕΠΟΥ, Τινὰ περὶ βυζαντινῆς προτιμήσεως κατὰ τὸ δίκαιον τῶν παραδουναβίων χωρῶν ἐν «Μνημοσύνοις Παππούλια», σ. 299 ἐπ. καὶ τὰ αὐτόθι ἀναφερόμενα ἔγγραφα, ὡς καὶ παραβολὴν πρὸς τὰ εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον καὶ τὰ μεταγενέστερα ἑλληνικὰ ἐθιμα κρατοῦντα.

³ Ἀνωτέρω σ. 76.



καὶ εἰς τὸν XXVII περὶ ἀναργυρίας, εἰς ἕκαστον τῶν ὁποίων περιέλαβεν ἀναμῖξ καὶ τῶν ἄλλων τὴν ὕλην.

Τὸ δάνειον ὡς σύμβασις ἐπικίνδυνος τόσον διὰ τὸν δανειστήν, τοῦ ὁποίου κινδυνεύουν τὰ καταβληθέντα χρήματα, ὅσον καὶ διὰ τὸν ὀφειλέτην, ὅστις πρέπει νὰ ὑποστῇ τοῦ δανειστοῦ τὰς παντοειδεῖς πιέσεις, κατέχει μέγα μέρος τοῦ ἐν ρουμανικαῖς παροιμίαις διατετυπωμένου δικαίου¹.

Ἐν τῷ Συνταγματίῳ τὸ διατυπούμενον δίκαιον εἶναι ρωμαϊκοβυζαντινὸν ἢ μᾶλλον ἔτι παλαιότερον, ἀνατρέχον μέχρι τῆς ἑλληνιστικῆς περιόδου, δίκαιον. Εἰς τὸ τελευταῖον τοῦτο τὸ ἔγγραφον εἶναι συστατικὸν τοῦ δανείου². κατ' ἀντίθεσιν δηλαδή πρὸς τὸ ρωμαϊκὸν κατὰ τὸ ἑλληνικὸν δίκαιον τὸ δάνειον ἐνσωματοῦται εἰς τὸ ἔγγραφον («συγγραφὴ δανείου»), ὅπερ κτᾶται ἐντελῶς αὐτοτελῇ καὶ ἀνεξάρτητον τῆς causa ἀξίαν³. Οὕτω καταρτιζομένη ἡ σύμβασις τοῦ δανείου ἦτο πρόσφορος, ὅπως καλύψῃ καὶ ἄλλας ἐκ διαφόρων αἰτιῶν συμβάσεις, οἷον διατροφὴν, ὑπόσχεσιν δωρεᾶς κλπ. Τοιαύτην δ' ἀκριβῶς ἔννοϊαν ἔχει καὶ ἡ «ὁμολογία» τοῦ δανείου εἰς τὸ Συνταγμάτιον, ἅτε ἐνσωματοῦσα αὐτὴ τὴν καταρτιζομένην σύμβασιν τοῦ δανείου.

Ἐν τίτλῳ XXIV, § γ' τοῦ Συνταγματίου εἶναι σαφὴς ἡ σημασία, ἣν ὁ συντάκτης του ἀποδίδει εἰς τὴν ἔγγραφον ὁμολογίαν. Οὐδεμίαν ἐμπιστοσύνην ἔχει οὗτος οὔτε εἰς τὰς «χωριστὰς ἀποδείξεις» οὔτε εἰς τὰ «σημειώματα καταστίχων» κλπ. ἐπὶ μερικῆς καταβολῆς τοῦ χρέους, ἀλλὰ θεωρεῖ ταύτην ἀποδεικνυομένην, μόνον ἂν ἐσημειώθῃ «ὀπισθεν τῆς ὁμολογίας», θεωρεῖ δηλαδή μόνον τὴν τοιαύτην ὀπισθογράφειν ὡς ἔγκυρον ἀπόδειξιν τῆς γενομένης καταβολῆς. Χαρακτηριστικὴ δὲ διὰ τὸ ὅλον ζήτημα εἶναι καὶ ἡ διάταξις τῆς § α' τοῦ αὐτοῦ τίτλου· φοβούμενος δηλαδή ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου ὅτι ἡ ἀναγνώρισις τῆς ἀφηρημένης obligatio litterarum θὰ ἐνεῖχε πολλοὺς κινδύνους ἐκ τῆς ἐκδόσεως ἰδίως ἀνωνύμων «συγγραφῶν», αἵτινες θὰ ἐλειτούργουν ὡς τίτλοι εἰς τὸν κομιστήν, ὥρισεν ἐν τῇ εἰρημένῃ παραγράφῳ ὅτι εἰς τὰς ὁμολογίας πρέπει νὰ ἀναγράφηται ρητῶς

¹ Τὸ σχετικὸν ὕλικόν ἔχει συλλέξει ὁ J. PBRETZ, Curs κλπ., 2, 1, 1928, σ. 53 ἐπ. Χαρακτηριστικαὶ εἶναι αἱ παροιμίαι «cine dă imprumut își face dușmani», «dai cu mâna și alergi cu picioarele» (= ὁ δανειζὼν κάμνει ἐχθρούς, δίδε διὰ τῶν χειρῶν καὶ τρέχε διὰ τῶν ποδῶν) κλπ., αἱ ἐκφράζουσιν τοὺς κινδύνους τοῦ δανειστοῦ. Ἀντιστρόφως, ὅταν λέγεται διὰ τὸν δανειστήν «cere să - i dai la coroc, parcă te pune pe foc», ἐκφράζεται ἡ σκληρότης αὐτοῦ καὶ ἐντεῦθεν οἱ κίνδυνοι τοῦ ὀφειλέτου.

² ARANGIO - RUIZ, Lineamenti del sistema contrattuale nel diritto dei papiri, 1927, σ. 57 ἐπ., A. B. SCHWARZ, Die öffentliche und private Urkunde κλπ. σ. 63 ἐπ., 146 ἐπ., 117 κλπ. Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Ἱστορία τοῦ ἑλληνικοῦ δικαίου μέχρι τοῦ 1821, σ. 40 ἐπ., 65 ἐπ. Συναφὲς εἶναι τὸ ζήτημα τῆς litterarum obligatio, ἐφ' οὗ πρβλ. MITTEIS, Grundzüge II, 1, σ. 116 ἐπ. καὶ Reichsrecht und Volksrecht κλπ. σ. 459 ἐπ., ὡς καὶ STEINACKER, Die antiken Grundlagen κλπ. σ. 58 ἐπ., ἔνθα καὶ ἡ σχετικὴ βιβλιογραφία.

³ Πλὴν τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ σημειώσει πρβλ. RABEL ἐν Zeitschrift der Savigny-Stiftung, 38, 1907, σ. 319 ἐπ., ὡς καὶ τὰς ἀνωτ. σ. 68, σημ. 2 ἐπ. ἀναφερομένας μελέτας.

τὸ ὄνομα τοῦ πιστωτοῦ ἢ τοῦ προσώπου, εἰς τὸ ὁποῖον κατ' ἐντολὴν τοῦ πιστωτοῦ πρόκειται νὰ γίνη ἡ καταβολή. Μὴ λησμονῶν δὲ ὁ συντάκτης τοῦ κώδικος καὶ τὸ ρωμαϊκὸν δίκαιον, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ὁποῖου τὸ δάνειον καταρτίζεται διὰ δόσεως, προσθέτει περιπλέκων οὕτως ἑλληνικὸν καὶ ρωμαϊκὸν δίκαιον «καὶ ἀναγκαίως ἡ ὁμολογία νὰ ἔχη »ὑποβεβαιωτὰς τρεῖς μάρτυρας αὐτόπτας τῆς δωσοληψίας». Οὕτως ἡ «δωσοληψία», ἡ γε δηλαδή καταρτίσις τοῦ δανείου, ἐξακολουθεῖ νὰ ἀποτελῇ συστατικὸν στοιχεῖον τῆς τελειώσεως αὐτοῦ, παρὰ τὸ ὁποῖον ὡς συστατικὸν ὡσαύτως στοιχεῖον ἴσταται (ὑπόλειμμα τοῦτο ἑλληνικοῦ δικαίου) καὶ τὸ συστατικὸν ἔγγραφον, ἡ «ὁμολογία». Κατὰ τοῦ ἐγγράφου τούτου ἐπιτρέπεται, ὡς εἰκός, προσβολή· ἀκριβῶς δέ, ὅπως καὶ εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον¹, ὁ ὀφειλέτης ἔχει τὴν querella non numeratae pecuniae, τὴν ὁποίαν δύναται νὰ ἀσκήσῃ ἐντὸς ὁρισμένης προθεσμίας κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Συνταγματίου (τίτλος XXVII).

Παραβάλλον τις τὰς σχετικὰς διατάξεις τοῦ Συνταγματίου πρὸς ἀναλόγους τοιαύτας τῶν βυζαντινῶν νομοθετικῶν συλλογῶν πείθεται ἀπολύτως περὶ τῆς ἐκ τῶν τελευταίων τούτων ἀμέσου προελεύσεως τῶν πρώτων. Πράγματι εἰς τὰς βυζαντινὰς συλλογὰς² διαστέλλεται ἡ ἄγραφος τῆς ἐγγράφου καταρτίσεως τοῦ δανείου, ὁ δ' ὅρος «ὁμολογία» ἢ «συγγραφὴ» συνηθέστατα ἀπαντᾷ πρὸς δήλωσιν τοῦ ἐπὶ ἐγγράφου δανείου συντασσομένου ἐγγράφου³. Ἐντελῶς ὅμως χαρακτηριστικὰ διὰ τὴν εἰς τὸ Συνταγμάτιον διατύπωσιν τῶν περὶ δανείου διατάξεων εἶναι τὰ κείμενα τῶν μετὰ τὴν ἄλωσιν συνταχθεισῶν ἰδιωτικῶν νομοθετικῶν συλλογῶν, αἱ ὁποῖαι ἐπανέλαβον τὸ εἰς βυζαντινὰς συλλογὰς κατεστρωμένον, ἀλλὰ καὶ τὸ εἰς τὴν Μικρὰν Ἀσίαν καὶ τὴν Βαλκανικὴν χερσόνησον διαδομένον δημῶδες ἑλληνικὸν δίκαιον. Οὕτως εἰς τὸ Νομικὸν Πρόχειρον τοῦ ἐπισκόπου Καμπανίας Θεοφίλου ἀναγινώσκομεν διατάξεις καθαρῶς βυζαντινοῦ περιεχομένου, αἵτινες ἐνίστε αὐτολεξεῖ σχεδὸν ἐπαναλαμβάνονται καὶ εἰς τὸ Συνταγμάτιον⁴. Δὲν προκύπτει ἄρα

¹ Πρβλ. διὰ τὸ ἑλληνιστικὸν δίκαιον τῆς Αἰγύπτου V. ARANGIO - RUIZ, Lineamenti κλπ. σ. 58.

² Λ.χ. Ἐκλογῆς τίτλ. X, Ecloga ad. Prochiron mutata τίτλ. XII, Prochiron auctum, Parat. 28. 1., ὡς καὶ πολλὰς διατάξεις ἐν Ἀρμεν. Ἐξαβ. III, 5.

³ «Ὁμολογία» ἐν Ἐκλογῇ X, 2, Proch. auctum, Parat. 28, 3 κλπ. Ἀρμεν. Ἐξαβ. III, 7. 6. κλπ. «συγγραφὴ» ἐν Προχ. XVI, 12, Ἐπαναγ. XXVIII, 13, Ἐπιτομῇ XVII, 60 κλπ.

⁴ Τὸ Νομικὸν Πρόχειρον συνεγράφη ὑπὸ τοῦ Θεοφίλου, ὅστις ὑπῆρξεν ἐπίσκοπος Καμπανίας κατὰ τὰ ἔτη 1749-1795, κατὰ τοὺς αὐτοὺς δηλαδὴ χρόνους, καθ' οὓς ἐξεδίδετο τὸ Συνταγμάτιον. Τὸ Νομικὸν αὐτὸ ἦτο ἐν εὐρείᾳ χρήσει μετὰ τῶν ἐπισκόπων. Πρβλ. HEIMBACH, Griechisch - römisches Recht, Ersch - Gruber, Encyclopädie, 87, 1869, σ. 50, Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ Ἱστορία τοῦ ἑλληνικοῦ δικαίου μέχρι τοῦ 1821, σ. 114. Ἐξεδόθη τὸ Νομικὸν τοῦ Θεοφίλου τῷ 1887 ὑπὸ Ἐλευθ. Ταπεινοῦ καὶ Κωνστ. Βασιλειάδου ἐν Κωνσταντινουπόλει. Ἐν σ. 207 τῆς ἐκδόσεως ταύτης λέγονται τὰ ἀκόλουθα. «Ὅσοι ὁμολογοῦσιν ἐγγράφως εἰς τὰς ὁμολογίας αὐτῶν ὅτι χρεωστοῦσι, δὲν πιστεύονται ἐν εὐκολίᾳ, ἀν λέγωσι κατόπιν ἀγράφως ὅτι ἐπλήρωσαν ἢ ὅλον τὸ χρέος ἢ μέρος, ἐκτὸς ἂν φέρωσι πέντε μάρτυρας ἀξιοπίστους βεβαιοῦντας ὅτι τὰ ἐπλήρωσαν ἀγράφως καὶ ὁμνύοντας ὅτι ἐμπροσθεν αὐτῶν ἐπλήρωσαν »ἢ δηλοῦντας ὅτι ἐνώπιον αὐτῶν ὁμολόγησεν ὁ δανειστής ὅτι τὰ ἔλαβεν». Ἡ διάταξις ἀντιστοιχεῖ πρὸς Ἀρμεν. Ἐξαβ. III, 5. 82. Τὸ κεφάλαιον ΚΣ' τοῦ αὐτοῦ Νομικοῦ Προχείρου πραγματεύεται ἐκτενῶς

γε ἔξ αὐτοῦ ὅτι τοῦ τελευταίου τούτου ὁ συντάκτης ἠντλήσεν ἀμέσως ἐκ τῶν κατὰ τὴν ἐποχὴν του πολλῶν ἀνὰ τὸν ὑπόδουλον ἑλληνικὸν κόσμον τοιούτων συνοπτικῶν ἐγχειριδίων καὶ ἰδιωτικῶν συλλογῶν, τῶν διατυπουσῶν τὸ βυζαντινὸν δημῶδες λαϊκὸν καὶ τὸ κανονικὸν δίκαιον;

Προερχομένη κατὰ ταῦτα ἀπὸ τὸ ἑλληνοβυζαντινὸν δίκαιον ἡ ὁμολογία τοῦ Συνταγματίου εἶναι κατὰ τὰ λεχθέντα τὸ κατ' ἐξοχὴν συστατικὸν στοιχεῖον τῆς συμβάσεως τοῦ δανείου. Θεωρουμένη αὐτοτελῶς, ἀνεξαρτήτως δηλαδή τῆς causa, τὴν ὁποίαν καλύπτει, εἰς τὸν περὶ δανείου τίτλον XXIV, ὡς τοιαύτη ἐμφανίζεται καὶ εἰς τοὺς δύο ἄλλους συναφεῖς τίτλους, ἥτοι τὸν XXV περὶ ἐγγύης (ιδίᾳ § ε') καὶ τὸν XXVII περὶ ἀναργυρίας. Ρητῶς δ' ἀποκρουομένη ὡς ἀνώνυμος τίτλος (XXIV, § α') πρέπει κατὰ τὰ λεχθέντα, ὅπως ἡ ἐγκυρὸς, νὰ περιέχῃ τὸ ὄνομα τοῦ δανειστοῦ ἢ τοῦ προσώπου, εἰς τὸ ὁποῖον κατὰ τὴν βούλησιν τοῦ δανειστοῦ θὰ γίνῃ ἡ καταβολή, ὡς καὶ νὰ περιλαμβάνῃ «ὑποβεβαιωτὰς τρεῖς μάρτυρας αὐτόπτας τῆς δωσοληψίας»¹.

Κοινωνικῆς σημασίας εἶναι ἡ διάταξις XXIV, § β', καθ' ἣν πρὸς ἀποφυγὴν καταθλιπτικῆς εἰσπράξεως τοῦ χρέους καὶ πρὸς μὴ ἐπιβάρυνσιν αὐτοῦ διὰ τόκων ὁ δανειστής ὀφείλει κατὰ τὴν λήξιν τῆς προθεσμίας τῆς καταβολῆς νὰ ἐπιδιώξῃ τὴν εἰσπραξίν τοῦ ὀφειλομένου αὐτῷ χρέους. Εἰς προστασίαν δὲ τοῦ ὀφειλέτου ἀφορᾷ καὶ ἡ ἀμέσως ἐπομένη διάταξις τῆς § γ', συνωδὰ τῇ ὁποίᾳ τὴν καταβολὴν τοῦ χρέους μόνον ἰδιαίτερα ἀπόδειξις ἢ σχετικὴ ἐγγραφὸς βεβαίωσις ἐπὶ τῆς χρεωστικῆς ὁμολογίας ἀποδεικνύει, μὴ ἀρκούσης μήτε τῆς μαρτυρίας αὐτοῦ τοῦ δανειστοῦ ἢ τοῦ καταβαλόντος προσώπου μήτε «σημειώματος τυχὸν καταστίχου» τοῦ ὀφειλέτου². Τέλος εἶδος παραγραφῆς τῆς ἐκ τοῦ δανείου ἀγωγῆς, ἥτοι ἀζητησίαν τούτου, καθιεροῖ διάταξις κατεστρωμένη εἰς τὸν περὶ τόκων τίτλον XXVI § γ', καθ' ἣν «ἡ πρὸ χρόνων γεγονυῖα δωσοληψία, ἥς καὶ τὰ χειρόγραφα ἐσχίσθησαν, νὰ μὴν ἀναψηλαφᾶται, διὰ νὰ ὁροθετηθῇ ἡ ἀγωγή καὶ νὰ μὴν ἐκτανθῇ περὶ ὁμολογιῶν (αὐτόθι σ. 209 ἐπ.), λέγεται δ' ἐκεῖ «Ἡ ὁμολογία ἑλληνιστὶ λέγεται συμβόλαιον, καὶ εἶναι μία συμφωνία καὶ καταγραφὴ τῶν συμφωνηθέντων εἰς δάνεια ἄσπρα, ἢ καὶ ἄλλα πράγματα· διότι ἡ συμφωνία καὶ συμβιβασμὸς τῶν δύο προσώπων λέγεται συμβολή· διὰ τοῦτο καὶ ἡ ὁμολογία λέγεται συμβόλαιον. Εἰς τὴν ὁμολογίαν πρέπει νὰ εἶναι τοῦλάχιστον τρεῖς μάρτυρες ὑπογεγραμμένοι διὰ νὰ εἶναι πιστὴ καὶ νὰ μὴ ἔχῃ καμμίαν ἀντιλογίαν ἢ διαβολήν».

¹ Πρβλ. ἐν JORGA, Ancients documents, σ. 131 ἐπ. ἀριθ. 71 - 75 ἐγγράφα δανείων, ἐνθα τηροῦνται οἱ ἐν τῷ κειμένῳ ὅροι, οὓς ἐπιβάλλει τὸ Συνταγματίον (XXIV, § α', XXVII, § δ'). Βλ. καὶ προηγούμενην σημείωσιν περὶ Νομικοῦ τοῦ Θεοφίλου, σ. 209 ἐπ., ἐνθα ὡσαύτως ἀπαιτοῦνται τρεῖς μάρτυρες διὰ τὸ κῦρος τῆς ὁμολογίας. Πληρεστέρας διατάξεις ἢ τὸ Συνταγματίον περιλαμβάνει ὁ Βλαχικὸς κώδιξ (τμ. γ', κεφ. η') ἐν σχέσει πρὸς τὴν σύμβασιν τοῦ δανείου. Ἰδιαιτέρου δ' ἐνδιαφέροντος εἶναι αἱ διατάξεις τοῦ κεφ. θ' «περὶ πολιτῶν», ἥτοι συναλλαγματικῶν (Ζέπων J. G. R. 8, σ. 385).

² Σημειωτέον ὅτι καὶ εἰς τὸ Νομικὸν τοῦ ἐπισκόπου Καμπανίας τὰ «κατάστιχα» οὐδεμίαν ἀποδεικτικὴν ἰσχὺν ἔχουν (Βλ. Νομικὸν Θεοφίλου ἐκδ. 1887, σ. 210 ἐπ.). Ἐν τίτλ. XXIV, § γ' ὁρίζεται ἐπὶ πλέον ὅτι εἰδικῶς αἱ καταβολαὶ τῶν «ποταπῶν τζαράνων», τῶν πενήτων δηλαδή, πρέπει νὰ γίνωνται «ἐπὶ μαρτυρίᾳ τοῦ ἱερέως τῆς ἐνορίας καὶ τοῦ προκαλάμπου ἢ καὶ τῶν γεροντοτέρων τοῦ χωρίου».



»ἐπ' ἄπειρον». Τὸ γεγονός, ὅτι ἡ σχίσις τῆς χειρογράφου ὁμολογίας ἀποτελεῖ μετὰ πάροδον χρόνου στοιχεῖον τῆς παραγραφῆς, ἀποτελεῖ ἐπίσης καὶ ἐπιχείρημα ὑπὲρ τῆς ἀπόψεως, ὅτι ἡ «ὁμολογία» ἔχει συστατικὴν σημασίαν εἰς τὸ Συνταγματίον, οἷαν κατὰ τὰ ἀναπτυχθέντα συνηγάγομεν καὶ ἐξ ἄλλων διατάξεων τούτου.

18.— Ἐχθρικὴν θέσιν λαμβάνει ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου ἀπέναντι τῶν τόκων. Ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν προφανῶς κανονικῶν βυζαντινῶν θεωριῶν ἀποφαίνεται ἐν τίτλῳ XXVI § γ' «μακάρι ὁποῦ τὸ διάφορον εἶναι ἐμποδισμένον ἐξ ὁλοκλήρου», λαμβάνων ὁμῶς ὑπ' ὄψιν τὰς ἀνάγκας τῶν συναλλαγῶν εὐθύς κατωτέρω ὁ αὐτὸς συντάκτης ἀναγνωρίζει τὴν τοκοληψίαν ὡς χρήσιμον «διὰ τὴν εὐκολίαν τῆς πραγματείας καὶ τῆς χρείας τῶν ἀνθρώπων».

Εἰς τὰς δύο αὐτὰς φράσεις τοῦ Συνταγματίου συνοψίζεται ὁλόκληρος ἡ ἱστορία τοῦ προβλήματος τῶν τόκων ἐν τῷ μετὰ τὸν Ἰουστινιανὸν δικαίῳ· διότι ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν τῶν χριστιανικῶν διδασκαλιῶν ἡ μὲν Ἐκλογὴ οὐδαμῶς ποιεῖται λόγον περὶ τόκων, ἐνῶ ρητῶς τοῦναντίον ἀπαγορεύει τὴν λήψιν αὐτῶν ὁ Πρόχειρος καὶ ἡ Ἐπαναγωγὴ Βασιλείου¹, πρᾶγμα τὸ ὁποῖον ἡ Ἐκκλησία καὶ ἐνωρίτερον εἶχεν ἤδη κηρύξει διὰ τοὺς κληρικούς². Τὰ Βασιλικά ἐν τούτοις ἐπανέλαβον τὸ ἐπιτρέπον τοκοληψίαν ἰουστινιάνειον δίκαιον³, Λέων δὲ ὁ Σοφὸς ὁριστικῶς κατήργησε διὰ τῆς 83 Νεαρᾶς αὐτοῦ τὰς ἀπαγο-

¹ Πρόχειρος Νόμος XVI, ιδ'· «εἰ καὶ πολλοῖς τοῖς πρὸ ἡμῶν ἔδοξε δεκτέαν εἶναι τὴν τῶν τόκων ἔκτιοιν, ἴσως διὰ τὴν τῶν δανειστῶν δυσκληρίαν τε καὶ ὁμότητα, ἀλλ' οὖν ὡς ἀναξίαν τῆς ἡμῶν τῶν χριστιανῶν πολιτείας ἀπενκταίαν εἶναι κεκρίκαμεν, ἅτε παρὰ τῆς θείας νομοθεσίας κεκωλυμένην, διὸ κελεύει ἡ ἡμετέρα γαληνότης, μηδενὶ μηδαμῶς ἐξεῖναι ἐν μηδεμιᾷ ὑποθέσει τόκον εἰληφέναι, ἵνα μὴ νόμον φυλάττειν οἰόμενοι νόμον θεοῦ παραβαίνωμεν· ἀλλὰ κἄν εἴ τις ὅσονδῆποτε λάβοι, εἰς τὸ χρέος λογισθήσεται». Ἐν δ' Ἐπαναγωγῇ XXVIII, β' «... ἡμεῖς δέ... καὶ αὐτὸ τοῦ τόκου τὸ ὄνομα τῆς πολιτείας ἀπελαύνοντες...», κατωτέρω ὁμῶς «... τοὺς μέντοι τόκους, ὡς προείρηται, περιελόντες, ἐπὶ μόνων τῶν ὁρφανῶν καὶ ἀνηλίκων συγχωροῦμεν αὐτοὺς καταβάλλεσθαι». Βλ. καὶ Ἐπαναγ. XXVIII, δ' τὴν ἐν Προχείρῳ ὡς ἀνωτέρω διάταξιν. Πρβλ. σχετικῶς, ὡς καὶ ἄλλας πηγάς, ἐν ZACHARIAE V. LINGENTHAL, Geschichte, σ. 308 ἐπ. I. ΖΕΠΟΥ, Βασιλικά, β' ἐκδ., 2, σ. 1220 ἐπ. Γ. ΜΑΡΙΔΑΚΗ, Τὸ ἀστικὸν δίκαιον ἐν ταῖς Νεαραῖς τῶν βυζαντινῶν αὐτοκρατόρων, 1922, σ. 223 ἐπ., GR. CASSIMATIS, Les intérêts dans la législation de Justinien et dans le droit byzantin, σ. 112, ἐπ. K. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΠΟΥΛΟΥ, Ἐνοχικὸν δίκαιον, α', 1933, σ. 107 ἐπ.

² Οὕτως Ἀποστολ. κανὼν μδ'· «Ἐπίσκοπος ἢ πρεσβύτερος ἢ διάκονος τόκους ἀπαιτῶν τοὺς δανειζομένους ἢ πανσάσθῳ ἢ καθαιρεῖσθῳ» (Γ. ΡΑΛΛΗ-Μ. ΠΟΤΛΗ, Σύνταγμα τῶν θείων καὶ ἱερῶν κανόνων κλπ. 2, σ. 59, ἔνθα καὶ σχόλια Ζωναρᾶ, Βαλσαμῶνος καὶ Ἀριστηνοῦ), κανὼν ιζ' τῆς ἐν Νικαίᾳ Συνόδου (αὐτ. σ. 151), κανὼν ι' τῆς ἐν Τρούλλῳ (αὐτ. σ. 328), κανὼν δ' τῆς ἐν Λαοδικείᾳ (αὐτ. 3, σ. 174), κανὼν ιδ' Βασιλείου τοῦ Μεγάλου (αὐτ. 4, σ. 134), κανὼν λβ' Νικηφόρου τοῦ Ὁμολογητοῦ (αὐτ. σ. 430). Πρβλ. καὶ Ἀπόκρισιν Θεοδώρου Βαλσαμῶνος αὐτόθι 4, σ. 451, ὡς καὶ Ματθαίου Βλαστάρη, Σύνταγμα κατὰ στοιχεῖον, Τ. Κεφ. ζ' (αὐτ. 6, σ. 473 ἐπ.). Ἡ Ἐκκλησία ἀνέκαθεν ὑπῆρξεν ἐχθρὰ τῆς τοκοληψίας· βλ. Ἐξόδ. 22. 25., Λευϊτ. 25. 36, Δευτερ. 23. 19. ἐπ. Ψαλμ. νδ' 11 κλπ.

³ Βασ. 23. 3 (Heimbach III 672 = ΖΕΠΟΥ Βασιλικά Β', 2 ἐκδ. σ. 1220 ἐπ.).



ρευτικάς διατάξεις τοῦ Βασιλείου¹. Αἱ ἀπαγορεύσεις πάλιν αὐταὶ ἐπανελήφθησαν εἰς πλείονας μεταγενεστέρας ἰδιωτικὰς συλλογὰς καὶ ἐγχειρίδια, εἰς δὲ τὴν Ἑξάβιβλον τοῦ Ἀρμενοπούλου ἀνεγράφησαν πλὴν αὐτῶν καὶ αἱ περιοριστικαὶ τῶν τόκων ἰουστινιάνειοι διατάξεις, χωρὶς νὰ περιληφθῇ καὶ ἡ ἐκ νέου ἐπιτρέψασα αὐτοὺς Νεαρά 83 τοῦ Λέοντος².

Ἐνώπιον τοῦ ἀσταθοῦς αὐτοῦ βυζαντινοῦ δικαίου ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου ἀνέγραψε κατὰ τὰ λεχθέντα, ἔστω καὶ ὡς εὐχὴν ἀπλῶς, τὴν ἀρχὴν τῆς ἀπαγορεύσεως τῶν τόκων, συγχρόνως ὅμως ἐπραγματεύθη καὶ τὸ ἐπικρατῆσαν ἐν τέλει δίκαιον τῆς τοκοδοσίας. Τὴν πρὸς τοκοδοσίαν ἀπέχθειάν του μεταξὺ ἄλλων διετύπωσε καὶ ἐν § α' τοῦ περὶ τόκων τίτλου, ἐν τῇ ὁποίᾳ ὥρισεν ὅτι, ἀπόρου ἀποθανόντος τοῦ ὀφειλέτου, οἱ κληρονόμοι αὐτοῦ δὲν ὀφείλουν οὔτε τοὺς δεδουλευμένους τόκους «καὶ ἂν τῇ ἀληθείᾳ ἀποδειχθῇ» ὅτι ἀμέλησεν ὁ δανειστής τὴν ζήτησιν», ὁ ὁποῖος οὕτω «νὰ ζημιώνεται . . . διὰ τὴν ἀμέλειάν του, ὅπου δὲν ἐφρόντισε νὰ τὰ λάβῃ εἰς τὴν ζωὴν τοῦ θανόντος ἐκείνου χρεώστου του»³.

Τὸ ποσοστὸν τοῦ τόκου εἰς τὸ Συνταγματίον ὁρίζεται εἰς 10%⁴. Ἄκυρος κηρύσσεται ἡ ἀνωτέρα τοῦ ποσοστοῦ τούτου τοκοληψία, ὁρίζεται δὲ ὅτι ὁ δικαστὴς «νὰ ἔχῃ χρέος» νὰ ξεπέσῃ τὸ περισσότερον αὐτὸ μὲ τὸ νὰ λογίζεται παράνομον» (XXVI § γ'). Ὁ ἀνατοκισμὸς ἐξ ἄλλου συμφώνως πρὸς βυζαντινὰς διδασκαλίας ἀπαγορεύεται, ἡ δὲ διάταξις (XXVI, § γ'), καθ' ἣν «νὰ στέργῃ ὁ δανειστής εἰς τὰ κεφάλαια διὰ τὰ τόσα πρότερον» ληφθέντα διάφορα, διὰ νὰ μὴ φαίνεται λαμβάνων διάφορα διαφόρων ἀποροῦντος μάλιστα τοῦ χρεώστου» συμπληροῦται διὰ τῆς σαφεστερας διατάξεως τοῦ Βλαχικοῦ κώδικος (τμ. γ', κεφ. ι' § 3), θεσπιζούσης ὅτι, «ἂν ὁ χρεώστης στέργοντας ἀλλάξῃ τὸ διάφορον εἰς κεφάλαιον, καὶ εἰς τὸ ὅλον ὑποσχεθῇ διάφορον, τότε νὰ τὸ πληρώνῃ· ὅτι τὸ τέτοιον δὲν εἶναι πλέον διάφορον, ἀλλὰ κεφαλαίου διάφορον».

Ἐν τίτλῳ XXVI, § β' ὁρίζεται ὅτι ὁ κληρονόμος τοῦ ἀποθανόντος ὀφειλέτου δὲν

¹ Περὶ τῆς Νεαρᾶς 83 Λέοντος βλ. ΜΑΡΙΔΑΚΗΝ, ἐνθ. ἀνωτ. σ. 233 ἐπ.

² Αἱ ἀπαγορεύσεις τοῦ Βασιλείου ἐπανελήφθησαν ἐν Ἐπιτομῇ XVII, 85, Epitome ad Prochiron mutata XVI, 109. 110, Epanagoge aucta XXII, 24 (βλ. ὅμως καὶ XXII, 37). Περὶ τῶν προβλημάτων ἐξ ἄλλου, ἅτινα ἐγεννήθησαν ἐκ τῆς συναναμίξεως ἀπαγορευτικῶν καὶ περιοριστικῶν διατάξεων τῆς τοκοληψίας ὑπὸ τοῦ Ἀρμενοπούλου, βλ. ὅσα γράφει ὁ Κ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Ἑνοχικὸν Δίκαιον σ. 109 ἐπ. ἐν σχέσει πρὸς τὴν κατὰ τὸν ιγ' αἰῶνα ἐπαναστατικὴν κίνησιν τῶν Ζηλωτῶν ἐν Θεσσαλονίκῃ καὶ τὴν αἵρεσιν τῶν Ἑσυχαστῶν. Πρβλ. σχετικῶς Ο. ΤΑΦΡΑΛΙ, Thessalonique au XIV siècle, σ. 97 ἐπ., 205 ἐπ. 255 ἐπ.

³ Κατὰ τὴν αὐτὴν § α' τοῦναντίον οἱ τόκοι καταβάλλονται καὶ δὴ πρὸ τῶν κληροδοτημάτων, ἐὰν ὁ μὲν δανειστής εἶχε ζητήσῃ αὐτοὺς ζῶντος ἔτι τοῦ ὀφειλέτου, οὗτος δ' ἀποθανὼν κατέλιπεν ἐξαρκούσαν περιουσίαν καὶ πρὸς διατροφήν τῶν τέκνων του. Οὕτω καθιεροῦται εἶδος εὐεργετήματος εὐπορίας ὑπὲρ τῶν τελευταίων τούτων τέκνων, ἅτινα ἀπαλλάσσονται τῆς καταβολῆς καὶ τῶν δεδουλευμένων τόκων, ἂν ἡ καταλειφθεῖσα περιουσία δὲν ἐξαρκῇ πρὸς διατροφήν των.

⁴ Κατὰ XXVI, § γ' ὁ τόκος εἶναι 50 γρόσια κατὰ πουνγγίον (1 πουνγγίον = 500 γρόσια). 10% ἐπίσης ὁρίζεται καὶ ἐν § α', «νὰ πληρώνεται τὸ διάφορον τὰ δέκα πρὸς ἑνδεκα» Πρβλ. καὶ Βλαχ. κώδ. τμ. γ', κεφ. ι' § 2. «κανένας δι' ἄλλα χρῆν νὰ μὴ πληρώνῃ διάφορον πλέον τοῦ ἐνὸς εἰς τὰ δέκα τὸν χρόνον».



ὀφείλει τόκους ἐπὶ ἓν ἔτος ἀπὸ τοῦ θανάτου αὐτοῦ. Ἡ διάταξις αὕτη συνδέεται πρὸς τὴν βυζαντινῆς προελεύσεως ὁμοίαν τῆς § β' τοῦ τίτλου XXXIX τοῦ Συνταγματίου, δι' ἧς τάσσεται ἐνιαύσιος προθεσμία πρὸς ἀποδοχὴν τῆς κληρονομίας ὑπὸ τῶν κληρονόμων τοῦ ἀποβιώσαντος. Τὴν ἔννοιαν τῶν διατάξεων τούτων ὁ Βλαχικὸς κώδιξ ἀποδίδει κατὰ τὸν ἐξῆς χαρίεντα τρόπον. «*Ἀποθαμμένος χρεώστης ἀπὸ τὴν ἡμέραν τοῦ θανάτου του ἕως τῆς ἡμέρας, ὅπου ὀνοματισθῇ κληρονόμος του, νὰ μὴ πληρῶνῃ διάφορον*» (τμ. γ', κεφ. ι', § 5).

19.—Εἰς ἰδιαίτερον τίτλον (XXVII) τὸ Συνταγμάτιον περιέλαβεν ἀναλυτικὰς περὶ τῆς ἀναργυρίας διατάξεις, αἵτινες ἐξ ὁλοκλήρου ἀποπνέουσι βυζαντινὸν δίκαιον. Τοῦτο δὲ ἐπαναλαμβάνουσι καὶ τὰ ἐν τίτλῳ XXV ὀριζόμενα περὶ ἐγγυήσεως. Ἀμφοτέρους τοὺς θεσμοὺς τούτους ἐξετάζομεν συνοπτικῶς ἐνταῦθα, ὡς διατυπῶνται ἐν τῷ κώδικι τοῦ Ὑψηλάντη.

Καὶ περὶ μὲν τῆς ἱστορίας τοῦ θεσμοῦ τῆς ἀναργυρίας ἱκανὰ ἤδη ἐλέχθησαν¹, αἱ δὲ πέντε παράγραφοι τοῦ σχετικοῦ τίτλου τοῦ Συνταγματίου ἐκθέτουν ἀναλυτικῶς διατάξεις παλαιότερων βυζαντινῶν συλλογῶν, ὥστε οὐδεμία ἀμφιβολία νὰ γεννᾶται περὶ τῆς ἐκ βυζαντινῶν κειμένων καταγωγῆς τῶν σχετικῶν διατάξεων τοῦ κώδικος τοῦ Ὑψηλάντη.

Οὕτως ἐν § α' τοῦ XXVII τίτλου ὀρίζεται ὅτι ἐντὸς δύο ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἐκδόσεως τῆς ἐγγράφου *χρεωστικῆς ὁμολογίας* εἶναι δυνατόν νὰ προσβληθῇ αὕτη, ἀποδεικνυμένου ὅτι δὲν ἐμετρήθησαν τὰ χρήματα ἢ μέρος ἐξ αὐτῶν². Μετὰ παρέλευσιν τῆς διετίας ἡ ὁμολογία δὲν προσβάλλεται, εἰ μὴ, ἐὰν κατὰ τὰς διατάξεις τῆς § γ' συντρέχωσιν ἐξαιρετικοὶ ὅροι ἀναστολῆς ἢ διακοπῆς τοῦ χρονικοῦ τούτου διαστήματος, οἷον ἀπουσία, αἰχμαλωσία, πόλεμος, θάνατος τοῦ λαβόντος τὴν ὁμολογίαν κλπ., ὡς ἐν τῇ διατάξει ἐκείνῃ ὀρίζεται, οὓς ὁ προσβάλλων ὀφείλει νὰ ἀποδείξῃ δι' ἀξιοπίστων μαρτύρων. Ἐνδιαφέρουσα εἶναι ἡ διάταξις τῆς § β', δι' ἧς καθιεροῦται ὑποχρέωσις τοῦ δανειστοῦ κατόχου τῆς ὁμολογίας, ὅπως ὁ ἴδιος προβῇ εἰς δήλωσιν ὅτι πράγματι τὸ χρέος δὲν κατεβλήθη ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, ὅταν ὁ ὀφειλέτης διατελῶν ἐν μέθῃ ἢ ἐν ἄλλῃ τινὶ ψυχολογικῇ καταστάσει, ἀποκλείουσιν τὴν λειτουργίαν τοῦ λογικοῦ, ὑπογράψῃ τὴν ὁμολογίαν. Ἐν ἀρνήσει αὐτοῦ ἐξ ἄλλου νὰ ἀναγνωρίσῃ τὴν ἐγκύρως δοθεῖσαν ὑπογραφὴν του ἢ § ε' ὀρίζει ὅτι, ἀποδεικνυμένου διὰ μαρτύρων ὅτι ἀληθῶς ἐγκύρως ὑπέγραψε καὶ ὅτι ὄντως ἐγένετο πλήρης ἢ καταβολὴ τῶν ἐν τῇ ὁμολογίᾳ ἀναγραφομένων χρημάτων, ὁ ὀφειλέτης δὲν εἰσακούεται, ἀλλὰ καταδικάζεται.

Τοιοῦτον συνοπτικῶς τὸ ἐν τῷ Συνταγματίῳ καθιερούμενον δίκαιον τῆς ἀναργυρίας.

¹ Ἀνωτέρω σ. 83 ἐπ.

² Πρβλ. καὶ Ἀρμεν. Ἐξαβ. II, 2. 1 καὶ 4, ἅτινα ἐν τῇ μεταφράσει τοῦ Ἀλεξίου Σπανοῦ ὡς ἐξῆς ἀποδίδονται (II, 2. 1). «*Ἀναργυρία λέγεται, ὅταν γράψῃ κανεὶς μὲ τὸ χέρι του, καὶ ὁμολογήσῃ πῶς ἔλαβεν ἀργύρια, ἢ φλωρία, καὶ ἢ δὲν τὰ ἔλαβεν, ἢ ἔλαβε μέρος ἀμὴ ὅχι τόσα, ὅσα ὁμολόγησε διὰ τοῦ γράμματος αὐτοῦ*» καὶ II. 2. 4. «*ἐκεῖνος ὅπου λέγει, ὅτι δὲν ἐγένεν ἀρίθμησις τῶν χρημάτων, πάρεξ ἀνάμεσα εἰς δύο χρόνους· ἐὰν συρθῇ εἰς κρίσιν, ἢ διαμαρτύρεται περὶ τούτου, ἥτοι ὁμνύει, οὐδεμίαν ἔχει δικαιολογίαν*» (Ἀλεξίου Σπανοῦ μετάφρασις τῆς Ἐξαβίβλου τοῦ Ἀρμενοπούλου, ἔκδ. Βενετίας 1820, σ. 89).



Πρὸς ἀποτροπὴν ὅμως τῶν σχετικῶν κινδύνων ὁ συντάκτης τοῦ κώδικος τούτου ἐφρόντισεν ἐν § δ' τοῦ αὐτοῦ τίτλου XXVII νὰ ὁρίσῃ ὅτι, «διὰ νὰ μὴ ἀκολουθῶσιν εἰς τὸ ἐξῆς »τοιαῦται λογοτριβαὶ καὶ ἀγωγαὶ περὶ ἀναργυρίας», δέον ἀπαραιτήτως αἱ ὁμολογίαι νὰ συντάσσωνται ἐνώπιον τριῶν ἀξιοπίστων μαρτύρων, πρᾶγμα, τὸ ὁποῖον ρητῶς ὠρίσθη, καθ' ἃ ἐλέχθη¹, καὶ ἐν τῷ περὶ δανείου τίτλῳ.

Ὁ τίτλος XXV πραγματεύεται περὶ ἐγγυήσεως, κατὰ περίεργον δὲ καὶ ὅλως χαρακτηριστικὴν σύμπτωσιν ὁ ἐγγυητὴς δὲν ἀποκαλεῖται ἐνταῦθα ἀπλῶς μόνον ἐγγυητής, ἀλλὰ ρητῶς λέγεται ἐν § α' «ἐγγυητὴς πληρωτής», φράσις, ἣτις ἴσως ὑπομιμνήσκει τὴν ἀντίληψιν τοῦ ἀρχαίου ἐλληνικοῦ δικαίου, καθ' ὃ ἡ ὑποχρέωσις τοῦ ἐγγυητοῦ ἦτο κυρία καὶ ὄχι παρεπομένη τῆς τοῦ πρωτοφειλέτου· διότι ὁ ἐγγυητὴς κατὰ τὸ ἐλληνικὸν δίκαιον² ὑπισχνεῖται αὐτοτελῶς ὅτι ὁ ὀφειλέτης θὰ ἀποδώσῃ κατὰ τὴν λῆξιν τῆς προθεσμίας τὸ δάνειον, μόνον δέ, ἂν αὐτὸς δὲν καταβάλλῃ, ὑποχρεοῦται ὁ ἴδιος εἰς τὴν καταβολήν. Ἡ τοιαύτη ἀντίληψις τοῦ ἐλληνικοῦ δικαίου ἐν τούτοις ἡμβλύνθη βαθμηδὸν καὶ ὑπὸ τὴν ρωμαϊκὴν ἐπιρροήν, ὥστε ἐν τέλει μόνον ἐπὶ τῆς δικονομικῆς «ἐγγύης παραμονῆς» (παραστάσεως) διετήρησε τὴν ἀρχικὴν αὐτῆς κατασκευήν. Κατὰ τοὺς βυζαντινοὺς χρόνους καὶ εἰς αὐτὴν τὴν Αἴγυπτον, ἐνθα τὸ ἐλληνικὸν δίκαιον ἠδυνήθη κατ' ἐξοχὴν νὰ ἀναπτυχθῇ, ἡ ρωμαϊκὴ σφραγὶς ἐπὶ τοῦ δικαίου τῆς ἐγγυήσεως ἔχει ὀριστικῶς ἀποτυπωθῇ, τοῦ ἐγγυητοῦ εὐθυνομένου δι' ἰδίαν πλέον παροχὴν καὶ ἀπολαύοντος τοῦ ὑπὲρ αὐτοῦ τεθέντος *beneficium excussionis*³.

Τὸ ἐξειλιγμένον τοῦτο βυζαντινὸν δίκαιον διατυπώνει καὶ ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου ἐν ταῖς σχετικαῖς διατάξεσιν. Οὕτως ἐν § α' τοῦ τίτλου XXV καθιεροῦται σαφῶς τὸ *beneficium excussionis*⁴. Αἱ δὲ §§ δ' καὶ ε' τοῦ αὐτοῦ τίτλου, ἀναφερόμεναι εἰς τὴν ὑπὸ γυναικὸς παρεχομένην ἐγγύησιν, διατυποῦσιν ὡσαύτως ρωμαϊκὸν καὶ βυζαντινὸν δίκαιον, τὸ ὁποῖον ἴσχυσεν ὡς δημῶδες δίκαιον ἐπὶ πολὺν εἰσέτι χρόνον μετὰ τὴν κατάρρευσιν τοῦ βυζαντινοῦ κράτους.

Πράγματι ἡ διάταξις τῆς § δ', καθ' ἣν ὁ «κεφιλεμὲς» (=ἐγγύησις) τῆς γυναικὸς καὶ »ἡ ἐνεχύρασις τῶν προικιμαίων αὐτῆς πραγμάτων ὅπου κάμνει διὰ τὸν ἄνδρα τῆς» εἶναι ἄκυροι, ἀποδίδει τὸ περιεχόμενον τοῦ πιθανώτατα κατὰ τὸ 46 μ. Χ. ἐκδοθέντος *Senatus consultum Velleianum*, τοῦ ὁποίου αἱ διατάξεις περιελήφθησαν καὶ εἰς μεταγενεστέρας

¹ Ἀνωτέρω σ. 85.

² Βλ. Ἐπὶ τούτων J. PARTSCH, *Griechisches Bürgschaftsrecht*, I, 1909, ST. BRASSLOFF, *Zur Kenntnis des Volksrechtes in den romanisirten Ostprovinzen des römischen Kaiserreiches*, σ. 1-69, L. MITTEIS, *Grundzüge*, II, 1, σ. 264 ἐπ. καὶ τὰς αὐτόθι ἀναφερομένας πηγὰς καὶ βιβλιογραφίαν.

³ MITTEIS, ἐνθ' ἄνωτ. σ. 268 ἐπ.

⁴ Πρβλ. καὶ §§ β' καὶ γ' τοῦ αὐτοῦ τίτλου, καθιερύσας ἢ προϋποθετούσας ἐπίσης τὸ *beneficium excussionis*.

βυζαντινὰς συλλογὰς¹. Τὴν τήρησιν δὲ τῶν ὅρων τοῦ συγκλητικοῦ τούτου δόγματος ἐξα-
σφαλίζουν τὰ ἐν § ε' τοῦ αὐτοῦ τίτλου ὀριζόμενα.

¹ Λ. χ. Ἀρμεν. Ἐξαβ. I, 13. 10 (Heimbach, σ. 158), ἀποδιδόμενον ὡς ἐξῆς ἐν μεταφράσει Σπανοῦ. «Ἡ γυνὴ δὲν πιάνεται διὰ τὰ χρεὴ τοῦ ἀνδρὸς αὐτῆς, καὶ ἂν ἐγγυήτρια σέβῃ, ἔστωντας νὰ βοηθῇται ἐκ τοῦ δόγματος τοῦ Βελιανείου» (ἐκδ. 1820, σ. 61). Βλ. καὶ Ἀρμεν. Ἐξάβ. III, 6. 5 ἐπ. (Heimbach, σ. 420 ἐπ. καὶ ἐν μεταφράσει Ἀλεξ. Σπανοῦ σ. 169 ἐπ.). Διὰ τὴν ἐν τῇ πράξει ἐφαρμογὴν βλ. Πεῖραν τίτλ. XII, τίτλ. XXV, τίτλ. LXV. Ἐκ τῶν μεταγενεστέρων συλλογῶν τὸ Νομικὸν τοῦ Θεοφίλου Καμπανίας λέγει· «Οἱ κληρικοὶ δὲν γίνονται ἐγγυηταί, οὔτε γυνή· ἂν δὲ γυνὴ μετ' ἄλλου τινὸς γίνωσιν ἐγγυηταί, ἢ γυνὴ βοηθεῖται· ἂν δὲ διὰ χρέος ἰδικόν της ἐγγυηθῇ ἢ γυνή, πληρώνει· καταβάλλουσα δὲ χρήματα διὰ χρέος ἄλλου δὲν λαμβάνει ταῦτα ὀπίσω».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ε΄

ΟΙΚΟΓΕΝΕΙΑΚΟΝ ΔΙΚΑΙΟΝ

20.— Ἰσχύος τῶν διατάξεων, οἷα εἰς τὸ μέγιστον μέρος τοῦ Συνταγματίου, ἀπαντᾷ καὶ εἰς τὸ σχετικὸν πρὸς τὸ οἰκογενειακὸν δίκαιον τμῆμα αὐτοῦ. Οἱ τίτλοι XIX, XXIII, XXX καὶ XXXI, οἱ ὅποιοι κυρίως περιλαμβάνουν τὸ σχετικὸν ὕλικόν, πραγματεύονται τὰς μεταξὺ συζύγων περιουσιακὰς καὶ ἄλλας σχέσεις, τὰς σχέσεις γονέων καὶ τέκνων, ὡς καὶ τινὰ θέματα ἐπιτροπείας. Ὁ συμπληρώσας τὸν ἀντικείμενον τοῦ Συνταγματίου τοῦ Ὑψηλάντη Βλαχικὸς κώδιξ τοῦ Καρατζᾶ περιέλαβε συντόμους μὲν, ἀλλ' ἀναλυτικωτέρας διατάξεις ἐπὶ τῶν αὐτῶν, ὡς καὶ ἐπὶ ἄλλων, θεμάτων, οἷον μνηστείας, γάμου, προγαμιαίας δωρεᾶς καὶ υἱοθεσίας. Ἐπὶ πάντων τούτων, ὡς καὶ εἰς τὸ Συνταγματίον, εἶναι ἀποτετυπωμένη ἡ σφραγὶς τοῦ βυζαντινοῦ δικαίου, τοῦ ὁποίου ἡ ἐπίδρασις κατ' ἐξοχὴν ἰσχυρὰ εἰς τὸ οἰκογενειακὸν δίκαιον, καθίσταται ἀμέσως ἐμφανὴς καὶ εἰς ἀπλὴν ἀνάγνωσιν τῶν σχετικῶν διατάξεων.

Ἡ τοιαύτη βυζαντινὴ τῶν διατάξεων τούτων προέλευσις δικαιολογεῖται οὐ μόνον ἐκ τῆς ἀριότητος τοῦ βυζαντινοῦ συστήματος, ἣτις καὶ μόνη θὰ ἤρκει διὰ τὴν ἀποδοχὴν του, ἀλλ' ἐπίσης καὶ ἐκ τῆς πτωχείας τῶν διατάξεων τοῦ ἐγγωρίου ἐθιμογενοῦς δικαίου τῶν παραδουναβίων χωρῶν· διότι τὸ ἐθιμογενὲς τοῦτο δίκαιον πλὴν χαλαρᾶς τινος μορφῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης, περὶ ἧς καὶ ἀνωτέρω¹ ἐγένετο ἡδη λόγος, ἐλαχίστας ἰδίας ἀρχὰς ἀνέπτυξεν. Ἐκ τῶν ἐγγωρίων λαογραφικῶν πηγῶν, ποιημάτων, παροιμιῶν, μύθων, παραδόσεων, προκύπτει πατρικὴ τις ἐξουσία, ἀσκουμένη τόσον ὑπὸ τοῦ πατρός, ὅσον καὶ ὑπὸ τῆς μητρός, καὶ περιλαμβάνουσα δικαίωμα ζωῆς καὶ θανάτου ἐπὶ τῶν τέκνων². Ἡ τοιαύτη ἐξουσία ἀποκτᾶται εἴτε διὰ γάμου εἴτε δι' υἱοθεσίας, οὐδέποτε ὅμως καὶ διὰ νομιμοποιήσεως, τοῦ τελευταίου τούτου θεσμοῦ ἀγνοουμένου. Ὁ γάμος ἐξ ἄλλου τελεῖται δι' ἱεροτελεστίας³. Ἐλάχιστα δὲ δυνάμεθα νὰ συναγάγωμεν περὶ τοῦ ἐθιμικοῦ περιουσιακοῦ δικαίου τῶν συζύγων. Πάντως ἡ προῖξ φαίνεται ὅτι ἀναγνωρίζεται, ὡς

¹ Ἀνωτέρω σ. 55 ἐπ.

² PERETZ, Curs, 2, 1, σ. 29.

³ Πλείστας πληροφορίας διὰ τὴν τέλεσιν τοῦ γάμου βλ. ἐν CARRA, Histoire de la Moldavie et de la Valachie, σ. 217 ἐπ., FR. J. SULZER, Geschichte des transalpinischen Daciens, 2, § 144 ἐπ., σ. 301 ἐπ., ἐνθα καὶ πολλαὶ πληροφορίες περὶ τοῦ ἐθνικοῦ πολιτισμοῦ τῶν Βλάχων γεγραμμέναι ἐνίοτε μὲ προκατάληψιν τοῦ συγγραφέως.



καὶ ἡ ἀρχή, καθ' ἣν καὶ οἱ ἀδελφοὶ ὑποχρεοῦνται εἰς προίκισιν, ἀρχὴ τὴν ὁποίαν βραδύτερον εὐρίσκομεν διατετυπωμένην καὶ εἰς νομοθετικὰς διατάξεις τοῦ κώδικος τοῦ Ὑψηλάντη. Εἰς τὰς λαογραφικὰς πηγὰς συχνότατα μνημονεύεται ἡ υἱοθεσία. Ὁ υἱοθετούμενος ἀποκαλεῖται *copil de suflet*¹, ὅπως «*ψυχοπαῖδι*» ὀνομάζεται καὶ εἰς τὸ ἐλληνικὸν ἐθιμικὸν δίκαιον². Ὅλως εὐρυτέραν σημασίαν ἔχει εἰς τὸ ἐθιμογενὲς ρουμανικὸν δίκαιον ἡ *adoptio in fratrem*, ἡ «*ἀδελφοποιία*» τῶν βυζαντινῶν χρόνων, ἡ ὁποία, ὡς ἐσχάτως ἀπεδείχθη, ἔσχε κληρονομικὴν ἀρχικῶς δικαιολογίαν συνυφασμένη μετὰ τῆς ἀρχῆς τῆς ἀδελφαρχίας. Ἡ ἀδελφοποιία, ὡς ἀποδεικνύεται ἐκ τῶν ἐκ Σούσων ἐγγράφων, διετηρήθη ἐν συνεχείᾳ ἀπὸ τῆς τρίτης π. Χ. χιλιετηρίδος διὰ τῆς συρροορρωμαϊκῆς νομοβίβλου μέχρι καὶ τῆς φαναριωτικῆς περιόδου ἐν Ρουμανίᾳ ἀποτελέσασα ἰσχύον δίκαιον ἀπὸ τῶν ἀρχαιοτάτων χρόνων εἰς τὴν ἐγγὺς Ἀνατολήν, τὴν Μικρὰν Ἀσίαν καὶ τὴν Βαλκανικὴν χερσόνησον³. Δὲν εἶναι λοιπὸν ἄπορον πῶς ὁ θεσμὸς οὗτος ἀπαντᾷ εἰς τὰς λαογραφικὰς πηγὰς, εἰς τὰς ὁποίας ἐξ ἄλλου ἀρκετὰ συχνὰ ἐκδηλοῦται καὶ ἡ πρὸς τὸν θεσμόν τοῦ διαζυγίου ἀπέχθεια⁴.

Εὐνόητον ὅμως εἶναι ὅτι τὸ ὕλικόν τοῦτο τῶν λαογραφικῶν πηγῶν τῶν παραδουναβίων χωρῶν πρέπει νὰ χρησιμοποιῇται μετὰ πολλῆς προφυλάξεως, ἐνῶ τοῦναντίον ἀσφαλέστεραι εἶναι αἱ πληροφορίες, τὰς ὁποίας δυνάμεθα νὰ συλλέξωμεν ἐκ τοῦ σχετικῶς περιορισμένου ὕλικου, ὅπερ παρέχουσιν ἡμῖν τὰ ἐκδεδομένα ρουμανικὰ ἐγγράφα. Οὕτω

¹ PERETZ, ἐνθ. ἀνωτ. σ. 19, 32.

² Διὰ τὸ «*ψυχοπαῖδι*» («*ψυχογονιός*», «*ψυχοκόρη*») βλ. ΖΕΠΩΝ, Συλλογὴ ἐθίμων ἐν J. G. R., 8, σ. 460 ἐπ., ἀριθ. 41, ἐνθα μνημονεύεται τὸ ἐθιμον ἐν Πελοποννήσῳ καὶ ἰδίᾳ ἐν Μεσσηνίᾳ, ὡς καὶ ἐν Ἀνδρῳ. Πρβλ. ἀποφάσεις Ἐφετείου Ἀθηνῶν 1742 (1900), Ἀρείου Πάγου 232 (1914), προικοσύμφωνον 20040 (27 Μαΐου 1928) συμβολαιογράφου Ἀνδρου Ν. Δαπόντε. Διὰ τὴν βυζαντινὴν περίοδον βλ. ΜΙΚΛΟΣΙΧ-ΜÜLLER, Acta κλπ., 2, ἀριθ. 652 (ἔτους 1401), σ. 502. Σημειωτέον ὅτι ἡ νομικὴ σχέσις τοῦ «*ψυχοπαιδιοῦ*» πρὸς τὸν «*ψυχοπατέρα*» δὲν εἶναι ἡ κοινὴ σύμβασις μισθώσεως ὑπηρεσιῶν, ἀλλ' ἰδίᾳ οἰκογενειακὴ σχέσις, ἐν τῇ ὁποίᾳ ὁ λαμβάνων εἰς θέσιν «*ψυχοπαιδιοῦ*» τὸ τέκνον ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν, ὅπως μετὰ πάροδον ἐτῶν ἀποκαταστήσῃ αὐτὸ εἰς γάμον καὶ τὸ προίκισι. Ἱστορικῶς ὁ θεσμὸς συνδέεται πρὸς τὴν υἱοθεσίαν, τῆς ὁποίας ἀποτελεῖ ἰδιαιτέραν μορφήν. Ἐπὶ τοῦ θέματος βλ. P. KOSHAKER, Fratriarchat, Hausgemeinschaft und Mutterrecht in Keilschriftrechten, ἀνατύπ. ἐκ Zeitschrift für Assyriologie, 7 (νέας σειρᾶς), σ. 22 ἐπ., ἐνθα καὶ παραλληλισμὸς τῶν ἐν Ἑλλάδι κρατούντων πρὸς τὰ ἀνατολικά δίκαια.

³ Ταῦτα πάντα βλ. ἐσχάτως ἐν P. KOSHAKER, Adoptio in fratrem ἐν Studi Riccobono, 1934, 3, σ. 361, ἐπ. Πρβλ. καὶ C. A. NALLINO, Intorno al diritto romano imperiale dell'affratellamento, e ad alcuni paralleli arabi ἐν Studi Riccobono, 3, 1933, σ. 321 ἐπ., E. VOLTERRA, La 7 c. de her. inst. 6.24 e due documenti di Susa recentemente scoperti ἐν Bull. Ist. dir. rom., 41, 1933, σ. 289 ἐπ. Διὰ τὴν Ρουμανίαν βλ. FOTINO, Contribution, σ. 172 ἐπ., P. NEGULESCU, Studii de istoria dreptului român, σ. 84, ἐπ. Πρβλ. καὶ K. ΡΑΛΛΗ, Περὶ τῆς ἀδελφοποιίας κατὰ τὸ κανονικὸν δίκαιον τῆς ὀρθοδόξου ἀνατολικῆς ἐκκλησίας, Ἀθῆναι 1908.

⁴ Πρβλ. διὰ τὸ διαζύγιον PERETZ, Curs, 2, 1, σ. 18, 50, ἐκτεταμένως δὲ ἐν P. NEGULESCU, ἐνθ. ἀνωτ. σ. 108 ἐπ., 117 ἐπ., ἐνθα παρέχονται καὶ πληροφορίες περὶ τῶν ἀρχαιοτέρων ρουμανικῶν κωδίκων καὶ ἄλλων πηγῶν, ἀναλύεται δὲ ἡ ἀναμφισβήτητος ἐπίδρασις τοῦ βυζαντινοῦ δικαίου.

μεταξὺ τῶν ἐγγράφων τούτων μόλις ἀπὸ τοῦ ΙΖ' αἰῶνος ἀπαντῶμεν προικοσύμφωνα¹. Ἐκ τῶν σχετικῶν συμβολαίων πληροφορούμεθα ὅτι ὁ σύζυγος ἠδύνατο ἐλευθέρως νὰ ἐκποιῇ τὰ προικῶα ἀκίνητα² πράγμα τὸ ὁποῖον δὲν ἦτο δυνατόν νὰ γίνη μετὰ τὴν ἐκδοσιν τῶν φαναριωτικῶν κωδίκων³.

Τὸ ἐθιμικὸν προικῶν δίκαιον τῶν ρουμανικῶν χωρῶν δὲν διαφέρει οὐσιωδῶς τοῦ βυζαντινορρωμαϊκοῦ συστήματος. Καὶ ναὶ μὲν ἡ προίξ δὲν φαίνεται ἀνήκουσα κατὰ κυριότητα εἰς τὸν ἄνδρα, συνεστῶτος τοῦ γάμου, ὅπως κατὰ τὸ ρωμαϊκὸν δίκαιον, τὸ τοιοῦτον ὅμως δὲν εὐρίσκεται εἰς ἀντίθεσιν πρὸς τὸ δημῶδες βυζαντινὸν δίκαιον, τὸ ὁποῖον, φαίνεται, ἀπλοῦν δικαίωμα διαχειρίσεως ἀνεγνώριζεν εἰς τὸν ἄνδρα, τῆς κυριότητος παραμενούσης κατ' αὐτὸ καὶ συνεστῶτος τοῦ γάμου εἰς τὴν γυναῖκα⁴. Τὸ τελευταῖον τοῦτο διέφυγε τοὺς νεωτέρους ρουμάνους συγγραφεῖς καὶ ἰδίᾳ τὸν G. Fotino, ὅστις καὶ εἰς τὸ σημεῖον τοῦτο ὑποστηρίζει ἰδιορρυθμίαν τοῦ ἐγγχωρίου δικαίου καὶ προσπαθεῖ νὰ συνδυάσῃ ταύτην πρὸς ἀλβανικὰς νομικὰς διατάξεις⁵.

Εἰς τὰ ρουμανικὰ ἐγγραφα ρυθμίζονται καὶ ἄλλαι πλὴν τῆς προικὸς ἔννομοι σχέσεις τοῦ οἰκογενειακοῦ δικαίου. Οὕτως ἀναγνωρίζεται τὸ διαζύγιον διὰ φιλονικίαν μεταξὺ τῶν

¹ Foe de zestre βλ. JORGA, Anciens documents, ἀριθ. 246 (ἔτους 1786), σ. 299.

² Βλ. ἐγγραφον ὑπ' ἀριθ. 6 ἐν JORGA, Studi și doc., 5, σ. 403.

³ Πρβλ. ἐγγραφον 247 ἐν JORGA, Anciens documents, σ. 300, ἐκδοθὲν τῷ 1805 ὑπὸ τὸ κράτος φαναριωτικοῦ δικαίου. Πρβλ. αὐτ. σ. 28, ἐνθα ὁ συγγραφεὺς ἀναφέρει ὅτι κατὰ τὸν ΙΗ' αἰῶνα πρὸς ἐκποίησιν τῆς προικὸς ἀπητεῖτο καὶ ἡ συναίνεσις τῆς γυναικός.

⁴ Τὸ ζήτημα εἶναι, ὥς γνωστόν, ἐκ τῶν μᾶλλον διαφιλονικουμένων, συζητεῖται δὲ ἤδη ἀπὸ τῶν χρόνων τῶν γλωσσογράφων. Τὸ σχόλιον κατὰ πόδας εἰς Βασ. 29.1.117, καθ' ὃ «ἐν τοῖς προικιμαίοις τοῖς ἐκδικητέοις τὴν γυναῖκα πᾶσαν ἔχειν μετὰ τὴν τοῦ γάμου διάλυσιν προτίμησιν . . . ἐπειδὴ τὰ αὐτὰ πράγματα καὶ ἐξ ἀρχῆς τῆς γυναικὸς ἦσαν, καὶ φυσικῶς ἐν τῇ αὐτῇ ἐμείναν δεσποτεῖα· οὐδὲ γάρ, ὅτι ἐκ τῆς τῶν νόμων λεπτότητος μεταφορὰ τούτων ἐπὶ τὴν τοῦ ἀνδρὸς οὐσίαν δοκεῖ γεγονέναι, διὰ τοῦτο ἡ τοῦ πράγματος ἀλήθεια ἐξήλείπεται ἢ συγκέχεται· βουλόμεθα οὖν, ταύτην τὴν ἐν ῥέμῃ ἀγωγὴν . . . καὶ τὴν ὑποθηκαρίαν πάντων προγενεστέραν κεκτηῖσθαι, ἵνα, εἴτε ἐκ τοῦ φυσικοῦ δικαίου τῆς γυναικὸς τὰ πράγματα εἶναι νοηθῶσιν εἴτε κατὰ τὴν τῶν νόμων λεπτότητα εἰς τὴν τοῦ ἀνδρὸς διεληλυθέναι, δι' ἑκατέρας ὁδοῦ . . . ταύτης τελεία πρόνοια γένηται» (HEIMBACH, Basilicorum, 3, σ. 445 ἐπ. = I. ΖΕΠΟΥ, Βασιλικά, 3, σ. 778 ἐπ.), βεβαίως δὲν δύναται νὰ λεχθῇ ὅτι καθιεροῖ τὴν κυριότητα τῆς γυναικὸς ἐπὶ τῆς προικὸς, συνεστῶτος τοῦ γάμου, ἀλλ' ἀποδεικνύει σαφῶς τὸν ἀγῶνα, ὃν εἶχε νὰ διεξαγάγῃ ὁ Ἰουστινιανὸς ἐναντίον τοῦ κοινοῦ περὶ δικαίου αἰσθήματος παρέχων εἰς τὸν ἄνδρα τὰ εἰς κύριον ἀνήκοντα δικαιώματα ἐπὶ τῆς προικὸς, συνεστῶτος τοῦ γάμου. Σχετικὰ πρὸς τὸ ζήτημα χωρία τῶν ρωμαϊκῶν καὶ βυζαντινῶν πηγῶν βλ. παρὰ A. BRINZ, Lehrbuch der Pandekten, 3, β' ἔκδ., Erlangen 1886, § 474, σημ. 1. Ἐν γένει δὲ πηγὰς καὶ βιβλιογραφίαν βλ. μεταξὺ ἄλλων παρὰ A. ΜΟΜΦΕΡΡΑΤΟΥ, Οἰκογενειακὸν δίκαιον, Ἀθῆναι 1930 (ἀνατύπωσις τῆς ἀ' ἐκδόσεως) σ. 212, σημ. 1, DERNBURG - BIERMANN, Pandekten (ζ' ἔκδ. 1903), 3, § 18 σημ. 1 καὶ § 19 σημ. 1. Πρβλ. κατωτ., σ. 101 σημ. 1, σ. 102 σημ. 1.

⁵ G. FOTINO, Contribution, σ. 304, ἐπ., 316 ἐπ. Διὰ τὴν τύχην τῆς προικὸς μετὰ τὴν λύσιν τοῦ γάμου αὐτὸς ὁ FOTINO αὐτ. σ. 306 ἐπ. ὑποστηρίζει τὴν ἐπίδρασιν τοῦ ρωμαϊκοῦ (ἐπομένως καὶ τοῦ ἀμεσσοτέρου βυζαντινοῦ) προικῶου συστήματος.



συζύγων¹, αποκλείεται πᾶν κληρονομικὸν δικαίωμα τῶν νόθων τέκνων², ἐνῶ χωρεῖ ἐνίοτε ἡ ἀναζήτησις τῆς πατρότητος πρὸς τὸν σκοπὸν, ὅπως δοθῇ ἀποζημίωσις εἰς τὴν μητέρα, ὅπως φαίνεται εἰς ἐνδιαφέρον ἑγγραφον τοῦ ἔτους 1742³, εἰς τὸ ὅποιον ἀναφέρεται ὅτι γυνὴ τις τεκοῦσα ἐξώγαμον τέκνον ἀποζημιούται, συγχρόνως ὅμως ὑποβάλλεται καὶ εἰς ἀτιμωτικὴν ποινὴν θεωρουμένη εἰς τὸ ἐξῆς ὡς πόρνη.

Δύσκολον εἶναι νὰ δεχθῇ τις ὅτι τὸ πενιχρὸν τοῦτο ἐγχώριον ρουμανικὸν δίκαιον διήνυσεν ὅλως αὐτοτελῇ ἐξελικτικὴν διαδρομὴν. Πιστεύω τοῦναντίον ὅτι καὶ εἰς τὸ δίκαιον αὐτὸ ὅχι μικρὰ ὑπῆρξεν ἡ συμβολὴ τοῦ ἑλληνικοῦ στοιχείου, κατὰ τὸ ὅποιον ἡ οἰκογενειακὴ κοινοκτημοσύνη ἀπετέλεσε τὸ θεμέλιον, ἐφ' οὗ ὠκοδομήθη ὁλόκληρον τὸ εἰς τὴν Βαλκανικὴν καὶ τὰς χώρας τῆς ἀνατολικῆς Μεσογείου ἰσχύσαν σύστημα τοῦ οἰκογενειακοῦ δικαίου⁴. Τὴν οἰκογενειακὴν δὲ ταύτην κοινοκτημοσύνην εὐρίσκομεν διατετυπωμένην καὶ εἰς τὸ ἐνδιαφέρον ἡμᾶς ἐνταῦθα Συνταγμάτιον τοῦ Ὑψηλάντη⁵. Τὸ γεγονὸς τοῦτο θεωροῦμεν ὅλως ἰδιαιτέρας σημασίας, συνδυαζόμενον δὲ πρὸς τὴν παρατήρησιν, ὅτι οἰκογε-

¹ JORGA, Anciens documents, σ. 301, ἀριθ. 249 ἔτους 1637· «... pentru scărubă ce au fost avându, împreună...» («... διὰ φιλονικίαν, ἣν ἔσχον μεταξύ των...»).

² Αὐτόθι ἀριθ. 250 (ἔτους 1679), σ. 302.

³ Αὐτόθι ἀριθ. 251 (ἔ. 1742), σ. 303. Αὐτόθι σ. 303, ἀριθ. 252 (ἔ. 1643) ἀναγνωρίζονται κληρονομικά δικαιώματα ὑπὲρ τοῦ «ψυχοπαιδιοῦ» «... la moarte, Toader au dat lui Pătrășcan cuconul Tăutul Logofătului, căci au fost nipot di văr primare și l'au învățat carte și l'au luat hii di suflet, o parte din moșie...» («... ὁ Θεόδωρος ἔδωκε τμήμα τοῦ κτήματος κατὰ τὸν θάνατόν του εἰς τὸν Pătrășcan τὸν υἱὸν τοῦ Λογοθέτου Tăutul, ὅστις ἦτο ἀνεμῖος ἐκ τοῦ ἐξαδέλφου του, καὶ τὸν ὅποιον ἐσπούδασε καὶ ἔλαβεν ὡς ψυχογυιόν...»), ὅπερ ἐνδεχόμενον νὰ ἀποτελῇ καὶ διὰ διαθήκης σύστασιν υἰοθεσίας («ψυχικοῦ»).

⁴ Διὰ τὴν οἰκογενειακὴν κοινοκτημοσύνην εἰς τὸ ἀρχαῖον ἑλληνικὸν δίκαιον βλ. νεωστὶ W. ERDMANN, Die Ehe im alten Griechenland, München 1934, σ. 117 ἐπ., ἰδίως σ. 124 ἐπ. καὶ τὴν αὐτόθι μνημονευομένην παλαιότεραν βιβλιογραφίαν· διὰ τὸ αἰγυπτιακὸν δίκαιον Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Περὶ τῆς συζυγικῆς κοινοκτημοσύνης, 1, 1932, σ. 26, ἐπ., διὰ τὸ ἐλληνιστικὸν δίκαιον τῆς Αἰγύπτου L. MITTEIS, Grundzüge, 2, 1, σ. 226 ἐπ. καὶ διὰ τὴν σχέσιν αὐτοῦ πρὸς τὸ ρωμαϊκὸν δίκαιον V. ARANGIO - RUIZ, Istituzioni di diritto romano, γ' ἔκδ. 1934, ἰδίως σ. 445, σημ. 1. Τὸ σύστημα αὐτό, ὡς καὶ τὸ τῆς συζυγικῆς κοινοκτημοσύνης, κρατεῖ παρὰ τὰς ἐξενεχθείσας ἀντιθέτους γνώμας καὶ εἰς τὴν Ἑκλογὴν τῶν Ἰσαύρων· πρβλ. ZACHARIAE V. LINGENTHAL, Geschichte, § 11, σ. 89 ἐπ., τοῦτο δὲ ἐπανευρίσκομεν καὶ εἰς τὸν κατὰ τὸν ΙΓ' μ. Χ. αἰῶνα ὑπὸ τοῦ εὐγενοῦς ἀξιωματοῦχου Σεμπάντ συνταχθέντα ἁρμενικὸν κώδικα. Βλ. J. KARST, Sempadscher Kodex, I, σ. 167, § 114, καὶ τὰς παρατηρήσεις τοῦ ΑΥΤΟΥ ἐν 2, 1905, σ. 183 ἐπ. Περὶ τοῦ ὅτι ὁ κώδιξ οὗτος, ὡς καὶ ἄλλοι ἁρμενικοὶ κώδικες συνετάχθησαν ἔχοντες ὡς πρότυπον τὴν Ἑκλογὴν τῶν Ἰσαύρων, βλ. Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Ἱστορία τοῦ ἑλληνικοῦ δικαίου μέχρι τοῦ 1821, σ. 122 ἐπ. Ἡ τοιαύτη κοινοκτημοσύνη ἐν συνεχείᾳ ἀναφαίνεται οὐ μόνον, ὡς ἐν τῷ κειμένῳ λέγεται, εἰς τὸ Συνταγμάτιον, ἀλλὰ καὶ εἰς τὰ νεώτερα νομικὰ ἔθιμα τῆς Ἑλλάδος· πρβλ. Συλλογὴν ἐθίμων ὑπὸ Ι. καὶ Π. ΖΕΠΟΥ, Jus Graecoromanum, 8, σ. 465, ἀριθ. 57. Πλείονα περὶ τοῦ θέματος τούτου βλ. κατωτέρω ἐν τῇ παρούσῃ ἐργασίᾳ.

⁵ Τὰς σχετικὰς διατάξεις τοῦ Συνταγματίου ἀναλύομεν εἰς τὰς ἐπομένους παραγράφους.



νειακή ὡσαύτως κοινοκτημοσύνη κρατεῖ οὐ μόνον εἰς τὸ ἐγγώριον ρουμανικὸν δίκαιον, ἀλλὰ καί, ἔστω καὶ λανθανόντως, ἐπὶ μακρὰς χιλιετηρίδας εἰς πάσας τὰς χώρας, ὅσαι ἐγνώρισαν τοῦ ἑλληνικοῦ δικαίου τὴν ἐπιρροήν, ἐνισχύει τὴν ὑπόθεσιν, ὅτι καὶ τὸ ἐγγώριον ρουμανικόν, ἰδιαιτέρως ὅμως τὸ εἰς τὸ Συνταγμάτιον διατετυπωμένον, δίκαιον δὲν εἶναι, εἰ μὴ ἔντονος ἐκδήλωσις τοῦ ἐν συνεχείᾳ ἀνὰ σύμπασαν τὴν Βαλκανικὴν χερσόνησον, τὴν Μικρὰν Ἀσίαν καὶ τὴν Αἴγυπτον ἐπιβιώσαντος ἑλληνικοῦ δικαίου.

Τὴν ὑπόθεσιν ταύτην ἐπιχειροῦμεν εἰς τὰς ἐπομένας παραγράφους νὰ ἀποδείξωμεν καὶ ἐν ταῖς λεπτομερείαις αὐτῆς. Ὑποστηρίζομεν δὲ ὅτι ἡ εἰς τὸ Συνταγμάτιον διατυπωμένη ὑποχρέωσις πρὸς προίκισιν, ἡ σύστασις τῆς προικός, ἡ τύχη αὐτῆς, συνεστῶτος καὶ λυομένου τοῦ γάμου, ὡς καὶ ἄλλα εἰδικώτερα θέματα τοῦ περιουσιακοῦ τῶν συζύγων δικαίου, ἔχονται στερεῶς τῶν ἀντιλήψεων τοῦ ἑλληνικοῦ δικαίου, τὸ ὁποῖον εἰς τὸ Συνταγμάτιον εὐρίσκει τοιοῦτοτρόπως τὴν τελευταίαν χρονικῶς νομοθετικὴν αὐτοῦ διατύπωσιν.

21. — Αἱ σχετικαὶ μὲ τὴν ὑποχρέωσιν πρὸς προίκισιν διατάξεις τοῦ Συνταγματίου δὲν εἶναι ἀπολύτως σαφεῖς, περιέχονται δὲ εἰς διαφόρους τίτλους τοῦ κώδικος τούτου. Οὕτως ἐκ τῆς § α' τοῦ XX τίτλου «περὶ κληρονομίας» προκύπτει ὅτι ἡ πρὸς προίκισιν ὑποχρέωσις πρώτιστα βαρύνει τοὺς γονεῖς. Ἡ διατύπωσις τῆς διατάξεως ταύτης ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὴν περίπλοκον § β' τοῦ αὐτοῦ τίτλου, καθ' ἣν, ἀποθανόντος τοῦ πατρός, ὑποχρέωσις πρὸς προίκισιν ὑφίσταται ἐκ μόνης τῆς πατρικῆς περιουσίας, ἀποδεικνύει ὅτι εἰς τὸ Συνταγμάτιον ρυθμίζονται ἰδιαιτέρως τὰ *bona materna*. Ταῦτα, ὑφισταμένου μὲν τοῦ γάμου, ἀνήκουσι κατὰ κυριότητα εἰς τὴν μητέρα, τούτων δὲ τὴν διαχείρισιν ἔχει ὁ ἀνὴρ, ἐξ οὗ καὶ ἡ κοινὴ ὑποχρέωσις *ἀμφοτέρων* τῶν συζύγων (κατὰ § α') πρὸς προίκισιν. Λυθέντος δὲ τοῦ γάμου θανάτῳ μὲν τοῦ ἀνδρὸς (οὕτως ἐν § β'), ἡ κυριότης αὐτῶν παραμένει εἰς τὴν μητέρα, οἱ κληρονόμοι ὅμως τῆς πατρικῆς περιουσίας, τὰ τέκνα δηλαδὴ τοῦ ἀποθανόντος, ὑποχρεοῦνται νὰ προικίσουν ἐξ αὐτῆς τὴν ἀδελφὴν των, θανάτῳ δὲ τῆς γυναικὸς λυθέντος τοῦ γάμου, οὐδὲν λέγεται, εὐνόητον ἐν τούτοις εἶναι ὅτι τὰ *bona materna*, τὰ μητρῶα, κληρονομοῦσιν οἱ ἴδιοι ταύτης κατιόντες, διατηρουμένης ὅμως ὅπωςδήποτε καὶ τῆς πρὸς προίκισιν ἐκ τῆς πατρικῆς περιουσίας ἀξιώσεως τῆς θυγατρὸς. Ἐκ τοῦ λόγου τούτου καὶ ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου ἐν τίτλῳ XX, § β' διαρκῶς ποιεῖται λόγον περὶ ὑποχρεώσεως πρὸς προίκισιν ἐκ τῆς πατρικῆς περιουσίας, καίτοι κατὰ τὰ σαφῶς ἐν § α' ὀριζόμενα, ὡς ἐλέχθη, *ἀμφότεροι* οἱ γονεῖς ὑποχρεοῦνται εἰς προίκισιν¹.

¹ Ὑποχρέωσις πρὸς προίκισιν ἀμφοτέρων τῶν γονέων συνάγεται ἐμμέσως καὶ ἐκ διατάξεως τοῦ πατριάρχου Καλλινίκου τοῦ ἔτους 1701, ἐκδ. ὑπὸ Μ. ΓΕΛΕΩΝ, Κανονικαὶ διατάξεις, 1, 1888, κε', σ. 70 ἐπ., ἐνθα ἐπιβάλλεται ὑποχρέωσις πρὸς προίκισιν καὶ ἐκ τῆς προικός τῆς μητρός. Σαφέστερον διατυποῖ τοῦτο διάταξις τοῦ πατριάρχου Γρηγορίου, δημοσιευθεῖσα τῷ 1838 (Μ. ΓΕΛΕΩΝ, αὐτ. σ. 328, 331) «... ἅτε δὴ ἀμφοτέροις τοῖς γονεῦσιν ἐπικειμένον τοῦ χρέους τῆς τῶν θυγατέρων ὑπανδρείας...» Ἀντιθέτως ἡ διάταξις τοῦ Θεοφίλου τῆς Καμπανίας (Νομικὸν Πρόχειρον, σ. 115), καθ' ἣν «ἡ μήτηρ» δὲν βιάζεται μὴ θέλουσα νὰ δώσῃ προῖκα τῇ θυγατρὶ ἀπὸ τὰ ἰδικά της πράγματα...», ἀποδεικνύει τὰς βαθείας ρίζας τοῦ ἀντιθέτου ἐθίμου.



Ἡ ἰδιαιτέρα αὐτῇ ρύθμισις τῶν bona materna εἰς τὸν κώδικα τοῦ Ὑψηλάντη ἀποδεικνύει κατ' ἀνάγλυφον τρόπον τὴν ἐξακολουθήσιν τῆς ἰσχύος τοῦ ἐλληνικοῦ δικαίου διὰ μέσου τῶν αἰώνων. Οὕτω καὶ εἰς τὸ ἀρχαῖον ἐλληνικὸν δίκαιον ἡ μητρικὴ περιουσία, ὑφισταμένου τοῦ γάμου, διοικεῖται καὶ διαχειρίζεται μὲν ὑπὸ τοῦ πατρός, ἡ κυριότης ὅμως ταύτης ἀνήκει εἰς τὴν σύζυγον μητέρα ταύτης ἀποθανούσης, ἡ μητρικὴ περιουσία μεθίσταται εἰς τοὺς κληρονόμους τῆς μητρός. Τὸ δίκαιον τοῦτο, ἐπαναλαμβανόμενον καὶ εἰς τὰς δέλτους τῆς Γόρτυνος¹, εὐρίσκεται εἰς πλήρη συμφωνίαν πρὸς νεωτέρας ρωμαϊκὰς διατάξεις τοῦ Μεγάλου Κωνσταντίνου², ἐκ τῶν ὁποίων ὁ Mitteis³ συνήγαγε τὴν καὶ ἐξ ἄλλων μνημείων σαφῶς ἀποδεικνυομένην ἐλληνικὴν ἀντίληψιν καὶ ρύθμισιν τῶν «μητρῶων», τὴν ὁποίαν ἀνευρίσκομεν ἤδη καὶ μετὰ πολλοὺς αἰῶνας εἰς τὸν κώδικα τοῦ Ὑψηλάντη.

Ὑποχρέωσιν πρὸς προίκισιν ἐπιβάλλουσιν αἱ διατάξεις τοῦ Συνταγματίου καὶ εἰς τοὺς ἀδελφούς. Τοιαύτην ὑποχρέωσιν ὀρίζουσιν αἱ §§ ε' καὶ ς' τοῦ τίτλου XIX «περὶ προικός», ὡς καὶ ἡ § β' τοῦ τίτλου XX «περὶ κληρονομίας». Ἡ ὑποχρέωσις ἐπιβάλλεται κατὰ τὰς διατάξεις ταύτας εἰς πάντας τοὺς ἀδελφούς, πλουσίους καὶ πτωχοὺς, εἶναι δὲ ἐπακολουθήματα τῆς γενικῆς ἀρχῆς τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης, ἥτις κρατεῖ εἰς τὸ Συνταγμάτιον.

Ἡ ὑποχρέωσις τῶν ἀδελφῶν πρὸς προίκισιν διατυπῶνται ρητῶς καὶ εἰς τὸν Βλαχικὸν κώδικα, ἔνθα (τμ. γ', κεφ. ις', § 12) σαφέστερον διατυπῶνται καὶ ἡ σχέσις ταύτης πρὸς τὴν ὑποχρέωσιν τοῦ πατρός: «ὁ πατέρας χρεωστεῖ νὰ προικίσῃ τὴν κόρην του ἀπὸ τὴν περιουσίαν του». § 13. «Ἀποθνήσκοντος ὁ πατέρας, καὶ μνήσκοντος κόρη ἀπροίκιστος καὶ πατρικὴ περιουσία, ὁ ἀδελφὸς χρεωστεῖ νὰ τὴν προικίσῃ ἀπὸ τὴν περιουσίαν, δίδοντας ἂν δὲν φθάσῃ καὶ ἐξ ἰδίων του, διὰ νὰ ὑπανδρευθῇ ἄνδρα τῆς τάξεώς της καὶ τῆς τιμῆς της. Ἀλλὰ καὶ ὅταν περιουσία δὲν μείνῃ παντάπασι, καὶ τότε ὁ ἀδελφὸς ἐξ ἰδίων του χρεωστεῖ νὰ τὴν ὑπανδρεύσῃ». Ὁ Βλαχικὸς κώδιξ δὲν ὁμιλεῖ περὶ ὑποχρεώσεως ἀμφοτέρων τῶν γονέων πρὸς προίκισιν, τοῦναντίον ἀντιθέτως πρὸς τὸ Συνταγμάτιον ὀρίζει

¹ Δίκαιον τῆς Γόρτυνος, 6, 31, ἐπ. «αἱ δὲ κ' ἀποθάνει μάτερ τέκνα καταλιπόνσα, τὸν πατέρα κατεργὸν ἔμεν τὸν ματρώιον, ἀποδόθαι δὲ μέ, μεδὲ καταθέμεν, αἱ κα μὲ τὰ τέκνα ἐπαινέσει δρομέες ἰόντες». Πρβλ. FR. BÜCHELER - E. ZITBLMANN, Das Recht von Gortyn, σ. 28, καὶ τὰς ἐν σ. 115 ἐπ., 123, 129 ἐπ. παρατηρήσεις, A. ΜΟΜΦΕΡΡΑΤΟΥ, Τὸ δίκαιον τῆς Γόρτυνος, σ. 22.

² Cod. Just. 6.60.1 ἔτους 319 = Cod. Theod. 8.18.1: «... Res, quae ex matris successione fuerint ad filios devolutae, ita sint in parentum potestate, ut fruendi dumtaxat habeant facultatem, dominio videlicet earum ad liberos pertinente...», Cod. Just. 6.60.3 (Θεοδ. καὶ Βαλεντ. ἔτους 426) = Cod. Theod. 8.18.9. Βλ. ἀμφοτέρας τὰς διατάξεις ἐν Βασ. 45.4.1 καὶ 3 μετὰ σχολίων Θεοδώρου καὶ Θαλελαίου. Πρβλ. καὶ ἐν Μιχαήλ Ἀτταλειώτου, Νομ. Ποίημα, 28, 10 ἐπ. Διὰ τὴν ἐν τῇ πράξει ἐφαρμογὴν βλ. ἀπόφασιν Δημητρίου Χωματιανοῦ, ἀρχιεπισκόπου πάσης Βουλγαρίας, ἐν J. B. PITRA, Analecta sacra, 6, 1891, μγ' σ. 189, μῆ', σ. 215 κλπ. Βλ. καὶ διάταξιν ἀδήλου πατριάρχου, πιθανῶς Ἱερεμίου τοῦ Γ' ἐν Μ. ΓΕΛΕΩΝ, Κανονικαὶ διατάξεις, 1888, 1, σ. 148 ἐπ.

³ L. MITTEIS, Reichsrecht und Volksrecht, σ. 238 ἐπ.



αυτόθι (ἐν § 15) ὅτι «*ἡ μητέρα ἐλευθέρα εἶναι νὰ προικίσῃ τὴν κόρην της μὲ τὴν προϊκά της*», ἐνθα ὁμως σαφῶς διαφαίνεται ἡ ἰδιαίτερα τῶν μητρῶν ρύθμισις. Τοῦναντίον τόσον ἡ μήτηρ, ὅσον ἰδίως καὶ οἱ ἀδελφοὶ ὑποχρεοῦνται εἰς προίκισιν τῆς θυγατρὸς ἢ ἀδελφῆς των κατὰ τινὰ τοπικὰ ἑλληνικὰ ἔθιμα¹, ἀποδεικνυομένης οὕτω περιτράνως τῆς συνοχῆς τοῦ ἑλληνικοῦ δημώδους δικαίου πρὸς τὸ ὑπὸ τῶν φαναριωτῶν καὶ δὴ τοῦ Ὑψηλάντη νομοθετηθὲν δίκαιον.

Ἡ ἀρχὴ τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης δὲν προκύπτει μόνον ἐκ τῆς ὑποχρεώσεως τῶν ἀδελφῶν πρὸς προίκισιν, ἀλλὰ καὶ ἐξ ἄλλων διατάξεων τοῦ Συνταγματίου. Οὕτως ἡ διάταξις τῆς § 5' τοῦ τίτλου XIX, ὁρίζουσα ὅτι ἡ προίκισις δέον νὰ γίνεται «*μὲ τὴν εἶδσιν τῶν τιμωτέρων συγγενῶν*» καὶ τῶν «*ἀρχιερέων τοῦ τόπου*», δὲν ἀποτελεῖ μόνον ἐγγύησιν διὰ τὴν εὐσυνείδητον ἐκτέλεσιν τῆς ὑποχρεώσεως τῶν ἀδελφῶν, ἀλλ' ἔτι πλέον ἀποδεικνύει ὅτι καὶ οἱ συγγενεῖς ἔχουσι βαρύνουσαν γνώμην εἰς τὰ ἀφορῶντα τὴν οἰκογένειαν καὶ τὴν διοίκησιν αὐτῆς ζητήματα. Ἐξ ἄλλου ὁ ὁρισμὸς τῆς § β' τοῦ τίτλου XX, καθ' ὃν ἡ ἀδελφὴ δὲν κληρονομεῖ τὸν ἀποθανόντα ἀδελφόν, ἀλλὰ τοῦναντίον ὁ θάνατος πλουσίου ἀδελφοῦ τίκει τὴν ὑποχρέωσιν, ὅπως οἱ ἐπιζῶντες προικίσωσιν ἐκ τῆς καταλειφθείσης πατρικῆς περιουσίας μετ' ἀφαίρεσιν τῶν βαρῶν τὴν ἀδελφήν των, ἀπηχεῖ ἐπίσης οἰκογενειακὴν κοινοκτημοσύνην, οἷαν κατ' ἐξοχὴν ἀποδεικνύει καὶ ἡ § γ' τοῦ τίτλου XX, καθ' ἣν ἡ πατρικὴ ἐστία μεταβαίνει εἰς τοὺς ἄρρενας συγγενεῖς².

22.— Ἐν τίτλῳ XIX, § α' ἐπιβάλλεται ἡ ὑποχρέωσις, ὅπως τὰ κινητὰ στοιχεῖα τῆς προικῶας περιουσίας, οἷον «*τξεβαχερικά, ρουχικά, ἀσημικά, μαλαγματικά, χαλκωματικά*» κλπ., διατιμῶνται πρὸ τοῦ γάμου ἢ ἐντὸς τεσσαράκοντα (ἐξαιρετικῶς δ' ἐξήκοντα) ἡμερῶν ἀπὸ τῆς τελέσεως αὐτοῦ καὶ οὕτω διατετιμημένα παραδίδονται εἰς τὸν ἀποδεχθέντα τὴν προῖκα σύζυγον (*argumentum* ἐκ § β' αὐτ.).

Εἰς τὸ ἔγγραφον προικοσύμφωνον³ γίνεται μνεῖα τῆς γενομένης διατιμῆσεως. Τὸ

¹ Πρβλ. τὰ ἐν I. καὶ II. ΖΕΠΟΥ, Συλλογὴ ἐθίμων ἐν J. G. R., 8, σ. 466, ἀριθ. 60, ἀναφερόμενα τοπικὰ ἔθιμα, ἐξαιρετικῶς ἐνδιαφέροντα διὰ τὸ ἐν Ἑλλάδι περισωθὲν δίκαιον τῶν «*μητρῶν*». Βλ. ἐπίσης διάταξιν πατριάρχου Κωνσταντινουπόλεως Κυρίλλου ἔτους 1813 (M. ΓΕΛΕΩΝ, Κανονικαὶ διατάξεις, 2, σ. 147), καθ' ἣν «*οἱ ἀδελφοὶ ὀφείλουσι συντρέχειν εἰς τὴν ὑπανδρείαν τῆς ἀδελφῆς αὐτῶν ἐκ τῶν ἐνόντων...*»

² Σχετικὴ πρὸς XX, β', εἶναι καὶ ἡ διάταξις XIX, ε'. Περὶ τούτων πάντων ἐκτενὴς γίνεται λόγος κατωτέρω ἐν τῷ κεφαλαίῳ τοῦ κληρονομικοῦ δικαίου. Ἐνταῦθα πρέπει νὰ σημειωθῇ ὅτι ἡ τοιαύτη ρύθμισις ἐνθυμίζει τὴν νομικὴν θέσιν τῆς «*ἐπικλήρου*» ἐν τῷ ἀρχαίῳ ἑλληνικῷ δικαίῳ, ἣτις δημιουργεῖται ἐπὶ τῷ σκοπῷ διατηρήσεως τῆς οἰκογενειακῆς ἐστίας, ἀφοῦ ἐξαντληθῇ ἡ σειρὰ τῶν εἰς τὸν κλῆρον κατὰ νόμον δικαιουμένων ἀρρένων προσώπων. Πρβλ. W. ERDMANN, Die Ehe im alten Griechenland, σ. 68 ἐπ., BECKER, Platons Gesetze und das griechische Familienrecht, σ. 317 ἐπ.

³ Ἡ χρῆσις ἐγγράφου κατὰ τὴν σύστασιν τῆς προικὸς ἦτο ἐν εὐρείᾳ χρήσει ἀνὰ τὰς χώρας τῆς ἀνατολικῆς Μεσογείου, ἐνίοτε δ' ἐπεβάλλετο καὶ διὰ ρητῶν διατάξεων. Οὕτω διάταξις τοῦ πατριάρχου Κωνσταντινουπόλεως Ἱερεμίου τοῦ ἔτους 1811 (ἐν M. ΓΕΛΕΩΝ, Κανονικαὶ διατάξεις, 2, 1889,

συμβόλαιον ὑπογράφουσιν ὁ σύζυγος, ὁ ἀρχιερεὺς τοῦ τόπου, ὡς καὶ ἀξιόπιστοι μαρτυρεῖς¹, οὕτω δ' ὑπογεγραμμένον καταγράφεται εἰς εἰδικοὺς κώδικας, τηρουμένους εἰς τὰς «ὑπερεχούσας» ἐκκλησίας τοῦ τόπου τῆς τελέσεως τοῦ γάμου. Ἡ ὑποχρέωσις αὕτη πρὸς τήρησιν εἰδικῶν κωδίκων εἰς τὰς ἐκκλησίας, ὡς καὶ γενικώτερον ἢ συμμετοχὴ τῶν ἀνωτέρων κληρικῶν κατὰ τὴν σύνταξιν τῶν προικοσυμφώνων, συνδέεται ἀμέσως πρὸς ἀρχαιότερον δίκαιον ἰσχύσαν ἐν πάσαις ταῖς χώραις τῆς ἀνατολικῆς Μεσογείου, πρὸς τὸ ὅποιον συνέχεται, νομίζομεν, καὶ αὕτη ἡ ὑποχρέωσις πρὸς διατίμησιν τῶν κινητῶν προικῶν ἀντικειμένων².

Εἰς διατίμησιν ὑπόκεινται μόνον τὰ κινητὰ ἀντικείμενα τῆς προικός, ρητῶς ἀπο-

σ. 134 ἐπ.) καθορίζει τὰ ἐξῆς· «ἐν ἐκάστῳ συγκροτούμένῳ συνοικεσίῳ νὰ γίνωνται δύο προικοσύμφωνα γράμματα, καὶ τὸ ἐν νὰ λαμβάνῃ καὶ νὰ ἔχῃ ὁ γαμβρός, τὸ δὲ ἄλλο ὁ πενθερός, καὶ αὐτὰ νὰ ἔχωσι κῦρος, ὅταν εἶναι μεμαρτυρημένα μὲ τὴν ιδιόχειρον ὑπογραφὴν τῶν κατὰ καιροὺς προεσιώτων τῆς χώρας ταύτης . . . » (πρόκειται περὶ τῆς Σκιάθου). Πρβλ. καὶ διάταξιν πατριάρχου Κυρίλλου ἐν ἔτει 1813 (Μ. ΓΕΛΕΩΝ, αὐτ. σ. 145 ἐπ.), περιέχουσιν πολλὰ ἐνδιαφέροντα τὸ προικῶν δίκαιον θέματα, μεταξὺ δ' ἄλλων καθορίζουσιν ὅτι μόνον διὰ κινητῶν πραγμάτων συνιστᾶται προίξ. Ἐγγραφον προικοσύμφωνον ρητῶς ἀπαιτεῖ καὶ διάταξις πατριάρχου Καλλινίκου (ἴσως τοῦ ἔτους 1701), ἐκδ. ἐν ΓΕΛΕΩΝ, αὐτ., σ. 404, ὁρίσασα· «προικοσύμφωνον γράφεσθαι διαλαμβάνον τὴν ποσότητα τῆς προικός . . . ». «Προικοχάρτι» μνημονεύει καὶ ἀντίγραφον πράξεως τοῦ 1623, ἐκδ. ὑπὸ ΣΤ. ΞΑΝΘΟΥΔΙΔΟΥ, Κρητικὰ συμβόλαια Ἐνετοκρατίας 1575 - 1643, Ἡράκλειον 1912, σ. 108 ἐπ. Αὐτόθι, ὁ συντάκτης εἶναι ἱερεὺς. Διὰ τὸ ἀρχαιότερον δίκαιον ἐνδεικτικῶς ἀναφέρομεν τὰ ἐν ΜΙΚΛΟΣΙΧ - ΜÜLLER, Acta, 2, ὑπ' ἀριθ. 582, 589 ἔγγραφα τοῦ ἔτους 1400, σ. 401, 416. Ἐγγραφον ἀπαιτεῖ καὶ τὸ Νομικὸν Πρόχειρον τοῦ Θεοφίλου Ἐπισκόπου Καμπανίας (σ. 110), μολονότι αὐτόθι (σ. 123) προβλέπεται καὶ ἀγράφως σύστασις προικός, ὡς καὶ ἐν Ἀρμενοπ. Ἐξαβ. IV. 10. 14.

¹ Κατὰ τὴν διάταξιν XV, § 5' τὰ προικοσύμφωνα γράφονται μὲν ἀπὸ τὸν «λογοθετζέλον», ὑπογράφονται δὲ καὶ ἀπὸ τοὺς «πρωτοπαπάδες» ἢ τοὺς ἡγουμένους τῶν μεγάλων μονῶν, τῶν ἱσπραβνίκων, τοῦ κριτοῦ καὶ τοῦ λογοθέτου. Ἡ διάταξις αὕτη συμπληροῖ προφανῶς τὴν διάταξιν τῆς § α' τοῦ τίτλου XIX.

² Ἡ χρησιμοποίησις τῶν ἐκκλησιῶν ὡς ἀρχείων διαφυλάξεως ἔγγράφων δέον νὰ ἀναζητηθῇ εἰς Αἴγυπτον, ἔνθα κατὰ τὴν κοπτικὴν περίοδον ἀπαντῶσι περιπτώσεις καταθέσεως ἔγγράφων, συνιστῶντων ἱεροδουλείαν κατὰ τὰ μέχρι τοῦδε μελετηθέντα εἰς τὰ μοναστήρια τοῦ ἁγίου Φοιβάμμωνος καὶ ἁγίου Παύλου. Βλ. KRU. 89³⁶, 96⁶⁷, 101⁶¹, καὶ A. STEINWENTER, Studien zu den koptischen Rechtsurkunden aus Oberägypten, Leipzig 1920, σ. 5, σημ. 1 καὶ τὰς αὐτόθι παραπομπάς, ὡς καὶ A. A. SCHILLER, Koptisches Recht, ἐν Kritische Vierteljahrschrift für Gesetzgebung und Recht, 25, σ. 260 ἐπ. Εἶναι δὲ γνωστὸν ὅτι τὸ κοπτικὸν δίκαιον ἀποτελεῖ τὴν κοιτίδα τῆς ἐρμηνείας, ἀλλὰ καὶ τῆς διαδόσεως πολλῶν θεσμῶν, ἀπαντῶντων εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον. Ἐν συνεχείᾳ πρὸς ταῦτα, ὡς καὶ διὰ τὴν εἰς τὸ Συνταγμάτιον ἀπαντῶσαν διατίμησιν τῶν κινητῶν, χαρακτηριστικὴ εἶναι καὶ ἡ διάταξις τοῦ πατριάρχου Κωνσταντινουπόλεως Καλλινίκου τοῦ ἔτους 1701 (Μ. ΓΕΛΕΩΝ, Κανονικαὶ διατάξεις, 1, 1888 σ. 70 ἐπ.), καθ' ἣν « . . . τὰ δὲ μαλαγματικά, ἀσημικά τε καὶ μαργαριτάρια, καὶ χαλκωματικά συναριθμῶνται . . . εἰς συνδιατίμησιν . . . τὴν δὲ διατίμησιν τῶν προικοδοτουμένων γίνεσθαι ἐν ἀληθείᾳ καὶ χωρὶς τινος φιλοπροσωπίας καὶ δολιότητος, ἐν φόβῳ Θεοῦ, ὑπὸ τῶν ἐκλεγέντων καὶ ἀποκαταστάντων ἐπ' αὐτῷ τούτῳ τεσσάρων ἀνδρῶν, εἰδήσει τῆς ἀρχιερωσύνης σου, καὶ κοινῇ γνώμῃ καὶ ἀρεσκείᾳ



κλειομένων ταύτης τῶν ἀκινήτων, ὡς καὶ τῶν «αὐτοκινήτων», τ. ἔ. τῶν δούλων καὶ τῶν ζώων, ἅτινα πάντα ὡς τιμιώτερα πράγματα καὶ δυσκολώτερον δυνάμενα νὰ ἀποκρυφθῶσιν ὑπὸ τοῦ ἀνδρὸς δὲν ὑποβάλλονται εἰς διατίμησιν¹.

Ἡ διατίμησις αὕτη ἀποβλέπει εἰς τὴν μετάθεσιν τοῦ βάρους τοῦ κινδύνου τῆς τυχαίας καταστροφῆς τῶν προικῶν ἀπὸ τῆς γυναικὸς εἰς τὸν ἄνδρα. Πράγματι ἡ γυνή, ὅπως εἰς τὸ ἐθιμικὸν ρουμανικὸν δίκαιον, τὸ διαμορφωθὲν ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν τοῦ δημῶδους βυζαντινοῦ δικαίου², οὕτω καὶ εἰς τὸ Συνταγμάτιον, παραμένει αὐτὴ, συνεστῶτος τοῦ γάμου, κυρία τῆς προικὸς καὶ κατ' ἀκολουθίαν ταύτην ὁρᾷ καὶ ὁ κίνδυνος τῆς τυχαίας καταστροφῆς, ἐνῶ ὁ ἀνὴρ, ἀπλοῦν δικαίωμα διαχειρίσεως κεκτημένος, εὐθύνεται διὰ συγκεκριμένον ἐλαφρὸν πταῖσμα κατὰ τὴν διάταξιν τοῦ τίτλου XIX, § ζ'. Γενομένης ὁμως διατιμῆσεως, ὁ ἀνὴρ καὶ οἱ κληρονόμοι του ἐνέχονται «εἰς τὸ νὰ ἐπιστρέψουν σῶαν τὴν προῖκα καὶ ἀνελλειπῇ κατὰ τὴν ξετίμησιν»³.

Σχετικῶς πρὸς τὴν τύχην τῆς προικὸς, συνεστῶτος τοῦ γάμου, καὶ εἰδικώτερον πρὸς τὸ δικαίωμα κυριότητος τῆς γυναικὸς ἐπ' αὐτῆς τὸ Συνταγμάτιον δὲν περιέχει ρητὰς

«τῆς πολιτείας, ὥστε εἶναι διατιμητὰς τῆς προικὸς τοὺς οὕτως ἐκλεγέντας ἄνδρας καὶ λέγεσθαι τὴν προῖκα
«διατετιμημένην κατὰ νόμους, καὶ γράφεσθαι ταύτην εἰς τὸν κώδικα τῆς αὐτῆς μητροπόλεως,
«μηδενὸς ἔχοντος ἄδειαν ἐντεῦθεν ἀθετῆσαι τὴν κοινὴν ταύτην συνθήκην καὶ διάταξιν, ἣν καὶ ἐδεήθησαν
«βεβαιωθῆναι καὶ παρ' ἡμῶν τῇ δυνάμει καὶ ἐξουσίᾳ τῆς Ἐκκλησίας...». Πρβλ. καὶ ἑτέραν διάταξιν τοῦ
1701 τοῦ αὐτοῦ Καλλινίκου, αὐτόθι, 2, 1889, σ. 401 ἐπ. «... τελεσθέντων τῶν ἀρραβώνων διὰ προικο-
«συμφώνου, ἔνδον τῆς αὐτόθι μητροπόλεως, ἔμπροσθεν τοῦ πρωτοσυγκέλου, καὶ ἐπιτρόπου τῆς ἀρχιερω-
«σύνης σου...». Ἐπίσης αὐτόθι, σ. 404 ἐπ. τοῦ αὐτοῦ Καλλινίκου (ἔ. 1701) «... καὶ προικοσύμφωνον
«γράφεσθαι... καὶ ἐγγράφεσθαι τὸ ἴσον τοῦ προικοσυμφώνου τῷ τῆς μητροπόλεως κώδικι...». Ἐπίσης
βλ. τὰς ἄκρως ἐνδιαφερούσας «Διαταγὰς γάμων», θεσπισθείσας ὑπὸ τοῦ Πατριαρχείου Κωνσταντινου-
πόλεως καὶ δημοσιευθείσας ἐν Κωνσταντινουπόλει τῷ 1767, ἐνθα διὰ τοῦ κανόνος β' (σ. οβ') ὁρίζεται
τὸ δυνατόν τῆς συστάσεως προικὸς καὶ προστίθεται «εἰ δὲ καὶ ἤθελε τινὰς αὐτοπροαιρέτως καὶ νὰ τὴν
«καταγράψῃ κατ' εἶδος, διὰ πολλὰ ἐνδεχόμενα ὅπου καταντοῦν ὕστερον εἰς ἀλληλομαχίας καὶ συκοφαντίας,
«καὶ διαφορὰς οὐ μικράς, καὶ τοῦτο νὰ γίνεται ἀκωλύτως, ἀλλὰ καὶ εἰς ἐκείνας τὰς ἐνορίας ὅπου συνηθί-
«ζεται νὰ γίνεται ἡ καταγραφή, ἡ κοινῶς λεγομένη ἐγκλαβή, διὰ μέσου τοῦ προεστοῦ τῆς ἐνορίας, ὡς γνω-
«στοῦ, πρέπει νὰ καταγράφεται διὰ νὰ λείπουν ὕστερον αἱ διαφοραί».

¹ Συνταγμ. XIX, α'. Σημειωτέον ὅτι συχνάκις ἡ προῖξ συνιστάτο μόνον ἐπὶ κινητῶν. Πρβλ. οὕτω τὴν διάταξιν τοῦ πατριάρχου Κυρίλλου ἐν ἔτει 1813 (ΓΕΛΕΩΝ, Κανονικαὶ διατάξεις, 2, σ. 145 ἐπ.), ρητῶς ἀπαγορεύουσας τὴν σύστασιν προικὸς ἐπὶ ἀκινήτων, «... μηδεμίαν ἔχωσιν ὀφειλὴν καὶ
«ἄδειαν οἱ τὰς ἰδίας αὐτῶν θυγατέρας ἀνδράσι νομίμοις ἐκδίδοντες προικοδοτεῖν αὐταῖς ἀκίνητα κτήματα
«κατ' οὐδένα τρόπον, ὑφίστασθαι δὲ τὴν διδομένην αὐταῖς προῖκα, ἐκτὸς ὁσπητίων καὶ μαγαζείων ρητῶς,
«μᾶλλον εἰς ἄλλα κινητὰ πράγματα...». Ὡσαύτως καὶ εἰς τὸ ἀρχαῖον ἐλληνικὸν δίκαιον, ἐνθα συνη-
θέστερον ἢ προῖξ συνίστατο ἐκ χρυσῶν κοσμημάτων καὶ ἐνδυμάτων, σπανίως δὲ καὶ ἐξ ἀκινήτων. Βλ. ERDMANN, Die Ehe im alten Griechenland, σ. 216 ἐπ. Τὰ κινητὰ δὲ ταῦτα παρείχοντο taxationis causa καὶ οὐχὶ venditionis causa διατετιμημένα. ERDMANN, αὐτ., σ. 324.

² Βλ. ἀνωτ. σ. 94 σημ. 4. Κατωτ. σ. 101 σημ. 1, σ. 102 σημ. 1.

³ Συνταγμ. XIX, § β'. Πρβλ. καὶ § γ'.

διατάξεις. Τὸ δικαίωμα ὁμως αὐτὸ προκύπτει ἐμμέσως ἐξ ἄλλων διατάξεων. Οὕτως οὐδαμῶς γίνεται λόγος περὶ δικαιώματος κυριότητος τοῦ ἀνδρὸς ἐπὶ τῆς προικὸς, τοῦναντίον γίνεται ρητὴ μνεία τοῦ δικαιώματος αὐτοῦ περὶ διαχειρίσεως καὶ καρπώσεως τῶν προικῶν (ΧΙΧ, §§ δ' καὶ ι'). Ἐξ ἄλλου ἐν §§ η' καὶ θ' τοῦ τίτλου ΧΙΧ, προκειμένου περὶ ἀποδόσεως τῆς προικὸς μετὰ τὴν θανάτῳ τοῦ ἀνδρὸς ἐπελθοῦσαν λύσιν τοῦ γάμου, δὲν γίνεται λόγος περὶ «ἀποδόσεως» ταύτης, ἀλλὰ περὶ ὑποχρεώσεως πρὸς καταγραφὴν τῆς περιουσίας τοῦ ἀνδρὸς καὶ τῆς ἐλλείψεως (τῆς «λείψας» κατὰ τὸ κεείμενον) τῆς προικὸς τῆς. Ἐν ἄλλαις λέξεσιν ἡ γυνὴ δὲν «ἀναλαμβάνει» τὴν προικὰ τῆς, ἀλλὰ τὴν «διεκδικεῖ», ὅταν αὕτη δὲν ἀποδίδεται εἰς αὐτήν. Τὸ οὕτως ὁμως ἐμμέσως μόνον εἰς τὸ Συνταγμάτιον συναγόμενον δικαίωμα κυριότητος τῆς γυναικὸς ἐπὶ τῆς προικὸς, συνεστῶτος τοῦ γάμου, οἷον ἀπαντᾷ καὶ εἰς τὸ δημῶδες βυζαντινὸν δίκαιον, ἀλλὰ καὶ εἰς ἄλλα ἀνατολικά δίκαια¹, ρητῶς ἀναγνωρίζεται εἰς τὸν Βλαχικὸν κώδικα, μεθ' οὗ τὸ Συνταγμάτιον εὑρεται εἰς στενὴν ἐσωτερικὴν σχέσιν. Οὕτω κατὰ τὸν Βλαχικὸν κώδικα (τμ. γ', κεφ. ις', § 9) «προῖκα λέγεται » ἡ περιουσία τῆς γυναικὸς, τὴν ὁποίαν εἰς τὴν ὑπανδρείαν τῆς προσφέρει τὸν ἄνδρα τῆς » με συμφωνίαν, αὕτη μὲν νὰ εἶναι κυρία τῆς πάντοτε, αὐτὸς δὲ νὰ τὴν καρπώνεται πάντοτε». Καὶ κατωτέρω (§ 10) «οὔτε ὁ ἄνδρας ἡμπορεῖ ποτὲ νὰ οἰκιοποιηθῇ τὴν κυριότητα » τῆς προικὸς ἀπὸ τὴν γυναῖκα, οὔτε ἡ γυναῖκα τὴν κάρπωσιν τῆς προικὸς ἀπὸ τὸν ἄνδρα » ἀλλ' ἐκείνη μὲν εἶναι δίκαιον τῆς γυναικὸς, τούτη δὲ τοῦ ἀνδρός· πλὴν . . . » (ἀκολουθοῦσι δὲ καὶ τινες ἐξαιρέσεις ἐν § 11).

23.— Ὡς πρὸς τὴν ἀπόδοσιν τῆς προικὸς μετὰ τὴν λύσιν τοῦ γάμου τὸ αὐτοκρατορικὸν ρωμαϊκὸν δίκαιον, ἔπειτα δὲ καὶ τὸ ἰουστινιάνειον ὥρισαν ὅτι ἡ μὲν πατρικὴ προῖξ περιέρχεται εἰς τὴν γυναῖκα ἢ εἰς τοὺς κληρονόμους τῆς, ἡ δὲ ἀπροσπόριστος πάντοτε εἰς τὴν γυναῖκα (πλὴν τῆς περιπτώσεως τῆς ἀναληπτέας), τοῦ Ἰουστινιανοῦ χορηγήσαντος εἰς αὐτὴν παρὰ τὰς ρωμαντικὰς ρωμαϊκὰς του τάσεις, αἵτινες οὐδὲν δικαίωμα κυριότητος ἐπὶ τῆς προικὸς ἀνεγνώριζον εἰς τὴν γυναῖκα, ἀγωγὴν διεκδικητικὴν. Αἱ λύσεις αὗται, ἀπαντῶσαι καὶ εἰς τὴν συρορρωμαϊκὴν ἰνομόβιβλον, ἐδόθησαν ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν τοῦ ἐλληνικοῦ καὶ

¹ Οὕτω κατὰ τὸ βαβυλωνικὸν δίκαιον τῆς ἐποχῆς τοῦ Χαμμουραβῆ καὶ δὴ κατὰ τὰ ἄρθρα 162, 163, 167, 172, 173 τοῦ κώδικος τοῦ βασιλέως τούτου, διαρκοῦντος τοῦ γάμου, ἡ γυνὴ παραμένει κυρία τῆς προικὸς, καλουμένης *šerigtu* (ἐνῶ κατὰ τὴν μεσοβαβυλωνικὴν καὶ τὴν νεοβαβυλωνικὴν περίοδον αὕτη ἐκαλεῖτο *nudunnû*), ὁ δ' ἀνὴρ ἔχει μόνον ἐπικαρπίαν. Πρβλ. E. CUG, *Études sur le droit babylonien; les lois assyriennes et les lois hittites*, Paris, 1909, σ. 31 καὶ 43. Ἐπίσης καὶ εἰς τὰ πλεῖστα δίκαια τῶν ἀνατολικῶν ἐπαρχιῶν· οὕτω ρητῶς εἰς τὸν ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν τοῦ δικαίου τῆς Ἑκλογῆς τῶν Ἰσαύρων συνταχθέντα κατὰ τὸν ΙΓ' αἰῶνα ἄρμενικὸν κώδικα τοῦ Σεμπάντ, περὶ οὗ βλ. J. KARST, *Sempadscher Kodex*, 1, σ. 107 ἐπ., § 72 I-XIII, περὶ ὧν αὐτόθι, ἐν 2, σ. 104. Ὡσαύτως εἰς τὸ Νομικὸν Πρόχειρον τοῦ ἐπισκόπου Καμπανίας Θεοφίλου λέγεται (σ. 110)· «ἀληθῶς ἡ προῖξ » εἶναι κτῆμα τῆς γυναικὸς ἀδιάφθορον, ὁμως εἶναι ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τοῦ ἀνδρός, ἕως ὅτου ζῇ, καὶ δὲν » δύναται οὔτε ὁ ἀνὴρ νὰ ἀποξενώσῃ, καὶ νὰ ἐξοδεύσῃ τίποτε τῆς προικὸς, οὔτε ἡ γυνή . . . ». Πρβλ. καὶ ἀνωτ. σ. 94 σημ. 4, σ. 100 σημ. 1, ὡς καὶ τὴν ἐπομένην σημ. 1 ἐν σ. 102.



τοῦ δημόδους δικαίου τῶν ἀνατολικῶν ἐπαρχιῶν, τὸ ὁποῖον κατὰ τὰ λεχθέντα ἀνεγνώριζε τὴν ἐπὶ τῆς προικὸς κυριότητα τῆς γυναικὸς καὶ συνεστῶτος ἔτι τοῦ γάμου¹.

Ὡσαύτως κατὰ τὸ Συνταγματικόν ἡ προῖξ ἀποδίδεται μετὰ τὴν λύσιν τοῦ γάμου εἰς τὴν γυναῖκα ἢ εἰς τοὺς κληρονόμους τῆς. Ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ὅλου τίτλου XIX «περὶ προικὸς» προκύπτει ἡ γενικὴ αὕτη ἀρχή, καθ' ἣν ἡ γυνὴ ὡς κυρία τῆς προικὸς καὶ συνεστῶτος τοῦ γάμου ἀναλαμβάνει ταύτην μετὰ τὴν λύσιν αὐτοῦ, ἀποθανούσης δὲ τῆς γυναικὸς, τὴν προῖκα διεκδικοῦσιν οἱ κληρονόμοι τῆς. Τὴν ἀρχὴν δὲ ταύτην σαφῶς διατυποῖ ὁ Βλαχικὸς κώδιξ (τμ. γ', κεφ. ις', § 39) ὡς ἑξῆς. «Ὅταν ἀποθάνῃ ὁ ἄνδρας, ἡ γυναῖκα μένει κυρία τῆς προικὸς τῆς αὐτεξουσίας».

Τὰ τῆς ἀποδόσεως τῆς προικὸς μετὰ τὴν λύσιν τοῦ γάμου εἶναι ἄκρως συγκεχυμένα εἰς τὰς διατάξεις τοῦ Συνταγματικοῦ ἐκτιθέμενα ἀναμῖξ μετὰ διατάξεων, ἀφορῶσιν εἰς τὴν πρόγαμον δωρεάν, εἰς τὸ ἐξ ἀδιαθέτου κληρονομικὸν δικαίωμα τοῦ ἐπιζῶντος συζύγου καὶ εἰς τὴν τριμοιρίαν².

Οὕτως ἐν τίτλῳ XXI, § β' προβλέπεται καὶ ρυθμίζεται ἡ περίπτωσις τοῦ κληρονομικοῦ δικαιώματος τοῦ ἐπιζήσαντος συζύγου, ὑπόντων τέκνων, ὁρίζεται δ' ἐν τέλει παρεμπιπτόντως ὅτι ἡ γυνὴ ἔχει ἀξίωσιν πρὸς ἀνάληψιν τῆς προικὸς τῆς. Ἀναλυτικώτεραι εἶναι αἱ διατάξεις τῶν §§ γ' καὶ δ' τοῦ αὐτοῦ τίτλου, ἐν αἷς διατυποῦται τὸ ἐν περιπτώσει ἀπαιδίας ἰσχυρὸν δίκαιον ὡς πρὸς τὴν τύχην τῆς προικῆος καὶ λοιπῆς περιουσίας μετὰ τὴν λύσιν τοῦ γάμου θανάτῳ τοῦ ἀνδρός. Κατὰ τὴν διάταξιν τῆς § γ' ἡ γυνὴ λαμβάνει τὴν προῖκά τῆς καὶ τὴν πρόγαμον δωρεάν, τὴν τελευταίαν ταύτην ὅμως, ἐφ' ὅσον δεν ὑπάρχουν χρεὲ τῆς ἀνδρῆος περιουσίας³. Δικαιουμένη ἐξ ἄλλου εἰς τὸ τρίτον τῆς περιουσίας ταύτης («τριμοιρίον») ἡ γυνὴ ἀντ' αὐτοῦ λαμβάνει τὰ «θεώρητρα», ἐνῶ, τοῦ γάμου λυθέντος θανάτῳ τῆς γυναικὸς, ὁ ἐπιζῶν ἀνὴρ ἀντὶ τοῦ τριμοίρου λαμβάνει τὴν πρόγαμον δωρεάν, τὸ «κρεββατοστρώσιον» καὶ τὸ «ἄλογον». Κατὰ δὲ τὴν διάταξιν τῆς § δ', συζητουμένης τῆς περιπτώσεως προαποβιώσεως τοῦ ἑτέρου τῶν συζύγων ἄνευ τέκνων, ὁρίζεται ὅτι ὁ ἐπιζήσας ἐξ αὐτῶν λαμβάνει ὡς κληροδοτήμα ἐκ τῆς περιουσίας τοῦ ἀποθανόντος ποσὸν ἴσον πρὸς τὸ ἥμισυ τοῦ τριμοίρου, ἥτοι ἴσον πρὸς τὸ ἕκτον τῆς περιουσίας τοῦ ἐν εὐπορίᾳ ἀποβιώσαντος συζύγου.

Ἡ τοιαύτη ἄκρως συγκεχυμένη διατύπωσις εἶναι ἀποτέλεσμα τῆς ὑπὸ τοῦ συντάκτου

¹ Πρβλ. ἐν γένει L. MITTEIS, Reichsrecht und Volksrecht, σ. 231 ἐπ., 242 ἐπ., 254 ἐπ., BRUNS - SACHAU, Syrisch-römisches Rechtsbuch aus dem fünften Jahrhundert, Leipzig, 1880, L 18, §§ 18 καὶ 20, σ. 9 καὶ σχόλιον BRUNS αὐτόθι, σ. 194 ἐπ. Καὶ εἰς τὸ αἰγυπτιακὸν δίκαιον ὁ σύζυγος εἶναι ἀπλῶς διαχειριστὴς τῆς προικὸς, συνεστῶτος τοῦ γάμου. Βλ. Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Συζυγικὴ κοινοκτημοσύνη, 1, 1932, σ. 44 σημ. 41 καὶ σ. 45 σημ. 42.

² Αἱ σχετικαὶ διατάξεις περιέχονται πλὴν τοῦ τίτλου XIX καὶ εἰς τὸν τίτλον XXI τοῦ Συνταγματικοῦ.

³ Τὸ τοιοῦτον ἴσως μαρτυρεῖ ὑπὲρ τῆς ἀποδοχῆς τῆς ιδέας τῆς συζυγικῆς κοινοκτημοσύνης. Πρβλ. ἀνωτέρω σ. 57 ἀλλὰ καὶ κατωτέρω σ. 106 σημ. 2.

τοῦ κώδικος συναναμίξεως αὐτοκρατορικοῦ βυζαντινοῦ δικαίου, ὡς καὶ ἐθιμικοῦ τοιούτου. Πράγματι ὑπὸ τὴν ἔμμεσον ἐπίδρασιν τοῦ δικαίου τῆς Ἑκλογῆς¹ ὁ συντάκτης τοῦ κώδικος παρέχει εἰς τὴν γυναῖκα ἀπλοῦν ἐπικαρπίας δικαίωμα, οὐχὶ δὲ πλήρους κυριότητος, ἐπὶ τῆς ἀνδρῶας περιουσίας μετὰ τὸν θάνατον τοῦ ἀνδρὸς καὶ ὑπαρχόντων τέκνων. Ἀντὶ ὅμως τῆς ἐπικαρπίας ὅλης τῆς ἀνδρῶας περιουσίας, ὡς ὀρίζεται ἐν τῇ Ἑκλογῇ, ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν τῶν διατάξεων τῆς Νεαρᾶς 22 τοῦ Λέοντος², τὸ δίκαιον τῆς ὁποίας ἐπανελήφθη καὶ εἰς μεταγενεστέρας συλλογὰς³, ἀπονέμει αὐτῇ τὸ δικαίωμα τοῦτο ἐπὶ μοίρας παιδὸς μόνον⁴. Ἡ περαιτέρω ἐξ ἄλλου διάκρισις (XXI, β'), καθ' ἣν ἡ γυνὴ λαμβάνει τὸ τρίτον τῆς περιουσίας τοῦ ἀνδρὸς κατὰ τὸ δυνατόν ἐκ τῶν ἐν αὐτῇ κινητῶν, ἐὰν τὰ τέκνα ἀποθάνωσι πρὸ τῆς ἡβης, εἶναι σύμφωνος πρὸς τὴν ὑπὸ τῆς Ἑκλογῆς τὸ πρῶτον καθιερωθεῖσαν ἀρχὴν τῆς μετὰ τῶν τέκνων μέχρι τῆς ἐνηλικιώσεώς των κοινοκτημοσύνης τοῦ ἐπιζῶντος συζύγου⁵. Τέλος ὁ καθορισμὸς τοῦ ποσοστοῦ τούτου εἰς τρίτον (τρίμοιρον) γίνεται προφανῶς ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν τῶν ἐπὶ τριμοιρίας ἰσχυουσῶν ἀρχῶν⁶.

Ἀνάλογος πρὸς τὴν τοιαύτην μίξιν παντοίας προελεύσεως διατάξεων εἶναι καὶ ἡ διατύπωσις τῆς § γ' τοῦ αὐτοῦ τίτλου, τῆς ὁποίας ἀνωτέρω ἐξετέθη τὸ περιεχόμενον. Ἡ διάταξις αὕτη, ἣτις παρεμπιπτόντως διέλαβε καὶ περὶ τοῦ δικαίου τῆς προγάμου δωρεᾶς καὶ τῶν θεωρήτρων⁷, ἐπαναλαμβάνει ἀπλῶς τὸ δίκαιον τῆς Νεαρᾶς 20 τοῦ Λέοντος, καθ' ἣν «θανάτου φέροντος λύσιν τῷ γάμῳ, εἰ . . . ὁ ἀνὴρ ἄτεκνος ἀπίοι καὶ σύμφωνον μὴ παρῇ, ἀποκομιζέτω ἡ γυνὴ τὴν τε προῖκα καὶ ὑπόβολον καὶ μηδὲν ἔτι πλέον . . .»⁸. Τὸ δ' ἐν τέλει τῆς διατάξεως λεγόμενον, ὅτι ὁ ἀνὴρ ἀντὶ τριμορίου λαμβάνει τὸ «κρεββατοστρώσιον»,

¹ Ἑκλογὴ II, ε': «Εἰ δὲ παίδων ὑπόντων ὁ ἀνὴρ πρὸ τῆς ἰδίας γαμετῆς τελευτήσῃ, τὴν γυναῖκα, ἣρουν τὴν τῶν αὐτῶν τέκνων μητέρα, ἐγκάτοχον τῆς τε προικὸς καὶ ἀνδρῶας ἀπάσης ὑπάρξεως εἶναι . . .».

² Παιδὸς μοῖραν κατὰ κυριότητα λαμβάνει ὁ ἐπιζῶν σύζυγος, ἀνὴρ ἢ γυνὴ κατὰ Νεαρὰν 22 Λέοντος, ἥς τὸ κείμενον βλ. ἐν ZACHARIAE, J. G. R., 3, σ. 100 ἐπ. = ZEPHON, J. G. R., 1, σ. 84 ἐπ.

³ Πρβλ. ΜΑΡΙΔΑΚΗ, Νεαράι, σ. 147, ἐνθα μνεία τῶν σχετικῶν πηγῶν.

⁴ Σύμφωνα πρὸς τὰ ἐν τῷ Συνταγματικῷ εἶναι καὶ τὰ ἐν Μολδαβ. κώδ. § 957 καὶ Βλαχ. κώδ. τμ. δ', κεφ. γ', § 17 ια'. Διὰ τὸ πλούσιον σχετικὸν ἐλληνικὸν ἐθιμικὸν ὕλικόν βλ. Ἰ. καὶ Π. ΖΕΠΟΥ, Συλλογὴ ἐθίμων ἐν J. G. R., 8, σ. 484 ἐπ. (ἀριθ. 123 ἐπ.), ΜΑΡΙΔΑΚΗ, ἐνθ. ἀνωτ. σ. 311, σημ. 50, Ἰ. ΠΟΛΥΓΕΝΗ, Τὸ ἐξ ἀδιαθέτου κληρονομικὸν δικαίωμα τοῦ ἐπιβίου συζύγου, Ἀθῆναι, 1934, σ. 45 ἐπ.

⁵ Ἑκλογὴ II, ζ'. Βλ. καὶ Ἐπαναγωγὴν XIX, ε', η'. Ὁ κατὰ τὸ Συνταγμάτιον περιορισμὸς ἐπὶ τῶν κινητῶν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ ὅλον πνεῦμα οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης. Βλ. ἀνωτ. σ. 100.

⁶ Περὶ τούτων βλ. ἐν τῷ ἐπομένῳ κεφαλαίῳ καὶ ἐν οἰκείῳ τόπῳ.

⁷ Τῶν θεωρήτρων παρέχεται ἐν Συνταγμ. XXI, § γ' καὶ ὁ ὀρισμός. «Θεώρητρα δὲ λέγονται τὰ δοθέντα εἰς αὐτὴν παρὰ τοῦ ἀνδρὸς αὐτῆς κατὰ τὴν δευτέραν ἡμέραν τοῦ γάμου». Εἶναι ἡ γνωστὴ ὡς τίμημα τῆς παρθενίας πρόγαμος δωρεά.

⁸ ZACHARIAE V. LINGENTHAL, J. G. R., 3, σ. 97 = ZEPHON, J. G. R., 1, σ. 82. Πρβλ. διὰ τὴν ἱστορίαν τῆς προγάμου δωρεᾶς ΜΑΡΙΔΑΚΗ, Νεαράι, σ. 118 ἐπ. καὶ τὰς αὐτόθι παραπομπάς. Βλ. καὶ G. SCHERILLO, Studi sulla donazione nuziale, ἐν Rivista di storia del diritto italiano, 2, 1929, σ. 457 ἐπ. καὶ ἰδίως 3, 1930, σ. 69 ἐπ.

εἶναι δίκαιον, τὸ ὁποῖον σύμφωνον πρὸς εὐρέως ἐφαρμοζόμενον κατὰ τοὺς νεωτέρους χρόνους ἔθιμον ἔχει τὰς ρίζας του εἰς παλαιότεραν ἐποχὴν, εἰς τοὺς βυζαντινοὺς ὡσάντως ἀνερχομένην χρόνους¹.

24.— Αἱ §§ η' καὶ θ' τοῦ τίτλου XIX τοῦ Συνταγματίου περιέχουσι διατάξεις περὶ τῆς ὑπὸ τῆς γυναικὸς συντάξεως ἀπογραφῆς τῆς περιουσίας τοῦ ἀνδρός, ὡς καὶ τοῦ ἐλλείποντος τιμήματος τῆς προικὸς τῆς. Αἱ διατάξεις δὲ αὗται ἀποδίδουσιν ἐπίσης πιστῶς βυζαντινὸν δίκαιον.

Τελευταῖον εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον ἡ 110 Νεαρά τοῦ Λέοντος² ἐρρύθμισε τὰ κατὰ τὴν ἀπογραφὴν τῆς περιουσίας τοῦ ἀνδρός, τῆς προικὸς καὶ τῆς προγάμου δωρεᾶς. Ἡ Νεαρά δὲ αὕτη ἐπανελάβεν ὕλην, ρυθμισθεῖσαν ἤδη ἀρχαιότερον ὑπὸ ἐλληνικὴν ἐπίδρασιν εἰς τοὺς συριακοὺς κώδικας, τὸ ἰουστινιάνειον δίκαιον καὶ τὴν Ἑκλογὴν τῶν Ἰσαύρων, ἡ ὁποία ἐπραγματεύθη περὶ «*δημοσίας ἀναγραφῆς . . . πάσης τῆς καταλιμπανομένης ὑπὸ τοῦ ἀνδρός αὐτῆς παντοίας ὑπάρξεώς τε καὶ περιουσίας, συγκειμένων ἐν τῇ τοιαύτῃ ἀναγραφῇ . . .*»³. Ἐπαναλαμβάνουσα ἡ Νεαρά 110 τοῦ Λέοντος τὸ «*ἀρχαῖον*» τοῦτο δίκαιον τῆς ἀπογραφῆς, διὰ τὸ ὁποῖον ὁ συντάκτης τῆς παραπονεῖται ὡς «*γυνὴ ὀλιγωρία παραδοθέν*», δικαιολογεῖ τὴν «*ἀνανέωσιν τοῦ θεσπίσματος*» ἐκ τοῦ ὅτι, «*ἐάν ποτε γυνὴ πρὸς τοιαύτην φιλονεικίας ὑπόθεσιν καταστῇ καὶ πρὸς τὴν ἀνδρῶν χωρεῖν ὑπαρξιν ἀντὶ τῶν καταστάντων εἰς μείωσιν οἰκείων ἀξιοῦ, ἐξ ἐκείνης τῆς ἀπογραφῆς, ἥτοι ἀποδείξεως, τὸ δίκαιον τῶν λόγων γνωρίζεσθαι κατὰ τρόπον ἀντιποιουμένης τῶν τοῦ συζύγου πραγμάτων . . .*» Μὲ ἄλλους λόγους ἐπιδιώκεται, ὅπως ἡ γυνὴ δύναται νὰ ἀξιώσῃ τὴν προικὰ τῆς ἀποδεικνύουσα εὐχερῶς τὸ ἐλλεῖπον ἐξ αὐτῆς. Πράγματι κατὰ τὴν Νεαράν ἡ γυνὴ μὴ συντάξασα ἀπογραφὴν «*μήτε τὴν ζήτησιν χώραν εὐρίσκειν μήτε ζητούσης φιλονείκως ἢ ἀκροάσεως τυγχάνειν ἢ τι τῶν ἐπιζητουμένων λαμβάνειν*»⁴.

Τοὺς ὁρισμοὺς τούτους ἐπαναλαμβάνουσι καὶ αἱ ἀνωτέρω διατάξεις τοῦ Συνταγματίου, διαφορὰ δὲ ὑπάρχει μόνον ὡς πρὸς τὰς προθεσμίας. Οὕτως ἀντὶ τοῦ τριμήνου τῆς Νεαρᾶς τὸ Συνταγματίον καθιεροῖ ἐξάμηνον (ἐν πόλει) ἢ ἐνιαυσίαν (ἐν τῇ ὑπαίθρῳ) προθεσμίαν πρὸς σύνταξιν τῆς ἀπογραφῆς, ἀρχομένην ἀπὸ τοῦ θανάτου τοῦ ἀνδρός, εἰκο-

¹ Ὁ Δ. ΠΑΠΠΟΥΛΙΑΣ, Τὸ ἐλληνικὸν ἀστικὸν δίκαιον ἐν τῇ ἱστορικῇ αὐτοῦ ἐξελίξει, Ἀθῆναι 1912, σ. 32 καὶ σ. 64 (σημ. 63), ἀναφέρει ἔγγραφον τοῦ IB' αἰῶνος (ἐκδ. ἐν ΣΑΘΑ, Μεσαιωνικὴ Βιβλιοθήκη, 6, 608), καθ' ὃ «*ὀφείλει ἀποκερδαίνειν ὁ ἀνὴρ αὐτῆς τὸ κρεββατοστρώσιον χάριν λεγάτου αὐτοῦ*».

² ZACHARIAE, J. G. R., 3, σ. 212 = ZEPHON, J. G. R., 1, σ. 179.

³ Ἑκλογὴ II. 5. Βλ. ἐπὶ τούτων πάντων, ὡς καὶ διὰ τὸ δίκαιον τῶν συριακῶν κωδίκων, τὸ ἰουστινιάνειον, Βασιλικά καὶ σχετικὸν σχόλιον Θεοδώρου, Γ. ΜΑΡΙΔΑΚΗ, Τὸ ἀστικὸν δίκαιον ἐν ταῖς Νεαραῖς τῶν βυζαντινῶν αὐτοκρατόρων § 30, σ. 160 ἐπ. Ἐπίσης ZACHARIAE V. LINGENTHAL, Geschichte, § 15, σ. 100 ἐπ., Κ. ΡΑΚΤΙΒΑΝ, Περὶ προικὸς, § 145.

⁴ Διὰ τὴν μετὰ τὴν Νεαράν πρᾶξιν βλ. Πεῖρα XXV, κα', νά', Σύνοψις Βασ. Π. XXIX. 50 σχόλ., Α. LIV. 3 σχόλ. β', Βασ. 37.12 σχόλ. Ἀρμεν. I.13. 33, 34, 35, περὶ ὧν πάντων ΜΑΡΙΔΑΚΗΣ, ἐνθ. ἀν. σ. 165, σημ. 19.

σαετῇ δὲ παραγραφῇ τῆς ἀξιώσεως πρὸς ἀπόδοσιν τῆς προικός. Ὅπως δὲ εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον τῆς Νεαράς τοῦ Λέοντος, οὕτω καὶ εἰς τὸ Συνταγμάτιον (§ 9') ὁρίζεται ὅτι ἐν περιπτώσει μὴ συντάξεως τῆς ἀπογραφῆς ἡ γυνὴ «... νὰ μὴν ἔχῃ δίκαιον νὰ ζητῇ »λείψαν τῆς προικός καὶ νὰ μὴν εἰσακούεται ἡ ἀγωγή της μήτε τῶν κληρονόμων της».

Ἡ τοιαύτη δὲ ἀρκούντως ἀναλυτικὴ ρύθμισις τῶν περὶ ἀπογραφῆς τῆς προικός εἰς τὸ Συνταγμάτιον κατέστησε περιττὴν καὶ μνεῖαν κἄν τοῦ θέματος εἰς τὸν Βλαχικὸν κώδικα, ὁ συντάκτης τοῦ ὁποίου περιορίσθη νὰ ὁρίσῃ μόνον ὅτι (τμ. γ', κεφ. ις', § 40), «ὅταν ὁ ἄνδρας ἀποθνήσκοντας, ἡ γυναῖκα ἔχει τῆς προικός της ἔλλειψιν, τότε ἡ περιουσία »του ν' ἀναπληρώσῃ τὴν ἔλλειψιν, ὅσην τὸν λείπει ἐναντίον τῶν τῆς προικός νόμων».

25.—Τὸ Συνταγμάτιον εἰδικὰς διατάξεις περιέλαβε, προκειμένου περὶ τῆς τύχης τῶν καρπῶν τῶν προικῶν ἀντικειμένων. Οὕτως ἐν τίτλῳ XIX, § 1' ὁρίζεται ὅτι ὁ ἀνὴρ ἀποκτᾷ τὴν κυριότητα τῶν τέκνων τῶν προικιμαίων δούλων ὑποχρεούμενος εἰς ἀπόδοσιν μόνον τῶν ὑπὸ τῆς γυναικὸς δοθέντων προικῶν δούλων. Τὴν διάταξιν, ἀντιστρατευομένην πρὸς τὰ ἐν τῷ ρωμαϊκῷ δικαίῳ διδασκόμενα¹, ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου δικαιολογεῖ ἐκ τοῦ συμφέροντος τῆς γυναικός, ἵνα μὴ δηλαδή ὁ ἀνὴρ μὴ ἔχων «τὴν παραμυθίαν »τῆς τοῦ καρποῦ ἀπολαύσεως... ἀμελῇ τὴν ἀνάκλησιν τῶν φυγάδων, νὰ μὴ προνοῇ τὴν »ἀσθένειαν αὐτῶν, καὶ τέλος ἡμπορεῖ νὰ τοὺς μαλτρατάρῃ, καὶ ἐκ τῆς ὀμότητος καὶ σκληρότητος αὐτοῦ νὰ φύγουν καὶ νὰ ζημιώνεται ἡ γυνὴ ἀδίκως». Σημειωτέον εἶναι ἐν τούτοις ὅτι ἡ εἰς τὸ Συνταγμάτιον διδομένη λύσις εἶναι σύμφωνος πρὸς τὴν γενικὴν ρωμαϊκὴν ἀρχήν, καθ' ἣν «τοὺς καρποὺς καὶ τὴν γονὴν τῶν θρεμμάτων ὁ ἀνὴρ λαμβάνει»², ἧς ὡς ἐξαίρεσις ἀναγνωρίζεται ἐν τῷ ρωμαϊκῷ δικαίῳ ὁ προμνημονευθεὶς κανὼν, ὅτι ἡ γυνὴ λαμβάνει τὸν τοκετὸν τῶν δούλων³.

Ἡ τοιαύτη παροχὴ τῶν καρπῶν εἰς τὸν ἄνδρα δίδεται ὡς ἀντίβαρον διὰ τὰς δαπάνας συντηρήσεως καὶ βελτιώσεως τῆς προικός, αἵτινες βαρύνουσιν αὐτόν⁴.

Εἰς εἰδικὸν ἐξ ἄλλου τίτλον, τὸν XXX, «περὶ ἀνδρογύνου» ρυθμίζεται ἡ τύχη τῆς

¹ Βλ. Π.7.1.68, Π. 23.3.10 πρ. καὶ 18, Κ.5.12.10, Π.23.3.10 § 1-3, Βασ. 29.1.6, Ἀρμεν. Ἐξάβ. IV.10.1. Ἐπὶ τοῦ θέματος βλ. διὰ τὸ Ρωμ. Δίκαιον V. BASANOFF, Partus ancillae, Paris, 1929, ἰδίως σ. 29 ἐπ., ἐνθα καὶ τὰ σχετικὰ χωρία τῶν πηγῶν.

² Ἀρμεν. Ἐξάβ. IV.10.1

³ Ἀρμεν. Ἐξάβ. IV.10.1. Πρόχ. VIII. 1, Ἐπαναγ. XVIII. 2. Τὰς διατάξεις τοῦ Συνταγματίου ἐπαναλαμβάνει καὶ ὁ Βλαχικὸς κώδιξ τμ. γ', κεφ. ζ', § 27.

⁴ Κατὰ XIX, § 8' «τὰ ἔξοδα ὅπου ἤθελε κάμῃ ὁ ἀνὴρ εἰς μετρίαν καὶ ἀναγκαίαν βελτίωσιν... νὰ μὴν »ἔχῃ νὰ τὰ πρετενδέρῃ μετὰ θάνατον τῆς ἀπαίδου συζύγου του ὡς ἀπαραιτήτως ὀφείλων ἔχειν πᾶσαν τὴν »κατ' οἶκον πρόνοιαν...». Ἐκ τῆς διατυπώσεως ταύτης δὲν εἶναι δυνατόν βεβαίως κατ' ἀντιδιαστολήν νὰ συναχθῇ ὅτι τὰ τέκνα, ἐὰν ὑπάρχωσιν, ὑποχρεοῦνται εἰς ἀπόδοσιν τῶν δαπανῶν, ἐφ' ὅσον ρητῶς αὐτόθι ἀποκλείεται ἡ καταβολὴ αὐτῶν ὑπὸ τῶν λοιπῶν συγγενῶν κληρονόμων τῆς γυναικὸς ἐν περιπτώσει ἀπαιδίας. Ἡ μνεῖα τῆς ἀπαιδίας τῆς γυναικὸς δὲν νομίζω ὅτι ἔχει ἰδιαιτέραν τινὰ σημασίαν εἰς τὴν διάταξιν ταύτην.



ἐξωπροίκου περιουσίας τῆς γυναικὸς εἰς τὸ Συνταγμάτιον, ὡς καὶ τῶν λοιπῶν μεταξὺ συζύγων περιουσιακῶν σχέσεων. Οὕτω κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ τίτλου αὐτοῦ ὁρίζεται, «καθὼς ἡ γυνὴ δὲν ἐνέχεται εἰς τὰ χρῆα καὶ ἀλισβερίσια τοῦ ἀνδρὸς αὐτῆς . . . παρομοίως »καὶ ὁ ἀνὴρ δὲν ἐνέχεται εἰς τὰ ἴδια ἀλισβερίσια καὶ χρῆα . . . τῆς γυναικὸς». Ἡ ἀρχὴ εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ ρωμαιοβυζαντινὸν σύστημα τοῦ χωρισμοῦ τῶν περιουσιῶν¹, ἡ δ' ἐν τῇ διατάξει προσθήκη, ὅτι ὁ ἀνὴρ ἐνέχεται διὰ τὰ χρῆα τῆς γυναικὸς, ὅταν ἀποδειχθῇ ὅτι μετέχει τούτων, μαρτυρεῖ περὶ τοῦ ὅτι συμβατικῶς ἦτο δυνατόν νὰ ὁρισθῇ καὶ σύστημα συζυγικῆς κοινοκτημοσύνης, τὸ ὁποῖον καὶ εἰς τὴν κλασσικὴν Ἑλλάδα οἱ συγγραφεῖς ἐθεώρουν ὡς τὸ ἄριστον, καίτοι ἐκ πραγματικῶν συνθηκῶν οὐδέποτε ἐφηρομόσθη εἰς ἣν ἔκτασιν ἐκράτησε τὸ προικτικὸν σύστημα².

26.—Ἡ παλαιὰ αὐστηρὰ ρωμαϊκὴ ἔννοια τῆς πατρικῆς ἐξουσίας, ἡ ὁποία καὶ εἰς αὐτὸ τὸ ἰουστινιάνειον δίκαιον διατυπῶνται ὡς ἐξακολουθοῦσα, ἐφ' ὅσον ὁ ἐξουσιαστὴς ζῇ³, εἶχεν ὑποστῇ πολλὰ πλήγματα ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν φιλελευθερωτέρων ἑλληνικῶν ἀντιλήψεων κατὰ τὴν μακροαῖωνα διαδρομὴν τῆς ἱστορίας τοῦ βυζαντινοῦ δικαίου⁴. Ἦδη κατὰ τὸ δίκαιον τῆς Ἑκλογῆς, ὡς εὐστόχως παρατηρήθη⁵, τὰ τέκνα ἐνήλικα καθιστάμενα κτῶνται πλήρη δικανικὴν ἱκανότητα. Ἡ ἀνάπτυξις δὲ τῶν χρηματίων κατέστησε βαθμηδὸν σκιώδη τὴν ἀρχαίαν ρωμαϊκὴν αὐστηρότητα, μέχρις ὅτου ἡ Νεαρά 25 Λέοντος τοῦ Σοφοῦ κατέφερεν ἐν εἰσέτι κτύπημα κατὰ τοῦ θεσμοῦ ἀναγνωρίσασα ὅτι τὴν λύσιν τῆς πατρικῆς ἐξουσίας ἐπάγεται ὅχι μόνον ἡ χειραφεσία, ἀλλὰ καὶ ἡ ἄσκησις «ιδιογνώμονος» βίου τοῦ τέκνου, ὡς καὶ ὁ γάμος αὐτοῦ⁶.

¹ Ἐν τῷ Προχείρῳ τοῦ ἐπισκόπου Καμπανίας Θεοφίλου, σ. 111, ὡς ἐξῆς διατυπῶνται ἡ αὐτὴ ἀρχή· «ἐν ταῖς δοσοληψίαις τοῦ ἀνδρὸς αὐτῆς δὲν ἐνέχεται ἡ γυνή, οὔτε ἂν γίνῃ ἐγγυήτρια εἰς τοῦ ἀνδρὸς τὸ »χρῆος ἐνέχεται, οὔτε ἂν ἀρπάσῃ ἡ αὐθεντεία τὰ πράγματα τοῦ ἀνδρὸς ἡ γυνὴ ζημιοῦται τίποτε ἀπὸ τὰ ἰδικά »της· οὔτε τὰ ἐξώπροικά της εἶναι εἰς τὴν ἐξουσίαν καὶ ὑπερθεσίαν τοῦ ἀνδρὸς αὐτῆς».

² Τὸ ἀρχαῖον ἑλληνικὸν δίκαιον ἐμποτισμένον ἀπὸ τὴν ιδέαν τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης, τῆς ὁποίας ἐκδηλὰ σφύζονται τὰ ἀποτελέσματα εἰς τὸ οἰκογενειακὸν καὶ κληρονομικὸν δίκαιον, δὲν ἐγνώρισε, τουλάχιστον κατὰ κανόνα, καὶ τὴν συζυγικὴν κοινοκτημοσύνην, μολονότι ταύτην οἱ συγγραφεῖς θεωροῦσιν ὡς τὸ ἰδεώδες σύστημα διαχειρίσεως τῶν περιουσιακῶν σχέσεων τῶν συζύγων. Πρβλ. Ξενοφῶντος Οἰκονομικόν, κεφ. VII, 13, ἰδίως δὲ Πλουτάρχου Γαμικὰ παραγγέλματα, κεφ. 20, ἀναφέροντα καὶ γνώμας τοῦ Πλάτωνος. Τὴν ἐξήγησιν τοῦ γεγονότος τούτου ὁ ERDMANN, Ehe, σ. 322, εὗρίσκει δεδικαιολογημένως εἰς τὸ ὅτι ἐν Ἑλλάδι ἡ γυνὴ οὐδεμίαν ἢ ἐλάχιστην κατὰ κανόνα ἰδίαν περιουσίαν ἐκέκτητο, ἦτο κατ' ἀκολουθίαν ἀδύνατον νὰ ἀναπτυχθῇ πράγματι τὸ σύστημα τῆς συζυγικῆς κοινοκτημοσύνης. Οὕτω δ' ἀσφαλῶς ἐξηγεῖται, νομίζω, καὶ ἡ πτωχεία τῶν σχετικῶν νεωτέρων ἑλληνικῶν ἐθίμων. Πρβλ. ἡμετέραν Συλλογὴν ἐν Jus Graecoromanum, 8, σ. 465 ὑπ' ἀριθ. 57.

³ Εἰσηγ. 1.9.2.

⁴ Πρβλ. μεταξὺ ἄλλων ZACHARIAE V. LINGENTHAL, Geschichte, σ. 106 ἐπ., ἰδίως δὲ Γ. ΜΑΡΙΔΑΚΗ, Τὸ ἀστικὸν δίκαιον ἐν ταῖς Νεαραῖς κλπ., § 32, σ. 180 ἐπ.

⁵ ΜΑΡΙΔΑΚΗ, ἐνθ. ἀνωτ. σ. 182 ἐπ.

⁶ Κατὰ τὴν Νεαράν (ZACHARIAE, J. G. R., 3, σ. 104 = ΖΕΠΩΝ, J. G. R., 1, σ. 89) «... ἡμεῖς καὶ

Αἱ μεταγενέστεραι τῆς Νεαρᾶς ταύτης νομοθετικαὶ βυζαντιναὶ συλλογαὶ ἐπανέλαβον τὴν οὕτω περιορισμένως διατετυπωμένην ἔννοιαν τῆς πατρικῆς ἐξουσίας¹, τὸ ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν δὲ τοῦ δημώδους βυζαντινοῦ δικαίου διαμορφωθὲν δίκαιον τῶν ἐλληνικῶν ἐθίμων ἐγνώρισεν ὡσαύτως τὴν διὰ τῆς ἐνηλικιώσεως, τοῦ γάμου ἢ τοῦ ἰδιογνώμονος βίου (τ. ἔ. τῆς χωριστῆς ἀπὸ τοῦ πατρὸς ἐργασίας καὶ κατοικίας) ἐπερχομένην λύσιν τῆς πατρικῆς ἐξουσίας².

Ὡς ἐπακολούθημα τῆς αὐτεξουσιότητος ταύτης τῶν τέκνων, ζῶντος ἔτι τοῦ πατρὸς αὐτῶν, ἐμφανίζεται ἡ ἐν τίτλῳ XXXI, §§ α' ἐπ. ἀρχή, καθ' ἣν «οἱ γονεῖς δὲν ἐνάγονται »διὰ τὰ ἀλίσβετρία τῶν παιδιῶν τους . . . ὁμοίως καὶ τὰ παιδιά δὲν ἐνέχονται εἰς τὰ ἀλίσβετρία καὶ χρέη τῶν γονέων αὐτῶν, ἐν ὅσῳ ζῶσιν οἱ γονεῖς αὐτῶν». Ὅτι δὲ πράγματι ὁ συντάκτης τῆς διατάξεως εἶχεν ὑπ' ὄψει τέκνα αὐτεξούσια συνάγεται ἀπὸ τὴν § β' τοῦ αὐτοῦ τίτλου, ἐνθα, προκειμένου περὶ ἐγκλημάτων, γίνεται σαφὴς διαστολὴ ἀπὸ τῶν ἀνηλίκων, τῶν ὑπεξουσιῶν δηλαδὴ τέκνων. Χαρακτηριστικὸν δ' εἶναι ἐκεῖ ὅτι, ὅπως καὶ εἰς τὸν Νομοκάνονα τοῦ Μαλαξοῦ, ἀνήλικα (=ὑπεξούσια) θεωροῦνται ὅσα τέκνα εἶναι «κοντὰ εἰς τοὺς γονεῖς».

Ἐξαίρεσις ἀπὸ τῆς ἀρχῆς, ὅτι οἱ γονεῖς δὲν ἐνέχονται διὰ τὰ χρέη τῶν τέκνων τῶν, εἶναι ἡ περίπτωσις τῆς § α', καθ' ἣν οἱ γονεῖς ἐνάγονται καὶ διὰ τὰ χρέη ταῦτα, «ἂν ἀποδειχθῶσιν ὅτι καὶ αὐτοὶ ἦτον σύντροφοι μὲ τὰ παιδιά τους, ἢ πῶς τὰ εἶχον αὐτοὶ διωρισμένα εἰς τὸ νὰ κάμουν πραγματείας καὶ ἀλίσβετρία». Ἀπαραλλάκτως δηλαδὴ ὅπως καὶ εἰς τὸ ἐλληνικὸν ἐθιμικὸν δίκαιον, κατὰ τὸ ὁποῖον τὰ τέκνα, ἐφ' ὅσον ἐργάζονται ὁμοῦ μετὰ τοῦ πατρὸς τῶν, θεωροῦνται συνέταιροί του³.

Ἐν τῇ § γ' τοῦ αὐτοῦ τίτλου ὀρίζονται ὑποχρεώσεις τινὲς τῶν τέκνων ἀπέναντι τῶν γονέων. Οὕτως ἀναγορεύεται ὡς γενικὴ ἠθικὴ ἀρχή, ὅτι καθήκον τοῦ εὐγνώμονος υἱοῦ εἶναι «νὰ μὴ παραβλέψῃ τὸν πατέρα του συρόμενον ἢ ἐν φυλακῇ βεβλημένον αὐτὸς εὐπορῶν», διὰ τὴν τήρησιν δὲ τοῦ καθήκοντος τούτου φροντίζει ὁ «κατὰ τόπον διοικητής», τὸν ὁποῖον ὁ συντάκτης τῆς διατάξεως δὲν διστάζει νὰ ἀποκαλέσῃ «κοινὸν πατέρα». Κατὰ τὴν διάταξιν ὁ διοικητὴς ὀφείλει «νὰ κολάσῃ τὸν ἀσυμπάθητον υἱὸν διὰ νὰ ἐπι-

»τοῦτο προσεπισυνάπτομεν, ὡς εἰ πρὸς διαγωγὴν ἰδιογνωμονοῦσαν ὀφθεῖν μόνον ὁ παῖς καταστάς . . . , κἂν ἢ »γαμικῆς ὁμιλίας ἔξω, εἶναι αὐτῷ κεκυρωμένον τὸ αὐτεξούσιον», ἐξ οὗ σαφῶς συνάγεται ὅτι καὶ ὁ γάμος ἐπιφέρει τὴν λύσιν τῆς πατρικῆς ἐξουσίας. Βλ. ΜΑΡΙΔΑΚΗ, ἐνθ. ἀνωτ. σ. 184 ἐπ.

¹ Οὕτω Πεῖρα XLIX. θ', *Ecloga ad Prochiron mutata*, XXII. 1, *Synopsis minor*, Y, σχόλ. ζ', Μιχαήλ Ἀτταλειώτου, Ποίημα Α, δ', Ἀρμεν. Ἐξάβ. I.17.8 κλπ., ὡς καὶ αἱ παρὰ ΖΑΧΑΡΙΑΕ, *Geschichte* § 21, σ. 114, ΜΑΡΙΔΑΚΗ, Νεαρά, σ. 188, ἀναφερόμεναι μεταγενέστεραι πηγαί, ἥτοι δίκαιον τῶν Ἀσσιζῶν (Α. σθ', Β σζ' ἐν ΣΛΘΑ, Μεσαιωνικὴ Βιβλιοθήκη, 6, 160, 412), Νομοκάνων Μαλαξοῦ σια', α' (Θέμις Σγούτα, 7, σ. 223) κλπ.

² Βλ. ΖΕΠΩΝ, Συλλογὴ ἐθίμων, ἐν J. G. R., 8, ἀριθ. 92-98, σ. 474 ἐπ.

³ MAURER, *Das griechische Volk*, 1, § 47, σ. 152, ΚΑΛΛΙΓΑ, Συλλογὴ ἐθίμων § 18, σ. 209, ΖΕΠΩΝ, Συλλογὴ ἐθίμων (J. G. R., 8), σ. 475, ἀριθ. 97. Πρβλ. καὶ ἀριθ. 94 αὐτόθι.



»κουρήση δυστυχοῦντι καὶ πάσχοντι τῷ πατρί, καὶ νὰ τὸν ὑπευθύνῃ εἰς βοήθειαν τοῦ »πατρικοῦ χρέους». Οὐδέποτε τὸ ρωμαϊκὸν δίκαιον ἔφθασε μέχρι τοῦ νὰ ὑποχρεώσῃ τὸν εὐπορον υἱὸν νὰ καταβάλῃ τὰ χρέη τοῦ ἀπόρου πατρός. Ἡ διάταξις δὲν ἀποτελεῖ ὁμῶς καὶ ἐντόπιον δίκαιον, ὅθεν νομίζω ὅτι μᾶλλον πρόκειται περὶ νομικῆς κυρώσεως γενικωτέρων χριστιανικῶν ἀντιλήψεων, οἷαι καὶ εἰς ἄλλας διατάξεις τοῦ Συνταγματίου ἀπαντῶσι.

27.—Τὸ εἰς τὸ Συνταγματίον κατεστρωμένον δίκαιον τῆς ἐπιτροπείας τελεῖ καὶ αὐτὸ ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν βυζαντινῶν διδασκαλιῶν.

Εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον ἤδη ἀπὸ τῆς Ἑκλογῆς τῶν Ἰσαύρων εἶχεν ἐκδηλωθῇ ἡ τάσις, ὅπως τὸ λειτούργημα τοῦ ἐπιτρόπου κατασταθῇ δημοσίου συμφέροντος. Κατὰ τὸ δίκαιον τῆς Ἑκλογῆς ἐπίτροποι κατὰ πρῶτον λόγον εἶναι οἱ διὰ πράξεως τελευταίας βουλῆσεως τῶν γονέων ὀρισθέντες, ἄλλως οἱ κατονομαζόμενοι «εὐαγεῖς οἴκοι»¹. Καὶ εἶναι μὲν ἀληθὲς ὅτι εἰς τὸ μεταγενέστερον δίκαιον ἐπανελήφθησαν αἱ διατάξεις τοῦ Ἰουστινιανοῦ, καθ' ἃς ἡ ἐπιτροπεία ἦτο κυρίως οἰκογενειακὴ ἀπλῶς ὑπόθεσις τῶν ὀρφανῶν, ἐν τούτοις καὶ ἐκεῖ δύναται νὰ διαπιστωθῇ ἡ τάσις πρὸς καθιέρωσιν δημοσίου τοῦ λειτουργήματος τοῦ ἐπιτρόπου².

Κατὰ τὴν περίοδον τῆς Τουρκοκρατίας, καθ' ἣν δὲν ἦτο δυνατόν νὰ γίνῃ λόγος περὶ ἀνωτέρας ἐποπτείας τῆς τουρκικῆς ἀρχῆς, ἡ ἐπιτροπεία παρέμεινεν ὑπόθεσις στενοῦ οἰκογενειακοῦ περιβάλλοντος. Οὕτω τὸ ἐλληνικὸν ἐθιμικὸν δίκαιον ἀναγνωρίζει ὡς κανόνα ὅτι οἱ ἐγγύτεροι συγγενεῖς εἶναι ἐπίτροποι καὶ κηδεμόνες τῆς περιουσίας τῶν ἀνηλίκων. Τὸ δὲ Συνταγματίον ὡσαύτως ὁρίζει (ΧΧΙΙΙ, § α') ὡς γενικὴν ἀρχὴν ὅτι «ἡ ἐπιτροπὴ »κατὰ νόμους ἐκεῖ ἀνήκει, ὅπου καὶ ἡ κληρονομία³». Τὸ Συνταγματίον πλὴν τῆς μὴ εἰς δεύτερον γάμον ἐλθούσης μητρὸς ἐπιτρέπει καὶ ἐξωτικὸν ἐπίτροπον, τὸν τελευταῖον τοῦτον ὁμῶς βλέπει δυσπίστως καὶ ὁρίζει ὅτι ὁ καθιστῶν «ξένον ἐπίτροπον, καὶ ὅχι ἐκ τῶν »συγγενῶν, νὰ φανερώσῃ ἐξάπαντος καὶ τὴν αἰτίαν, διὰ τὴν ὁποίαν ἀποβάλλων τοὺς »οἰκείους κάμνει ξένους ἐπιτρόπους». Ἐξ ἄλλου δὲ ἐν συνεχείᾳ πρὸς τὴν ἐξέλιξιν τοῦ θεσμοῦ τῆς ἐπιτροπείας εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον ἀποβλέπει εἰς αὐτὸν ὡς εἰς θεσμὸν κατ' ἐξοχὴν δημοσίου συμφέροντος, οὕτω δ' ἐξηγοῦνται καὶ αἱ περὶ «κοινῶν ἐπιτρόπων» διατάξεις ἐν §§ β' καὶ γ' τοῦ αὐτοῦ τίτλου⁴.

Αἱ περὶ «κοινῶν ἐπιτρόπων», ὡς καὶ ἄλλαι, διατάξεις τοῦ Συνταγματίου (ΧΧΙΙΙ, §§ β' καὶ γ'), καθιεροῦσαι τὴν ἀνάμιξιν καὶ τῆς ἐκκλησιαστικῆς ἀρχῆς κατὰ τὴν διαχείρισιν

¹ Ἑκλογῆς VII α', *Ecloga privata aucta*, VIII. 1. *Ecloga ad Prochiron mutata*, IX.1.

² Πρβλ. Πρόχειρον Νόμον XXXVI, Ἐπαναγωγὴν XXXVIII, Πείραν XVI, Ἐπιτομὴν XXXVI, *Prochiron auctum* XXXVI, Μιχαὴλ Ἀτταλειώτου XXV, Ἀρμεν. Ἐξάβ. V.12.3 καὶ σχόλ. εἰς V.8.56, Βασίλ. Heimbach 3, σ. 648 σχόλ. 2, περὶ ὧν πάντων ZACHARIAE, *Geschichte*, § 27, σ. 124 ἐπ.

³ Ἀρμεν. Ἐξάβ. V.8.56. Σχεδὸν αὐτολεξεῖ γράφεται καὶ ἐν Νομικῷ Προχείρῳ τοῦ Καμπανίας Θεοφίλου (σ. 165) «ὅπου ἀνήκει ἡ κληρονομία, ἐκεῖ ἀνήκει καὶ ἡ ἐπιτροπὴ τοῦ ἀνηλίκου».

⁴ Εἰς τὸν Βλαχικὸν κώδικα τμ. γ', κεφ. κα' καλεῖται εἰς τὴν ἐπιτροπεῖαν κατὰ σειρὰν α') ὁ ἐκ

τῆς ἐπιτροπείας, ἀποδεικνύουσιν οὕτω σαφῶς ὅτι καὶ ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου ἐθεώρησε τὴν ἐπιτροπείαν, ὥς καὶ τὸ μεταγενέστερον βυζαντινὸν δίκαιον, δημόσιον λειτούργημα.

Τὰ κατὰ τὴν διαχείρισιν τῶν ἐπιτρόπων ὁρίζονται ἐν § γ' τοῦ XXIII τίτλου. Ὁ ἐπίτροπος ὀφείλει νὰ φροντίζῃ «οὐ μόνον διὰ τὴν φύλαξιν τῶν . . . πραγμάτων, ἀλλὰ . . . καὶ »διὰ τὴν αὐξήσιν αὐτῶν . . . ». Ἡ ἐκποίησης καὶ αὐτῆς τῆς κινητῆς περιουσίας τῶν ἀνελίκων ἀπαγορεύεται, ἐπιτρέπεται δὲ μόνον δι' ἐξόφλησιν χρεῶν καὶ πάντως «μὲ εἶδῃσιν »τοῦ μητροπολίτου». Ἐπιβάλλεται δὲ ἡ σύνταξις δύο πινάκων ἀπογραφῆς («καταστίχων») τῆς ὁρφανικῆς περιουσίας, ἐξ ὧν ὁ μὲν εἰς τηρεῖται εἰς τὰς ἐκκλησίας, ὁ δ' ἕτερος ὑπὸ τοῦ ἐπιτρόπου, ὅστις ἐξ ἄλλου ὑποχρεοῦται εἰς λογοδοσίαν κατ' ἔτος ἐνώπιον τοῦ μητροπολίτου καὶ τῶν «κοινῶν ἐπιτρόπων».

Τὸ Συνταγμάτιον καθώρισε γενικῶς μόνον τὰ τῆς ἐπιτροπείας, ρητῶς δὲ παρέπεμψεν ἐν §§ β' καὶ γ' διὰ τὰς λεπτομερείας εἰς τὸ περὶ ἐπιτρόπων εἰδικὸν χρυσόβουλλον, ἐκδοθὲν πιθανῶς τῷ 1775, τὰς διατάξεις τοῦ ὁποίου ἐπανελάβε πλὴν τοῦ Συνταγματίου καὶ ὁ Βλαχικὸς κῶδιξ ἐν τμ. γ', κεφ. κα'.

διαθήκης ὀρισθεῖς, β') ὁ νόμιμος, ἥτοι οἱ συγγενεῖς, τέλος γ') ὁ δοτός, ἥτοι (§ 1) ὁ ὑπὸ τῆς «*Αὐθεντείας*» ἢ δικαστηρίου ὀρισθεῖς. Ἐν § 6 αὐτ. ὁρίζεται ὅτι, «*ἂν συγγενεῖς δὲν εἶναι, γίνεται ἐπίτροπος ὁ Βόρ-νικος τῶν κοινοτήτων*», διοικητικὴ δηλαδὴ ἀρχὴ ἀντίστοιχος τῶν «*κοινῶν ἐπιτρόπων*» τοῦ Συνταγματίου. Ὁ Βλαχικὸς κῶδιξ, § 9, προβλέπει καὶ περὶ «*ἐφόρων*», ἐποπτευόντων τὴν διαχείρισιν τῶν ἐπιτρόπων, ὥς καὶ τὸ Συνταγμάτιον ἐπίσης ποιεῖται λόγον (§ 15) περὶ ἐποπτείας τῆς ἐκκλησιαστικῆς ἀρχῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 5'

ΚΛΗΡΟΝΟΜΙΚΟΝ ΔΙΚΑΙΟΝ

Τὸ Συνταγματικὸν πραγματεύεται εἰς τρεῖς ἰδιαιτέρους τίτλους (XX, XXI, XXII) τὴν ἐκ διαθήκης καὶ τὴν ἐξ ἀδιαθέτου διαδοχὴν ἐν συνδυασμῷ πρὸς τοὺς θεσμοὺς τῆς συνεισφορᾶς, τῆς τριμοιρίας καὶ τινων θεμάτων ἀποδόσεως προικός, περὶ τῶν ὁποίων ἐγένετο ἤδη λόγος εἰς τὸ προηγούμενον κεφάλαιον. Εἰς τὰς ἐπομένας παραγράφους ἐξετάζονται οἱ βυζαντινὸν δίκαιον ἀποδίδοντες αὐτοὶ τίτλοι, ἰδιαίτερος δὲ λόγος γίνεται περὶ τινος εἰδικοῦ προνομίου τῶν ἀρρένων τέκνων ἐπὶ τῆς κληρονομίας τοῦ θανόντος.

28.— Καίτοι ὁλόκληρος τίτλος τοῦ κώδικος τοῦ Ὑψηλάντη, ὁ XXII, ἐπιγράφεται «περὶ διαθήκης», ἐλάχισται εἶναι ἐν τούτοις αἱ διατάξεις αὐτοῦ, αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τὴν ἐκ διαθήκης διαδοχὴν, τῶν πλείστων ἐξ αὐτῶν ἀφορῶσιν εἰς τὴν ὕλην ἄλλων θεμάτων, ἰδίως δὲ εἰς τὸ δίκαιον τῶν ἀναγκαίων κληρονόμων.

Ἐν § α' τοῦ XXII τίτλου ὀρίζεται «οἱ διατιθέμενοι νὰ ἔχωσι σφᾶς τὰς φρένας αὐτῶν, καὶ ἀδόλως νὰ φανερώσωσιν εἰς τὰς διαθήκας αὐτῶν ὅλην τὴν ἀλήθειαν τῆς περιουσίας καὶ τοῦ χρέους αὐτῶν», ὀρίζονται δὲ περαιτέρω καὶ τινα περὶ τοῦ τύπου τῶν διαθηκῶν. Εἰς τοὺς ὁρισμοὺς τούτους συνοψίζεται ὁλόκληρον τὸ ἐκ διαθήκης κληρονομικὸν δίκαιον τοῦ Συνταγματικοῦ. Τὸ περιεχόμενον αὐτῶν ὁ συγγενὴς πρὸς τὸν κώδικα τοῦ Ὑψηλάντη Βλαχικὸς κώδιξ τοῦ Καρατζᾶ σαφέστερον διατυποῖ ὡς ἐξῆς¹. «Ὁποῖος διαθέτει, νοῦν σωστὸν πρέπει νὰ ἔχη· ὅθεν οἱ τρελλοὶ καὶ φρενητικοὶ δὲν ἡμποροῦν νὰ διαθέτουν²», ἀποδίδεται δηλαδὴ ἐν ἄλλαις λέξεσι τὸ αὐτό, ὅπερ καὶ εἰς τὸ Συνταγματικόν, νόημα.

¹ Βλαχ. κώδ. τμ. δ', κεφ. γ', § 28.

² Εἰς τὴν περίπτου σύγχρονον τοῦ Βλαχικοῦ Κώδικος ἔγγραφον συλλογὴν τῶν ἐθίμων τῆς Νάξου τοῦ ἔτους 1810 (βλ. Συλλογὴν ἐθίμων ἐν Jus Graecoromanum ἡμετέρας ἐκδόσεως, 8, σ. 523 ἐπ.) δίδεται ὁ ὁρισμὸς τῆς διαθήκης καὶ λέγονται τὰ ἐξῆς (κεφ. ιδ', § ιε', αὐτ. σ. 549) «διαθήκη εἶναι διαταγὴ ὅλων τῶν κληρονομικῶν καὶ ἰδιοκτητῶν πραγμάτων, καθὼς δικαίως βούλεται ὁ διατιθέμενος νὰ γίνωνν μετὰ τὸν θάνατόν του· εἶναι δὲ ἐπ'ἀνάγκης ὁ διατιθέμενος νὰ ᾔηται ὑγιὴς κατὰ τὸν νοῦν μᾶλλον ἢ κατὰ τὸ σῶμα». Διὰ τὴν καταγωγὴν τῶν διατάξεων αὐτῶν βλ. Ἐκλογὴν V, α', ἰδίως δὲ Πρόχειρ. Νόμ. XXI, α', Ἐπαναγωγὴν XXIX, α', β', Ἐπιτομὴν XXIX, α', Σύνοψιν Βασιλ. Δ. XIII, 1 ἐπ. (=Βασ. 35. 1.1 ἐπ.), Epanag. Aucta XXVII, 1, ἐπ., Prochiron auctum XXII, 1. ἐπ., Μιχ. Ἀτταλ. XXIII, α', γ', Ἀρμεν. Ἐξάβ. V.1.1 ἐπ. (ἐν ἐκδόσει Heimbach, σ. 588, ἐν μεταφράσει Ἀλ. Σπανοῦ, ἐκδ. Βενετίας

Φαίνεται ὅτι μόνη ἡ γενικὴ αὐτὴ ἀρχὴ ἐξηκολούθησε νὰ ἔχῃ σημασίαν εἰς τὸ μετὰ τὴν ἄλωσιν τοῦ Ἑλληνισμοῦ δίκαιον. Αἱ τελευταῖαι βυζαντιναὶ μεταρρυθμίσεις περὶ τῆς ἱκανότητος πρὸς σύνταξιν διαθήκης ὑπὸ αἰχμαλώτου (Νεαράι Λέοντος 36 καὶ 40), ὑπὸ δούλου, ἀγνοοῦντος ὅτι ἡλευθερώθη (Νεαρά 37 Λέοντος), ὑπὸ ἀσώτου (Νεαρά 39 Λέοντος), τέλος καὶ αἱ λεπτομερεῖς διατάξεις περὶ διαθήκης τυφλῶν, ἀγραμμάτων καὶ γυναικῶν (Νεαρά 69 Λέοντος)¹ ἀπώλεσαν τὴν σημασίαν αὐτῶν κατὰ τὴν περίοδον τῆς τουρκοκρατίας, καθ' ἣν ὁ κληρὸς ἀνέπτυξεν ὅλην του τὴν δρᾶσιν καὶ μετ' ἰδιαίτερας προτιμήσεως ἡσχολήθη περὶ τὰ θέματα τῆς ἐκ διαθήκης διαδοχῆς, ὥστε δικαίως νὰ παρατηρῇται² ὅτι κατὰ τὴν περίοδον ταύτην παρημελήθησαν μᾶλλον ἢ προήχθησαν αἱ σχετικαὶ ἀρχαὶ τοῦ βυζαντινοῦ δικαίου.

Τὸ τελευταῖον τοῦτο γεγονός ἐκδηλοῦται κυρίως εἰς τὰ περὶ τοῦ τύπου τῶν διαθηκῶν. Πράγματι ἀντὶ τῶν ἤδη ὑπὸ τοῦ Ἰουστινιανοῦ ὀρισθέντων τύπων, ὡς οὗτοι συνεπληρώθησαν ὑπὸ τῶν ἐθιμικῶν δίκαιον διατυπωσασῶν Νεαρῶν 41 - 44 τοῦ Λέοντος, τὸ μετὰ τὴν ἄλωσιν διαμορφωθὲν δίκαιον τῶν ἑλληνικῶν ἐθιμῶν γνωρίζει μὲν πλείστους κατ' ἰδίαν τύπους, ὡς γενικῶς ὅμως ἐφαρμοζόμενον τοιοῦτον θεωρεῖ τὴν ἐνώπιον τοῦ πνευματικοῦ πατρὸς τοῦ διαθέτου καὶ μαρτύρων συντασσομένην διαθήκην³. Τὴν τοιαύτην διαθήκην οὐχὶ ὀρθῶς, νομίζω, θεωρεῖ ὁ Zachariae⁴ ὡς ἐπικρατήσασαν μόνον ἐκεῖ, ἐνθα ἡδυνήθη νὰ ἐκτυλιχθῇ ἡ ἐπίδρασις τῆς ρωμαϊκῆς ἐκκλησίας, ἰδίως δηλαδὴ εἰς τὰς νήσους τοῦ Αἰγαίου πελάγους, καὶ ἀποτελοῦσαν μορφήν τοῦ testamentum coram paracho et duobus testibus τοῦ κανονικοῦ δικαίου τῆς ρωμαϊκῆς ἐκκλησίας. Διότι ἡ ἐνώπιον τοῦ πνευ-

1820, σ. 233). «*Διαθήκη εἶναι δικαία βούλησις, εἰς ἐκεῖνα ὁποῦ θέλει κανεῖς νὰ γένουν ὕστερα ἀπὸ τὸν θάνατόν του. Ἐκεῖνος ὁποῦ κάμνει διαθήκην, θέλει νὰ εἶναι γερός εἰς τὸν νοῦν, καὶ ὄχι εἰς τὸ κορμί*». Ὁμοίως καὶ εἰς τὸν συριακὸν κώδικα τοῦ πατριάρχου Βαγδάτης Τιμοθέου (762-823), συνταχθέντα κατὰ τὸ 805 μ. Χ. ρητῶς λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν ἐπὶ συντάξεως διαθήκης μόνη ἡ ἀριτιότης τῆς διανοητικῆς καταστάσεως τοῦ διαθέτου. Βλ. ED. SACHAU, Syrische Rechtbücher, 2, 1908, § 59, σ. 99.

¹ Πρβλ. ἐπὶ πάντων τούτων Γ. ΜΑΡΙΔΑΚΗ, Τὸ ἀστικὸν δίκαιον ἐν ταῖς Νεαραῖς σ. 246-259.

² ZACHARIAE VON LINGENTHAL, Geschichte, § 39, σ. 159.

³ Κατὰ τὸ δίκαιον τῶν ἐθιμῶν ἡ ἐνώπιον τοῦ πνευματικοῦ πατρὸς τοῦ διαθέτου καὶ τῶν μαρτύρων συντασσομένη διαθήκη ἐθεωρεῖτο δημοσία. Ἐν ταῖς νήσοις τοῦ Αἰγαίου πελάγους κατὰ τὴν σύνταξιν τῶν διαθηκῶν μετεῖχον καὶ οἱ «*κατζιλιέροι*» ἢ «*νοτάροι*» (πρβλ. MAURER, Das griechische Volk, 1, § 44, σ. 141 ἐπ., Ν. ΜΟΣΧΟΒΑΚΗ, Τὸ ἐν Ἑλλάδι δημόσιον δίκαιον ἐπὶ Τουρκοκρατίας, σ. 59, σημ. 1). Εἰδικοί τύποι διαθηκῶν ἀνεγνωρίζοντο ποικίλοι κατὰ τόπους. Οὕτω συχναὶ ἦσαν αἱ προφορικαὶ διαθήκαι ἐν Μάνη, ἀλλαχοῦ ἤρκει ἡ σύνταξις ἐνώπιον διαφόρου ἐκάστοτε ἀριθμοῦ μαρτύρων, λ. χ. ἐν Ἀνδρῶ (τρεῖς ἢ τέσσαρες μάρτυρες), Κάσω (δύο μάρτυρες) κλπ. Εἰς Ζαγόριον, Λέρον ρητῶς μνημονεύεται ἡ ἰδιόγραφος διαθήκη (βλ. Π. ΒΙΖΟΥΚΙΔΟΥ, Ἑπειρωτικῶν θεσμῶν ἔρευνα, ἐν «*Ἑπειρωτικοῖς χρονικοῖς*», 2, 1927, σ. 35, Μ. Γ. ΜΙΧΑΗΛΙΔΟΥ-ΝΟΥΑΡΟΥ, Νομικὰ ἔθιμα τῆς νήσου Καρπάθου, τῆς Δωδεκανήσου κλπ. 1926, σ. 50). Ρητὴ ἐξ ἄλλου μνεῖα διὰ τὴν ἐνώπιον ἀρχιερέως ἢ ἐν ἐκκλησίαις σύνταξιν διαθήκης ὑπάρχει διὰ Νίσυρον, Χάλκην, Κῶν κλπ. Πρβλ. ἐπὶ πάντων τούτων ἡμετέραν Συλλογὴν ἐθιμῶν ἐν Jus Graecoromanum, 8, σ. 478 ἐπ., ἀριθ. 112 καὶ τὰς αὐτόθι παραπομπάς.

⁴ ZACHARIAE V. LINGENTHAL, Geschichte, σ. 159.



ματικοῦ πατρὸς τοῦ διαθέτου σύνταξις τῆς διαθήκης εἶναι τύπος, ἀπαντῶν οὐ μόνον εἰς τὰς νήσους, αἵτινες ἐγνώρισαν τῶν Φράγκων τὴν κατοχὴν¹, ἀλλὰ καὶ ἐκτὸς αὐτῶν². Εἰδικῶς δὲ διὰ τὴν Βλαχίαν τὸ Συνταγμάτιον ρητῶς προβλέπει τὴν ἐνώπιον ἐπισκόπου σύνταξιν διαθήκης (XXII, § α'). «...ἀπαξαπλῶς δὲ αἱ διαθήκαι νὰ ἔχουν τὴν ἀναγκαίαν ὑποβε-
»βαίωσιν τῶν ἀξιοπίστων μαρτύρων, καὶ μάλιστα τοῦ κατὰ τόπους προϊσταμένου ἀρχιερα-
»τικοῦ προσώπου, ἢ καὶ ἄλλως εὐὐπολητοτέρου ἱερατικοῦ προσώπου, μὴ προσπελάζοντος
»θρόνου τινὸς ἀρχιερατικοῦ».

Ἀναλυτικώτερος, ὡς συνήθως, ὁ Βλαχικὸς κῶδιξ καθορίζει ἀκριβέστερον τὸν εἰς τὸ Συνταγμάτιον περιγραφέντα τύπον ὡς ἐξῆς³. «*Ἡ διαθήκη ἐγγράφως νὰ γίνεται ὑπογρά-
»φοντάς την ὁ διαθετητὴς καὶ μαρτυρῶντάς την ὁ κατὰ τόπον Ἀρχιερεὺς ἢ Κριτήριον
»ἢ τρεῖς μάρτυρες, οἱ ὅποιοι εἶδαν ἢ ἤκουσαν ἀπὸ τὸν διαθετητὴν, ὅτι εἶναι διαθήκη του*»⁴. Τὸ εἰς τοὺς βλαχικοὺς δὲ τούτους κώδικας κατεστρωμένον δίκαιον ἐν σχέσει πρὸς τὸν τύπον τῶν διαθηκῶν ἐπαναλαμβάνεται καὶ εἰς τὰ ἐγχώρια ρουμανικὰ ἔγγραφα⁵, ἀπο-
δεικνυομένης οὕτως ἅπαξ ἔτι τῆς στενῆς μεταξὺ ἐθιμικοῦ ρουμανικοῦ καὶ μεταβυζαντινοῦ
δημῶδους δικαίου σχέσεως.

29.— Ἡδη εἰς τὸ ἰουστινιάνειον δίκαιον εἶχεν ἐπικρατήσῃ ἢ ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἐξ αἵματος συγγενείας διερρυθμισμένη ἐξ ἀδιαθέτου διαδοχῇ⁶. Τὴν ἀρχὴν δὲ ταύτην συνε-
πλήρωσαν αἱ μεταρρυθμίσεις τῶν Ἰσαύρων⁷, διὰ τῶν ὁποίων, ἀναγνωρισθείσης τῆς
συζυγικῆς κοινοκτημοσύνης, παρεσχέθη αὐτοτελὲς κληρονομικὸν δικαίωμα καὶ εἰς τὸν
ἐπιζήσαντα σύζυγον. Κατὰ τὴν ὑπὸ τῶν Μακεδόνων ὁμως ἐπακολουθήσασαν κατάργησιν
τῶν ἰσαυρικῶν «*φληναφιῶν*»⁸ παρεσύρθη καὶ τὸ κοινωνικὸν οἰκοδόμημα τῆς Ἐκλογῆς,
εἰς δὲ τὰς μεταγενεστέρας βυζαντινὰς νομοθετικὰς συλλογὰς τὸ ἰουστινιάνειον δίκαιον τῆς

¹ Πρβλ. MAURER, Das Griechische Volk, 1, σ. 141, 2, σ. 463, καὶ τὰς ἐν ZACHARIAE, ἐνθ' ἄνωτ. σημ. 490, παραπομπάς.

² Διὰ τὴν Ἑλλάδα βλ. ἡμετέραν Συλλογὴν ἐθίμων ἐν Jus Graecoromanum, ἐνθ' ἄνωτ., σ. 478 ἐπ. ἀριθ. 112, ρητῶς διὰ τὴν Χάλκην, Κῶν, Νίσυρον κλπ.

³ Βλαχ. κῶδιξ τμ. δ', κεφ. γ', § 26.

⁴ Ὁ Βλαχ. κῶδιξ αὐτ. ἀναφέρει περαιτέρω καὶ ἄλλους τύπους διαθηκῶν «*ἂν ὁ διαθετητὴς δὲν θέλῃ
»νὰ ἡξεύρουν οἱ μάρτυρες τὰ γραμμένα, ἐλεύθερος εἶναι, διπλώνοντάς την ἢ σφραγίζοντάς την, νὰ τὴν δίδῃ
»νὰ τὴν ὑπογράψουν, ἀπέξω, προλέγοντάς τους μόνον, ὅτι εἶναι διαθήκη του. Ἄν δὲ ὁλόγραφος τύχη, ἀπὸ
»τὸν διαθετητὴν ἢ διαθήκη, τότε καὶ χωρὶς μάρτυρας νὰ ἔχῃ ἀπαράλλακτον κῦρος*». Δέν εἶναι δυνατόν νὰ
ἀναλυθῶσιν ἐνταῦθα αἱ διατάξεις αὐταὶ ἐκτενέστερον.

⁵ Πρβλ. JORGA, Anciens documents, ἀριθ. 253, σ. 304, ἔτους 1787, ἐνθα ὑπογράφουσιν ἱερεῖς
καὶ λαϊκοὶ ὡς μάρτυρες, καὶ ἀριθ. 255, σ. 309, ἔτους 1831, καθ' ἣ ἡ διαθήκη συντάσσεται ἐνώπιον
τοῦ πνευματικοῦ πατρὸς (paroh) Joan Turcan καὶ τριῶν μαρτύρων, οἵτινες πάντες, ὡς καὶ ὁ γρα-
φεύς, ὑπογράφουσιν.

⁶ Νεαφαὶ Ἰουστινιανοῦ 118 καὶ 127.

⁷ Ἐκλογή, VI, α'-ς'.

⁸ Ἐπαναγωγῆς προοίμιον.



ἐξ ἀδιαθέτου διαδοχῆς ἀνέκτησε τὴν ἰσχύν του. Οὕτως ἰουστινιάνειον δίκαιον διετύπωσαν ὁ Πρόχειρος Νόμος¹, ἡ Ἐπαναγωγή², τὰ Βασιλικά³, ὡς καὶ αἱ πλείονες τῶν μεταγενεστέρων ἰδιωτικῶν συλλογῶν⁴.

Εἰς τὰς μετὰ τὰ Βασιλικά ἐκδοθείσας Νεαρὰς Βυζαντινῶν αὐτοκρατόρων διαφαίνεται μὲν σαφῶς ἡ τάσις πρὸς περιορισμὸν τοῦ ἐξ ἀδιαθέτου κληρονομικοῦ δικαιώματος τῶν συγγενῶν μέχρις ὠρισμένου βαθμοῦ, αἱ σχετικαὶ ὅμως διατάξεις δὲν ἐφηρμόσθησαν εὐρέως, ἐν τέλει δὲ φαίνεται ὅτι καὶ αὐθις ἐπεκράτησεν ἐν τῇ πράξει τὸ ἰουστινιάνειον δίκαιον⁵.

Ἡ ἀρχὴ τῆς ἀπεριορίστου κλήσεως τῶν συγγενῶν, ἥτις κατ' οὐσίαν ἐφηρμόσθη εἰς τὸ Βυζάντιον, ἐξηκολούθησεν ἰσχύουσα καὶ κατὰ τὴν ἐποχὴν τῆς τουρκοκρατίας⁶. Τὴν ἀρχὴν δὲ ταύτην ἀκριβῶς ἀπαντῶμεν καὶ εἰς τὸ Συνταγμάτιον οὐχὶ μὲν ρητῶς, ἀλλ' ἐμμέσως, διατυπουμενὴν.

Εἰς τὸν τίτλον XXII «περὶ διαθήκης» § β' ποιούμενος λόγον ὁ συντάκτης τοῦ κώδικος τοῦ Ὑψηλάντη περὶ τοῦ δικαίου τῆς νομίμου μοίρας θέτει τὴν γενικὴν ἀρχήν, ὅτι «οἱ παῖδες καὶ τὰ τούτων παιδία ὡς κατιόντες προτιμῶνται τῶν ἀνιόντων πάντων, καὶ οἱ

¹ Πρόχειρος Νόμος, XXX, β' ἐπ.

² Ἐπαναγωγή, XXXIII, ιδ' ἐπ.

³ Βασιλικά, βιβλ. 45.

⁴ Σύνοψις Βασ. Κ, XVI, 39. Epanag. aucta, XXXV, 2 ἐπ., Synopsis minor Κ, κδ', κθ' (ἐνθα κυρίως πρόκειται περὶ τοῦ συστήματος τῶν γενεῶν), λ', Μιχ. Ἀτταλ. XXVIII, ε', ἐπ., Ἀρμεν. Ἐξάβ. V.8.14. Ἐν Ecloga privata aucta, VII, 1, ἐπ., τούναντίον καθιεροῦται τὸ δίκαιον τῆς Ἐκλογῆς. Διὰ τὴν ἐν τῇ πράξει ἐφαρμογὴν βλ. Πείραν, XLVIII, α', ἐπ. καὶ LIV, ζ', περὶ ὧν ZACHARIAE V. LINGENTHAL, Geschichte, σημ. 495.

⁵ Πρβλ. ΜΑΡΙΔΑΚΗ, Τὸ ἀστικὸν δίκαιον ἐν ταῖς Νεαραῖς, σ. 272 ἐπ. Ἡ τάσις πρὸς περιορισμὸν τοῦ ἐξ ἀδιαθέτου κληρονομικοῦ δικαιώματος μέχρις ὠρισμένου βαθμοῦ συγγενείας εἶναι ἔκδηλος εἰς τὴν Νεαρὰν 40 τοῦ Λέοντος, ἥτις, προκειμένου περὶ αἰχμαλώτων, ὥρισεν «... εἰ δ' ἡ τέλειος ἐπιστάσα τοῦ βίου ἡμέρα ἐξ ἀνθρώπων ἀδιάθετον ἀφανίσαι τὸν ἄνθρωπον, παρόντων μὲν τινῶν, οἷς ὁ κληρὸς διαφέρει ἀνιόντων ἢ κατιόντων, πρὸς αὐτοὺς ἡ περιουσία πορεύσεται...», ἐν ἐλλείψει δὲ τοιούτων προσώπων ὀρίζεται περαιτέρω ἡ τύχη τῆς περιουσίας. Δεκαετηρίδας τινὰς βραδύτερον Κωνσταντῖνος ὁ Πορφυρογέννητος διὰ Νεαρᾶς του, ἐκδοθείσης μεταξὺ 945-959 (ZACHARIAE, J. G. R. 3, σ. 261 = ΖΕΠΩΝ, J. G. R. 1, σ. 222), ὥρισεν (κεφ. β') ὅτι οἱ ἐγγύτεροι συγγενεῖς, κατιόντες, ἀνιόντες ἢ ἐκ πλαγίου μέχρις ἑκτοῦ βαθμοῦ δύνανται «ἐκδικεῖν τὰ παρὰ τῶν στρατιωτῶν ἐκποιηθέντα κακῶς ἢ παρὰ δυνάστου βία κατασχεθέντα», περαιτέρω ὅμως «τῶν ἐγγυτέρου δὲ βαθμοῦ συγγενῶν μὴ βουλομένων ἢ μὴ δυναμένων, καὶ τοὺς πορρωτέρους εἰσδέχεσθαι συγγενεῖς...». Ἐν ἄλλῃ δὲ Νεαρᾷ τοῦ αὐτοῦ Κωνσταντίνου ἀνεγνωρίσθη ὡς γενικὴ ἀρχὴ (ZACHARIAE, αὐτ. σ. 280 = ΖΕΠΩΝ, αὐτ. σ. 238 ἐπ.) «δ'. Ὡσαύτως δὲ καὶ τελευτώντων τινῶν ἀδιαθέτως καὶ μηδὲ συγγενεῖς ἐχόντων ἑκτοῦ βαθμοῦ, τὰ διαφέροντα αὐτοῖς τῷ δημοσίῳ εἰσκομίζεσθαι...». Ἐν τούτοις καὶ ἡ γενικὴ αὕτη ἀρχὴ δὲν ἐφηρμόσθη, ἀλλὰ τούναντίον ἐπεκράτησε τὸ ἰουστινιάνειον δίκαιον καθ' ἅπασαν τὴν διαδρομὴν τοῦ βυζαντινοῦ δικαίου. Πρβλ. τὰς ἐν τῇ προηγουμένῃ σημειώσει παραπομπάς.

⁶ Πρβλ. ἀντὶ ἄλλου Μανουὴλ Μαλαξοῦ, Νομοκάνονα, σζ', 1 ἐπ., σθ' 1 (Θέμις Σγούτα, 7, 1856, σ. 221).



»ἀνιόντες πάντες τῶν ἐκ πλαγίου πάντων»¹, ὅπερ ἀποτελεῖ ἐπανάληψιν τοῦ καθ' ὅλην τὴν βυζαντινὴν περίοδον ἐπικρατήσαντος ἰουστινιανείου συστήματος τῆς ἐξ ἀδιαθέτου διαδοχῆς. Τὸ δ' ἐν τίτλῳ XXI §§ β', γ' καὶ δ' ἀναμῖξ μετὰ διατάξεων τοῦ προικῶν δικαίου καθιερούμενον κληρονομικὸν δικαίωμα τοῦ ἐπιζώντος συζύγου εὐρηται ἐν ἀρρήκτῳ συνοχῇ πρὸς τὴν ὅλην ἐξέλιξιν, ἣν τὸ πρόβλημα τῶν κληρονομικῶν δικαιωμάτων τῶν ἐπιζώντων συζύγων ἔσχεν ἐν τῷ βυζαντινῷ δικαίῳ².

30.— Ἰδιαίτερας ὅλως σημασίας εἶναι ἡ διάταξις τῆς § γ' τοῦ τίτλου XX τοῦ Συνταγματίου, διὰ τῆς ὁποίας παρέχεται ἰδιαίτερον κληρονομικὸν δικαίωμα εἰς τοὺς ἄρρενας συγγενεῖς ἐπὶ τοῦ πατρικοῦ οἴκου, ἐκ τοῦ ὁποίου «σφύζεται ἡ σκλητάδα καὶ τὸ γένος τῆς »φαιμλίας».

Ζήτημα εἶναι, ἂν ἡ διάταξις αὕτη διατυποῖ ἐγγώριον δίκαιον. Τοὺς ἀσχοληθέντας ὅμως περὶ τὸ θέμα τοῦτο συγγραφεῖς ἀπασχολεῖ κυρίως τὸ πρόβλημα, ἂν καὶ ἐν Βλαχίᾳ ἐπεκράτησεν ὄντως ἀνισότης τῶν φύλων ἐν τῇ κληρονομικῇ διαδοχῇ³. Τελευταία ἐπὶ τοῦ θέματος εἶναι ἡ μελέτη τοῦ G. Fotino⁴, ἐν ᾗ ὁ δοκιμώτατος οὗτος συγγραφεὺς τροπο-

¹ Πρβλ. καὶ Μολδαβ. κώδ. §§ 912-964. Τοῦναντίον εἰς τὸν Βλαχικὸν κώδικα εἶναι ἀξιωματικὸς ὁ ἐν τμ. δ', κεφ. γ', § 15 περιορισμὸς τοῦ ἐξ ἀδιαθέτου κληρονομικοῦ δικαιώματος μέχρι τοῦ ὀγδόου βαθμοῦ· «ὅλ' οἱ συγγενεῖς κληρονομοῦν ἕως τὸν ἡ' βαθμὸν τῆς συγγενείας». Οἵανδ' ἴσως ἐξήγησιν καὶ ἂν δώσωμεν εἰς τὸν περιορισμὸν τοῦτον, εἴτε δηλαδὴ ὅτι ὁ συντάκτης τοῦ Βλαχικοῦ κώδικος εἶχε ὑπ' ὄψει τὴν τάσιν τῶν βυζαντινῶν αὐτοκρατόρων πρὸς περιορισμὸν τοῦ κληρονομικοῦ δικαιώματος τῶν συγγενῶν (ιδίᾳ τὰ ἐν Πείρᾳ, XLVIII, ζ', XLIX, λ', LIV, θ', Ἀρμεν. Ἐξάβ. V. 8. 17) «ὅτι καὶ »ὀγδόου βαθμοῦ συγγενὴς μὴ ὄντων πλησιεστέρων καλεῖται εἰς τὴν κληρονομίαν κατὰ τὸν λέγοντα νόμον...» (Βασ. 45. 2. 14) εἴτε ὅτι ὁ συντάκτης αὐτοῦ διετύπωσε τὸν περιορισμὸν παραλλήλως πρὸς τὸ μέχρι τοῦ ὀγδόου βαθμοῦ κώλυμα γάμου ἐκ συγγενείας (ZACHARIAE, Geschichte, σημ. 422), βέβαιον εἶναι πάντως ὅτι καὶ εἰς τὸ σημεῖον τοῦτο δὲν πρέπει νὰ ἀναζητήσωμεν ἐντοπίαν, ἀλλὰ βυζαντινοῦ δικαίου πάλιν ἐπίδρασιν.

² Ἐν σχέσει πρὸς τὸ κληρονομικὸν δικαίωμα τοῦ ἐπιζώντος συζύγου κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Συνταγματίου XXI, §§ β', γ', δ', βλ. τὰ ἀνωτέρω ἐν σ. 102 ἐπ. ἀναπτυσσόμενα ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὸ ἐπὶ τῆς τύχης τῆς προικὸς μετὰ τὴν λύσιν τοῦ γάμου καὶ ἐπὶ τῆς προγάμου δωρεᾶς καθιερούμενον δίκαιον. Ἐπὶ τοῦ θέματος βλ. I. K. ΠΟΛΥΓΕΝΗ, Τὸ ἐξ ἀδιαθέτου κληρονομικὸν δικαίωμα τοῦ ἐπιζύγου συζύγου, Ἀθῆναι, 1934, σ. 1-53.

³ Διὰ τὴν Μολδαβίαν σχεδὸν ὁμοφώνως ὑποστηρίζεται ἡ ἰσότης τῶν φύλων. Διὰ τὸ ὅλον θέμα βλ. GR. G. TOCILESCU, Despre legat în dreptul roman si în dreptul român, Βουκουρέστιον, 1874, σ. XXXV, DUM. D. MOTOTOLESCU, Privilegiul masculinității este o inovație a Legiuiirii Ipsilanti și Caragea sau este o conservare a unii obiceiuri juridice preexistente? Βουκουρέστιον, 1915, σ. 1 ἐπ. I. PERETZ, Privilegiul masculinității în Pravilnicească Condica Ipsilanti și în Codul Caragea, Βουκουρέστιον, 1905, σ. 1 ἐπ., G. FOTINO, Contribution κλπ. σ. 218-270.

⁴ G. FOTINO, Droit romain et droit oriental : phénomènes d'interpénétration (La représentation en matière de successions féminines dans l'ancien droit roumain), ἀνατύπωσις ἐκ Mélanges in memoria lui Vasile Pârvan, Βουκουρέστιον, 1934. Πρβλ. καὶ τὰς ἐν σ. 5, σημ. 1 καὶ 2 αὐτόθι παραπομπάς.



ποιῶν παλαιότερας αὐτοῦ θεωρίας καὶ μετὰ νέαν κριτικὴν ἔρευναν τῶν διασωθέντων πολλῶν σχετικῶν ἐγγράφων καταλήγει νὰ διατυπώσῃ ὡς ἑξῆς τὰς ἐπὶ τοῦ θέματος ἀντιλήψεις του. Τὰ τέκνα τοῦ κληρονομουμένου, ἄρρενα καὶ θήλεα, κληρονομοῦσιν ἐξ ἴσου τὸν τεθνεῶτα πατέρα. Εἰς τὴν περίπτωσιν ὅμως, καθ' ἣν δὲν κληρονομοῦσιν ἀμέσως ταῦτα τὸν πατέρα, ἀλλ' εἰς τὴν ρίζαν τῶν προαποβιωσάντων γονέων των καλοῦνται οἱ κατιόντες τούτων, δὲν ἐπικρατεῖ πλέον ἰσότης, ἀλλ' ἀνισότης τῶν φύλων, διότι οἱ ἐξ ἀρρένων κατιόντες¹ λαμβάνουσι μεγαλύτεραν μερίδα ἢ οἱ ἐκ θηλέων τοιοῦτοι. Συμπεραίνει κατ' ἀκολουθίαν ὁ Fotino ὅτι καὶ ἐν Βλαχίᾳ ἐπικρατεῖ ἰσότης τῶν φύλων, ἔξαιρετικῶς δ' ἰσχύει ἀνισότης, ἐὰν δὲν κληρονομῶσιν οἱ ἀμέσως κατιόντες, ἀλλ' εἰς τὴν θέσιν αὐτῶν εἰσέρχονται οἱ κατιόντες τῶν κατιόντων.

Ἡ θεωρία αὕτη εἶναι μὲν ἱκανοποιητικὴ ὡς μέση λύσις μεταξὺ τῶν ἄκρων ἀντιτιθεμένων ἀντιλήψεων, οὐδὲν ὅμως συνεισφέρει εἰς τὸ πρόβλημα τῆς καταγωγῆς τοῦ ἰδιορρύθμου αὐτοῦ δικαίου. Ὁ Fotino, παρασυρόμενος διαρκῶς ὑπὸ τῆς χαρακτηριζούσης αὐτὸν τάσεως, ὅπως ἀποδείξῃ ρωμαϊκῆς προελεύσεως ὁλόκληρον τὸ ρουμανικὸν ἐθιμικὸν δίκαιον, θεωρεῖ καὶ ταύτας τὰς διατάξεις ὡς ρωμαϊκὸν λείψανον. Ὑποθέτει δηλαδή ὅτι εὗρισκόμεθα καὶ ἐνταῦθα πρὸ φαινομένου ἐπιδράσεως τοῦ ρωμαϊκοῦ ἐπὶ τοῦ ἐγχωρίου ρουμανικοῦ δικαίου κατὰ τὸν γ' αἰῶνα μέχρι τοῦ δ', εἰς ἐποχὴν τ. ἔ. καθ' ἣν τὸ εἰς τὴν ἀρχαίαν Δακίαν εἰσαχθὲν δίκαιον τῶν Ρωμαίων διευτυποῦτο εἰς τὰ *senatusconsulta Tertullianum* (ἐκδοθὲν μεταξὺ 117 - 138 μ. Χ.) καὶ *Orfitianum* (κατὰ τὸ ἔτος 178 μ. Χ.), ἰδίως δὲ εἰς τὴν κατὰ τὸ ἔτος 389 ἐκδοθεῖσαν διάταξιν τῶν αὐτοκρατόρων Βαλεντινιανοῦ, Θεοδοσίου καὶ Ἀρκαδίου², ἥτις εἶχεν ὀρίσει ὅτι οἱ *nepotes ex filia* κληρονομοῦντες εἰς τὴν θέσιν τῆς μητρός των τὸν ἐκ μητρὸς πάππον των εἶχον περιορισμένον κληρονομικὸν δικαίωμα ἔναντι τῶν *heredes sui* τῆς μητρός των. Ἡ διαφορὰ δὲ αὕτη τῶν κληρονομικῶν μεριδίων τῶν ἐκ θηλέων κατιόντων εἰς τὸ Ρωμαϊκὸν Δίκαιον ἀποτελεῖ κατὰ τὸν Fotino τὴν πηγὴν τῆς ἀναπτυχθείσης καὶ ἐν Βλαχίᾳ ἀνισότητος τῶν κληρονομικῶν δικαιωμάτων τῶν ἀρρένων καὶ θηλέων.

Ἡ τελευταία ὅμως αὕτη θεωρία δὲν εἶναι δυνατόν νὰ γίνῃ δεκτὴ ἄνευ ἐπιφυλάξεων, διότι ἡ Δακία ἤδη ἀπὸ τοῦ 271, ἥτοι ἀπὸ τῆς ἐποχῆς, καθ' ἣν ἐγκατελείφθη ὑπὸ τοῦ αὐτοκράτορος Αὐρηλιανοῦ³, ἔπαυσεν οὔσα ρωμαϊκὴ ἐπαρχία καὶ παρεδόθη εἰς τὰς ἐπιδρομὰς τῶν βαρβάρων, κατ' ἀκολουθίαν ἦτο ἀδύνατον νὰ εἰσχωρήσῃ εἰς τὸ Δακορρουμανικὸν δίκαιον ἢ διατάξεις τῶν τριῶν Ρωμαίων αὐτοκρατόρων τοῦ 389. Ἀνεξαρτήτως ὅμως τούτου καὶ τὰ *senatusconsulta Tertullianum* καὶ *Orfitianum* κατ' οὐσίαν δὲν καθιέρωνον τὴν ἀρχὴν τῆς ἀνισότητος τῶν φύλων ἐν τῇ κληρονομικῇ διαδοχῇ, ὅπως αὕτη

¹ Οὗτοι καλοῦνται *mai volnici* = κεκτημένοι μείζονα δικαιώματα.

² C. TH. 5. 1. 4 = C. JUST. 6. 55. 12.

³ Πρβλ. N. JORGA, *Geschichte des rumänischen Volkes im Rahmen seiner Staatsbildungen*, Gotha, 1, 1905, σ. 51 ἐπ.



ἐμφανίζεται ἐν Βλαχία, ἀλλ' ἐξεδήλουν ἀπλῶς τὴν μετάβασιν ἀπὸ τοῦ ρωμαϊκοῦ κληρονομικοῦ συστήματος τῆς agnatio πρὸς τὴν cognatio καὶ τὴν ἐξ αἵματος συγγένειαν, ὅπως αὕτη τελευταῖον διευπλώθη ἐν τῇ Νεαρχῇ 118 τοῦ Ἰουστινιανείου δικαίου¹.

Ὅθεν ἔχων ὑπ' ὄψει τὰ ἀνωτέρω ὑποθέτω ὅτι εἶναι βεβιασμένη ἡ ὑποστηρίζουσα ρωμαϊκὴν καταγωγὴν τοῦ θεσμοῦ ἀποψις καὶ ὅτι ἀλλαχοῦ πρέπει νὰ ἀναζητηθῇ ἡ πηγὴ τῆς μεταξὺ τῶν φύλων κληρονομικῆς ἀνισότητος.

— Ἰσως δὲν εἶναι τολμηρὸν ἡ πηγὴ αὕτη νὰ ἀναζητηθῇ εἰς τὸ ἑλληνικὸν δίκαιον, τὸ ὁποῖον διαπνέεται ὑπὸ τῆς ἰδέας τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης. «Οἶκος» ἐν τῷ ἀρχαίῳ ἑλληνικῷ δικαίῳ σημαίνει εὐρύτερον τοὺς διὰ δεσμῶν συγγενείας, ἔστω καὶ ἐκ πλαγίου, συνδεομένους², οὐχ ἥττον κυρίως περιλαμβάνει τοὺς κατιόντας³, ἄνευ τῆς ὑπάρξεως τῶν ὁποίων ἀποκαλεῖται «ἔρημος» ἢ «ἐξερημούμενος» ἢ «ἀνώνυμος»⁴ ὁ οἶκος. Ὁ «οἶκος» ἀποκαλεῖται ὑπὸ τῶν Ἑλλήνων καὶ «ἐπίσιον»⁵, τὸ ὁποῖον δὲν σημαίνει ἄλλο τι, εἰ μὴ αὐτὴν τὴν (πατρικὴν, οἰκογενειακὴν) ἐστίαν, τὰ «πατρικὰ καμίνια» τοῦ Συνταγματίου τοῦ Ὑψηλάντη. Τὸ γεγονὸς δὲ ὅτι εἰς τὸ ἀρχαῖον ἑλληνικὸν δίκαιον οἱ υἱοὶ καὶ οἱ κατιόντες τούτων καλοῦνται πρῶτοι εἰς τὴν κληρονομίαν τοῦ ἀποθανόντος, τῶν θηλέων περιοριζομένων εἰς ἀπλὴν πρὸς προίκισιν ἀξίωσιν⁶, ἐμποιεῖ τὴν ἐντύπωσιν, ὅτι μεταξὺ τοῦ ἐξ ἀδιαθέτου κληρονομικοῦ δικαίου τῶν ἀρχαίων Ἑλλήνων καὶ τῶν ὑπὲρ τῶν ἀρρένων κατιόντων διατετυπωμένων διατάξεων τοῦ Συνταγματίου οὐδεμία ὑπάρχει οὐσιαστικὴ διαφορά.

Εἶναι βεβαίως ἀδύνατον νὰ ὑποστηριχθῇ ἡ ἄμεσος ἐκ τοῦ ἀρχαίου ἑλληνικοῦ δικαίου καταγωγὴ τῶν περὶ «πατρικῶν καμινίων» διατάξεων τοῦ Συνταγματίου. Δὲν εἶναι ὅμως νομίζω τολμηρὸν νὰ ὑποστηριχθῇ ὅτι αἱ διατάξεις αὗται, ἀπαντῶσαι καὶ εἰς τὸν Βλαχικὸν

¹ Σημειωτέον ὅτι ἀμφότερα τὰ senatusconsulta ταῦτα διετέλουν ὑπὸ τὴν ἐπίδρασιν τοῦ δικαίου τῶν ἀνατολικῶν ἐπαρχιῶν. Πρβλ. Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Ἱστορία τοῦ ἑλληνικοῦ δικαίου μέχρι τοῦ 1821, σ. 60, P. BONFANTE, Storia di diritto romano, δ' ἐκδ., 2, 1934, σ. 37 ἐπ., V. ARANGIO-RUIZ, Corso di storia del diritto romano, 2 ἐκδ. 1931, σ. 268.

² Δημοσθένους πρὸς Μακάρτατον 61, 77 ἐπ.

³ L. BEAUCHET, Histoire du droit privé de la république athénienne, 1, 1897, σ. 20.

⁴ Δημοσθ. πρὸς Μακάρτ. 75 ἐπ. BEAUCHET, αὐτ.

⁵ Ἡροδότου Ἱστοριῶν V. 72. Πρβλ. καὶ ERDMANN, Die Ehe in alten Griechenland, σ. 125, σημ. 20.

⁶ Πρβλ. K. F. HERMANN - TH. THALEIM, Lehrbuch der griechischen Rechtsaltertümer, 4η ἐκδ. 1895, σ. 61 ἐπ., 3. H. LIPSUS, Das attische Recht und Rechtsverfahren, 2, 1912, σ. 540 ἐπ. Ἐν γένει διὰ τὸν «οἶκον» βλ. καὶ E. WEISS, Griechisches Privatrecht auf rechtsvergleichender Grundlage, I, 1923, σ. 194 καὶ τοὺς ἐν σημ. 9 ἀναφερομένους F. E. BRUCK, Schenkung auf den Todesfall, 1909, 1, E. RABEL, ἐν Zeitschrift der Savigny Stiftung 36, 1915 σ. 376, G. GLOTZ, La solidarité de la famille 1904, σ. 31, 299 κλπ. Διὰ τὸ P. Δ. E. RABEL, Grundzüge des römischen Rechts σ. 519. Σημειωτέον ὅτι κατὰ τὰ ἀνωτέρω (σ. 99 ἐπ., 100 σημ. 1) λεχθέντα αἱ θυγατέρες προικίζονται κατὰ κανόνα διὰ κινητῶν εἰς τὸ Ἑλληνικὸν δίκαιον.

κώδικα¹, ἀποδίδουσι τὸ ἐλληνικὸν δίκαιον τῆς «*πατρικῆς ἐστίας*», ὡς ἀνεπτύχθη, καὶ τὸ ὁποῖον ἰσχύσαν ὡς δημῶδες καθ' ὅλην τὴν ἱστορίαν τοῦ ἐλληνικοῦ δικαίου² ἐξεδηλώθη τελευταῖον καὶ εἰς τὸ νεώτερον ἐλληνικὸν ἔθιμικὸν δίκαιον.

Πράγματι εἷς τινὰ ἐλληνικὰ νομικὰ ἔθιμα ἀναγνωρίζεται διάφορον ποσοστὸν κληρονομικοῦ δικαιώματος ἀναλόγως τοῦ φύλου ἐκάστου τέκνου. Τοιαῦτα ἔθιμα μαρτυροῦνται μὲν κυρίως διὰ τὰς νήσους, ἀπαντῶσιν ὅμως καὶ εἰς τὴν ἡπειρωτικὴν Ἑλλάδα καὶ δὴ εἰς περιοχάς, αἱ ὁποῖαι δὲν ἐγνώρισαν σλαβικήν, φραγκικὴν ἢ ἄλλην τινὰ ξένην ἐπιρροήν. Οὕτως εἰς Μάνην τὰ μὲν ἀκίνητα μένουσι πάντοτε εἰς τοὺς ἄρρενας κατιόντας, αἱ δὲ θυγατέρες εἴτε κληρονομοῦν διὰ διαθήκης ἐκ τῶν κινητῶν εἴτε προικίζονται ὑπὸ τῶν κληρονόμων τοῦ πατρός των, τῶν ἀδελφῶν των. Εἰς τὴν περίπτωσιν, καθ' ἣν δὲν ὑπάρχουσιν ἄρρενα τέκνα, τὰ ἀκίνητα κληρονομοῦνται μὲν ὑπὸ τῶν ἐγγυτέρων ἀρρένων συγγενῶν, οὗτοι ὅμως ὑποχρεοῦνται εἰς προίκισιν τῶν θυγατέρων τοῦ μεταστάντος. Τὸ ἔθιμον τοῦτο, βεβαιούμενον καὶ ὑπὸ δικαστικῆς ἀποφάσεως³, κατ' οὐσίαν διατυποῖ αὐτὸ τὸ

¹ Βλαχικὸς κώδιξ τμ. δ', κεφ. γ', § 17 γ', δ', § 20.

² Εἶναι δύσκολον νὰ ἀποδειχθῇ τοῦτο διὰ παραθέσεως πηγῶν. Μνημονευτέαι εἶναι ἐν τούτοις αἱ διατάξεις τῶν συριακῶν νόμων τοῦ ε' αἰῶνος, διὰ τῶν ὁποίων καθιεροῦται προνομιακὴ θέσις τῶν ἀρρένων κληρονόμων. Πρβλ. K. G. BRUNS - E. SACHAU, *Syrisch-römisches Rechtsbuch*, σ. 13 (β' μέρος) L, § 37 ἐν τέλει. Βλ. καὶ L. MITTEIS, *Reichsrecht und Volksrecht*, σ. 325 ἐπ. Ἐκ τῶν μεταγενεστέρων μνημονευτέα εἶναι ἰδίως διατάξεις τοῦ πατριάρχου Κωνσταντινουπόλεως Κυρίλλου (τοῦ ἔτους 1813), ἥτις ἀποδίδουσα προφανῶς τὸ κατὰ τὴν τουρκοκρατίαν ἐφαρμοζόμενον δίκαιον λέγει (M. ΓΕΛΕΩΝ, *Κανονικαὶ διατάξεις*, 2, σ. 146 ἐπ.)· «... οἱ τὰς ἰδίας αὐτῶν θυγατέρας ἀνδράσι νομίμοις ἐκδίδοντες προικοδοτεῖν αὐταῖς ἀκίνητα κτήματα κατ' οὐδένα τρόπον, ὑφίστασθαι δὲ τὴν διδομένην αὐταῖς προῖκα, ἐκτὸς ὁσπητίων καὶ μαγαζίων ὡς, μᾶλλον εἰς ἄλλα κινητὰ πράγματα... οἱ δὲ πρὸς γάμον παρασκευαζόμενοι γαμβροὶ ὀφείλουσι γίνεσθαι πρότερον ἐγκρατεῖς, ἢ καὶ κύριοι ὁσπητίου, ἢ πατρικοῦ ἢ ἰδιοκτητήτου, εἴθ' οὕτω συνάπτεσθαι γαμικῶς, παραπέμποντες τὴν τῶν ὁσπητίων διαδοχὴν εἰς τὰ ἀπ' αὐτῶν γεννώμενα ἄρρενα τέκνα...» Ὁμοίως καὶ εἰς τὸ βυζαντινὸν δίκαιον διατυπῶσαν Νομικὸν Πρόχειρον τοῦ Ἐπισκόπου Καμπανίας Θεοφίλου ἀναφέρεται (σ. 135) ὅτι «κληρονομοῦσι τὴν μητέρα ἀρσενικά καὶ θηλυκά, καθὼς καὶ τὸν πατέρα» τοῦτο διὰ πολλῶν βασιλικῶν Νεαρῶν θεσπίζεται· περιέπεσε δὲ εἰς ἀχρηστίαν ὁ παλαιὸς νόμος τῆς ἀρρενογονίας, καθ' ὃν ὑπῆρχε προτίμησις ἀπὸ τῆς θηλυγονίας. Αὐτόθι δὲ σ. 161 ἀναφέρονται «πολλὰ περίεργα... τὰ ὁποῖα κατὰ τοὺς παρόντας δυστυχεσιτάτους καιροὺς δὲν ἔχουσι τὴν ἐνέργειαν ἢ ἂν ἔχῃσι σπανίως εἰς μερικούς», τοιοῦτον δὲ «περίεργον» ἀναφέρεται καὶ τὸ ὅτι «... ὁ μὲν υἱὸς μένει ἐν τῷ πατρικῷ οἴκῳ μετὰ πάντων τῶν ἐντὸς καὶ τῶν ἀκινήτων κτημάτων... κύριος, ἢ δὲ θυγάτηρ λαβοῦσα τὴν προῖκα αὐτῆς κατὰ τοὺς ὅρους τῆς πόλεως διορίζεται ἐν τῇ διαθήκῃ νὰ λάβῃ ἀκόμη καὶ τόσα λόγῳ κληρονομίας ὡς λεγάτον, καὶ πλέον οὐ». Καὶ ὅτι μὲν ὁ «νόμος τῆς ἀρρενογονίας» δὲν περιέπεσεν εἰς ἀχρηστίαν εἶναι βέβαιον, ἐξ ἴσου ὅμως βέβαιον εἶναι καὶ ὅτι εἰς πάσας τὰς διατάξεις ταύτας ἐπαναλαμβάνεται αὐτὴ ἡ οὐσία τῶν διατάξεων τοῦ Συνταγματίου περὶ «πατρικῶν καμινίων».

³ Ἀπόφασις Ἐφετείου Ναυπλίου τῆς 31 Ἰαν. 1841, μνημον. ὑπὸ Π. ΚΑΛΛΙΓΑ, *Συλλογὴ Ἐθίμων*, § 57, σ. 214. Πρβλ. καὶ Πολιτ. Κώδ. Ἰονίων Νήσων 1841, ἀρθρ. 629 ἐπ. Δι' ἄλλας τινὰς διαφορὰς τῶν κληρονομικῶν δικαιωμάτων ἀναλόγως τοῦ φύλου ἢ τῆς ἡλικίας (δίκαια πρωτοτόκων ἢ νεωτέρων τέκνων) βλ. τὰ ἐν ΖΕΠΩΝ, J. G. R., 8, σ. 479 ἐπ. § 114 ἐπ., δημοσιευόμενα ἔθιμα.



ἀρχαῖον ἑλληνικὸν δίκαιον, ὅπως τοῦτο κατὰ τὰ λεχθέντα ἐπαναλαμβάνεται εἰς τὰς περὶ «*πατρικῶν καμινίων*» διατάξεις τοῦ Συνταγματίου καὶ τοῦ Βλαχικοῦ κώδικος, θεωρῶ δὲ ἀναμφισβήτητον τὴν ὑπαρξίν σχέσεως μεταξὺ τοῦ ἀγράφου ἐθιμικοῦ καὶ τοῦ ἐγγράφου δικαίου τῶν Βλαχικῶν νομοθετικῶν συλλογῶν καὶ ὑποθέτω ὅτι τὴν προτίμησιν τῶν ἀρρένων κατιόντων ἐπέβαλεν εἰς ἀμφοτέρω τὰ δίκαια ταῦτα ἡ κοινὴ καταγωγὴ ἐκ τῆς ἑλληνικῆς ἰδέας τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης.

31.— Ἐκτενεῖς διατάξεις σχετικῶς πρὸς τὴν πτωχείαν τῶν εἰς τὴν ἐκ διαθήκης καὶ εἰς τὴν ἐξ ἀδιαθέτου διαδοχὴν ἀναφερομένων περιέχει τὸ Συνταγμάτιον, προκειμένου περὶ τῆς ἀναγκαστικῆς διαδοχῆς, εἰς τὸν περὶ διαθήκης XXII τίτλον. Ἡ καταγωγὴ τῶν διατάξεων τούτων ὁμολογουμένως εἶναι ἐπίσης βυζαντινὴ.

Εἰς τὴν ἱστορίαν τῆς ἀναγκαστικῆς διαδοχῆς ἀποτελεῖ μέγαν σταθμὸν ἡ ἰουστινιάνειος νομοθεσία, εἰς τὴν ὁποίαν κατέληξε νὰ ἀποκρυσταλλωθῇ τὸ ἀποκαλούμενον μικτὸν σύστημα τῶν ἀναγκαίων κληρονόμων. Κατὰ τὸ σύστημα τοῦτο¹ πρέπει νὰ ἐγκατασταθοῦν ἐφ' ὠρισμένου ποσοστοῦ τῆς κληρονομίας, ἄλλως νὰ ἀποκληρωθοῦν δι' ὠρισμένους ἐν τῷ νόμῳ λόγους οἱ κατιόντες καὶ ἀνιόντες τοῦ ἀποθανόντος, οἱ δ' ἀδελφοὶ ἀρκεῖ ὅπωςδῆποτε νὰ λάβουν τὴν νόμιμον αὐτῶν μοῖραν. Ἐν ἐναντίᾳ περιπτώσει ἡ διαθήκη ἀνατρέπεται, προκειμένου δὲ περὶ ἀδελφῶν, τοῦτο ἐπέρχεται μόνον *si scripti heredes infamiae vel turpitudinis vel levis notae macula adsparguntur*².

Ἡ Ἐκλογὴ τῶν Ἰσαύρων, ἐλευθέρα οὕσα λόγῳ τοῦ φιλελευθέρου πνεύματος τῶν συντακτῶν της νὰ ρυθμίση κατὰ τὸν λυσιτελέστερον τρόπον τὰ τῆς ἀναγκαστικῆς διαδοχῆς καὶ μὴ περιοριζομένη ὑπὸ τῆς μακραίωνος ἐν τῷ ρωμαϊκῷ δικαίῳ ἱστορικῆς τοῦ θεσμοῦ ἐξελίξεως, ἐθέσπισεν (V. 5) ὅτι οἱ γονεῖς ὀφείλουσι νὰ μνημονεύωσιν ἐν τῇ διαθήκῃ τὰ τέκνα των καὶ σύναμα καθώρισε τὸ ποσοστὸν τῆς νομίμου μοίρας αὐτῶν (V. 7) «... ἡ νόμιμος μοῖρά ἐστιν ἕως δ' παίδων τὸ τρίτον μέρος τῆς ὑποστάσεως, ἀπὸ δὲ ἐ' καὶ ἄνω τὸ ἥμισυ³...»

Μετὰ τὴν ἀνατροπὴν τῶν ὑπὸ τῶν Ἰσαύρων νομοθετηθέντων διὰ τοῦ *Προχείρου Νόμου* ἐπανῆλθεν ἐν ἰσχύϊ τὸ ἰουστινιάνειον δίκαιον, τὸ ὁποῖον ὁμως διευπλώθη συγκεχυμένως εἰς τὰς νέας συλλογὰς τῶν Μακεδόνων αὐτοκρατόρων⁴. Ἐπίσης εἰς τὰ *Βασιλικά* ἐπανελήφθη τὸ ἰουστινιάνειον δίκαιον. Τοῦτο δ' ἐπανέλαβον καὶ αἱ μεταγενέστεραι ἰδιωτικαὶ

¹ Νεαφαὶ Ἰουστινιανοῦ 18 καὶ 115.

² K. 3. 28. 27 (διάτ. Κωνσταντίνου ἔ. 319) = Βασ. 39. 1. 52.

³ Περὶ νομίμου μοίρας τῶν γονέων γίνεται καὶ ἐν τῇ Ἐκλογῇ λόγος ἐν XVI, 4, ἐν σχέσει ὁμως μόνον πρὸς τὸ πεκούλιον τῶν στρατευομένων. Λόγους ἀποκληρώσεως δὲν ὀρίζει ἡ Ἐκλογή. Ἐν VI, 13, ταύτης ἀναγινώσκομεν ὅτι «ἐκπίπτουσι τῆς νομίμου κληρονομίας δι' ἀχαριστίαν οἱ παῖδες» δι' ὠρισμένους λόγους, δὲν ὀρίζονται ὁμως ἐκεῖ καὶ ἄλλοι λόγοι ἀποκληρώσεως.

⁴ Πρόχ. Νόμ. τίτλ. XXV, Ἐπαναγ. τίτλ. XXXII. Τοιαύτη δ' ἦτο ἡ σύγχυσις, ὥστε ὁ σχολιαστής τοῦ τίτλου τούτου τῆς Ἐπαναγωγῆς γράφει «... οὗτος ὁ τίτλος οἶμαι ὅτι ἐν πολλοῖς διασφάλλεται...». Περὶ τῶν λόγων τῆς συγχύσεως ταύτης βλ. ZACHARIAE, Geschichte, § 43, σ. 174 ἐπ.

συλλογαί, αἱ πλεῖσται τῶν ὁποίων ὁμῶς ἀποδίδουσαι τὸ εἰς τὸν *Πρόχειρον Νόμον* καὶ τὴν *Ἐπαναγωγήν* κατεστρωμένον δίκαιον περιέλαβον καὶ τὴν συγκεχυμένην διατύπωσιν, ἣτις κατὰ τὰ λεχθέντα παρατηρεῖται εἰς τὰς νομοθετικὰς ταύτας συλλογὰς. Ἡ σύγχυσις εἶναι καταφανὴς καὶ εἰς αὐτὴν τὴν *Ἐξάβιβλον* τοῦ Ἀρμενοπούλου¹, αὕτη δ' ἐξηγεῖ² καὶ τὴν ἀχρησίαν τοῦ βυζαντινοῦ συστήματος τῆς ἀναγκαστικῆς διαδοχῆς κατὰ τὴν ἐποχὴν τῆς Τουρκοκρατίας, καθ' ἣν εἰς ἀναπλήρωσιν αὐτοῦ ἀνεπτύχθησαν πολλὰ σχετικὰ ἔθιμα.

Τοιαῦτα ἔθιμα ἔχομεν ἀλλαχοῦ συλλέξει³. Χαρακτηριστικὸν εἶναι ὅτι εἰς αὐτὰ ἀναγνωρίζεται δικαίωμα ἀναγκαστικῆς διαδοχῆς μόνον ὑπὲρ τῶν τέκνων, τοῦλάχιστον κατὰ κανόνα⁴. Ἐν ἄλλοις λόγοις τὸ εἰς τὰ νεώτερα ἔθιμα διατετυπωμένον δίκαιον τῆς ἀναγκαστικῆς διαδοχῆς συνδέεται μᾶλλον πρὸς τὸ δημῶδες δίκαιον, ὅπερ διετύπωσεν ἡ Ἐκλογὴ τῶν Ἰσαύρων, ἢ πρὸς τὸ σύστημα τῆς ἰουστινιανείου νομοθεσίας, τὸ ὁποῖον ἐπανέλαβον πᾶσαι σχεδὸν αἱ μεταγενέστεραι βυζαντιναὶ συλλογαί.

Τὸ Συνταγμάτιον ὀρίζει (XXII, § α') «... νὰ μὴν ἀποκληρώνη τοὺς γνησίους αὐτοῦ κληρονόμους, χωρὶς νὰ φανερώσῃ τὸ ἔγκλημα ἐκείνων· μήτε ἀπὸ ἄμετρον κλίσιν ὁποῦ ἤθελεν ἔχῃ εἰς τινὰ τῶν συγγενῶν του νὰ ἀφίνη εἰς ἐκεῖνον τὸ περισσότερον μέρος τῆς περιουσίας του καὶ νὰ ἀδικῇ τοὺς ἄλλους συγκληρονόμους, καὶ ἐκ τούτου ἀφίνει βάρος εἰς τὴν ψυχὴν του, καὶ λογοτριβὰς εἰς τοὺς συγγενεῖς του». Κατὰ τὸν τρόπον αὐτὸν καθιεροῦται ἡ ἀρχὴ τοῦ ἰουστινιανείου δικαίου, καθ' ἣν ἡ ἀποκλήρωσις τῶν τέκνων χωρεῖ μόνον, ὅταν μνημονεύωνται οἱ λόγοι τῆς ἀποκληρώσεως. Τοὺς λόγους τούτους ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου δὲν ἀναφέρει. Πληρέστερος καὶ κατὰ τοῦτο ὁ Βλαχικὸς κώδιξ ὥρισε ρητῶς (τμ. δ', κεφ. γ', § 34) τὰς αἰτίας, διὰ τὰς ὁποίας «δύνανται οἱ διαθε-»
«*τητα γονεῖς καὶ ἀνιόντες ν' ἀποκληρώσουν τέκνα καὶ κατιόντας*». Αἱ αἰτίαι δ' αὗται φέρουσι καταφανῆ τὴν σφραγίδα τῆς βυζαντινῆς αὐτῶν προελεύσεως⁵.

¹ Ἀρμενοπούλου Ἐξάβιβλος V. 5. 6, 9, 10. Περὶ τῶν λοιπῶν συλλογῶν βλ. ZACHARIAE, Geschichte § 45, σ. 182 ἐπ.

² ZACHARIAE, αὐτ. σ. 184.

³ ΙΩ. καὶ ΠΑΝ. ΖΕΠΟΥ, Συλλογὴ τοπικῶν ἐλληνικῶν ἐθίμων ἐν Jus Graecoromanum, 8, 1931, σ. 441 ἐπ. (καὶ ἐν ἀνατυπώσει). Σχετικὰ εἶναι τὰ ἐν σ. 487 ἐπ. ἀριθ. 134 ἐπ. μνημονευόμενα.

⁴ Ἐν Τήνῳ (Συλλογὴ ἐθίμων, ἐνθ. ἀν., ἀριθ. 137, σ. 488) μνημονεύεται ὅτι ὁ μὴ ἔχων κατιόντας ἢ ἀνιόντας ὥφειλε νὰ ἀφήσῃ τι εἰς τοὺς ἀδελφούς του ἐκ τῆς πατρομητρικῆς αὐτοῦ περιουσίας.

⁵ Οἱ λόγοι ἀποκληρώσεως ἐν τῷ Βλαχικῷ Κώδικι ἀναφέρονται τόσον εἰς τοὺς γονεῖς, ὅσον καὶ εἰς τὰ τέκνα· τμ. δ' κεφ. γ' § 36. Τοῦτο διέφυγε τὸν ZACHARIAE, Geschichte § 45, σ. 185. Κατὰ § 35 τοῦ Βλαχ. κώδ. αὐτόθι οἱ λόγοι οὗτοι ἀναφέρονται ὅχι μόνον διὰ τὰ γνήσια, ἀλλὰ καὶ διὰ τὰ θετὰ τέκνα. Διὰ τὸν Μολδαβικὸν κώδικα περιτετεῖ ἰδιαιτέρα ἀνάπτυξις. Αἱ σχετικαὶ διατάξεις αὐτοῦ (§§ 965-1005) εἶναι συχνὰ ἐπανάληψις ἀντιστοιχῶν διατάξεων τοῦ αὐστριακοῦ ἀστικοῦ κώδικος τοῦ 1811 (§§ 762 ἐπ.) μετὰ τῶν ἀναγκαίων ὑπὸ βυζαντινὴν ἐπίδρασιν μεταρρυθμίσεων. Ὅσον δ' ἀφορᾷ εἰς τὴν εἰς τὸ Συνταγμάτιον XXII, § α', καθιερουμένην ἐτέραν ἀρχὴν τῆς ἰσότητος τῶν μεριδίων τῶν κληρονόμων, δυσκόλως νομίζω ὅτι δύναται νὰ ὑποστηριχθῇ ὅτι αὕτη ἀποτελεῖ ἐγγώριον δίκαιον. Τὸ ἐθιμικὸν ρουμανικὸν δίκαιον εἶναι πολὺ πτωχὸν εἰς τὰ σχετικὰ πρὸς τὴν ἀναγκαστικὴν διαδοχὴν



Τὸ Συνταγμάτιον (XXII, § γ') καθιεροῖ ρητῶς δικαίωμα νομίμου μοίρας ὑπὲρ τῶν κατιόντων, ἀνιόντων καὶ τῶν ἐκ πλαγίου συγγενῶν. Εἰς τὴν τελευταίαν ὁμως περίπτωσιν λέγεται ρητῶς ὅτι οἱ συγγενεῖς οὗτοι δύνανται «*να χαλάσουν τὴν διαθήκην . . . μόνον »* ἂν τύχη ὁ διαθέμενος καὶ ἀφίση κληρονόμους διαβεβλημένα πρόσωπα». Τίς δύναται μετὰ ταῦτα νὰ ἀμφισβητήσῃ τὴν βυζαντινὴν προέλευσιν τῶν σχετικῶν διατάξεων¹; Τὴν ἄμεσον ὁμως τούτων βυζαντινὴν καταγωγὴν ἀποδεικνύουσι προσέτι καὶ τὰ περὶ ποσοστοῦ τῆς νομίμου μοίρας ὁριζόμενα. Οὕτως ἐν XXII, § β' τὸ μέγεθος ταύτης ὁρίζεται εἰς τὸ τρίτον τῆς ὅλης περιουσίας τοῦ ἀποθανόντος. Ἡ διάταξις ἐπαναλαμβάνει προφανῶς τὸ ὑπὸ τοῦ Ἰουστινιανοῦ διὰ τῆς Νεαρᾶς 18 (προοίμ., κεφ. 1. 2) καθορισθὲν ποσοστόν², ὥς τοῦτο ἐπανελήφθη καὶ εἰς τὰς μεταγενεστέρας βυζαντινὰς συλλογὰς καὶ ἐφηρμόσθη ἐν τῷ βυζαντινῷ κράτει. Εἶναι δὲ χαρακτηριστικὸν τὸ γεγονός, ὅτι δὲν λέγεται ὅτι νόμιμος μοῖρα εἶναι τὸ τρίτον τῆς ἐξ ἀδιαθέτου κληρονομικῆς μερίδος ἐκάστου τέκνου, ἀλλὰ τοῦναντίον, ὥς καὶ ἐν τῇ Νεαρᾷ 18 ὁρίζεται, ὅτι «*γονεῖς καὶ παῖδες*», οἱ εἰς νόμιμον μοῖραν κατὰ κανόνα δικαιούμενοι, λαμβάνουσιν ὁμοῦ τὸ τρίτον τῆς ὅλης κληρονομίας. Τίς εἶναι ὁμως ἡ τύχη τῆς ὑπολοίπου κληρονομικῆς περιουσίας; Εἰς τοῦτο ἀπαντῶμεν εὐθὺς κατωτέρω.

32.— Ἡ § δ' τοῦ XXII τίτλου ἀσχολεῖται περὶ τὴν περίπτωσιν, καθ' ἣν ἀποθνήσκει τις ἄνευ ἀνιόντων ἢ κατιόντων. Εἰς τὴν περίπτωσιν δὲ ταύτην ὁρίζεται ὅτι «*ὅσοι ἀποθνήσκουσιν*» ὑποχρεοῦνται «*να ἀφίρουν τὸ τρίτον μέρος τῆς περιουσίας αὐτῶν εἰς τὸ κοινὸν κουτὶ τῆς ἐλεημοσύνης διὰ ψυχωφέλειάν των*». Καθιεροῦται δηλαδή δικαίωμα νομίμου μοίρας ὑπὲρ τοῦ περὶ οὗ ὁ λόγος «*κουτίου*», εἰς τὸ ὁποῖον κατὰ τὴν αὐτὴν διάταξιν ὑποθέματα. Οὕτως εἰς τὴν συλλογὴν τοῦ N. JORGA, Anciens documents κλπ. παρεμπιπτόντως μόνον γίνεται λόγος περὶ ἀποκληρώσεως δι' ἀπείθειαν πρὸς τὸν γονέα (ἀριθ. 260, σ. 313 τῆς 26 Νοεμβρίου 1800): «*unii fete, anume Balaşa nu s'ar fi făcut parte, din pricină că ar fi urmat împotriva învaţaturii tatului lor . . .*» (εἰς κόρην τινά . . . ὀνόματι Balaşa . . . δὲν ἐδόθη μερίδιον, ἐπειδὴ ἦσαν τιώθη πρὸς τὰς συμβουλὰς τοῦ πατρὸς της . . .). Ἐκ τούτου θεωρῶ πιθανώτερον ὅτι ἡ ἐν τῷ Συνταγματικῷ καθιερουμένη ἀρχὴ τῆς ἰσότητος τῶν κληρονομικῶν μερίδων εἶναι ἐπανάληψις χριστιανικῶν ἠθικῶν διδασκαλιῶν. Συναφὴς πὼς εἶναι ἡ εἰς τὸ ἄγραφον δίκαιον τῆς Νάξου ἰσχύουσα ἀρχή, καθ' ἣν, ἂν οἱ γονεῖς διανεῖμουν ἀνίσως τὴν περιουσίαν αὐτῶν μεταξὺ τῶν τέκνων των «*δὲν πρέπει νὰ δώσουν εἰς ἓν τέκνον 10 καὶ εἰς ἄλλο 2 μερίδια*» (Π. ΚΑΛΛΙΓΑ, Συλλογὴ ἐθίμων § 83, σ. 218 = ΖΕΠΩΝ, Συλλογὴ, J. G. R. 8, σ. 487, ἀριθ. 135. Πρβλ. ὁμως καὶ τὴν ἔγγραφον συλλογὴν ἐθίμων τῆς Νάξου τοῦ ἔτους 1810 § ρα' (Θέμις Σγούτα, 5, 1852, σ. 165 = ΖΕΠΩΝ, Συλλογὴ ἐνθ. ἀνωτ. σ. 551 ἐπ.).

¹ Ὁ Βλαχικὸς κώδιξ δὲν παρέχει δικαίωμα νομίμου μοίρας εἰς τοὺς ἀδελφούς· τμ. δ'. κεφ. γ', § 33, εἰς δὲ τὸ ἐλληνικὸν ἐθιμικὸν δίκαιον μόνον διὰ τὴν Τήνον ἀναφέρεται ἰσχύον τοιοῦτον ἐθιμον. Πρβλ. MAURER, Das griechische Volk, 1, § 52, σ. 173, ΖΕΠΩΝ, Συλλογὴ § 137, ἐνθα καὶ ἄλλαι παραπομπαί.

² Περὶ τῆς σχέσεως τοῦ τρίτου αὐτοῦ τῆς Νεαρᾶς 18 Ἰουστινιανοῦ πρὸς τὸ φαλκίδιον «*τρίτον*» τῶν Βασιλικῶν βλ. Κ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΠΟΥΛΟΥ, Ὁ Φαλκίδιος Νόμος ἐν τῷ βυζαντινῷ δικαίῳ, 1912, καὶ τοὺς αὐτόθι ἐν σ. 1 καὶ σημ. 2 ἀναφερομένους.

χρεοῦνται «να διορίζουν μέρος... ἀπὸ τὰ ψυχικὰ ὁποῦ ἀφίνουν» καὶ ὅσοι ἀποθνήσκουν ἐγκαταλείποντες τέκνα.

Ὁ Ἀλέξανδρος Ὑψηλάντης φέρεται ὡς ἰδρύσας τὸν «οἶκον τῆς ἐλεημοσύνης» κατὰ τὸ 1775. Ὁ ρηξικέλευθος οὗτος ἡγεμὼν ἀνέθηκεν εἰς τὸν νεοσύστατον φιλανθρωπικὸν ὀργανισμόν πλείστας κοινωνικὰς λειτουργίας, κατέστησε δὲ «ἐπιτρόπους» αὐτοῦ τὸν μητροπολίτην καὶ ἄλλα πρόσωπα, «ἵνα συνάξωσι τὰ προσδιορισθέντα εἰσοδήματα τοῦ ἑλέους¹». Περὶ τῶν εἰσοδημάτων αὐτῶν πληροφορεῖ ὁ Φωτεινός², ὁ ὁποῖος μεταξὺ ἄλλων ἀναφέρει «προσέτι ὅλοι οἱ κοσμικοὶ τε καὶ κληρικοὶ εἰσὶν ὑπόχρεοι νὰ ἀφήσουν εἰς τὴν διαθήκην των ἐν ἀνάλογον εἰς τοῦ ἑλέους τὸν οἶκον ὅταν δὲ ἀποθάνῃ τις ἄνευ διαθήκης, ἢ δὲ ἐνθυμηθῇ περὶ τούτου, εἰ μὲν εἶναι κοσμικὸς ἄνευ κληρονόμου καὶ συγγενῶν, λαμβάνεται ὅλη ἡ περιουσία αὐτοῦ, περὶ τῆς ψυχῆς τοῦ ὁποίου διδόμενα τὰ μνημόσυνα, τὸ περισσεῦον βάλλεται εἰς τοῦ ἑλέους τὸν οἶκον, ἀπὸ δὲ τοῦ ἔχοντος συγγενεῖς λαμβάνεται μόνον τὸ γ' μέρος, τὰ δ' ἄλλα δύο λαμβάνουν οἱ συγγενεῖς των». Αἱ πληροφορίες αὗται δὲν ἀπέχουσι πολὺ τῶν εἰς τὸ Συνταγμάτιον ὀριζομένων. Παραλλαγαί τινες ἐξηγοῦνται ἐκ τῆς διαφόρου ρυθμίσεως τοῦ ζητήματος ὑπὸ τινος χρυσοβούλλου τοῦ ἡγεμόνος Ἀλεξάνδρου Μουρούζη (1793 - 1796)³, τὸ ὁποῖον ἐπέφερε μεταβολὰς τινὰς εἰς τὰ ὑπὸ τοῦ Ἀλεξάνδρου Ὑψηλάντη ὀρισθέντα. Κυριωτέρα δὲ μεταξὺ τῶν μεταβολῶν τούτων εἶναι ὅτι ἐπὶ τῆς ἐξ ἀδιαθέτου διαδοχῆς εἰς τὴν τελευταίαν τάξιν καλεῖται τὸ «κουτὶ τῆς ἐλεημοσύνης», πρᾶγμα τὸ ὁποῖον ρητῶς ὥρισε καὶ ὁ μετὰ τινὰς δεκαετηρίδας ἐκδοθεὶς Βλαχικὸς κώδιξ τοῦ Καρατζᾶ⁴.

Ὡς πρὸς τὴν καταγωγὴν τῶν περὶ κουτίου τῶν ἐλεῶν διατάξεων δὲν εἶναι δυνατόν νὰ ὑποστηριχθῇ ὅτι αὗται ἀποτελοῦσιν ἐγγώριον δίκαιον. Διότι ὁ θεσμὸς τοῦ κουτίου

¹ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας κλπ., 3, 1819, σ. 467· «... οἱ δὲ ἐπίτροποι εἶχον » χρέος νὰ δίδουν κατάστιχον, ἀναφέροντες πρὸ πάντων, περὶ τιμῶν ὑποκειμένων πενήτων, περὶ ἀρχοντοκοριτζίων ἐν ἡλικίᾳ γάμου ὀρφανῶν ἢ πτωχῶν, περὶ ἐτέρων τιμῶν προσώπων βυθισμένων εἰς ὑπέρογκον » χρέος, περὶ ξεπεσμένων ξένων ἀπὸ τυχοῦσης ἀδικίας, περὶ ἄλλων πενομένων εἰς τὰ ὁποῖα ὑποκείμενα διανεμομένης τῆς ἐλεημοσύνης, δι' εἰδήσεως ἡγεμονικῆς, κατ' ἀναλογίαν τῆς κατεπειγούσης ἀνάγκης, ὅτι ἂν » ἐπερίσσειεν ἐβάλλετο αὐτὴς εἰς τὰ Κιβώτια, καὶ σφραγιζόμενον ἐφυλάττετο». Ὑποθέτω ὅτι οἱ «ἐπίτροποι» τοῦ οἴκου τοῦ ἑλέους ἦσαν αὐτοὶ οἱ «κοινοὶ ἐπίτροποι», περὶ τῶν ὁποίων ἀνωτέρω (σ. 108 ἐπ.) ἐγένετο λόγος.

² Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, ἐνθ. ἀνωτ. σ. 470 ἐπ.

³ Τὸ περιεχόμενον τοῦ χρυσοβούλλου τοῦ Μουρούζη βλ. ἐν I. PERETZ, Curs 4, (Hrisoavele domneste) σ. 314 ἐπ.

⁴ Βλαχ. κώδ. τμ. δ', κεφ. γ', § 24· «ὅταν ὁ ἀποθαμμένος δὲν ἔχῃ οὔτε συγγενεῖς, οὔτε γυναῖκα ἢ ἢ » ἀποθαμμένη οὔτε συγγενεῖς, οὔτε ἄνδρα, κληρονομεῖται χωρὶς διαθήκην ἀπὸ τοῦ κουτίου τῶν ἐλεῶν». Καὶ εἰς τὸν Μολδαβικὸν κώδικα συχνὰ γίνεται λόγος περὶ τοῦ «Κουτίου τοῦ ἑλέους», εἰς τὸ ὁποῖον συχνότατα περιέρχονται διάφοροι ποιναί, ἀποζημιώσεις καὶ πρόστιμα. Πρβλ. §§ 127, 139, 140, 157, 165, 166. Ἐν δὲ § 962 ὡς τελευταία ἐξ ἀδιαθέτου τάξις καλοῦνται οἱ «κοινοὶ οἶκοι», μεταξὺ τῶν ὁποίων πάλιν ἀναφέρεται καὶ τὸ κουτίον τῶν ἐλεῶν.

ἀπαντᾷ καὶ ἀλλαχοῦ ἐκτὸς τῶν παραδυναβίων ἡγεμονιῶν¹, γενικῶς δὲ ἡ ἀφιέρωσις κληρονομικοῦ μεριδίου ὑπὲρ εὐαγῶν οἴκων δὲν ἀποτελεῖ τι τὸ ἴδιον τοῦ ρουμανικοῦ δικαίου². Ὑποθέτω ἐκ τούτου ὅτι ἡ καθιέρωσις δικαιώματος νομίμου μοίρας ὑπὲρ τοῦ κουτίου, ὡς τοῦτο διατυπῶνται εἰς τὸ Συνταγμάτιον καὶ εἰς τοὺς λοιποὺς φαναριωτικοὺς κώδικας, εὐρίσκεται εἰς ἐσωτερικὴν σχέσιν πρὸς τὰς ὑπὲρ σωτηρίας τῆς ψυχῆς ἀφιερώσεις τῶν ἄνευ τέκνων καὶ ἄνευ διαθήκης ἀποθνησκόντων, τὰς ὁποίας τελευταία εἶχε ρυθμίσει ἐν Βυζαντίῳ Νεαρά Κωνσταντίνου τοῦ Πορφυρογεννήτου³.

Διὰ τῆς Νεαρᾶς ταύτης ὠρίσθη ὅτι, ἐάν τις ἀποθάνῃ ἄπαις καὶ ἀδιάθετος, οἱ εἰς τὴν κληρονομίαν αὐτοῦ καλούμενοι δὲν λαμβάνουσιν ὁλόκληρον τὴν καταλειφθεῖσαν περιουσίαν, ἀλλὰ μόνον τὰ δύο τρίτα αὐτῆς, τὸ ὑπόλοιπον δὲ τρίτον «ὑπὲρ σωτηρίας τοῦ ἀδιαθέτως τελευτήσαντος ἀνείσθω Θεῷ». Ἀνάλογα «ἀναθήματα» πρὸς σωτηρίαν τῆς ψυχῆς ἀπαντῶσι καὶ εἰς τὸ ἀρχαῖον ἐλληνικὸν δίκαιον, τὰ ὑπὸ τῆς Νεαρᾶς δὲ τοῦ Πορφυρογεννήτου διατασσόμενα ἱστορικῶς συνέχονται πρὸς τὸ δίκαιον τῶν συριακῶν κωδίκων καὶ πρὸς εὐρέως ἐφαρμοζόμενα ἔθιμα τῶν ἰουστινιανείων χρόνων, κρατήσαντα καὶ κατὰ τὴν μετὰ τὸν Ἰουστινιανὸν περίοδον ἐν ἀπάσῃ τῇ βυζαντινῇ Ἀνατολῇ⁴.

Εἶναι ἀληθὲς ὅτι ἡ Νεαρά τοῦ Πορφυρογεννήτου πραγματεύεται μόνον περὶ τῆς ἐξ ἀδιαθέτου κληρονομικῆς διαδοχῆς, ὅπως ὁμως ὀρθῶς παρατηρήθη⁵, ἡ συνήθεια τῶν ἀφιερώσεων χάριν ψυχικῶν ἐφηρμοζέτο καὶ ἐπὶ τῆς ἐκ διαδοχῆς διαθήκης καὶ δὴ τόσον εὐρέως, ὥστε ὁ αὐτοκράτωρ μόνον περὶ τῆς ἐξ ἀδιαθέτου ἐνομοθέτησεν. Οὐδὲν κωλύει μετὰ ταῦτα νὰ δεχθῶμεν ὅτι τὸ δικαίωμα νομίμου μοίρας ὑπὲρ τοῦ κουτίου τῶν ἐλεῶν ὄντως συνέχεται πρὸς τὰς ἐν τῇ βυζαντινῇ δικαίῳ κατ' ἔθιμον καὶ κατὰ νόμον ἰσχυούσας ἀφιερώσεις πρὸς ψυχικὴν σωτηρίαν.

33.— Ἐν ἰδίῳ τίτλῳ τοῦ Συνταγματίου, τῷ XXI, γίνεται λόγος περὶ τῆς τριμοιρίας, ἐπαναλαμβάνεται δ' ἐκεῖ τὸ ὑπὸ τῆς προτάσει τοῦ πατριάρχου Κωνσταντινουπόλεως Ἀθα-

¹ Ο ΜΑΡΙΔΑΚΗΣ, Τὸ ἀστικὸν δίκαιον ἐν ταῖς Νεαραῖς κλπ. σ. 282, σημ. 38 ἀναφέρει ὅτι τὸ «κουτίον τοῦ ἐλέους» ἀπαντᾷ εἰς ἀπόφασιν τοῦ πατριάρχου Ἱεροσολύμων Μελετίου τῆς 1 Ἀπριλ. 1734 (ἐκδ. ὑπὸ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΥ-ΚΕΡΑΜΕΩΣ. Ἀνάλεκτα Ἱεροσολυμιτικῆς σταχυολογίας 4, σ. 346).

² Οὕτως εἰς τὸ ἐλληνικὸν ἐθιμικὸν δίκαιον. Πρβλ. ἡμετέραν Συλλογὴν ἐθίμων ἐν Jus Graecoromanum 8, σ. 487, ἀριθ. 132 διὰ τὰ Φίλια Καλαβρύτων. Ἐπίσης Ἐθιμα Νάξου τοῦ 1810 § ρδ' (αὐτ. σ. 551) κλπ.

³ Ἡ Νεαρά ἐξεδόθη μεταξὺ τῶν ἐτῶν 945-959. Βλ. ταύτην ἐν ZACHARIAE, J.G.R. 3, σ. 276 = ΖΕΠΩΝ, J.G.R. 1, σ. 235. Ἐπὶ ταύτης ZACHARIAE, Geschichte, σ. 139 ἐπ., ΜΑΡΙΔΑΚΗΣ, ἐνθ' ἄνωτ. σ. 273 ἐπ.

⁴ Διὰ τὴν ὅλην ἱστορικὴν ἐξέλιξιν βλ. ἀντὶ ἄλλων ἰδίως ΜΑΡΙΔΑΚΗΝ, ἐνθ. ἄνωτ. 274 ἐπ., καὶ τοὺς αὐτόθι παραπεμπομένους. Ἐπίσης Ε. Γ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΟΥ, Περὶ τῆς ἐξ ἀδιαθέτου διαδοχῆς τῶν ἀπαίδων κατὰ τὸ ἰσχυὸν δίκαιον ἐν Ἐπετηρίδι Πανεπιστημίου 1906 καὶ Ἐφημερίδι Ἑλληνικῆς καὶ Γαλλικῆς Νομολογίας 27, 1907, σ. 226 ἐπ.

⁵ ΜΑΡΙΔΑΚΗΣ αὐτ. καὶ σ. 278, σημ. 17α arg. ἐκ Πείρας XVI, ε'.



νασίου ἐκδοθείσης Νεαρᾶς τοῦ Ἀνδρονίκου Παλαιολόγου ἐν ἔτει 1306¹ διατυπωθὲν δίκαιον. Τοῦτο ρητῶς λέγεται ἐν § α' τοῦ τίτλου «καθὼς νομοθετεῖ ὁ πατριάρχης Ἀθανάσιος ὁ καὶ καῖσαρ...», σαφῶς δὲ προκύπτει καὶ ἐκ τοῦ περιεχομένου τῶν διατάξεων τοῦ Συνταγματίου.

Ὁ ὅρος «τριμοιρία» εἶναι τῶν μετὰ τὴν ἄλωσιν χρόνων. Αἱ συλλογαὶ² τῶν χρόνων τούτων ἐπαναλαμβάνουσιν ἐπίσης τὸ δίκαιον τῆς Νεαρᾶς τοῦ Ἀνδρονίκου, ὅπερ διατυπύται καὶ εἰς τὸ σχετικῶς πλούσιον ἐπὶ τοῦ θέματος ὕλικόν τοῦ ἐλληνικοῦ ἐθιμικοῦ δικαίου³. Τὸ αὐτὸ δὲ δίκαιον πλὴν τοῦ Συνταγματίου διατυπύται καὶ εἰς τὸν Βλαχικόν⁴ καὶ εἰς τὸν Μολδαβικόν⁵ κώδικα.

Τὸ περιεχόμενον τῆς τριμοιρίας παρέχει αὐτὸ τὸ κείμενον τοῦ Συνταγματίου (XXI § α) «ἡ τριμοιρία ἔχει νὰ ἀκολουθῇ, ὅταν τὸ παιδί ἀποθάνῃ, ἀνήλικον ὕστερον ἀπὸ τὸν γονέα αὐτοῦ». Ἡ ἀνηλικιότης δὲ τοῦ τέκνου ἀπαιτεῖται συμφώνως πρὸς τὴν ἐν τῇ πράξει ἐφαρμογὴν⁶ τοῦ θεσμοῦ τῆς τριμοιρίας.

Εἰς τὸ Συνταγμάτιον δὲν ἀποδίδεται τὸ κεφ. δ' τῆς Νεαρᾶς τοῦ Ἀνδρονίκου⁷. Τοῦναντίον ἐν τίτλῳ XXI, § ε' διατυπύται μετὰ τινων τροποποιήσεων, ἰσχυουσῶν καὶ διὰ τοὺς ἄνευ τέκνων ἀποθνήσκοντας, ἡ διάταξις τοῦ κεφ. α' τῆς Νεαρᾶς ἡ σχετικὴ πρὸς τὴν κληρονομίαν τῶν παροίκων. Κατὰ τὴν διάταξιν ταύτην ἡ κληρονομία τοῦ ἄνευ τέκνων ἀποθανόντος παροίκου, ἀνδρὸς ἢ γυναικός, διαιρεῖται εἰς τρία μέρη, ἐξ ὧν τὸ ἐν λαμ-

¹ Βλ. τὴν Νεαρὰν ἐν ZACHARIAE, J.G.R. 3, σ. 628=ZEPHON J.G.R. 1, σ. 533. Τὴν αἴτησιν τοῦ πατριάρχου Ἀθανασίου βλ. ἐν ΓΕΛΕΩΝ, Κανονικαὶ διατάξεις 2, σ. 45 ἐπ.

² Α.χ. Μανουήλ Μαλαξοῦ Νομοκ. σε', 1 ἐπ. (Θέμις Σγούτα, 7, 1856, σ. 219 ἐπ.), Πηδάλιον (ἔκδ. 1841, Ἀθῆναι), σ. 281 σημ. κλπ.

³ Πρβλ. τὰ ἐν τῇ ἡμετέρᾳ Συλλογῇ ἐθίμων ἐν J.G.R. 8, σ. 486 ἐπ., ἀριθ. 131 ἐπ. ἀναφερόμενα ἔθιμα.

⁴ Βλαχικὸς κώδιξ τμ. δ', κεφ. γ', § 18 γ.

⁵ Μολδαβ. κώδιξ § 941.

⁶ Μ. ΓΕΛΕΩΝ, Κανονικαὶ διατάξεις, 1, σ. 146 (πατριάρχου Ἱερεμίου), σ. 148 (ἀδήλου πατριάρχου), 2, σ. 84 (πατρ. Καλλινίκου) κλπ. Βλ. ΜΑΡΙΔΑΚΗ, ἐνθ. ἀνωτ. σ. 286, σημ. 19. Ἡ ἀνηλικιότης εἶναι μέχρι τῶν 14 ἐτῶν διὰ τὸ ἄρρεν καὶ τῶν 12 διὰ τὸ θῆλυ κατὰ Συνταγμ. XXI, § α', Βλαχ. κώδιξ, τμ. δ', κεφ. γ', § 18 γ, Μολδαβ. κώδιξ § 941.

⁷ Κατὰ τὸ κεφ. δ' τῆς Νεαρᾶς ταύτης «καὶ ἵνα καὶ νόμος ἀκυρωθῇ ὁ ἐπὶ παιδί ἀπελθούσῃ διοριζόμενος γυναικὶ ἢ ἀνδρὶ τοῦ παιδὸς ἀπελθόντος κληρονομεῖσθαι ὑπὸ τοῦ ζῶντος τὰ τοῦ παιδὸς πάντα πατρῶα, εἰ τύχοι, ἢ μητρικά, τοῖς δὲ τοῦ τεθνεώτος γονεῦσι πρὸς τῇ τοῦ τέκνου ἀποβολῇ καὶ τὴν περιουσίαν στερεῖσθαι ἀδικώτατα, ἀλλὰ τηρεῖσθαι τὸ τρίτον μὲν τῆς προικὸς εἰς μνημόσυνα, τὸ τρίτον δὲ τοῖς γονεῦσι, καὶ τῷ μνηστῆρι τὸ τρίτον ἢ τῇ μνηστῇ». Ὁ Κ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Die Novelle κλπ. ἐν *Byzantinisch-Neugriechische Jahrbücher*, 8, 1931, σ. 136 ἐπ., ἀπέδειξε τὴν συνάφειαν τούτου πρὸς τὰς πηγὰς τοῦ ἐν Συρίᾳ ἐφαρμοζομένου δικαίου ὑπὸ τῆς Νεστοριανῆς Ἐκκλησίας καὶ τὴν καταγωγὴν του ἐκ τῶν Συριακῶν κωδίκων. Βλ. ὅμως καὶ BRUCK, Kirchlich-soziales Erbrecht in Byzanz, Johannes Chrysostomus und die Mazedonischen Kaiser, ἐν *Studi in onore di S. Riccobono*, 3, Palermo, 1933, σ. 380, σημ. 17. Διὰ τὴν μεταγενεστέραν ἐν τῇ πράξει ἐφαρμογὴν βλ. Πρόχειρον Νομικὸν Θεοφίλου, σ. 182.



βάνει ὁ δεσπότης τοῦ παροίκου¹, τὸ δεύτερον διατίθεται διὰ μνημόσυνα ὑπὲρ τοῦ ἀποβιώσαντος («*τῷ ἀπελθόντι*») καὶ τὸ τρίτον καὶ τελευταῖον περιέρχεται εἰς τὸν ἐπιζῶντα σύζυγον, τούτου δὲ ἀποθνήσκοντος εἰς τοὺς συγγενεῖς του, ἐν ἑλλείψει δὲ καὶ συγγενῶν «*τῷ δημοσίῳ τό τε ἡμῖν καὶ μνημοσύνοις ἐκείνου τὸ ἡμῖν*». Κοινωνικώτερον καὶ εἰς τὸ σημεῖον τοῦτο τὸ σύστημα τοῦ Συνταγματίου ὁρίζει (αὐτ. § ε') ὅτι ἡ περιουσία τοῦ ἄνευ τέκνων ἀποθανόντος πρέπει νὰ διανέμεται εἰς τρία μερίδια, ἐξ ὧν τὸ πρῶτον ἀφιερῶνται εἰς τὰ «*ψυχικά*», τὸ δεύτερον δίδεται εἰς τὸν ἐπιζῶντα σύζυγον καὶ τὸ τρίτον εἰς τοὺς γονεῖς ἢ ἄλλους προγόνους τοῦ θανόντος. Ὁρίζεται δὲ περαιτέρω ὅτι ἡ διανομὴ αὕτη δέον νὰ γίνεται μετὰ διατίμησιν τῆς ὅλης περιουσίας².

Εἰς τὰς ὑπολοίπους διατάξεις τοῦ XXI τίτλου (§§ β' γ', δ') ὁ λόγος εἶναι περὶ τῆς μετὰ τὴν λύσιν τοῦ γάμου ἀποδόσεως τῆς προικὸς καὶ τῆς προγάμου δωρεᾶς, περὶ ὧν ἀνωτέρω ἐγένετο λόγος³. Ἀξιοσημεῖωτον εἶναι ἐνταῦθα ὅτι ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματίου συνέχυσεν τὰ θέματα ταῦτα, ἐνθα συχνὰ γίνεται λόγος περὶ ἀποδόσεως τρίτου ἐκ τῆς περιουσίας, πρὸς τὴν ἀπλὴν ἔννοιαν τῆς κατὰ τὴν Νεαρὰν τοῦ Ἀνδρονίκου τριμοιρίας, ἐκ τοῦ λόγου δὲ τούτου προφανῶς ἐπραγματεύθη καὶ περὶ αὐτῶν ἐν τῷ περὶ «*τριμοιρίας*» τίτλῳ τοῦ κώδικος τοῦ Ὑψηλάντη.

34.— Κατ' ἐξοχὴν χαρακτηριστικὰ διὰ τὴν εἰς τὸ Συνταγμάτιον ἐπιβίωσιν ἀρχῶν τοῦ ἑλληνικοῦ δικαίου εἶναι τὰ ἐν τίτλῳ XX («*περὶ κληρονομίας*»), §§ α' β' ὁριζόμενα ἐν σχέσει πρὸς τὸν θεσμόν τῆς συνεισφορᾶς τῆς προικὸς. Οὕτως ἡ § α', ὁρίζουσα ὅτι ἡ προικισθεῖσα θυγάτηρ ἀποκλείεται τῆς τε πατρικῆς καὶ τῆς μητρικῆς κληρονομίας μὴ ἔχουσα μηδὲ συνεισφορᾶς δικαίωμα, ἀντιτίθεται μὲν πρὸς τὸ αὐτοκρατορικὸν δίκαιον τῶν Ρωμαίων καὶ τῶν Βυζαντινῶν⁴, ἐπικυροῖ ὅμως τὴν σύμφωνον πρὸς τὴν ἀρχὴν τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης ἀντίληψιν τοῦ ἑλληνικοῦ καὶ δημώδους βυζαντινοῦ δικαίου,

¹ Τὸ καλούμενον «*ἀβίωτον*» ἢ «*ἀβιωτίκιον*», περὶ οὗ ZACHARIAE, Geschichte, σ. 142, σημ. 407 καὶ σ. 263, ἐνθα τοῦτο παραλληλίζεται πρὸς τὸ mortuagium τοῦ γερμανικοῦ δικαίου. Οὕτω καὶ εἰς Μονεμβασίαν κατὰ τοὺς φραγκικοὺς χρόνους. Ο. ΜΙΛΛΕΡ-ΣΠ. ΛΑΜΠΡΟΥ, Ἱστορία τῆς Φραγκοκρατίας ἐν Ἑλλάδι (1204-1566), Ἀθῆναι, 1910, 2, σ. 111.

² Χαρακτηριστικὴ διὰ τὴν ιδέαν τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης εἶναι ἡ διάταξις (XXI, § ε'), καθ' ἣν μετὰ τὴν εἰς χρῆμα ἀποτίμησιν τοῦ εἰς τὸν ἐπιζῶντα σύζυγον παρεχομένου τρίτου, οἱ ἀνιόντες ἢ οἱ ἀδελφοὶ ἔχουν τὴν εὐχέρειαν νὰ «*ἐξαγοράσουν*» τὰ ἀκίνητα τοῦ ἀποθανόντος, καταβάλλοντες τὴν ἀποτίμησιν αὐτῶν. Ρητῶς δὲ γίνεται καὶ ἐνταῦθα μνεῖα τῶν «*πατρικῶν καμινίων*», τὰ ὅποια δύνανται νὰ ἐξαγοράζουν καὶ «*οἱ περαιτέρω συγγενεῖς*» διὰ «*τὰ μὴν ὑστεροῦνται ἀπὸ τὸ γένος ὅθεν ὄρμηται τὸ ἀποθανόν μέρος*». Πρβλ. καὶ ἀνωτ. σ. 114 ἐπ. Βλ. καὶ Βλαχ. κώδ. τμ. δ', κεφ. γ' § 18γ. Διὰ τὸν ὑπολογισμόν «*ὅλων τῶν*» (κατὰ τὸν τίτλον XXI) *τριμοιριῶν* τὸ Συνταγμάτιον ὁρίζει ὅτι τὸ τρίτον ὑπολογίζεται ἐπὶ τῆς ἀπηλλαγμένης χρεῶν περιουσίας τοῦ ἀποθανόντος. Ἡ διάταξις ἀναφέρεται καὶ εἰς τὰ ἐν §§ β', γ', δ' τοῦ αὐτοῦ τίτλου περὶ προικὸς καὶ προγάμου δωρεᾶς διατασσόμενα. Πρβλ. κατωτέρω εἰς τὸ κεῖμενον.

³ Ἀνωτέρω σ. 102 ἐπ.

⁴ Πρβλ. Π. 37. 7, de dotis collatione, K. 6. 20, de collationibus, Νεαρὰν Ἰουστ. 18 κεφ. 6.



ὥς καὶ τῶν ἀνατολικῶν δικαίων¹, καθ' ἣν αἱ προικισθεῖσαι θυγατέρες ἀποκλείονται τῆς πατρομητρικῆς κληρονομίας.

¹ Ὁ ἀποκλεισμός τῶν προικισθεισῶν θυγατέρων εἶναι δίκαιον, ἐφαρμοζόμενον εὐρέως εἰς τὴν Ἀνατολήν. Οὕτω ρητῶς ἀποκλείονται αὗται τῆς κληρονομίας τῶν πατρῶων κινητῶν κατὰ τὰ ἄρθρα 183 καὶ 184 τοῦ βαβυλωνιακοῦ κώδικος τοῦ Χαμμουραβῆ. ED. CUG, *Étude sur le droit babylonien, les lois assyriennes et les lois hittites*, Paris, 1909 σ. 78. Τὸ ἀρχαῖον ἐλληνικὸν δίκαιον κατὰ κανόνα ἡγνόησε κληρονομικὸν δικαίωμα τῆς θυγατρὸς (βλ. ERDMANN, *Die Ehe im alten Griechenland*, σ. 65 ἐπ. καὶ τοὺς ἐν σημ. 1 παραπεμπομένους). Μόνη ἐξαίρεσις ἀναφέρεται εἰς τὸ δίκαιον τῆς Γόρτυνος, κατὰ τὰς δέλτους τῆς ὁποίας ἡ θυγάτηρ κληρονομεῖ τὸ ἥμισυ τῆς μερίδος τοῦ υἱοῦ (IV. 37 ἐπ.). Ἡ ἐξαίρεσις ὁμῶς δικαιολογεῖται ἐκ τῆς ἰδιαζόντως καλῆς θέσεως τῆς γυναικὸς ἐν Γόρτυνι κατὰ τὸν 5ον π.Χ. αἰῶνα, ἴσως ὑπὸ ἐπίδρασιν τῶν προελληνικῶν ἀντιλήψεων τῶν κατοίκων τῆς Κρήτης· βλ. KORNEMANN, *Die Stellung der Frau in der vorgriechischen Mittelmeerkultur*, 1929, σ. 10 ἐπ., Γ. ΠΕΤΡΟΠΟΥΛΟΥ, Πνεῦμα καὶ ἐξέλιξις τοῦ ἀρχαίου ἐλληνικοῦ δικαίου ἐν «*Αρχαῖα Ἰδιωτικοῦ Δικαίου*», 2, 1935, σ. 71. Ὅπως δὲ ποτε γενικῶς εἰς τὸ ἐλληνικὸν δίκαιον κυριαρχεῖ ἡ ἰδέα, ὅτι ἡ προῖξ δίδεται εἰς τὴν θυγατέρα ἀντὶ κληρονομικῆς μερίδος, καὶ τοῦτο ἐκ τῆς ἰδέας τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης, ἣτις ἐπέβαλλε «*κρατεῖν τοὺς ἄρρενας καὶ τοὺς ἐκ τῶν ἀρρένων*» (Δημοσθ. πρὸς Μακάρετ. 51) ἐν τῇ κληρονομίᾳ. Πρβλ. καὶ Πλάτωνος Νόμους XI, 923, περὶ οὗ ὁ L. MITTEIS, *Reichsrecht* κλπ. σ. 236 ἐπ., ἐνθα κυρίως ἀναπτύσσεται ὁ κατὰ τὸ ἀρχαῖον ἐλληνικὸν δίκαιον ἀποκλεισμός τῶν προικισθεισῶν θυγατέρων ἐκ τῆς κληρονομίας. Διὰ τὸ ἐν Αἰγύπτῳ δίκαιον τῶν παπύρων βλ. ΤΟΥ ΑΥΤΟΥ, *Gründzüge*, II, 1, σ. 223 ἐπ. Ὁμοίως καὶ εἰς τοὺς συριακοὺς κώδικας ἀποκλείονται αἱ προικισθεῖσαι τῆς κληρονομίας. L 1 (K. G. BRUNS-E. SACHAU, *Syrisch-römisches Rechtsbuch aus dem fünften Jahrhundert*, 1880, σ. 1, τοῦ β' μέρους καὶ σ. 182 τὰς παρατηρήσεις τῶν ἐκδοτῶν), P. 1, Ar. 1, Arm. 1-2 (αὐτ. σ. 45, 77, 116), RI. 1, RII. 1, RIII. 1 (E. SACHAU, *Syrische Rechtsbücher*, 1, 1907, σ. 5, 49, 149). Ἡ ἑκλογὴ τῶν Ἰσαύρων δὲν ὁμιλεῖ περὶ συνεισφορᾶς, ἐπομένως ὑπὸ τὴν συζυγικὴν κοινοκτημοσύνην ἀγνοεῖ τὸ δικαίωμα τοῦτο τῶν θυγατέρων. ZACHARIAE, *Geschichte*, § 50, σ. 198. Τὸ δημῶδες ὁμῶς αὐτὸ δίκαιον ἀνέτρεψαν αἱ νομοθετικαὶ μεταρρυθμίσεις τῶν Μακεδόνων αὐτοκρατόρων, αἱ συλλογαὶ τῶν ὁποίων ἐπανεφέρον εἰς ἰσχὺν τὸ ἰουστινιάνειον δίκαιον, Πρόχειρος Νόμ. XXX ια', Ἐπαναγ. XXXIII ιβ' ἐπ., Βασιλικά 41. 7, περὶ συνεισφορᾶς πραγμάτων, Ἰουστινιάνειον δὲ δίκαιον ἐπανελάβον καὶ αἱ μεταγενέστεραι ἰδιωτικαὶ συλλογαί, λ.χ. *Synopsis minor* Θ. ιε', Σ. ιγ', *Epanagoge aucta* XXXV, 12, *Prochiron auctum*, XXX, 23, ἐπ., Μιχ. Ἀτταλ., XXVI, β, Μαν. Μαλαξοῦ Νομοκάνων σι', Ἀρμεν. Ἐξαβ. V, 8, 23 ἐπ. Καὶ ἐν τούτοις τὸ δημῶδες δίκαιον φαίνεται ὅτι ἐξηκολούθησεν ἐν τῇ πράξει ἰσχύον, ἐκυρώθη δὲ καὶ νομοθετικῶς διὰ τῆς Νεαρᾶς Ἰωάννου τοῦ Μεγαλοκομνηνοῦ, αὐτοκράτορος Τραπεζοῦντος, ἣτις ἐκδοθεῖσα μεταξὺ τοῦ 1282-1297 (κατὰ ZACHARIAE, J.G.R. 3, σ. 340 μεταξὺ 1118-1143 ἐν Κωνσταντινουπόλει) ὥρισεν ὅτι «... ἀπὸ τὴν σήμερον ἀρχὸν αὐθις εἶναι τὸν περὶ συνεισφορᾶς νόμον καὶ ἄπρακτον παντελῶς ἐπὶ τῶν θηλειῶν» (πλὴν ἂν ὁ πατὴρ ἀποθάνῃ καὶ καταλίπῃ αὐτὰς μόνον κληρονόμους). Πρβλ. ἐκτενῶς Γ. ΜΑΡΙΔΑΚΗ, Τὸ ἀστικὸν δίκαιον κλπ., σ. 287 ἐπ., ἐνθα πλήρης ἀνάπτυξις τοῦ ὅλου ζητήματος, Κ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΠΟΥΛΟΥ, Ἐκθεσις ἐν Πρακτικοῖς τῆς Σχολῆς περὶ τῆς πληρώσεως τῆς κενῆς τακτικῆς ἑδρας τοῦ ἀστικοῦ δικαίου (ἔκδ. Νομικῆς Σχολῆς Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν 1924) σ. 17 ἐπ. Βλ. καὶ Δ. Ε. ΔΕΛΗΓΕΩΡΓΗ, Περὶ συνεισφορᾶς (collatio) ἐν γένει κατὰ τὸ ρωμ. καὶ βυζ. δίκαιον, Ἀθ. 1898, Γ. ΜΠΑΛΗ, Κληρονομικὸν Δίκαιον, γ' ἔκδ. 1934, σ. 476 ἐπ. Αἱ θυγατέρες προικισθεῖσαι ἀποκλείονται τῆς κληρονομίας καὶ κατὰ τὸ ἐλληνικὸν δίκαιον τῶν ἐθίμων. Τὸ σχετικὸν ὑλικὸν εἶναι πλουσιώτατον. Βλ. τοῦτο ἐν ἡμετέρᾳ



Εἰς τινὰ ἔγγραφα τῶν παραδουναβίων χωρῶν ἀπαντᾷ διατετυπωμένον τὸ ἐπίσημον βυζαντινὸν δίκαιον, τὸ ὁποῖον γνωρίζει τὸν θεσμὸν τῆς συνεισφορᾶς. Εἰς πολλὰ ὅμως ἄλλα ἔγγραφα αἱ προικισθεῖσαι θυγατέρες ἀποκλείονται τῆς κληρονομίας, χωρὶς νὰ μνημονεύεται δικαίωμα αὐτῶν πρὸς συνεισφορὰν¹. Τὸ γεγονὸς τοῦτο ἀποδεικνύει ὅτι εἰς τὸ ὑπὸ βυζαντινὴν ἐπίδρασιν διαμορφωθὲν ρουμανικὸν δίκαιον εὐρέθη χώρος τόσον διὰ τὸ αὐτοκρατορικόν, ὅσον καὶ διὰ τὸ δημῶδες δίκαιον. Τὸ τελευταῖον ὅμως τοῦτο φαίνεται ὅτι ὀριστικῶς ἐπεκράτησεν, ἂν κρίνῃ τις ἐκ τοῦ γεγονότος, ὅτι ὁ ἀποκλεισμός τῶν προικισθεισῶν θυγατέρων ἐκ τῆς κληρονομίας τοῦ ἀποθανόντος πλὴν τοῦ Συνταγματίου διετυπώθη καὶ εἰς τοὺς ἑτέρους δύο μεγάλους φαναριωτικὸς κώδικας, τὸν Βλαχικὸν² καὶ τὸν Μολδαβικὸν³. Σαφῶς δ' οὕτως ἀποδεικνύεται καὶ ἐνταῦθα ἡ ἰσχυρὰ ἐπιβολή, ἣν τὸ δι' αἰώνων λανθανόντως ὥς ἐπὶ τὸ πολὺ ἰσχύσαν ἑλληνικὸν δίκαιον ἠδυνήθη νὰ ἀσκήσῃ εἰς τὰς παρὰ τὸν Δούναβιν ρουμανικὰς χώρας.

συλλογῇ ἐθίμων ἐν J.G.R. ἡμετέρας ἐκδόσεως 8, σ. 482, ἀριθ. 122. Αὐτ. σ. 507 κατὰ τὰ ἔθιμα Θήρας καὶ Ἀνάφης τοῦ 1797, κεφ. β', κληρονομικὸν δικαίωμα ἔχουν μόνον «τὰ ἐλεύθερα καὶ ἀξεμοίραστα παιδιά», ἐνῶ «εἰς τὴν κληρονομίαν τοῦ πατρὸς, ὁποῦ χωρὶς διαθήκην ἀπέθανεν, δὲν ἔχουν νὰ ζητοῦν τὰ ξεμοιρασμένα παιδιά». Βλ. (αὐτ. σ. 552) καὶ ἔγγραφα ἔθιμα Νάξου τοῦ 1810 § ρια'.

¹ Ὁ FOTINO Contribution κλπ. σ. 278 ἐπ. ἐπὶ τῇ βάσει ἐγγράφων τινῶν (JORGA, Studi și doc. 5, σ. 10, ἔ. 1620, 16, σ. 299, ἔ. 1680, 16, σ. 333, ἔτους 1765) ὑπεστήριξεν ὅτι εἰς τὸ ρουμανικὸν δίκαιον ἰσχύει ὁ θεσμός τῆς συνεισφορᾶς. Ἐξ ἄλλων ὅμως ἐγγράφων, τὰ ὁποῖα ὁ αὐτὸς FOTINO, αὐτ. σ. 281 ἰδίως σημ. 40, ἀναφέρει, προκύπτει σαφῶς ὁ ἀποκλεισμός τῶν προικισθεισῶν θυγατέρων. N. JORGA, Studi și doc. 7, σ. 174 ἔ. 1678, XVI, σ. 390 ἔ. 1719, VI, σ. 21. ἔ. 1723. Ἐπίσης ἡγεμονικὸν ἔγγραφον τοῦ ἔτους 1572 ἐκδ. ὑπὸ STOICA NICOLAESCU ἐν Revista pentru istoria Arh. și Fil. 10, 1909, σ. 277 μνημονεύεται ὑπὸ FOTINO αὐτ. σ. 282.

² Βλαχ. κωδ. τμ. δ', κεφ. γ'. § 17 β ἐπ.

³ Μολδαβ. κωδ. §§ 1010 δ', 1013. 1015. Ὁ συντάκτης τοῦ κώδικος τούτου χαρακτηρίζει ὡς τοπικὴν συνήθειαν τὴν ἐν § 1013 ἀπαγόρευσιν ἐν λέξει «συνεισφορὰ» τοῦ ἐν τέλει τοῦ κώδικος ἀλφαβητικοῦ εὐρετηρίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ζ'

ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΤΟΥ ΣΥΝΤΑΓΜΑΤΙΟΥ ΑΦΟΡΩΣΑΙ ΕΙΣ ΤΗΝ ΔΙΚΟΝΟΜΙΑΝ

35.— 'Ο ὑπ' ἀριθ. 323 χειρόγραφος κώδιξ τῆς ρουμανικῆς Ἀκαδημίας περιλαμβάνει μεταξὺ ἄλλων καὶ τὸ κατὰ Δεκέμβριον 1775 ὑπὸ τοῦ Ὑψηλάντη ἐκδοθὲν χρυσόβουλλον, διὰ τοῦ ὁποίου ὁ ἡγεμὼν οὗτος «ἐπικυρώνει τὰς ὅσας διατάξεις ἔκαμεν εἰς τὴν τζάραν¹».

Διὰ τοῦ χρυσοβούλλου τούτου ὁ ἡγεμὼν ἐπιθυμῶν «τὴν εὐκολίαν τῆς τοῦ δικαίου »εὐρέσεως τοῦ ἐνὸς ἐκάστου» ἠΰξησε τὸν ἀριθμὸν τῶν δικαστῶν, ὥρισεν εἰς αὐτοὺς «μισθὸν καλὸν διὰ νὰ ἡμπορέσωσιν ἐν εὐκολίᾳ νὰ ἐξερευνῶσι τὴν τοῦ δικαίου εὐρεσιν »ἐνὸς ἐκάστου» καὶ διώρισε συχνότερον δικασίμους ἡμέρας, ἥτοι τρεῖς τῆς ἐβδομάδος. Προσέθεσε δὲ ὁ ἡγεμὼν «...καὶ ἔτι διὰ τὴν περισσοτέραν εὐκολίαν τῶν ἀντιδιαφερο- »μένων ἢ περὶ ἐγγράφων κριτικῶν χαμένων, ἢ περὶ ὁμολογιῶν καὶ χρυσοβούλλων μυχίων »ἀπολωλότων, προσεδιωρίσαμεν ἡ ἡμετέρα Αὐθεντεία καὶ ἀπὸ ἑνα λογοθέτην εἰς τὸ κάθε »καδιλίκι ἐκείνου τοῦ κριτοῦ, διὰ νὰ κρατῇ κώδικα καὶ νὰ ἀπερνᾷ εἰς αὐτὸν τὰς ὑποθέσεις »ὅλας καὶ κρίσεις τῶν εὐρισκομένων ἐν τῷ καδιλίκῳ ἐγκατοίκων».

Εἰς τὸ χρυσόβουλλον τοῦτο ἐκτίθενται κεφαλαιωδῶς αἱ βάσεις τῆς μεγάλης ἐπὶ Ἀλε- ξάνδρου Ὑψηλάντη μεταρρυθμίσεως τοῦ τρόπου ἀπονομῆς τῆς δικαιοσύνης. Τὰς λεπτο- μερείας τῆς μεταρρυθμίσεως ταύτης ἀναγινώσκομεν εἰς χρυσόβουλλον τοῦ Σεπτεμβρίου ἢ Νοεμβρίου 1775², τοῦ ὁποίου τὰς διατάξεις ἄλλοτε συνοπτικώτερον, ἄλλοτε ἀναλυτικώτε- ρον καὶ ἄλλοτε αὐτουσίας ἐπανελάβε τὸ περιέχον τὴν δικονομίαν τμήμα τοῦ Συνταγματίου.

Ἡ ἑκτασις τῶν μεταρρυθμίσεων τούτων ἦτο μεγίστη, ἂν κρίνῃ τις ἀπὸ τὸν μέχρι τῆς ἀφίξεως τοῦ Ὑψηλάντη κρατοῦντα τρόπον τῆς ἀπονομῆς τῆς δικαιοσύνης³, διότι

¹ Τὸ χρυσόβουλλον περιέγραψεν ὁ BIANU (Catalogul manuscriptorol românești, 2, 1913, București, σ. 17 ἐπ.), ἐδημοσιεύθη δὲ καὶ ὑπὸ ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας, 3, 1819, σ. 558 ἐπ. Τὸ κείμενον αὐτοῦ ἐκδίδω κατωτ. ἐν παραρτήματι. Πρβλ. καὶ ἀνωτ. σ. 28, σημ. 2.

² Τὸ χρυσόβουλλον τοῦ Νοεμβρίου 1775 ἐξεδόθη ἑλληνιστὶ καὶ ρουμανιστὶ. Τὸ ἑλληνικὸν κείμε- νον εὑρεται ἐν Ε. DE HURMUZAKI (Documente κλπ. 14, II, Βουκ. 1917) ἀριθ. 1274, σ. 1280 ἐπ. καὶ ἐν ΑΘ. ΚΟΜΝΗΝΟΥ ὙΨΗΛΑΝΤΗ, Τὰ μετὰ τὴν ἄλωσιν, σ. 592 ἐπ., τὸ δὲ ρουμανικὸν ἐν URECHIĂ, (Memoriu κλπ. σ. 64-71, BERECHET, Schiță de Istoria, II, σ. 38-48) καὶ ΤΟΥ ΑΥΤΟΥ, Izvoarele, σ. 440 ἐπ. Πρβλ. καὶ κατωτέρω παράρτημα, καὶ ἀνωτ. κεφ. α', σ. 29, σημ. 1.

³ Σχετικὰς πληροφορίας βλ. ἐν URECHIĂ, ἐνθ. ἀνωτ. σ. 33 ἐπ., ἰδίως 38 ἐπ. Πρβλ. καὶ Ν. JORGA, Anciens documents, σ. 30 ἐπ.



δικαιοσύνη μέχρι τῶν περὶ ὧν ὁ λόγος μεταρρυθμίσεων κατ' οὐσίαν οὔτε ὑφίστατο οὔτε ἀπενέμετο ἐν Βλαχία. Οἱ ἐμπεπιστευμένοι εἰς αὐτὴν ἀνώτεροι διοικηταὶ τῶν ἐπαρχιῶν, οἱ «*ἰσπράβνικοι*», ὡς καὶ τὰ κατώτερα διοικητικὰ ὄργανα, οἱ «*ζαπιζήδες*», ἡμιλλῶντο εἰς τὴν κλοπὴν καὶ τὴν ἐκμετάλλευσιν τοῦ ὑπὸ τῆς ἀνηθίκου διακυβερνήσεως καταδυναστευομένου λαοῦ. Εἰς τὴν ἀκαταστασίαν δὲ ταύτην ἀπέβλεψε νὰ θέσῃ τέρμα ὁ ἀγαθὸς ἡγεμὼν διὰ τῶν ἐκτενῶν αὐτοῦ δικονομικῶν διατάξεων. Ὅτι δὲ εἰς τοῦτο ἔσχε καὶ πάλιν πρότυπον τὴν βυζαντινὴν νομοθεσίαν εἶναι αὐτονόητον, καταβάλλεται δὲ προσπάθεια νὰ ἀποδειχθῇ τοῦτο καὶ εἰς τὰς ἐπομένας παραγράφους, ἐν αἷς ἐξετάζεται ἐν πρώτοις μὲν ἡ ὁργάνωσις τῶν δικαστηρίων, εἶτα δ' ἀναπτύσσονται τὰ εἰς τὴν δίκην μετέχοντα πρόσωπα καὶ τέλος εἰς ἰδιαίτερον τμήμα περιγράφεται ἡ ἐπὶ πολιτικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων ἀκολουθουμένη δικονομία.

Α' ΔΙΚΑΣΤΗΡΙΑΚΗ ΟΡΓΑΝΩΣΙΣ

36.— Ὅπως εἰς τὸ Βυζάντιον¹, οὕτω καὶ κατὰ τὰς μεταρρυθμίσεις τοῦ Ὑψηλάντη τὰ δικαστήρια διακρίνονται ἐν Βλαχία εἰς ἀνώτερα καὶ κατώτερα, ὅπως δ' ἐκεῖ, οὕτω καὶ ἐνταῦθα ὁ ἡγεμὼν ὡς ἀπόλυτος μονάρχης εἶναι καὶ ὁ ὑπατος δικαστὴς δικάζων κατ' ἔφεσιν, ἐνίοτε ὅμως καὶ εἰς πρῶτον βαθμὸν, πολιτικὰς καὶ ποινικὰς ὑποθέσεις².

Εἰς τὰ λοιπὰ πλὴν τοῦ ἡγεμονικοῦ δικαστήρια τὸ πολυμελὲς τῶν δικαστῶν εἶναι ὁ κανὼν κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Συνταγματίου. Ἡ τήρησις κωδίκων καὶ ὠρισμένων διατυπώσεων κατὰ τὴν δημοσίευσιν καὶ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν δικαστικῶν αποφάσεων εἶναι ἐπίσης χαρακτηριστικὰ τοῦ συστήματος. Ἡ συγκέντρωσις δὲ πλὴν τῶν δικαστικῶν καὶ διοικητικῶν λειτουργιῶν εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῶν δικαστηρίων ὑπενθυμίζει ἡμᾶς πάλιν βυζαντινὰ συστήματα.

Κατὰ τὸ Συνταγμάτιον³ αἱ πολιτικαὶ ὑποθέσεις ἐκδικάζονται ὑπὸ δύο ἰσοβαθμίων δικαστηρίων, τῶν «*δευτέρων δεπαρταμέντων*». Αἱ αποφάσεις δὲ τῶν δικαστηρίων τούτων δύνανται νὰ ἐκκληθῶσιν εἰς ἀνώτερον δικαστήριον, τὸ «*τῶν βελίτζηδων ἀρχόντων*». Ἀνεξάρτητος πρὸς τὴν πολιτικὴν ταύτην δικαιοδοσίαν εἶναι ἡ ἀρμοδιότης τοῦ «*τρίτου δεπαρταμέντου τῶν ἐγκληματικῶν*», δικαστηρίου ἐκδικάζοντος ποινικὰς μόνον ὑποθέσεις. Τέλος

¹ Πρβλ. γενικῶς διὰ τὸν παραλληλισμὸν τῆς κατὰ τὸ Συνταγμάτιον δικαστηριακῆς ὁργανώσεως πρὸς τὴν βυζαντινὴν τοιαύτην τὴν ἐν ZACHARIAE V. LINGENTHAL, *Geschichte*, § 84, σ. 353 ἐπ. ἔκθεσιν τοῦ βυζαντινοῦ δικονομικοῦ συστήματος.

² Κατὰ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΝ (Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας, 3, σ. 411) ὁ ἡγεμὼν μεταξὺ ἄλλων ἔχει καὶ τὸ δικαίωμα «*νὰ εἶναι κριτὴς ἀνώτατος*» δηλαδὴ ὅλαι αἱ τῶν λοιπῶν κριτηρίων αποφάσεις νὰ τελειώνουν εἰς «*τὸ Διβάνι του, τουτέστιν εἰς τὸ κριτήριόν του, καὶ ἐσχάτως νὰ ὑπευθύνωνται*» ἢ δὲ ἀπόφασις τοῦ κριτηρίου «*του νὰ εἶναι νόμος ἀνεύθυνος εἰς ἄλλο κριτήριον, δηλαδὴ νὰ μὴν ὑπόκειται εἰς ἄλλον κριτηρίου ἀνάκρισιν*».

³ Σχετικαὶ μὲ τὴν δικονομίαν εἶναι αἱ διατάξεις τῶν τίτλων I, XV, XVII, XVIII, XXVIII, XXIX, XL τοῦ Συνταγματίου. Εἰς τὰς ἐπομένας παραγράφους γίνεται ἀκριβὴς παραπομπὴ εἰς τὰς κατ' ἰδίαν διατάξεις.



ἕτερα δύο δικαστήρια ἐκδικάζουσιν εἰδικὰς ὑποθέσεις· οὕτω τὸ δικαστήριον «τῆς σπαθαρίας» κρίνει ἐπὶ τῶν μεταξὺ στρατιωτικῶν ἀναφυομένων ὑποθέσεων, τὸ δὲ «τῆς ἀτζίας» ἐκδικάζει ὑποθέσεις ἀστυνομικῆς φύσεως, ἀφορώσας ἰδίως εἰς τὴν «εὐθηνίαν», τὴν εὐταξίαν τοῦ παζαρίου» κλπ., [ἀμφοτέρων δ' αἱ ἀποφάσεις ἐκκαλοῦνται ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου τῶν «βελίτζηδων ἀρχόντων».

Αὕτη εἶναι ἡ τακτικὴ¹ δικαιοδοσία. Πλὴν ταύτης ὅμως τὸ Συνταγματικόν ὁρίζει καὶ πλείονα κατώτερα δικαστήρια καὶ δὴ τοὺς κριτὰς τῶν «καδιλικίων» καὶ τὸ ἀνώτατον ἡγεμονικὸν δικαστήριον, τὸ «αὐθεντικὸν διβάνι». Περὶ ἐκάστου τῶν δικαστηρίων τούτων ἀμέσως κατωτέρω γίνεται εἰδικὸς λόγος. Ἡ ἐκτιθεμένη δὲ δικαστηριακὴ ὁργάνωσις ἐκράτησε καὶ μετὰ τὴν ἡγεμονίαν τοῦ Ὑψηλάντη ἐπὶ τοσοῦτον, ὥστε εἰς τὸν Βλαχικὸν κώδικα δὲν περιελήφθησαν πλέον σχετικαὶ διατάξεις.

37.— Κριταὶ τῶν καδιλικίων. Εἰς τὸν XV τίτλον ὁ συντάκτης τοῦ Συνταγματικοῦ ἀποδίδει εἰς τὴν πρόθεσίν του νὰ ἀπαλλάξῃ τοὺς κατοίκους τῶν ταλαιπωριῶν τῶν μετακινήσεων καὶ νὰ ἐλαφρύνῃ τὰ καθήκοντα τῶν διοικητῶν (ἰσπραβνίκων) τὸ γεγονός, ὅτι εἰς ἐκάστην ἐπαρχίαν (καδιλίκι) κατέστησε κριτὴν, «διὰ νὰ κρίνῃ τὰς διαφορὰς τῶν ἡλακουϊτόρων καὶ νὰ τὰς ἀποφασίσῃ δικαίως». Βέβαιον ὅμως φαίνεται ὅτι διὰ τοῦ διορισμοῦ κριτοῦ εἰς ἐκάστην ἐπαρχίαν ὁ ἡγεμὼν ἀπέβλεψε νὰ θέσῃ τέρμα εἰς τὰς καταχρήσεις τῶν διοικητικῶν ὑπαλλήλων. Οἱ ὑπάλληλοι αὐτοί, καὶ συγκεκριμένως οἱ ἰσπράβνικοι², διετήρησαν, εἶναι ἀληθές, καὶ δικαστικὴν ἐξουσίαν³, ἐκ διατάξεων ὅμως τοῦ Συνταγματικοῦ⁴ σαφῶς διαφαίνεται ἡ δυσπιστία, ἣν ὁ ἡγεμὼν εἶχε πρὸς ἐκείνους.

Ἡ ἀρμοδιότης τῶν κριτῶν τῶν καδιλικίων περιορίζεται ἐπὶ πολιτικῶν καὶ γεωργι-

¹ «Τακτικὰ κριτήρια» ἀποκαλεῖ ταῦτα τὸ χρυσόβουλλον τοῦ Ὑψηλάντη τοῦ Νοεμβρίου 1775.

² «Ἰσπράβνικοι», εὐγενεῖς βογιάροι τῆς δευτέρας τάξεως, εἶναι διοικηταὶ τῶν ἐπαρχιῶν (καδιλικίων). Βογιάροι κατ' ἀρχὰς ἦσαν οἱ πολεμισταί, εἴτα οἱ μεγάλοι ἰδιοκτῆται καὶ εὐγενεῖς κατ' ἀντίθεσιν πρὸς τοὺς ἀστούς, τοὺς δουλοπαροίκους καὶ τοὺς δούλους, διεκρίνοντο δὲ ἐν Βλαχίᾳ εἰς τρεῖς τάξεις. Πρβλ. λεπτομερείας ἐν Ν. ΒΛΑΡΑΜΒΕΡΓ, *Essai* κλπ. σ. 227 ἐπ., Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, *Ἱστορία*, 3, σ. 455 ἐπ. καὶ ἐν σ. 509 εἰδικῶς περὶ ἰσπραβνίκων.

³ Οὕτω δικαστικὴν ἐξουσίαν ἔχουσιν οἱ ἰσπράβνικοι ἐπὶ φορολογικῶν ὑποθέσεων. Συντ. XVII, ζ'. Ὁλόκληρος ὁ τίτλος περιέχει σειρὰν διατάξεων ἐξασφαλιστικῶν κατὰ τῆς ἀπληστίας τῶν ἰσπραβνίκων, πρᾶγμα ὅπερ σαφῶς ἀποδεικνύει τὰς διαθέσεις τοῦ ἡγεμόνος πρὸς τοὺς τοπικοὺς τούτους διοικητάς.

⁴ Λ. χ. XV, ια' «νὰ ἔχουν ἄδειαν καὶ οἱ ἰσπράβνικοι νὰ κρίνουν, καὶ ὅταν οἱ ἰσπράβνικοι δὲν καταγίνονται εἰς ἄλλας ὑποθέσεις τοῦ καδιλικίου τους, ὁ διορισμένος κριτὴς μαζὴ μὲ αὐτοὺς νὰ θεωρῇ τὰς κρίσεις, συνερχόμενοι εἰς ἓν, παρὰ ἃν τύχῃ ἐμπόδιον ἢ δυσκολία τις». Ἡ διάταξις ἀποδεικνύει τὴν δυσπιστίαν τοῦ ἡγεμόνος πρὸς τοὺς κατὰ τόπους διοικητάς, εἰς τοὺς ὁποίους παρέχει μὲν δικαστικὴν ἀρμοδιότητα, ἀσκουμένην ὅμως ἀπὸ κοινοῦ μετὰ τῶν δικαστῶν. Κατὰ πόσον ὅμως τὸ σύστημα τοῦτο ἐφηρμόσθη ἐν τῇ πράξει εἶναι πολὺ ἀμφίβολον. Ἐκ τοῦ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ (*Ἱστορία*, 3, 538) πληροφορούμεθα ὅτι «... διορίζεται δὲ καὶ εἰς ἕκαστον θέμα ἀπὸ ἑνὸς ζουδεκατόρος (κριτῆς) διὰ παραμικρὰς ὑποθέσεις, ὅστις σημαίνει ὡς ὁ ὁρμὰν Καδῆς εἰς Τουρκίαν· ἀλλ' οὔτε θεωρεῖ σχεδὸν κρίσεις αὐτός, εἰ μὴ ἀπολαμβάνει μηνιαῖον μισθὸν διὰ ἔλεος...»



κῶν¹, ἀποκλειομένων τῶν ποινικῶν, ὑποθέσεων. Διὰ τὰς τελευταίας ἀρμόδιον εἶναι τὸ ἐν Βουκουρεστίῳ ἐδρεῦον ποινικὸν δικαστήριον, τὸ κριτήριον τῶν ἐγκληματικῶν, πρὸς τὸ ὁποῖον οἱ ἱσπράβνικοι τῶν ἐπαρχιῶν ὑποχρεοῦνται νὰ παραπέμπουν τοὺς ἐγκληματοῦντας.

Ποινικὴν ἀρμοδιότητα ἔχει ὁ κριτὴς διὰ «*κανένα ἐλαφρὸν ἐγκλημα*» ἐκ τῶν μὴ ἀναφερομένων ἐν XV, γ', ἐφ' οὗ ἀποφασίζων καὶ ὀρίζων «*ἐγγράφως*» τὴν ποινὴν ἀποστέλλει τὸν καταδικασθέντα εἰς τὸν ἱσπράβνικον διὰ τὴν ἐκτέλεσιν αὐτῆς (XV, § θ').

Ὁ κριτὴς ὑποχρεοῦται εἰς τήρησιν εἰδικῶν κωδίκων, περιεχόντων «*ὅλα τὰ σενέτια κατὰ τάξιν ὅλων τῶν μοσιῶν ὅπου εὐρίσκονται εἰς ἐκεῖνο τὸ καδιλίκι*» (XV ε'), πρὸς τὸν σκοπὸν ἄρσεως πάσης ἀμφισβητήσεως τῶν τίτλων καὶ τῆς ὁροθεσίας τῶν ἀκινήτων. Εἰς εἰδικοὺς ὡσαύτως κώδικας καταγράφεται καὶ πᾶσα πρᾶξις τοῦ κριτοῦ, πλὴν ἂν ρητὴ διάταξις καθορίζῃ ἄλλως, ὡς λ.χ. προκειμένου περὶ διαθηκῶν, προικοσυμφώνων κλπ.² Εἰς τὴν τήρησιν τῶν κωδίκων καὶ τὴν καταγραφὴν τῶν πράξεων καὶ αποφάσεων τοῦ κριτοῦ εἶναι ἐμπειπιστευμένος γραμματεὺς («*λογοθετζέλος*» κατὰ XV, δ', ζ'), τὰς κατωτέρας δὲ ὑπηρεσίας τοῦ δικαστηρίου ἐκτελοῦσι δύο «*σλουζιτόροι*»³. Ὁ κριτὴς ἐξ ἄλλου δὲν ἔχει ἐκτελεστικὴν ἐξουσίαν, τὴν ὁποίαν μόνος ὁ ἱσπράβνικος διετήρησεν. Ὁ ἱσπράβνικος ἐκτελεῖ τὰς αποφάσεις τοῦ κριτοῦ καὶ λαμβάνει κατὰ XV, § η' τὸ προσδιωρισμένον δέκατον, «*ὁ δὲ κριτὴς νὰ εὐχαριστῇται μόνον εἰς τὸν λουφὲν ὅπου λαμβάνει ἀπὸ τὴν αὐθεντείαν*», ὁ ὁποῖος κατὰ τὸν Φωτεινὸν⁴ ἀνέρχεται εἰς 650 γρόσια μηνιαίως.

38.— *Τὰ δικαστήρια τῶν δεπαρταμέντων.* Ταῦτα εἶναι τὰ κατ' ἐξοχὴν τακτικὰ δικαστήρια πρώτου βαθμοῦ καὶ εἶναι τρία, ἐξ ὧν τὰ δύο δικάζουσι πολιτικὰς ὑποθέσεις, τὸ δὲ τρίτον ποινικὰς.

Τὰ δύο πολιτικὰ δικαστήρια, τὰ ἐν Συνταγματίῳ (τίτλῳ III) ἀποκαλούμενα «*δεύτερα δεπαρταμέντα*», κατὰ τὸ χρυσόβουλλον τοῦ Νοεμβρίου 1775 «*ἔχουν νὰ κρίνουν καὶ ἀνακρίνουν τὰς ὑποθέσεις καὶ διαφορὰς ὅπου ἀνάγονται εἰς τὰ πράγματα καὶ ἐνοχάς*». Συγκροτοῦνται ταῦτα ἐξ εὐγενῶν τῆς πρώτης τάξεως⁵, εἶναι δὲ μεταξύ των ἰσοβάθμια, ὀριζομένου ἐν τίτλῳ III, β' ὅτι «*ἡ ὑπόθεσις ὅπου ἀρχίζει εἰς τὸ ἓνα κριτήριον νὰ μὴ τὴν ἀναδέχεται τὸ ἄλλο, καὶ νὰ τὴν τελειώσῃ, ἐπειδὴ ὅπου ἡ προκάταρξις, ἐκεῖ καὶ τὸ τέλος ὀφείλει γίνεσθαι*». Ἀμφότερα τὰ δικαστήρια συνεδριάζουσιν ἐν τῷ ἡγεμονικῷ ἀνακτόρῳ

¹ Συντ. XV, β', ιβ'. Κατὰ XV, γ' ἐπὶ πραγματικῶν ἢ χρηματικῶν ὑποθέσεων. Κατὰ XV, ι' ἐκδικάζει καὶ πάσας τὰς ἐκ τῆς δεκάτης καὶ τῆς εἰσπράξεως αὐτῆς προκυπτούσας διαφορὰς.

² Συντ. XV, ζ'. Πρβλ. ἀνωτ. σ. 98 ἐπ., 99 σημ. 1, 2.

³ Ρουμανιστὶ *slujitori* = κατώτεροι ὑπηρέται, στρατιῶται. Βλ. Συντ. XV, ζ'.

⁴ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία, 3, σ. 538 ἐπ.

⁵ Ὁ ἀριθμὸς αὐτῶν φαίνεται ὅτι ἐποίκιλλε μεταξὺ 7-8 (ἐξ οὗ «*δεπαρταμέντον τῶν ἐπτά*» καὶ «*δεπαρταμέντον τῶν ὀκτώ*»), τούτων δὲ οἱ μὲν ἦσαν «*εἰδήμονες καὶ νομικοί*», οἱ δὲ διωρίζοντο «*δι' ἔλεος*», δηλαδὴ τιμητικῶς καὶ χάριν τοῦ μισθοῦ, ὅστις ἔφθανε μέχρι 1400 γροσίων κατὰ μῆνα. Πρβλ. Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, ἐνθ' ἀν. σ. 539 ἐπ. Αὐτόθι ἀναφέρεται καὶ «*δεπαρταμέντον τῶν ξένων*», τὸ ὁποῖον ἐδίκαζε τὰς μεταξὺ Ἑλλήνων καὶ Βλάχων καὶ ἀλλοδαπῶν γεννωμένας διαφορὰς.



καθ' ἐκάστην πλὴν τῶν Κυριακῶν, ἑορτῶν καὶ τῶν ἐν τίτλῳ XL τοῦ Συνταγματίου ὁρισμένων ἀπράκτων ἡμερῶν, οἱ μετέχοντες δὲ αὐτῶν δικασταὶ δύνανται μετ' εὐδόκιμον ὑπερεσίαν εὐχερέστερον νὰ προαχθοῦν εἰς μεγαλύτερα ἀξιώματα (III, α').

Ἀνεξάρτητον τῶν δύο αὐτῶν δεπαρταμέντων εἶναι τὸ «*τρίτον δεπαρταμέντον τῶν ἐγκληματικῶν*», περὶ οὗ πραγματεύεται ὁ τίτλος IV τοῦ Συνταγματίου. Συγκροτεῖται τὸ δικαστήριον τοῦτο ἀπὸ «*ξεχωριστοὺς*» ἄρχοντας κατὰ τὸ χρυσόβουλλον τοῦ Νοεμβρίου 1775, ἀπὸ τοὺς β' καὶ γ' ἁρμάσην καὶ ἀπὸ κατώτερα ὄργανα, «*ἁρμασέλλους, ζαπτιζῆδες, λογοθετζέλους καὶ ὅσους ἄλλους ἀναγκαίους*»¹. Οἱ β' καὶ γ' ἁρμάσηδες εἶναι ἀξιωματοῦχοι, τελοῦντες ὑπὸ τὰς διαταγὰς τοῦ μεγάλου ἁρμάση, ὅστις ἦτο εὐγενὴς ἄρχων², γενικὸς ἐπιθεωρητὴς καὶ διοικητὴς τῶν φυλακῶν, τοῦ πυροβολικοῦ καὶ τῆς πολεμικῆς μουσικῆς, ὡς καὶ ἐπόπτης τῶν ἀτσιγγάνων. Οἱ λογοθέται ἢ λογοθετζέλοι ἦσαν οἱ γραμματεῖς, οἱ δὲ ζαπτιζῆδες τὰ κατώτερα ἐκτελεστικὰ ὄργανα, περὶ ὧν πάντων εἰδικὸς γίνεται ἐν τοῖς ἐπομένοις λόγος. Τὸ δεπαρταμέντον τῶν ἐγκληματικῶν ἐκδικάζει ποινικὰς ὑποθέσεις, ὡς καὶ τὰς διαφορὰς τῶν ἀτσιγγάνων, συνεδριάζει δὲ καὶ αὐτὸ εἰς τὰ ἀνάκτορα τοῦ ἡγεμόνος³ καθ' ἐκάστην πλὴν τοῦ Σαββάτου, τῆς Κυριακῆς, τῶν μεγάλων ἑορτῶν καὶ τῶν ἀπράκτων ἡμερῶν.

39.— *Κριτήρια τῆς σπαθαρίας καὶ τῆς ἀτζίας*. Ἀμφότερα ταῦτα ἔχουσιν εἰδικὴν ἀρμοδιότητα.

Ὁ μέγας σπαθάρης (vel Spătar) εἶναι ἐκ τῶν βογιάρων τῆς πρώτης τάξεως⁴, ἀρχηγὸς τοῦ στρατοῦ τοῦ ἡγεμόνος καὶ ἀνώτερος διοικητὴς τῆς πόλεως τοῦ Βουκουρεστίου. Τὸ σπουδαιότατον τοῦτο ἀξίωμα ἦτο πολὺν κερδοφόρον κατὰ τοὺς ἀρχαιοτέρους χρόνους, περιεβάλλοντο δ' αὐτὸ διάσημα ἔμπιστα τοῦ ἡγεμόνος πρόσωπα.

Ὁ μέγας σπαθάρης, ἔχων παρ' αὐτῷ καὶ «*λογοθέτην*» ὡς γραμματέα, ἀποτελεῖ τὸ δικαστήριον τῆς σπαθαρίας, τὸ ὁποῖον ἐκδικάζει κυρίως μὲν ποινικὰς στρατιωτικὰς, ἀλλὰ καὶ ἀστικοῦ δικαίου, διαφορὰς, ὅταν αὗται συμβαίνωσιν ἐν συνοικισμῷ τινι, διότι τὸ δικαστήριον τοῦτο κατεστάθη «*τὸ μὲν διὰ τὴν εὐκολίαν καὶ ἀνάπανσιν τῶν ἐγκατοίκων*» ἐὐτελῶν, τὸ δὲ καὶ περισσότερον διὰ τὴν καλὴν εὐνομίαν καὶ εὐταξίαν τῶν μαχαλέδων» (XIII, α').

Εἰδικὴν ὡσαύτως ἀρμοδιότητα ἔχει καὶ τὸ κριτήριον τῆς ἀτζίας (τίτλος XIV). Κριτὴς

¹ Κατὰ ΦΩΤΕΙΝΟΝ (αὐτ. 540) οἱ δικασταὶ εἶναι 6-8, ἐξ ὧν οἱ τρεῖς «*εἶναι παντοτεινοὶ ὡς εἰδήμονες*» καὶ οὐχὶ ἐκ τῶν τυχόντων».

² Κατὰ ΦΩΤΕΙΝΟΝ (3, σ. 504), ἦτο ἄρχων τῆς τρίτης τάξεως. Κατὰ τὸν Ν. BLARAMBERG (Essai, σ. 251) ὅμως ἦτο ἄρχων τῆς δευτέρας τάξεως, ἔχων ὑπὸ τὰς διαταγὰς του πλὴν τῶν πυροβολητῶν καὶ τῶν μουσικῶν καὶ 40 «*ἁρμάσηδες*».

³ Οὕτω χρυσόβουλλον Νοεμβρίου 1775.

⁴ Δέκατος κατὰ σειρὰν κατὰ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΝ, ἐνθ' ἄνωτ. σ. 473 ἐπ. Τούναντίον πέμπτος κατὰ Ν. BLARAMBERG, σ. 274 ἐπ. Αὐτόθι καὶ πλείονες πληροφορίες περὶ τοῦ ἀξιώματος.



ἐν αὐτῷ εἶναι ὁ ἄγας¹, ὁ ἐμπειστευμένος μὲ τὴν ἀστυνομικὴν ἐξουσίαν καὶ τὴν ἐποπτείαν τῆς ἀγορᾶς τοῦ Βουκουρεστίου ἄρχων, ὅστις πρὸς δῆλωσιν τοῦ ἀξιωματός του κρατεῖ ἀργυρᾶν ράβδον, δικάζει δὲ τὰς ἐν τῇ ἀγορᾷ γεννωμένας διαφοράς, ὡς καὶ τὰς αἰσχροκερδεῖς παραβάσεις τῶν ἐμπόρων.

Αἱ ἀποφάσεις ἀμφοτέρων τῶν δικαστηρίων δὲν ἦσαν ἀνέκκλητοι, ἀλλ', ὅπως καὶ τῶν δικαστηρίων τῶν δεπαρταμένων, ἠδύναντο νὰ ἐκκληθοῦν ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου τῶν βελίτζηδων ἀρχόντων ἢ τοῦ αὐθεντικοῦ διβανίου, περὶ ὧν ἀμέσως κατωτέρω γίνεται λόγος.

40.— Κριτήριον τῶν βελίτζηδων. Τοῦτο συγκροτεῖται «ἀπὸ ἄρχοντας τῆς πρώτης πεντάδος μαζίληδες»², εἰδικώτερον δὲ τοῦτο ἀποτελοῦσιν «οἱ βελίτζηδες, χάλια» δηλαδή, καὶ οἱ διοριζόμενοι τρεῖς μαζίληδες ἄρχοντες βελίτζηδες»³.

Τὸ ἀνώτερον τοῦτο δικαστήριον, εἰς τὸ ὁποῖον παρίστανται καὶ οἱ β' καὶ γ' λογοθέται⁴, ὡς καὶ κατώτεροι λογοθετζέλοι, ζαπτζήδες καὶ βορνιτζέλοι⁵, δικάζει ὑποθέσεις εἰς δεύτερον βαθμόν. Συνεδριάζει ἐν τῷ ἀνακτόρῳ τοῦ ἡγεμόνος καθ' ἐκάστην πλὴν τῆς Πέμπτης, Κυριακῆς καὶ τῶν ἀπράκτων ἡμερῶν, ἐνίοτε δὲ καὶ ἐν τινὶ οἰκίᾳ τῶν δικαστῶν καὶ δὴ καὶ μετὰ τὸ γεῦμα εἰς τρόπον, ὥστε νὰ ἐκδικάζωνται τὸ ταχύτερον αἱ ὑποθέσεις (τίτλ. II, § γ'). Πρὸς τὸν σκοπὸν δὲ τοῦτον οἱ δικασταὶ τοῦ κριτηρίου αὐτοῦ δύνανται »(II, § γ') «νὰ διορίζουν μὲ πιτάκι τους ὑποθέσεις εἰς τὰ κατώτερα κριτήρια ὅπου νὰ θεωρῶνται ἐκεῖ» αὐταί.

41.— Αὐθεντικὸν διβάνι. Εἶναι τοῦτο τὸ ἀνώτατον δικαστήριον, τὸ ὕπατον κριτήριον τοῦ ἡγεμόνος⁶. Διὰ τὴν σύγκλησιν καὶ ἐν γένει τὴν συγκρότησιν αὐτοῦ φροντίζουν μεγάλοι λογοθέται, λογοθέται, ζαπτζήδες κλπ. κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ χρυσοβούλλου

¹ Ὁ ἄγας (vel Aga) φέρει τὸ τουρκικὸν ὄνομα τοῦ «ἀγᾶ», εἶναι δὲ κυρίως ὁ ἐν τῇ αὐλῇ τοῦ σουλτάνου ἀξιωματοῦχος «Σταμπὸλ ἐφενδισή». Πρβλ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία, 3, σ. 488 ἐπ. καὶ ἐν σ. 541 περὶ τοῦ κριτηρίου τῆς Ἀτζίας. Βλ. καὶ N. BLARAMBERG, ἐνθ' ἄνωτ. σ. 248.

² Οὕτω χρυσοβούλλον τοῦ 1775.

³ Συντ. II, α'. Βελίτζηδες (velitii boieri) εἶναι οἱ βογιάροι τῶν πρώτων βαθμῶν, «χάλια» δὲ ἀποκαλοῦνται οὗτοι, ὡσάκις ἀσκοῦσι λειτουργίαν τινὰ (ἐκ τοῦ τουρκικοῦ hala' πρβλ. M. GREGORIAN, Syntagmation κλπ. σ. 20), κατ' ἀντίθεσιν πρὸς τοὺς «μαζίληδες», οἵτινες οὐδέποτε εἶχον ὀφφίκιον τι. Πρβλ. Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, Ἱστορία, 3, σ. 351, σημ. α'.

⁴ Οἱ β' καὶ γ' λογοθέται ἦσαν ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγὰς τοῦ μεγάλου λογοθέτου.

⁵ Οἱ βορνιτζέλοι ἐτέλουν ὑπὸ τὰς διαταγὰς τοῦ βορνίκου, ἀνωτέρου δικαστοῦ καὶ ἄρχοντος τῆς πρώτης τάξεως τῶν βογιάρων. Οἱ βορνιτζέλοι ἀνασυνεστάθησαν ἐπὶ Ὑψηλάντῃ «διὰ τὴν περιμάζωξιν» τῶν ζόφων καὶ τὸ ἀβλαβὲς τῶν σπαρτῶν». Περὶ αὐτῶν διαλαμβάνει εἰδικὸς τίτλος τοῦ Συνταγματίου, ὁ XVIII, οὗ παρέλκει ἐνταῦθα ἰδιαίτερα ἀνάπτυξις.

⁶ Ὁ Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΣ, Ἱστορία, 3, σ. 541, περιγράφει ὡς ἐξῆς τὰ περὶ διβανίου «... ὁ ἴδιος ἡγεμὼν» συμπαρεδρεῖ εἰς ταύτας τὰς συνελεύσεις, διὰ νὰ φυλάττεται ἀκριβέστερον ἡ δικαιοσύνη. Ὁ Μητροπολίτης, «οἱ ἐπίσκοποι (ἂν εἶναι εἰς Βουκουρεστίον) καὶ οἱ πρώτιστοι ἄρχοντες, οἵτινες καλοῦνται Βελίτζιδες, συνεδριάζουν εἰς τὸ Διβάνι» προεξάρχεται ὁμοῦς ὁ Μητροπολίτης, ὅπου κάθηται καὶ ὁ ἡγεμὼν ἐπὶ θρόνον, καὶ



τοῦ 1775. Χαρακτηριστικῶς ὁρίζεται εἰς αὐτὸ οἱ διάδικοι νὰ μὴ προσέρχωνται εἰς τὸ δικαστήριον ἀπαράσκευοι, ἀλλ' οἱ μεγάλοι λογοθέται νὰ φροντίζουν, ὅπως ἡ διαφορὰ εἶναι πλέον ὥριμος διὰ τὴν ἐκδίκασιν ὑπὸ τοῦ ἡγεμόνος «καὶ νὰ μὴ τολμᾷ τινες τῶν ἀντιδιαφερομένων νὰ εἰπῇ ὅτι: μὲ λείπεται τοῦτο τὸ ἔγγραφον ἢ ἐκεῖνος ὁ μάρτυρας, ὥσάν ὁποῦ ὁ τοιοῦτος ἔχει νὰ ἀποβάλλεται καὶ οἱ μεγάλοι λογοθέται νὰ ἐρυθριάζωσι διὰ τὴν ἀμέλειαν καὶ ἀπροσεξίαν τους».

Τό τε χρυσόβουλλον τοῦ Νοεμβρίου 1775 καὶ τὸ Συνταγμάτιον εἰς τὸν πρῶτον τίτλον του ὁρίζουσι λεπτομερῶς τὰ τῆς λειτουργίας τοῦ διβανίου. Συνεδριάζει τοῦτο τρεῖς τῆς ἐβδομάδος, Δευτέραν, Τετάρτην καὶ Σάββατον, τὴν δὲ Παρασκευὴν μόνον, «ἂν εἶναι κρίσεις πολλαὶ» (Συντ. Ι, γ' καὶ δ'). Ἐκ τῶν δικασίμων τούτων ἡμερῶν ἡ Δευτέρα καὶ ἡ Τετάρτη εἶναι ἀφιερωμέναι εἰς τὴν ἐκδίκασιν τῶν εἰς πρῶτον βαθμὸν ἢ τῶν ἐκκαλουμένων ἀστικῶν δικῶν, τὸ δὲ Σάββατον δικάζονται αἱ ποινικαὶ ὑποθέσεις (Συντ. Ι, α' καὶ δ'). Ἐκκαλοῦνται δ' αἱ ἀποφάσεις πάντων τῶν δικαστηρίων, ὡς καὶ τοῦ δευτεροβαθμίου κριτηρίου τῶν βελίτζηδων.

Β' ΤΑ ΚΑΤΑ ΤΗΝ ΔΙΚΗΝ ΠΡΟΣΩΠΑ

Τὰ πλεῖστα ἐκ τῶν εἰς τὴν δίκην μετεχόντων προσώπων, κριταί, βεκίληδες, ζαπτζήδες, λογοθέται κλπ., ἐμνημονεύθησαν παρεμπιπτόντως εἰς τὰς προηγουμένας παραγράφους. Εἰς τὰς ἐπομένας ἐξετάζεται ἕκαστον τούτων ἰδιαίτερος καὶ ἐκτίθεται ἡ σημασία αὐτοῦ ἐν τῇ δίκῃ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Συνταγματίου.

42.— Κριταί. Δὲν ὑπάρχει ἴδιον σῶμα δικαστῶν, ἀλλὰ πλὴν τῶν κριτῶν τῶν καδιλικίων εἰς τὰ λοιπὰ δικαστήρια διορίζονται οἱ εὐγενεῖς βογιάροι τῶν δύο πρώτων κυρίως τάξεων. Ἐκ τῶν ἀρχόντων αὐτῶν ὁ μέγας λογοθέτης, ὁ τρόπον τινὰ καὶ πρωθυπουργὸς τοῦ ἡγεμόνος, ἔχει καὶ τὴν ἀνωτάτην διεύθυνσιν τῶν τῆς δικαιοσύνης πραγμάτων, εἶναι σφραγιδοφύλαξ καὶ γενικὸς ἐπίτροπος τοῦ ἡγεμόνος εἰς τὰς ἐκκλησιαστικὰς δίκας, τέλος δὲ αὐτὸς ὁ ἴδιος καὶ δικαστής¹. Ὁ μέγας βόρνικος, ὁ μέγας σπαθάρης, ὁ μέγας ἀρμάσης, ὁ ἄγας, οἱ βόρνικοι, ἱσπράβνικοι, λογοθέται κλπ. εἶναι πάντες ἄρχοντες ἐνεργῶς μετέχοντες εἰς τὴν ἀπονομὴν τῆς δικαιοσύνης.

Ὁ τίτλος V τοῦ Συνταγματίου περιέχει ὁδηγίας τινάς, κατὰ τὰς ὁποίας οἱ κριταὶ «τρόπον τινὰ εἶναι ἀνώτερος τούτου τοῦ ὑπεριάτου βουλευτηρίου, ἐπειδὴ δύναται νὰ ἀνατρέψῃ τὰς τῶν ἀρχόντων Βελίτζιδων κρίσεις, ὅταν τὰς εὖρη ψευδεῖς καὶ ἐναντίας τῶν νόμων, ἢ ὅταν τὸ ἴδιόν του συμφέρον, ἢ ἡ φαντασία του ἤθελαν τὸν ὑπαγορεύσῃ νὰ τὰς ὑποθέσῃ τοιαύτας· ὁ μέγας Μπάνος, οἱ δύο μεγάλοι Βόρνικοι τῆς ἄνω καὶ κάτω τζάρας, οἱ δύο μεγάλοι Λογοθέται τῆς ἄνω καὶ κάτω τζάρας, καὶ ὁ μέγας Βιστιάρης εἰσὶ μέλη ἢ σύμβουλοι τοῦ ἡγεμόνος· διότι ἀγκαλὰ συνεδριάζωσι καὶ πλεῖστοι, δὲν ἡμπορεῖ πλὴν τινὰς νὰ τοὺς στοχασθῇ τούτους, παρὰ ὡς ὑπαλλήλους, καὶ ὡς ἀπλῶς συνέδρους· ὅθεν ὅλαι αἱ ὑποθέσεις σχεδὸν εἰς τοῦτο τὸ κριτήριον κατανιῶσι διὰ προσκλήσεως, καὶ εἰς τοῦτο λαμβάνουν τὸ τέλος των».

¹ Πρβλ. Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, αὐτ. σ. 464 ἐπ. Διὰ τὸ ὑπουργεῖμα τοῦ λογοθέτου ἐν Βυζαντίῳ βλ. Κ. Μ. ΡΑΛΛΗ, Περὶ τοῦ ἀξιώματος τοῦ λογοθέτου κατὰ τὸ δίκαιον τῆς ὀρθοδόξου ἀνατολικῆς ἐκκλησίας.



πρέπει να απονέμουν το δίκαιον. Αί οδηγίαι αὗται εἶναι κατὰ τὸ πλεῖστον ἀντιγραφὴ τῶν διατάξεων τοῦ χρυσοβούλλου τοῦ 1775, τὸ ὁποῖον ἐπανελάβε διατάξεις παλαιότερων, ὑπὸ βυζαντινὴν ἐπίδρασιν συντεταγμένων, συλλογῶν¹. Κατὰ τὸ χρυσόβουλλον οἱ εἰς τὰ τέσσαρα τακτικὰ δικαστήρια διοριζόμενοι κριταὶ εἶναι ἄρχοντες «εἰδήμονες τῶν τε νόμων καὶ τῶν τοπικῶν συνηθειῶν» καὶ μισθοδοτοῦνται ὑπὸ τοῦ ἡγεμονικοῦ ταμείου². Ἐλέχθη ὅμως ἤδη εἰς τὰς προηγουμένας παραγράφους ὅτι πλὴν αὐτῶν καὶ ἄλλοι ἄρχοντες μετεῖχον τῆς ἀπονομῆς τῆς δικαιοσύνης ὅχι διὰ τὰς νομικὰς αὐτῶν γνώσεις, ἀλλὰ «δι' ἔλεος», ἥτοι χάριν τοῦ μισθοῦ καὶ τῶν τιμητικῶν διακρίσεων.

Ἐξαγγέλλον τὸ Συνταγμάτιον τὴν ἰσότητά μεταξὺ τῶν κριτῶν ἐκάστου πολυμελοῦς δικαστηρίου ὁρίζει (V, δ') ὅτι «οἱ κριταὶ μὲ κοινὴν ἐξέτασιν καὶ στοχασμὸν καὶ μὲ κοινὴν γνώμην νὰ ἀποφασίζουσιν χωρὶς νὰ στοχάζεται τινὰς ἐξ αὐτῶν πῶς εἶναι κύριος τῆς ἀποφάσεως, ἢ ἀνώτερος ἀπὸ τοὺς ἄλλους ἐπάνω εἰς τὰς κρίσεις». Διὰ τὴν εὐπρεπῆ καὶ δικαίαν ἀπονομήν τῆς δικαιοσύνης τὸ Συνταγμάτιον περιέχει ἐξ ἄλλου εἰς τὸν αὐτὸν τίτλον (V) πολλὰς διατάξεις, μεταξὺ τῶν ὁποίων εἶναι ἀξία ἰδιαιτέρας ἐξάρσεως ἡ σύστασις, ὅπως οἱ δικασταὶ φέρωνται μετὰ προσηνείας πρὸς τοὺς δικαζομένους (§ β), ἡ καθιέρωσις τῆς ἀπολύτου ἐλευθερίας τοῦ λόγου (§ γ'), ἡ ποινὴ τῆς δωροληψίας (§ ζ') καὶ ἡ πλήρης ἀνεξαρτησία τοῦ δικαστοῦ (§ θ'), ἀπάσας ἀποκτήματα φιλελευθέρων χρόνων, ἀποδεικνύουσας δὲ τὴν συγχρονισμένην πρὸς τὰ φιλοσοφικὰ ρεύματα τῆς ἐποχῆς διάθεσιν τοῦ ἡγεμόνος. Ἐπειδὴ δ' ἐνταῦθα δὲν εἶναι δυνατόν νὰ γίνῃ ἐκτενέστερος ἐπὶ τούτων λόγος ἔνεκα τῶν περιορισμένων ὁρίων τῆς παρούσης μελέτης, διὰ τὰς λεπτομερείας παραπέμπομεν τὸν ἀναγνώστην εἰς τὸν τίτλον V τοῦ Συνταγματίου.

43.— *Διάδικοι, συνήγοροι, λογοθέται, ζαπτιζήδες.* Πολλὰς συστάσεις εὐπρεποῦς τῶν διαδίκων παραστάσεως ἐπὶ δικαστηρίου περιέχει πλὴν τοῦ χρυσοβούλλου τοῦ 1775 καὶ τὸ Συνταγμάτιον ἐν τίτλῳ VII. Ἡ συστολή, ἡ εὐπείθεια, ἡ ταπεινότης εἶναι ἀρχαί, τὰς ὁποίας καὶ νομοθετικῶς κυρώνει ἡ § ζ' τοῦ τίτλου τούτου «ἐπειδὴ ἡ κρίσις εἶναι τοῦ Θεοῦ». Εἰς τὸν αὐτὸν δὲ τίτλον ἀπειλοῦνται ποιναὶ κατὰ τοῦ πειρωμένου νὰ ἐπηρεάσῃ δι' ἰσχυροῦ τινος προσώπου (§ δ') ἢ διὰ δώρων (§ θ') κλπ. τοὺς δικαστάς, ὡς καὶ κατὰ τοῦ ἐξυβρίζοντος τὸ δικαστήριον διαδίκου (§ ς'). Σημαντικὴ εἶναι ἡ διάταξις (§ β'), καθ' ἣν ὁ διάδικος δὲν ὑποχρεοῦται νὰ ἐγείρῃ ἀγωγὴν, ἀπαξ ὅμως ἡγείρε τοιαύτην, «ἀναγκάζεται νὰ τὴν τελειώσῃ», μὴ ἀναγνωριζομένου αὐτῷ οὕτω δικαιώματος παραιτήσεως ἀπὸ ταύτης. Ἐν § η' ὁρίζεται ὅτι, ἀφ' ἧς ἡ ἐκδίκασις τῆς ὑποθέσεως ἤρχισεν ἐν τινὶ δικαστηρίῳ, ὁ διάδικος δὲν δύναται νὰ «ἀναχωρήσῃ» ἐξ αὐτοῦ, ἀλλὰ μόνον μετὰ τὴν ἐκδίκασιν δύναται νὰ ἐκκαλέσῃ τὴν ἀπόφασιν τοῦ δικαστηρίου τούτου. Ἡ διάταξις αὕτη δὲν εἶναι βεβαίως εἰς βάρος τοῦ διαδίκου, τὸν ὁποῖον κατὰ τῶν τυχόν ἀτόπων ἀσφαλίζει

¹ Βλ. ἀντὶ ἄλλου τὸ Νομικὸν Πρόχειρον τοῦ ἐπισκόπου Καμπανίας Θεοφίλου, σ. 219 ἐπ. Τὸ Νομικὸν Πρόχειρον ἐξεδόθη, ὡς γνωστόν, κατὰ τοὺς αὐτοὺς, καθ' οὓς καὶ τὸ Συνταγμάτιον, χρόνους.

² Πληροφορίας περὶ τοῦ μισθοῦ αὐτῶν βλ. Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΥ, αὐτ. σ. 538 ἐπ.



ἡ § γ' παρέχουσα εἶδος δικαιώματος ἐξαιρέσεως τοῦ δικαστοῦ· «ὁ ἐναγόμενος δύναται νὰ ἀποφύγῃ ἀπὸ τὸν κριτὴν ἐκεῖνον ὅπου εἶναι ἐχθρὸς του, διὰ νὰ μὴ κριθῇ εἰς αὐτόν, ὅταν μόνος αὐτὸς διορίζεται νὰ τὸν κρίνῃ»¹.

Εἰς περιουσιακὰς δίκας οἱ διάδικοι δύνανται (Συντ. VII, §§ 1' - 1α') νὰ παρίστανται διὰ συνηγόρων, καλουμένων «βεκίληδων». Περὶ αὐτῶν τὸ Συνταγμάτιον πραγματεύεται ἐν τίτλῳ VI § α' καὶ β'. Ἐν τῇ § β' καθιερῶνται ἡ ὑποχρέωσις τῆς δι' ἐγγράφου ἢ δύο μαρτύρων ἀποδείξεως τῆς νομιμοποιήσεως τοῦ συνηγόρου ὡς πληρεξουσίου τοῦ διαδίκου. Ὅρίζεται δὲ ὅτι, ἂν ἡ πληρεξουσιότης εἶναι γενική, ἡ ἀπόφασις ἐκδίδεται ὑπὲρ αὐτοῦ τούτου τοῦ συνηγόρου ἢ κατ' αὐτοῦ. Τὸ τοιοῦτον ὅμως ἀντιτίθεται πρὸς τὸν κανόνα, ὃν θέτει ἡ § α' τοῦ αὐτοῦ τίτλου, καθ' ἣν δὲν καταδικάζεται ὁ βεκίλης «ὅπου ἐπαραστάθῃ» εἰς τὸ κριτήριον, ἀλλ' ὁ «πρωτότυπος», ἐκεῖνος δηλαδὴ «ὅπου τὸν ἔκαμε βεκίλην».

Λογοθεῖται καὶ λογοθετίζέλοι εἶναι οἱ εἰς ἕκαστον δικαστήριον κατασταθέντες γραμματεῖς πρὸς τήρησιν πρακτικῶν καὶ κωδίκων, ὡς καὶ καταγραφὴν τῶν πράξεων, ἀναφορῶν, ἀποφάσεων κλπ., σχέσιν ἔχουσιν πρὸς τὴν δίκην². Ζαπτζήδες δὲ εἶναι τὰ ἐκτελεστικὰ ὄργανα³, τὰ ὅποια ἔχουσιν ὑπὸ τὰς ἀμέσους αὐτῶν διαταγὰς στρατιώτας («ἀπρώτους», «τσαούσηδες», «παχαρνιζέλους», «ἱζογλάνια») διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν δικαστικῶν διαταγῶν.

Οἱ ζαπτζήδες, κατώτεροι ὀφφικιοῦχοι τόσον εἰς τὴν κοινωνικὴν, ὅσον καὶ εἰς τὴν διοικητικὴν ἱεραρχίαν, πρέπει κατὰ τὸ χρυσόβουλλον τοῦ 1775 «νὰ ἔχουν κάθε λογῆς εὐπείθειαν καὶ ὑποταγὴν εἰς τοὺς κριτάς». Τὸ Συνταγμάτιον περιέλαβεν ἐν τίτλῳ X διατάξεις πρὸς προστασίαν τῶν πολιτῶν κατὰ πάσης ὑπερβασίας τῶν ζαπτζήδων, ὡς καὶ τῶν κατωτάτων ἐκτελεστικῶν ὀργάνων, τῶν «ἀπρώτων» ἢ ἄλλων «μουμπασίρηδων».

Οἱ ζαπτζήδες δικαιοῦνται εἰς τὸ δέκατον (ζετζουγιάλαν) ἐπὶ τοῦ ποσοῦ, τὸ ὅποιον πράγματι καταβάλλεται κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν⁴ ὑπὸ τοῦ διαδίκου μετὰ δικαστικὴν ἀπόφασιν. Τὰ κατώτατα τοῦναντίον ἐκτελεστικὰ ὄργανα (ἱζογλάνια, παχαρνιζέλοι, ἀπρωῖτοι, ἀρμασέλοι) δικαιοῦνται εἰς «τράπατον», δηλαδὴ εἰς τέλος, τὸ ὅποιον λαμβάνουσι «διὰ τὸν κόπον» τῶν ἀπὸ τὸ πρόσωπον ὅπου θέλει ἀπομείνει εἰς τὴν κρίσιν⁵. Εἰς τὸν κώδικα τοῦ Ὑψη-

¹ Τὸ Συνταγμάτιον περιέχει καὶ ἄλλας ἀσφαλιστικὰς διατάξεις ὑπὲρ τῶν διαδίκων. Οὕτως ἐν XII, α' καὶ β' ὁρίζεται ὅτι τὰ κατώτερα ἐκτελεστικὰ ὄργανα δὲν δύνανται διὰ τῆς βίας νὰ σύρουν εἰς τὸ δικαστήριον τοὺς ἱερουργοῦντας ἱερεῖς, ἀπεσταλμένους τοῦ ἡγεμόνος, δικαστὰς κρίνοντας, τοὺς πενθοῦντας συγγενῆ των διαδίκους (ἢ καὶ μάρτυρας). Ἐν δὲ § β' καθιερῶνται τὸ ἄσυλον τῆς κατοικίας, ἀλλὰ μόνον διὰ περιουσιακὰς δίκας.

² Περὶ λογοθετῶν διέλαβε καὶ τὸ χρυσόβουλλον τοῦ Νοεμβρίου 1775, ὡς καὶ τὸ Συνταγμάτιον II, β', η', IV, δ', V, γ', XIII, γ', XV, δ', ε', ζ'. Πρβλ. καὶ ἀνωτέρω σ. 133 σημ. 1.

³ Διὰ τοὺς ζαπτζήδες, οἵτινες ἦσαν ἀξιωματοῦχοι τῆς ε' τάξεως, πρβλ. λεπτομερῶς Δ. ΦΩΤΕΙΝΟΝ, Ἱστορία, 3, σ. 517 ἐπ., Ν. BLARAMBERG, ἐνθ' ἀνωτ. σ. 252.

⁴ Συνταγμ. X, δ', ε'. Ἡ διάταξις ὁρίζει δέκατον ἐπὶ τοῦ ποσοῦ, ὅπερ «ἱμπλινίζεται» (ἐκ τοῦ ρουμανικοῦ *implini* = πραγματοποιεῖν).

⁵ Συντ. XI, α'.



λάντη¹ ἀπειλοῦνται ποινὰι ἐναντίον τῶν κατωτέρων τούτων ὀργάνων, ὡσάκις λαμβάνουσι πλέον τοῦ τεταγμένου τέλους, τὴν δ' ἐποπτεῖαν τῶν εἰς τὰς ἐπαρχίας ταξιδευόντων μετὰ χρέη κλητῆρος «μουμπασίρηδων»² ἔχει ὁ ἱσπράβνικος, ὅστις ἐπὶ παραβάσεων αὐτῶν τοὺς παραπέμπει εἰς τὴν Αὐθεντεῖαν διὰ τὰ περαιτέρω³. Πρὸς ἀποφυγὴν δὲ ἀμφισβήτησεων ὠρίσθη εἰς τὸν κώδικα⁴ τὸ ποσὸν τῶν εἰσπραχθησομένων τελῶν ἐν Βουκουρεστίῳ καὶ εἰς τὰς κατ' ἰδίαν ἐπαρχίας.

Γ' Η ΔΙΚΗ

44.— Ἡ σειρὰ τῶν διαδικαστικῶν πράξεων περιγράφεται κεφαλαιωδῶς ἐν τῷ Συνταγματίῳ. Ἐκ τῶν σχετικῶν διατάξεων, προκειμένου περὶ ἀστικῆς δίκης, δύναται ὡς ἑξῆς νὰ ἀναπαρασταθῇ ἡ κατὰ τὸν κώδικα τοῦ Ὑψηλάντη ἀκολουθουμένη διαδικασία.

Ὁ ἐνάγων ὀφείλει ἐγκαίρως νὰ κοινοποιήσῃ τὴν ἀγωγὴν τοῦ εἰς τὸν ἐναγόμενον, ὥστε ὁ τελευταῖος νὰ δυνηθῇ εἴτε νὰ ἐξοφλήσῃ τό, δι' ὃ ἐνάγεται, χρέος εἴτε νὰ προσέλθῃ εἰς τὸ δικαστήριον⁵. Εἰς τὴν κοινοποίησιν ταύτην εἶναι ἐμπειστευμένοι οἱ ζαπτιζήδες. Ὁ ζαπτιζὴς ὀφείλει μίαν ἡμέραν πρὸ τῆς δίκης νὰ κοινοποιήσῃ τὴν ἀγωγὴν εἰς τὸν ἐναγόμενον, ἄλλως προσάγων αὐτὸν «ἐξαίφνης», ὅπως δικασθῇ, ὑπόκειται εἰς ποινικὴν δίωξιν⁶. Ἐκ τῆς διατυπώσεως τῶν σχετικῶν διατάξεων φαίνεται ὅτι ἡ ἀγωγή συντάσσεται ἐγγράφως, τοῦτο δ' ἐπιβεβαιοῖ καὶ ἄλλη διάταξις⁷, καθ' ἣν ἀπαιτεῖται ἐγγραφὸν ἀγωγῆς «μπουγιουρδισμένον», ἵνα χωρήσῃ ἡ δίκη.

Κληθέντος τοῦ ἐναγομένου, ἡ δίκη δύναται νὰ ἀρχίσῃ. Ὁ γραμματεὺς ὀφείλει νὰ ὀρίσῃ τὴν δικάσιμον⁸ καὶ νὰ προπαρασκευάσῃ πᾶν τὸ ἀπαιτούμενον (ἀποδεικτικὰ μέσα κλπ.) δι' αὐτήν. Ἡ δίκη δὲν διεξάγεται δημοσίᾳ· τοῦναντίον τόσον κατὰ τὸ χρυσόβουλλον τοῦ 1775, ὅσον καὶ κατὰ τὸ Συνταγματίον⁹, οἱ κλητῆρες δὲν ἐπιτρέπουσι τὴν εἴσοδον, εἰ μὴ μόνον εἰς τοὺς «ἀντιδιαφερομένους» καὶ τοὺς μάρτυρας, τούτους δὲ τοποθετοῦσιν ἰδιαιτέρως, ὥστε νὰ μὴν ἀκούουσιν οἱ μὲν τί λέγουσιν οἱ δέ. Συνεδριάζουσι δὲ τὰ δικαστήρια κατὰ τὰς ὠρισμένας ἡμέρας κυρίως μὲν πρὸ μεσημβρίας, ἐνίοτε ὅμως¹⁰ καὶ μετὰ μεσημβρίαν, χρείας τυχούσης. Κατὰ τὰς συνεδριάσεις συνιστᾶται εἰς τε τοὺς κριτὰς καὶ εἰς τοὺς διαδίκους¹¹ ἀπόλυτος εὐταξία. Οἱ διάδικοι (ἢ βεκίληδες αὐτῶν) δύνανται νὰ

¹ Συντ. X, β'.

² Ἐκ τοῦ τουρκικοῦ mübaşy = ἀστυνομικὸν ὄργανον Βλ. GREGORIAN op. cit. σ. 21.

³ «Νὰ παιδεύωνται βαρέως . . . καὶ νὰ ἀποβάλλωνται» κατὰ Συνταγμ. X, γ'. Κατὰ XVII, ε' ὁ ἱσπράβνικος ἐποπτεύει ὅλων τῶν ζαπτιζήδων τῆς περιφερείας τοῦ εὐθυνόμενου αὐτοῦ διὰ τὰς πράξεις ἢ παραλείψεις αὐτῶν.

⁴ Συνταγμ. τίτλ. XI, ἐνθα καὶ τὰ «τράπατα» τῶν καθ' ἕκαστον «καδικιῶν».

⁵ Συντ. VII, α'.

⁶ Συντ. X, α'.

⁷ Συντ. V, ια'.

⁸ Τοῦτο λέγεται μόνον διὰ τὸν μέγαν λογοθέτην, προκειμένου περὶ τοῦ Αὐθεντικοῦ Διβανίου, εἰς τὸ χρυσόβουλλον τοῦ 1775.

⁹ Συντ. II, β'.

¹⁰ Συντ. II, γ'.

¹¹ Πρβλ. διὰ τοὺς κριτὰς Συνταγμ. V, διὰ τοὺς διαδίκους VII, ζ', ζ'.



εἶπουν ὅτι θέλουν, οἱ δὲ κριταὶ δὲν δύνανται «να ἐμποδίζωσι τὴν διήγησιν τοῦ κρινομένου ὅτι λογῆς καὶ ἂν εἶναι», τηρουμένων πρακτικῶν, ὑπογραφομένων ὑπὸ πάντων¹. Κρίνοντες δὲ οἱ δικασταὶ τὴν ὑπόθεσιν «μὲ νοῦν καθαρὸν καὶ ἥσυχον» δὲν λαμβάνουσι τὴν ἀπόφασίν των διὰ πλειονοψηφίας, ἀλλ' «ἀποφασίζουσιν ἐκ συμφώνου ἐκεῖνο ὅπου ἤθελε τοὺς φανῇ δίκαιον»².

Πλείονες διατάξεις πραγματεύονται περὶ τοῦ τρόπου, καθ' ὃν ἐκδίδονται καὶ δημοσιεύονται αἱ δικαστικαὶ ἀποφάσεις, ἰδιαίτερος δὲ τίτλος (VIII) εἶναι ἀφιερωμένος εἰς αὐτόν. Οὕτως ὀρίζεται³ ὅτι αἱ ὑποθέσεις ἀποφασίζονται ὑπὸ τῶν κριτῶν «φανερὰ καὶ ὀχι κρυφίως». Δὲν ὑπάρχει κατ' ἀκολουθίαν χώρος διὰ μυστικὴν τῶν δικαστῶν συνεδρίαν, ἀφοῦ ἡ ἐκδοσις τῶν ἀποφάσεων γίνεται ἀμέσως μετὰ τὴν δίκην⁴. Ἡ ἀπόφασις δικαιολογουμένη «μὲ τὸ κεφάλαιον τοῦ νόμου ὅπου ἤθελον μεταχειρισθεῖ»⁵ ἀναγινώσκεται εἰς ἐπήκοον τοῦ καταδικαζομένου⁶. Εἶναι δὲ ἀπαραίτητον νὰ συνταχθῇ καὶ ἐγγράφως καὶ νὰ ὑπογραφῇ, διότι ἄλλως θεωρεῖται ἄκυρος⁷. Τὸ ἐγγραφον τῆς ἀποφάσεως ὁ ζαπτιζῆς ἐπιδεικνύει εἰς τοὺς διαδίκους πρὸς ἐκτέλεσιν ἐπιμελούμενος ὁ ἴδιος τῆς ἐκτελέσεως αὐτῆς, πλὴν ἂν ὁ ἡττηθεὶς διάδικος ἀσκήσῃ ἔφεσιν εἰς ἀνώτερόν τι δικαστήριον⁸. Ὁ ἡττηθεὶς διάδικος ὀφείλει νὰ καταβάλῃ καὶ τὴν δικαστικὴν δαπάνην, ὡς καὶ τὰ τέλη τῆς ἐκτελέσεως εἰς τὸν ζαπτιζῆν⁹, ἀποδεικνυομένου δὲ ὅτι ἀδίκως τις ἐνήγαγέ τινα, ὑποχρεοῦται νὰ καταβάλῃ καὶ πᾶν ἔξοδον, τὸ ὅποιον ἐκ τῆς δίκης ὑπέστη ὁ ἀδίκως ἐναχθεὶς¹⁰.

Ὡς ἀποδεικτικὰ μέσα εἰς τὸν περὶ ὅρκου XXIX τίτλον τοῦ Συνταγματίου (§ α') ἀναφέρονται οἱ μάρτυρες, τὰ ἐγγραφα, ὁ ὅρκος καὶ «ἄλλοι τρόποι». Οἱ τοιοῦτοι τρόποι εἶναι διάφοροι, διὰ δὲ τὰς ποινικὰς δίκας καὶ αὐταὶ αἱ σωματικαὶ βάσανοι¹¹. Ὡς πρὸς τὰ ἐγγραφα οὐδαμοῦ τοῦ κώδικος τοῦ Ὑψηλάντη γίνεται εἰδικὸς λόγος, πλεῖσται ὅμως διατάξεις αὐτοῦ οὐσιαστικοῦ περιεχομένου, αἵτινες ἐν προηγουμένοις κεφαλαίοις ἐμνημονεύθησαν, καθορίζουσι τὰ ἀπαραίτητα στοιχεῖα τῶν ἐγγράφων, μετὰ τῶν ὁποίων ἀπαιτεῖται καὶ ἀριθμὸς τις μαρτύρων. Σχετικὴ γενικὴ διάταξις εἶναι ἡ ἐν XXVIII ζ' περιεχομένη, καθ' ἣν οἱ προσκαλούμενοι, ὅπως μαρτυρήσωσι κατὰ τὴν σύνταξιν ἐγγράφου τινὸς «ὅτι λογῆς καὶ ἂν εἶναι» τοῦτο, ὀφείλουσι «να εἶναι προσκαλεσμένοι ἐξεπίτηδες... καὶ ἔτσι νὰ εἶναι δεκτὴ ἡ μαρτυρία τους, ἐπειδὴ ἐκεῖνοι ὅπου μαρτυροῦν ὅτι κατὰ τύχην περνῶντας ἤκουσαν δὲν εἶναι δεκτοί».

Περὶ τῶν μαρτύρων ὡς ἀποδεικτικοῦ μέσου πραγματεύεται ὁλόκληρος τίτλος τοῦ Συνταγματίου, ὁ XXVIII, ἀλλαχοῦ¹² δ' ἐκτίθεται ὁ τρόπος, καθ' ὃν οἱ μάρτυρες ἐξετά-

¹ Συντ. V, γ'.

² Συντ. V, ε'.

³ Συντ. VIII, α'.

⁴ Συντ. I, β'.

⁵ Συντ. III, δ'· πρβλ. καὶ VIII, γ'.

⁶ Συντ. VIII, α'.

⁷ Συντ. VIII, β'.

⁸ Συντ. I, β'. Ἐάν τις καταδικασθῇ διὰ δύο ἀποφάσεων εἰς καταβολὴν πλειόνων χρεῶν του, κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν ἱκανοποιεῖται πρῶτος ὁ κατὰ πρῶτον κινήσας τὴν ἀγωγὴν δανειστής, οὗτινος πρώτη ἐκρίθη ἡ δίκη, πλὴν ἂν πρόκειται περὶ πτωχεύσαντος, ὅτε κατὰ VIII, ε', συντρέχουν πάντες οἱ δανεισταὶ ἀπὸ κοινοῦ.

⁹ Συντ. X, α'-ε', XI, α'.

¹⁰ Συντ. VII, ε'.

¹¹ Συντ. IV, ζ'.

¹² Συντ. II, β'.



ζονται ἐπὶ δικαστηρίου. Ἄξιαι σημειώσεως εἶναι αἱ διατάξεις, καθ' ἃς ὁ ἑτερόδοξος οὐδέποτε μαρτυρεῖ κατ' ὀρθοδόξου¹ καὶ δεκτὸς εἰς μαρτυρίαν εἶναι μόνον ἠθικός, χρηστὸς καὶ τίμιος μάρτυς, οὐδέποτε δὲ φίλος ἢ ἐχθρὸς πλὴν μόνον μετ' ἔλεγχον τοῦ εὐσυνειδήτου τῆς μαρτυρίας του². Ἐν δὲ XXVIII, δ' ἀναγορεύεται ἡ γενικὴ ἀρχή, καθ' ἣν «ὅποιος »εἶναι ὑποπιος εἶναι καὶ ἀδεκτος, καὶ ὅποιος εἶναι εὐὐπόληπτος εἶναι καὶ δεκτός». Οἱ συγγενεῖς δύνανται νὰ μαρτυρήσουν διὰ «μυστικοτάτην ὑπόθεσιν» τῆς οἰκογενείας, ἀλλὰ μόνον ἐφ' ὅσον εἶναι πέρα τοῦ τετάρτου βαθμοῦ³. Τῶν δὲ συντρόφων ἢ δούλων αἱ μαρτυρικαὶ καταθέσεις εἶναι δεκταί, μόνον ἂν πρόκειται περὶ εὐὐπολήπτων προσώπων⁴.

Προκειμένου περὶ ἀστικῶν ὑποθέσεων, οἱ μάρτυρες προσκαλοῦνται ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου διαδίκου, ἐκτὸς ἂν δηλώσουν ὅτι γνωρίζουν τι σχετικῶς μὲ τὴν ὑπόθεσιν ἢ ἂν αὕτη εἶναι πολὺ σπουδαία, ὅτε ἐξαναγκάζονται νὰ προσέλθουν εἰς τὸ δικαστήριον καὶ νὰ μαρτυρήσουν⁵.

Εἰδικὸς τίτλος (XXIX) πραγματεύεται καὶ περὶ ὅρκου. Εἶναι δ' οὗτος τὸ ἔσχατον ἀποδεικτικὸν μέσον, ἐπιβαλλόμενον «εἰς κάθε λογῆς ὑποθέσεις ὅπου εἶναι τελείως ἀμφί-»βολοι καὶ σκοτειναί, καὶ δὲν εἶναι τρόπος νὰ ἀποδειχθῶσιν ἢ μὲ μάρτυρας ἢ μὲ ἄλλους »τρόπους⁶. Ἡ συμβολὴ τοῦ ἀποδεικτικοῦ τούτου μέσου εἶναι δηλαδὴ ἐπικουρική. Τὸ Συνταγμάτιον γνωρίζει⁷ καὶ τὸν ποσοτικὸν ὅρκον. Εἰδικὸς δὲ καθορίζεται τρόπος ὁρκοδοτήσεως τῶν ἱερέων καὶ διακόνων⁸.

Ἐκ τῶν ἐνδίκων μέσων κατὰ τῶν ἐκδοθεισῶν ἀποφάσεων ὁ κῶδιξ τοῦ Ἀλεξάνδρου Ὑψηλάντη ποιεῖται λόγον περὶ ἀνακοπῆς, ἐφέσεως καὶ περὶ τινος εἵδους ἀναψηλαφήσεως.

¹ Συντ. XXVIII, α'.

² Συντ. XXVIII, β', γ'.

³ Συντ. XXVIII, ε'.

⁴ Συντ. XXVIII, ζ'. Κατὰ Πρόχειρον Νόμον XXVII α' «ἀξιόπιστοι ἔστωσαν οἱ μάρτυρες, καὶ μή τινες ἐπιδίφριοι, μηδὲ χαμερπεῖς, μηδὲ παντοίως ἄσημοι». Γενικῶς τὰ περὶ μαρτύρων εἶναι συντεταγμένα κατὰ βυζαντινὰ πρότυπα. Πρβλ. Ἐκλογή XIV, Πρόχ. Νόμ. XXVII, Ἐπαναγ. XII, Ἐπιτομή XIII, Ecloga privata aucta, XV, Epanagoge aucta X, Ecloga ad Prochiron mutata XVI, Prochiron auctum XXIII, Μιχ. Ἀτταλ. XXI, (Βασ. XXI) Σύνοψις Βασ. Μ. 6, Ψελλοῦ Ποίημα στίχ. 919-937, Ἀρμενοπ. Ἐξαβ. I. 6. 2. Βλ. καὶ διὰ τὴν ἐν τῇ πράξει ἐφαρμογὴν Πεῖραν XXX.

⁵ Συντ. XXVIII, η'. Ἡ διάταξις τῆς § θ' τοῦ αὐτοῦ τίτλου δεχομένη τὰς καταθέσεις μόνον τῶν μαρτυρούντων «εἰς τὸ ναί» ἀναφέρεται προφανῶς εἰς τοὺς μάρτυρας μόνον τῶν ἀστικῶν ὑποθέσεων, ἂν δηλ. οὗτοι παρέστησαν κατὰ τὴν σύνταξιν τῶν πρὸς ἀπόδειξιν καταρτισθεισῶν πράξεων. Πρβλ. Ἀρμεν. Ἐξαβ. I. 6. 2.

⁶ Συντ. XXIX, α'.

⁷ Συντ. XXIX, β'. Παρεμπιπτόντως ὀρίζεται ἐκεῖ ὅτι ἐπὶ παρακαταθήκης ὁ παρακαταθέτης ὀφείλει νὰ ἀποτιμᾷ τὸ κατατιθεμένον πρᾶγμα, ἵνα δυνηθῇ κατόπιν ὁ δικαστὴς ἐν ἀμφιβολίᾳ νὰ καθορίσῃ τὸ ποσὸν τῆς ζημίας.

⁸ Συντ. XXIX, δ'. Εἰδικὴν σημασίαν ἔχει ἡ διάταξις τῆς § γ', ἐπιβάλλουσα πρὸ πάσης ποινικῆς ἀγωγῆς ὅρκον εἰς τὸν ἐνάγοντα ὅτι «μὲ ἀλήθειαν κινεῖ τὴν ἀγωγὴν του καὶ ὄχι μὲ πάθος». Σχετικῶς πρὸς τὸν ὅρκον ἐνδιαφέρων εἶναι ὁ ἐν Ρουμανίᾳ καὶ ἴσως ὑπὸ σλαβικὴν ἐπίδρασιν ἐν χρήσει ἀρχαιότερος θεσμὸς τῶν jurātori. Ἦσαν οὗτοι ἀξιόπιστα πρόσωπα, μαρτυροῦντα εἰς ἐνδεχομένην περίστασιν ὅτι



Περὶ τῆς ἀνακοπῆς προβλέπει ἡ διάταξις VIII, δ', καθ' ἣν, ἐὰν δεδικαιολογημένως ὁ καταδικασθεὶς δὲν προσῆλθεν εἰς τὸ δικαστήριον, ἡ ἀπόφασις εἶναι ἄκυρος.

Ἡ ἔφεσις (ἀπελατζίονε) ἀσκεῖται ἐντὸς ἐξήκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἐκδόσεως τῆς ἀποφάσεως¹, προβλέπεται δὲ ὡς τακτικὸν ἔνδικον μέσον διὰ πᾶσαν δίκην². Εἶδος δὲ ἀναψηλαφήσεως καθιεροῖ ἡ διάταξις V, η', καθ' ἣν, «ὅταν οἱ κριταὶ κάμουν λάθος εἰς τὴν ἀπόφασίν τους, καὶ μόνοι τους ὕστερον τὸ στοχασθοῦν, νὰ ἔχουν ἄδειαν νὰ ἀνακαλοῦν τὴν ἀπόφασίν τους καὶ νὰ τὴν διορθώσουν»³.

45.— Ἡ ἐκτεθεῖσα διαδικασία ἐπὶ ἀστικῆς δίκης ἰσχύει, ὡς ἔχει σχεδόν, καὶ ἐπὶ ποινικῆς δίκης.

Τὸ Συνταγμάτιον ὡς κῶδιξ κατὰ τὸν τίτλον του, ἀφορῶν «εἰς τὸ πολιτικόν», δὲν περιέλαβε διατάξεις οὐσιαστικοῦ ποινικοῦ δικαίου. Εἰς τοὺς κατ' ἰδίαν τίτλους γίνεται συχνάκις λόγος περὶ «ἐγκληματικῶν ὑποθέσεων», «ἐγκλημάτων» κλπ., ἀλλὰ τοῦτο γίνεται μόνον, ἵνα καθορισθῶσιν οἱ κανόνες, καθ' οὓς θὰ ἐκδικάζωνται αἱ ποινικαὶ παραβάσεις⁴.

Ἐπὶ τῶν ἐγκληματικῶν ὑποθέσεων ρητῶς⁵ καθιεροῦνται τὸ ἀνακριτικὸν σύστημα. Γενικῶς ἡ ποινικὴ διαδικασία δὲν διαφέρει πολὺ τῆς ἀστικῆς, εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῆς ὁποίας παραπέμπομεν εὐθὺς ἀνωτέρω. Συμπληρωματικῶς πρέπει ἐν τούτοις νὰ σημειωθῇ ὅτι ἀνακριτικὰ καθήκοντα ἐκτελοῦσιν οἱ ἱσπράβνικοι, οἱ ὁποῖοι παραπέμπουσι τοὺς κατη-ὁ βεβαιῶν τι εἶναι ὡσαύτως ἀξιόπιστον πρόσωπον. Περὶ τοῦ θεσμοῦ τούτου, ὅστις σημειωτέον δὲν διευτυπώθη ἐν τῷ Συνταγματίῳ, ὁ P. NEGULESCU, Studii de istoria dreptului român 1900, σ. 151 ἐπ., ἰδίως 156 ἐπ., ὑποθέτει ὅτι οὗτος κατάγεται ἐκ τῆς ρουμανικῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης, ὑπὸ τὴν ὁποίαν τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας ἀρχικῶς ἐβεβαίουν περὶ τῆς ἀξιοπιστίας συγγενοῦς των, σὺν τῷ χρόνῳ δὲ καὶ τρίτοι κατήντησε νὰ βεβαιοῦν ἔτι καὶ περὶ μὴ συγγενῶν. Πρβλ. ἐπὶ τοῦ θέματος N. JORGA, Anciens documents κλπ. σ. 33 ἐπ. καὶ τὰ αὐτόθι ἀναφερόμενα ἔγγραφα.

¹ Συντ. IX, α'. Ὁ τίτλος ἐπιγράφεται κατὰ βυζαντινὸν πρότυπον «περὶ ἐκκλήτων». Πρβλ. ἀντὶ ἄλλου Πεῖραν (τίτλ. οε').

² Πρβλ. Συντ. I, β', II, δ', ε', στ'. XVII ζ', κλπ. Ἐν Συντ. IX, β', ρητῶς λέγεται: «ἐκεῖνος ὁποῦ κάμνει ἀπελάτzion εἶναι πλέον ἐνάγων».

³ Ἰδιαιτέρως ἀξία μνείας τυγχάνει ἡ διάταξις VIII, γ', καθ' ἣν «ἡ ἀπόφασις ὁποῦ φανερά ἐναντιεῖται εἰς τοὺς νόμους, καὶ εἰς τὰς τοπικὰς συνηθείας νὰ εἶναι ἄκυρος, καὶ νὰ θεωρῇται ἐξ ὑπαρχῆς».

⁴ Βλ. λ. χ. Συντ. I, α', δ', IV, γ', ζ', VII, ια', XIII, α', XV, γ', θ', X, β' κλπ.

⁵ Διατάξεις οὐσιαστικοῦ ποινικοῦ δικαίου ἔχομεν ἐν Συντ. VII, ζ', θ'. Αὗται ὅμως εἰσὶ μεμονωμέναι καὶ ἔχουν τετὴ παρεμπιπτόντως. Διὰ τὸ ἐν Βλαχίᾳ ἐφαρμοζόμενον ποινικὸν δίκαιον πληροφοροῦμεθα ἐξ αὐτοῦ τοῦ Συνταγματίου (IV, β') «οἱ... κριταὶ νὰ θεωρῶσι κατὰ τοὺς Βασιλικοὺς νόμους... τοὺς ὁποίους... καὶ μεταφρασθέντας εἰς τὴν βλαχικὴν διάλεκτον ἐξεδώκαμεν εἰς ξεχωριστὸν Συνταγμάτιον». Τοιοῦτον Συνταγμάτιον δὲν ἐξεδόθη πράγματι, μᾶλλον δὲ φαίνεται πιθανὸν ὅτι ὁ ἡγεμὼν ἐσκόπει νὰ συντάξῃ τοῦτο ἐπὶ τῇ βάσει βυζαντινῶν πάντοτε πηγῶν. Ὑποθέτω δὲ ὅτι δὲν εὐσταθεῖ ἡ γνώμη τοῦ BERECSET (Izvoarele, σ. 223 ἐπ.), ὑποστηρίζοντος ὅτι ἴσως ἐξεδόθη τοιοῦτος κῶδιξ καὶ κατόπιν ἀπωλέσθη, διότι, ἂν συνέβαινε τοιοῦτόν τι, πάντως θὰ ἐγίνετό που, ἔστω καὶ ἀπλῆ, τῆς ἐκδόσεως τοῦ κώδικος ἐκεῖνου μνεία.

⁶ Συντ. IV, ζ'.



γορουμένους εἰς τὴν Αὐθεντείαν διὰ τὴν εἰς δίκην εἰσαγωγὴν αὐτῶν¹. Οἱ διάδικοι δὲν παρίστανται διὰ συνηγόρου, ἀλλ' αὐτοπροσώπως, ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου², ἀντιθέτως δὲ πρὸς τὴν ἀστικήν δίκην δὲν προσκαλοῦνται ἀπλῶς, ἀλλ' ἐξαναγκάζονται διὰ τῆς βίας νὰ προσέλθουν εἰς τὸ δικαστήριον³. Οἱ δικασταὶ τοῦ «*τρίτου δεπαρταμέντου τῶν ἐγκληματικῶν*», οἵτινες κατὰ τὰ λεχθέντα εἶναι ἀρμόδιοι διὰ τὴν ἐκδίκασιν τῶν ποινικῶν ὑποθέσεων, ἐπιβάλλουσι τὴν κατὰ νόμον καὶ ὄχι κατὰ τὴν ἰδίαν αὐτῶν κρίσιν ὀριζομένην ποινήν, τὴν ὁποίαν μόνος ὁ ἡγεμὼν δύναται νὰ αὐξήσῃ ἢ νὰ ἐλαττώσῃ⁴. Τὴν ἐκδομένην ἀπόφασιν ἐκτελοῦσιν οἱ ἱσπράβνικοι διὰ τῶν ὑφισταμένων εἰς αὐτοὺς ὀργάνων, τῶν ζαπτζήδων⁵. Κατὰ τῆς ἀποφάσεως ταύτης δύναται νὰ ἀσκηθῇ ἔφεσις εἰς ἀνώτερον δικαστήριον ἢ ἐνώπιον τοῦ ἡγεμόνος⁶. Τέλος εἰς πολιτικὴν καὶ ποινικὴν δικονομίαν ἀφορῶσι καὶ αἱ διατάξεις τοῦ τίτλου XL (α', β'), καθ' ἃς εἰς ὠρισμένας «*ἀπράκτους*» ἡμέρας κατὰ τὸ βυζαντινὸν πρότυπον οὔτε ἀνάκρισις οὔτε ἐξέτασις μαρτύρων γίνεται, πλὴν προκειμένου περὶ ληστῶν, οἱ ὅποιοι πάντοτε καὶ καθ' οἵανδήποτε ἡμέραν ἐξετάζονται.

¹ Συντ. IV, ε'· πρβλ. καὶ IV, η', ἔνθα ὀρίζεται ὅτι ὁ γενικὸς διοικητὴς τῶν φυλακῶν (ὁ «*ἀρμάσης*») μόνον μετὰ προσταγὴν τοῦ ἡγεμόνος παραπέμπει εἰς δίκην. Βλ. καὶ Συντ. XV, γ'.

² Συντ. VII, ια'.

³ Συντ. XII, β'.

⁴ Συντ. IV, ζ'.

⁵ Συντ. X, ζ', XV, η', θ'.

⁶ Πρβλ. Συντ. XIII, β', XIV, α', I, δ', XVII, ζ' κλπ.



ΕΠΙΛΟΓΟΣ

46.—Εἰς τὰ προσηγηθέντα κεφάλαια ἐπεχειρήσαμεν νὰ ἀποδείξωμεν ὅτι τὸ εἰς τὸ Συνταγμάτιον τοῦ Ὑψηλάντη διατυπωθὲν δίκαιον, ὅπως ἄλλως τε καὶ τὸ εἰς τὸν ἐσωτερικῶς συγγενῇ πρὸς αὐτὸ Βλαχικὸν Κώδικα τοῦ Γεωργίου Καρατζᾶ, ἀποτελεῖ κατὰ τὸ πλεῖστον ἐπανάληψιν διατάξεων τοῦ βυζαντινοῦ αὐτοκρατορικοῦ καὶ δημώδους δικαίου, ὅπερ συνέχεται πρὸς τὰ νόμιμα τῶν ἀρχαίων ἑλληνικῶν πολιτειῶν, τῶν ὁποίων ἡ ἐπαφὴ πρὸς τὰ δίκαια τῶν ἀρχαίων λαῶν τῆς ἀνατολικῆς λεκάνης τῆς Μεσογείου καὶ τῆς ἐγγύς Ἀνατολῆς καθ' ὠρισμένας περιόδους τῆς ἱστορίας δύναται νὰ θεωρηθῇ ὡς γεγονός.

Ἐνδειξιν τοῦ γεγονότος τούτου ἀποτελεῖ ἡ διατήρησις τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης ὡς θεμελίου τῶν ἐμπραγμάτων, οἰκογενειακῶν καὶ κληρονομικῶν σχέσεων. Ἡ ρουμανικὴ συνιδιοκτησία, τὸ περιουσιακὸν τῶν συζύγων δίκαιον, ἡ ὑποχρέωσις τῶν γονέων καὶ τῶν ἀδελφῶν πρὸς προίκισιν, ἡ χωριστὴ ρύθμισις τῶν bona materna, τέλος ἡ παροχὴ ἰδιαιτέρου κληρονομικοῦ δικαιώματος ἐπὶ τοῦ πατρικοῦ οἴκου εἰς τοὺς ἄρρενας κατιόντας, ὡς καὶ πλεῖσται ἄλλαι σχέσεις ἐκ τοῦ οἰκογενειακοῦ καὶ κληρονομικοῦ δικαίου, περὶ ὧν ἐκτενῶς διελάβομεν εἰς τὰ προσηγηθέντα κεφάλαια, εἶναι διεργυθμισμέναι ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀρχῆς ταύτης τῆς οἰκογενειακῆς κοινοκτημοσύνης.

Ἄλλοι θεσμοὶ συνέχονται στενότερον πρὸς τὰ ἐγγύτερον κείμενα ἐξελιγμένα ἀντίστοιχα βυζαντινὰ θέσμια. Ἡ ρουμανικὴ δουλοπαροικία, αἱ ἐμπράγματοι σχέσεις ἐπὶ τῆς ἐμφυτεύσεως, τῶν ὑδάτων κλπ., αἱ ἐν τῷ κώδικι ρυθμιζόμεναι ἐνοχικαὶ συμβάσεις, τέλος καὶ θεσμοὶ τοῦ οἰκογενειακοῦ καὶ κληρονομικοῦ δικαίου, ὅπως ἡ ἀναγκαστικὴ διαδοχή, τὰ ψυχικά, αἱ τριμοιρίαι κλπ., δυσχερῶς δύναται νὰ ἀμφισβητηθῇ ὅτι δὲν εἶναι διατετυπωμένα κατὰ βυζαντινὰ πρότυπα. Τέλος καὶ τὰ τῆς ὁργανώσεως καὶ τῆς ἀπονομῆς τῆς δικαιοσύνης δὲν ἀφίστανται γενικῶς τοῦ τρόπου τῆς ρυθμίσεως αὐτῶν ἐν ταῖς βυζαντιναῖς συλλογαῖς. Διὰ τὸν λόγον τοῦτον δύναται νὰ λεχθῇ ὅτι τὸ Συνταγμάτιον τελειωτικῶς καὶ κατὰ τὰς κυρίας αὐτοῦ γραμμάς διατυποῖ βυζαντινὸν δίκαιον, αὐτοκρατορικὸν καὶ δημῶδες, τὸ τελευταῖον δὲ τοῦτο, ὅπως κατέληξε νὰ ἰσχύῃ εἰς μέγα μέρος τῆς Βαλκανικῆς, εἰς τὴν Μικρὰν Ἀσίαν καὶ τὴν Αἴγυπτον ὡς ὑπόλειμμα τῆς μακραίωνος ἐξελίξεως, ἣν διήνυσαν οἱ ἐξελληνισθέντες θεσμοὶ τῶν ἀνατολικῶν δικαίων.